

TABLE DES MATIÈRES

Autour de la GGI	14
Opinion, Éditorial, Lettres	14
LE QUOTIDIEN : Chronique : Les étudiants tiennent leur «os», par Catherine Delisle - Publié le lundi 08 octobre 2012 à 10h39	14
Un acteur	14
Tout un os	14
VOICI JUSTIN	14
LA VOIX DE L'EST : Chronique : Les policiers et leurs détracteurs, par Valère Audy - Publié le mardi 02 octobre 2012 à 05h00	14
LE DEVOIR : Portrait : Léo Bureau-Blouin : «Quelle soirée!», par Jean-François Nadeau - Samedi 29 septembre 2012	15
THEGAZETTE : Chronique : Profs cry wolf over student protests : Complaints of police brutality and demands for amnesty for those arrested cast academic integrity in a dim light, By HENRY AUBIN – Thursday, September 27, 2012	15
LA TRIBUNE : Opinion : «Grotesque» l'idée d'élections sur le dos des étudiants?, par Daniel Faucher, Eastman - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 09h32	16
LA PRESSE : Chronique : Tout un cru, cette cohorte 2012, par Marie-Claude Lortie - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 06h29	16
LE DEVOIR : Enseignement supérieur - Les défis de Pierre Duchesne, par Gabriel Gagnon - Professeur honoraire de sociologie à l'Université de Montréal – Mardi 25 septembre 2012	16
Gouvernance à la dérive	17
Comité de sages	17
Vos réactions (8)	17
LE DEVOIR : Libre opinion : Conflit étudiant - L'amnistie générale pour les étudiants inculpés, par Simon Lefranc - Étudiant au cégep de Saint-Laurent et porte-parole du groupe Amnistie générale – Mardi 25 septembre 2012	18
Records de contestations	18
Engorgement des tribunaux	18
Coûts plus élevés	18
Vos réactions (14)	18
LE DEVOIR : Lettre - Annulation de la hausse des droits de scolarité, par Steve Mc Kay - Président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke, et Olivier Mercure – Coordonnateur, Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS), le 20 septembre 2012 – Mardi 25 septembre 2012	19
Vos réactions (3)	19
LA PRESSE : 10+1 questions avec Martine Desjardins, par Nathalie Collard - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 07h00	20
LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Élever le débat, par Marie-Andrée Chouinard – Samedi 22 septembre 2012	20
Vos réactions (4)	21
LA PRESSE : Libre opinion : Évitions la grand-messe, par Pierre Paquette, Professeur d'économie au Collège de Maisonneuve, l'auteur a été député du Bloc québécois - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 06h00	21
LA PRESSE : Chronique : Les lendemains de la «victoire» étudiante, par Yves Boisvert - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 00h00 Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 09h40	21
LA TRIBUNE : Merci d'abolir l'ignoble loi 78, par Daniel Nadeau, Sherbrooke - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 09h21	22
LE DEVOIR : Libre opinion : Mouvement étudiant et répression policière - Pour une commission d'enquête publique, par Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM – Mercredi 19 septembre 2012	22
Depuis le sommet du G20 à Toronto	23
Beaucoup de questions, peu de réponses	23
Besoin d'une commission d'enquête publique	23
Ont cosigné ce texte:	23
Vos réactions (13)	24
LE DEVOIR : Lettre - Merci, Léo Bureau-Blouin, par Hélène Paradis - Québec, le 13 septembre 2012 – Mardi 18 septembre 2012	24
Vos réactions (9)	24
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation grève : Des millions de dollars : La grève étudiante a coûté plus de 4 M\$ aux cégeps et universités, et ce n'est pas terminé - Publié le: dimanche 16 septembre 2012, 18H38 Mise à jour: dimanche 16 septembre 2012, 18H46	24
Facture élevée à l'UQAM	25
Qui paiera la note ?	25
La faute aux universités	25
LE DEVOIR : La réplique — division du vote - L'exode de la gauche silencieuse, par Paul St-Pierre Plamondon et Jean-François Gingras - Membres de Génération d'idées – Jeudi 13 septembre 2012	25
Le déclencheur – Les rangs dispersés	25
Rejet des carrés rouges	25
Gauche constructive et modérée	25
Une division qui peut continuer	25
Vos réactions (16)	25
LE SOLEIL : Chronique : Le test de la réalité..., par Gilbert Lavoie - Publié le jeudi 13 septembre 2012 à 05h00	25
LA PRESSE : Votre opinion : Le conflit étudiant ou l'art de pédaler dans le vide, par Luc Héту, Hudson - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 13h19	26
LE DROIT : Chronique : Le jeune prodige de la politique, par Denis Gratton - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 08h07	26
LA PRESSE : Éditorial : Baisser le ton, par Mario Roy - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 06h00	27
LA PRESSE : Chronique : Petit-déjeuner avec Gabriel Nadeau-Dubois, par Patrick Lagacé - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00	27
LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Obstacles à surmonter, par Marie-Andrée Chouinard – Vendredi 7 septembre 2012 Education28	28
Vos réactions (22)	28
LE SOLEIL : Point de vue : Le choix entre la peste, le choléra et la grippe espagnole..., par Jean-Charles Castilloux, Québec - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 05h00	28
LE QUOTIDIEN : Éditorial : Votez!, par François Gelais - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 09h50	29
Contexte	29



LE DROIT : Éditorial : Aux urnes!, par Pierre Jury - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 06h00	29
LA VOIX DE L'EST : Courrier des lecteurs : Pour une vraie gratuité scolaire, par Nicolas Luppens, Coordonnateur du Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 05h00.....	29
LA PRESSE : Éditorial : «Voter, ça sert à rien...», par François Cardinal - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 06h00 Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 10h57	30
LE DEVOIR : Chronique : Dans l'oeil du citoyen - Mardi, rien ne sera réglé, par Michel Venne – Samedi 1 septembre 2012	30
Vos réactions (6)	31
LA TRIBUNE : Opinion : Trois propositions pour l'éducation, par Jean Nicolas, Professeur émérite de l'UdeS, Prix d'excellence en enseignement au Canada - Publié le vendredi 31 août 2012 à 09h39	31
Des constats préoccupants	31
Trois pistes d'actions.....	31
LE DEVOIR : Libre opinion - Nous demandons la démission du recteur, par Blandine Parchemal, Coordinatrice aux cycles supérieurs de l'ADEPUM (Association de philosophie de l'Université de Montréal) – Jeudi 30 août 2012 17h23	32
Encore plus loin	32
Valeur de l'université	32
Vos réactions(14).....	32
LE DEVOIR : Idées : Conflit étudiant - Les non-dits d'une campagne électorale, par Yolande Cohen - Historienne à l'UQAM – Jeudi 30 août 2012.....	32
La crise couve encore.....	32
Majorité silencieuse sollicitée	33
Vos réactions (7)	33
LE DEVOIR : Libre opinion - Pourquoi nous bloquons encore des cours, par Jean-Pascal Bilodeau - Étudiant, Montréal – Jeudi 30 août 2012	33
Vos réactions (64)	34
LE DROIT : Opinion : L'UQO et la hausse des droits de scolarité, par Louise Briand, professeure en sciences comptables à l'UQO depuis 1989 et présidente du Syndicat des professeures et professeurs de l'UQO (SPUQO) - Publié le mercredi 29 août 2012 à 07h46	34
Gel et dégel.....	34
La hausse de 2012.....	34
Le risque	34
LE DEVOIR : Éditorial : Rentrée universitaire - Avec ou sans matraque, par Marie-Andrée Chouinard – Mardi 28 août 2012	34
Vos réactions (24)	35
THEGAZETTE : Editorial: A noisy reminder that the Liberals were right – Saturday, August 28, 2012	35
LA VOIX DE L'EST: Courrier des lecteurs: L'éducation : un droit pour tous, par André Beauregard, Shefford - Publié le vendredi 24 août 2012 à 05h00	35
LA PRESSE: Votre opinion: Conflit étudiant: non, ce n'est pas un échec pour les rouges, par Sarah-Jeanne Dubé Mercure, étudiante en droit à l'UQAM - Publié le mardi 21 août 2012 à 17h35	36
LE DEVOIR : Libre opinion - La défaite des carrés rouges, vraiment?, par Martin Vachon – Québec – Lundi 20 août 2012	36
Huit raisons.....	36
Vos réactions (14)	36
LE SOLEIL: Éditorial: Des étudiants pragmatiques, par Brigitte Breton - Publié le jeudi 16 août 2012 à 05h00	37
JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 15 août : Incompétence libérale, par Alexis Gagné-LeBrun, enseignant en physique au cégep de Saint-Hyacinthe- Mise à jour: Mercredi 15 août 2012 7:04.....	38
JOURNALMETRO : Courrier des lecteurs du 15 août : Voter pour changer, par Normand Breault - Mise à jour: Mercredi 15 août 2012 7:04	38
LA VOIX DE L'EST : Courrier des lecteurs : Quel pays voulons-nous ?, par André Beauregard, Shefford - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00	38
JOURNALMÉTRO : Chronique : La politique étudiante, par Michel Venne - Mise à jour: lundi 13 août 2012 22:11 - 14 août 2012 6:50 .	38
LE SOLEIL: Point de vue: Interpréter le silence de la majorité, par Mathieu Bernière, enseignant au niveau secondaire - Publié le lundi 13 août 2012 à 11h06	39
LA PRESSE: Opinion: Démagogie et mépris, par Pierre-Gabriel Jobin, professeur émérite à l'Université McGill - Publié le lundi 13 août 2012 à 06h00	40
LA PRESSE : Sauvons notre session, par Marie-Ève Demers-Morabito, étudiante à la maîtrise en sexologie à l'UQAM - Publié le samedi 11 août 2012 à 06h00	40
LE SOLEIL : Chronique : Le ciment est encore très humide..., par Gilbert Lavoie - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00.....	40
Et ces sondages?.....	40
LE DEVOIR: Chronique: Le front du refus, par Denise Bombardier – Samedi 11 août 2012	40
Vos réactions (26)	41
LE QUOTIDIEN : Carrefour du lecteur : Une rentrée référendaire, par Laval Gauthier, Saguenay, Publié le vendredi 10 août 2012 à 09h10	41
LA PRESSE : Chronique : Gabriel Nadeau-Dubois: le repos du guerrier, par Nathalie Petrowski - Publié le vendredi 10 août 2012 à 07h36	41
LA PRESSE : Éditorial : GND reviendra, par Mario Roy - Publié le vendredi 10 août 2012 à 06h00	42
LE DEVOIR: Lettre - Mille fois merci, par Jacques Léger - Montréal, le 9 août 2012 – Vendredi 10 août 2012	42
Vos réactions	42
LE DEVOIR: Lettre - Les convictions réelles, par Raymond Ethier - Le 9 août 2012 – Vendredi 10 août 2012.....	42
Vos réactions	42
THE GAZETTE : Opinion: University is a privilege, not a right, By Claude Montmarquette, president and executive director of the Montreal-based Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (Cirano) - he headed up a provincial task force that in 2008 recommended higher university tuition fees — and higher user fees generally in Quebec - Special to The Gazette – Friday, August 10, 2012.....	43
13 comments.....	44
LE DEVOIR: Lettre - Pour une cause noble, par Michel Beaumont - Québec, le 9 août 2012 – Vendredi 10 août 2012.....	44
Vos réactions	44
LE DEVOIR: Lettre - Une lutte ne fait pas le printemps, par Yvon Bureau - Québec, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012.....	44
Vos réactions	44



LE DEVOIR: Lettre - Engagé, généreux et solidaire, par Charles Labrie - Bury, le 9 août 2012 – Vendredi 10 août 2012	44
Vos réactions	44
LE DEVOIR: Lettre - Merci à Gabriel Nadeau-Dubois, par Raymond Laprée - Gatineau, le 9 août 2012 – Vendredi 10 août 2012	45
Vos réactions	45
LA PRESSE : Quel impact aura eu Gabriel Nadeau-Dubois? - Publié le jeudi 09 août 2012 à 16h44	45
CHAPEAU!, par Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette et ex-député fédéral de Repentigny.....	45
TROP RIGIDE, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques	45
SOMBRE COURANT DE PENSÉE, par Adrien Pouliot, Président et chef de la direction de Draco Capital	45
L'ÉVEIL DU PEUPLE, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne	45
LA POUDRIÈRE, par Mélanie Dugré, Avocate	45
PHÉNOMÈNE MÉDIATIQUE, par Robert Asselin, Directeur associé de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa	46
UNE VOIX ÉLOQUENTE ET INTÈGRE, par Manon Massé, Candidate de Québec Solidaire dans Sainte-Marie-Saint-Jacques	46
DE LA DÉTERMINATION, par Léo Bureau-Blouin, Candidat du Parti québécois dans Laval-des-Rapides	46
AU-DELÀ DES INDIVIDUS, par Nicole Girard, Candidate du Parti libéral dans Montarville.....	46
Commentaires (11)	46
JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 9 août : Les profs doivent être au service de la population, par Marc Paquin - Mise à jour: jeudi 9 août 2012 8:20	47
JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 9 août : Besoin de changer d'air, par Denis Beaulé, Montréal - Mise à jour: jeudi 9 août 2012 8:20	47
LA PRESSE : Vers un essoufflement étudiant?, par Alain Dubuc - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h00.....	48
LA PRESSE : Débat-Forum : Conflit étudiant : la police devrait-elle intervenir? - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h00 Mis à jour le vendredi 10 août 2012 à 06h28	48
La loi, c'est la loi, par Éric Lessard	48
Pas du tout, par Jean-Philippe Côté	48
Protéger le droit d'étudier, par David Borel, étudiant au collège de Bois-de-Boulogne	48
Si c'est pacifique, non, par Dominique Tardif.....	48
Mollesse du gouvernement, par Michel Label, Entrelacs	48
Après les élections, par Marc-Olivier Carle	48
Aux étudiants de foncer, par Hélène Lamontagne	48
Limites aux droits, par Bernard Thérault	49
Préparatifs nécessaires, par Antonin Lafrance-Prudhomme	49
Exemple pitoyable, par Martine Savard, Montréal	49
Un chef méprisant, par Gisèle Delisle, Longueuil	49
Un échec, par Anouk Charles, Laval	49
Le choix des étudiants, par Émile Duchesne, militant étudiant au collège d'Alma	49
Manque flagrant de jugement, par Jean-Charles Côté	49
LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante - Le moment de vérité, par Bernard Descôteaux – Jeudi 9 août 2012	49
Vos réactions	50
THE GAZETTE : Chronique : Quelling dissent is a delicate dance : Pauline Marois is courting Quebec students and adults alike in her bid for premiership, By DON MACPHERSON, The Gazette – Thursday, August 9, 2012.....	50
THE GAZETTE : Opinion: University is a privilege, not a right, By Claude Montmarquette – Thursday, August 9, 2012.....	51
2 comments	52
JOURNALMÉTRO : Opinion : Le piège de la CLASSE, Par Patrick Déry Métro - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 20:28	52
Afficher 25 commentaires.....	52
LA PRESSE : Votre opinion : Crise étudiante : conflit irréconciliable, par Philippe Faucher, par professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM.ca) - Publié le mercredi 08 août 2012 à 06h00	52
LA PRESSE : Votre opinion : Mouvement étudiant : se battre intelligemment, par Joëlle Dupont, Élève en sciences humaines au cégep de Lanaudière - Publié le mercredi 08 août 2012 à 06h00	53
LE SOLEIL : Éditorial : Classé le 4 septembre, par Pierre-Paul Noreau - Publié le mercredi 08 août 2012 à 05h00.....	53
THE GAZETTE : Columnist : Don Macpherson: Quelling dissent is a delicate dance – Wednesday, August 08, 2012	54
1 comment	54
ACTUALITÉ.COM : Le blogue de Josée Legault : Ceci n'est pas une grève – Mardi 7 août 2012.....	54
Le Petit Robert répond au premier ministre	54
Une grève étudiante est une grève étudiante.....	55
Commentaires	55
LA PRESSE : Votre opinion : Conflit étudiant : le vote électronique s'impose, par Claude Bourbonnais, homme d'affaires et père de deux enfants qui ont été touchés par le conflit étudiant - Publié le lundi 06 août 2012 à 13h08	55
JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 6 août : Le sens des mots de M. Charest, par Méridick Forest, Montréal - Mise à jour: Lundi 6 août 2012 8:11	56
LE SOLEIL : Point de vue : Nous, mamies indignées, par Anne-Marie Adam, Denise Brillon, Lise Cabana, Lina Daoust et Françoise Moquin - Publié le lundi 06 août 2012 à 05h00	56
THE GAZETTE : Our city: a post-apocalyptic landscape, By JONATHAN NORDLAND, works in university administration in Montreal (He lives in N.D.G.)- Monday, August 6, 2012	57
2 comments	57
LE SOLEIL : Chronique : L'insidieux recours au gel des tarifs, par Gilbert Lavoie - Publié le samedi 04 août 2012 à 05h00	57
THE GAZETTE : Opinion : Ex-student leader as star PQ candidate: a perplexing move, By Supriya Dwivedi, law student at Université de Montréal – Friday, August 3, 2012.....	58
4 comments	58
LE DROIT : Éditorial : Le bruit de la rue, par Pierre Allard - Publié le vendredi 03 août 2012 à 06h00.....	58
LA PRESSE : Chronique : 35 jours de suspense, par Vincent Marissal, La Presse - Publié le jeudi 02 août 2012 à 06h56	58
Les principaux champs de bataille	59

CAQ, QS, ON: jokers ou king makers?	59
Vous avez dit «enjeux»?	59
Candidats vedettes, bourdes magistrales?.....	59
Les médias sociaux (et leur faune)	59
À quel Jean Charest aurons-nous droit?.....	59
Gouvernement minoritaire?	59
L'apathie.....	59
LE SOLEIL : Chronique : Pleins feux sur le conflit étudiant, par Gilbert Lavoie - Publié le jeudi 02 août 2012 à 05h00.....	60
LA PRESSE : Votre opinion : Une bataille à trois, par Robert Asselin, directeur associé de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa - Publié le jeudi 02 août 2012 à 06h00.....	60
JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 2 août : Lettre à Gabriel Nadeau-Dubois, par Jean-Marc Lefebvre - Mise à jour: 2 août 2012 1:16	60
THE GAZETTE : Editorial : Bill 78 can't be allowed to interfere with election - Thursday 02, 2012	61
1 comment	61
THE GAZETTE : Letter: Bill 78 hyperbole helps no one - Thursday, August 2, 2012.....	61
RADIO-CANADA / BLOGUES : Deux référendums, par Michel C.Auger - Mercredi 1 août 2012 à 16 h 05.....	61
Les commentaires (7).....	62
LE DROIT : Éditorial : L'indifférence citoyenne, par Pierre Allard, Le Droit - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h04.....	62
LA PRESSE : Éditorial : La hargne 2.0, par Mario Roy, La Presse - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00	62
LA PRESSE : Votre opinion : On n'est pas sortis du bois, par Gaétan Frigon, Président exécutif de Publipage inc., ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00	62
LA PRESSE : Votre opinion : Un dangereux cocktail, par Joëlle Dupont, étudiante en sciences humaines au cégep de Lanaudière - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00	63
THE GAZETTE : Opinion: Decisions like Bill 78, new spending seem unreasonable, By Kim Waldron, artist, bookkeeper, accountant and mother, July 31, 2012 - Wednesday, August 01, 2012.....	63
Août 2012.....	64
Élections 2012.....	64
LE DEVOIR : Ressouder les générations - «Quelque chose se passe, et je veux profiter de cette effervescence» (Léo Bureau-Blouin) - Mardi 25 septembre 2012.....	64
Vie de député	64
Profiter de l'effervescence.....	65
Vos réactions (16)	65
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Léo Bureau-Blouin : instant zéro - Mise à jour le mercredi 12 septembre 2012 à 16 h 54 HAE	65
Les commentaires (39).....	65
LE DEVOIR : Pauline Marois promet d'annuler la hausse des droits de scolarité - Vendredi 07 septembre 2012	65
Annulation de la hausse.....	65
Un cabinet d'ici 15 jours.....	65
Vos réactions (18)	65
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Optimisme prudent de la CLASSE après l'élection du PQ - Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 14 h 51 HAE	65
Des exigences quant au sommet	66
Des propos de Jean Lapierre et de Mario Dumont dénoncés	66
La FEUQ et la FECQ parlent de victoire des étudiants	66
Les commentaires (320).....	66
LA PRESSE : La CLASSE prudente devant l'élection du PQ - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 12h18 Mis à jour le jeudi 06 septembre 2012 à 15h43	66
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Les priorités de Pauline Marois - Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 6 h 58 HAE.....	66
« La folie a frappé », déplore Pauline Marois.....	67
Les commentaires (274).....	67
LE SOLEIL : Droits de scolarité: les associations étudiantes crient victoire - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le jeudi 06 septembre 2012 à 09h26.....	67
Prudence du côté de la CLASSE.....	67
Les étudiants réclament des excuses de TVA	67
LE DEVOIR : Bureau-Blouin veut rapprocher la rue et le pouvoir - Jeudi 06 septembre 2012.....	68
RABBLE.CA : Charest's defeat is a victory for students - Thursday, September 06, 2012	68
The king is dead	68
The students, victorious.....	68
The future, uncertain	68
A bittersweet night for Quebec Solidaire	68
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : La FEUQ entre victoire et prudence - Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 17 h 08 HAE	69
Une victoire pour les étudiants, même avec un gouvernement minoritaire	69
Des problèmes pressants à régler	69
Les commentaires (30).....	69
LA PRESSE : Marois annonce ses couleurs - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 13h50 Mis à jour le mercredi 05 septembre 2012 à 23h19.....	69
LA PRESSE : Les étudiants auront le PQ à l'œil - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 08h28.....	69
LE DEVOIR : Euphorie chez les étudiants - Mercredi 05 septembre 2012.....	70
Vos réactions (5)	71
LE SOLEIL : Une petite victoire pour le mouvement étudiant - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 01h27.....	71
LA PRESSE : Léo Bureau-Blouin remporte la lutte à trois - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 22h50 Mis à jour le mardi 04 septembre 2012 à 23h52	72
LE DEVOIR : Empêchés de voter en raison du carré rouge - Mardi 04 septembre 2012, 18h52	72

Vos réactions (19)	72
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le printemps érable aurait peu d'impact sur le taux de participation des jeunes – Mise à jour le lundi 3 septembre 2012 à 13 h 13 HAE.....	72
Changement de mentalité	72
LA PRESSE / LA TRIBUNE : L'éducation, pas un enjeu majeur - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 09h56 Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 12h18 / Publié le samedi 01 septembre 2012 à 10h54.....	73
Peu d'intérêt pour les autres enjeux	73
LE SOLEIL : De la rue à l'urne: les jeunes seront-ils au rendez-vous? - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 16h48.....	73
La catastrophe en 2008.....	74
Campagne de sensibilisation.....	74
Appuis aux libéraux.....	74
Le vote des jeunes en chiffres.....	74
TVANOUVELLES : Québec 2012 : Marois courtise les étudiants - Première publication jeudi 30 août 2012 à 13h10 - Mise à jour : jeudi 30 août 2012 à 18h42	74
Appel au vote.....	74
Gratuité scolaire	75
LE SOLEIL : Le Québec n'a pas les moyens de la gratuité universitaire (Marois) - Publié le jeudi 30 août 2012 à 13h08 Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 21h56	75
L'effet Léo.....	75
LA PRESSE : Pauline Marois lance un appel aux étudiants - Publié le jeudi 30 août 2012 à 12h06 Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 15h16	75
Legault « plus fédéraliste » que Charest	75
Inacceptable, tonne Legault.....	76
LE DEVOIR : Des étudiants forcent Charest à annuler une sortie publique : Une campagne électorale n'est pas un «concours de machisme» contre les manifestants, explique-t-il – Jeudi 30 août 2012	76
Vos réactions (2)	76
THE GAZETTE : François Legault wouldn't use police to clear protesters : CAQ leader supports Bill 78, but would leave it up to institutions to manage protests – Tuesday, August 30, 2012	76
TVANOUVELLES : Il annule sa visite d'un marché public : Charest renoue avec les «carrés rouges» - Première publication mercredi 29 août 2012 à 21h33	77
LA TRIBUNE : Une manif empêche la tenue d'une activité de Charest (vidéo) - Publié le mercredi 29 août 2012 à 16h11.....	77
Asbestos	78
JOURNALMÉTRO : Première manif considérable de la campagne – Mercredi 29 août 2012 - Mise à jour: Mercredi 29 août 2012 19:34 ...	78
Montrer 1 commentaire	78
LE NOUVELLISTE : Face-à-face avec les étudiants - Publié le mercredi 29 août 2012 à 07h27.....	78
TVANOUVELLES : Interdiction du carré rouge : Le candidat péquiste Jean Poirier menace «gentiment» le DGE - Première publication mardi 28 août 2012 à 21h12.....	79
TVANOUVELLES : Québec 2012 : Legault se met à genoux devant les étudiants, estime Charest - Première publication mardi 28 août 2012 à 13h04	79
Chicane	79
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Marois promet la fin du conflit étudiant, mais pas la gratuité – Mise à jour le mardi 28 août 2012 à 3 h 54 HAE.....	79
La gratuité universitaire n'est pas dans les plans du PQ.....	80
Où logent les principaux partis en matière de droits de scolarité universitaires?.....	80
Les commentaires (486).....	80
LE DEVOIR : Marois écarte la gratuité scolaire : Legault ouvre la porte à un compromis sur la hausse des droits de scolarité – Mardi 28 août 2012.....	80
Vos réactions (18)	81
LE DEVOIR : Legault est prêt à négocier la question des droits de scolarité – Lundi 27 août 2012, 18h31	81
TVANOUVELLES : Hausse des frais de scolarité : Legault prêt à négocier avec les étudiants - Première publication lundi 27 août 2012 à 18h05 - Mise à jour : lundi 27 août 2012 à 18h18	81
Et la CLASSE?.....	81
La FEUQ et la FECQ réagissent	81
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Hausse des droits de scolarité : Legault se dit ouvert à la discussion – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 17 h 26 HAE	81
Où logent les principaux partis en matière de droits de scolarité universitaires?	82
Option nationale : gratuité	82
Une douzaine de candidates présentes dans Verchères	82
Les commentaires (10).....	82
LE SOLEIL : Legault prêt à négocier la hausse des droits de scolarité - Publié le lundi 27 août 2012 à 15h58 Mis à jour le lundi 27 août 2012 à 20h44	82
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Débat sur l'éducation au Collège d'Alma – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 17 h 15 HAE	82
LA PRESSE : Legault veut maintenant négocier avec les étudiants - Publié le 27 août 2012 à 15h24 Mis à jour le 27 août 2012 à 16h32	83
LE SOLEIL : Frais de scolarité: minoritaire, Marois craint de ne pas tenir promesse - Publié le lundi 27 août 2012 à 15h11	83
TVANOUVELLES : Québec 2012 : Marois met les étudiants en garde - Première publication lundi 27 août 2012 à 11h52 - Mise à jour : lundi 27 août 2012 à 17h57	83
Gratuité scolaire	84
Spectre «libéralo-caquiste»	84
En visite dans Nicolet-Bécancour	84
THEGAZETTE : CAQ leader François Legault tells students to pay their tuition fees in full - Monday, August 27, 2012.....	84

LA PRESSE: Pub-choc pour inciter les jeunes à aller voter - Publié le vendredi 24 août 2012 à 06h55	84
<i>Sous un oeil différent</i>	85
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Le conflit étudiant occulté par la campagne? Témoignages sur le vif – Mise à jour le jeudi 23 août 2012 à 8 h 28 HAE.....	85
L'élection du 4 septembre n'est pas un référendum sur le conflit étudiant.....	86
Les commentaires (1).....	86
Les commentaires (147).....	86
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Factures universitaires majorées : la FEUQ suggère d'attendre avant de payer – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 22 h 50 HAE.....	86
Les commentaires (12).....	86
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : l'Association étudiante de l'UQAR encourage les étudiants à voter – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 14 h 20 HAE.....	87
LE SOLEIL: Le PQ invite les étudiants à ne pas payer leur trimestre d'automne - Publié le 22 août 2012 à 05h00 Mis à jour le 22 août 2012 à 09h38	87
<i>Pas de réajustement</i>	87
TVANOUVELLES : Cégep de La Pocatière : Les jeunes de plus en plus enclins à voter? - Première publication mardi 21 août 2012 à 16h56	87
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Rentrée aux cégeps de Chicoutimi et Jonquière : beaucoup d'efforts sur le vote – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 17 h 42 HAE.....	88
RADIO-CANADA / MAURICIE : Les fédérations étudiantes du Québec de passage à Trois-Rivières – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 7 h 56 HAE.....	88
LE SOLEIL : Les associations étudiantes «décues» du peu de débat sur l'éducation - Publié le lundi 20 août 2012 à 05h00 Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 07h46	88
<i>Patate chaude</i>	88
TVANOUVELLES : Élections 2012 : La FEUQ et la FECQ s'immiscent dans la campagne - Première publication samedi 18 août 2012 à 19h41	88
<i>D'Amours dérange</i>	88
<i>Essoufflement?</i>	89
LE NOUVELLISTE: Les fédérations étudiantes veulent faire sortir le vote des jeunes - Publié le samedi 18 août 2012 à 16h39 Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 10h56	89
LE SOLEIL: Mouvement étudiant et campagne: les carrés rouges s'éloignent du PQ - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00 Mis à jour le samedi 18 août 2012 à 17h22	89
<i>Méfiance envers le PQ</i>	90
LE SOLEIL : Appui des carrés rouges: le PQ tire son épingle du jeu - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00.....	90
<i>Nouveaux militants</i>	90
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : la FEUQ appelle au vote étudiant – Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 18 h 38 HAE.....	90
Les commentaires (2).....	90
TVANOUVELLES : Cégeps : L'application de la Loi 101 pas nécessaire - Première publication vendredi 17 août 2012 à 15h26.....	91
LE DEVOIR : Les leaders étudiants ont été «très, très durs» avec Line Beauchamp, reconnaît Martine Desjardins – Vendredi 17 août 2012 91	91
<i>Legault ciblé</i>	91
<i>Vos réactions (23)</i>	91
THE GAZETTE : Jean Charest faces showdown with students over tuition – Friday, August 17, 2012.....	91
<i>4 comments</i>	92
LE SOLEIL : Le système d'éducation japonais a des effets pervers - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00 Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 09h46	92
<i>Facture refilée aux parents</i>	92
<i>Le prestige d'abord</i>	92
<i>Dès la maternelle</i>	92
<i>Problèmes sociaux</i>	92
TVANOUVELLES : Propos envers les jeunes : Khadir invite Legault à «aller voir ailleurs» - Première publication mardi 14 août 2012 à 16h34	93
LE DEVOIR : Productivité: Legault dit qu'il faut «revoir les valeurs au Québec» - Mardi 14 août 2012, 12h51.....	93
<i>Bellemare candidat</i>	93
<i>Accès à la propriété</i>	93
TVANOUVELLES : Les jeunes Québécois et la « belle vie » : Legault en remet une couche et blâme les parents - Première publication mardi 14 août 2012 à 11h14 - Mise à jour : mardi 14 août 2012 à 22h52	93
<i>Des préjugés selon Charest</i>	93
<i>Peur des « vrais débats »</i>	93
<i>Même discours en soirée</i>	93
JOURNALMÉTRO : Entrevue avec Léo Bureau-Blouin: l'expérience de la jeunesse - Mise à jour: Mardi 14 août 2012 9:12.....	93
<i>Afficher 6 de 7 commentaires</i>	94
LE DEVOIR : Les jeunes Québécois pensent trop à la «belle vie», croit Legault – Mardi 14 août 2012.....	95
<i>Comme Lucien Bouchard ?</i>	95
<i>L'ADN de l'ADQ éliminé ?</i>	95
<i>La montée de la CAQ préoccupe le PQ</i>	95
<i>Vos réactions (142)</i>	95
LE DEVOIR : Pour une éducation vraiment gratuite – Mardi 14 août 2012.....	95
LA PRESSE / LE SOLEIL / JOURNALMÉTRO : Québec solidaire propose la gratuité scolaire et l'interdiction du lock-out - Publié le lundi 13 août 2012 à 15h14 / Publié le lundi 13 août 2012 à 15h36 / Mise à jour: Lundi 13 août 2012 19:34	96
<i>Afficher 11 commentaires (Journal Métro)</i>	96
LE DEVOIR : Loi 101 au cégep - Un débat qui divise, selon Bureau-Blouin – Lundi 13 août 2012	96
<i>Autres éléments</i>	96

Vos réactions (32)	96
THE GAZETTE : Charest, Marois have no credibility to solve tuition conflict, CAQ leader Legault says – Monday, August 13, 2012	96
2 comments	97
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : La FEUQ et la FECQ lancent une campagne pour inciter les jeunes à voter – Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 19 h 19 HAE	97
Votes sur la poursuite de la grève	97
Les commentaires (102).....	97
LA PRESSE.CA : Les fédérations étudiantes incitent les jeunes à voter - Publié le dimanche 12 août 2012 à 15h36 Mis à jour le dimanche 12 août 2012 à 17h47	97
Rentrée scolaire.....	98
LE DEVOIR : Un gouvernement péquiste présenterait une nouvelle loi 101 avant 100 jours – Dimanche 12 août 2012, 13h57.....	98
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Fédérations étudiantes : «Non au PLQ et à la CAQ» - Publié le: dimanche 12 août 2012, 13H49 Mise à jour: dimanche 12 août 2012, 17H18.....	98
Inciter au vote.....	98
Afficher 31 commentaires (Québec).....	98
Afficher 1-80 de 119 commentaires (Montréal).....	98
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Élections et retour en classe : la FEUQ et la FECQ vont faire le point – Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 6 h 56 HAE	98
Les commentaires (27).....	99
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des congrès très politisés de la FEUQ et de la FECQ – Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 6 h 42 HAE ..	99
Les commentaires (35).....	99
LE QUOTIDIEN : Plan Nord, conflit étudiant?: Les jeunes restent peu politisés - Publié le dimanche 12 août 2012 à 06h00	99
Plan Nord.....	99
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Allez voter, dit Léo - Publié le: samedi 11 août 2012, 22H00 Mise à jour: samedi 11 août 2012, 23H54.....	99
Afficher 1-58 de 59 commentaires (Montréal).....	100
Afficher 16 commentaires (Québec).....	100
LE DEVOIR : L'absence de manifestation et de violence profitera au PLQ, selon Charest - Samedi 11 août 2012, 20h02	100
Legault, l'indécrottable gauchiste	100
TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Congrès de la FEUQ : On déplore l'absence du PLQ et de la CAQ - Première publication samedi 11 août 2012 à 16h05 / Publié le: samedi 11 août 2012, 16H05 Mise à jour: samedi 11 août 2012, 16H16	100
Afficher 8 commentaires (Québec).....	101
Afficher 27 commentaires (Montréal).....	101
LA PRESSE.CA : La FEUQ et la FECQ tiennent des congrès samedi - Publié le samedi 11 août 2012 à 09h52	101
LA PRESSE : De la rue à l'urne - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00	101
LA TRIBUNE : Deux éléments peuvent aider Jean Charest à rebondir - Publié le vendredi 10 août 2012 à 12h00	102
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Sherbrooke: Divers moyens pour inciter les étudiants à voter - Publié le: jeudi 09 août 2012, 18H27 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 18H49 / Première publication jeudi 09 août 2012 à 20h07	102
Afficher 7 commentaires (Montréal)	102
Afficher 4 commentaires (Québec)	102
LA PRESSE : Élections: le conflit étudiant au cœur des débats - Publié le jeudi 09 août 2012 à 07h37.....	102
Ligne dure à l'égard des profs	103
Le PQ «réglera le problème»	103
LE SOLEIL : La CLASSE écorche le PQ et Léo Bureau-Blouin - Publié le jeudi 09 août 2012 à 05h00 Mis à jour le je3udi 09 août 2012 à 10h20	103
LE DEVOIR: Un gouvernement péquiste ramènerait le calme au Québec, soutient Marois: «Si on veut choisir le chaos, on peut choisir M. Charest», dit la chef du PQ – Jeudi 09 août 2012.....	103
Sanction ou non ?	103
Rectification.....	103
Vos réactions	104
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: La promesse de Léo: Le milieu communautaire est mitigé - Publié le: mercredi 08 août 2012, 19H33 Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 19H40	104
Plusieurs mesures	104
Lutte à la pauvreté.....	104
Afficher 6 commentaires (Québec).....	104
Afficher 11 commentaires (Montréal).....	104
LE DEVOIR: La crise étudiante ne fait pas partie d'une stratégie électorale: Jean Charest en veut pour preuve l'entente conclue avec les enseignants pour reprendre la session d'hiver – Mercredi 08 août 2012	105
Grève ou boycott?	105
Vos réactions (37)	105
LE DEVOIR: Des initiatives pour mobiliser les jeunes électeurs – Mercredi 08 août 2012	105
Un droit de moins en moins exercé	105
Des réformes nécessaires	106
Vos réactions	106
LE DEVOIR: So - so - so, solidarité! – Mercredi 08 août 2012	106
Vos réactions	106
THE GAZETTE : Student boycott voting poorly attended – Wednesday, August 08, 2012.....	106
19 comments	107
THE GAZETTE : Students vow an end to election apathy – Wednesday, August 08, 2012	107
13 comments	108

TVANOUVELLES : La gratuité, un enjeu important : Québec solidaire présente ses priorités lavalloises - Première publication mardi 7 août 2012 à 22h15	108
Priorités régionales	108
Protection des milieux naturels	108
Transport écologique et accessible	109
TVANOUVELLES : Institut du Nouveau Monde : Campagne web pour inviter les 18-35 ans à voter - Première publication mardi 7 août 2012 à 14h29 - Mise à jour : mardi 7 août 2012 à 15h52	109
JOURNALMÉTRO : Quand le désintérêt et le cynisme minent le vote des jeunes : entrevue avec Geneviève Baril, auteure de l'étude de l'Institut du Nouveau Monde (INM) - Mise à jour: 7 août 2012 8:10	109
Ce que les deux grands partis proposent	110
Parti libéral du Québec, Michel Rochette, responsable des communications	110
Parti québécois, Mathieu Traversy, candidat dans Terrebonne, porte-parole de l'Opposition officielle pour la jeunesse	110
Afficher 4 commentaires	110
THE GAZETTE : Tuition conflict isn't the only issue in Quebec election, student groups say – Tuesday, August 07, 2012	110
10 comments	111
THE GAZETTE : Student leader Leo Bureau-Blouin won't be named minister, still praised by Marois – Tuesday, August 07, 2012	111
24 comments	111
TVANOUVELLES / 24HEURES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Élections PQ : Léo trop jeune pour être ministre – Première publication lundi 06 août 2012 à 19h15 - Mise à jour : lundi 06 août 2012 à 21h37 / Lundi 06 août 2012, à 19h19 / Publié le: lundi 06 août 2012, 19H45 Mise à jour: lundi 06 août 2012, 22H55	111
Afficher 1-80 de 189 commentaires (Montréal)	111
Afficher 25 commentaires (Québec)	111
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Élections PV : Candidate dans Outremont remerciée - Publié le: lundi 06 août 2012, 19H06 Mise à jour: lundi 06 août 2012, 19H09	111
Afficher 6 commentaires (Montréal)	111
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : La FEUQ et la FECQ exposent leurs revendications – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 15 h 30 HAE	112
« Faire sortir » le vote des jeunes	112
Un calendrier d'actions	112
Les commentaires (75)	112
LA PRESSE / JOURNALMÉTRO : La FECQ et la FEUQ présentent leurs revendications - Publié le lundi 06 août 2012 à 13h38 / Mise à jour: lundi 06 août 2012 13:43	112
TVANOUVELLES : Rentrée scolaire sur fond de campagne électorale : Les fédérations étudiantes dévoilent leur plan - Première publication lundi 06 août 2012 à 13h11	113
Mot d'ordre	113
Tournée québécoise	113
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / 24HEURES : Élections : La FECQ et la FEUQ dévoilent leurs revendications – Publié le: lundi 06 août 2012, 12H54 - Mise à jour: lundi 06 août 2012, 13H51 / Lundi 06 août 2012, à 14h02	113
Questionner et informer	113
Afficher 25 commentaires (Montréal)	113
Afficher 1-6 de 7 commentaires (Québec)	113
LA PRESSE : Un vote pour Charest ne règlera pas le conflit étudiant, disent les fédérations - Publié le lundi 06 août 2012 à 12h28	113
LE DEVOIR : Tournée québécoise - La FEUQ dans le château fort de Charest – Lundi 06 août 2012	114
Vos réactions	114
TVANOUVELLES : BBQ à Sherbrooke : La FEUQ cible des circonscriptions en vue des élections - Première publication dimanche 5 août 2012 à 17h44 - Mise à jour : dimanche 5 août 2012 à 19h52	115
Inscription sur la liste électorale	115
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : FEUQ Sherbrooke : La FEUQ cible des circonscriptions en vue des élections - Publié le: dimanche 05 août 2012, 16H12 Mise à jour: dimanche 05 août 2012, 16H20	115
Afficher 1-8 de 9 commentaires (Montréal)	115
Montrer 1 commentaire (Québec)	115
LE DEVOIR : La campagne vue par The economist – Samedi 04 août 2012	116
LE DEVOIR : La CLASSE refuse toute ingérence politique : L'association étudiante repousse l'idée de la trêve proposée par Léo Bureau-Blouin et appelle à la poursuite de la mobilisation – Samedi 04 août 2012	116
Mobilisation à venir	116
Vos réactions	116
LE DEVOIR : L'élection ne règlera pas la crise, selon la CLASSE – Vendredi 03 août 2012, 17h54	116
Vos réactions	117
JOURNALMÉTRO : L'élection ne règlera pas la crise selon la CLASSE - Mise à jour: vendredi 03 août 2012 17:18	117
TVANOUVELLES : Abstentionnisme chez les jeunes : La FEUQ fera campagne pour inciter les jeunes à voter - Première publication vendredi 3 août 2012 à 16h28	117
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Crise étudiante : Les étudiants sont assez « matures politiquement » - Publié le: vendredi 03 août 2012, 16H10 Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 16H20 / Première publication vendredi 03 août 2012 à 17h31	118
Les élections ne régleront pas la grève	118
Afficher 76 commentaires (Montréal)	118
Afficher 2 commentaires (Québec)	118
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Élections 2012 : La FEUQ fera campagne pour inciter les jeunes à voter - Publié le: vendredi 03 août 2012, 15H43 Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 16H19 / Première publication vendredi 3 août 2012 à 16h28	118
Afficher 24 commentaires (Montréal)	118
Afficher 2 commentaires (Québec)	118

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : La CLASSE en Abitibi-Témiscamingue – Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 14 h 43 HAE	118
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Rouyn-Noranda : La CLASSE dit non à Léo Bureau-Blouin - Publié le: vendredi 03 août 2012, 14H03 Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 14H14 / Première publication vendredi 3 août 2012 à 14h46 ...	119
Enchantée d'être ici.....	119
Non à la trêve	119
Philippe Marquis impressionné.....	119
Afficher 1-80 de 131 commentaires (Montréal).....	119
Afficher 16 commentaires (Québec)	119
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Robert Poëti pour le Parti libéral dans Marguerite-Bourgeys – Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 8 h 03 HAE	119
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Le PQ tiendrait un sommet sur l'éducation dans les 100 premiers jours – Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 7 h 56 HAE.....	120
Gel contre indexation des droits	120
Décrochage scolaire et garderies à 7 \$.....	120
Les commentaires (446).....	120
LE SOLEIL : L'ex-policier Robert Poëti se présente pour le PLQ à cause du conflit étudiant - Publié le vendredi 03 août 2012 à 05h00.....	121
«Valeurs démocratiques»	121
THE GAZETTE : Students march despite calls for election truce – Friday, August 03, 2012	121
23 comments.....	121
THE GAZETTE : Will the silent majority of students speak up this election? – Friday, August 03, 2012	121
5 comments.....	122
THE GAZETTE : Montreal student protests: CLASSE unveils short-term plan – Friday, August 03, 2012.....	122
34 comments.....	122
TVANOUVELLES : Campagne électorale : Léo Bureau-Blouin: la coqueluche de Jean Charest - Première publication jeudi 2 août 2012 à 22h51	122
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Aux étudiants de décider de leur stratégie, disent leurs représentants – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 19 h 14 HAE	122
La CLASSE invite Léo Bureau-Blouin à rester à l'écart des débats.....	122
Un calendrier modifié par la loi spéciale	123
TVANOUVELLES : Proposition de Léo Bureau-Blouin : Trêve électorale : la CLASSÉ se dit «mal à l'aise» - Première publication 2 août 2012 à 19h10.....	123
Le PQ veut tenir un sommet	123
Indexation et abrogation de la loi 78	124
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Universités : Les recteurs veulent plus de financement - Publié le: jeudi 02 août 2012, 14H55 Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 15H02 / Première publication jeudi 2 août 2012 à 15h27	124
Montrer 1 commentaire (Québec).....	124
Afficher 4 commentaires (Montréal)	124
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Trêve électorale : La CLASSE se dit «mal à l'aise» - Publié le: jeudi 02 août 2012, 14H21 Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 14H29	124
Le PQ veut tenir un sommet	125
Indexation et abrogation de la loi 78	125
Afficher 6 commentaires (Québec)	125
Afficher 3 commentaires (Montréal)	125
TVANOUVELLES : Associations étudiantes : Accueil mitigé aux engagements du PQ - Première publication jeudi 2 août 2012 à 12h58 - Mise à jour : jeudi 2 août 2012 à 18h18.....	125
LA PRESSE : Trêve électorale: la CLASSE rejette l'appel de Bureau-Blouin - Publié le jeudi 02 août 2012 à 11h11 Mis à jour le jeudi 02 août 2012 à 20h35	125
Trêve: la FEUQ et la FECQ restent neutre	126
Droits de scolarité: le PQ propose un sommet.....	126
Sommet: la FEUQ d'accord, la CLASSE inquiète.....	126
Où va l'argent? demande Marois.....	126
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Les associations étudiantes ont le droit de s'exprimer pendant la campagne – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 8 h 54 HAE.....	126
Les commentaires (97).....	126
LE DEVOIR : Apatisans, mais pas apolitiques, promettent les étudiants – Jeudi 02 août 2012.....	126
Loi électorale : ce qui est permis, ce qui est interdit	127
Guerre de chiffres au sujet de l'impact de la hausse des droits	127
Vos réactions	127
THEGAZETTE : Quebec election day, university tuition increase coincide : New fees won't wait for results; Offsetting loans not available: students – Thursday, August 02, 2012.....	128
THE OTTAWA CITIZEN / THE GAZETTE : CLASSE leader Gabriel Nadeau-Dubois avoids election talk during UQO appearance / CLASSE urges audience in Outaouais to vote - Thursday, August 02, 2012	128
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Les fédérations étudiantes lancent un appel au vote des jeunes – Mise à jour le mercredi 1 août 2012 à 19 h 35 HAE	129
Des dépenses surveillées de près par le DGE.....	129
Les commentaires (131).....	129
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Élections 2012 : Les étudiants ne veulent pas faire réélire Charest - Publié le: mercredi 01 août 2012, 17H24 Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 18H19	129
Autres scénarios	129
Afficher 2 commentaires (Québec)	129
Afficher 1-56 de 61 commentaires (Montréal).....	129

LE DEVOIR : L'éducation, une priorité pour Legault – Mercredi 1 ^{er} août 2012, 16h54.....	129
Vos réactions	130
TVANOUVELLES : Québec 2012 : La CLASSÉ neutre, mais... - Première publication mercredi 1 août 2012 à 16h26 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 17h35	130
LE DEVOIR : Charest place la crise étudiante au coeur de la campagne électorale – Mercredi 1 ^{er} août 2012, 15h19	130
St-Pierre insiste sur l'économie.....	131
Vos réactions (23)	131
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Charest Élections : Le carré rouge en jeu : Le PLQ veut en finir avec la question des droits de scolarité - Publié le: mercredi 01 août 2012, 14H23 Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 14H54	131
Respect.....	131
Contestation	131
Afficher 1-80 de 200 commentaires (Montréal).....	131
Afficher 6 commentaires (Québec).....	131
LA PRESSE : À la «majorité silencieuse» de trancher, dit Charest - Publié le mercredi 01 août 2012 à 13h29 Mis à jour le mercredi 01 août 2012 à 13h56	131
TVANOUVELLES : Le PLQ lance sa campagne électorale : Le conflit étudiant au cœur des préoccupations - Première publication mercredi 1 août 2012 à 13h05 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 21h10	132
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Élections : La FECQ et la FEUQ s'en mêlent - Publié le: mercredi 01 août 2012, 12H34 Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 12H57	132
Faire passer le taux de vote à 65%.....	133
Afficher 4 commentaires (Québec).....	133
Afficher 25 commentaires (Montréal).....	133
TVANOUVELLES : Élections : La FECQ et la FEUQ se mêlent de la campagne électorale - Première publication Mercredi 1 août 2012 à 12h34	133
LE DEVOIR : Élections: les fédérations étudiantes «apartisanés, mais pas apolitiques» - Mercredi 1er août 2012, 11h08	133
Vos réactions	133
LA TRIBUNE : Charest trépigne - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h21	134
THE GAZETTE : Québec Solidaire party courts youth vote with pro-student platform - Wednesday, August 01, 2012.....	134
THE GAZETTE : Protesters razz Charest as campaign starts – Wednesday, August 01, 2012.....	135
THE GAZETTE : Quebec election can't avoid tuition dispute, Premier Jean Charest says - Wednesday, August 01, 2012.....	135
2 comments.....	135
THE GAZETTE : Quebec's tuition issue: Where the parties stand – Wednesday, August 01, 2012.....	135
LIBERAL PARTY.....	136
PARTI QUÉBÉCOIS.....	136
COALITION AVENIR QUÉBEC.....	136
QUÉBEC SOLIDAIRE.....	136
LE DEVOIR : Droits de scolarité - Les étudiants disent non à Legault : Le chef de la CAQ propose une hausse modérée pour régler le conflit – Mardi 31 juillet 2012.....	136
Vos réactions (51)	136
Procès / Démission de Gabriel Nadeau-Dubois	136
LA PRESSE : Gabriel Nadeau-Dubois en attente du jugement - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 09h11	136
RADIO-CANADA – QUÉBEC : Procès de Gabriel Nadeau-Dubois : la cause mise en délibéré – Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 12 h 23 HAE	137
Les commentaires (149).....	137
RADIO-CANADA – QUÉBEC : La preuve est close au procès de Gabriel Nadeau-Dubois, accusé d'outrage au tribunal – Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 9 h 50 HAE	137
Peine de prison réclamée	137
Les commentaires (298).....	137
LA PRESSE : Outrage au tribunal: Nadeau-Dubois tente d'éviter la prison - Publié le jeudi 27 septembre 2012 à 14h00 Mis à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 17h55.....	137
«Malhonnêteté intellectuelle»	137
Pas de carré rouge	138
LE SOLEIL : Outrage au tribunal: Nadeau-Dubois convaincu de son innocence - Publié le jeudi 27 septembre 2012 à 10h08 	138
PAS DE CARRÉ ROUGE.....	138
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Outrage au tribunal : Nadeau-Dubois ne témoigne pas - Publié le: jeudi 27 septembre 2012, 9H30 Mise à jour: jeudi 27 septembre 2012, 9H33	138
Morasse témoigne.....	138
Accueil discret.....	138
Afficher 25 commentaires (Québec)	139
Afficher 1-79 de 188 commentaires (Montréal).....	139
THE GAZETTE : Ex-CLASSE spokesman Gabriel Nadeau-Dubois loses first round in contempt of court battle : Complaint involves Université Laval student, who obtained an injunction so he could return to class during the tuition dispute – Thursday, September 27, 2012.....	139
LA PRESSE : Poursuite contre Nadeau-Dubois: des dons pour financer le procès - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 07h35	139
24HEURES : Gabriel Nadeau-Dubois : L'ancien leader étudiant travaille pour la CSN – Jeudi 13 septembre 2012, à 19h30.....	139
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Gabriel Nadeau-Dubois : L'ancien leader étudiant décroche un emploi à la CSN - Première publication jeudi 13 septembre 2012 à 18h25 - Publié le: jeudi 13 septembre 2012, 19H07 Mise à jour: jeudi 13 septembre 2012, 19H18	140
Afficher 1-80 de 398 commentaires (Montréal).....	140
Afficher 9 commentaires (Québec)	140
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La CLASSE : Le dernier discours de Nadeau-Dubois - Publié le: vendredi 10 août 2012, 21H30 Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 23H22	140
La fin de la tournée	141



Afficher 11 commentaires (Montréal).....	141
Montrer 1 commentaire (Québec).....	141
LE DEVOIR: Gabriel Nadeau-Dubois - Le militant continue de soulever les passions, même après sa démission - Les railleries succèdent aux hommages dans les réseaux sociaux - Vendredi 10 août 2012	141
Les politiciens en campagne réagissent	142
Vos réactions (6)	142
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Gabriel Nadeau-Dubois démissionne de la CLASSE - Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 20 h 24 HAE.....	142
Lettre de Gabriel Nadeau-Dubois	143
Réactions	143
Les commentaires (623).....	143
LE SOLEIL : Démission de Gabriel Nadeau-Dubois: choc pour le mouvement étudiant - Publié le 09 août 2012 à 19h17	143
Démonisé.....	143
Extraits de la lettre de Gabriel Nadeau-Dubois	143
COMPARUTION LE 27 SEPTEMBRE	144
LES FILLES AU FRONT	144
JOURNALMÉTRO : Départ de Nadeau-Dubois: quel impact sur la grève? - Mise à jour: Jeudi 9 août 2012 16:26	144
TVANOUVELLES : CLASSE : Québec solidaire prêt à accueillir Gabriel Nadeau-Dubois - Première publication jeudi 9 août 2012 à 16h15 ..	144
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Démission: Léo Bureau-Blouin salue le travail de Gabriel Nadeau-Dubois - Malgré des différends importants, l'ex-leader étudiant dit avoir du respect pour GND- Publié le: jeudi 09 août 2012, 15H11 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 15H24.....	145
Afficher 10 commentaires (Québec)	145
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pauline Marois: Charest a «démonisé» Nadeau-Dubois - Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H45 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 14H57	145
Afficher 49 commentaires (Montréal).....	145
Afficher 38 commentaires (Québec)	145
LE SOLEIL : Démission de Nadeau-Dubois: Charest se garde de pavoiser - Publié le jeudi 09 août 2012 à 14h34 Mis à jour le jeudi 09 août 2012 à 17h38	145
Bonne chance GND, dit Legault.....	145
QS ouvre la porte	145
JOURNALMÉTRO : Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Mise à jour: Jeudi 9 août 2012 7:08	146
LA PRESSE : CLASSE: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h50 Mis à jour le jeudi 09 août 2012 à 12h06	146
«Société bloquée»	146
Jean Charest ne commente pas	146
Marois salue Nadeau-Dubois	146
Peu d'opinions communes avec François Legault	146
La lettre de Gabriel Nadeau-Dubois	146
24HEURES - JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Conflit: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Jeudi 09 août 2012, à 01h04 - Mise à jour jeudi 09 août 2012, à 19h24 - Publié le: jeudi 09 août 2012, 24H51 Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H08	147
Pas d'amertume, mais un regret.....	147
Afficher 1-79 de 223 commentaires (Montréal).....	147
Afficher 40 commentaires (Québec)	147
La lettre de démission de Gabriel Nadeau-Dubois (pdf).....	147
LE DEVOIR: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne: L'ex-porte-parole de la CLASSE se dit blessé par l'«enflure verbale» et les «attaques dégradantes» dont il a été victime - Jeudi 09 août 2012.....	147
Les étudiants votent	148
Vos réactions (149)	148
LE DEVOIR: Lettre: Lutte étudiante - Pourquoi je démissionne, par Gabriel Nadeau-Dubois - Co-porte-parole de la CLASSE - Vendredi 9 août 2012.....	148
Un seul regret	149
Vos réactions (69)	149
THE GAZETTE : Gabriel Nadeau-Dubois sheds light on resignation - Thursday, August 09, 2012	149
15 comments	150
THE GAZETTE : Student movement loses star as Gabriel Nadeau-Dubois quits as CLASSE spokesman - Thursday, August 09, 2012	150
61 comments	150
Divers	150
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Plan national : Les étudiants canadiens demandent une éducation plus abordable - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 12H49 Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 13H07 / Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h20	150
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation postsecondaire : Les étudiants ontariens préoccupés - Publié le: mardi 16 octobre 2012, 18H19 Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 18H35	151
Afficher 2 commentaires (Montréal)	151
JOURNALDEMONTREAL - JOURNALDEQUÉBEC : UdeM : L'université propose un certificat en victimologie - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 12H14 Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 12H22	151
Afficher 4 commentaires (Montréal)	151
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC : Salaire Recteur : Le ministre Duchesne pourrait sévir - L'Université Concordia ne fait pas preuve d'une « gestion rigoureuse », déplore-t-il - Publié le: jeudi 11 octobre 2012, 22H01 Mise à jour: jeudi 11 octobre 2012, 22H34	151
Québec demande des explications	151
« Révoltant »	151
Des salaires très élevés	151

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Concordia : Contrat en or pour le recteur : Le recteur de Concordia touchera plus de 430 000 \$ par année en salaire et avantages - Publié le: mercredi 10 octobre 2012, 21H06 Mise à jour: jeudi 11 octobre 2012, 3H36	152
.....	152
Fini, le double salaire	152
L'immatriculation aux frais du contribuable	152
« Raisonnable », selon Concordia	152
Afficher 4 commentaires (Québec)	152
Afficher 7 commentaires (Montréal)	152
RADIO-CANADA / MAURICIE : Étudier au cégep et à l'université malgré des troubles d'apprentissage – Mise à jour le mardi 2 octobre 2012 à 11 h 47 HAE	153
LE NOUVELLISTE : Allocution de la rectrice de l'UQTR, Nadia Ghazzali - Publié le lundi 01 octobre 2012 à 09h41	153
La formation	153
L'environnement d'études	154
La situation financière et les infrastructures	155
UQTR 2017	155
Une reconfiguration nécessaire	156
Conclusion	157
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Rectorat de l'UQAM : Gérald Larose se porte candidat - Publié le: samedi 29 septembre 2012, 15H40 Mise à jour: samedi 29 septembre 2012, 15H46	157
Afficher 1-62 de 65 commentaires (Montréal)	157
Montrer 1 commentaire (Québec)	157
LA PRESSE : Gérald Larose veut diriger l'UQAM - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 13h22	157
LE DEVOIR : Rectorat de l'UQAM: Gérald Larose se lance – Samedi 29 septembre 2012	157
Un malaise	158
États généraux à l'UQAM	158
Vos réactions (16)	158
RADIO-CANADA / MAURICIE : Santé : l'UQTR veut créer un centre de stages à Shawinigan – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 16 h 17 HAE	158
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Des étudiants de Rimouski soutiennent des organismes de l'Est du Québec – Mise à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 10 h 11 HAE	158
Les organismes bénéficiaires de la collecte de fonds 2012	158
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation Université : Inscriptions en hausse à Laval - Publié le: mardi 25 septembre 2012, 22H21 Mise à jour: mercredi 26 septembre 2012, 9H26	158
Hausse de 7,4 %	159
Équilibre difficile	159
Musique – Interprétation : Un disque en échange d'un doctorat	159
Séminaires	159
Récitals	159
Montrer 1 commentaire (Québec)	159
LE DEVOIR : Collège de Maisonneuve - Des cégeps s'associent pour offrir des formations souhaitées par le monde du travail – Samedi 22 septembre 2012	159
Applications mobiles	160
Ressources humaines	160
SharePoint	160
DEC intensifs	160
LE DEVOIR : Université de Sherbrooke - «La règle est de répondre à des besoins» : L'université a une présence en formation continue, même hors du Québec – Samedi 22 septembre 2012	160
Centre universitaire de formation continue	161
Ailleurs au Québec et dans le monde	161
LE DEVOIR : TÉLUQ - Quarante ans, et un nouveau départ : «Ce qui nous distingue est une approche par compétences» - Samedi 22 septembre 2012	161
Interaction	161
Développement	161
Formations courtes	161
RADIO-CANADA / MAURICIE : Un campus plus vert : l'UQTR veut réduire sa consommation d'énergie – Mise à jour le mardi 18 septembre 2012 à 18 h 33 HAE	161
LE DEVOIR : Anglais intensif : plus de 200 enseignants de cégep exigent un moratoire – Jeudi 13 septembre 2012	162
LE DEVOIR : En bref : Pas de grève pour les profs ontariens – Mercredi 12 septembre 2012	162
LA PRESSE : L'Ontario retire le droit de grève aux enseignants - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 16h45	162
LE DEVOIR : Les filles auront leur pavillon à Brébeuf – Mardi 11 septembre 2012	162
Le sexe et la réussite	163
Vos réactions (2)	163
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classement universités : Le sous-financement menace les bons résultats - Publié le: lundi 10 septembre 2012, 23H08 Mise à jour: lundi 10 septembre 2012, 23H11	163
International	163
Grand bond pour l'UdeM	163
Afficher 2 commentaires (Montréal)	163
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classement Universités : Montréal se classe 10e - Publié le: lundi 10 septembre 2012, 21H12 Mise à jour: lundi 10 septembre 2012, 21H22	163
Afficher 2 commentaires (Montréal)	164
LA PRESSE : Trois universités québécoises dans un classement international - Publié le lundi 10 septembre 2012 à 19h02 Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 08h56	164

Grand bond pour l'Université de Montréal	164
Grève étudiante.....	164
LE SOLEIL : Admission au cégep: une seule chance plutôt que deux - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00.....	164
Obligation dénoncée.....	164
LE DEVOIR : Nouvelle formation à l'ITHQ - La sommellerie au service de la restauration - Samedi 08 septembre 2012.....	164
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : UQAT : nouveau programme dans le domaine minier – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 15 h 32 HAE	165
LE SOLEIL : L'Université du Québec à Rimouski met la pédale douce sur le recrutement - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 05h00165	165
Sous-financement : au PQ de trouver les solutions.....	165
LE DEVOIR : UQAM cherche recteur – Jeudi 06 septembre 2012	165
RADIO-CANADA / MAURICIE : De premiers étudiants en criminalistique à l'UQTR – Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 14 h 36 HAE	166
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Aérospatiale : Besoins urgents de main-d'oeuvre - Publié le: vendredi 31 août 2012, 17H48 Mise à jour: vendredi 31 août 2012, 17H56	166
LE DROIT : A La Cité collégiale et à l'Université d'Ottawa : Les inscriptions en hausse cet automne - Publié le vendredi 31 août 2012 à 06h30 Mis à jour le vendredi 31 août 2012 à 07h39.....	166
Coissance à La Cité	167
RADIO-CANADA / ESTRIE : Le Cégep de Drummondville poursuit sa lancée en matière de développement durable – Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 13 h 34 HAE.....	167
RADIO-CANADA / MAURICIE : Le Cégep de Drummondville crée un fonds pour l'environnement – Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 8 h 24 HAE.....	167
LE DEVOIR : Ontario - Les enseignants manifestent contre le gel de leurs salaires – Mercredi 29 août 2012	167
Vos réactions (2)	167
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Universités ontariennes : Hausse prévue des admissions cet automne - Publié le: mardi 28 août 2012, 13H47 Mise à jour: mardi 28 août 2012, 13H50	167
Afficher 12 commentaires (Montréal).....	167
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Des logements haut de gamme pour étudiants à Montréal – Mise à jour le vendredi 24 août 2012 à 18 h 51 HAE.....	168
Un phénomène de mode?	168
Les commentaires (10).....	168
RADIO-CANADA / ESTRIE : Inscriptions records au Cégep de Thetford – Mise à jour le vendredi 24 août 2012 à 13 h 49 HAE	169
TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Cégep de Chicoutimi : Conseils en rénovation offerts gratuitement - Première publication jeudi 23 août 2012 à 14h05 / Publié le: jeudi 23 août 2012, 14H30 Mise à jour: jeudi 23 août 2012, 14H38 ...	169
Afficher 2 commentaires (Montréal)	169
RADIO-CANADA / ESTRIE : Rentrée record au Cégep de Drummondville – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 12 h 48 HAE.....	169
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Bulletin de la prospérité : L'éducation s'améliore - Publié le: jeudi 16 août 2012, 15H58 Mise à jour: jeudi 16 août 2012, 16H00	169
Rattrapage en infrastructures.....	170
Un portrait incomplet.....	170
Afficher 2 commentaires (Montréal)	170
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : des tablettes numériques pour les enseignants – Mise à jour le lundi 13 août 2012 à 16 h 40 HAE.....	170
Les commentaires (1).....	170
JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : L'École de la Montagne rouge à New York - Publié le: mardi 07 août 2012, 18H46 Mise à jour: mardi 07 août 2012, 18H56	170
Afficher 4 commentaires (Montréal)	170
THE OTTAWA CITIZEN : Why students in the rest of Canada don't protest – Thursday, August 02, 2012	170
4 comments.....	171

LE QUOTIDIEN : Chronique : Les étudiants tiennent leur «os», par Catherine Delisle - Publié le lundi 08 octobre 2012 à 10h39



Le Soleil, Pascal Raththé

Environ 500 personnes ont fait du bruit devant l'Assemblée nationale, à Québec, dimanche, contre la hausse des frais de scolarité.

Ça se peut que Pierre Duchesne finisse par trouver les étudiants un peu... beaucoup encombrants maintenant qu'il a l'importante responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur.

C'est qu'après leur avoir tout donné: l'abolition de la hausse des frais de scolarité et, en prime, la bonification du régime des prêts et bourses, voilà que l'ASSÉ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, soumet une autre requête au généreux gouvernement Marois, à défaut de quoi elle pourrait bien claquer la porte du sommet. Elle exige que le forum soit composé, pour les deux tiers, d'étudiants, de syndicats et de professeurs en provenance des cégeps et des universités. Est-ce à dire que les élites économiques, les représentants d'entreprises privées, les gestionnaires des universités, la société civile, les partis d'opposition... devront se contenter d'une place marginale et se faire tout petits en supposant qu'ils soient invités à ces grands États généraux sur l'éducation?

Convenons d'une chose. Il est sain et fondamental de débattre du financement des universités, des droits de scolarité, des dépenses des gestionnaires et des administrateurs, des activités d'enseignement, du financement de la recherche aux professeurs et aux étudiants, des bourses d'études, de l'importance de concurrencer les universités à l'extérieur du Québec... Les sujets sont abondants.

Un acteur

Lors de la nomination de Pierre Duchesne, à titre de ministre, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, avait exprimé sa vive satisfaction en soulignant qu'il avait été « l'un des acteurs au front avec nous » lors

du conflit étudiant. Une déclaration pour le moins étonnante puisqu'il était journaliste et correspondant parlementaire pour la Société Radio-Canada avant de faire son entrée au sein de l'équipe péquiste. Son travail devait donc reposer sur l'impartialité de ses reportages.

Une question se pose donc. Ce sommet, finalement, sera-t-il un simulacre de consultation, une pièce de théâtre où le scénario est écrit d'avance et les acteurs choisis sans avoir auditionné? Il semble bien que les rôles aient été attribués et l'intrigue, portant sur la gratuité scolaire, déjà bien ficelée par l'ASSÉ. Selon toute apparence, il ne semble pas y avoir beaucoup de place pour un changement quelconque.

Reconnaissons qu'une dynamique a été bien installée par le Parti québécois, ce qui risque d'embrouiller considérablement la situation maintenant qu'il est au pouvoir. Mme Marois et son équipe de députés ont porté le carreau rouge, encourageant ainsi les étudiants à défier le gouvernement au pouvoir et à refuser tout compromis. Ce faisant, ils ont contribué à alimenter la crise étudiante, le mouvement des casseroles et l'agitation de la rue. Cela pour se faire du capital politique et obtenir le vote des jeunes.

Tout un os

Les étudiants ont obtenu du nouveau gouvernement le beurre et l'argent du beurre. À présent, ils veulent plus, dont un sommet à l'image de leurs revendications avec des participants de leur choix, excluant autant que possible les représentants les plus gênants, ceux qui financent l'éducation. Leur objectif ultime est connu: faire reculer la première ministre sur son intention d'indexer les droits de scolarité. Pour certains, le gel apparaît comme la seule conclusion acceptable au mouvement de protestation du printemps, mais les plus radicaux, eux, comme l'ASSÉ, ne seront satisfaits que lorsqu'ils obtiendront la gratuité. La cerise sur le sundae: les étudiants de l'unité d'enseignement en travail social de l'UQAC réclament même l'amnistie pour les personnes criminalisées pendant la grève étudiante. Il n'y a rien de trop beau!

Maintenant que le gouvernement Charest n'est plus au pouvoir, nous pouvons raisonnablement penser que les étudiants n'ont plus le goût de se taper des sessions écourtées et éprouvantes, qu'ils ont épuisé leur capital de sympathie, que le concert des casseroles n'est plus à l'ordre du jour et que, somme toute, il n'y a plus de raison de prendre la rue et la population en otage.

Le hic, c'est que les étudiants tiennent un « os ». La campagne électorale n'est pas finie. Si le PQ veut appâter les étudiants, il a intérêt à ne pas les froisser, sinon les votes iront à ... Québec Solidaire. Et comme ils ont l'art de nous surprendre, qui sait ce qu'ils nous concocteront si le gouvernement cesse d'être gentil.

VOICI JUSTIN

Le Parti libéral fédéral est dans les câbles et peine à s'en sortir. Justin Trudeau sera-t-il le sauveur ? Comme disait l'autre : « On verra ».

LA VOIX DE L'EST : Chronique : Les policiers et leurs détracteurs, par Valère Audy - Publié le mardi 02 octobre 2012 à 05h00

Un professeur de l'UQAM et plusieurs de ses collègues pressent le ministre Stéphane Bergeron, de la Sécurité publique, d'instituer une enquête publique sur le comportement policier lors des manifestations étudiantes de l'été 2012. Des professeurs d'autres universités et institutions de même que des organismes et personnalités en endossent les revendications. Ils accusent les corps policiers d'abus, provocation et brutalité. Cela, preuves à l'appui, à en croire leurs propos et les images diffusées.

Jusqu'à maintenant, le ministre n'a pas cru bon donner suite à leur demande et il ne doit pas plier. Ou, s'il cède, il devra alors étendre l'enquête non seulement aux corps policiers, mais au mouvement étudiant et à ses leaders, aux directions de collèges et d'universités, aux syndicats d'enseignants et à leurs membres, aux groupes qui ont soutenu cette crise et qui en ont pris avantage, dont les activistes et les contestataires qui sont de toutes les manifestations, ainsi qu'aux politiciens qui ont encouragé la désobéis-

sance civile et le désordre qui ont marqué cette crise.

Cela intéresse-t-il le ministre et son parti de s'incriminer eux-mêmes comme partenaires du désordre qui a écoeuré les Montréalais? Pas sûr, parce qu'ils courraient les mêmes risques que les libéraux avec la commission Charbonneau, ceux de se faire éclabousser et de voir leurs alliés sur le gril. Parce qu'une véritable enquête ne peut se mener à sens unique seulement, que le juge qui la préside doit considérer tous les aspects des gestes posés par tous les intervenants en les situant dans leurs contextes.

Certes, les policiers furent-ils assez souvent débordés durant cette crise et, on le sait, surutilisés. D'où, forcément, quelques bavures. Les autorités en sont conscientes, ont appris et tout de même fait preuve de pas mal de retenue. Les images diffusées par les contestataires pour les accuser de violence et brutalité sont pour une bonne part sélectives et présentées hors contexte. C'est probablement ce qui incite le mi-

nistre Bergeron, jusqu'à maintenant du moins, à la réserve.

Les étudiants, contestataires, activistes et casseurs masqués ont testé la police et le pouvoir politique en les défiant et en prônant la désobéissance civile. Ils ont refusé de donner leurs trajets, marché dans les rues, cela parfois en sens inverse, bloqué des artères, tenté de faire de même sur les ponts, provoqué les policiers auxquels ils ont lancé des pierres, fusées rouzières et autres objets, empêché des étudiants d'avoir accès à leurs cours. Des enseignants les ont appuyés et encouragés, allant même jusqu'à narguer et décourager les étudiants qui voulaient suivre leurs cours. Des politiciens, y compris le premier ministre, furent harcelés. Etc.

Et là on voudrait une enquête sur le comportement de la police, certains espérant même une amnistie à l'endroit de tous ceux qui se sont fait coincer? L'équipe Marois ne doit pas céder aux pressions exercées si elle ne veut pas que d'autres groupes de la société se livrent au même jeu. Ou, si elle accepte, qu'elle étende



l'enquête à tous les intervenants, y compris à ses propres politiciens. Enquête ou non, il importe aussi qu'elle se penche sur le mode de fonctionnement du syndicalisme étudiant, dont les limites et la démocratie qui sont des plus discutables, comme on a pu le constater. Et il conviendrait également de s'intéresser aux syndicats d'enseignants, certains de leurs membres dérapant et faisant davantage de politique que de

véritable formation. Des enseignants qui, tout en tripotant les faits et l'histoire, sont les formateurs des adultes de demain. Plutôt inquietant! Le gouvernement et les municipalités doivent enfin mieux baliser l'organisation des manifestations et y interdire les camouflages de sorte que les forces de l'ordre puissent s'y préparer, prévenir et contrer le désordre sur la place publique. C'est mentir que d'affirmer que cela brime les

droits et libertés des participants. Les citoyens qui en souffrent voient aussi leurs droits bafoués. Si ça se fait dans d'autres grandes démocraties, pourquoi pas chez nous? Il faudrait avoir à cet égard autant de courage et détermination que pour les abolitions et le démantèlement que Mme Marois vient d'annoncer.

LE DEVOIR : Portrait : Léo Bureau-Blouin : «Quelle soirée!», par Jean-François Nadeau - Samedi 29 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau Le Devoir
Il m'impressionne, Léo Bureau-Blouin. Surtout quand je le vois à un spectacle de poésie à peine élu.

La jeune ouvreuse n'en revenait pas. Je l'ai vue pour ainsi dire chanceler. Elle n'en croyait pas ses yeux. S'est-elle pincée pour en être bien certaine ? Le sang lui montait aux joues. Elle en avait plein la fraise.

S'il y avait eu autour d'elle des sièges de livres, je crois qu'elle se serait assise pour reprendre ses couleurs.

Cette jeune fille venait de tendre un programme à Léo Bureau-Blouin. Un simple programme. Et elle n'en revenait tout simplement pas, le répétant d'ailleurs à sa consœur, se croyant touchée par une grâce.

« Il vous impressionne tant que ça, Léo Bureau-Blouin ? », ai-je fini par lui demander doucement.

« Oh ! Oh ! Oh ! Oui. Beaucoup. Oh ! Si j'habitais Laval-des-Rapides, j'aurais eu une très grosse pancarte électorale pour son élection ! »

« De là à en rougir aujourd'hui ? » Elle a rougi davantage...

J'avoue qu'il m'impressionne aussi, Léo Bureau-Blouin. Surtout cette journée-là, pour tout dire.

C'était dimanche. Un beau dimanche d'automne avec un ciel haut et pur, un ciel quasi sans limite. Le jeune député avait abandonné la lumière du jour et celle des projecteurs pour s'installer au fond d'une salle noire où, pendant deux heures, il écouta des poètes.

Depuis quelques années déjà, dans le cadre du Festival international de littérature, Loui Maufette propose Poésie, sandwiches et autres soirs qui penchent, un spectacle composite où une vingtaine de comédiens s'efforcent de combattre le désir de mort installé dans l'homme en revisitant des oeuvres très différentes : Ferré, Saint-Denys Garneau, Bukowski, Patrice Desbiers, Marie Uguay, Claude Gauvreau, Rimbaud, Attila József, Joyce, etc. Tout cela est présenté par une étonnante brochette de talents, chanteurs, danseurs, gens de théâtre. Sans compter quelques « surprises ».

Le spectacle de Loui Maufette s'ouvre sur un texte de son père, l'homme derrière le célèbre Cabaret des soirs qui penchent de la radio de Radio-Canada. Il était aussi poète, Guy Maufette.

« Je crois que...

Je suis fait...

En vers boiteux,

En vers solitaires ou chantants,

En vers et soi,

En vers et contre tous. »

Peut-être pas un très grand poète, mais certainement le chef d'orchestre brillant des mots des autres, tout au long de sa vie. Son fils le rejoint au même niveau pour son Poésie, sandwiches et autres soirs qui penchent.

Le spectacle est repris du côté d'Ottawa cette semaine. Il est présenté du 3 au 6 octobre au Centre national des arts. Peut-être qu'Ottawa y trouvera une occasion pour se sortir enfin de cette impatience pour le néant qui semble l'envelopper de plus en plus ? Peut-être même

que de futurs Léo Bureau-Blouin locaux iront voir eux aussi ce spectacle ?

Il m'impressionne aussi, Léo Bureau-Blouin. Surtout quand je le vois à un spectacle de poésie à peine élu. Un jeune homme, d'autant plus s'il est député, est toujours à sa place au milieu de la poésie, parce que c'est là, au milieu d'impossibles échafaudages, que se trouvent pourtant plusieurs des élans nécessaires à porter au grand jour.

Au fond, il m'inquiète peut-être autant qu'il m'impressionne, Léo Bureau-Blouin. Il m'inquiète comme tous ces jeunes politiciens devenus si vite la simple et pâle copie de leurs aînés.

Dans un court documentaire tourné par Radio-Canada, on le voit, à peine élu, répéter en articulant son discours de la victoire préparé à l'avance. On le voit articuler le début de son texte : « Quelle soirée ! »

Où en est-on avec la vie pour être forcé d'apprendre à en mimer les joies ?

Le voyant ainsi au chevet de ses sentiments en ce soir d'élection, il m'a semblé que quelque chose n'était pas achevé chez ce garçon et que surtout cela risquait désormais de ne plus jamais pouvoir l'être.

Il finira peut-être premier ministre. Mais je l'aurais au fond préféré poète du printemps.

« On entend souvent dire que les jeunes ne lisent plus et que le taux de décrochage grimpe, particulièrement chez les gars », pouvait-on lire la semaine dernière dans Le Journal de Montréal, lequel poursuivait ainsi : « Devant ces faits inquiétants, Réjean Tremblay publiera sous peu une série de romans jeunesse pour stimuler le goût de la lecture des 9 à 12 ans. »

Fait à noter, ce n'est pas Tremblay qui écrit les romans en question, mais Hélène Gagnon, une « amie et collaboratrice ». Merci, Réjean, merci de faire autant pour notre belle jeunesse. Merci.

THEGAZETTE : Chronique : Profs cry wolf over student protests : Complaints of police brutality and demands for amnesty for those arrested cast academic integrity in a dim light, By HENRY AUBIN - Thursday, September 27, 2012

Two separate but related issues are bubbling up in regard to last spring's student protests. First, many professors are demanding a public inquiry into police brutality. Second, many students who were arrested are also asking for amnesty. Let's start with brutality issue.

-An impressive number of academics across Quebec - 156 professors and 27 lecturers - have so far signed a declaration that says law enforcement during the student boycott represents "the largest wave of police repression in the history of contemporary Quebec." The statement, printed in Le Devoir last week, says arrests were "often" brutal, that detention conditions were sometimes difficult and that officers sometimes encircled a crowd before making arrests, thus making it hard for peaceful protesters to get away.

The academics also ask whether police used agents provocateurs. They conclude that a public inquiry is needed for police actions in Montreal, Gatineau and Quebec City. Québec solidaire supports the demand.

I'll focus on the cops' performance in Montreal only, scene of the great majority of demos. There are so many protest events here (Montreal police count about 600) that making overall judgments is very difficult: Journalists and other impartial observers were often not present. Still, given the prevalence of mobile cameras among protesters, one would expect that if there were cases of outrageous brutality, they'd be on YouTube. I have not seen any.

Knowing it was possible that I'd had missed some damning evidence, I asked Francis Dupuis-Déri, author of the statement and a political science prof at the Université du Québec à Montréal, to send me videos that support the claim of brutality. He sent me six.

The only one of them with enough context to show clear abuse was a video that went viral last May and that shows a single constable, badge number 728, twice using pepper spray against those verbally harassing her. It was a blatant over-reaction, and police reassigned her to nonprotest duties.

Looking for more stuff, I went to the website of the Collectif opposé à la brutalité policière. It has videos of cases in which pepper spray is used to disperse angry mobs that refuse orders to move back - but the spray is used in moderation. Of more concern is a case in which a single officer vigorously shoves a member of a loud crowd outside the education ministry; a minute later, he flings another person to the ground. The actions are violent - but "brutal" would be far too strong a word.

Another troubling video shows police successfully pushing back an unruly demo at Crescent and Ste. Catherine streets during the Grand Prix; one burly male protester does not retreat, and he is forcefully pushed and shoved by several officers; then one officer punches him gratuitously several times, though not so hard as to knock him down. What emerges from the dozen hit-parade videos I saw is a pattern in which taunting crowds ask for trouble and cops who occasionally dish it out, but those who over-respond do so alone rather than as a pack and without vicious force. It's a



real stretch to suggest, as do these academics, that such limited cases reflect on the force as a whole. Incidentally, the worst injury suffered by a protester was the lost eye of Francis Grenier. This, however, was not the result of a deliberate police action such as a blow; rather, it came from an accident - a stun grenade that went awry. (Justice will be done: The victim is suing the force for \$350,000.) Did the cops use agents provocateurs? I have a question for the academics who raise that question. If the police department did, why would it have urged city hall to adopt the anti-mask bylaw? Agents provocateurs like hiding their identities. Regular readers know that I've been very critical of police misconduct over the years. Not this time. If anything, Chief Marc Parent's de-

partment showed restraint - for example, often not making arrests when marchers flouted the law requiring them to give police their itinerary. -Many students, supported by a faculty group (Profes contre la hausse), want amnesty for all those arrested. Montreal police say there were 1,798 arrests, mostly for municipal infractions but several hundred for criminal offences such as vandalism. You can understand the students' high expectations. The Marois government has already 1) rolled back tuition hikes and 2) retained the extra financial-aid intended to soften the effect of those defunct hikes. Hey, might as well shoot for the trifecta. One argument for this is that fines could be greater than the tuition increase that was the object of the protest. Another is that having criminal records could harm future careers.

But part of growing up is accepting the consequences of one's actions. The protests all along have had an ethos of exceptionalism, as in: "We're practising civil disobedience: to wear illegal masks is just, to defy court injunctions to keep students from going to class is also just, etc." Well, people who practise true civil disobedience - Gandhi and MLK's followers, for example - accept the consequences. They go to jail. In sum, the professors are crying wolf over law enforcement. The next time scholars get upset over a great human rights abuse, I'll be a little more skeptical. And students, with many professors' blessing, are suggesting they are above the law. None of this is doing academia's reputation for intellectual rigour any good.

LA TRIBUNE : Opinion : «Grotesque» l'idée d'élections sur le dos des étudiants?, par Daniel Faucher, Eastman - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 09h32



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Dans [La Tribune du mercredi 19 septembre](#), [Daniel Nadeau](#) remercie d'avance le nouveau gouvernement québécois qui s'est engagé à abolir la loi 78 (devenue la loi 12) dès le début de son mandat. Comme le souligne M. Nadeau, l'abolition de cette loi doit permettre de reprendre sereinement la discussion et la réflexion non seulement sur les frais de scolarité, mais aussi sur la participation des étudiants à leur destin collectif. Lorsque des journalistes ont demandé au premier ministre Jean Charest s'il ne tentait pas, par cette loi, d'augmenter les tensions entre les étudiants et ceux qui voulaient un rapide retour

à l'ordre, de créer ainsi un climat plus favorable à son gouvernement en déroute puis de déclencher des élections, celui-ci a répondu que cette idée était « grotesque ». Pourtant, l'occasion était trop belle pour braquer l'opinion publique sur le conflit étudiant et les agitateurs de casseroles réunissant de plus en plus de gens autres que les seuls étudiants... et faire oublier la commission d'enquête sur la collusion et la corruption dans l'industrie de la construction. De plus, en opposant simultanément, de façon aussi simpliste que possible, le Plan Nord créateur d'emplois et les grèves étudiantes créatrices de chaos social, les « terroristes » et les intimidateurs aux pauvres étudiants qui avaient le DROIT d'étudier, l'huile coulait en abondance sur le feu. Rapidement, certains journaux ont titré que, selon les sondages, « 68 % de la population appuie le gouvernement pour l'augmentation des droits de scolarité ». Pour un politicien comme M. Charest qui répète constamment qu'il ne faut pas croire les sondages, mais qui a toujours carburé aux sondages internes de son parti, de tels résultats ne pouvaient qu'être réjouissants. Surtout si le haut taux d'appui à son gouvernement reposait sur une question simple : êtes-vous POUR ou CONTRE la hausse? Les médias

ont fait le reste de façon à faire entrer dans l'esprit des gens que la très grande majorité de la population était derrière les positions gouvernementales. Des sondages plus nuancés ont été faits, une fois passée la première vague. Par exemple, dans le [sondage CROP/Radio-Canada](#) du 25 mai 2012, quatre réponses étaient proposées plutôt qu'une seule. Voici les étonnants résultats :
- pas de droits de scolarité (position de la CLASSE) : 11 % ;
- pour le gel au niveau actuel : 13 % ;
- pour l'indexation au coût de la vie à partir de maintenant (position du PQ) : 45 % ;
- pour une forte hausse dès maintenant (position du gouvernement) : 27 %
Ainsi donc, si on tient pour acquis que la position du gouvernement recueillait 27 % d'appuis fermes « à une forte hausse dès maintenant », c'est 69 % de la population qui disait avoir une position autre : gratuité complète, gel au niveau actuel ou simple indexation. M. « Grotesque » Charest aurait-il jamais obtenu 31 % des votes le 4 septembre en faisant de telles nuances?

LA PRESSE : Chronique : Tout un cru, cette cohorte 2012, par Marie-Claude Lortie - Publié le mercredi 26 septembre 2012 à 06h29

Il y a un côté de moi qui se dit que ce trimestre scolaire condensé en quelques semaines, dont parle ma collègue [Pascale Breton dans son reportage](#), doit être bien pénible pour les étudiants et les professeurs. Pour les étudiants, pas le temps de réfléchir, de digérer les notions à apprendre, de prendre du recul et de s'interroger un peu plus. Pas le temps de se reposer en regardant les étoiles. Pas le temps de sentir les feuilles rougir en buvant un dernier café sur une terrasse, tout en discutant de Proust, Camus, Miron ou Kierkegaard, avec ou sans téléphone cellulaire. Le militantisme du printemps, qui a permis à plus d'un de prendre le temps, à sa façon, de refaire le monde, a fait place aux études sous pression. Pour les professeurs, la vie se passe à cent à l'heure. On dirait que le mijoté, le braisé, ces apprentissages auxquels on laisse le temps de percoler, ont fait place à la pédagogie façon micro-ondes. Rapide.

Il ne faudra pas s'étonner que la cuisson ne soit pas toujours égale. Que certains morceaux soient plus à point que d'autres. Tous doivent appuyer sur le bouton «avance rapide». Il faut que ça avance. Pourtant, on ne peut pas tirer sur le gazon pour le faire pousser. On ne peut pas s'attendre à ce que les étudiants apprennent autant et aussi bien, pendant ce trimestre ratatiné, que lors d'un trimestre normal. Il y a un côté de moi, donc, qui se dit que cette situation ne doit être agréable pour personne. Surtout pas les profs. Surtout pas les élèves et les étudiants. Surtout pas ceux qui ne voulaient pas de cette grève et qui se retrouvent avec les conséquences douloureuses de choix qu'ils n'ont pas faits. Je pense aux étudiants de l'étranger, notamment, qui investissent encore plus dans ces études que ceux d'ici, en temps et en argent, ces études qui, au printemps dernier, n'ont tout simplement pas eu lieu. Mais il y a un autre côté de moi, sorti de je ne sais trop où - peut-être trop écouté les discours

de la Coalition avenir Québec durant la campagne électorale -, qui se dit qu'il n'y a pas d'épreuves, dans la vie, qui sont inutiles. J'entends déjà mon collègue Foglia en train de hurler «Cyrulnik, sors de ce corps», mais c'est vrai, non? Il y aura des tas de leçons à apprendre de ce trimestre «microprocessé». Des leçons d'efficacité, comment faire face au stress, comment gérer son temps de façon hyperproductive. Des leçons qui nous apprennent à laisser tomber le superflu pour aller à l'essentiel. Ces trimestres bouleversés pourraient être ceux de l'antiprocrastination. Débrouillardise 101 et enrichie en une seule leçon. Les étudiants en paieront-ils le prix? Peut-être. Mais entre les manifestations qu'ils ont menées à bout de bras durant tout le début de l'année, avec les résultats qu'on connaît - la tenue d'élections et la mise en place de leurs demandes par le nouveau gouvernement élu -, et maintenant cette épreuve de vitesse de haute voltige, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce cru 2012 ne sera pas banal. Pour le pire. Mais aussi pour le meilleur.

LE DEVOIR : Enseignement supérieur - Les défis de Pierre Duchesne, par Gabriel Gagnon - Professeur honoraire de sociologie à l'Université de Montréal - Mardi 25 septembre 2012



À M. Pierre Duchesne,
Pauline Marois a eu la main heureuse en vous nommant ministre de l'Enseignement supérieur. Intellectuel et humaniste, vous n'avez pas été mêlé directement aux querelles universitaires.

Il vous faudra convoquer le sommet promis aux étudiants, sans en espérer trop sans doute. Comment arriver à une entente sur les droits de scolarité entre des acteurs aussi différents que les gens d'affaires, les recteurs et les étudiants ? Pas d'éducation gratuite à l'horizon. Tout au plus pouvez-vous prévoir la solution déjà offerte par Pauline Marois, une augmentation liée à l'inflation qui ne satisfera complètement ni les uns ni les autres et risque de remettre les étudiants dans la rue.

D'ailleurs, peut-on espérer d'un sommet de deux jours la réponse aux défis auxquels les universités font face ?

La population doute de plus en plus de la façon dont les recteurs gèrent l'argent que leur fournissent l'État et les étudiants. Malversations présumées au Centre universitaire de santé McGill, projets immobiliers inutiles à l'UQAM et à l'Université de Montréal, salaires somptueux des recteurs et des cadres (mon recteur et la vice-chancelière de McGill, pour des responsabilités beaucoup moins lourdes, gagnent trois à quatre fois plus que la première ministre), concurrence acharnée à coup de succursales établies dans le territoire des voisins (UDM à Longueuil et à Laval, Université de Sherbrooke à Longueuil, Université de Rimouski à Lévis). Un meilleur contrôle de ces dépenses ne permettrait-il pas d'alléger encore le fardeau des étudiants en nous acheminant graduellement vers la gratuité scolaire ?

Gouvernance à la dérive

La « gouvernance » des universités laisse aussi à désirer : une directive gouvernementale les oblige à confier plus de la moitié des postes de leurs conseils d'administration à des membres extérieurs à la communauté universitaire, hommes ou femmes d'affaires de préférence. On peut se demander en quoi Paul Desmarais, Monique Leroux ou Tony Accurso

Vos réactions (8)

Roland Guerre – Inscrit, 25 septembre 2012 02 h 51

Table ronde

La table ronde, associant les membres de la communauté universitaire, n'est qu'une préface. Le gouvernement gagnera à mettre en place une commission associant universitaires, étudiants, parlementaires, experts, pour préparer et définir la nouvelle politique universitaire, basée sur le refus de la marchandisation du savoir, la priorité donnée à la recherche fondamentale, le rééquilibrage de la carte universitaire, de la gestion.

François Ricard – Abonné, 25 septembre 2012 07 h 14

La gratuité scolaire

La gratuité scolaire, ça n'existe pas.

À un certain moment, quelqu'un doit payer.

Il faut déterminer qui va payer et quand.

De plus, il est impératif que chaque citoyen ait accès à l'éducation.

Il faut aussi tenir compte qu'un diplôme universitaire, selon le domaine en cause, ne coûte pas le même prix et ne rapporte pas le même argent.

Par exemple, il en coûte environ 100 000\$ pour former un enseignant, 150 000\$ pour former un ingénieur et plus de 250 000\$ pour former un médecin.

Après cinq ans sur le marché du travail, l'enseignant gagnera en moyenne 60 000\$ par année; l'ingénieur 120 000\$; le médecin 300 000\$ et plus.

Ces différents travailleurs paieront alors des impôts proportionnels à leurs revenus. De plus, pour rembourser une partie des déboursés faits par l'état pour leur formation, un impôt spécial de 1, 2 ou 3% pourrait leur être imposé pendant un certain nombre d'années. Ils deviennent une source importante de revenus pour l'état. Ils remboursent ainsi les sommes investies dans leur préparation.

Pour s'assurer que l'état ait de bonne chance de récupérer les argentés investis dans la formation de cette élite, il faudrait possiblement obliger les bénéficiaires de travailler un minimum d'années au Québec. Cinq ans pour un enseignant; sept ans pour un ingénieur; dix ans pour un médecin. À défaut de quoi, le nouveau travailleur qui veut

pourraient mieux servir les intérêts de la société et de l'université qu'un professeur de physique, un chercheur en philosophie ou une étudiante en médecine.

Ces problèmes nous ramènent à une inquiétude fondamentale : la dérive néolibérale de l'université. « Le cerveau des étudiants doit correspondre aux besoins des entreprises », affirmait sans complexe le recteur Breton de l'Université de Montréal.

Cette dérive se concrétise de multiples façons. Les cadres des universités sont de plus en plus des administrateurs sans aucune expérience de recherche ou d'enseignement. Les enseignants de premier cycle sont majoritairement des chargés de cours, compétents mais mal intégrés aux structures universitaires. La recherche commanditée ou orientée prend de plus en plus de place, éloignant de l'enseignement ses bénéficiaires.

Comité de sages

Ces questions, le sommet ne pourra que les effleurer. Pour les approfondir, il devrait être suivi de la formation d'un comité de « sages » composé, par exemple, d'un étudiant diplômé, d'un ancien recteur, comme Claude Corbo, et de deux intellectuels ayant déjà réfléchi sur l'avenir de l'université; on peut penser à Guy Bourgeault, Céline Saint-Pierre, Jacques Hamel, Yves Gingras, Guy Rocher Jacques Beauchemin, Christian Nadeau ou Normand Baillargeon. Le travail de ce comité devrait être fondé d'abord sur une analyse et une réflexion plutôt que sur une vaste consultation à travers le Québec.

Ses conclusions montreraient peut-être comment l'université pourrait devenir plus ouverte à ceux et à celles qui veulent d'abord élargir le champ des connaissances et servir l'ensemble de la société. En les attendant, vous pourriez continuer à différer l'augmentation des droits de scolarité, ce qui serait fort opportun en temps de gouvernement minoritaire.

Bonne chance, votre tâche est difficile.

quitter immédiatement le Québec devrait rembourser la somme totale de sa tuition.

David Boudreau – Inscrit, 25 septembre 2012 10 h 01

Je pense que vous n'avez pas bien saisi l'enjeu de ce texte qui veut justement éviter de consacrer l'arrimage de l'université aux seules considérations qui concernent l'économie de marché, ou si vous préférez, à la marchandisation de l'éducation dont la logique s'installe à l'intérieur de la structure administrative des établissements. Le texte propose de revoir la composition et le fonctionnement de cette structure administrative afin qu'elle corresponde aux besoins de la mission universitaire, et ce, avant de se lancer dans les débats de chiffres. D'où la proposition d'un comité indépendant de "sages". Avant de proposer des solutions, il faut d'abord établir quels sont les problèmes. Vos solutions répondent à la logique du "diplôme à vendre", un raisonnement qui n'est manifestement pas partagé par l'auteur.

Jacques Saint-Cyr – Inscrit, 25 septembre 2012 09 h 19

Les carrés rouges ne démordent pas

La présence d'entreprises dans les activités universitaires, leurs conseils, ne viendront pas contaminer la vocation soi-disant universelle des universités, au contraire. Elle viendra enrichir les débats internes, et assurer la prise en compte d'une dimension importante de l'activité humaine, l'industrie.

Il est intéressant de constater que la résistance à l'ouverture du monde clos des universités vient toujours des sciences humaines. Il faudrait sans doute relire avec attention, "L'opium des intellectuels" de Raymond Aron (1955!), "La responsabilité des intellectuels" - Blum, Camus, Aron de Tony Judt, et bien d'autres.

Mais je doute que ces lectures paraissent inspirantes dans nos facultés de sociologie, qui lisent plutôt Althusser, Foucault, ou Chomsky.

Viviane Genest – Inscrite, 25 septembre 2012 10 h 55

En fait, comme récente graduée en génie, je déplore que l'industrie impose sa vision des choses, en martelant aux futurs ingénieurs que le but premier d'une entreprise est le profit à tout prix. Le but premier d'une entreprise devrait

plutôt être de permettre aux travailleurs de gagner leur vie en contribuant au développement de la société.

Cette mentalité des profits à tout prix contamine effectivement les étudiants. L'apport de l'industrie est valide pour les aspects technologiques et pratiques, mais surtout pas pour les questions éthiques.

André Chevalier – Abonné, 25 septembre 2012 09 h 53

Correction

«Après cinq ans sur le marché du travail, l'enseignant gagnera en moyenne 60 000\$ par année.»

Faux, après cinq ans, un enseignant gagne 46 000 \$. Il lui faudra travailler 13 ans pour atteindre 60 000 \$ avec un bac universitaire. Si on compare avec un policier de la SQ avec un diplôme collégial, celui-ci gagne 67 000 \$ après cinq ans, salaire que l'enseignant ne pourra atteindre qu'après quinze ans, sans compter le manque à gagner que celui-ci aura subi du au fait qu'il aura étudié trois ans de plus que le policier. Lorsque l'enseignant atteint le salaire maximum, le policier est déjà à l'aube de la retraite.

Dans ce contexte, demander aux enseignants de rembourser le coût de leur formation par un supplément d'impôt comme vous le suggérez me paraît odieux. Au contraire, leur formation devrait être entièrement couverte par l'état.

Cyrille-Daniel Janelle-Turcotte – Inscrit, 25 septembre 2012 11 h 21

\$\$\$\$\$

Il y en a qui trouve judicieux de marchandiser le savoir et de fabriquer en série des béni-oui-oui. Le dieu Argent et la nouvelle religion Économie nous amène dans des dérives extrêmement dangereuses dans lesquelles l'esprit de critique face à la société serait mort et enterré. On n'oublie qu'il y a bien des pays sur cette planète dans lesquels l'éducation supérieure est gratuite. Plus il y aura l'accès aux études supérieures pour un plus grand nombre de citoyens/nes et plus un pays sera riche de ceux et celles qui aideront à faire prospérer cette nation.

PS. Je n'en reviens pas de la différence de diplôme et de salaire entre un policier de la SQ et d'un enseignant. Il y a des choix de société qui se perdent.



Jean-Pierre Lusignan - Abonné, 25 septembre 2012 15 h 08
 Multiplication des campus: pas juste des inconvénients pour les étudiants.
 Je ne suis pas certain que la multiplication des campus, par exemple l'installation d'un campus de l'UQAR à Lévis, ne comporte que des inconvénients pour les étudiants, la compétition à laquelle se livrent des universités territorialement voisines amenant beaucoup d'enseignants et plusieurs administrations à se dépasser et à être plus humains. Je me souviens de classes universitaires comportant presque trois cents étudiants et d'exams à choix multiples et à correction négative. Je me souviens de professeurs à temps complet consacrant plus de temps à leurs activités professionnelles extérieures à l'enseignement et à la recherche qu'à leur travail d'enseignant ou de chercheur.

LE DEVOIR : Libre opinion : Conflit étudiant - L'amnistie générale pour les étudiants inculpés, m par Simon Lefranc - Étudiant au cégep de Saint-Laurent et porte-parole du groupe Amnistie générale - Mardi 25 septembre 2012

Le Québec vient de traverser six mois de mobilisation étudiante et citoyenne ayant pour but de bloquer la hausse des droits de scolarité. Comme vous le savez, les « carrés rouges » ont eu gain de cause, car le Parti québécois a décidé d'annuler la hausse par décret.

Durant le conflit, plusieurs étudiants ont été arrêtés, lors de manifestations qui furent déclarées illégales en vertu de la loi 12, une loi qui n'est plus en vigueur. Certaines de ces amendes dépassent la hausse des droits de scolarité qu'ils ont combattue. Durant ces manifestations, nous avons été témoins de casseurs faisant des actes condamnables comme lancer des projectiles sur des policiers et briser des vitrines, mais nous avons aussi vu des policiers anti-émeute donner des coups de matraque au visage de personnes innocentes, des arrestations de masse, des policiers refusant de décliner leur matricule, l'escouade urbaine donner des coups de poing de manière totalement gratuite.

Les policiers ne seront pas traduits en justice ou, même s'ils sont jugés, ce sera par des policiers et aucun d'eux ne s'exposera à des amendes et encore moins à une perte de salaire. Nous avons donc là deux poids, deux mesures. Nous croyons donc que l'amnistie générale devrait être accordée aux étudiants, et ce, pour plusieurs raisons.

Records de contestations

Des accusations criminelles peuvent amener un dossier/casier judiciaire qui serait néfaste pour la future carrière des étudiants. Un casier judiciaire empêche de pouvoir faire partie d'un ordre professionnel, ce qui veut dire par exemple qu'ils ne pourront plus être : infirmier, avocat, ingénieur, médecin... Le Québec va donc manquer de travailleurs dans des domaines qui en ont vraiment besoin.

Nous assistons en ce moment à des records de contestations en ce qui concerne les amendes pour excès de vitesse. Ajoutons à cela les quelque 4000 contraventions qui ont été données lors des manifestations étudiantes en plus de la norme des tickets contestés chaque année, cela donne un système judiciaire pris à la gorge. Il serait donc normal de le désengorger en annulant les amendes aux inculpés et en retirant les accusations criminelles.

Ceux qui sont contre l'amnistie générale diront que les manifestations ont coûté 15 millions de dollars en heures supplémentaires pour le SPVM et qu'il ne faudrait pas répercuter la facture aux contribuables qui n'avaient rien à faire avec ce conflit.

Nous en convenons : le peuple n'a pas à payer pour les décisions douteuses/coûteuses du SPVM (faire sortir un camion d'anti-émeute tous les

Vos réactions (14)

Roland Guerre - Inscrit, 25 septembre 2012 02 h 57

Pour l'amnistie

Pour donner d'excellents fruits au printemps érablé, le gouvernement peut poursuivre une double démarche : mise en oeuvre de la commission d'enquête sur l'attitude de la police, les atteintes aux libertés fondamentales ; préparation et dépôt du projet de loi d'amnistie, que le législateur adoptera, pour affirmer l'ouverture d'une nouvelle page, le rétablissement des liens générationnels, la reconnaissance de la jeune génération, dont la maturité donne des leçons à une partie - essoufflée - du personnel politique.

Davide Montanari - Inscrit, 25 septembre 2012 03 h 15

Mais pourquoi s'arrêter la ?

Pourquoi s'arrêter la ? Donner, tant qu'à degorger le système, l'amnistie à tous ceux qui ont des tickets de vitesse !?

Quand on décide de faire des manifestations spontanées, à l'encontre des règles de civisme qui ont dérangées nombre de commerces sans compter les vitres brisées comme vous dites, il est normale que le SPVM prennent les moyens pour éviter qu'une situation dégenere comme on l'a souvent vu cet été.

Quand on fait un choix, ce qui relève de la responsabilité civile, on doit prendre en compte les

soirs même si certaines manifestations ne comportaient qu'une trentaine de manifestants), mais ce à quoi ces braves gens n'ont pas pensé, c'est que les contestations coûteront très cher à l'État, car les mineurs et les étudiants pauvres auront tous le droit à l'aide juridique qui est financée par l'entremise des taxes et des impôts.

Engorgement des tribunaux

Une surutilisation de l'aide juridique (qui coûtera nettement plus cher que les amendes) amènera des hausses de taxes qui seront payées par les contribuables, ce qui, évidemment, n'est pas dans l'intérêt de tous. Si le gouvernement n'applique pas l'amnistie générale, les étudiants qui contesteront leurs amendes se présenteront en cour vers la fin de l'année 2013.

Les policiers seront appelés à témoigner. Dans la majorité des cas, ils ne se présenteront même pas. S'ils se présentent, ils ne pourront avoir de souvenirs assez précis des incidents et leurs témoignages perdront toute crédibilité aux yeux du juge lors d'un contre-interrogatoire. La grande majorité des étudiants vont donc finir par être déclarés non coupables lors de cas par cas. C'est comme une amnistie générale, mais en plus long et en plus coûteux pour l'État.

Dans le cas peu probable où tous les étudiants seraient déclarés coupables et obligés de payer leurs amendes, les parents des mineurs devraient la payer pour eux ou le jeune sera condamné à des travaux communautaires. Dans le cas des jeunes qui ont plus de 18 ans, soit la majorité des accusés, ils ne pourront pas payer un montant aussi élevé, même en négociant et en étalant leur amende sur plusieurs mois.

Coûts plus élevés

Qu'est-ce que l'État devra faire pour récupérer l'argent? Envoyer des huissiers? Les étudiants n'ont pas grand-chose dans leur appartement pour rembourser (mis à part leur iPhone...). N'oublions pas que les huissiers seront payés par les taxes et les impôts. Que faut-il faire d'abord? Mettre les étudiants en prison? Les prisons sont déjà surchargées et nous avons la conviction que la place d'un étudiant est à l'école et non derrière les barreaux. D'ailleurs, un prisonnier coûte plus cher qu'un étudiant.

Pour conclure, nous tenons à rappeler l'Article 2 de la Charte canadienne des droits et libertés concernant le droit de manifester et que toute cause pour l'éducation est noble. C'est aussi notre conviction et nous ne croyons pas que l'on doit punir ceux qui l'ont défendue. Oui à l'amnistie générale.

consequences. Si vous vous plaignez qu'il coute trop cher pour étudier en histoire car il n'y a pas de débouche, alors faites d'autre chose. Je ne crois pas qu'il y avait majorité de greve chez les étudiants en droit, medecine, ou ingenierie comme vous citez ci haut candidement.

Si certains ont decide de suivre les traces de la desobeissance civile, ils doivent en payer les consequence. On ne va pas relacher des criminels, car c'est ce qu'ils sont, seulement pour désengorger le systeme !

Brian Monast - Abonné, 25 septembre 2012 12 h 33

@Ressac Gréviste & Marie Royer

Monsieur Lefranc a raison d'établir la distinction entre des gens qui pouvaient bloquer des rues par le seul fait qu'ils y circulaient, pour manifester, et ceux qui lançaient des pierres. Il me semble très injuste de tout confondre.

A-t-on bien évalué le succès qu'aurait pu encore atteindre le printemps érablé s'il avait pu réussir à se dissocier plus efficacement des éléments violents qui ont cherché à s'y joindre et à se l'adjoindre?

Pour une amnistie *non générale*, excluant toute arrestation liée à des actes de violence, pour ceux dont le seul tort étaient de manifester « dans le trafic », rappelés que, dès le mois de mai, le fait d'être organisateur de manifestation était à toute fin pratique illégal (avec amendes

pouvant aller jusqu'à 35 000 \$ pour les individus, et 125 000 \$ pour les assos). Réserver dès lors une amende à ceux qui participent à une manifestation non organisée, sans tête, est-ce que ce ne serait pas agir un peu de mauvaise foi?

Puis, il y a la question des montants abusifs. En marchant dans la rue, plutôt que sur le trottoir, on peut s'attirer une amende d'à peu près 35\$. Il sort d'où le 500 \$ qu'on cherche généreusement à prélever à des gens qui, pour la plupart, ne faisaient — sans être payés pour le faire, au contraire des policiers qui les accompagnaient — que ce qu'ils jugeaient être leur devoir de citoyens.

Marie Royer - Abonnée, 25 septembre 2012 07 h 28

Quel charabia !

Et aussi quel ramassis démagogique et populiste. Justement du genre "démocratie de la rue" si chère aux solidaires.

Il faudrait que les étudiants comprennent ce que signifie vivre dans une démocratie parlementaire et que le chaos et le vandalisme préconisés par certains comme moyen d'expression de l'opposition à un gouvernement démocratiquement élu, comme l'ensemble de la population l'a bien vu au printemps, n'est voulu que pour servir les intérêts de pouvoir politique opposé.

La nuit de vandalisme par les étudiants au CEGEP du Vieux-Montréal, ou dans d'autres CEGEP,



les destructions de la propriété publique ou privée, la violence des manifestants contre les policiers, les visages "innocents" cachés sous des foulards palestiniens, ce pleurnichage auj. contre les policiers qui ont mandat de protéger les citoyens et de faire respecter des règles élémentaires de civisme et d'ordre dans notre société, le blocage des Ponts, 2 fois plutôt qu'une et notamment par la propre fille de Khadir, député de notre système parlementaire, tout ça mérite la rigueur de la loi.

Et cessez de nous faire pleurer avec le fait que vous n'avez que votre iPhone pour payer des amendes éventuelles. Bien chanceux si vous vous en sortez qu'avec des amendes. Certains actes criminels commis durant 6 mois méritent plus que des amendes. La responsabilité de ses actes, criminels ou non, vous refusez ? Vous êtes étudiant ? Vraiment ? Restez-le encore longtemps.

enid bertrand - Inscrit, 25 septembre 2012 12 h 52

Au iPhone, il faudrait peut-être ajouter l'auto, les frais d'immatriculation, les assurances...

Quand j'étais au CEGEP et à l'université, les seules voitures du stationnement étaient celles des employés.

Maintenant, les stationnements débordent. Rares sont les étudiants qui n'ont pas de voitures.

Et dire que la plupart des étudiants se présentent comme des verts!

Martin Girard - Inscrit, 25 septembre 2012 16 h 04

Ne pas faire la distinction entre les actes de vandalisme et les amendes encourues par la loi 12 lors d'arrestations de masse n'est guère mieux que le ramassis populiste et démagogue. Garder les cas de vandalisme, voie de faits et autres actes criminels me semble correct, mais certainement pas de réclamer de l'argent aux étudiants au travers d'une loi pour laquelle l'ONU était préoccupée. En ce qui concerne l'argent des étudiants, il est assez expéditif de dire que les étudiants ont des voitures et de l'argent; ce n'est pas la majorité des étudiants, surtout ceux qui sont à l'université.

Marc-Olivier Goudreault - Inscrit, 25 septembre 2012 22 h 26

Premièrement peut-être faudrait-il revoir ce qu'est la démocratie, car selon vous, il me semble que manifester, bien que ce soit un droit, n'est pas démocratique. La démocratie doit se jouer à chaque jour et non une fois les quatre ans. Lorsqu'un regroupement de personnes s'intérogent sur une situation, dans ce cas-ci la hausse des frais de scolarité, et qu'après réflexion ils jugent que ce n'est pas juste, car cette hausse n'est pas nécessaire il est dans notre droit de la contester. Voulons nous vraiment s'agenouiller devant les décisions ridicules, à mon avis, d'un gouvernement ? Il est même de notre devoir de s'opposer à ces décisions rétrograde si nous voulons avancer en tant que société. C'est ça la démocratie. Ce n'est pas la loi 78, jugée anti-démocratique et anti-constitutionnelle, qui va donc à l'encontre des principes mêmes de la démocratie.

De plus vous semblez accorder une trop grande importance aux actes de vandalisme. Je n'approuve pas ces gestes et je les trouve désolants, cependant ils ont été commis par une petite minorité. Lorsque des milliers de manifestants déambulent dans les rues, il est impossible d'assurer que tout se passera à merveille, mais est-il justifié d'arrêter plus de 3000 étudiants ? il serait faux d'affirmer que 3000 étudiants ont effectué des actes criminels. Les arrestations de masses ou les étudiants sont pris en souricière et n'ont pas de possibilité de se disperser, est-ce faire respecter le civisme et l'ordre, comme vous le dites si bien, ou est-ce de la répression ? sans parler de la violence de certains policiers envers les manifestants. Faites une prise de conscience : est-il normal de frapper, tirer (avec des balles de plastiques, certes, mais à possibilité létale) et de gazer sa population ? croyez-vous réellement que ce sont de bons moyens pour faire respecter l'ordre ? Pour ce qui est de la violence envers les policiers, il se peut que certains individus aient fait preuve de violence gratuite envers les policiers.

François Dugal - Abonné, 25 septembre 2012 08 h 40

Manifester
Manifester pacifiquement pour l'accès à l'éducation supérieure est-il un crime ?
Mais s'en va le « plus beau » pays du monde ?

Jacques Saint-Cyr - Inscrit, 25 septembre 2012 09 h 23

Pas d'amnistie sans prise de connaissance des faits.
Avant d'amnistier, il faudrait comprendre ce qui s'est vraiment passé. Les étudiants réclament une enquête sur la conduite policière, je demande une enquête également sur le rôle des syndicats enseignants, notamment à l'UQAM, ainsi que sur le financement des "activités de résistance" par la CSN/FTQ

Sylvain Auclair - Abonné, 25 septembre 2012 10 h 19

Le faire avec discernement
Si de vraies accusations criminelles ont été portées contre certaines personnes (autre qu'attentivement illégal ou des choses du genre inventées pour permettre aux policiers d'arrêter qui ils veulent), on devrait sans doute poursuivre les procédures. Mais attention: il va falloir prouver la culpabilité des accusés hors de tout doute raisonnable...
Quant aux arrestations en vertu du Code de la sécurité routière ou de règlements municipaux...

Cyrille-Daniel Janelle-Turcotte - Inscrit, 25 septembre 2012 11 h 03

démo-crassie

Elle ne porte que le titre et la loi 12 est une grave atteinte aux droits de la personne. Je ne comprendrai jamais ceux et celles qui appuient un gouvernement qui a laissé pourrir un conflit dans un but politique (Diviser pour régner). Un gouvernement ayant refusé pendant plusieurs semaines de s'asseoir à une table de négociation avec notre jeunesse. Un gouvernement ayant laissé faire des policiers qui ont fait preuve d'une violence inouïe et même gratuite. Et les casseurs infiltrèrent les manifs depuis que les manifs existent et sont en lien majoritairement soit avec les forces policières, soit avec le pouvoir en place (le G20 en 2010 à Toronto, les casseurs avaient oublié d'enlever leurs bottes de police et quand les manifestants s'en sont aperçus, ils se sont dirigés vers eux; alors, ils se sont réfugiés derrière l'anti-émeute; et n'oubliez pas qu'un jugement a été rendu contre la majorité des arrestations arbitraires faites lors de cet événement). Un gouvernement qui s'est graissé la patte et celles de ces ti-namis (collusions, corruptions) au dépens de la société québécoise. Un gouvernement majoritaire qui a été élu par 24% des électeurs inscrits. Vous appelez ça une démocratie... dans quel monde vivons-nous ???

Simon Chamberland - Inscrit, 25 septembre 2012 21 h 41

Pourquoi se limiter ?
Tant qu'à y être, le gouvernement devrait mettre en place un fond d'indemnisation pour les pauvres grévistes qui ont retardé leur arrivée sur le marché du travail et n'ont pas pu occuper des emplois d'été intéressants.

Christian Loupret - Inscrit, 25 septembre 2012 22 h 02

Et de un et de deux!
Je reprends le bâton du pèlerin (PL78)
À qui de droit!
Juste un petit commentaire, vous avez pris ça où que le projet de loi 78 est devenu la loi 12.
Quand une loi est sanctionnée, elle ne change pas de numéro, mais est dirigée dans les lois du Québec (LQ) et placée dans un chapitre (C). Voir la bannière des juristes : « Juristes opposés à la loi spéciale L.Q. 2012 C.12 ». Ultérieurement elle sera acheminée à l'intérieur des lois refondues du Québec et ordonnée par ordre alphabétique, et elle s'appellera par son nom.
Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent.
Militant pour l'appellation adéquate des lois.
Et de deux: Charest (Le carré rouge égale violence et intimidation) devrait être traduit en justice pour avoir allumé le feu et les policiers aussi pour l'avoir alimenté.

LE DEVOIR : Lettre - Annulation de la hausse des droits de scolarité, par Steve Mc Kay - Président du Syndicat du personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke, et Olivier Mercure - Coordonnateur, Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS), le 20 septembre 2012 - Mardi 25 septembre 2012

La décision du nouveau gouvernement du Québec d'annuler la hausse des droits de scolarité et d'abroger la loi 78 marque une étape importante. Le « printemps érable » lancé par le mouvement étudiant a galvanisé des milliers de citoyennes et citoyens et a redonné de l'espoir à qui défend des idéaux progressistes.

Résultat d'une lutte sociale sans précédent, l'annulation de la hausse et de la loi 78 est une étape importante dont nous devons nous réjouir.

Gardons-nous toutefois de crier « Victoire ! » trop vite. Le gouvernement Marois parle déjà d'un gel indexé, expression oxymore digne de la nomenclature du gouvernement Charest. Les étudiantes et étudiants ainsi que tous les gens qui les appuient devront être prêts à défendre leur position lors des prochains états généraux sur l'éducation annoncés par le nouveau gouvernement. De plus, la lutte contre la hausse des frais de scolarité n'a toujours été qu'un élément d'un combat plus large contre la tarification et la privatisation de nos services sociaux. Pour que le printemps érable livre tous ses fruits, il est nécessaire de poursuivre notre engagement.

Vos réactions (3)

Yves Claudé - Inscrit, 25 septembre 2012 04 h 30

Droits de scolarité indexés : une mesure équitable !

Dans le contexte actuel, l'indexation des droits de scolarité constitue une mesure équitable.

Alors que des besoins sociaux majeurs sont non comblés dans nombre de situations touchant les citoyens les plus défavorisés, la revendication de la gratuité scolaire ou de la baisse progressive (non indexation) des droits de scolarité pour les issus et les futurs parvenus de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, est carrément indécente !

Les ressources publiques devraient être orientées prioritairement vers le soutien économique et social des jeunes familles, les garderies éducatives, le soutien scolaire au primaire et au secondaire, la francisation des immigrants et leur



adaptation à l'emploi, le développement de l'emploi, etc.
La suite du "Printemps érable" pourrait être autre chose que d'inévitables revendications de privilèges pour les futures élites.
On peut se demander si M. Mc Kay s'exprime-t-il ici en son nom personnel, ou au nom de son syndicat ? Si son syndicat n'adhère pas au gauchisme narcissique et petit-bourgeois qui se dégage de ce texte, il est alors inadéquât pour l'auteur d'impliquer directement ou indirectement cette organisation professionnelle dans la propa-

gation d'une démagogie qui a déjà fait son temps.
Soulignons enfin le fait que la gratuité ou la quasi gratuité des services, a tendance à générer chez les utilisateurs des comportements qui portent atteinte à la qualité de ces services : c'est ce que j'ai pu observer ... et subir..., lorsque j'étais étudiant à l'UQAM.
Yves Claudé - citoyen "progressiste"
Cyrille-Daniel Janelle-Turcotte - Inscrit, 25 septembre 2012 10 h 34
Univers-cité

Il ne faut pas oublier qu'il faut aussi questionner la gestion des universités, les argents investis dans les salaires des recteurs ou engloutis dans des projets boîteux. Les états généraux sur l'éducation supérieure seront les bienvenus et nous donnerons probablement l'heure juste sur la "juste part" de ces gestionnaires.
Sylvain Auclair - Abonné, 25 septembre 2012 15 h 47
Vous êtes généreux, en disant que les salaires des recteurs constituent un investissement!

LA PRESSE : 10+1 questions avec Martine Desjardins, par Nathalie Collard - Publié le dimanche 23 septembre 2012 à 07h00



Photo: Érick Labbé, Le Soleil
Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).
Nathalie Collard, La Presse

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au coeur de l'actualité et lui pose 10 questions. La 11e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'est entretenue avec Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

1 La première décision du nouveau gouvernement de Pauline Marois a été d'annuler la hausse des droits de scolarité. Êtes-vous étonnée que la décision se soit prise si rapidement?

Non, ce qui nous a surtout surpris, c'est le coup de téléphone que nous avons reçu le 5 septembre dernier pour nous dire que le nouveau gouvernement allait de l'avant avec son engagement à propos du gel. L'annonce faite jeudi par la première ministre Marois était hautement symbolique. Il s'agit d'un geste de rapprochement avec la jeunesse québécoise.

2 Quelle est la prochaine étape pour la FEUQ?

C'est le sommet sur l'enseignement supérieur. Nous voulons revoir les recherches que nous avons faites afin de préparer un argumentaire béton. Nous voulons également aller chercher des appuis extérieurs afin de faire des propositions consensuelles avec d'autres acteurs de la société. C'est donc beaucoup de préparation qui nous attend dans les prochaines semaines.

3 Quelles positions défendez-vous en priorité?

Nous n'avons pas encore reçu les mémoires de toutes nos associations mais, bien sûr, nous continuerons à défendre le gel des droits de scolarité. Nous allons également défendre l'idée d'une meilleure gouvernance du réseau universitaire ainsi qu'une bonification de l'aide financière

aux études. Nous aimerions aussi avoir des discussions autour de la notion d'économie du savoir, car il semble qu'elle ne soit pas claire dans l'esprit de tous. Nous aimerions enfin parler des liens entre la recherche et l'entreprise. Bref, nous aimerions revoir ce système, qui a été pensé il y a 40 ans.

4 Pourquoi les étudiants iraient-ils marcher samedi? N'avez-vous pas gagné votre combat?

C'est une bonne question. La FEUQ ne participe pas à cette marche. Nous n'irons pas dans la rue alors qu'il y a un geste d'ouverture de la part du gouvernement pour discuter. Et puis, en effet, nous avons gagné. Il y a un gel des droits de scolarité. Nous allons donc nous concentrer sur notre argumentaire en vue du sommet.

5 Plusieurs commentateurs laissent entendre que vous êtes des bébés gâtés qui exigent le beurre et l'argent du beurre. Qu'en pensez-vous?

Je pense qu'ils ont tort. Il faut regarder au-delà des droits de scolarité. Nous voulons revoir l'ensemble de la gestion universitaire et nous avons des objectifs à long terme, pas seulement pour nous. Je trouve au contraire que nous sommes plutôt consciencieux comme génération. Nous ne voulons pas laisser des dettes aux générations suivantes. Nous sommes responsables et nous défendons nos convictions.

6 Que pensez-vous du choix de Pierre Duchesne comme ministre de l'Enseignement supérieur?

Nous avons été surpris. Nous avions une liste de candidats potentiels et il ne se trouvait pas dans nos perspectives. Cela dit, on le connaissait, car il est venu rencontrer nos associations durant la campagne électorale. En plus, il a donné un cours à l'université, alors il connaît quand même un peu le milieu. Donc, nous sommes satisfaits, mais on verra, il faudra avoir plus de discussions avec lui. Nous avons eu une rencontre téléphonique avec lui jeudi, soit moins de 24 heures après sa nomination. Disons que c'est un changement de ton radical avec l'ancien gouvernement.

7 Diriez-vous que vous êtes aussi solidaires avec les deux autres associations (FECQ et CLASSE) que vous l'avez été par le passé?

Avec la FECQ, nous avons plusieurs positions en commun et nous les défendons souvent côte à côte. Avec les autres, il y a des positions qui s'opposent, nous ne partageons pas toujours les mêmes idées. Cela fera des débats plus intéressants durant le sommet... La solidarité, on la teste surtout dans des moments difficiles. Main-

tenant que ça va mieux, chacun défend ses propres idéaux.

8 Le gel des droits de scolarité signifie que les universités recevront moins d'argent. N'est-ce pas les étudiants qui en souffriront les premiers?

Le PQ a déclaré qu'il allait assumer le financement pour la prochaine année. Et nous avons sérieusement remis en question le plan libéral, car nous avons remarqué un écart de 300 millions entre les sommes prévues pour les universités et les besoins réels. Les recteurs vont devoir faire un travail d'évaluation de leur budget. Ils vont aussi devoir démontrer le sous-financement des universités. Il y a des sommes qui dorment dans les budgets d'immobilisation alors qu'on déclare certains budgets de recherche déficitaires. C'est pour cela que nous avons demandé l'élargissement du mandat du Vérificateur général, afin qu'il mette son nez là-dedans. Je ne croirai pas au sous-financement sans qu'on me montre des preuves.

9 Jeudi, vous avez parlé de justice et d'équité, mais certains estiment que ce sont les plus riches qui sont avantagés par le gel des droits de scolarité. Que leur répondez-vous?

Les plus riches vont payer plus d'impôt et vont donc contribuer davantage au système d'éducation. Avec l'indexation, la ponction aurait été beaucoup plus grande chez les pauvres. Et la hausse aurait été catastrophique pour eux ainsi que pour les jeunes issus de la classe moyenne qui n'ont pas accès à l'aide financière.

10 Sur le plan personnel, que retirez-vous de cette dernière année?

Sur les plans personnel et familial, ce fut une année difficile, mais je retire une très grande fierté de ce que nous avons accompli. Cela démontre qu'il faut être patient et déterminé pour atteindre ses objectifs. Il y a des moments où on a cru qu'on n'y arriverait jamais. Au final, ça valait les sacrifices, et il y en a eu beaucoup.

TWITTER +1 de Jocelyne Robert @JocelyneRobert

Avez-vous été pressentie par le Parti québécois pour vous présenter aux dernières élections?

Non. Aucun parti ne m'a approchée. Il faut dire que j'ai été très claire lorsque j'ai été réélue, en avril dernier. J'ai dit publiquement à quelques reprises que je terminerais mon mandat. Si on m'avait approchée, j'aurais donc refusé, car je crois qu'il faut toujours terminer ce qu'on a entrepris.

LE DEVOIR : Editorial : Droits de scolarité - Élever le débat, par Marie-Andrée Chouinard - Samedi 22 septembre 2012

18h45 jeudi, le tout nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, a apposé sa signature sur son tout premier décret. Sur son blogue, à l'entrée « Ma première journée en tant que ministre », l'ex-journaliste évoque

cet élément fort de sa journée. En paraphant le document, il entraînait l'annulation de la loi-matras.

Le geste est lourd de sens et de symbole. Plus que la hausse des droits de scolarité, qui a scindé le Québec en deux camps boudeurs, c'est

l'imposition de cette loi par des libéraux provocateurs qui a gonflé l'indignation des citoyens. Il est sage et heureux que la première ministre Pauline Marois n'ait pas tardé pour annuler la hausse des droits décrétée par le précédent gouvernement. L'aide financière est maintenue



pour la première année, tout simplement parce que les sommes avaient déjà été versées en partie. Voilà pour les décisions, dont nous saluons la portée.

Les réactions maintenant. Les fédérations étudiantes ont crié victoire, se félicitant d'une persistance ayant « payé ». La CLASSE s'est montrée réservée : tant et aussi longtemps que le spectre d'une indexation ne sera pas écarté, le soulagement de ce groupe ne sera pas complet. Les détracteurs des étudiants grincent des dents : la jeunesse revendicatrice n'a pas étudié, n'a pas payé sa hausse et reçoit malgré tout une bonification des prêts ? La honte ! Toutes ces réactions à chaud restent superficielles en comparaison de cette lancinante question : quelle est l'importance de l'enseignement supérieur au Québec ?

Il est donc bien tôt pour sonner le clairon de la victoire. Notre société est encore meurtrie par un printemps trouble ; des étudiants sont grandis par la dernière bourrasque de solidarité, soit, mais leur parcours scolaire fut tronqué ; les universités sont inquiètes de leur essor futur ; et la collectivité n'en a même pas profité pour remonter au passage l'éducation dans la liste de ses valeurs phares...

Dans ce contexte fragile, Pierre Duchesne porte une responsabilité des plus lourdes : pas celle de trancher dans un débat gel-dégel, car cela serait glisser à nouveau en surface. Non. Avec le Sommet sur l'enseignement supérieur et son objectif de « forger un consensus », le ministre a le défi de sortir des ornières habituelles.

Les sentiers déjà empruntés sont autant de pièges. Il lui faut élever le débat, éviter un face-à-face étudiants-recteurs, voué à la stérilité. Voyons d'abord l'importance que vaut l'éducation collégiale et universitaire au Québec. Causons facture ensuite.

Vos réactions (4)

Georges Paquet – Abonnés, 22 septembre 2012 07 h 32

Le carré rouge...

Même si les députés du PQ ont l'ordre de ne pas porter le carré rouge, vous aurez remarqué qu'il y a encore des députés qui le portent. Mais il y a surtout les leaders étudiants. Ceux de la FEUQ et de la FECQ, et surtout ceux de la CLASSE qui prendront la rue aujourd'hui.

Pourquoi, les étudiants et leurs leaders, qui ont refusé catégoriquement d'accepter des conditions dans lesquelles ils étaient gagnants financièrement (hausses de frais compensées par des hausses de bourses), refuseraient-ils maintenant d'oublier une hausse nette de leurs frais (appelée indexation) parce qu'on leur parlerait de l'importance de l'éducation.

Claude Poulin – Inscrit, 22 septembre 2012 22 h 24

Les valeurs phares

Madame Chouinard a bien raison de soutenir qu'au Sommet de l'enseignement supérieur s'impose l'obligation de d'élever le débat et d'éviter le face-à-face étudiants-recteurs, voué à la stérilité". "Voyons d'abord, ajoute-t-elle, l'importance que vaut l'éducation collégiale et universitaire au Québec. Causons ensuite facture". Elle rejoint sur le fond de cette affaire les propos de Gérard Bouchard qui dans La Presse de ce matin suggère quelques pistes pouvant servir de Grand Projet pour orienter l'avenir. "Pourquoi, dit-il, ne pas commencer par quelques grandes priorités-le savoir, par exemple- sur lesquels nous pourrions nous accorder? ». On verra! Mais comme Madame Chouinard le souligne, pour ce faire il faudrait que la collectivité arrive à mettre plus haut sur la liste de ses « valeurs phares », l'éducation. On verra! Claude Poulin Québec

Jean Duchesneau – Abonnés, 23 septembre 2012 09 h 02

L'intérêt public?

À mon avis, il convient de d'analyser distinctement l'intérêt public en regard de la mission de formation vocationnelle et celle de la recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée (qui est un débat en soi). Je trouve que ces missions ne sont pas assez enchaînées dans un projet de société. Par exemple, l'orientation au plan militaire que se donne le Canada ainsi que sa politique économique déconnectée de la cause environnementale, font en sorte que des milliards sont dépensés sans effet synergique (levier) sur l'ensemble de la société québécoise. La question des droits de scolarité est très mineur par rapport à l'ensemble de la problématique.

Claude Poulin – Inscrit, 23 septembre 2012 09 h 24

Madame Chouinard a bien raison de soutenir qu'au Sommet de l'enseignement supérieur s'impose l'obligation de d'élever le débat et d'éviter le face-à-face étudiants-recteurs, voué à la stérilité". "Voyons d'abord, ajoute-t-elle, l'importance que vaut l'éducation collégiale et universitaire au Québec. Causons ensuite facture". Elle rejoint sur le fond de cette affaire les propos de Gérard Bouchard qui dans La Presse de ce matin suggère quelques pistes pouvant servir de Grand Projet pour orienter l'avenir. "Pourquoi, dit-il, ne pas commencer par quelques grandes priorités-le savoir, par exemple- sur lesquels nous pourrions nous accorder? ». On verra! Mais comme Madame Chouinard le souligne, pour ce faire il faudrait que la collectivité arrive à mettre plus haut sur la liste de ses « valeurs phares », l'éducation. On verra! Claude Poulin Québec

LA PRESSE : Libre opinion : Évitions la grand-messe, par Pierre Paquette, Professeur d'économie au Collège de Maisonneuve, l'auteur a été député du Bloc québécois - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 06h00



Photo: Jacques Boissinot, PC

Lors de la présentation de son cabinet, la première ministre Pauline Marois a souligné que son gouvernement allait travailler sur ce qui unit les Québécois. C'est cette approche de coopération qui doit prévaloir parmi les participants au sommet sur l'éducation.

La première échéance importante du nouveau gouvernement du Québec est la tenue d'un sommet sur l'éducation. En effet, la première ministre, qui est entrée en fonction avant-hier, s'est engagée à tenir ce sommet dans les 100 premiers jours de son mandat. Pour Mme Marois, la réussite de cet événement est d'une importance majeure parce qu'il donnerait un élan certain à son gouvernement qui a peu de temps devant lui pour faire ses preuves.

D'une part, la première erreur à éviter est de transformer ce sommet sur l'éducation en grand-

messe visant essentiellement des objectifs médiatiques et électoralistes. Le conflit étudiant a profondément divisé la société québécoise et les résultats de cette rencontre devront permettre de recréer des consensus sur les défis qui confrontent le monde de l'éducation et les solutions à y apporter.

D'autre part, l'attitude du gouvernement précédent de discréditer le mouvement étudiant et ses sympathisants a laissé un goût amer non seulement chez bien des étudiants, mais aussi au sein d'une partie non négligeable de la population. Il faut donc que le processus qui entoure la préparation et la tenue du sommet soit exemplaire et redonne confiance en la démocratie québécoise et ses institutions.

En ce sens, la première chose à faire, comme le PQ s'y est engagé, était d'éliminer tous les obstacles à un débat serein comme la loi 12 qui limite, entre autres, le droit de manifester, ainsi que la hausse des droits de scolarité de 82% sur sept ans annoncée par les libéraux. Ce que Mme Marois a annoncé hier.

Le nouveau ministre de l'Éducation supérieure, Pierre Duchesne, devrait s'inspirer pour la préparation de ce sommet de ce que certains appellent la «démocratie ouverte», dont les principes sont la transparence, la participation et la coopération. La transparence nécessite de rendre disponibles aux intervenants intéressés et au public toutes les données nécessaires à un débat éclairé. Une lecture commune de l'état des lieux est

essentielle pour arriver à des solutions partagées. Pour que ces informations aient de la crédibilité, il faut qu'elles soient validées par un comité d'experts indépendants. Pour moi, c'est la première étape et le nouveau ministre doit rapidement mettre en place ce comité.

Les nouvelles technologies donnent des canaux diversifiés pour que les Québécois de toutes les régions aient un accès facile à toutes ces données et puissent participer à l'élaboration des solutions nécessaires pour favoriser l'accès à l'éducation supérieure. La participation des citoyens peut non seulement influencer les choix gouvernementaux, mais aussi les sensibiliser à d'autres façons de faire. En définitive, c'est l'appui de la population à une vision ou une autre de l'éducation supérieure qui est la meilleure garantie de sa mise en oeuvre par le pouvoir politique.

Lors de la présentation de son cabinet, la première ministre Pauline Marois a souligné que son gouvernement allait travailler sur ce qui unit les Québécois. C'est cette approche de coopération en vue de dégager des consensus sur les solutions à mettre en place qui doit prévaloir parmi les participants au sommet sur l'éducation. Cela ne se décrète pas, mais le gouvernement peut prendre les moyens pour que les discussions se mènent dans un climat de confiance et d'ouverture.

LA PRESSE : Chronique : Les lendemains de la «victoire» étudiante, par Yves Boisvert - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 00h00 | Mis à jour le vendredi 21 septembre 2012 à 09h40



Ah, ils avaient de beaux sourires et le triomphe satisfait, nos leaders étudiants. Ils ont bien raison. Ils ont obtenu l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Et ils ont gardé toutes les bonifications annoncées par le gouvernement Charest!

Le beurre et l'argent du beurre, c'est bien. Une vache, c'est encore mieux.

Cette vache va pomper 118 millions de dollars par année d'argent public en aide supplémentaire à des étudiants qui ne paient pas un sou de plus pour aller à l'université - des bonifications qui rendaient «payantes» les hausses pour les familles gagnant 60 000 \$ et moins.

Y a de quoi sourire, je trouve.

Mais ce n'est pas assez.

Les deux fédérations «modérées» (FECQ et FEUQ) réclament le gel absolu et éternel des droits de scolarité - c'est-à-dire une diminution à perpétuité du coût des études, puisque l'inflation ne doit jamais effleurer le prix des études. Martine Desjardins de la FEUQ compte sur les «tiraillements au PQ» pour obtenir ce gel. Esbroufe? Stratégie de négo? Incantation?

Va savoir. Le fait est que ces militants étudiants nous disent aujourd'hui: c'est super, mais on en veut plus.

Pauline Marois a clairement dit pendant la campagne qu'il y aurait dégel. Mais aujourd'hui, c'est le gel. Comment et quand dégeler? Ne rangez pas vos carrés rouges trop vite. Si je ne m'abuse, la CLASSE réclame la gratuité scolaire. On est chanceux, le prochain 22 tombe un samedi.

«C'est le triomphe de la justice et de l'équité», a dit Mme Desjardins.

Le point de vue est largement partagé à gauche.

Ça se discute. On a l'université la plus accessible au Canada, mais elle est moins fréquentée que celle de Nouvelle-Écosse. Quand on examine les données sociologiques des finissants à la faculté de médecine de l'Université de Montréal, on réalise que la moitié des 280 diplômés vient des 5% de familles les plus fortunées de la société québécoise. Ceux-là ont payé 100 000 \$ de moins que ceux ayant suivi le même cours à Ottawa - une université capable de donner de bien meilleures bourses aux étudiants et qui attire bien plus de gens de milieux moins riches. Mais eh! justice et équité, ça sonne tellement bien. Tous ces étudiants en socio, qui, eux, paient presque la moitié du coût de leurs études, ont fait la grève pour obtenir cette justice et équité pour les futurs dentistes, avocats, vétérinaires, etc. qui n'étaient pas en grève. J'espère qu'ils leur diront merci pour la solidarité.

Bah, ne ressasons pas de vieilles histoires, on a voté, et il a été décrété que le «progrès» est du côté du gel (au moins). OK.

Alors maintenant, on fait quoi? Pour cette année, ça ne change pas grand-chose: les universités perdent environ 1% de leur budget avec le gel. Mais à terme, c'est-à-dire dans sept ans, ce sont 332 millions de plus par année qui allaient arriver comme de l'oxygène dans les universités - 5 à 7% des budgets. C'est énorme.

Qui va compenser? Les impôts, les taxes? Va-t-on demander aux profs un gel des salaires? La magie budgétaire a des limites.

Ah oui, c'est vrai, on va aller chercher l'argent dans la mauvaise gestion universitaire. C'est pour ça qu'on organisera bientôt un Sommet des universités. On fera comparaître les recteurs et on leur demandera des comptes. Il ne manque pas de sujets: pavillons non terminés, concurrence hors territoire, etc.

Mais ceux qui pensent que quelque part se cache un coffre avec écrit dessus: «argent amassé à des fins de dilapidation absurde» seront déçus. Partout, grosso modo, les données se ressemblent. On paie surtout des profs (50% des budgets), du personnel de soutien (le quart des budgets) et de l'entretien divers pour le reste.

On verra que les bâtiments sont, dans quelques cas, à la limite du mauvais entretien. Peut-être quelqu'un verra-t-il que les universités en Ontario sont souvent mieux équipées? Pas pertinent... Qu'importe. On trouvera de quoi soulever des doutes. On créera un bureau de surveillance.

Un peu de bureaucratie de plus. Et à la fin, on aura le choix: ou bien on continue à sous-financer l'université québécoise. Ou bien on fera payer aux Québécois, déjà très taxés, parce que les associations étudiantes refusent le concept de contribution des étudiants.

À la fin, on aura nui à la capacité de nos universités de concurrencer les meilleures. De fabriquer de la science et du savoir du plus haut niveau en français.

Quelle victoire, mesdames et messieurs.

LA TRIBUNE : Merci d'abolir l'ignoble loi 78, par Daniel Nadeau, Sherbrooke - Publié le mercredi 19 septembre 2012 à 09h21



Archives La Tribune

J'ai vertement dénoncé l'adoption par le gouvernement de Jean Charest de ce que j'ai toujours qualifié d'ignoble loi 78, devenue la loi 12 après son adoption.

Mon désaccord profond avec cette loi qui est venue suspendre les droits et libertés des citoyens du Québec a même fait de moi un orphelin politique me menant à une rupture avec Jean Charest et son gouvernement. Vous comprendrez qu'aujourd'hui, je ne peux que me réjouir de l'annonce de la décision du gouvernement du Parti québécois de Pauline Marois d'abolir cette loi lors de son premier conseil des ministres.

Néanmoins, je crois que le travail demeure incomplet. Le débat sur le financement de nos universités demeure à l'ordre du jour. Il est impératif que l'on donne à nos universités et à notre jeunesse les moyens de nos ambitions pour que le Québec rayonne tant ici qu'à l'étranger. Ce débat se fera dans le cadre d'un sommet où le dialogue entre toutes les parties prenantes sera privilégié. J'en suis.

Il m'apparaît aussi qu'il importe que le gouvernement Marois planche sur un projet de reconnaissance des droits et devoirs des associations étudiantes afin que l'on ne revive plus jamais la judiciarisation des conflits étudiants. Il faut reconnaître, en le balisant par des règles démocratiques, le droit de grève aux associations étudiantes et les conditions de leur reconnaissance.

S'il est vrai que les étudiants ont droit à l'éducation, il n'est pas approprié à mes yeux, comme le prétendait l'ancien premier ministre du Québec Jean Charest, que ce droit doive effacer le droit démocratique de ces mêmes étudiants de s'associer, de se réunir et de mettre en oeuvre des moyens pour faire entendre leur point de vue au

gouvernement. Si nos collègues et nos universités sont un lieu d'apprentissage fondamental à la formation personnelle et professionnelle, ils sont aussi un lieu d'apprentissage de la vie démocratique et des pratiques citoyennes.

Il est impératif que l'on donne à nos universités et à notre jeunesse les moyens de nos ambitions pour que le Québec rayonne tant ici qu'à l'étranger.

À cet égard, le droit utilitariste à suivre ses cours ne peut et ne doit pas être privilégié eut égard au droit démocratique de se rassembler et de manifester son désaccord quand cela est fait dans les usages démocratiques reconnus à tous les autres acteurs de notre société civile.

Merci, Madame Marois, d'avoir tenu parole et vivement le retour du dialogue avec une jeunesse qui a mérité notre respect pour s'être tenue debout contre le mépris d'un gouvernement envers ses aspirations légitimes. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les frais de scolarité ne doivent pas être revus ou à tout le moins que l'on ne rediscute pas les fondements du financement des universités...

LE DEVOIR : Libre opinion : Mouvement étudiant et répression policière - Pour une commission d'enquête publique, par Francis Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM - Mercredi 19 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des manifestations tout à fait paisibles, de l'aveu même des policiers, ont fait l'objet d'arrestations de masse par encerclement à Montréal.

En tant que professeurs et chargés de cours de diverses disciplines et de plusieurs universités du Québec, nous avons accompagné par solidarité le mouvement étudiant québécois dans la plus importante et plus longue grève de son histoire. Nous avons donc été témoins de la plus grande vague de répression policière de l'histoire du Québec contemporain, marquée par 3387 arrestations du 16 février au 3 septembre 2012 (ce bilan est sans doute partiel : [voir le site du Collectif opposé à la brutalité policière](#)).

Plusieurs de ces arrestations ont été effectuées lors d'encerclements de masse, pratique pour laquelle le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) avait été critiqué par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies en novembre 2005, qui avait même demandé la tenue d'une commission d'enquête qui n'a jamais vu le jour. Souvent, ces arrestations s'effectuaient de manière brutale, les conditions de détention étaient pénibles et il n'était pas permis de communiquer avec un avocat ou des proches.

C'est sans compter les nombreuses blessures graves, soit deux yeux perdus, des dents éclatées, des fractures du crâne, des jambes et des bras cassés. Les médias et les vidéos diffusées dans le cyberspace ont aussi révélé que les forces policières semblaient animées d'un profond mépris pour les étudiants, lequel s'exprimait par des insultes, y compris des propos sexistes et homophobes.

Depuis le sommet du G20 à Toronto

La répression policière vécue lors du sommet du G20 à Toronto s'était soldée par environ 1200 arrestations. Dans 96 % des cas, les personnes ont été déclarées innocentes ou les accusations ont été abandonnées (il y a donc eu plus de 1000 arrestations pour rien), ce qui n'a pas suffi à effacer le traumatisme politique et psychologique. Plusieurs organismes ont pris très au sérieux cette répression, d'où les nombreux rapports à ce sujet, dont ceux du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes, de l'ombudsman de l'Ontario et du Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, un organisme civil qui peut enquêter sur la police et qui n'a toujours pas d'équivalent au Québec, où c'est la police qui enquête sur la police, sans oublier les associations de défense des libertés fondamentales.

Ce travail de documentation, important dans un État de droit, a eu plusieurs conséquences : la police de Toronto a elle-même admis que les arrestations de masse posent divers problèmes, et qu'elle n'y aurait plus recours ; qu'il importait que les policiers soient mieux informés au sujet des droits fondamentaux d'expression et d'assemblée, mais aussi en ce qui a trait aux contrôles d'identité, aux fouilles et aux arrestations « préventives ».

À la suite de ce processus, les victimes peuvent espérer obtenir justice et réparation pour les torts qu'elles ont subis de la part des forces policières. D'ailleurs, des accusations ont pu être portées contre des policiers.

Beaucoup de questions, peu de réponses

Au sujet de la répression policière contre le mouvement étudiant québécois, plusieurs questions appellent des réponses. Comment expliquer que les interventions policières semblaient arbitraires, à la fois quant à l'intervention elle-même (intervenir ou non), au moment de l'intervention (avant, pendant ou après une manifestation), à la manière d'intervenir (plus ou moins brutalement), au type d'intervention (charge de dispersion, encerclement de masse ou arrestations ciblées), aux armes utilisées et aux justifications légales évoquées (tel ou tel règlement, et donc telles ou telles contravention et accusation) ?

Comment expliquer que des manifestations tout à fait paisibles, de l'aveu même des policiers, aient fait l'objet d'arrestations de masse par encerclement (à Gatineau, à Montréal, à Québec) ? Comment expliquer que des dizaines de citoyens (y compris des journalistes du Devoir) aient été interpellés et détenus en plein air pendant de longues heures en marge du

Grand Prix de F1 de Montréal, simplement pour avoir arboré un carré rouge en tissu, et sans qu'aucune accusation ne soit portée ?

Comment expliquer qu'il y ait eu des accusations portées en vertu de la Loi antiterroriste pour de simples fumigènes dans le métro de Montréal, mais pas dans le cas de l'attentat à l'arme automatique qui a causé un mort, lors du discours de victoire électorale de la première ministre Pauline Marois ?

D'autres questions appellent des réponses. Les corps policiers ont-ils reçu des directives politiques du bureau du premier ministre du Québec, du ministère de la Sécurité publique ou des autorités municipales (Gatineau, Montréal, Québec) ? Quels corps policiers avaient des agents dépisteurs infiltrés dans le mouvement étudiant en général, et dans les manifestations en particulier ? Quel était leur mandat ? Y a-t-il eu des agents « provocateurs » ? Les chefs de police et les porte-parole de la police avaient-ils le droit d'inciter publiquement les étudiants à ne pas participer à certaines manifestations (comme celle qui dénonçait la brutalité policière et le « profilage politique », le 15 mars à Montréal) ? La police a-t-elle le droit de déclarer « Ne tolérons pas les manifestants dans les rues », comme l'a fait la police à Gatineau, par voie de communiqué, sur Twitter ? Y a-t-il certains policiers qui souhaiteraient exprimer des critiques à l'égard de leurs dirigeants, de leurs collègues ou des politiciens, mais qui n'osent le faire publiquement de peur de représailles ?

Besoin d'une commission d'enquête publique

Le gouvernement libéral a agi de manière inacceptable au sujet de cette répression policière. Plutôt que d'appeler les policiers au calme et à la retenue, plusieurs membres du Conseil des ministres, y compris le premier ministre Jean Charest, ont dénoncé de manière unilatérale la « violence » et l'« intimidation » des étudiants, tout en félicitant les policiers pour l'excellence de leur travail, même après des interventions ayant entraîné des blessures très graves.

Au printemps, deux organismes ont demandé de manière indépendante la tenue d'une commission d'enquête publique pour faire la lumière sur la répression et la brutalité policières lors de la grève étudiante, soit Amnistie internationale et la Ligue des droits et libertés. Cette dernière a même lancé une pétition à ce sujet, qui a recueilli 11 000 signatures. Le gouvernement libéral n'a pas réagi.

À la fin du mois de mai, deux rapporteurs spéciaux de l'ONU ont critiqué les nouvelles restrictions légales au droit de manifestation (loi 12 et règlement municipal antimasque) et la répression policière qui visait le mouvement étudiant. La ministre libérale des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, a répondu que l'ONU devrait plutôt s'intéresser aux crises plus importantes dans d'autres pays. Dérobade diplomatique identique le 19 juin, en réaction à la critique exprimée à l'endroit du Québec par la haute-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

Or ce n'est pas parce que la répression est plus brutale dans d'autres pays qu'il ne faut pas porter attention à celle qui cible la jeunesse d'ici. C'est pour cette raison que nous appelons à la mise sur pied - le plus rapidement possible - d'une commission d'enquête publique et indépendante sur l'ensemble des opérations policières lors de la grève étudiante de 2012.

François Dupuis-Déri - Professeur de science politique à l'UQAM

Ont cosigné ce texte :

Omar Aktouf, Valérie Amiraux, Samuel Archibald, Rémi Bachand, Pierre Beaucage, Dominic Beaulieu-Prévost, Anouk Bélanger, Paul Bélanger, Karine Bellerive, Céline Bellot, Émilie Biland-Curinier, Sirma Bilge, Isabelle Boisclair, Luc Bonenfant, Jean-Pierre Boyer, Denise Brassard, Louise Briand, Dominique Caouette, Line Chamberland, Daniel Chapdelaine, Olivier Clain, Anne Élaline Cliche, Patrick Cloos, Thomas Collombat, Denyse Côté, Isabel Côté, Johanne Daigle, Dominique Damant, Martine D'Amours, Anne-Marie D'Aoust, Sylvain David, Martine Delvaux, Danielle Desmarais, Robert Dion, Chantal Doré, André C. Drainville, Pascale Dufour, Bernard Duhaime, Michelle Duval, Paul Eid, Judith Éméry-Bruneau, Marc-André Ethier, Carolina Ferrer, Jean-François Filion, Laurence Léa Fontaine, Patrick Forget, Frédéric Fournier, Martin Gallié, Frédéric Gagnon, Elsa Galerland, Dominique Garand, Louis Gaudreau, Sonia Gauthier, Audrey Gonin, Caroline Goulet, Isabelle Gusse, Jean-François Hamel, Christophe Hohlweg, Sylvie Jochems, David Koussens, Marie Lacroix, Michel Lacroix, Céline Lafontaine, Jean-Marie Lafontaine, Geneviève Lafrance, Ève Lamoureux, Stéphanie Lanthier, René Lapierre, Martine-Emmanuelle Lapointe, Michel Laporte, Karim Larose, Julie Lavigne, Estelle Label, Georges LeBel, Pierre Lebus, Guylaine Le Dorze, Sylvain Lemay, Lucie Lemonde, Georges Leroux, Charmain Levy, Alexis Lussier, Isabelle Mahy, Finn Makela, David Mandel, Richard Marcoux, Louis Martin, Yves Martin, Maria Nengeh Mensah, Anik Meunier, Isabelle Miron, Dan O'Meara, Christian Nadeau, Michèle Nevert, Yanick Noiseux, Eve Paquette, Martin Petitclerc, Marie-Laurence Poirel, Maryse Potvin, Geneviève Rail, Monique Régimbald-Zeiber, fÉlias Rizkallah, Annie Rochette, Stéphanie Rousseau, Vincent Romani, Paul Sabourin, Sylvano Santini, Lori Saint-Martin, Michel Seymour, Nancy Thede, Magali Uhl, Michèle Vatz Laaroussi, Michèle Venet, Johanne Ville-

neuve, Christine York, Isabelle Baez, Mélissa Blais, Marie-Hélène Brunet, Prévost, Sandrine Ricci, Jacinthe Rivard, André Thibault, Chantale Tremblay, Linda Denis, Mario Dion, Mireille Elchacar, Louise Gavard, Alain Gerbier, Elisabeth Greissler, Nathalie Miglioli, Robert Pellan, Geneviève Pinard-**Vos réactions (13)**

LE DEVOIR : Lettre - Merci, Léo Bureau-Blouin, par Hélène Paradis - Québec, le 13 septembre 2012 - Mardi 18 septembre 2012

M. Bureau-Blouin, il m'a fait plaisir de vous entendre lors de votre discussion télévisée avec Lucien Bouchard. Votre maîtrise de la langue orale m'a réjouie à nouveau ; à côté de vous, l'ancien premier ministre ne faisait pas le poids en la matière !

J'ai d'ailleurs pensé à vous pendant le débat des chefs, quand François Legault répétait : « C'est ça que le Québec a besoin ! » (sic) pour ensuite se dire un amoureux de la langue. Tout au long du printemps, vous avez fait mentir tous ceux qui disent que les jeunes ne connaissent plus « leur français » - ce qui est une généralisation abusive, j'en sais quelque chose, étant enseignante de français et presque (!) jeune. Les autres leaders étudiants et vous étiez d'autant plus mobilisateurs que vous manipuliez la langue avec soin, d'autant plus menaçants aussi pour le pouvoir en place, qui ne pouvait vous faire passer pour de jeunes écervelés. Il ne vous reste plus qu'à être entraîné par Jean-François Lisée pour ajouter du mordant à vos propos, dont l'idéalisme m'apparaît toutefois nécessaire ; il faut viser haut, sinon on peut être certain de ne pas atteindre des objectifs élevés.

Merci d'être le porte-étendard d'une génération - la mienne - pour qui le français est un acquis et non plus une barrière.

P.-S. : Si je vous vouvoie même si je n'ai que 28 ans, c'est en signe de respect, mais aussi en réponse au condescendant et paternaliste « tu » de Lucien Bouchard.

Vos réactions (9)

Rock Beaudet - Inscrit, 18 septembre 2012 06 h 31

Léo et la SRC lors du 4 septembre
La SRC a suivi Léo Bureau-Blouin le jour du vote. Un regard unique sur celui qui est devenu le plus jeune député élu : <http://bit.ly/QdiFo1>
<http://blogues.radio-canada.ca/rive-nord/leo-bureau>

Rock Beaudet

Michel Lebel - Inscrit, 18 septembre 2012 06 h 44

D'un banc à l'autre...

Il est quand même assez curieux mais manifeste que LBB soit le "produit" d'une institution privée d'enseignement. Il est également aussi curieux que comme GND, M.Bureau-Blouin soit devenu un "drop-out". Quant au dialogue, entre lui et sieur Lucien Bouchard, je me suis rappelé, en le regardant, mon époque de collège classique, lorsque le père supérieur échangeait avec les élèves. Ceux-ci écoutaient poliment l'autorité..., sans contester. Enfin je ne puis que souhaiter que M.Bureau-Blouin quitte plutôt rapidement son banc de député pour retourner à celui de l'université, afin de compléter sa formation. Le tout évidemment à peu de frais...

Michel Lebel, Ancien professeur d'université(droit)

Patrick Boulanger - Inscrit, 18 septembre 2012 10 h 01

À ma connaissance, M. Bureau-Blouin souhaite continuer ses études tout en étant député.

David Boudreau - Inscrit, 18 septembre 2012 10 h 56

M. Lebel a une drôle de définition du "drop out". Quelqu'un qui intègre aussi aisément et à un si jeune âge les hautes sphères de la fonction publique peut-il être considéré comme un "drop out"? Mauvaise foi ou jalousie?

Huguette Proulx - Abonné, 18 septembre 2012 10 h 17

J'appuie

Cet échange m'est apparu, à moi aussi, tout à l'avantage de M. Léo Bureau-Blouin. Le côté paternaliste et "donneur de leçon" de M. Bouchard à l'égard de M. Léo Bureau-Blouin (genre: tu sais mon p'tit gars, tu as tout à apprendre..moi à ton âge..) m'a également irritée. Je suis très fière de notre jeunesse, de son érudition, de son enthousiasme et de son aplomb. Bravo à M. Léo Bureau-Blouin, plus particulièrement, de poursuivre son action à l'Assemblée nationale. Une expérience à nulle autre pareille dans son cheminement de vie.

H.Proulx

Daniel Côté - Inscrit, 18 septembre 2012 12 h 13

Ce qui est triste avec M. Bouchard, c'est qu'à son âge, et ce depuis plusieurs années, qu'il n'a plus rien à apprendre, seulement que des leçons à donner!

Francine Lavoie - Abonnée, 18 septembre 2012 10 h 37

Juste représentation

Comme les jeunes ont le droit de vote à partir de 18 ans, il est tout à fait juste qu'ils aient un représentant à l'Assemblée nationale. Et Léo B.-B. ira chercher dans cette expérience exceptionnelle un bagage qui enrichira ses études subséquentes.

Yvon Bureau - Abonné, 18 septembre 2012 11 h 44

Tout mon appui, Léo

La vie parlementaire t'en apprendra beaucoup, plus même que l'Université. Plus tard, à l'Université plein temps, tu apprendras plus, comprenant davantage.

Sur ma vieillesse engagée ta jeunesse peut compter.

Tu honores la descendance des Bureau.

Yvon Bureau

Philippe Dubois - Inscrit, 18 septembre 2012 13 h 23

Hymne à l'école privée

«Les autres leaders étudiants et vous étiez d'autant plus mobilisateurs que vous manipuliez la langue avec soin, d'autant plus menaçants aussi pour le pouvoir en place, qui ne pouvait vous faire passer pour de jeunes écervelés.»

Gabriel Nadeau-Dubois et Martine Desjardins ont fréquenté le Collège Régina-Assumpta dont les frais de scolarité sont de 3 000 \$. Léo Bureau-Blouin a fréquenté l'école secondaire privée Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.

Le père de Nadeau-Dubois était un syndicaliste de la CSN... en théorie... il devait être contre le secteur privé en éducation.

Il faut se rappeler que La CLASSE est contre le privé en éducation.

La privé a certainement influencé, de façon positive, le cheminement scolaire, social et académique des leaders étudiants.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation | grève : Des millions de dollars : La grève étudiante a coûté plus de 4 M\$ aux cégeps et universités, et ce n'est pas terminé - Publié le: dimanche 16 septembre 2012, 18H38 | Mise à jour: dimanche 16 septembre 2012, 18H46



Photo d'archives

Les universités et les cégeps ont déboursé des milliers de dollars pour embaucher des auxiliaires d'enseignement et des gardes de sécurité sur leurs campus, pendant la grève étudiante.

LE COÛT DE LA GRÈVE

Dans 19 des 24 cégeps

touchés par la grève :

Plus de 2 M\$

Université du Québec à Montréal (UQAM) :

841 415,95 \$

(en date de mai dernier)

Université de Montréal :

630 908 \$

Université Concordia :

226 755,39\$

Université McGill :

147 474 \$

Université du Québec en Outaouais (UQO) :

121 199,90 \$

Université Sherbrooke :



113 207 \$
Université Laval :
 9 634,26 \$
Total :
 4 090 594,50\$

SOURCE: LA FÉDÉRATION DES
 CÉGEPS ET LES UNIVERSITÉS

Sarah-Maude Lefebvre

La grève étudiante a coûté jusqu'à maintenant plus de 4 millions \$ aux universités et aux cégeps, et la facture ne cesse d'augmenter.

Selon une compilation effectuée par la Fédération des cégeps, et transmise au Journal, 19 des 24 collèges touchés par la grève étudiante ont dû déboursier au total plus de deux millions de dollars en lien avec le conflit.

« Les cégeps ont eu plusieurs dépenses, ne serait-ce que pour assurer la sécurité sur leurs campus », affirme le pdg de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne.

« Certains ont également dû déboursier des frais juridiques. On parle aussi de pertes de revenus, comme pour la location de salles ».

Facture élevée à l'UQAM

Du côté des universités, les frais reliés à la grève s'élèvent aussi à plus de 2 M\$ jusqu'à maintenant.

Mais, dans certains établissements, la facture pourrait encore grimper considérablement.

En date du printemps dernier, l'administration de l'UQAM avait déboursé plus de 800 000 \$ pour des gardes de sécurité supplémentaires.

« Nous n'avons pas encore comptabilisé tous les chiffres, mais le montant total risque d'être beaucoup plus élevé », affirme la porte-parole Jenny Desrochers.

« Nous avons dû embaucher des auxiliaires d'enseignement et des chargés de cours. Nous avons essuyé des pertes financières au niveau de nos services auxiliaires, comme la cafétéria. Et, nous avons eu recours à des services de sécurité tout l'été », énumère-t-elle.

Qui paiera la note ?

Tant du côté des cégeps que des universités, on compte refile la facture au ministère de l'Éducation.

« Ce qui nous inquiète plus particulièrement, ce sont les coûts reliés à l'embauche de personnel. Ça a coûté 25 M\$ au réseau collégial. Le ministère de l'Éducation s'était engagé à rembourser ces montants, mais nous n'avons pas eu de confirmation écrite », dit M. Beauchesne.

« Nous espérons que le ministère tiendra ses promesses. Les cégeps n'ont pas les reins assez solides pour assumer ces dépenses. »

La faute aux universités

La Conférence des recteurs du Québec compte également faire des représentations en ce sens.

Pour la Fédération étudiante universitaire du Québec, les universités devraient plutôt « assumer » les dépenses qu'elles ont effectuées pendant la grève. « S'il y avait eu des discussions au lieu de ce climat de confrontations, tout ça aurait coûté bien moins cher », croit la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

« Les universités doivent assumer leurs choix. Nous estimons que la facture réelle du conflit, en incluant les services policiers, est d'au moins 150 M\$. C'est plus cher que ce que la hausse des frais de scolarité aurait rapportée au cours des sept prochaines années. »

LE DEVOIR : La réplique – division du vote - L'exode de la gauche silencieuse, par Paul St-Pierre Plamondon et Jean-François Gingras - Membres de Génération d'idées – Jeudi 13 septembre 2012

Le déclencheur – Les rangs dispersés

« Les forces souverainistes se sont lancées dans la campagne électorale en rangs dispersés. La démarche du Front uni a échoué. Le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale ont tous trois opté pour une stratégie du tout ou rien. Cette division du vote s'est traduite le 4 septembre par cette victoire en demi-teinte. Un pouvoir majoritaire était possible, mais c'est d'un gouvernement minoritaire dont les forces souverainistes devront se contenter. »

Danic Parenteau, professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, Le Devoir, 7 septembre 2012

Au cours des deux dernières années, une partie substantielle de l'espace médiatique québécois a été occupée par les revendications de la gauche. Les indignés ont d'abord dénoncé le fait que l'écart entre les riches et les pauvres se creuse de plus en plus et que certains acteurs du secteur privé, notamment du milieu de la finance, se servent de leur influence auprès des décideurs politiques pour pallier leurs dérapages à même les fonds publics.

Les carrés rouges ont, peu de temps après, investi la place publique au nom de l'accessibilité à l'éducation et du caractère inéquitable d'une augmentation des droits de scolarité dans un contexte où la corruption fait perdre à l'État des sommes substantielles et où les coûts du système de santé et des régimes de retraite publics (sous-capitalisés) grugent une part importante du budget au détriment de la relève.

La marche du 22 mars de même que celle du Jour de la Terre du 22 avril, ont démontré que la gauche québécoise est très vivante et pouvait laisser présager un retour du balancier vers la gauche lors des prochaines élections.

Rejet des carrés rouges

Comme souligné par Danic Parenteau dans une lettre ouverte dans les pages du Devoir du 7 septembre portant sur la division du vote à gauche, ce retour a manqué cruellement de force. Les dernières élections nous placent devant un constat amer : les partis se situant à gauche ont recueilli en tout 56 sièges. La CAQ et le PLQ, deux partis favorables à la hausse des droits de scolarité et prônant une cure d'amaigrissement dans la fonction publique et dans les dépenses étatiques, ont pour leur part rafalé les sièges restants, soit 69, et recueilli plus de 60 % des voix.

Selon M. Parenteau, cette situation est attribuable au fait que les trois partis souverainistes et progressistes n'ont pas réussi à unir leurs forces. Bien que nous soyons d'accord avec cette analyse, nous croyons par ailleurs qu'elle élude deux autres phénomènes importants : le rejet de l'approche contestataire des carrés rouges et l'exclusion des progressistes qui ne veulent pas d'un référendum à courte échéance.

Gauche constructive et modérée

D'une part, la gauche incarnée par les carrés rouges est une gauche à saveur très contestataire, dans la tradition du syndicalisme de combat, caractérisée par une vision de la lutte des classes et par l'idéal de la prise du pouvoir par le peuple, par des moyens coercitifs si nécessaire. Cette approche, largement endossée par Québec solidaire, a rejailli également sur le Parti québécois en raison de son association avec les carrés rouges durant la grève et par la candidature de Léo Bureau-Blouin, même si celui-ci n'est en fait pas vraiment de l'école de pensée de la gauche radicale.

Il est possible que la gauche silencieuse ne soit pas en accord avec l'approche du syndicalisme de lutte et qu'elle soit plutôt à la recherche d'une gauche constructive et modérée, à l'image des gouvernements sociaux-démocrates que l'on a connus à plusieurs reprises au Québec depuis la Révolution tranquille, ou de l'approche scandi-

nave en social-démocratie qui mise davantage sur la compétence et l'efficacité dans l'intervention et la redistribution de la richesse par l'État que sur les manifestations à grand déploiement.

Serait-il possible que la gauche actuelle ne réussisse pas à incarner l'efficacité dans la gestion de l'État, ce dont se targuent le PLQ et la CAQ ? Est-il possible que certains progressistes, exaspérés par le conflit étudiant, aient décidé de se tourner à droite ? Nous croyons qu'une partie de la gauche silencieuse a fini par voter à droite lors des dernières élections, car elle n'endossait pas complètement la conduite du mouvement étudiant et recherchait de la stabilité.

Une division qui peut continuer

D'autre part, à la lumière de l'offre de partis, il semble implicite au Québec que toute personne « progressiste » est forcément « souverainiste », à un point tel que les partis de gauche sont presque tous souverainistes, alors que les partis de droite sont fédéralistes.

Or, le sujet de la souveraineté a toujours divisé le vote québécois en deux et il est faux de penser que la gauche silencieuse souhaite nécessairement la tenue d'un troisième référendum au cours des prochaines années. Le spectre du référendum, qui a été amplement exploité par le PLQ (également par la CAQ) lors de la dernière campagne, aura sûrement favorisé l'exode d'une partie de cette gauche silencieuse vers des partis plus à droite.

En misant sur le syndicalisme de lutte et sur le souverainisme « pressé », la gauche québécoise court le risque de poursuivre la division des troupes et d'éloigner une frange de la population québécoise, pourtant réceptive au progressisme, vers des partis de droite qui leur garantissent la stabilité et l'efficacité dans la gestion de l'État. Ce risque est réel et, comme le matin du 5 septembre dernier, la gauche québécoise pourrait voir son mal de tête se transformer en migraine.

Vos réactions (16)

LE SOLEIL : Chronique : Le test de la réalité..., par Gilbert Lavoie - Publié le jeudi 13 septembre 2012 à 05h00

(Québec) Léo Bureau-Blouin avait quatre ans quand Lucien Bouchard a mené la bataille référendaire de 1995 aux côtés de Jacques Parizeau.

Plus d'un demi-siècle sépare ces deux hommes, 53 ans pour être plus précis. C'est l'équivalent de deux générations. Peut-on reprocher au plus

jeune de vouloir reprendre les rêves de son aîné là où il les a abandonnés?



C'est cette allusion à son enfance au moment du référendum qui m'a le plus frappé lors de l'échange qu'ont eu mercredi soir l'ancien premier ministre et le nouveau député, à l'émission *24 heures en 60 minutes*, sur les ondes de RDI. Il ne s'agissait pas d'un débat. Et Lucien Bouchard, qui vient de publier ses *Lettres à un jeune politicien*, est trop intelligent pour s'en prendre à un jeune qui a gagné la sympathie du public pendant le conflit étudiant.

Mais ce qu'il a transmis pendant cet entretien, c'est le constat de quelqu'un qui a échoué. «Ce rêve-là, on ne l'a pas réalisé parce que les citoyens n'ont pas voulu.» C'était une erreur, a-t-il expliqué, d'avoir «voulu emprunter la voie de gauche pour faire la souveraineté», alors qu'il aurait fallu utiliser une voie beaucoup plus large. Et il ne faut surtout pas d'une troisième défaite. Que répondre à un tel constat quand on a 20 ans? «Les conseils que je leur donne, c'est tiré de mes erreurs personnelles, a dit M. Bouchard. C'est dur, la politique.»

Que répondre, sinon qu'on a le goût et le droit d'essayer à son tour? «Une société a besoin de rêve pour continuer d'avancer, a dit Bureau-Blouin. Je partage la préoccupation à l'effet que

nous devons équilibrer les finances publiques, mais je ne pense pas qu'il s'agit là d'un projet vendeur, c'est pas ce qu'il y a de plus excitant.» Mais comment faire rêver à nouveau autour du projet souverainiste?

«On peut trouver d'autres moyens, a répondu Bureau-Blouin.

- C'est difficile au sein d'un parti qui surveille le respect du dogme à la lettre, a rétorqué Bouchard.

- Quelles leçons avez-vous tirées de 95? lui a demandé Bureau-Blouin.

- Ce soir-là, je pensais: "On va faire l'histoire ce soir." L'exaltation qu'on éprouvait fait place à une immense déception», a raconté son interlocuteur. Il a émis l'opinion que la défaite de 1995 est en partie responsable du «désarroi» qui caractérise la société québécoise dans ses choix politiques.

Depuis ce constat d'échec, imputable selon lui à l'inquiétude des Québécois devant l'état de nos finances publiques, Lucien Bouchard s'est tourné vers la réduction de la dette, l'atteinte du déficit zéro. Il croit que ce dont le Québec a besoin, c'est d'un «projet porteur, un grand projet économique».

Ce à quoi Bureau-Blouin répond que depuis 1995, «il n'y a pas eu de grands débats publics [sur la souveraineté] comme on a vu récemment sur les droits de scolarité ou l'environnement. C'a toujours été un sujet à demi discuté autour de la table. Sans se lancer dans un référendum perdant, il faut en parler si on veut rallier l'opinion publique, trouver des façons intelligentes d'en parler, c'est un défi».

Lucien Bouchard l'a mis en garde contre le «test de la réalité», l'incapacité de satisfaire les attentes.

«On se lance en politique parce qu'on pense être en mesure parfois de réconcilier l'irréconciliable», a déclaré le nouveau député.

Lucien Bouchard a été gentil. Il aurait pu lui rappeler qu'il avait été incapable de réconcilier l'irréconciliable pendant le conflit étudiant. Mais il ne l'a surtout pas découragé: «J'aime voir l'idéal dans les yeux des jeunes, et je le vois ce soir.»

Il n'y a pas eu de gagnant ou de perdant dans cet échange mercredi soir. Tout ce qu'on y a vu, c'est une forme d'équilibre dans le temps entre la sagesse, la fatigue et l'espoir.

LA PRESSE : Votre opinion : Le conflit étudiant ou l'art de pédaler dans le vide, par Luc Héту, Hudson - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 13h19

Je pédale! Parfois sur mon vélo, mais le plus souvent pour passer à travers la vie. Il faut faire vite, parce que le temps passe vite. Il y a des jours où j'ai le vent dans le dos. Tout paraît facile. La vie est belle. Immanquablement, je me retrouve face à ce même vent. Soudainement, il devient pénible. Le vent que j'aime tant quand il chasse les moustiques ou qu'il me rafraîchit pendant la canicule devient mon ennemi.

J'ai parfois l'impression de pédaler dans le vide. Ce qui est encore plus éprouvant que de monter une côte abrupte. Parce qu'on n'en voit pas la fin. Que d'énergie perdue à s'agiter en vain!

Je relis des bribes du rapport de la Commission d'étude sur les universités remis au gouvernement du Québec le 31 mai 1979 après deux ans de travaux. Sauf pour les statistiques auxquelles il faut aujourd'hui ajouter quelques 0, je garde l'affreuse impression qu'on a pédalé dans le vide pendant plus de 30 ans. Le conflit étudiant actuel aborde les mêmes problématiques qui ont été éludées pendant toutes ces années. Passer à côté des vrais problèmes, faire de longs détours pour se retrouver au point de départ, c'est non seulement épuisant, mais décourageant.

Je me sens comme si j'arrivais au bout d'une longue randonnée en vélo. Épuisé, j'aperçois au loin de gros nuages noirs. Un orage violent se profile à l'horizon. Je pédale encore et encore,

mais le vent se met de la partie comme dans les pires tempêtes. Je veux me mettre à l'abri, mais je ne suis quand même pas pour me réfugier sous un arbre pendant l'orage. Le temps presse. Le temps ne semble pas vouloir arranger les choses. Il joue contre moi.

Que disait la Commission d'étude sur les universités, il y a 30 ans? Elle posait à peu près les mêmes questions que celles qui sont aujourd'hui débattues. Elle avait fait des constats qu'on retrouve dans le débat actuel. La transparence du fonctionnement des universités en prenait un sérieux coup. Le gel des droits de scolarité était loin de favoriser l'accessibilité. La commission proposait plutôt de financer directement les étudiants par des bourses visant l'accessibilité des classes défavorisées au lieu du financement public des étudiants des classes aisées qui accaparaient l'appareil universitaire.

Il y avait surtout de fort belles paroles sur ce que devrait être l'université. Le rapport reprenait à son compte une proposition du comité d'étude du Conseil des universités du Québec sur les objectifs de l'enseignement supérieur, soulignant le sens et l'importance de la fonction sociale de l'université. Ce rapport proposait que «l'objectif majeur de l'enseignement universitaire québécois durant la prochaine décennie soit d'apporter une contribution significative et qualitative au

développement économique, social et culturel du Québec ».

Le comité d'étude sur l'université et la société québécoise de la Commission affirmait (p. 254-255 de son rapport) que la dynamique de l'époque s'appuyait sur la règle de la concentration des bénéfices et de la distribution du fardeau : « un peu plus d'impôt sur le revenu pour la grande majorité, beaucoup d'éducation supérieure pour quelques-uns. »

Le comité allait plus loin en affirmant que le dogme de l'égalité n'était qu'une intention, un vœu, et que dans les faits « les plus aisés ne paient pas le vrai prix de ce qu'ils consomment et que le reste de la population paie la différence ». C'était un constat pour le moins sévère, mais « il nous semble fondé et lourd de conséquences si l'on vise réellement l'égalité des chances », poursuit le rapport du comité.

Il a fallu deux mois de grève étudiante pour que le gouvernement bonifie réellement le programme des prêts et bourses. Et un autre mois d'obstination sur des virgules sans que rien ne bouge. Pendant ce temps, l'orage grondait. C'est vraiment ce qu'on appelle pédaler dans le vide, sans égard à la catastrophe qui s'abat maintenant sur des dizaines de milliers d'étudiants.

LE DROIT : Chronique : Le jeune prodige de la politique, par Denis Gratton - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 08h07



Archives, La Presse
Mardi dernier, Léo Bureau-Blouin est devenu le plus jeune député de l'histoire du Québec lorsqu'il a été élu dans Laval-des-Rapides.

Léo Bureau-Blouin n'était pas connu du grand public.

Mais, propulsé sous les feux de la rampe par le conflit étudiant du printemps dernier, l'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec s'est vite fait remarquer par son aplomb et la qualité de ses interventions durant la difficile période des négociations avec le gouvernement Charest et les manifestations populaires qui ont suivi.

Malgré son jeune âge - il fêtera ses 21 ans en décembre prochain -, il a vite été courtoisé par tous les partis politiques du Québec, hormis les libéraux il va sans dire, en vue de la campagne électorale qui s'est conclue mardi dernier par une victoire du Parti québécois (PQ).

Léo Bureau-Blouin a décidé de plonger tête première et il a choisi le PQ. Un parti qui, dit-il, partage ses valeurs. Et mardi dernier, il est

devenu le plus jeune député de l'histoire du Québec lorsqu'il a été élu dans Laval-des-Rapides.

LeDroit l'a rencontré.

LeDROIT: D'abord, M.Bureau-Blouin, vos commentaires sur l'attentat de mardi dernier au Métropolis de Montréal?

LÉO BUREAU-BLOUIN: Un peu comme tout le monde, je suis sous le choc. Ça fait réfléchir. Mais je veux d'abord offrir mes condoléances aux familles touchées par ce drame. On peut juste leur souhaiter du courage pour passer à travers cette épreuve. On ne s'imagine pas que des choses comme celle-là peuvent arriver ici. Je pense qu'il faut le prendre comme un cas isolé et se dire que ce n'est pas à l'image de notre société.

LD: Et vos commentaires sur le départ de Jean Charest?



LBB: C'est important de le saluer. Je ne suis pas d'accord avec beaucoup de ses politiques qui ont été mises en place, mais j'ai du respect pour les gens qui ont donné leur vie à la chose publique. Je n'ai pas une grande expérience politique, mais je sais que c'est très difficile. C'est faire face à l'adversité et à la pression du public. Et quand on se donne à la chose publique pendant 28 ans, ça mérite d'être salué.

LD: Vous êtes issu d'une famille bien nantie? Ou le contraire?

LBB: Je dirais une famille de la classe moyenne. On n'a jamais été riche, mais j'en ai jamais souffert. Mes deux parents travaillent dans le milieu des arts contemporains, ce n'est pas le milieu le plus payant. (Rires.) Mais on a toujours bien vécu. Mon père dirige un centre d'expositions à St-Hyacinthe, et ma mère dirige un regroupement de centres d'artistes à Montréal.

LD: Sont-ils fiers de vous?

LBB: C'est ce qu'ils me disent! (Rires.)

LD: Sont-ils, comme vous, souverainistes?

LBB: Oui. Ils ont voté «oui» au dernier référendum.

LD: Est-ce que la politique faisait partie de votre plan de carrière?

LBB: De faire de la politique un jour m'a toujours trotté dans la tête. Mais je n'aurais jamais pensé que ça se serait fait aussi vite, c'est le moins qu'on puisse dire. (Rires.)

LD: MmeMarois a laissé entendre durant la campagne électorale que vous êtes encore trop jeune pour être nommé au sein de son cabinet des ministres. Êtes-vous d'accord?

LBB: Je n'ai pas la prétention de devenir ministre. Déjà d'être un jeune député est pour moi un grand honneur. Et pour la suite des choses, c'est MmeMarois qui décidera quelles responsabilités me seront confiées et je serai prêt à relever les défis. Je suis bien conscient que je ne suis pas un vieux routier de la politique. Mais je pense d'être capable d'apporter quelque chose. Et je sais qu'il y a beaucoup d'attentes envers moi. Mais je suis aussi très conscient que je n'arrive pas en politique avec la prétention de pouvoir tout changer et que chacun de mes projets deviendra réalité. Mais si je peux réussir à faire avancer quelques petites choses, ce sera déjà beaucoup.

«LBB» en rafale...

LE DERNIER FILM QUE VOUS AVEZ REGARDÉ:

Je n'en ai pas beaucoup écouté au cours des 30 derniers jours. (Rires.) J'ai assisté à la première du film de Xavier Dolan, Laurence Anyways, il y a quelque temps. C'est le dernier film que je me souviens d'avoir vu.

VOTRE PÉCHÉ MIGNON:

Je suis assez gourmand, mais j'ai la chance de ne pas prendre du poids.

«Attendez, ça viendra.

Oh! Je sais. Et je dis à la blague que je me garde de la place pour ma vieillesse. (Rires.) Mais j'aime bien un bon steak. Quand j'ai la chance de manger un steak, j'aime beaucoup.»

UNE PERSONNALITÉ QUÉBÉCOISE QUE VOUS ADMIREZ:

Il y en a plusieurs. Ce que fait Xavier Dolan, je trouve ça bien. C'est un jeune qui a réussi à prendre sa place et qui a de l'ambition. Au ni-

veau de l'humour, j'aime beaucoup Guy A. LePage. Ce sont des personnalités que j'apprécie beaucoup et qui mettent un peu de piquant dans la vie.

LE MEILLEUR POLITICIEN SUR LA SCÈNE FÉDÉRALE:

J'ai beaucoup d'admiration pour M.Duceppe, mais il n'est plus en politique. Chez les néo-démocrates, il y a beaucoup de talent. Comme M. (Alexandre) Boulerice qui a été élu dans Rosemont. C'est un homme qui a réussi à faire sa place dans la politique québécoise.

VOTRE CHANSON PRÉFÉRÉE CES TEMPS-CI:

Ces temps-ci, j'écoute de la musique électronique. La musique dubstep, par exemple, me fait décrocher un peu. Il n'y a pas beaucoup de paroles mais c'est une musique qui donne de l'énergie pour faire de l'exercice.

ENFANT, VOUS RÊVIEZ DE...

J'ai longtemps rêvé d'être scientifique. Mais en arrivant au cégep, je me suis rendu compte que ce n'était pas pour moi. (Rires.) Je me suis donc réorienté.

VOUS CONDUISEZ UNE:

J'utilise surtout le transport en commun. J'ai mon permis de conduire, je conduis à l'occasion, mais je n'ai pas de voiture.

LA PREMIÈRE CHOSE QUE VOUS FAITES LE MATIN:

Je déjeune, bien entendu. Mais dans les derniers jours, c'est de regarder l'actualité sur mon téléphone. Ça me permet d'entrer dans la journée de plain-pied.

VOUS NE PARTEZ JAMAIS DE LA MAISON SANS:

Mon téléphone cellulaire.

LA PRESSE : Éditorial : Baisser le ton, par Mario Roy - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 06h00

Baisser le ton. Réduire de plusieurs décibels le niveau sonore du discours public. Renoncer à la violence et à la menace de violence. Mettre fin aux injures qui attaquent la personne, insultant parfois aussi l'Histoire (nazi!) et ses véritables victimes. Tout le monde le souhaite. Si on fait le bilan des péripéties des derniers mois, chacun voit bien qu'un temps d'arrêt est nécessaire.

Dans la vraie vie, la majorité dite silencieuse ne l'est pas, mais elle parle avec politesse et considère ceux qui font autrement comme de gros-siers personnages. En général, les gens ne s'injurient pas, ne menacent pas, ne vandalisent pas, n'agressent pas.

Aussi, on perçoit au sein de la population un sentiment d'écœurement vis-à-vis de la surenchère verbale qui sévit du haut en bas de la société. De l'Assemblée nationale à la «rue». Des médias traditionnels aux médias... sociaux, a-t-on le goût de dire. Et ce sentiment est encore plus fort devant la violence.

L'écœurement, il n'y a pas d'autres mots.

Certes, la politique - au sens large, qui inclut la revendication et le choc des idées - n'a jamais fait dans la dentelle. Elle a toujours réservé une place à l'outrance. Mais nous n'en sommes plus à la simple démesure dans le propos. Nous avons complètement oublié que la notion de respect n'a pas été inventée pour faire plaisir à la reine d'Angleterre, mais parce qu'une société qui en est dépourvue est invivable.

Si au moins l'injure, la menace, la violence rapportaient des dividendes. Mais ce n'est pas le cas.

Par exemple, ce qu'on a récemment entendu en provenance de redoutes exaltées du Canada anglais au sujet de Parti québécois est totalement contre-productif. Tout Québécois, souverainiste ou non, a fini par se sentir visé - sans compter que, comme de juste, la Société Saint-Jean-Baptiste a sauté à pieds joints dans la boue.

Exemple, encore. La crise étudiante, qui a inauguré une ère nouvelle dans toutes les formes d'excès, n'a en réalité pas fait de gagnants.

Certes, la hausse des droits de scolarité et la loi 12 seront vraisemblablement rayées du tableau. Mais l'opinion publique, elle, a fait connaître son ras-le-bol en appuyant, mardi, libéraux et caquistes (58% contre 38% pour le PQ et Québec solidaire), plutôt partisans de ce qu'il est convenu d'appeler la loi et l'ordre.

Ce qui amène un dernier point. Jean Charest, l'homme le plus vilipendé, injurié, méprisé par le discours public dominant, est passé à sept dixièmes de point de pourcentage d'une pluralité des voix exprimées lors du dernier scrutin! Est-ce un hasard si la façon dont il s'est retiré de la vie politique a été le geste le plus élégant et le plus digne auquel il nous a été donné d'assister depuis des mois?

On peut être à la fois «puissant, calme, raisonnable et surtout poli. Car, moi, la politesse surtout dans la chicane m'a toujours étonné».

C'est du Félix Leclerc.

LA PRESSE : Chronique : Petit-déjeuner avec Gabriel Nadeau-Dubois, par Patrick Lagacé - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00



PHOTO ÉDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE
LA PRESSE

Gabriel Nadeau-Dubois et Arnacho-Panda

J'ai toujours été vaguement amusé par Gabriel Nadeau-Dubois. Amusé par l'image de Jedi du militantisme que certain(e)s lui ont fabriquée, pas tout à fait à son corps défendant. Amusé par cette maturité qu'il porte comme un col roulé trop grand. Amusé par la détestation viscérale qu'il a suscitée et qu'il suscite encore. Et même quand il m'énervait, quand je trouvais qu'il louvoyait en défendant sa CLASSE ou en refusant de condamner des niaiseries évidentes, il m'amusait...

Je ne suis pas sûr que lui, cependant, s'amusait. Pensez-y...

T'as le ministre Dutil qui te caricature en un ennemi de l'État. T'as un caricaturiste qui te dessine un turban à la ben Laden. T'as des grands primates qui parlent de te casser la

gueule sur les médias sociaux, quand ce n'est pas en pleine face. T'as ta mère qui se fait un sang d'encre parce qu'une partie de la nation te déteste. Et, aussi, t'es un peu Mick Jagger: des centaines de filles voudraient être bien plus que ton amie Facebook...

Tout ça, à... 21 ans.

Bref, je n'étais pas surpris qu'il démissionne, en août.

«Il fallait que je quitte, me dit-il au resto où se déroule l'entrevue. Je n'étais plus capable de travailler avec mon équipe: j'étais impatient, colérique, incapable d'accepter la critique. Ça ne me dérangeait pas d'être démonisé. Ça montrait que nos idées dérangeaient, étaient novatrices. Mais ce qui était tough, c'était de faire ça sans avoir l'appui, en arrière, de l'organisation. Même

si certains m'appuyaient, c'était tiède. J'étais d'accord pour manger les balles, mais si l'appui est tiède...»
C'est la grande ironie du destin printanier de Gabriel Nadeau-Dubois (GND). Pendant que certains Québécois le voyaient comme un Mom Boucher 2.0, il était vu au sein de la CLASSE comme trop... conciliant!

«Mais ma démission a empêché les libéraux de m'instrumentaliser. Je ne pouvais plus servir d'épouvantail à Jean Charest, pendant les élections. Je n'étais plus l'enjeu.»

La CLASSE - qualifiée de révolutionnaire et d'extrémiste en certains quartiers - est à la fois vieille comme Marx et neuve comme le millénaire. Écoutez la rhétorique des militants de la CLASSE et vous entendrez l'écho des militants marxistes-léninistes des années 70. Mais elle est également l'héritière du mouvement altermondialiste qui est né à Seattle en 1999 et qui a culminé avec les rejets d'Occupy Wall Street de l'hiver dernier.

«Sans Occupy, dit l'ex-porte-parole de la CLASSE, le printemps québécois n'aurait pas été si long, si fort. Le discours des 99% opposés au 1% de l'élite était déjà lancé.»

C'est pourquoi il a été autant question de droits de scolarité que de ressources naturelles et de justice sociale dans la bouche de GND et de ses congénères, le printemps dernier.

«L'endettement étudiant, ce n'est pas un plan, au sens d'un complot. Mais il y a quelque chose de systémique: si on endette les étudiants, on change leur rapport avec les études. Avec 40 000\$ à rembourser, tu ne seras pas intéressé par la philo ou l'histoire de l'art. Le marketing et le génie vont te sembler bien plus intéressants. (...) C'est une manière efficace pour modeler de parfaits petits consommateurs du XXIe siècle.»
Reste, fais-je remarquer à Nadeau-Dubois, que la grève a fini à la débandade, à la rentrée.

Il ne se démonte pas: «Souvent, les mouvements sociaux prennent du temps avant d'éclorer. Ça s'est vu, dans l'histoire. Prends le Québec de 1970-1972: ça brassait! Pourtant, Bourassa a été réélu en 1973. Il a fallu attendre 1976 pour que le Parti québécois soit élu et que ça commence à changer. Je te dis ça et on s'entend: le PQ de 1976, ce n'est pas celui de 2012.»

Ce qui nous amène à Léo Bureau-Blouin (LBB). GND l'appelle «Léo», mais le passage au PQ de l'ex-leader de la FECQ est clairement une forme de capitulation pour lui. Il envoie d'ailleurs à LBB une pointe dans la postface du livre *Le Souffle de la jeunesse*, lancé jeudi.

«Quand Mme Marois a présenté Léo Bureau-Blouin, il ne portait pas son carré rouge...»

- Je sais. Il a même abandonné le discours du gel des droits de scolarité. Il a adopté celui de l'indexation, du PQ. C'est décevant.»

Et pour qui Nadeau-Dubois a-t-il voté? Il hésite, se demande s'il doit confesser ce genre de truc.

«Certainement pas pour le PQ, le PLQ ou la CAQ, lui dis-je.

- Non.

- Option nationale ou Québec solidaire, d'abord...
- Oui.»

Deux partis qui sont, à leur façon, des rejetons de cet éveil du mouvement citoyen depuis 1999.

Je ne sais pas ce que sera l'héritage du printemps étudiant. Je ne sais pas si, comme le prophétise GND entre les lignes, on s'en viendra comme une étape vers un changement politique radical au Québec. Il est vrai que l'Histoire ressemble souvent plus à une partie de billard échevelée qu'à une méthodique partie d'échecs.

Je sais ceci: le printemps québécois, gracieuseté de ces emmerdeurs d'étudiants, a sorti le dialogue public de la camisole de force du hockey, de la météo et de la télé-réalité. «Dans nos campus, dans nos milieux de travail, dans nos villes et nos villages, écrit Gabriel Nadeau-Dubois dans *Le Souffle de la jeunesse*, les gens s'assemblent pour faire quelque chose qu'ils n'auraient jamais dû arrêter de faire: parler.»

Pas pire, comme héritage.

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - Obstacles à surmonter, par Marie-Andrée Chouinard - Vendredi 7 septembre 2012 Éducation

Quasi absent de la campagne électorale, le financement de l'enseignement supérieur réchauffera de nouveau les grands esprits, foi de Pauline Marois ! Après un printemps de protestations, le casse-tête des droits de scolarité demeure entier. Pour rallier partisans de la gratuité, du gel, de l'indexation et de l'augmentation, il faudra talent, imagination, courage et... majorité au gouvernement ?

Elle ne porte plus le carré rouge, et on ne l'a plus revue la casserole à la main. Mais même sans ces symboles, les principes demeurent : la chef du Parti québécois Pauline Marois a confirmé cette semaine qu'elle annulerait cette célèbre hausse des droits de scolarité, cause de chaos social que l'on sait.

Même sans l'appui de l'opposition libérale et caquiste, la future première ministre pourra en effet par décret effacer des livres la hausse de 254 \$ par an pendant sept ans, liée à un engagement budgétaire datant de mars 2011. Les étudiants soupirent d'aise. Mais leur soulagement est bien partiel, ils le savent. Malgré une ouverture évidente de la chef du PQ à discuter, écouter, rallier, elle se heurtera à trois problèmes de taille : le compromis « fantôme » qui réunirait des camps aussi vivement opposés ; l'incapacité financière de l'État à soutenir en même temps un

éventuel gel des droits et un refinancement des universités ; et l'obstacle que sera une majorité de l'Assemblée nationale opposée à tout ce qui ne serait pas une hausse.

Dans son cadre financier, le PQ a prévu annuler non seulement l'augmentation décidée par les libéraux, mais aussi toutes les « mesures compensatoires visant à amenuiser les effets de la hausse » (-150 millions). C'est donc qu'au chapitre de l'aide financière, contrairement à ce que réclamait hier la CLASSE en point de presse, il ne sera pas possible de conserver l'ensemble des ajouts au régime d'aide. Chers étudiants, le beurre et l'argent du beurre n'ont jamais fait les budgets les plus riches.

La loi spéciale, qui expire normalement le 1er juillet 2013, constitue une autre épine au pied de ce gouvernement formé de cinquante sièges (plus les deux de QS, peut-être en appui au PQ sur ce dossier). Pour effacer la loi décriée par le PQ sous son règne d'opposition, il faudra avoir l'assentiment de la Chambre. Or, les libéraux et la CAQ de François Legault ne voient pas le caractère antidémocratique de la loi 12. Cela constituera un irritant imposant.

Enfin, quoi espérer du Sommet promis par Pauline Marois ? Il a été imaginé dans le but de rebrasser toutes les idées liées au financement

des universités avec les acteurs concernés. Pour calmer le jeu, cette idée avait du bon. Mais la formule a été éprouvée - et plus d'une fois ! - sans le moindre succès. En 2004, une longue commission parlementaire sur le sujet n'avait pas permis de trouver de « recette ». Ni d'ailleurs le rapport Gervais (2005) sur l'accès à l'éducation, pourtant nourri par plusieurs études testant divers scénarios, de la hausse à la gratuité.

On le sait, les étudiants n'ont jamais reconnu la dernière tentative libérale qu'était la Rencontre des partenaires de décembre 2011, un simulacre de forum, duquel ils ont d'ailleurs claqué la porte, car les dés étaient jetés d'avance. Mme Marois promet un sommet sans agenda prémédité, mais elle a clairement indiqué son penchant pour une indexation plutôt qu'un gel - l'idée ne séduit aucun groupe étudiant. Malgré un forum plus respectueux, les points de vue opposés demeureront les mêmes. Où sera le consensus ? Souhaitons que le printemps ait été riche de quelque enseignement. Ne sombrons pas bêtement dans le même débat cul-de-sac.

[Vos réactions \(22\)](#)

LE SOLEIL : Point de vue : Le choix entre la peste, le choléra et la grippe espagnole..., par Jean-Charles Castilloux, Québec - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 05h00



Le Soleil, Erick Labbé

Jusqu'à 20h mardi soir, les électeurs peuvent se rendre dans l'un des 19 680 bureaux de scrutin et voter pour l'un des 892 candidats inscrits, une moyenne de sept candidats par circonscription.

Dans son excellent «[rapport historique](#)» intitulé «La réduction des transferts fédéraux pour l'éducation post-secondaire. Tout le monde en parlait en 1994-1995» paru dans l'Aut'journal, Pierre Graveline nous remémore la honteuse décision unilatérale du gouvernement canadien réduisant de 50% les transferts fédéraux en matière d'éducation post-secondaire aux provinces.

D'après monsieur Graveline, cette réduction se traduit «selon les estimations conservatrices du ministère des Finances par un manque à gagner

de quelques 800 millions de dollars par année pour le Québec». Et l'auteur d'ajouter : «Que représente les 250 millions de dollars que nous exigeons de nos étudiants pour assurer le financement de nos universités? Eh bien, cela représente à peine un demi de un pour cent des quelques 50 000 millions de dollars que nous versons chaque année, citoyens et entreprises du Québec à l'État canadien». Or, Guy Rocher, dans son article «Le Rapport Parent et l'enseignement supérieur» publié dans les *Nouveaux Cahiers du socialisme* (no 8, 2012) soutient, avec statistique à l'appui, que «le financement des universités par les pouvoirs [publics] diminue quand augmentent les droits de scolarité»!

Comme «le problème n'est absolument pas un problème de ressources financières collectives, mais un problème de choix politiques dans l'utilisation des taxes et des impôts perçus au Québec» (Graveline), la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement est possible : René Lévesque l'avait d'ailleurs promise. Le problème, ce n'est pas le manque d'argent, mais plutôt le manque de courage politique de la part de nos dirigeants. Au lieu d'entreprendre des pourparlers avec Ottawa pour corriger cette situation, nos politiciens préfèrent une fois de plus pressurer les étudiants. Madame Marois ose affirmer qu'«on n'a pas les moyens»; n'est-ce pas un fort bel exemple de manque de volonté politique de sa part?

Outre cette odieuse réduction du fédéral, il y a, notamment, les abris fiscaux, ces détournements de fonds que nos gouvernants ne sont pas pressés de supprimer; des abris fiscaux qui certainement ne profitent ni à la classe moyenne, ni au moins bien nantis, ni aux étudiants! Les milliards de dollars perdus ainsi depuis plusieurs années auraient, entre autres, réglés depuis longtemps la question des frais de scolarité, et ce, sans avoir eu à puiser davantage dans les poches des contribuables. Tant et aussi longtemps que nos politiciens, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé perçus de plus en plus comme des services, resteront sous l'emprise des puissances d'argent de toutes sortes; tant et aussi longtemps qu'ils adhéreront aux principes du

néolibéralisme; tant et aussi longtemps qu'ils adopteront le fameux principe d'utilisateur-payeur; tant et aussi longtemps qu'ils feront passer les intérêts des institutions financières et des compagnies avant le bien commun de la collectivité, il y aura des manifestations d'«indignés» auxquelles participeront malheureusement des anarchistes et des têtes brûlées, souvent des désœuvrés et des ratés, s'opposant aux institutions et à l'autorité légitime. Mais étant donné que ce n'est pas demain la veille que nos dirigeants auront le courage de prendre des mesures en vue du mieux-être de la classe moyenne et des moins bien nantis, dont la gratuité scolaire, les Québécois ont eu à choisir le 4 septembre entre la peste, le choléra et la grippe espagnole...

LE QUOTIDIEN : Éditorial : Votez!, par François Gelais - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 09h50

Ça y est. Après 35 jours de campagne électorale, de discours, de débats, de déclarations, de promesses et de bains de foule de centaines de candidats, la parole est aux Québécois. C'est à leur tour d'agir, de passer à l'action. En fait, individuellement, c'est votre tour, Saguénéens et Jeannois, de poser un geste concret pour l'exercice de la démocratie. Exercer son droit de vote est, en tout temps et dans le cadre de toutes les campagnes électorales, tous paliers de gouvernement confondus, un devoir absolu. Mais compte tenu des enjeux cruciaux qui ont été au cœur de la présente campagne, tant sur la scène nationale que régionale, se rendre dans l'isoloir apparaît encore plus important aujourd'hui. Les trois grands partis en lice susceptibles de former le prochain gouvernement sont, en effet, au coude à coude dans les sondages. Ils présentent des visions différentes, souvent aux antipodes au sujet de l'économie, de la gouvernance, du financement du milieu de l'éducation, de la hausse des frais de scolarité, de l'accès aux soins de santé, de la décentralisation des pouvoirs, de l'exploitation forestière et des ressources natu-

relles, du soutien aux PME, de la place des régions au Québec et même de celle du Québec dans le Canada... Des enjeux majeurs qui interpellent donc tous les citoyens et qui risquent de changer durablement le fonctionnement, l'organisation, la structure même du Québec de demain. Des enjeux qui concernent toutes les facettes de leur vie quotidienne. Aucune excuse donc pour demeurer insensible. Pour rester à la maison.

Contexte

Dans le contexte des bouleversements qu'a connus le Québec l'hiver et le printemps dernier, il est impératif que les citoyens, qui ont si bruyamment revendiqué dans la rue, votent. Manifester c'est important, mais agir l'est bien davantage. C'est encore plus fondamental. Peu importe le résultat dans les urnes ce soir, un fort taux de participation est absolument vital pour éviter la paralysie de l'Assemblée nationale. C'est d'autant plus vrai dans le cadre de la chaude lutte à trois que se sont livrée libéraux, péquistes et caquistes, avec en trame de fond l'émergence de plusieurs tiers partis.

Même en cas de formation d'un gouvernement minoritaire, un scénario qui apparaît probable, un fort taux de participation donnera une réelle et nécessaire légitimité aux élus. Un fort taux de participation permettra aux vainqueurs de gouverner avec l'assurance que les Québécois se sont clairement exprimés. Ils auront un mandat. Alors, ce sera aux parlementaires d'en prendre acte et d'agir en conséquence. Les records de taux de participation dans le cadre du vote par anticipation enregistrés un peu partout au Québec, et dans la région, laissent entrevoir que les Québécois ont choisi de répondre à l'appel. Tant mieux. Parce que si les électeurs, en particulier les jeunes, boudent les isoloirs ce soir, ils ne pourront plus manifester dans la rue en toute légitimité. Encore plus aujourd'hui que jamais au cours des scrutins précédents, les absents auront donc tort. Aujourd'hui, il faut voter massivement et exercer son droit le plus fondamental. C'est notre devoir à tous et à toutes. Allons voter!

LE DROIT : Éditorial : Aux urnes!, par Pierre Jury - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 06h00

Aujourd'hui, 4 septembre, c'est jour d'élections générales au Québec. La première depuis 2008. Le jour du choix. Le choix du citoyen quant à la direction que doit prendre la société dans laquelle il évolue. Il y a longtemps qu'il n'y a pas une lutte aussi serrée entre trois grands partis. Tous les sondages d'opinion leur promettent de récolter chacun au moins 25 % des faveurs de l'électorat, et la présence de plusieurs autres candidats, des indépendants comme des affiliés à des partis, brouille les cartes encore davantage. Dans des dizaines de circonscriptions, l'écart entre le candidat qui l'emportera et le second ne pourrait être que de quelques centaines de votes, peut-être bien moins. Le jour de l'élection, il est de coutume de dire que chaque vote compte et qu'il est important que chaque personne en âge de voter exerce son devoir citoyen. Cela est toujours vrai mais il est des élections où c'est encore plus concret car l'issue s'avère plus incertaine encore. C'est le cas au Québec en 2012. Ce Québec est arrivé à une autre de ses croisées des chemins. Ce n'est pas qu'à cause de l'émergence d'un troisième parti, la Coalition avenir Québec, pour interrompre la querelle à deux que se livrent le Parti libéral et le Parti québécois depuis 1976, soit plus de trois décennies. Non, c'est davantage relié à la vie politique du Qué-

bec. Depuis trois ans, la Belle Province est confrontée à un flot continu de sérieuses allégations de corruption, souvent reliées à la névralgique industrie de la construction, qui jette du discrédit sur la classe politique. L'élection du 4 septembre survient alors que viennent de peine de s'amorcer les travaux d'une vaste commission d'enquête dont les conséquences sont inconnues. Les Canadiens ont bien vu qu'une commission d'enquête peut bouleverser les mœurs politiques d'un pays. Ils ont comme exemple la commission Gomery que le gouvernement de Paul Martin avait instaurée au milieu des années 2000 pour faire la lumière sur le scandale des commandites. Cela a chamboulé l'échiquier politique fédéral. Peut-être les Québécois entrent-ils dans une période similaire. Ce sera à eux d'en décider. L'autre élément laissant croire à une croisée des chemins, c'est ce que certains ont baptisé le «printemps érable». Un vaste mouvement étudiant a pris la rue pour lutter contre une importante hausse des frais de scolarité universitaire. Cette contestation a rallié de larges pans de la société qui sont sortis dans la rue pour protester contre la hausse, mais aussi contre plusieurs orientations de la société québécoise, et contre un projet de loi 78 restreignant le droit de manifester. Ils sont sortis avec une telle force, convaincus de la justesse de leurs positions, que

plusieurs, dont *Le Droit*, ne voyaient qu'une élection générale pour dénouer cette impasse. En prime, il y aurait peut-être dans cette mobilisation un outil pour lutter contre l'apathie électorale des dernières élections. Rappelons que le taux de participation avait chuté sous les 60 % pour la première fois, atteignant à peine 50 % chez les moins de 45 ans, et à peine un électeur sur trois dans la tranche des 18-25 ans. Les luttes idéologiques du printemps érable ont été noyées, en partie, dans les nombreux débats qui surgissent en période électorale. Cela fait partie de la réalité électorale : les élections portent rarement sur un seul thème, un choix entre deux options. Ce sont plutôt un éventail de décisions que le citoyen est invité à faire, une fois à tous les quatre ans. Ce qui n'est pas une excuse pour ne pas aller voter. Une fois dans l'isoloir, le pouvoir repose entre ses mains. Celui de choisir un candidat (ou même de ne pas choisir, ce qui sera au moins comptabilisé ainsi, et non pas comme une abstention sans raison). Et si les choix ne lui plaisent pas, la période entre les élections pourra justement être consacrée à influencer un parti politique dans le sens qu'il le voudra bien. Mais l'action citoyenne commence aujourd'hui, en se rendant au bureau de scrutin pour exprimer une position. Aux urnes, citoyens !

LA VOIX DE L'EST : Courrier des lecteurs : Pour une vraie gratuité scolaire, par Nicolas Luppens, Coordonnateur du Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) - Publié le mardi 04 septembre 2012 à 05h00



<p>Le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) rappelle que la rentrée scolaire peut être génératrice de stress pour beaucoup de familles. Plus de 10 700 personnes vivent sous le seuil du faible revenu en Haute-Yamaska. La période de la rentrée a un impact important sur le budget de ces ménages et en force certains à devoir faire un choix déchirant entre payer le loyer, la nourriture, les vêtements ou les frais de la rentrée. Selon Roger Lafrance, coordonnateur de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF), «les familles sont souvent en état de panique, car elles voient la rentrée scolaire arriver avec ses dépenses et ne savent comment elles vont faire pour tout payer».</p> <p>Les coûts liés à l'entrée scolaire varient d'une école à l'autre. Ils peuvent atteindre plusieurs centaines de dollars pour couvrir les frais liés à l'inscription, au service de garde, aux sorties et à l'achat des livres, du matériel scolaire et des vêtements. L'introduction du costume obligatoire et des trois paires de souliers fait également grimper la facture. La quantité d'effets scolaires qu'on demande aux parents est parfois astronomique. Chaque professeur établit le matériel dont il a besoin, ce qui crée quelquefois une surenchère lorsqu'on réunit toutes les demandes. Le GASP est très préoccupé par la situation qui confronte de plus en plus les familles. Notre système d'éducation a été déclaré gratuit afin que tous les élèves partent sur un pied d'égalité. Nous remarquons que la gratuité scolaire s'est dégradée au fil des ans. Les frais mentionnés plus haut en sont un exemple.</p> <p>En attendant que le gouvernement trouve une solution à ce problème, les parents doivent se tourner vers des organismes de charité pour recevoir une aide. Le programme Opération septembre, financé par Centraide, peut donner un bon coup de pouce aux familles dans le besoin à la rentrée. Avec ce programme, le Centre d'action bénévole de Granby a aidé 373 enfants du primaire et du secondaire en 2011 et celui de Waterloo, 102.</p>	<p>Plusieurs autres types d'aide sont disponibles: pour les parents, par exemple, le fonds d'aide Canadian Tire pour l'achat de matériel pour les activités sportives. L'accueil psychosocial du CLSC, les directions d'école et les organismes communautaires peuvent les accompagner pour tout besoin d'aide spécifique ou besoin d'accompagnement.</p> <p>Gardons en mémoire l'importance de prévoir ces dépenses à long terme. Les commerçants offrent des spéciaux tout au long de l'année sur le matériel scolaire et les friperies, des vêtements et du matériel à moindre coût.</p> <p>Le jour où les familles moins nanties n'auront plus à déboursier pour les frais liés à la rentrée, qu'elles auront un accès accru au logement social, que la hausse des services de base tels que l'électricité et les frais de scolarité sera abolie et que la gratuité scolaire sera effective pour tous, quel que soit le niveau scolaire, nous pourrions alors affirmer que tous les individus sont égaux.</p>
--	---

LA PRESSE : Éditorial : «Voter, ça sert à rien...», par François Cardinal - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 06h00 | Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 10h57

<p>Les jeunes sont apathiques, apolitiques, désintéressés de la chose publique. Et donc, ils ne votent pas...</p> <p>Bien difficile, avouons-le, de véhiculer un tel mythe aujourd'hui. La jeunesse connaît une période d'effervescence intellectuelle qui rappelle les années référendaires. On l'a vu avec les débats, la mobilisation et les manifestations récentes, et on le voit, aussi, avec tous ces groupes de réflexion qui investissent l'espace public au nom de la génération Y.</p> <p>Partout, des jeunes qui se lèvent pour exiger que les dirigeants prennent des décisions pour le bien commun. Qui demandent qu'on cesse d'hypothéquer l'avenir des générations futures. Qui s'engagent dans des causes sociales, humanitaires, écologistes, etc..</p> <p>Mais voilà, ce phénomène évolue en bonne partie en dehors de la sphère et des partis politiques et donc, du processus électoral. D'où la très faible participation aux élections (36% en 2008, comparativement à un taux global de 57%). D'où la</p>	<p>difficulté, aussi, de prédire une hausse de la participation mardi.</p> <p>«La démocratie ne se limite pas qu'aux votes, résumaient deux jeunes citoyens dans <i>Le Devoir</i>, il y a quelques jours. Pour nous, la politique et la démocratie sont au coeur de nos préoccupations. Tellement, en fait, qu'aux prochaines élections, nous n'irons pas voter.»</p> <p>Une belle formule, qui occulte toutefois les conséquences de cette abstention, de cette douce résignation. Clamer que les élus sont «tous pourris», en effet, est aussi faux de que d'affirmer que «voter ne sert à rien» ...</p> <p>En témoigne la dernière élection fédérale. Si tous les jeunes étaient allés voter, a calculé la firme Ekos, entre 20 et 30 sièges auraient basculé. Et les conservateurs, par le fait même, auraient eu beaucoup de difficulté à remporter une majorité.</p> <p>Même scénario au Québec, cette année. Le PQ vogue vers la victoire, mais pourrait fort bien former un gouvernement minoritaire, si l'on se fie aux enquêtes d'opinion. Le vote des 18-24 ans, qui favorise le parti de Pauline Marois dans</p>	<p>les sondages, pourrait donc, là encore, faire la différence.</p> <p>Vrai, le vote de tel jeune ne changera rien à l'issue des élections, comme on l'entend trop souvent. Mais le vote des jeunes, lui, peut changer le cours des choses.</p> <p>Hélas, en évitant de se déplacer pour voter, les moins de 24 ans renforcent les idées reçues qu'ils sont les premiers à combattre: leur individualisme, leur cynisme, leur indolence. Ils laissent les autres imposer les sujets à l'ordre du jour. Ils donnent aux partis prompts à les ignorer de bonnes raisons de le faire.</p> <p>Vrai, les jeunes peuvent avoir l'impression que le gouvernement Charest n'a pas entendu leur appel au cours de la dernière année. Vrai, aussi, que le débat sur les droits de scolarité n'a pas pris beaucoup de place lors des élections. Mais pour que cela change, pour que leurs préoccupations mobilisent autant que celles de leurs aînés qui votent en masse, les jeunes auraient tout intérêt à se faire nombreux aux urnes, cette fois.</p>
---	--	--

LE DEVOIR : Chronique : Dans l'oeil du citoyen - Mardi, rien ne sera réglé, par Michel Venne - Samedi 1 septembre 2012

<p>Il ne s'agit pas de dire que les élections ne servent à rien. Bien au contraire. Les partis ne sont pas tous équivalents. Le 4 septembre, nous choisirons des priorités à mettre en oeuvre, mais surtout un style de gouverner.</p> <p>Toutefois, rien ne sera complètement réglé mardi.</p> <p>Si le gouvernement est minoritaire, il va de soi que les volontés du parti au pouvoir peuvent être bloquées par ses adversaires. Pour le Parti québécois, cela veut dire mettre une croix sur le référendum, la charte de la laïcité ou l'annulation de la hausse des droits de scolarité. Si c'est la Coalition avenir Québec, oubliez l'abolition des commissions scolaires ou l'obligation pour les médecins de famille de se tuer à la tâche sous le fouet de Gaétan Barrette.</p> <p>Même s'il est majoritaire, le gouvernement aura pris le pouvoir avec le soutien d'à peine le tiers des suffrages exprimés. Deux électeurs sur trois auront voté contre lui. Pour engager des réformes durables, il devra convaincre encore la population et les groupes concernés du bien-fondé de ses choix. Un gouvernement ne peut jamais réformer seul. Il a besoin de l'appui de la société pour que les changements soient suivis de résultats.</p> <p>Dans un cas comme dans l'autre, le gouvernement va devoir discuter, consulter, réfléchir avec la population afin de faire émerger, au-delà de l'Assemblée nationale, des consensus suffisamment forts pour transcender la logique électorale.</p> <p>***</p> <p>Le premier défi à se présenter concernera évidemment l'issue du conflit étudiant. Si Pauline Marois formait un gouvernement majoritaire, elle pourrait certes annuler la hausse des droits de scolarité, mais elle a promis un Sommet sur l'enseignement supérieur dont l'issue sera déterminante pour la paix sociale, mais surtout pour l'avenir de nos universités.</p>	<p>Je note qu'au cours des derniers jours, François Legault et Jean Charest ont manifesté quelque ouverture à un certain dialogue sur cet enjeu s'ils sont élus. Le dialogue sera incontournable, sinon la rue reprendra ses droits.</p> <p>La tâche ne sera pas facile et je doute qu'un sommet de deux jours soit suffisant pour accomplir de réels progrès. Ce sommet pourrait lancer une démarche, comme en 1996, après le premier sommet convoqué par Lucien Bouchard, qui fut suivi de la création de groupes de travail dont les recommandations ont été discutées lors d'un deuxième rendez-vous, l'automne suivant. Cette démarche avait conduit au déficit zéro, mais aussi à la création des centres de la petite enfance et du chantier de l'économie sociale.</p> <p>Il faudra envisager un engagement du même ordre de la part du gouvernement et des parties prenantes. Pour bien faire, il faut inclure les citoyens, les consulter eux aussi. Le conflit étudiant a déchiré la société, il n'a pas seulement divisé l'élite politique et administrative. Il faut donc aller dans la société pour retrouver une paix qui s'appuie sur des valeurs partagées.</p> <p>***</p> <p>Le gouvernement devra appliquer la même logique à d'autres enjeux majeurs. Le Plan Nord (qui subsistera, même si c'est sous un autre nom) ne sera un succès que si on implique davantage les citoyens de l'ensemble du territoire québécois. Nous avons certainement besoin d'une nouvelle politique énergétique pour laquelle les arbitrages devront s'appuyer sur un large débat public. Les changements de structures en éducation proposés par la CAQ nécessiteraient aussi des négociations qui iront bien au-delà des processus administratifs.</p> <p>La démocratie a changé. L'élection est un dispositif commode pour désigner les gouvernants. Mais ceux-ci n'ont plus le choix, dans une société</p>
--	--



fragmentée, pluraliste et scolarisée, d'inclure dans la prise de décisions, entre les élections, des processus reconnus de participation citoyenne. Les élections du 4 septembre indiquent aussi que le bipartisme ne sied plus guère à la société québécoise, notamment dans le contexte où, bien que toujours importante, la question nationale n'est plus autant qu'elle fut le principal facteur structurant de la vie politique. Ce multipartisme de

fait va exiger également des changements dans le mode de scrutin. L'Assemblée nationale doit devenir plus représentative de la diversité qui est la nôtre. Voilà un autre sujet dont un gouvernement responsable voudra débattre avec les citoyens. N'oubliez pas d'aller voter.

Vos réactions (6)

Georges Paquet – Abonné, 2 septembre 2012 06 h 48

Très probable coalition...

Les Québécois ne sont pas habitués de voir se former une coalition de députés, autrefois adversaires, pour se partager le pouvoir. Cette fois, il se peut fort bien, et je dis que cela se produira probablement, que le Parti libéral et la Coalition obtiennent ensemble un plus grand nombre de députés que le PQ et Qs réunis. Donnons 37 sièges au libéraux et 30 à la CAQ. Donc 56 au PQ et 2 à Québec solidaire. Nous obtenons un gouvernement majoritaire composé des deux premiers partis. Si Jean Charest et François Legault ne sont pas élus dans leur circonscription on arrive à une très intéressante situation. Les libéraux réclameraient le poste de premier ministre. La situation pourrait se résoudre en créant un vrai poste de vice-premier ministre, comme en Grande-Bretagne, avec un droit de veto accordé au vice-premier ministre. La CAQ serait-elle prête à jouer ce rôle?

Je ne serais pas surpris que les Québécois se retrouvent le 5 septembre avec toute une panoplie de nouveautés politiques.

André Chevalier – Abonné, 2 septembre 2012 21 h 15

Je pense que la population ne le prendrait pas.

Là, ce serait vraiment le chaos.

La démocratie s'exprimerait dans la rue avec une vigueur à côté de laquelle les manifestations du printemps feraient figure de promenade du dimanche.

Georges Paquet – Abonné, 3 septembre 2012 18 h 04

Pour un démocrate, vous m'étonnez, M. Chevalier.

Pourquoi la population du Québec n'accepterait pas que le Lieutenant-gouverneur invite les deux partis non-souverainistes qui auraient obtenu plus de 60% des votes et une majorité de sièges, de tenter de former un gouvernement de coalition. Vous voyez quoi, autrement. Une nouvelle élection générale en octobre ou novembre prochain.

Jeanne M. Rodrigue – Abonnée, 2 septembre 2012 10 h 28

Appel aux Solidaires et aux Onistes
Appel aux Solidaires et aux Onistes Québec solidaire et Option Nationale, avec respectivement 7 et 2% des votes, pourraient selon Pierre Dubuc du Journal L'Aut'Journal faire toute une différence.

En se basant sur les calculs des prévisions du site «Too close to call» ce n'est pas 10 circonscriptions mais bien 25 qui pourraient basculer, avec le vote combiné des QS et ON, dans le camp, soit des Libéraux soit des Caquistes.

C'est Stephen Harper et tout le camp fédéraliste qui ont dû se réjouir en lisant les propos de la porte-parole de Québec solidaire, française David. Maintenant que pointé à l'horizon la possibilité d'un gouvernement péquiste, tout doit être mis en œuvre pour qu'il soit au moins minoritaire.

C'est un pensez-y bien, parce qu'un gouvernement caquiste ou libéral c'est long à endurer. Les électeurs doivent se responsabiliser et réfléchir aux conséquences de leur vote et voter pour le mieux-être de la collectivité, celle d'aujourd'hui, et non pas celle dans dix ou vingt ans.

Marc Bergeron – Inscrit, 2 septembre 2012 20 h 48

pensez-vous qu'avec un vieux parti qui à toujours été le mien le PQ soit exempt. Que fera Madame avec son mari? LA caisse de dépôt?»? J'ai pas oublié la façon anti démocratique qu'elle a pris le relève de Boisclair, LA FGS et la Gaspésia. »Le PQ est propriétaire de groupes de pressions comme jamais entre autre les forestières. Des anges cornus prêt à tout pour le pouvoir voilà le PQ et PLQ. J'espère que les québécois se souviendront comment il fut difficile avec Charest et Harper majoritaire.

Claude Smith – Abonné, 3 septembre 2012 09 h 40

M. Bergeron, je suis surpris que vous ne faites pas mention de la CAQ qui pourtant est redevable de Charles Sirois et compagnie. La CAQ préconise le grand ménage en santé et en éducation qui sont les principales missions du gouvernement.

Or, en prétextant faire le ménage et faire des économies, le néolibéralisme s'attaque toujours à l'État dans le but de l'affaiblir et de le soumettre au dictat de l'oligarchie comme c'est le cas entre autres aux États-Unis. Ce néolibéralisme nous affirme que le moins d'état et la liberté des marchés va nous conduire à la prospérité. Et pourtant, depuis que cette théorie est en marche, l'écart entre les riches et les pauvres + la classe moyenne n'a cessé de se creuser. Elle est aussi à la source de la crise économique que nous vivons depuis 2008.

Claude Smith

LA TRIBUNE : Opinion : Trois propositions pour l'éducation, par Jean Nicolas, Professeur émérite de l'UdeS, Prix d'excellence en enseignement au Canada - Publié le vendredi 31 août 2012 à 09h39

Le Québec peut s'enorgueillir d'avoir construit un système d'éducation qui a fait des progrès remarquables depuis environ un demi-siècle. Je veux d'emblée lever mon chapeau à tous ces visionnaires, ces bâtisseurs et ces professeurs de tous les niveaux qui, sur le terrain, ont permis de développer le potentiel intellectuel et humain de chaque citoyen. Quoiqu'on dise, la matière grise a été, est et sera toujours la matière la plus exceptionnelle qui soit.

Le Québec d'aujourd'hui doit son niveau et sa qualité de vie au progrès de son système d'éducation. Malheureusement, je constate que l'éducation fait plus l'objet de parolotes que d'actions menant à des progrès concrets. Qui plus est, après la question des frais de scolarité, le grand risque serait de considérer clos le dossier de l'éducation. C'est pourquoi je propose des pistes d'actions qui pourraient contribuer à redonner un second souffle à la qualité de notre système d'éducation.

Des constats préoccupants

- Dans les sondages pré-électorales, 5 à 8% des répondants seulement font de l'éducation la première priorité.

- Les budgets diminuent : au début des années 90, le budget de l'éducation était de 28 milliards \$; 20 ans plus tard, il n'est plus que de 25 milliards, le budget santé ayant augmenté pour sa part de 37 à 48 milliards.

- Seulement 5% des fonds philanthropiques vont à l'éducation (W. Dow, "Dons et bénévolat au Québec"). C'est malheureusement cohérent avec

le pourcentage de gens plaçant l'éducation au sommet des priorités.

- Le décrochage des étudiants du secondaire reste trop élevé malgré des initiatives réussies par ceux qui s'y consacrent avec, malheureusement, des moyens dérisoires eu égard à la gravité et à l'impact de la situation. Outre le potentiel humain gaspillé, chaque décrocheur coûtera environ 500000 \$ à la société (Pierre Fortin, économiste).

- Le décrochage au doctorat atteint 40 à 45% depuis 20 ans selon les indicateurs du [ministère de l'Éducation](#) (indicateurs, 2011, p. 87): autre gaspillage de talent au plus haut sommet de la pyramide éducationnelle.

- La gestion passe désormais avant la pédagogie avec l'illusion fautive et dangereuse que l'optimisation administrative entraîne de facto une amélioration de la qualité de la formation! Les mesures qui nous sont proposées dans cette campagne électorale tombent dans ce panneau. J'affirme haut et clair que ce sera nettement insuffisant.

Après avoir créé un très bon système d'éducation, le Québec a marqué une pause fort compréhensible en se contentant d'ajustements ici ou là, au cas par cas. Cependant les constats précédents et bien d'autres sont préoccupants; ils nous incitent à réagir avec vigueur.

Trois pistes d'actions

Les idées que je soumets n'ont pas la prétention d'être des solutions clés en main; ce sont des pistes pour tenter de lancer un débat de fond qui n'a pas lieu actuellement; j'invite d'ailleurs ceux

qui sont au cœur du système d'éducation et tous ceux qui ont à cœur la qualité de l'éducation à prendre part activement au débat.

1. Revaloriser l'éducation en organisant chaque année la fête de l'éducation

Pendant une semaine, ce serait la fête de l'éducation: "Chère éducation, c'est à ton tour..." Il y aurait une forte interaction entre les citoyens et les acteurs (professeurs, étudiants). Ce serait l'occasion de favoriser le plaisir d'apprendre et susciter des vocations. Il y aurait des témoignages de l'apport du savoir dans la vie de tous les jours et dans la vie professionnelle. Il y aurait des tables rondes avec notamment des enseignants, des étudiants, des parents et des employeurs échangeant sur différentes thématiques. Ce serait l'occasion de faire germer des projets collectifs. Ce serait aussi l'occasion de remettre des prix aux enseignants de tous les niveaux. Il faut absolument ramener l'éducation au sommet de nos valeurs sociétales. Vous me direz, "mais la santé, l'environnement, la lutte à la pauvreté, la culture, l'économie"? Tendez l'oreille; à chacun de ces défis, l'écho répond invariablement "qualité de l'éducation".

2. Mobiliser en nous dotant d'un plan de match

Poser d'abord un diagnostic objectif et cerner des priorités assorties de moyens pour les mettre en œuvre. Des états généraux seraient-ils le bon format, je n'en suis pas sûr. Il faudra surtout penser système: tous les niveaux - des CPE au doctorat en passant par la formation continue et l'alphabetisation - et leurs principaux paramètres: accessibilité, qualité, réussite et ressources. La qualité résultante est celle d'un



système: tous les niveaux sont importants, tous les niveaux contribuent; un système est aussi bon que son maillon le plus faible.

Il faudra aussi s'assurer de mettre en place une rétroaction constructive et régulière. Je préfère l'approche "rétro-action": prendre du recul et agir pour progresser à l'approche évaluation qui est délicate et souvent stérile.

3. Créer une fondation d'envergure (un milliard) pour innover en continu

Cette fondation aurait pour mission d'appuyer des projets visant à améliorer la qualité de la formation et la réussite des étudiants à tous les niveaux. L'originalité de cette fondation résiderait dans une démarche forçant des projets collectifs menés en coopération et débouchant sur un

impact local, régional ou provincial. Il s'agirait en quelque sorte d'innovation ouverte appliquée à l'éducation. Cette fondation aurait le calibre et les moyens de faire participer le Québec à de grands projets internationaux. Le fonds de dotation d'un milliard serait financé par le secteur public et le secteur privé dont la compétitivité repose essentiellement sur les connaissances et les compétences de ses employés formés dans notre système d'éducation. La pertinence de créer une fondation d'envergure s'appuie, selon moi, sur les constats suivants:

Sur le terrain, le travail régulier de formation gruge tous les efforts et les ressources. Notre système doit avoir de l'oxygène pour progresser et ne pas seulement tenter, tant bien que mal,

de faire face aux difficultés quotidiennes qui vont en s'accroissant. Sinon, nous en resterons au niveau des discours ou des mesures administratives au cas par cas.

Il est impératif de doter le Québec d'un nouveau et puissant levier pour relever en continu les défis de la qualité et de la réussite en formation. Les enseignants et d'autres intervenants ont d'excellentes idées d'amélioration, mais très peu de moyens pour les mettre en oeuvre. Il y a là un potentiel inexploité qu'une approche collaborative permettrait de découpler.

Le Québec de demain aura une richesse humaine, culturelle, intellectuelle et matérielle à partager, s'il fait concrètement de l'éducation LA priorité absolue.

LE DEVOIR: Libre opinion - Nous demandons la démission du recteur, par Blandine Parchemal, Coordinatrice aux cycles supérieurs de l'ADEPUM (Association de philosophie de l'Université de Montréal) – Jeudi 30 août 2012 17h23

Ces derniers jours ont été désastreux à l'Université de Montréal. Les mots ne suffisent pas pour les décrire. Nous pouvons et nous devons néanmoins condamner ces gestes de violence et d'intimidation. Parce qu'il s'agit de gestes de violence et d'intimidation. Certes, nous avons pu déjà en avoir un « avant-goût » lors de l'injonction le 12 avril dernier. En support aux agents de sécurité, l'administration avait en effet fait appel à une agence de sécurité privée, l'agence BEST. Lors de l'intervention des agents, des propos racistes et sexistes, des menaces d'intimidation envers les étudiants et les professeurs avaient été relevés. Seule une solidarité entre étudiants, professeurs, chargés et employés de soutien avait permis de mettre fin à cette injonction.

Encore plus loin

Cette semaine, l'administration est encore allée plus loin. Beaucoup trop loin.

Agents de sécurité, policiers, anti-émeutes se sont croisés et sont intervenus dans les couloirs de l'université comme s'il s'agissait d'un lieu de passage habituel, comme si l'université n'avait jamais été ce sanctuaire qu'elle a jadis pu être, comme si l'université n'était plus ce lieu de protection mais bien de répression.

Or, rappelons que seule la direction a le pouvoir de donner l'autorisation à ces corps policiers de pénétrer dans l'université, seule la direction peut choisir ou non de les faire entrer. Bref, seule la direction a le pouvoir de bafouer les principes fondateurs de l'université.

Que reste-t-il, par exemple, du principe de collégialité quand on place les professeurs dans une situation impossible? Quand on ne leur donne pas la possibilité de respecter des votes de grève pris par leurs étudiants et qu'on les oblige, sous

peine d'amendes salées, à donner leurs cours et ce, dans une ambiance des plus pesantes et traumatisantes?

Valeur de l'université

Par ailleurs, une université est-elle encore une université quand en ses lieux se déroulent arrestations, gardes à vue, souricières et charges de l'anti émeute? Quand des étudiants sont considérés comme de dangereux criminels alors qu'ils tentent simplement de faire respecter des décisions prises démocratiquement et collectivement? Tout comme les professeurs, les chargés de cours et les employés de soutien, les étudiants sont l'âme de l'université. Or que devient une université qui a perdu son âme? Un simple centre commercial? Une entreprise privée où seule la productivité compte?

Nous pensons qu'elle vaut plus que cela. L'université devrait être ce lieu de confiance et d'échanges, ce lieu de réflexion collective et de partage du savoir, ce lieu de respect. Nous en sommes pourtant bien loin quand des étudiants sont menottés dans un couloir ou que se produit une charge de l'anti-émeute dans les escaliers de l'Université.

Alors que les salles de classe devraient être le lieu où l'on apprend à développer notre esprit critique et à être libre, elle sont aujourd'hui des lieux de séquestrations et de gardes à vue. Alors que l'université devrait être le lieu de l'apprentissage de l'humanité, elle est aujourd'hui ce lieu où l'humain n'a plus sa part.

Nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Nous ne pouvons pas nous taire. Nous ne pouvons pas laisser cette université tomber en ruines.

C'est pourquoi, au vu de votre gestion déplorable de la grève, nous demandons, monsieur le rec-

teur, votre démission, et ce, sans prime de départ.

Blandine Parchemal

Coordinatrice aux cycles supérieurs de l'ADEPUM (Association de philosophie de l'Université de Montréal)

Ont signé cette lettre: Association étudiante de littératures de langue française de l'Université de Montréal, Association étudiante des cycles supérieurs d'anthropologie de l'Université de Montréal, Association des étudiants diplômés d'histoire de l'Université de Montréal, Association étudiante de littérature comparée de l'Université de Montréal, Association étudiante des cycles supérieurs de sociologie de l'Université de Montréal, Association étudiante de philosophie de l'Université de Montréal, Association étudiante d'anthropologie de l'Université de Montréal, Association des étudiants d'informatique et recherche opérationnelle de l'Université de Montréal, Regroupement des étudiants et étudiantes en sociologie de l'Université de Montréal, Association des étudiants en études cinématographiques de l'Université de Montréal, Association étudiante de géographie de l'Université de Montréal, Association étudiante des cycles supérieurs de science politique de l'Université de Montréal, Association des étudiants et étudiantes à l'École de bibliothéconomie et science de l'information, Association des étudiants en histoire de l'art, Association des étudiants en service social de l'Université de Montréal, Association des étudiants en biologie de l'Université de Montréal, Association des étudiantes et étudiants des cycles supérieurs en géographie de l'Université de Montréal.

Vos réactions(14)

LE DEVOIR: Idées - Conflit étudiant - Les non-dits d'une campagne électorale, par Yolande Cohen - Historienne à l'UQAM - Jeudi 30 août 2012

Le divorce entre, d'une part, les attentes de changement de la population, exprimées avec radicalisme et brio par les jeunes générations en ce printemps érable qui se prolonge en automne chaud, et, d'autre part, les discours des politiciens en campagne électorale n'a jamais été aussi patent.

De toutes parts fument les frustrations à leur endroit. La crise déclenchée par les jeunes cégépiens et étudiants sur la question de l'augmentation des droits de scolarité semble être l'angle mort de la campagne, forçant les protagonistes à camper sur leurs anciennes positions. Ces élections n'ont-elles pas été déclenchées pour trouver une solution démocratique à la crise ?

Énonçons quelques vérités qui pourraient aider à faire un diagnostic objectif de la situation présente au Québec : l'éducation postsecondaire y est relativement accessible à tous, même si de grandes disparités existent selon les origines culturelles, sociales ou ethno-religieuses des étudiants et étudiantes. L'idéal de gratuité scolaire à ces niveaux ne figurait pas dans le rapport Parent, et si aujourd'hui il est avancé par quelques politiciens (QS et ON), il paraît bien utopique. Le compromis qui a été trouvé depuis

une trentaine d'années du gel des droits de scolarité ne fait plus consensus et la hausse progressive a été plus ou moins acceptée.

La crise couve encore

Est-ce l'augmentation trop élevée de ces droits (80 % en 5 ans) et la manière trop précipitée et sans concertation du gouvernement qui nous ont précipités dans une telle crise ? Peut-être, mais force est de constater qu'aucun des compromis présentés par le gouvernement, et il y en a eu, n'a réussi à résorber la crise, qui sera à nouveau sur la table de négociation quel que soit le gouvernement issu des élections du 4 septembre prochain.

Je ne crois pas qu'un gouvernement du Parti québécois puisse indéfiniment geler les droits de scolarité sans un risque important pour nos finances publiques ! Mais il y a plus : en ignorant ces questions, on cherche aussi à minimiser l'autre facteur à l'origine de cette crise, à savoir un climat social largement détérioré.

Car la contestation des droits de scolarité en recouvre une autre, plus vaste et plus intemporelle. Mise de l'avant par le mouvement étudiant radical (par la CLASSE, en particulier), la critique du tournant néolibéral incarné par le gouvernement Charest (accusé de privatisation partielle des



services de santé et d'éducation, entaché par des allégations de corruption des services municipaux, etc.) et par le programme de la CAQ rejoint un mouvement transnational de contestation de la mondialisation (Occupy Wall Street, Montréal, etc.). Une bonne partie de la population québécoise, inquiète de son avenir et de celui de ses enfants, est sensible à ces critiques, mais reste perplexe face aux solutions proposées par les partis. L'ancien clivage entre le oui et le non, entre les souverainistes et les fédéralistes ne semble plus fonctionner ! Le combat gauche-droite redéfinit le paysage politique et réoriente le positionnement des vieux partis.

Majorité silencieuse sollicitée

De là ce désamour envers un Parti libéral du Québec poussé vers la droite par la crise, ce qui pourrait se traduire par une désaffection des électeurs

Vos réactions (7)

Roland Guerre – Inscrit, 30 août 2012 00 h 16
Etats - Généraux

Le printemps érable a souligné les problèmes dont le manifeste de La Classe dresse un éloquent tableau. Les multiples dimensions de la crise ne sont pas traitées par les principales formations politiques, qui préfèrent fermer les yeux, se boucher les oreilles, s'attacher aux solutions conservatrices usées. Les dégâts causés par l'ultra-libéralisme du gouvernement sortant rendent plus délicate encore la sortie de crise. Les citoyens doivent préparer leurs cahiers de doléances, préparer la réunion de nouveaux Etats - généraux, chargés de définir la nouvelle Charte.

Votre comparaison avec l'après Mai a une limite : la personnalité du général de Gaulle dominait la Vème. Je ne suis pas certain que le personnel politique actuel dispose d'une personnalité hors norme. La droite française avait choisi, dès juin, sa carte de rechange Pompidou. Les duettistes du PLQ et de la CAQ n'offrent pas le même jeu.

J'espère que le scrutin du 4 septembre sanctionnera les responsables politiques qui ont introduit une fracture supplémentaire par leur mépris, leur condamnation de la jeunesse. Rester sourds aux aspirations, à l'appel de la jeunesse, injurie l'avenir et le pays.

François Ricard – Abonné, 30 août 2012 05 h 29
rejet profond

Mme Cohen, je ne puis souscrire à vos clivages souverainistes/fédéralistes et gauches/droits.

Ce que je vois dans le printemps érable un bien plutôt un cri profond de l'âme d'un peuple qui veut finalement avoir son mot à dire dans les décisions qui concernent son présent et son avenir.

Un peuple qui en a marre de se faire avoir par des oligarques qui contrôlent la désinformation dont on l'abreuve pratiquement vingt-quatre heures par jours. Une population qui prend conscience qu'elle n'est pas seulement composée d'individus mais aussi de sociétés qui doivent nécessairement inter-agir pour mieux vivre. C'est bien plutôt un rejet, en bonne partie inconscient, du néolibéralisme qu'on nous prêche depuis une cinquantaine d'années.

Jean Duchesneau – Abonné, 30 août 2012 08 h 35

traditionnels du PLQ aux prochaines élections. De son côté, le Parti québécois est poussé à reprendre bien malgré lui un discours plus progressiste que souverainiste, d'où les nombreuses vagues hésitations de Pauline Marois ces derniers jours. L'arrivée de nouveaux partis contribue encore davantage à changer la donne, qui, pour la première fois depuis très longtemps, est vraiment variée.

Le pari de Jean Charest est ardu, lui, qui comme De Gaulle après Mai 68, a convoqué des élections pour faire entendre la voix de la majorité silencieuse ! Si De Gaulle a fait gagner son parti aux législatives de juin 1968, il a toutefois perdu son référendum en avril 1969. Le grand homme avait sous-estimé l'ampleur de la crise politique déclenchée par les mouvements étudiants !

Quels non-dits?

Tous les commentateurs politiques ne parlent que de cela. Rien n'est plus clair que l'axe gauche-droite s'entrechoque avec l'axe souverainiste-fédéraliste. Un autre vecteur important durant cette campagne brouille les boussoles électorales suivant une vision comptable à une vision économique. L'une voit l'éducation comme une dépense et l'autre comme un capital. Même vision quand il s'agit de la ressource naturelle qu'on veut, soit exploiter ici et maintenant suivant les conditions actuelles du marché et ce, pour quelques emplois alors que d'autres voient cette même ressource comme un potentiel danger du capital écologique.

Jean Lapointe – Abonné

30 août 2012 09 h 09

Une prévision ou un souhait

Vous dites que : «L'ancien clivage entre le oui et le non, entre les souverainistes et les fédéralistes ne semble plus fonctionner ! Le combat gauche-droite redéfinit le paysage politique et réoriente le positionnement des vieux partis.» J'ai l'impression que vous prenez vos désirs pour la réalité madame Cohen.

Vous aimeriez bien que le combat gauche-droite prenne le dessus sur le clivage (l'ancien dites-vous) oui-non.

Mais je doute fort que votre souhait se réalise parce que ce n'est pas nécessairement l'un ou l'autre qui va dominer parce que je suis d'avis que les deux sont intimement liés.

Kavin Hébert – Inscrit, 30 août 2012 09 h 43

Source non-vérfiée

Une historienne qui ne vérifie pas ses sources? Ne sera pas la première fois.

"L'idéal de gratuité scolaire à ces niveaux ne figurait pas dans le rapport Parent".

Je peux vous dire que c'est faux : La gratuité était bel et bien à l'ordre du jour dans le rapport Parent. Ayant été d'abord appliqué aux cégeps, on stipule bien qu'il est question de rendre graduellement accessible la gratuité des établissements universitaires. Bien entendu, les gouvernements qui suivirent ont plutôt décidé de "geler" les frais plutôt que de rendre "gratuit" l'accès aux universités. Mais de là à dire que l'idéal de gratuité ne figurait pas dans le rapport Parent consiste en un manque de rigueur que l'on pardonne pas à des étudiants de bacc.

Paul Gagnon – Inscrit, 30 août 2012 21 h 50

Et quelles sont vos sources, à vous ?

Raymond Saint-Arnaud – Abonné, 30 août 2012 12 h 49

La vraie solution

Les pays scandinaves, où l'éducation est gratuite à tous les niveaux, ont compris que la meilleure source de richesse est l'éducation de sa population.

Il y a eu ici trop d'amateurisme, de laisser-aller, de vision à court terme dans ce secteur si important pour l'avenir de notre peuple : celui du développement optimal de notre jeunesse au niveau post-secondaire.

De multiples raisons militent en faveur de la mise sur pied d'États généraux sur la fréquentation et le financement de l'enseignement supérieur. Les solutions de broche à l'égard de la ministre de l'éducation en sont l'éloquente démonstration.

La vraie solution à court, moyen et surtout long terme est la gratuité scolaire pour tous les Québécois, ce qui serait un gage de notre développement futur.

Cependant, des balises doivent être mises en place.

1.- Les critères d'admission dans les programmes doivent être justes mais non laxistes.

2.- Le nombre d'années pour terminer un programme doit être raisonnablement limité.

3.- En entreprenant ses études, l'étudiant s'engage à rembourser à l'État le vrai coût de ses études s'il quitte le Québec avant d'y avoir travaillé un certain nombre d'années, au prorata du nombre d'années.

4.- Les frais de scolarité devraient être la totalité des coûts réels de cette scolarité pour les non-résidents qui viennent ici profiter de notre système pour s'en aller ailleurs ensuite.

L'éducation gratuite pour tous les Québécois facilitera l'accès de tous les jeunes à l'éducation et sera la meilleure façon d'augmenter à moyen et long terme notre productivité et le PIB par habitant, ce qui profitera à toute la population, riches et pauvres confondus. Plus de gens auront de meilleurs emplois et de meilleurs salaires, les riches paieront plus d'impôt, et la richesse créée permettra d'améliorer le filet social pour les personnes à faibles revenus.

LE DEVOIR : Libre opinion - Pourquoi nous bloquons encore des cours, par Jean-Pascal Bilodeau - Étudiant, Montréal - Jeudi 30 août 2012

Nous bloquons des cours. Nous sommes ceux que la presse attaque depuis le début de la rentrée. Nous sommes ceux qui tiennent encore sous les coups de matraques. On nous dit de nous taire, de voter, de nous taire encore. C'est, de toute façon, ce qu'on nous a toujours dit. Jamais on ne nous demande pourquoi nous sommes encore là, alors qu'on nous arrête un par un, une par une. Jamais je n'ai vu si profonde incompréhension de la part des médias. Il aura fallu expliquer de nombreuses choses au cours de cette grève, mais cette fois, cela dépasse les limites de l'imaginable.

Et pourtant, cela est simple. Nous bloquons des cours parce des associations ont voté la poursuite de la grève. Jamais nous n'avons bloqué ne serait-ce qu'un seul cours où les étudiants avaient voté leur retour en classe. Les rentrées de tous les cégeps se sont déroulées dans le calme, et l'étonnement face à cet état de fait provoque chez nous la nausée, car ce calme n'est que la suite logique de tout le reste. Nous n'avons pas besoin de demander si la poursuite de la grève est efficace. Cela, nous nous le demandons dans nos assemblées générales. Ce que nous affirmons, c'est la démocratie : que c'est par elle et elle seule que nous décidons

de rentrer en classe. Que c'est par elle et elle seule que doivent passer ceux qui veulent poursuivre leurs cours. Que s'ils jugent que le taux de participation aux votes est trop faible, qu'ils n'ont qu'à aller débattre des choses qui les concernent et qu'ils peuvent à tout moment déposer une pétition pour déclencher un vote. Nous ne sommes pas des « casseurs ». Vos mots et vos catégories ne nous enferment pas. Nous sommes des êtres humains, et si nous sommes masqués parfois, c'est qu'on nous filme en permanence, comme dans un 1984 d'Orwell. Nous n'avons pas choisi d'aller en prison ni de recevoir des coups. Du moins nous ne l'avons



jamais souhaité. Mais nous avons été clairs. Jamais l'intimidation des administrations, même les plus autoritaires, ne nous forcera à rentrer en classe. Ce ne sera ni la police, ni la sécurité, ni quelques bureaucrates ou politiciens méprisants qui le feront. Et vous pourrez nous mettre un fusil sur la tempe, nous refuserons chaque fois de renier les votes démocratiques de nos associations. Nous sommes là pour que vous cessiez de détourner les yeux quand dans les couloirs des établissements présomés libres, on oblige des enseignants à recrachter la matière sous peine

d'amendes démesurées, quand des étudiants sont arrêtés parce qu'on les violente et qu'ils refusent de se mettre à genoux. Nous sommes là pour que les médias fassent enfin leur travail et cessent de médire et de mentir sur notre compte. Nous sommes là pour vous rappeler que rien n'est réglé et que ce n'est pas un vote aux quatre ans que les partis renieront de toute façon qui réglera nos problèmes. [...] Nous nous sommes battus depuis des mois pour exister. Pour qu'on cesse de nous nier, pour que les administrations et le gouvernement cessent

de nous mépriser, pour que les policiers cessent de nous réprimer. Pour que notre monde cesse de nous vendre comme de vulgaires marchandises. Nous sommes encore là. Et tant et aussi longtemps qu'il restera une association qui aura choisi collectivement la grève, nous bloquerons ces cours. Pas ceux des autres, non. Car nous sommes ceux qui respectent une démocratie étudiante qui ne soit pas vide de sens.

Vos réactions (64)

LE DROIT : Opinion : L'UQO et la hausse des droits de scolarité, par Louise Briand, professeure en sciences comptables à l'UQO depuis 1989 et présidente du Syndicat des professeures et professeurs de l'UQO (SPUQO) - Publié le mercredi 29 août 2012 à 07h46

Il y a un peu plus de six mois, un mouvement de contestation a été enclenché par les étudiants du Québec. Le mouvement visait à dénoncer une hausse des droits de scolarité, annoncée par le gouvernement de Jean Charest, confirmée dans le budget Bachand. Une fois descendus dans la rue, les étudiants ont étendu le mouvement de contestation à d'autres mesures adoptées par le gouvernement Charest. Signalons d'entrée de jeu que l'imposition d'une hausse des droits de scolarité entraînera pour l'UQO une diminution significative de ces effectifs et de son financement. On peut dès lors anticiper que la contribution de l'UQO au développement de la région sera réduite.

Gel et dégel

Depuis 1968 et jusque dans les années 1990, les gouvernements à Québec ont adopté une politique du gel des droits de scolarité. Des choix salutaires pour les universités qui ont connu pendant plus de 20 ans une importante croissance de leurs effectifs étudiants: dans les universités francophones, le nombre d'étudiants a augmenté de près de 650%. L'UQO n'était pas en reste: elle a vu ses effectifs étudiants s'élever rapidement pour atteindre un sommet de 5798 étudiants en 1990.

Entre 1989 et 1994, le gouvernement libéral de Robert Bourassa a progressivement procédé au dégel des droits de scolarité. L'augmentation fut substantielle (en quatre ans, la moyenne des droits payés par les étudiants est passée de 581\$ à 1668\$) et les conséquences presque immédiates. À l'échelle du Québec, les effectifs étudiants ont chuté de 6,4% pendant cette période. À l'UQO, la baisse observée a été de 25% et ce n'est que 18 ans plus tard, en 2010 (6079 étudiants, dont 1035 au campus de Saint-Jérôme) que l'UQO a récupéré ses effectifs de 1992.



Étienne Ranger, Archives LeDroit

Même circonscrite à sa dimension comptable, la hausse dénoncée par les étudiants est néfaste pour l'UQO, estime la professeure Briand.

La lenteur de la reprise est particulièrement surprenante lorsque l'on tient compte de l'accélération de la croissance démographique de la région, deux fois plus élevée que l'ensemble du Québec entre 1971 et 2011. La lenteur est aussi désolante lorsqu'on considère que la récupération s'est réalisée en bonne partie parce qu'un nouveau campus a été ouvert à Saint-Jérôme. Enfin, la lenteur est navrante lorsque sont pris en compte les efforts pour développer de nouveaux programmes et pour livrer les programmes existants avec des ressources limitées.

Le spectre d'une hausse de 87% des droits de scolarité constitue donc un enjeu de taille pour l'UQO.

La hausse de 2012

Si la hausse des droits de scolarité de 2012 est appliquée, l'UQO vivra-t-elle, à nouveau, un recul? Malheureusement, il y a fort à parier que ce sera le cas. Mais le pronostic ne repose pas seulement sur une vision pessimiste ni sur une simple projection du passé sur l'avenir. Le pronostic est celui du réseau de l'Université du Québec qui, dans un rapport en décembre 2011, fait état des enjeux particuliers que comporte la hausse des droits de scolarité pour les établissements du réseau de l'UQ et, plus particulièrement, celles en région.

Le rapport laisse présager que les universités en région connaîtront des baisses plus substantielles de leurs effectifs étudiants parce qu'elles accueillent, toutes proportions gardées, davantage d'étudiants à temps partiel, de première génération (les premières personnes d'une famille à fréquenter l'université) ou issus de familles à revenu moyen. Ces trois groupes sont considérés plus vulnérables face à une hausse et ils sont, proportionnellement, plus importants à l'UQO que dans les autres universités du Québec.

Le risque

Une hausse des droits de scolarité comporte donc pour l'UQO un risque de voir ses effectifs étudiants chuter... et l'équation infernale se réaliser: accueillir moins d'étudiants équivaut à percevoir moins de droits de scolarité - même majorés -, et moins de subventions. On peut dès lors anticiper un effort de rationalisation de l'offre de cours et de programmes - avant même que la programmation n'ait atteint son plein développement -, qui à son tour entraînera un exode des jeunes désireux de poursuivre des études supérieures et plus généralement, un appauvrissement de la région.

À ceux qui arguent que les effets de la hausse des droits sera contrée par les nouvelles mesures relatives aux prêts et bourses, nous rappelons que les ressources requises pour financer ces mesures seront puisées à même les budgets consentis des universités.

En finalité, la hausse des droits de scolarité de 2012 constitue une bien mauvaise nouvelle pour l'UQO.

Même circonscrite à sa dimension comptable, la hausse des droits de scolarité à l'UQO constitue un enjeu réel pour la région.

LE DEVOIR : Éditorial : Rentrée universitaire - Avec ou sans matraque, par Marie-Andrée Chouinard - Mardi 28 août 2012

La rentrée tout en douce dans les collèges du Québec avait permis de croire à un quasi-retour à la normale, qui ne pourrait alimenter le refrain « violence et intimidation » prisé par certains. Eh bien ! Le printemps s'est transporté hier jusqu'aux portes de l'UQAM et de l'Université de Montréal, fournissant la preuve que le conflit couve encore, malgré les verrous d'une loi spéciale. Autopsie d'une journée mouvementée.

étudiants ? permettez-nous d'en douter... Effiecence, impressionnant : des jeunes masqués, lunettes au visage, investissant les classes pour encercler les étudiants venus assister à leur cours. Chahut sur les bureaux, engueulades, cris, lumières ouvertes puis refermées ; de quoi faire déguerpir rapidement les anti-grève.

étudiants masqués faisant corps pour bloquer l'accès à un cours et, face à eux, une ligne bien rangée de casques anti-émeute. Le tout, dans une institution d'enseignement supérieur où des cours se donnaient dans une relative quiétude. Contexte d'apprentissage ? Très peu gagnant, merci.

Côté Université de Montréal, même scénario, à ceci de différent que la direction a décidé d'y ajouter le piquant d'une opération policière. On se serait cru au plus coulant de notre printemps

érable, les gaz lacrymogènes en moins... Des

Sur fond de loi 12, il faut concéder que la marche à suivre n'est pas claire pour les institutions, aux prises avec de cruciales décisions à prendre en mode express. Un peu de compréhension avant de tirer à boulets rouges sur les autorités. La



confusion explique peut-être en partie que l'UQAM et l'UdeM aient réagi hier de manière diamétralement opposée face à des scénarios somme toute assez semblables, tout en invoquant toutes deux « la sécurité des personnes ». La loi spéciale oblige les établissements à tout mettre en oeuvre afin de fournir la prestation de cours, grève ou pas, on le sait. Mais dans la « réalité », comment appliquer une phrase alambiquée comme « tout établissement, ses dirigeants et ses représentants doivent prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés les services d'enseignement à l'ensemble des étudiants qui y ont droit » ? Quels sont les moyens appropriés au juste ?

Hier, l'UQAM a jugé que ces moyens ne comprenaient pas le SPVM. « Ça pourrait envenimer les choses, c'est risqué », expliquait Jenny Desrochers, aux relations de presse. À l'Université de Montréal, la décision fut « difficile à prendre », note Mathieu Filion, porte-parole, mais les policiers ont été appelés en renfort. Leur travail a mené à 20 arrestations, dont 19 jeunes faisant désormais l'objet d'une enquête en vertu de la loi

12. À l'université de la montagne, seuls 4 cours ont été levés sur 200 (contre plusieurs dizaines à l'UQAM), et 2000 étudiants sont toujours en grève sur 45 000 (contre 10 000 à l'UQAM). Ces scénarios opposés nous enseignent le casse-tête confus et complexe que constitue l'application d'une loi-matraque aux balises floues balancée aux pattes des collègues et universités tel un cadeau empoisonné.

Vos réactions (24)

THEGAZETTE : Editorial: A noisy reminder that the Liberals were right – Saturday, August 28, 2012

Reporters covering the disruption of classes at the Université du Québec à Montréal this week noted that some of the masked louts causing the disturbance seemed lost in the school surroundings. It raised suspicions that they might not even be students at the university. If not, who were they? Liberal Party minions in disguise? Highly unlikely, of course. More probably they were some of the wannabe anarchist types who have infiltrated the student protest movement as cover for inflicting property damage and baiting police during demonstrations. But even if that's what they were, the greatest service they performed with their disruptive tactics was on behalf of the Liberal election campaign. What their rampage did was reinforce the point that the Liberal government did the right thing in imposing a relatively modest tuition increase — one that will still leave Quebec students paying the lowest fees in the country — and in standing fast against the mob tactics that were intended to intimidate it into backing down. Certainly nothing has helped to revive Liberal fortunes more over the course of this year, and to put the party at least into serious contention for this election, than the student revolt that broke out last spring. Before that there was scant doubt that the three-term Charest administration was hopelessly clapped out. But its polling support began ticking up commensurately with the intensity and violence of the nightly marches against the tuition-fee hikes and the Parti Québécois's support for the student campaign. There were other factors in play, to be sure. But it bears noting that Liberal ratings have dipped once again as the protests petered out during the weeks of high summer and Pauline Marois and her cohorts prominently detached themselves from the red-square symbols of the student protest that they had previously sported. Opponents have accused the Liberals of cynically seeking to profit from the traffic-snarling, window-smashing hooliganism of the anti-tuition hike protests. But if the Liberals did indeed gain from the movement last spring, the protesters had only themselves to blame for their presumption in seeking to dictate to a democratically elected government through mob tactics. The same will be true if the fresh outbreaks of thuggery this week help revive a lately sagging Liberal campaign. And even if the Liberals are secretly welcoming the latest student outbursts, they are not alone in cynically exploiting the movement for electoral gain. Both other parties with a chance of forming the next government were doing the same this week. Marois seems keenly aware that many of the protesting students are tempted by fringe parties Québec solidaire and Option nationale, which have pledged to abolish university tuition altogether. With the latest polls showing the PQ headed at best for a minority government, Marois warned the students that she will probably not be able to keep her promise to cancel the Liberal-decreed fee increase unless she winds up heading a majority administration. It smacks of electoral blackmail. The same day, Coalition Avenir Québec's François Legault said that if elected he would negotiate a peaceful resolution to the conflict with student representatives. There was no mention this time of his previous proposal to limit the hike to \$200 a year, a proposal that student leaders merely sneered at. And his offer came after the students have made it abundantly clear that they are not interested in negotiating an increase of any sort and will settle for nothing less than the cancellation of the proposed hike and perhaps even the eventual abolition of fees. Legault's new position hardly sounds like a recipe for success. Although they were right in the first place to increase tuition, the Liberals have shied away from vigorously defending their position this campaign. The other parties, meanwhile, have sought to profit from the student unrest by offering solutions that would perpetuate the chronic underfunding of Quebec universities. What no party seems prepared to say forcefully is the hard truth that cash-starved universities, as Quebec's are increasingly becoming, will inevitably provide second-rate education. It is something the protesting students seem ignorant of, to the long-term peril of themselves and the well-being of this province.

LA VOIX DE L'EST: Courrier des lecteurs: L'éducation : un droit pour tous, par André Beaugard, Shefford - Publié le vendredi 24 août 2012 à 05h00

Mercredi, le 22 août 2012, le Québec est témoin de la manifestation mensuelle qui rappelle avec raison que le conflit étudiant, «la pointe d'un iceberg d'une crise sociale profonde», ne s'est guère résolu par les superficielles actions gouvernementales. Le mouvement étudiant québécois, comme le mouvement des indignés, est né suite à une provocation sans précédent du gouvernement. Bien sûr, cette réaction en fut une d'opposition, mais bien vite pour ceux et celles qui ont pris la peine d'écouter, le mouvement est devenu le promoteur d'une nouvelle manière de comprendre l'économie, la société et l'environnement

Ceux qui ont marché dans la rue ont clairement exigé que l'éducation ne soit pas ravalée au rang de simple marchandise. Il importe de rappeler que le système universitaire a vu le jour en Europe pour favoriser la diffusion et le développement de toutes les facettes du savoir, non seulement le savoir financier et industriel, mais aussi et surtout les sciences de la pensée humaine et de la pensée critique face à la domination des différents pouvoirs politiques, religieux et financiers. Malheureusement aujourd'hui, les investissements privés ont contaminé le domaine de la recherche et ont donné la prédominance à des objectifs strictement utilitaires et mercantiles. Par exemple, la part du financement public dans le domaine de la recherche fondamentale s'est rétrécie comme peau de chagrin. Ce choix a contraint les universités à ériger en absolu la «culture du résultat à court terme», véritable fléau des sociétés occidentales qui inverse les finalités et les moyens. Ces renversements d'objectifs conduisent les universités à s'écarter de leur mission fondamentale, c'est-à-dire être un lieu privilégié de construction de la société, de la citoyenneté, de la culture et de la pensée.

La logique qui prévaut dans les universités est réductrice, car bien des champs de l'activité humaine ne peuvent pas s'évaluer en fonction du PIB. Pensons à la philosophie, à la littérature, au théâtre, à la musique, etc. Doit-on renoncer à développer ces secteurs parce qu'apparemment, ils «ne rapportent pas»? Notre humanité se réduirait-elle à un comportement de robot intelligent capable de faire beaucoup de choses, mais limité dans ses explorations de la pensée humaine et dans ses manières de s'exprimer? C'est pourquoi il importe de maintenir l'accès aux études supérieures pour l'ensemble de la population. Plusieurs affirment que la hausse des droits de scolarité n'aura qu'une incidence négligeable sur le nombre d'inscriptions. L'histoire récente démontre qu'une augmentation substantielle se répercute durement sur les étudiantes et les étudiants. Comme le souligne Pierre Doray, sociologue: «Toutefois, au début des années 1990, le gouvernement Bourassa décida de procéder au dégel des droits de scolarité [...] ; ils passèrent en l'espace de quatre ans en moyenne de 581 \$ à 1630 \$. La conséquence fut immédiate: les inscriptions chutèrent progressivement jusqu'en 1997. Cette décroissance se fit essentiellement sentir dans les universités francophones, qui connurent une baisse de plus de 26 000 inscriptions en cinq ans. Si les universités anglophones ne furent pas autant touchées par cette décision politique, c'est probablement en raison du plus fort recrutement en dehors du Québec. À noter que, toujours pour les universités francophones, il a fallu attendre l'année 2003, soit dix ans après la fin du dégel, pour atteindre à nouveau le niveau des inscriptions de 1992». (Le Devoir, mars 2012)

Il est certainement possible que l'accès à l'éducation, à la différence du modèle anglo-saxon, soit gratuit pour les étudiantes et étudiants. Des sociétés y sont parvenues sans ébranler financièrement leur population. Pourquoi pas nous? L'éducation représente une richesse collective sans prix qui dépasse largement la logique comptable. Elle représente une dimension essentielle à la vie démocratique et apporte une contribution inestimable à la construction du patrimoine commun et diversifié de notre humanité. Si le mouvement étudiant a simplement réussi à nous faire comprendre ce changement de vision, notre peuple aura fait un grand pas en avant.



LA PRESSE: Votre opinion: Conflit étudiant: non, ce n'est pas un échec pour les rouges, par Sarah-Jeanne Dubé Mercure, étudiante en droit à l'UQAM - Publié le mardi 21 août 2012 à 17h35

Le retour en classe est annoncé comme une victoire des verts. Nous, les rouges, retournerons s'asseoir aux côtés de ceux qui nous ont freinés dans notre lancée, ceux contre qui nous nous sommes battus depuis des mois, ceux qui aujourd'hui nous reprochent toutes les conséquences de cette grève.

Lundi soir, dans l'assemblée, les gens pleuraient. Le retour en classe était annoncé comme une défaite. Parce qu'au fond, nous n'avons rien gagné: la loi spéciale, la hausse des droits de scolarité, l'endettement étudiant, la marchandisation de l'éducation sont toujours des concepts présents dans notre société.

Et moi, j'ai envie de vous dire : ah oui? Il me semble que, depuis sept mois, le mouvement étudiant est un exploit. Après deux mois de grève, c'était une victoire : comment se peut être aujourd'hui un échec? Et qu'avons-nous perdu, au fait?

Nous avions en tête d'annuler la hausse des droits de scolarité, puis la gratuité scolaire. Mais, attendez. Nous nous battions contre le néolibéra-

lisme. Savez-vous à quel point cela est utopique? J'ai beau être idéaliste, parce que, pour reprendre les mots d'un juge de la Cour suprême, l'utopie me permet de marcher dans la bonne direction, mais il faut comprendre qu'il est impossible qu'un mouvement social puisse structurer une société en moins d'un an. Il est impossible, par une grève étudiante, d'éliminer l'individualisme, le capitalisme qui se trament depuis des dizaines d'années.

Ce que nous avons gagné, c'est l'éveil. Parce qu'au début, nous scandions que les choix de ceux qui disent nous gouverner étaient nocifs pour notre société. Puis, les gens nous ont dit de nous taire, qu'on les dérangeait inutilement. Puis nous avons professé que rien n'allait, qu'il fallait tout changer. Ils nous ont dénigrés, assené de coups. Ils nous ont dit que nous étions usurpateurs. Et nous avons crié « encore plus fort »... Et, nous avons gagné; ils ont demandé « Pourquoi? ». Pourquoi augmenter les frais n'est pas une bonne idée? Pourquoi remettez-vous en doute les structures parlementaires? Pourquoi

dites-vous que ce n'est pas normal de s'endetter pour un diplôme?

Que nous les ayons convaincus ou non, peu importe. Nous ne pouvons imposer une position. L'important c'est que nous ayons lancé une idée, un message, des questions fondamentales qui feront leur chemin dans la tête de chacune de ces personnes qui nous ont entendu.

J'étais de celle qui, au début de l'année, était contre la hausse des frais, mais n'aurais jamais parlé de gratuité scolaire. J'étais de celle qui était contre la violence, parce que j'ignorais la différence entre ses différentes formes. Je savais que notre démocratie comportait de graves lacunes, mais jamais je n'aurais osé la réformer.

Aujourd'hui, je peux vous parler de syndicalisme de combat, j'ai ô combien compris 1984 et je me bats contre le néolibéralisme. Vous m'avez ouvert les yeux à moi. Et tous ceux et celles qui se sont aussi réveillés luttent désormais à vos côtés. C'est ça notre victoire.

LE DEVOIR: Libre opinion - La défaite des carrés rouges, vraiment?, par Martin Vachon - Québec - Lundi 20 août 2012

Les votes pour le retour en classe se multiplient. Les étudiants des cégeps, pour ne parler que de ces derniers, choisissent massivement de retourner en classe. Pour eux, c'est la fin de la grève. Pour eux, c'est le début d'une intense session de rattrapage pour terminer les cours laissés en plan l'hiver dernier.

Ils ont voté démocratiquement pour la grève. Ils font de même pour sa fin. Je dis «démocratiquement» car, jusqu'à preuve du contraire, il en fut ainsi. Et le faible taux de participation n'est pas un argument. Tout le monde a souligné le fait que notre premier ministre avait été porté au pouvoir par 24 % de l'électorat ! N'y revenons pas.

Pour certains, c'est un énorme soulagement. Pour d'autres, une amère déception. Les deux états d'esprit se comprennent aisément ou, du moins, cela devrait se comprendre aisément. Et il ne m'appartient pas de juger.

Mais peut-on vraiment parler de la « défaite des carrés rouges » ? Bien sûr, la partie de la twittosphère hostile aux carrés rouges s'emballa, s'enivre, se soûle de chaque annonce confirmant la fin de la grève. À travers les vivats et les congratulations pour cette jeunesse enfin raisonnable, les insultes ne tardent pas à pleuvoir à l'endroit de ceux et celles qui sont clairement en faveur de la grève. « Ils ont fini de faire chier tout le monde ! », se réjouit celui-ci. « Beubye, boys and girls ! », lance celui-là. Et on spine, on spine !

Ce ton n'est pas nouveau. Ce ton ne disparaîtra pas de sitôt. Mais, encore une fois, a-t-on raison de parler de la « défaite des carrés rouges » ? Plusieurs faits me portent à croire que, loin d'être une défaite, n'a pas gagné la manche qui le croit ! Et voici pourquoi.

Huit raisons

1. C'est un secret de Polichinelle que de dire que Jean Charest aurait fort probablement tiré profit d'une reconduction massive de la grève et, par conséquent, des désormais célèbres manifestations des « violents carrés rouges ». Il aura beau s'en défendre, personne ne le croit.
2. La grève étudiante a permis de porter sur la place publique un grand nombre d'enjeux fondamentaux qui seraient sans doute demeurés sous le tapis autrement. Que l'on pense à la mauvaise gestion des universités, à l'incapacité des recteurs de justifier l'ajout de fonds supplémentaires dans le réseau, au fameux Plan Nord et aux privilèges accordés aux minières, à l'augmentation de la dette du Québec sous Charest, à l'abolition de la taxe sur le capital, au caractère obsolète de notre mode de scrutin. Etc.
3. La grève étudiante a permis à bon nombre de Québécois qui baignaient dans le formol, dont moi-même, de se réveiller, de retrouver un intérêt pour la bête politique, de retrouver la capacité de se questionner et de mettre en question le pourquoi des choses, le pourquoi nous en sommes là. Bref, ils ont mis fin à une certaine forme d'indifférence et de désintérêt. Ils ont contribué à mettre au jour un malaise social certain.

Vos réactions (14)

Roland Guerre - Inscrit, 20 août 2012 02 h 01
L'aube luit
Le printemps érable, déjà entré dans l' Histoire, n'a pas encore donné tous ses fruits. Le débat, lancé par le manifeste de la Classe, se poursuivra, au fil des mois, des luttes pour la restauration des libertés fondamentales, de la définition

4. La grève étudiante a brisé un préjugé tenace à l'égard des jeunes. Nul ne peut dire désormais qu'ils n'ont pas de conscience sociale, qu'ils sont centrés sur eux-mêmes, incapables de sacrifices, de bien s'exprimer, paresseux et sans conception de ce que signifie le Québec de demain pour eux. Ils ont une vision de l'avenir et sont parfaitement en mesure de la partager de façon concrète.
5. La grève étudiante a révélé, à mes yeux du moins, le visage d'un gouvernement hautement hypocrite, manipulateur et prêt à bien des bassesses pour parvenir à ses fins : la loi 78 et l'instrumentalisation de la grève à des fins électoralistes en sont de bons exemples.
6. La grève étudiante a permis de constater jusqu'où les vieux partis, et j'y inclue la CAQ, étaient prêts à aller pour séduire l'électorat, en général pour ce dernier et les jeunes en particulier pour le PQ. Mais dans son cas, dire qu'il n'a pas autant instrumentalisé la grève à des fins politiques est un pas que je suis prêt à franchir.
7. La grève étudiante a permis de changer l'habituel paradigme fédéral/provincial pour celui, plus inhabituel, de gauche/droite. Si, dans les deux cas, nous découvrons des groupes situés aux extrêmes, force est de constater ou de prendre conscience que ceux qui sont à la limite du spectre de droite portent un discours qui heurte les valeurs québécoises en général et que, contrairement à leurs homologues de gauche, certains sont en situation d'influence.
8. La grève étudiante a permis de retisser les liens entre les diverses générations de Québécois et Québécoises, ce qui aurait été impensable en d'autres circonstances.

Je suis persuadé que j'en oublie. L'objectif n'étant pas de donner dans l'exhaustivité, mais plutôt de remettre en question cette supposée « défaite des carrés rouges ». À la lumière de ce qui précède, je ne pense pas que de parler de défaite est approprié.

Par ailleurs, la grève n'étant qu'un moyen de s'exprimer, sa fin ne signifie nullement que l'on a renoncé à ce droit et, de même, si l'on retourne en classe, cela ne signifie en rien que l'on est soudainement favorable à la hausse des droits. Ce serait une erreur de tirer pareille conclusion.

Si aujourd'hui rien n'est réglé à l'égard de la hausse des droits de scolarité et que l'on ne saurait considérer l'élection d'un nouveau gouvernement comme signifiant la résolution du conflit, il est au moins une chose dont je suis convaincu. Certains carrés rouges retournent en classe, certes. Mais ils n'ont subi aucune défaite jusqu'ici, s'il faut absolument parler en termes militaires. Au contraire, ils ont remporté plusieurs campagnes dont j'ai voulu, ici, donner un aperçu. À l'opposé de plusieurs, il me semble que rien n'est terminé. En fait, ce n'est que le début... d'une autre étape.

Martin Vachon - Québec

et de la mise en oeuvre de la nouvelle Charte. Une nouvelle aube luit. les citoyens pourront s'emparer de la formule de Jean Jaurès et "ral-lumer tous les soleils".
Lynn Boutin - Inscrit, 20 août 2012 07 h 54
History will be made!
Lu sur Twitter la semaine dernière...

"Étudiants, ne soyez pas fâchés de retourner en classe. Vous avez réveillé le Québec. History will be made".
Mathieu Bouchard - Abonné, 20 août 2012 16 h 02
Avec de l'anglais pour faire plus officiel ou grandiose ??



<p>Charles Armstrong – Inscrit, 23 août 2012 16 h 23 Simplement parce que des fois une expression ne nous viens pas spontanément en français. Ça arrive à beaucoup de gens qui apprennent une autre langue. Et si on essaie de la traduire, ce que nous avions en tête et que nous voulions communiquer nous semble perdu. Ça fait partie de notre liberté d'expression, le droit de dire des choses en anglais même si on est francophone.</p> <p>Michel Labelle – Abonné, 20 août 2012 09 h 22 Un apport indéniable ... Que voici un bel article qui démontre avec clarté l'apport historique des jeunes à l'évolution politique du Québec. À lire, à relire et à conserver.</p> <p>alain lavoie – Inscrit, 20 août 2012 09 h 27 Il n'y a nul déshonneur à reconnaître une défaite, pas de honte non plus de changer son fusil d'épaule, du moins on évolue au lieu de piétiner.</p> <p>Killian Meilleur – Inscrit, 20 août 2012 11 h 45 Il y a déshonneur à accepter naïvement les propos d'individus à courte vue qui prétendent qu'une victoire sociale multidimensionnelle comme la grève est une défaite parce que son but initial n'a pas encore été atteint.</p> <p>Jean-Louis Chabot – Inscrit, 20 août 2012 09 h 36 Carrés rouges «Si aujourd'hui rien n'est réglé à l'égard de la hausse des droits de scolarité et que l'on ne saurait considérer l'élection d'un nouveau gouvernement comme signifiant la résolution du conflit, il est au moins une chose dont je suis convaincu. Certains carrés rouges retournent en classe, certes. Mais ils n'ont subi aucune défaite jusqu'ici, s'il faut absolument parler en termes militaires. Au contraire, ils ont remporté plusieurs campagnes dont j'ai voulu, ici, donner un aperçu. À l'opposé de plusieurs, il me semble que rien n'est terminé. En fait, ce n'est que le début... d'une autre étape.» Je partage tout à fait votre analyse, Monsieur Vachon. Les semences du printemps Érablé ont déjà donné des belles plantes, et vigoureuses en plus, sans parler des plantations dont certaines sont en fleurs et d'autres portent déjà des fruits. Leur croissance se poursuivra et je suis convaincu que nous aurons une excellente et bien goûtée récolte si nous ne nous empressons pas trop pour la faire : laissons-les fruits arriver à maturité.</p> <p>Charles Armstrong – Inscrit, 23 août 2012 16 h 26</p>	<p>Le prochain gouvernement à aussi tout intérêt à comprendre le sens de leur retour en classe. Dans beaucoup d'endroit, le vote qui a mené au retour en classe ne portait pas sur l'arrêt de la grève, mais sur le fait de faire une trêve ou nom en attendant la fin des élections. C'est un baril de poudre et le gouvernement élu devra faire attention à ne pas y mettre le feu.</p> <p>Daniel Gagnon – Inscrit, 20 août 2012 10 h 04 La loi camisole La soirée était bien molle Je n'entends plus le chant des casseroles Qui batifolent De métropoles en métropoles. Où sont passés Nicole, mon oncle Anatole Marie-Sol et puis Carole et Paul? Ont-ils perdu la parole? Les étudiants sont retournés à l'école De Montréal jusqu'à Trois-Pistoles. Je n'entends plus le chant des casseroles Qui volent et revolent Je n'entends plus les casseroles Qui carambolent contre les monopoles. On a voté la loi vitriol La loi camisole La soirée était bien guignol Je n'entends plus le chant des casseroles Sous les banderoles De Trois-Pistoles jusqu'à Saint-Ferréol Jean-Marie Francoeur – Inscrit, 20 août 2012 13 h 13 Pas une défaite Les étudiants ont compris que ce n'est que partie remise. Ils ont compris que poursuivre la grève donnait des munitions à Charest. Tout cela sera réévalué après le 4 septembre. Merci, étudiants, et défonchez-vous au ratrapage.</p> <p>Gwenn Scheppler – Inscrit, 20 août 2012 15 h 46 Ce que la grève nous aura appris, aussi J'ajouterais que le conflit étudiant nous a montré à quel point ce que nous croyons acquis en terme de démocratie, comme la liberté d'expression, de rassemblement et de manifestation, peut rapidement et radicalement se retrouver baillonnée. Et cela nous a montré à quel point aussi, que s'il existe une véritable culture démocratique dans la rue et dans les universités, celle-ci demande à être développée dans le reste de la société, car la loi 78 (12), dénoncée par l'ONU et Amnesty Internationale, a été acceptée sans broncher par une majorité des Québécois.</p>	<p>Bref, la démocratie ne s'use que si l'on ne s'en sert pas, et la laisser tranquille trop longtemps montre à quel point on en oublie vite les principes fondamentaux. Je suis sûr que l'Histoire est à faire maintenant et que cette question de la démocratie et de ses moyens, la façon dont elle a été bafouée et baillonnée au nom de l'ordre, dans l'indifférence générale, va être au centre des réflexions pour les 10 prochaines années.</p> <p>France Marcotte – Abonnée, 20 août 2012 16 h 48 La marée de tous les 22 Bien des mots se sont envolés dans la chaleur de l'été, de même que des désirs et des promesses se laissent oublier, mais un événement cyclique est resté, un roulement de tambour que l'on entend toujours, un feu de braise qui couve, c'est la marche du 22 de chaque mois, où tous sont conviés. Avoir créé une tradition, c'est pour moi le chef-d'oeuvre de cette lutte. Vous y serez à ce que je vois...</p> <p>Chantal Mino – Abonnée, 20 août 2012 19 h 25 Tout à fait M. Vachon ! S'adapter et changer de tactique est plutôt un signe d'humilité et d'intelligence, ce dont a su faire preuve notre belle jeunesse au Québec qui déjà bénéficiait d'une très grande sagesse. La grève étudiante mise en veilleuse pour ses élections provinciales québécoises du 4 septembre 2012, n'est qu'un moyen parmi d'autres et non un fin en soi; plusieurs étudiants l'ont dit bien avant moi. Cette grève étudiante mise en veilleuse ne présente ni perdants ni gagnants pour l'instant, n'en déplaît à quelques-uns qui ont un grand besoin évident de se défouler sur certains de leurs concitoyen(ne)s qui pensent différemment d'eux et dont nous devinons les intérêts égocentriques évidents de par leur sans-gêne à le véhiculer à tous vents sur les médias sociaux et dans certains médias de désinformation et de propagation diffamatoire. La vraie défaite se fera le 4 septembre 2012 et ce sera celle de la corruption et de la collusion avec tous ses sous-fifres qui vivent à ses dépens, à nos dépens. Québécoises et Québécois, tou(te)s à son balai, le grand ménage s'en vient ! Passez le mot ! Il n'y rien de plus fort que la bouche à oreille. Votons en masse ce 4 septembre 2012 !</p>
---	---	--

LE SOLEIL: Éditorial: Des étudiants pragmatiques, par Brigitte Breton - Publié le jeudi 16 août 2012 à 05h00

(Québec) Les étudiants sont enfin plus nombreux à se présenter aux assemblées générales de leur association et à refuser de poursuivre la grève. Ils retournent en classe, où certains devront déployer de gros efforts pour réussir une session comprimée à cause du boycottage des cours. Un pragmatisme qui devrait réjouir «monoc» Français.

Même si les porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante incitent leurs membres à poursuivre la grève entamée en février, une majorité d'associations préfèrent reprendre les cours. Un choix judicieux. Essoufflé, le mouvement étudiant? Orphelin de son leader Gabriel Nadeau-Dubois? Disons plutôt que cégépiens et étudiants d'universités sont confrontés à la réalité et que le calcul des coûts et des bénéfices ne favorise plus le recours à la grève.

La mobilisation du printemps n'a pas été vaine. Elle a forcé le gouvernement Charest à apporter certains ajustements pour atténuer les effets de la hausse des droits de scolarité afin de s'assurer que les études supérieures demeureront accessibles à tous. Elle a aussi instruit les jeunes des rouages de la démocratie, de la politique, et incité certains à s'engager dans la cause du carré rouge ou vert. Le conflit a aussi révélé les faiblesses de la démocratie étudiante, dont il faudra revoir les règles pour empêcher qu'une poignée d'individus paralyse un campus. Les jeunes ont également fait réaliser aux vieux qu'ils existent. Mais que gagneraient aujourd'hui de plus les étudiants à rester dans la rue plutôt qu'à poursuivre leur cheminement scolaire? Ils ont tout à perdre et rien à gagner.

Les étudiants disposent de quelques semaines pour compléter la session d'hiver inachevée à cause du conflit. Déjà, des doutes planent sur la qualité de la formation dispensée cet automne à toute vitesse pour éviter l'annulation de la session. Sacrifier encore des heures d'enseignement et de travaux équivaldrait à accorder des crédits bidon. Les établissements n'ont plus de marge de manoeuvre. En s'opposant à la grève, les étudiants indiquent clairement qu'ils refusent de reprendre une session à zéro.

La controversée loi 12 (projet de loi 78) pèse aussi comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête des étudiants, des enseignants et des directions des cégeps et des universités. Qui veut défier une loi et payer des amendes salées pour contester des frais qui demeurent parmi les plus bas au pays?

En perturbant à nouveau la vie sur les campus, les étudiants risqueraient aussi dans la présente campagne électorale de donner un coup de main aux libéraux dont ils contestent les choix. Le but est pourtant de les remplacer par un gouvernement plus sensible à leur cause.

La Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération étudiante collégiale du Québec misent d'ailleurs sur le vote du 4 septembre pour avoir leur revanche sur le gouvernement Charest et incitent leurs membres à se rendre massivement aux urnes. Mais là encore, rien n'est gagné.

Même si les libéraux sont battus, Québec solidaire et Option nationale, qui promettent la gratuité scolaire, ne formeront pas le prochain gouvernement. La Coalition avenir Québec ap-

prouve aussi une hausse des droits, bien que moindre que celle imposée par les libéraux. Reste le Parti québécois, qui promet de retirer l'augmentation et la loi 12. Mais encore faudra-t-il que les députés péquistes soient majoritaires à l'Assemblée nationale pour imposer leur vision.	Une autre inconnue demeure aussi le taux de participation des jeunes aux élections. Ce printemps, plusieurs ont boudé les assemblées étudiantes. Ils y sont plus nombreux cette semaine, car l'enjeu est bien tangible. Un signe? Contrairement à ce qui se passe aux cégeps du	Vieux Montréal et de Saint-Laurent, il n'y aura pas de reprise au vote du 4 septembre. Que le résultat plaise ou non aux associations étudiantes.
---	---	---

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 15 août : Incompétence libérale, par Alexis Gagné-LeBrun, enseignant en physique au cégep de Saint-Hyacinthe- Mise à jour: Mercredi 15 août 2012 | 7:04

Le gouvernement libéral adopte au printemps une loi spéciale pour que les sessions collégiales interrompues par des grèves étudiantes se poursuivent à l'automne. Les cégeps doivent alors adopter un calendrier scolaire balisé par plusieurs demandes du ministère de l'Éducation, dont une voulant que des cours soient donnés le jour de la fête du	Travail. Les différents cégeps en cause adoptent un calendrier, étirant au maximum les possibilités pour maximiser la qualité de la formation. Quelques mois plus tard, pour échapper à la commission d'enquête et à ses futures révélations, le gouvernement libéral déclenche une élection. Le jour du vote : le mardi 4 septembre.	Selon la loi électorale, il ne peut y avoir de cours le jour d'une élection au cégep! Les calendriers adoptés par chacun des 14 cégeps sont donc à jeter aux poubelles. Et la marge de manœuvre pour les modifier n'existe tout simplement pas. Une autre preuve de l'incompétence du gouvernement libéral! Merci pour le cadeau, ce n'était pas nécessaire...
---	---	--

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 15 août : Voter pour changer, par Normand Breault - Mise à jour: Mercredi 15 août 2012 | 7:04

Je me réjouis de ce que la majorité des associations étudiantes ait décidé de ne pas poursuivre la grève, déjouant ainsi le jeu de Charest qui, «par sa fermeté» à leur rencontre, imaginait faire oublier la corruption qui caractérise son parti et ses neuf ans de mauvaise gestion. Je pense que, chez les jeunes, trêve ne signifie pas abandon de l'objectif de la lutte, mais adaptation de la stratégie en fonction de l'actuelle conjoncture marquée par le déclenchement d'élections précipitées en plein été, les promesses électoralistes à la tonne, la campagne de peur visant à contrer le «chaos» étudiant... Je suis contre la hausse des frais de scolarité. Je suis contre la loi spéciale 78 devenue 12. Âgé, je porte fièrement le carré rouge et ne suis pas violent. Je suis contre le gouvernement	corrompu de Charest. Je partage toujours le double objectif de la lutte étudiante : gel des frais de scolarité et annulation de la Loi 12. À ce stade de la campagne, la jeunesse étudiante et l'ensemble de la population ont intérêt à regarder en face ce qui peut arriver le 4 septembre. Ou le PQ gagne le pouvoir : ce dernier s'est engagé à geler les frais de scolarité, à abolir la loi spéciale et à tenir un forum sur la gestion des collèges et des universités. Ou la CAQ gagne : M. Legault s'est engagé à enlever, de ladite loi, tout ce qui empêche la libre expression de la population, rendant ainsi possible la négociation ou la reprise des manifestations sans crainte de matraque. Ou le PLQ gagne : c'est alors le «vrai chaos» qui commence (ou se poursuit).	Ne nous laissons pas distraire par le bruit que pourront faire les quelques groupes étudiants ayant décidé de poursuivre la grève; préparons-nous à voter et à faire voter pour la personne candidate qui, dans notre comté, a des chances de faire partie du prochain gouvernement et qui n'est pas de l'équipe libérale. Il ne faut pas oublier que M. Charest peut déjà compter sur quelque 30 comtés sûrs, sa faiblesse étant dans les régions où il espère se faire réélire en se présentant comme le garant du respect de «la loi et l'ordre». La trêve étudiante, entamée dans la majorité des cégeps et des facultés universitaires, contribuera, à sa mesure, à donner au Québec un nouveau gouvernement.
--	--	--

LA VOIX DE L'EST : Courrier des lecteurs : Quel pays voulons-nous ?, par André Beauregard, Shefford - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00

Face aux propos de Jean Charest et de François Legault, c'est la question que l'on doit se poser. Nous savons qu'en 2012, il y a encore 50% et plus de la population canadienne et mondiale qui, 400 ans après Galilée, en observant le soleil se lever à l'est et se coucher à l'ouest, sont convaincus que celui-ci tourne autour de la terre. Il y a encore 50% et plus de citoyens qui sont convaincus que la théorie du réchauffement de la terre est un complot bâti de toutes pièces par des communistes. Il est vrai que pour découvrir la réalité et faire la distinction entre le vrai et le faux, ça demande un certain effort de l'esprit. Lorsqu'il est question de trouver le parti politique qui offre un programme favorable à nos intérêts personnels et collectifs, ça demande aussi un effort, beaucoup d'efforts. La vie est peut-être compliquée, mais surtout, elle est complexe et les solutions miracles et simplistes de certains matamores ne font qu'aggraver la situation tant au plan économique que social. Pour les tenants de la pensée néo-libérale, une campagne électorale c'est la période de privilège du grand tsunami des préjugés et des ignorances, terrain fertile et rentable pour la droite des Georges Bush, Sarah Palin, Stephen Harper, Jean Charest et François Legault. Avec une droite bien installée au Québec, savons-nous vraiment où celle-ci veut nous ame-	ner. Savons-nous ce que signifie concrètement dans nos vies l'application des politiques néolibérales? Voulons-nous réellement plonger le pays dans le précipice de ces politiques destructrices au service non pas de la classe moyenne et de tous les citoyens, mais uniquement au service des entreprises financières, industrielles et commerciales, les mêmes qui contrôlent les travailleurs-esclaves par le chantage et les menaces et les maintiennent dans la précarité et la pauvreté sans espoir de jours meilleurs. La route est déjà toute tracée. Allons-y gaiement et aveuglément. Voulons-nous un pays où les inégalités économiques susciteront de graves troubles sociaux, ce qui ouvrira la porte à des mesures antidémocratiques et totalitaires comme la loi 78? Bien sûr que oui. Voulons-nous enrichir les plus fortunés et appauvrir la classe moyenne? Pourquoi pas? Voulons-nous que nos richesses naturelles soient exploitées sans aucune balise environnementale? Évidemment. Voulons-nous combler le manque à gagner dû aux baisses d'impôts par l'augmentation des frais de scolarité et la tarification des services sociaux? Quelle bonne idée. Voulons-nous détruire les commissions scolaires dont personne ne connaît les services afin de transformer les écoles en ghetto aux mains de quelques caïds locaux? Aveuglément oui. Voulons-nous faire payer l'endette-	ment de l'État par la destruction du filet social? Wow! finie la solidarité sociale et au plus fort la poche. Voulons-nous que les parents s'endettent s'ils veulent offrir une éducation de qualité à leurs enfants? Au fond, ce n'est pas de nos affaires. Ils ont voulu des enfants, qu'ils se débrouillent. Voulons-nous que les immigrants soient l'objet de préjugés, de méconnaissance absolue et d'isolement? Je ne les connais pas et je ne parle jamais avec eux, qu'ils aillent voir ailleurs. Voulons-nous couper les services sociaux, les tarifier et les privatiser afin de favoriser uniquement les plus fortunés? Depuis le temps que la droite en parle, allons-y. Voulons-nous détruire l'appareil gouvernemental en congédiant des milliers de fonctionnaires inutiles, pères et mères, et confier leur travail à des entreprises privées? On nous garantit, la main sur le cœur, une qualité supérieure à des coûts dérisoires. Voulons-nous bâillonner et écraser les associations féministes, syndicalistes et environnementalistes? On aurait enfin des rues silencieuses réservées aux automobilistes et en boni, un gouvernement qui gouverne et une grande paix sociale et silencieuse. Quelle magnifique idée! Tous les Pinochet de ce monde en rêve.
---	---	---

JOURNALMÉTRO : Chronique : La politique étudiante, par Michel Venne - Mise à jour: lundi 13 août 2012 | 22:11 - 14 août 2012 | 6:50





Graham Hughes/La Presse Canadienne

Les étudiants ont provoqué un électrochoc social et politique au printemps dernier. Avec plus de 330 000 d'entre eux en grève au moment le plus critique du conflit et quelque 200 000 d'entre eux manifestant pacifiquement dans les rues contre la hausse abrupte des droits de scolarité le 22 mars, ils ont déclenché une réflexion profonde sur l'accès aux études universitaires et sur la justice fiscale (la «juste part») au Québec. Ils nous ont forcés à mettre au centre des débats des questions comme le droit de manifester et le droit d'association, mais aussi les règles de la démocratie étudiante (peut-on voter une grève avec 10 % de participation à l'assemblée?).

Plusieurs d'entre nous ont craint que l'escalade des moyens de pression ne reprenne au moment de la reprise des cours, cette semaine, dans les 14 cégeps et les quelques facultés universitaires toujours en grève en juin dernier.

Avec la Loi 78 comme épée de Damoclès, nous n'avions nullement envie de revoir des affrontements avec les policiers. Il aurait été dommage que la campagne électorale dérape sur de tels scénarios.

Le sujet est toujours à l'ordre du jour. La «gestion de la crise» du printemps dernier est présente dans la mémoire de tous les citoyens qui s'approprient à voter. Le gouvernement, ainsi que les partis d'opposition (le carré rouge de Pauline Marois), sont jugés là-dessus comme sur le reste.

De même, le conflit étudiant n'est pas étranger au fait que nous manifestions tous une préoccupation nouvelle en faveur du vote des jeunes.

Mais de dérapage, il n'y aura pas. La rentrée collégiale s'annonce paisible. Bien qu'il reste des votes à prendre dans les prochains jours, Saint-Jérôme, Valleyfield, André-Laurendeau, Édouard-Montpetit et Maison-neuve ont déjà voté en faveur du retour en classe.

L'appel de Pauline Marois en faveur d'une trêve électorale, appuyé par son nouveau candidat, l'ancien président de la FECQ Léo Bureau-Blouin, a-t-il été entendu? Le retrait volontaire du plus connu des porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, a-t-il été interprété comme le signal d'un repli stratégique?

Est-ce la Loi 78 qui a eu son effet? Les étudiants montrent bien que, lorsqu'un dialogue est engagé avec eux, ici par l'entremise du processus électoral, il est possible de trouver les voies d'un débat serein.

Leur combat n'est pas terminé pour autant. Il continue sous d'autres formes. Et après les élections, il ne faudra pas les décevoir.

LE SOLEIL: Point de vue: Interpréter le silence de la majorité, par Mathieu Bernière, enseignant au niveau secondaire - Publié le lundi 13 août 2012 à 11h06



«Pendant des mois, il a complètement ignoré la majorité silencieuse - celle qui lui plaît tant aujourd'hui - qui réclamait sondage après sondage une enquête publique sur l'industrie de la construction, dont des enquêtes journalistiques solides témoignaient de la nécessité.»

Josée Boileau (Le Devoir)

Ainsi, le premier ministre dit nous offrir une élection afin de permettre à la majorité silencieuse de s'exprimer... Parle-t-il de cette majorité tiraillée à l'idée de voter contre leur gré pour un parti qu'elle sait usé et gangrené sous prétexte qu'il serait le seul capable de ramener l'ordre? La logique manichéenne que tente d'imposer dans cette campagne électorale un politicien aussi expérimenté que Jean Charest m'insulte et m'inquiète, car s'il ose adopter cette stratégie des plus démagogiques, c'est qu'il prétend pouvoir se jouer de la mémoire, du jugement et des valeurs d'une majorité qu'il sait désabusée.

Allez savoir pourquoi... Il y a moins d'un an, celle-ci s'indignait du peu de crédibilité et d'intégrité du gouvernement, et dénonçait le manque de bonne foi d'un premier ministre qui refusait obstinément la création d'une commission d'enquête qui risquait, manifestement, de compromettre son parti. Depuis, de nombreux autres scandales sont venus confirmer les conflits d'intérêts, le manque d'éthique, et l'opportunisme caractérisant ce parti. Et ces révélations, aussi dérangeantes soient-elles, rivalisent à peine avec la nébulosité des informations qui filtrent des tractations décidant actuellement de l'exploitation de nos ressources naturelles.

Pour bon nombre de ceux qui portent le carré rouge, l'insulte fut ajoutée à l'injure le jour où on exigea de ceux qui souhaitaient aller à l'université qu'ils payent, après le passage de cette corruption, leur «juste part»! Davantage indignés, ils refusèrent plus fermement encore, par nécessité, principe et solidarité, la marchandisation de l'éducation. Certains prétendant même qu'elle devrait être gratuite!

Ne soyons pas dupes : les contestations que risquaient de provoquer certaines mesures du dernier budget étaient prévisibles, et le gouvernement s'est trouvé chez les étudiants un adversaire idéal, ne votant à peu près pas, du moins pas pour lui, et suffisamment privilégié par le système social-démocrate pour qu'on le dépouille de certains avantages sans qu'une trop grosse partie de la population ne s'en offusque, certains s'en réjouissant même ouvertement. Qu'il s'agisse de nos enfants, de notre relève, d'une partie de la population avec laquelle il existait un contrat social depuis plus de quarante ans n'a que peu ou pas compté. Quant à la nécessité de diffuser librement le plus de savoirs possible, c'était une insulte impensable à l'économie de marché! Et s'il n'a pas su prévoir cette crise, ce dont on peut raisonnablement douter, Jean Charest aura su habilement l'exploiter en se construisant grâce à elle une image de défenseur de l'ordre et en associant les partis d'opposition au chaos de la rue et à l'intimidation. Bref, en polarisant le débat jusqu'au dernier degré de démagogie politiquement acceptable dans une société démocratique contemporaine.

Ainsi, rarement une telle partie de la population québécoise fut aussi salie que celle portant le carré rouge. Le mépris, les mensonges et la violence dont ces personnes fut victimes, qu'elles soient descendues ou non dans la rue, de la part aussi bien de certains policiers, chroniqueurs ou politiciens, furent et restent à mon point de vue incroyables et inexcusables. Les arguments les plus démagogiques furent répétés à satiété comme si le nombre de sophismes suffisait à écraser la profondeur nuancée d'un argument de conviction. Tous nous avons été témoins de l'intolérance que l'on tenta de nourrir à l'endroit de nos étudiants dont le mouvement reste,

soulignons-le, mondialement exemplaire. Était-ce donc là le discours de la majorité silencieuse?

Mais le «lobbyisme» étudiant a ceci de dommage qu'il est beaucoup moins discret que celui de ces entreprises qui influencent un gouvernement dont l'idéologie les privilégie. La rue, ne l'oublions pas, reste le meilleur moyen pour tous ceux et celles qui ne sont pas écoutés de se faire entendre. Cela fera toujours plus de bruit que la signature d'un chèque.

Il me semble pourtant que pour certains choix de société aux répercussions aussi profondes, la légitimité en elle-même du gouvernement n'est pas un argument et que le pouvoir, même obtenu démocratiquement, n'a pas force de persuasion. S'il a la possibilité et le droit (légal) d'imposer à tous ce qui correspond à l'idéologie du parti, cela ne garantit pas pour autant la moralité de ses décisions, qui ne devraient jamais permettre et encore moins favoriser le déchirement du tissu social, surtout pas pour des motifs électoralistes. La responsabilité d'un gouvernement est davantage sociétale qu'idéologique. En ce sens, et la date des élections le démontre, Jean Charest veut être le premier à profiter de ce que tant se taisent.

Le conflit qui divise actuellement la société québécoise sert les intérêts du parti au pouvoir, tout le monde le sait, Jean Charest mieux que quiconque, et chaque occasion qu'il a de le nier l'enfonce lui dans l'hypocrisie la plus crasse et nous dans le désabusement le plus malsain, obligés que nous sommes d'assister au spectacle affligeant d'un jeu politique toujours plus débilitant.

Combien de fois se cache-t-on derrière la légitimité quand la moralité ne suffit plus à justifier nos actes? Être élu n'est pas garant d'intégrité, et les principes démocratiques et économiques justifiant la hausse des droits de scolarité et la loi spéciale sont ceux-là mêmes qui furent bafoués dans la gestion de la crise sur la construction.

Pourtant, et c'est ce que je déplore le plus, alors que la majorité de la population désapprouvait avant l'hiver l'attitude du premier ministre, elle désapprouve aujourd'hui celle de milliers d'individus manifestant pacifiquement dans les rues, et semble s'inquiéter davantage de la violence faite aux vitrines que des liens possibles entre

les intérêts financiers, licites ou non, et un parti pouvant reprendre le pouvoir. Mais soyons un brin cynique : tant qu'une photo de première page sera plus convaincante qu'un texte de 500 mots, ce n'est pas la nuance qui dictera l'opinion de la majorité. Qui a le pouvoir, économique ou	politique, le sait et en profite. Ce n'est pas nouveau. Demandons-nous simplement qui avait le pouvoir, mais non la volonté, de combattre la corruption? D'éviter la hausse des droits de scolarité, la loi spéciale et la crise sociale? Le gouver-	nement, me direz-vous. Tout le reste en effet ne fut que conséquences ou réactions. Mais les représentants élus du parti au pouvoir sont-ils vraiment les seuls responsables? N'aimons-nous pas parfois, en silence, penser que la démocratie nous libère de nos responsabilités?
--	--	---

LA PRESSE: Opinion: Démagogie et mépris, par Pierre-Gabriel Jobin, professeur émérite à l'Université McGill - Publié le lundi 13 août 2012 à 06h00

Le Parti québécois annonce que, s'il est porté au pouvoir, il convoquera un sommet pour examiner la crise du financement universitaire et des droits de scolarité et pour mettre au point des solutions. Ces droits ne pourraient en aucun cas dépasser l'augmentation du coût de la vie. Le sommet serait composé de trois groupes: gouvernement, étudiants, et «société civile», c'est-à-dire patronat et syndicats. Il saute aux yeux que le PQ écarte les universités elles-mêmes. Elles seront pourtant au banc des accusés. Depuis quand, dans notre société, un accusé est-il privé du droit de se défendre? Inviter les uni-	versités à témoigner devant ce sommet serait une fausse solution; leurs professeurs, chercheurs et administrateurs doivent au contraire en faire partie intégrante afin d'être au coeur de la réflexion et de la formulation des conclusions. Ce sommet serait amputé d'un élément essentiel. Étudiants, syndicalistes, gens d'affaires, politiques et fonctionnaires auraient beau jeu de casser du bois vert sur le dos des universités et de leur interdire de faire ceci ou cela, sans avoir une solide connaissance des problèmes réels et en ignorant les conséquences concrètes de leurs diktats.	Le Parti québécois fait preuve de mépris pour l'enseignement universitaire. S'engager d'avance, sans connaître le fruit des travaux du sommet, à ne jamais permettre de hausse des droits de scolarité supérieure à l'inflation est totalement irresponsable. Sauf l'augmentation modeste des quatre dernières années, les droits sont les mêmes qu'il y a 15 ans. Personne, au PQ, n'a donc eu l'idée que les universités n'avaient peut-être pas tort de se plaindre de sous-financement? Ce sommet serait de la démagogie aux dépens de la qualité de l'éducation.
--	--	---

LA PRESSE: Sauvons notre session, par Marie-Ève Demers-Morabito, étudiante à la maîtrise en sexologie à l'UQAM - Publié le samedi 11 août 2012 à 06h00

Cet automne, dans le cadre de mes études, je devais faire un stage d'un an à l'hôpital Maison-neuve-Rosemont en tant que sexologue. J'avais très hâte de faire cette expérience enrichissante autant au plan personnel que professionnel. Malheureusement, il semble que ce beau projet devra être mis sur la glace à cause de la grève étudiante qui perdure depuis le mois de février dernier. Il m'est difficile de trouver les mots pour décrire l'état de découragement et d'abattement dans lequel je suis plongée depuis l'hiver passé. Je me sens prise au piège, un noeud inextricable dans lequel les syndicats étudiants et le gouvernement tirent les ficelles chacun de son côté. Il est inconcevable que personne au Québec depuis six mois n'ait été capable de trancher le noeud gordien de l'accessibilité financière aux études. Comme j'ai hâte de retourner en classe! Jusqu'à présent, chacun reste sur sa position et mène la société québécoise vers l'impasse. Qu'on ne se méprenne point, ma réflexion politique est à l'opposé du diktat gouvernemental. Je	suis contre la hausse des droits de scolarité. Je suis en faveur de l'accessibilité aux études de toutes les classes sociales sans prôner toutefois le mythe de la gratuité scolaire. J'estime l'attitude gouvernementale - au premier rang, celle du premier ministre Jean Charest - méprisante et, comble pour ce gouvernement qui se targue de bonne gestion, inefficace et contreproductive. J'ai participé à la dernière assemblée générale de l'AFESH, qui regroupe tous les étudiants en sciences humaines de l'UQAM, le 7 août dernier. Nous étions entre 350 à 400 personnes sur un total de 4600 membres. Cela fait moins de 10% de participation. Si l'on en croit les communiqués de l'association étudiante, de 85 à 90% des participants se sont prononcés en faveur de la reconduction de la grève. Toutefois, la décision de maintien de la grève date du 16 mai dernier sans qu'il y ait eu de nouveau vote depuis lors. Je crois que les associations étudiantes devraient avoir à coeur d'utiliser de tous les outils (votes fréquents, mode de scrutin anonyme, modalité	de vote électronique) permettant la plus parfaite représentativité de ses décisions. Je déplore le fait qu'une faible minorité puisse prendre des décisions qui ont des impacts aussi majeurs pour tous les étudiants. Je regrette également que la majorité des étudiants ne se présentent pas aux assemblées générales et que peu de choses soient faites pour les inviter à faire entendre leurs voix. Je suis d'avis qu'on devrait retourner en classe, sauver notre session d'hiver et continuer à manifester activement après les heures de cours. Pourquoi devons-nous nous punir en retardant notre entrée ou notre retour sur le marché du travail? Il est tout à fait possible de défendre notre cause tout en étudiant. Somme toute, les seules victimes de la grève sont les étudiants. Le gouvernement n'est en rien atteint dans son fonctionnement par la cessation de cours. Souhaitons que le taux de participation des étudiants soit plus élevé au scrutin du 4 septembre qu'il ne l'est actuellement dans les assemblées générales étudiantes.
---	--	--

LE SOLEIL: Chronique: Le ciment est encore très humide..., par Gilbert Lavoie - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00

(Québec) De toute ma carrière de journaliste, je n'ai jamais vu une campagne électorale démarrer aussi rapidement. L'actualité bouge à une telle vitesse que les maisons de sondages peinent à suivre l'opinion publique. Les partis ont beau tenter de respecter leurs plans de match, les coups de théâtre volent la vedette. Qui aurait cru que Gabriel Nadeau-Dubois démissionnerait de la CLASSE en pleine campagne électorale? Que les étudiants accepteraient de reprendre leurs cours sans rechigner? Que le carré rouge ne serait plus un enjeu? Et que l'émission <i>Enquête</i> de Radio-Canada lancerait en pleine campagne électorale une grenade à surpression qu'elle avait en réserve depuis aussi longtemps? Cette campagne est à l'image de la politique des trois dernières années: dure, sans pitié et marquée par des revirements aussi spectaculaires qu'imprévus. Tout cela, pendant que les Québécois, encore en vacances, sont davantage intéressés par les Jeux olympiques que par les querelles de nos politiciens... En fait, la campagne électorale ne débutera que la semaine prochaine pour la grande majorité de la population. «Les gens nous disent de revenir	les voir après les Olympiques», m'a confié cette semaine la députée de Taschereau dans le Vieux-Québec, Agnès Maltais. Elle aurait bien aimé commencer son porte-à-porte plus tôt, mais les rues de sa circonscription sont remplies de touristes, et les gens ont la tête ailleurs. C'est lundi, après la cérémonie de fermeture des Jeux, que les gens auront la tête aux élections. Pauline Marois, qui pourrait être la première femme à devenir première ministre du Québec, sera sans doute heureuse de faire valoir que nos filles nous ont procuré la moitié des médailles olympiques cette année et que plusieurs de ces filles sont des Québécoises. Ce serait de bonne guerre... Et ces sondages? Au rythme où vont les choses, les deux sondages publiés hier matin par <i>Le Devoir</i> (Léger Marketing) et <i>Le Soleil-La Presse</i> (CROP) seront dépassés dans quelques jours s'ils ne le sont pas déjà. Néanmoins, ils confirment que Pauline Marois a de bonnes chances de prendre le pouvoir, qu'elle court toujours le risque de se retrouver minoritaire et que François Legault est dans la course. Le Léger Marketing donne une plus haute note à la Coalition avenir Québec (CAQ). Il a été effec-	tué du 6 au 8 août, alors que le CROP l'a été du 4 au 8 août, ce qui laisse croire que c'est dans les derniers jours que l'appui à François Legault a augmenté. D'ailleurs, le simple fait que Jean Charest et Pauline Marois aient dirigé vendredi leurs attaques vers la CAQ confirme qu'elle se fait plus menaçante. Jean Charest a tenté de faire porter le début de la campagne sur le conflit étudiant, mais l'arrivée de Jacques Duchesneau a dirigé les caméras sur la corruption. C'est un thème dévastateur pour les libéraux, mais il reste trois semaines de campagne. La publicité télévisée vient à peine de commencer, et les débats des chefs restent à venir. Dans un tel contexte, la prudence est de mise sur les prédictions. Si vous êtes un joueur, il est beaucoup trop tôt pour prendre des paris. Ce serait l'équivalent d'investir dans du capital de risque, de très haut risque... Pour le moment, cette campagne électorale ressemble à une bonne émission de télé-réalité. Autant en profiter. Vous avez amplement le temps nécessaire pour vous faire une opinion plus éclairée. Le ciment n'est pas encore pris.
--	---	--

LE DEVOIR: Chronique: Le front du refus, par Denise Bombardier - Samedi 11 août 2012



La trêve estivale avec sa météo plus que clémente n'aura-t-elle donc eu pour effet que d'échauffer les esprits en vue des échauffourées de la rentrée scolaire dans le contexte éminemment abrasif de la campagne électorale ? La fascination pour la rue demeure entière et l'attrait non avouable pour accentuer l'implosion sociale jusqu'au cataclysme fascine une proportion grandissante de la population, habitée désormais par une posture que l'on pourrait qualifier de refus et de reflux. Il y a d'abord le refus de raisonner entraînant un reflux dans l'irrationnel. L'inquiétant populisme ambiant, de droite comme de gauche, s'alimente de la mise à mal de la raison au profit du triomphe de l'émotivité, du langage des tripes, des procès d'intention, de la personnalisation outrancière des débats. Ce refus de la capacité de raisonner, c'est-à-dire de prendre appui sur les faits, explique peut-être la rareté des analyses marquées par la distance critique au sujet des événements du printemps dernier. Trop d'idéologie a présidé aux débats. En effet, comment débattre sans entendre l'argument de l'autre, sans jauger les pour et les contre, sans introduire le doute si cher à la réflexion philosophique. Ce refus de raisonner afin d'avoir raison fait fi du principe de réalité sans lequel une société ne peut que régresser, un danger qui nous guette comme jamais depuis cinquante ans. Malgré toutes les déclarations vertueuses, des appels à la transparence, à l'éthique et à la démocratie « directe », la vérité a de moins en moins d'adeptes. La vérité n'a pas la cote même si on affirme le contraire. On se replie plutôt sur sa vérité, un fourre-tout qui contient les

croyances, les préjugés, les convictions et les approximations personnels. On choisit son camp en considérant qu'il est le seul bon et respectable. Ce qui explique peut-être les débordements verbaux, injures, menaces, dépréciations de l'adversaire considéré avant tout comme l'ennemi à instrumentaliser ou à abattre symboliquement. Tous ceux qui ont traversé les deux référendums sur la souveraineté alors que les amis s'affrontaient et les familles se divisaient sont à même de constater que les incivilités, la violence verbale, voire une haine épidermique qui ont eu cours au printemps dernier n'ont jamais existé de la sorte en 1980 et 1995. La société québécoise a connu depuis une lente érosion démocratique, dont le refus des institutions politiques et judiciaires de la part de groupes sociaux d'âge et de statuts divers témoigne éloquentement. L'acuité de la crise actuelle, ses ombres et ses zones de turbulence marquent un refus des institutions qui nous encadrent. Le non-respect des lois, la remise en question de la légitimité du processus électoral affirmé haut et fort par des porte-parole étudiants avec la complicité de responsables de Québec solidaire n'entraîneront pas des lendemains d'élection qui chantent. Le politologue François Gelineau, de l'Université Laval, a publié cette semaine dans Le Devoir une étude qui met en lumière ce refus de l'institution politique. Il s'exprime par une baisse significative de la participation au vote depuis près de vingt ans, chez les jeunes de façon aiguë mais aussi chez les moins de 45 ans. D'où il faut conclure que nous nous dirigeons tous vers un avenir politique plus que préoccupant.

En 1995, il fallait un respect des institutions et un sens collectif de la responsabilité pour accepter le résultat négatif du référendum (à 54 000 voix près). Des pays sans forte tradition démocratique auraient sans doute connu le chaos ou l'anarchie. Dans l'état d'esprit actuel, une réélection même minoritaire du PLQ ou une élection minoritaire de la CAQ, ou pourquoi pas du PQ, malgré sa politique conciliante à l'égard des associations étudiantes, convaincra-t-elle les déstabilisateurs qui sévissent et s'activent pour ce qu'ils appellent de leurs vœux, à savoir cette « démocratie directe » dont on a un exemple avec ces votes de grève de moins de 10 % des étudiants dans les collèges et les universités, de s'incliner devant la volonté populaire ? Le refus est devenu la posture québécoise la plus orthodoxe, et voilà bien pourquoi la liberté de choix éclairé est mise à mal. Et ce n'est pas en campagne électorale que nous allons réussir à comprendre ce refus que nous avons érigé en valeur collective. Refus de la politique comme instrument d'évolution sociale, refus de croire en ceux qui consentent à nous représenter, refus de négocier, refus de toute forme d'autorité autre qu'autoproclamée, refus du progrès économique, du développement de nos richesses naturelles, de la remise en cause d'anciens paradigmes. Cette campagne électorale n'a de sens que si l'on comprend les retombées des secousses sismiques en train de nous faire « avancer en arrière », comme on disait il n'y a pas si longtemps à bord des autobus qui sillonnaient le Québec.

Vos réactions (26)

LE QUOTIDIEN : Carrefour du lecteur : Une rentrée référendaire, par Laval Gauthier, Saguenay, Publié le vendredi 10 août 2012 à 09h10

La FEUQ, la FECQ et la CLASSE se posent encore la question à savoir si elles vont continuer la grève ou non, en consultation générale. On est en plein vaudeville! La rentrée est une rentrée. Si l'on tergiverse encore à ce moment-ci, c'est que quelqu'un n'a rien compris... Cette rentrée doit être référendaire et décisive sur le plan du règlement de ce conflit étudiant. S'inscrire à la prochaine session universitaire ou collégiale (doit signifier que l'étudiant en question) n'a pas d'objection ou entérine l'augmentation des frais de scolarité et accepte sans condition de suivre sa session complètement et sans

intention de perturber les cours de ceux qui désirent terminer leurs études au plus vite. Ceux qui contestent la hausse des frais de scolarité n'ont pas à s'inscrire dans quelques programmes que ce soit! Ils pourront faire à leur guise des promenades dans les rues avec leur tintamarre. Ainsi avec les inscriptions enregistrées et signées, cela permettra aux institutions de planifier et de bien distribuer les cours aux étudiants inscrits. Si parmi eux certains sont en désaccord, mécontents ou désireux de sortir, ils pourront le faire et aller rejoindre la poignée de contestataires. Ils mettront un « X » sur leurs études et ce choix n'appartiendra qu'à eux seuls.

Nous sommes en pleine période électorale. Il y a des squelettes dans les placards de tous les partis politiques. Il faut absolument placer le débat sur les vrais enjeux de la société québécoise, l'administration, la moralité et la capacité de gouverner le Québec, et non se prononcer sur une quelconque augmentation des frais de scolarité. La consultation populaire d'aujourd'hui est sur le bilan du gouvernement et l'aptitude des leaders politiques à gérer au mieux les intérêts du Québec. Il ne faut absolument pas que les frais de scolarité prennent le devant de la scène.

LA PRESSE : Chronique : Gabriel Nadeau-Dubois: le repos du guerrier, par Nathalie Petrowski - Publié le vendredi 10 août 2012 à 07h36

On le croyait fait de bois dur, d'acier galvanisé, de béton armé. Mais Gabriel Nadeau-Dubois, GND pour les intimes, est finalement humain. Meurtri par les attaques qu'il n'a cessé d'encaisser à titre de visage officiel de la radicalité étudiante, et sans doute épuisé par l'incroyable marathon médiatique qu'il mène sans répit depuis six mois, celui qui passait autant pour un héros incandescent qu'un dangereux terroriste a démissionné. Hier matin, dans une lettre publiée par Le Devoir et adressée aux militants et membres de la CLASSE, GND a annoncé sans fanfare qu'il quittait son poste de co-porte-parole afin que du sang neuf puisse se remettre à circuler dans la coalition. Par mesure de prudence, il a toutefois ajouté qu'il ne renonçait pas pour autant à disparaître de la rue et des assemblées. Impossible de savoir si son départ est un drame ou un soulagement pour ceux qui militaient à ses côtés, parfois dans un climat de tensions et de tiraillements internes dont les échos ont résonné jusque dans les salles de rédaction.

Chose certaine, s'il y a quelqu'un qui doit déjà regretter amèrement le départ de Gabriel Nadeau-Dubois et qui perd en lui un «allié» sûr et un bouc émissaire idéal, c'est le premier ministre Jean Charest. Sans Gabriel, haranguant les foules, le regard clair, le poing levé, la voix pleine de colère, Jean Charest n'aura plus d'épouvantail à agiter, plus de démon blond à accabler de tous les torts de la terre. Sans Gabriel comme porte-étendard de l'incurie sociale et de ses violents débordements, le roi sera nu et obligé de rendre des comptes sur personne d'autre que lui-même. On peut d'ailleurs se demander s'il n'y a pas un brin de stratégie politique dans la décision subite de GND de quitter la scène publique. Dans sa lettre, il écrit d'ailleurs que son seul regret, c'est de quitter ses fonctions alors que Jean Charest est toujours premier ministre du Québec. Pas fou, le militant a sans doute compris que son départ était la meilleure façon de nuire à Jean Charest et de s'assurer qu'il ne soit pas réélu. En attendant l'issue finale, GND peut se féliciter d'avoir mené une fichue de belle lutte au nom

des étudiants québécois et d'avoir contribué au réveil d'une société somnolente. Qu'on soit d'accord ou non avec ses positions radicales et son idéalisme intransigeant, on ne peut nier l'impact qu'il a eu, que ce soit en redonnant espoir aux uns ou en faisant grincer des dents et grimper dans les rideaux les autres. Ses camarades de la CLASSE ont beau dénoncer la personnalisation dont GND a fait l'objet pendant toute la durée de la crise, c'est précisément l'effet de cette personnalisation qui a permis au jeune et fougueux porte-parole de porter la cause étudiante à l'attention du monde entier. GND n'a pas fait à lui tout seul le printemps érable. Léo Bureau-Blouin, Martine Desjardins et les milliers d'étudiants qui ont pris d'assaut les rues ont joué un rôle tout aussi déterminant. Mais GND a été le premier visage identifié et identifiable de la contestation, celui qui a allumé la mèche de la rébellion, celui qui a fait fondre notre indifférence à l'égard de revendications étudiantes. Son charisme, sa fougue et son éloquence ont fait le reste du travail.

Depuis les premiers jours de la grève jusqu'à l'imposition de la loi spéciale (78) en passant par le cycle exténuant des négociations avec le gouvernement, on imagine que la pression a dû être énorme et à la limite du supportable pour ce militant de 22 ans. Pourtant, malgré son jeune âge et son manque d'expérience politique, il n'a jamais lâché prise et s'est acquitté de son rôle de porte-parole avec un aplomb étonnant. Plus important encore, à travers Gabriel Nadeau-Dubois, c'est toute une génération que les Québécois ont découverte: pas rien qu'une génération d'enfants gâtés comme ont prétendu cer-

tains avec mépris, mais des jeunes éduqués, cultivés, sachant s'exprimer clairement et dont l'intelligence et l'éloquence étaient une pub quotidienne sur le mérite des études collégiales et universitaires. Le seul reproche qu'on pourrait faire à GND, c'est d'avoir participé avec un peu trop de docilité au cirque médiatique sans jamais refuser une seule des trois millions cinq cent mille demandes d'entrevue offertes par l'usine de l'information. La trop grande visibilité de GND a fini par donner l'impression qu'il était un kid kodak comme les autres, complètement accro aux caméras et aux

micros. En même temps, comment reprocher à un militant de 22 ans pour qui la cause passe avant tout, même la vie, de saisir chaque occasion pour se faire entendre? Hier, pour une rare fois, GND n'a accordé qu'une seule entrevue, à Anne-Marie Dussault, sur RDI. J'ignore au prix de quel supplice celui qui n'a jamais dit non à un micro en est venu à cette décision. Une chose est sûre: la cure de désintox des médias sera sans doute ardue pour Gabriel Nadeau-Dubois. Quant au repos, il sera amplement mérité.

LA PRESSE : Éditorial : GND reviendra, par Mario Roy - Publié le vendredi 10 août 2012 à 06h00



PHOTO IVANOH DEMERS

ARCHIVES LA PRESSE

Gabriel Nadeau-Dubois reviendra un jour sur la scène politique: il en a le talent et il en aura le goût. À ce moment, peut-être le principe de réalité aura-t-il agi sur lui comme il agit sur d'autres, aujourd'hui.

Il a été une sorte de météorite politique venue percuter le Québec. Pour les opposants à la hausse des droits de scolarité, la victoire est à portée de main. Une question de jours, littéralement. Il suffit d'élire le Parti québécois qui, à toutes fins utiles, a promis de céder. La tâche n'est pas titanesque: le PQ est au seuil du pouvoir... Est-ce le calcul que font les nombreux étudiants qui, depuis 48 heures, rejettent une nouvelle ronde de boycottage des cours? C'est douteux.

Probablement est-ce plutôt le principe de réalité qui s'impose: pour obtenir un diplôme, il faut un jour ou l'autre aller en classe (en lettres minuscules...). Sans compter que la très grande majorité des étudiants n'a jamais adhéré aux positions radicales des activistes. Et que ces derniers s'essoufflent, comme l'a démontré la «manifestation» ratée de mercredi. Et comme l'illustre le retrait subit de Gabriel Nadeau-Dubois.

GND, comme tout le monde le désigne, est un être brillant. Plein d'assurance. À la fois volubile et secret: il ne dira sans doute jamais quel rôle ont joué dans sa démission les déchirements groupusculaires à l'intérieur même de la CLASSE. Charismatique et humble: ni chef ni leader, seulement porte-parole, a-t-il toujours martelé contre toute évidence.

Car il a bel et bien été une sorte de météorite politique venue percuter le Québec.

Que GND ait imposé l'intransigeance de la CLASSE dans les négociations avec l'État, rien d'étonnant: dans la marmite syndicale, le radicalisme surnage toujours. Qu'il ait réussi à enjôler le Parti québécois est déjà plus remarquable. Mais ce n'est rien à comparer avec le fait qu'il est aussi parvenu - avec d'autres, sans doute - à imposer une vision fantasmagorique de la société à une multitude de professeurs, d'intellectuels, d'artistes, de stars médiatiques. Des gens de mots et d'humeurs, il est vrai, donc vulnérables

au pouvoir de séduction du bon vieux romantisme révolutionnaire.

C'est cette vision que Gabriel Nadeau-Dubois expose à nouveau dans sa lettre de démission. La vision d'une société dantesque dont le «projet mortifère» ne se construit qu'avec «des tromperies, des mensonges, des scandales et des attaques à la population». Une société opprimée par «la dureté des matraques et l'acidité des gaz lacrymogènes». Une société où n'existe plus que «la marchandisation de nos vies»...

GND ne peut pas être tenu responsable de tout ce qui s'est fait et dit dans le cadre du conflit étudiant.

Mais il n'est pas non plus étranger au développement d'une dynamique de l'excès qui, d'outrance en outrance et de blogues en tweets, a sombré dans l'absurde. Le néolibéralisme a pulvérisé l'État. Un manifestant a été tué et des femmes enceintes battues par la police - police politique, bien sûr. Des hommes en noir circulent dans des camionnettes blanches et s'attaquent aux passants... Au plus fort des manifestations, on en est bel et bien arrivé à ce X-Files-en-Québec!

Gabriel Nadeau-Dubois reviendra un jour sur la scène politique: il en a le talent et il en aura le goût. À ce moment, peut-être le principe de réalité aura-t-il agi sur lui comme il agit sur d'autres, aujourd'hui.

LE DEVOIR: Lettre - Mille fois merci, par Jacques Léger - Montréal, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

Tu démissionnes comme co-porte-parole de la CLASSE, mais tu demeures très présent et solidaire pour tous les combats présents et à venir ! La vie démocratique du Québec a retrouvé grâce à toi et tes compagnons et compagnes ses lettres de noblesse et son indéniable beauté. Je suis à l'autre bout de la vie et tu as su m'insuffler l'élan, l'espoir et le courage d'un nouveau printemps. Je vous ai accompagnés sur le rude chemin de vos engagements et, désormais, je marcherai pour toujours à vos côtés. Il serait important que dans tous les quartiers de Montréal et de Québec, de même que dans toutes les agglomérations de ce pays fascinant, une chaîne humaine incessante et attentive cerne fermement les combats présents et à venir et dessine les contours des gestes à poser et des prises de

paroles qui construisent et libèrent de la médiocrité politique actuelle.

Merci de nous accompagner à l'heure des décisions difficiles et des luttes à poursuivre à jamais. Car ne sera jamais terminé le bruissement d'une vie solidaire sous la dictature des dirigeants qui manipulent sans fin le peuple à des fins bassement partisans.

Jacques Léger - Montréal, le 9 août 2012

Vos réactions

Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 08 h 31
Votre belle plume rend un très bel hommage à M. Gabriel Nadeau-Dubois

Je crois qu'effectivement on peut dire que la vie démocratique du Québec a retrouvé ses lettres de noblesse et son indéniable beauté grâce à M.

Gabriel Nadeau-Dubois et ses pairs; les Québécois(se)s leur en sont fort redevable.

Il fait grand bien de voir cet arbre de notre jeunesse québécoise grandir et déjà produire ses fruits, ils sont si beaux et bons à la fois et détonnent dans cette forêt publique affectée par le PLQ.

Solange Bolduc - Abonné, 10 août 2012 11 h 47

Votre témoignage est une symphonie de sons et de couleurs qui rassemblent, qui doivent rassembler tout le peuple du Québec. Et vous avez tant raison de dire : "Car ne sera jamais terminé le bruissement d'une vie solidaire sous la dictature des dirigeants qui manipulent sans fin le peuple à des fins bassement partisans."

La poésie est le maître d'oeuvre de la vérité !
Merci pour vos bons mots !

LE DEVOIR: Lettre - Les convictions réelles, par Raymond Ethier - Le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

Nous venons d'apprendre que Gabriel Nadeau-Dubois a remis sa démission comme responsable premier de son organisme d'opposition. Démission à laquelle Le Devoir a accordé une trop grande importance : à la une, avec sa photo. Il semble assez clair qu'il démissionne parce qu'il appréhende que les étudiants ne le suivront plus lors des votes de grève. Voilà que se découvrent ses convictions réelles. Il a beau essayer de se justifier dans son communiqué, nous ne sommes pas dupes de ce qu'il ne dira pas. Il adopte le comportement des politiciens qu'il a dénoncés et

qu'il dénonce. La faible participation de 6% d'étudiants qui ont voté pour poursuivre la grève lui a donné le coup fatal. Une aussi faible participation est une extrême affirmation de désaveu. Comment se fait-il que les journalistes ne commentent pas ce désordre de vote si faible qui entache la démocratie ? À peine 60 étudiants qui ont imposé un oui à la continuité de la grève à une très grande majorité d'étudiants. Il y a là violence forcée contre la démocratie. C'est la démonstration que la loi doit revoir le quorum nécessaire lors d'assemblées diverses.

Raymond Ethier - Le 9 août 2012

Vos réactions

Anne-Hélène Jutras - Abonnée, 10 août 2012 00 h 32

Vous n'avez rien compris

M. Ethier,

Vous n'avez rien compris.

Julien Ouellette - Inscrit, 10 août 2012 01 h 11

Quelques commentaires

Bonjour M. Ethier

1) Prêter des intentions au gens est toujours douteux et délicat. Vous ne connaissez proba-



<p>blement pas M. Nadeau-Dubois et n'êtes pas (comme beaucoup d'entre nous) en mesure de connaître les motivations qui le poussent à démissionner de son rôle de porte-parole.</p> <p>2) Monsieur Nadeau-Dubois n'était justement pas «responsable», mais bien porte-parole de la CLASSE.</p> <p>3) Il est difficile d'être ou de ne pas être dupe de ce qui n'est pas dit, comme vous le laissez entendre. J'ai beaucoup d'exemples et de contre-exemples en tête...</p> <p>4) Les politicien-ne-s ne se retirent pas systématiquement lorsque les choses vont mal. Jean Charest et Pauline Marois en sont des exemples révélateurs. D'ailleurs, qu'est-ce qui vous pousse à juger que les choses vont mal pour les étudiants-e-s et les associations étudiantes? Qu'est-ce qui selon vous a été le «coup fatal»</p> <p>5) En ce qui concerne le taux de participation aux assemblées, les gens qui se sont abstenus doivent assumer le fait de leur non-participation. De plus, les votes ayant lieu après de longs moments de délibération collective, me semblent refléter des valeurs beaucoup plus démocratiques que celles ayant cours dans notre système politique et son mode de scrutin actuel, qui n'implique que le vote de citoyen-ne-s, informés ou non, raisonnés ou non, sans débat préalable. J'aimerais davantage voir une réforme de nos institutions (comme la proportionnelle, le vote plurinominal, l'abolition des «campagnes électorales», etc.) qui sont caduques et qui ont des implications plus importantes sur notre société que les associations étudiantes.</p> <p>6) Je vous souhaite une bonne journée néanmoins, et au plaisir de lire vos prochaines réflexions, plus étayées et argumentées.</p> <p>J.O. Simon Chamberland – Inscrit, 10 août 2012 11 h 02</p>	<p>En lisant la lettre de Raymond Éthier, une perception d'incompréhension de ce dernier s'est dégagée à tel point qu'un commentaire explicatif me paraissait essentiel.</p> <p>En lisant votre commentaire, j'ai vu que je ne pourrais rien ajouter de plus. Félicitations.</p> <p>Annie Marchand – Inscrite, 10 août 2012 08 h 09</p> <p>De la cohérence, je vous prie</p> <p>Si je suis votre logique, M. Ethier, le même cadre devrait être appliqué pour les élections du 4 septembre? Et si je pousse votre raisonnement un peu plus loin, cela signifie que notre gouvernement actuel est fausement à la conduite du Québec depuis 10 ans?</p> <p>Vous soulevez un impair de la démocratie représentative, qui n'est pas imputable qu'aux associations étudiantes, si ce que vous dites est réel. Mais bizarrement, dans mon association étudiante, il y a un quorum...</p> <p>Solange Bolduc – Abonné, 10 août 2012 11 h 41</p> <p>Pauvre M. Éthier : dans les secret des dieux ou dans les patates</p> <p>"Il semble assez clair qu'il démissionne parce qu'il appréhende que les étudiants ne le suivront plus lors des votes de grève. Voilà que se découvrent ses convictions réelles. Il a beau essayer de se justifier dans son communiqué, nous ne sommes pas dupes de ce qu'il ne dira pas..."</p> <p>La lecture de l'événement "Démission de GDND" est pour une bonne majorité de gens assez différente de la vôtre. Et c'est assez facile à comprendre : La majorité prend les choses pour ce qu'elles sont ou en faisant une lecture honnête de sa lettre de démission, et non en projetant ses pensées négatives comme vous le faites si bien !</p> <p>Continuez de ruminer des pensées noires : le champs de patates n'est certainement pas si loin de chez vous , à moins que vous croyiez à la divination ou aux haruspices ?</p>	<p>Denis Therrien – Inscrit, 10 août 2012 17 h 49</p> <p>Pas nécessairement la loi</p> <p>Monsieur Éthier, ce n'est pas nécessairement à la Loi d'encadrer la démocratie étudiante mais aux étudiants eux-mêmes de s'impliquer et se prendre en main. Qu'il y ait une clique là qui impose ses vues aux autres ? C'est partout comme cela, aux gens à s'impliquer et faire partie de la clique au pouvoir ou être dans un contre-pouvoir pour les surveiller ou sinon de vivre avec et prendre leurs propres décisions sur le plan personnel. Cela pourrait être de changer de programme d'études.</p> <p>Regardez les règles de l'AEHEC : http://www.journalinteret.com/vieetudiante/lahec-ec-</p> <p>Il faut d'abord une pétition de 150 noms avant de tenir un vote de grève chez les étudiants.</p> <p>Est-ce vraiment mieux ? Pas certain, mais cela peut être une association étudiante à l'image de sa communauté. Si cela fait pas votre affaire, arrangez-vous pour la faire signer cette pétition ou bien encore devenir un des responsables de l'AEHEC et de faire changer les règles.</p> <p>Un étudiant, peut très bien aussi continuer à étudier là tout en soutenant ceux en grève individuellement et il pourrait aussi faire de la radio à CISM, par exemple. On peut appartenir à plusieurs communautés en même temps mais on doit la respecter.</p> <p>C'est comme l'étudiant en informatique qui s'est inscrit au Cégep du Vieux-Montréal et qui a publié une lettre ici... Que fais-tu à ce cégep ? Tu ne le savais pas qu'il était très fortement à gauche et depuis des lunes ? Tous ont le droit de vote, bien sûr, mais si tu veux changer le fonctionnement, tu dois faire partie de la clique...</p> <p>C'est plus démocratique au provincial ? Au municipal ou au fédéral ? Mon oeil !!!</p>
--	--	---

THE GAZETTE: Opinion: University is a privilege, not a right, By Claude Montmarquette, president and executive director of the Montreal-based Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (Cirano) - he headed up a provincial task force that in 2008 recommended higher university tuition fees — and higher user fees generally in Quebec - Special to The Gazette – Friday, August 10, 2012

MONTREAL — The red square has been embraced by many Quebecers to symbolize opposition to higher university tuition fees. From a marketing point of view, it was a great idea. Highly visible and with nearly no cost to produce, the red squares spread rapidly. But the case for lifting Quebec's long-standing tuition freeze is strong, I believe.

Increasing the ceiling on university tuition fees to more accurately reflect the true cost of education was recommended by a provincial task force that I presided over in 2008. Underpinning our entire report, titled Mieux tarifier pour mieux vivre ensemble, also known as the Montmarquette report, was the conviction that setting fees more equitably is an effective and fair way to fund public services and, consequently, to enhance the quality of life of Quebecers.

The government of Quebec's subsequent decision to increase tuition, as first outlined in the last provincial budget and later amended to spread the proposed increase over a longer period of time, was made to partly compensate for weaknesses in the financial capacity of Quebec universities to compete with their North American peers.

While the red square represents symbolic rejection of the proposed increases, the accompanying strike last spring that was supported by, or forced on, a third of all CEGEP and university students is unjustified on a strictly economic basis.

The rate of return on investment in a university degree is, on average, about 15 per cent to 20 per cent higher in terms of annual earnings than on a CEGEP diploma, even after taking into account the proposed higher tuition fees. This is a substantial difference — and unless one is very lucky, it will be difficult to match this lifetime rate of return with any other form of investment.

Why strike then? I ask this question this week, as students have returned to schools to take new "strike" votes. One argument is the accessibility of a university education. The government has reacted to these concerns by increasing access to fellowships and loans and with special programs to make reimbursement of contracted loans a lot easier.

Lack of financial means is not an obstacle to access to a university in Quebec for an academically qualified student. To see the real reason for

the student strike, one should look at the political dynamics of special-interest groups. In all economies where the government represents a very important size of gross domestic product, pressure groups abound. The argument is simple: If it is not me, then it will be someone else who will benefit from government spending. This has been the rule in Quebec for the past 25 years.

If you are able to mount sustaining pressure on government, then government will inevitably backtrack on decisions that you and your group do not like. In this regard, students are not leaders, but followers.

However, this game is not a zero-sum game, as political decisions are always economically costly. Unless as a society we do recognize this, we are doomed to suffer some of the same consequences that we are beginning to see unfold in Europe.

Was last spring's strike inevitable? Is a second round of strike action inevitable? There is so much uncertainty now because it is clear the whole issue is morphing uncontrollably into something bigger but still very vague — a fight against capitalism, neo-liberal ideas, the financial system, globalization, shale gas, asbestos, Plan Nord, you name it.

As mentioned earlier, the increase in fees was to correct for the underfunding of our universities. In the current state of our public finances, it was difficult for the government to do more. Given the relative wealth of the province, the government of Quebec is already more committed than most governments in North America to supporting their universities.

Asking students to share eventually 17 per cent of their annual educational costs versus 25 per cent elsewhere in Canada is neither an insurmountable goal nor a scandal. One has also to remember that, in Quebec, the second year of CEGEP is like the first year of university elsewhere in Canada — and it's free.

Looking back, we could maybe have introduced this increase in tuition differently. University programs do not bear all the same cost profiles. Educating a veterinarian is four times more costly than educating an anthropologist. We could have decided to increase the fees in some sectors — and freeze fees, and even lower them, in other sectors. No wonder



we never saw students in medicine or engineering out on strike for more than one symbolic day.
 Another alternative would have been to let each university decide for itself what to do with respect to its fees. Some would choose to compete for quality, and would have thus raised their fees to attract or retain the best professors.
 Others would have decided to compete on price and kept fees frozen. Let us not be naïve and think that all universities are comparable in quality and that they must follow the same policy.
 But maybe this debate is best held for another day, after we resolve the conflict set to unfold in the coming weeks.
 Until then, students have to recognize that attending university is not a right; it is above all a tremendous privilege to a gifted minority.

[13 comments](#)



Photograph by: Dave Sidaway/The Gazette , Dave Sidaway / THE GAZETTE
 Demonstrators are chased by police along René Lévesque Blvd. during a protest against tuition hikes.

LE DEVOIR: Lettre - Pour une cause noble, par Michel Beaumont - Québec, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

L'annonce de la démission de Gabriel Nadeau-Dubois ne doit pas être perçue comme un échec. Ce jeune homme aura prouvé, hors de tout doute, qu'il était plus gagnant de s'impliquer dans une grève étudiante comme chef d'une association étudiante que de s'écraser dans les insignifiantes ailes jeunesse des partis matures qui limitent, éteignent et contrôlent au compte-gouttes les jeunes. N'oublions jamais que ces ailes jeunesse n'existent que par pure politesse, cela, sans pouvoir décisionnel. Les propos savamment alambiqués de Nadeau-Dubois, tout au long de ses interviews, auront réussi à cibler un néolibéralisme au sein du PLQ ainsi qu'à faire bouger des ministres, ma foi, titubants. Rarement, dans nos annales, aurons-nous vu un jeune éveiller et polariser la conscience populaire

de la population pour une cause noble, cela, sans budget douteux. L'avenir politique des jeunes passera dorénavant par un engagement indépendant loin des partis connus afin de trouver les projecteurs médiatiques. C'est fini le temps des coulisses des partis riches et matures qui ne nourrissent que les bien nantis.
 Michel Beaumont - Québec, le 9 août 2012

Vos réactions

Roland Guerre - Inscrit, 10 août 2012 01 h 58
 Vers un renouvellement
 Le tableau, que nous observons depuis l'écllosion du printemps érable, souligne la coupure de la société, le rejet - dans la pratique - de la jeunesse étudiante par les principales forces politiques. La Classe, avec Gabriel Nadeau - Dubois

et ses camarades, a proposé une nouvelle approche, défini les principaux problèmes du Québec, classé ses doléances et ses solutions. Elle apportera le renouvellement du personnel politique, du traitement des problèmes ; elle maîtrisera la transition ouverte et définira une nouvelle Charte.

Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 08 h 38
 Bien dit M. Beaumont !
 «C'est fini le temps des coulisses des partis riches et matures qui ne nourrissent que les bien nantis.»
 Passons notre message de façon concrète et solidaire ce 22 août 2012 et ce, en marchant tous ensemble dans les rues qui sont les nôtres.

LE DEVOIR: Lettre - Une lutte ne fait pas le printemps, par Yvon Bureau - Québec, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

Plusieurs luttes, avec patience et respect et ténacité, oui, ces luttes font un printemps.
 Courage, Gabriel. Voici ce qu'en dit « l'indigne » par excellence, l'abbé Pierre. Nous avons deux yeux. L'un pour voir les injustices et les combattre infiniment, l'autre pour s'émerveiller, à l'infini. Le courage ? Garder toujours les deux yeux bien ouverts. Bonne, heureuse et fructueuse route, Gabriel. Sois rassuré, tout ira bien.

Nous sommes et serons présents, nous, du Nous sommes Avenir, Nous sommes Passé.
 Yvon Bureau - Québec, le 9 août 2012

Vos réactions

Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 08 h 06
 Tout à fait M. Bureau !
 J'aime bien votre écrit qui rappelle que le courage est d'avoir les deux yeux grands ouverts, l'un pour voir les injustices malgré le côté désagréable de certaines visions afin de les combattre

avec persévérance, et l'autre pour s'émerveiller infiniment afin de se ressourcer et de préserver une vision équilibrer.

Au plaisir de marcher à vos côtés ce 22 août 2012.
 Solange Bolduc - Abonné, 10 août 2012 12 h 04
 Ce Feu brûlant a fait notre printemps !
 Si la lutte ne fait pas le printemps, le Soleil lui le fait amplement! Rien ne se perd : Tout ce que l'on sème revient à l'aurore plus intense encore !

LE DEVOIR: Lettre - Engagé, généreux et solidaire, par Charles Labrie - Bury, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

Je suis surpris mais pas inquiet de ton retrait de l'arène sociale, pour le moment. Tu nous as allumés et interpellés, nous, un grand nombre de baby-boomers confortablement endormis sur le lit de nos indifférences. Tu as suscité nombre de nouveaux engagements de tes contemporains, à plusieurs niveaux, ne serait-ce que de participer aux manifestations ou aux concerts des casseroles, ici dans mon humble village... anglophone par surcroît.
 Pendant un certain temps, avant la loi 78 (maintenant 12), j'avais l'impression que tu étais avec toute ton équipe l'opposition officieuse au gouvernement en place. Et voilà la source de leur hargne et du déni constants dont ils t'ont affublé. Plus encore, ils ne se sont pas gênés pour te cibler comme adversaire à abattre jusqu'à penser une élection sur le dos bien large de ce Gabriel Nadeau-Dubois.

leader de ce printemps érable, au Québec. Tu es la métaphore de cette nouvelle jeunesse engagée, ouverte au monde et dont l'action s'inspire du bien commun. Tu es ce rappel du René Lévesque des temps modernes qui nous manque tant.

De nombreux jeunes et moins jeunes marchent déjà dans tes pas. Quelque part, sur la ligne du temps, nous saurons te rejoindre dans cette voie nouvelle que tu nous as dessinée. Et mes 67 ans m'assurent qu'il pourrait en être ainsi. Merci, Gabriel Nadeau-Dubois pour qui tu es pour nous. [...]

Charles Labrie - Bury, le 9 août 2012

Vos réactions

Roland Guerre - Inscrit, 10 août 2012 02 h 05
 Elixir
 Gabriel Nadeau - Dubois a le privilège - rare - de nous rendre notre jeunesse, de ressusciter les combats auxquels nous avons pris notre part. Son approche mobilisera progressivement les citoyens. Son passage de témoin oblige ses adversaires à rendre les armes, à modifier l'image (qu'ils se sont efforcés de salir, pendant

des mois), à réviser (l'approche de la rentrée encourage ce mouvement) leur lecture du printemps érable, à mesurer la profondeur de la crise qui secoue le Québec.

Alain Lirette - Inscrit, 10 août 2012 03 h 01
 Nouvelle jeunesse engagée! ?
 Quand vous parlez de nouvelle jeunesse engagée, faites-vous allusion à celle qui ne vote pas, préférant crier et frapper sur des casseroles, le tout fait entre deux tweets? Non merci! Et j'apprécie autant l'arrivée de Léo qui s'engage, que du départ de Gabriel qui dégage. Les deux semblent avoir compris, pour le meilleur...
 Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 08 h 20
 Bel hommage à M. Gabriel Nadeau-Dubois M. Labrie !

Nous rejoignons déjà M. Nadeau-Dubois en osant nous affirmer en grand nombre de plus en plus haut et fort et à travers les médias et c'est un plaisir que de voir ce constat solidaire pour le bien commun de tou(te)s les Québécois(se)s.
 La prochaine réunion pacifique se fera le 22 août 2012 afin de montrer à nos candidats en élection qu'un automne québécois est à prévoir si le 1%,



<p>leurs larbins et leurs tits amis persistent à démolir nos acquis et à s'enrichir sur notre dos impunément.</p> <p>On le voit ce que cela donne des sanctions monétaires aux individus et aux organisations afin qu'ils respectent une loi avec cette Loi 12 anti-constitutionnelle du PLQ. Personne ne peut se</p>	<p>permettre d'outrepasser cette loi individuellement, en personne ou comme association sans risquer la faillite, alors pourquoi aucune loi n'a la même emprise pour obliger nos dirigeants à respecter leurs fonctions, nos lois, nos règlements et leurs missions premières qui est d'être au service de l'ensemble des citoyen(ne)s québécoi(se)s et non</p>	<p>d'une clique de 1%, de leurs larbins et de leurs tits amis, mafieux s'il s'en faut.</p> <p>Solange Bolduc – Abonné, 10 août 2012 11 h 54</p> <p>Serait-il devenu notre Muse à tous !</p> <p>Tant d'inspiration ne peut naître de rien !</p> <p>Il est, il était et sera !</p> <p>Merci monsieur de l'avoir si bien saisi !</p>
---	---	---

LE DEVOIR: Lettre - Merci à Gabriel Nadeau-Dubois, par Raymond Laprée - Gatineau, le 9 août 2012 - Vendredi 10 août 2012

<p>Ce n'est pas un membre de la CLASSE qui vous écrit ce remerciement, mais le grand-père d'une cégépienne bientôt à l'université, et un membre participant, en 1962, à titre de président de son collège, à la première rencontre de création d'un regroupement des étudiants des collèges et universités à l'instigation de Pierre Marois, alors étudiant universitaire et devenu par la suite ministre du Développement social dans le cabinet de René Lévesque. Dans votre lettre de démission (Le Devoir, 9 août 2012), vous mettez la bonne distance entre qui vous êtes et le mouvement pour lequel vous avez été le porte-parole ; vous soulignez en vos mots que la preuve sera faite d'une véritable mouvance sociale et non qu'il s'agit d'un effet de leadership individuel. Il faut en effet éviter qu'une organisation soit vue par son porteur de ballon comme « son bébé », selon l'expression populaire. Si une organisation continue son chemin avec vitalité en changeant de porteur symbolique de ses visées, elle est en santé.</p> <p>Gabriel Nadeau-Dubois, vous avez bien rendu cette idée dans votre message de démission. Vous avez une grandeur d'âme peu commune et que je salue, cette grandeur d'âme absente chez</p>	<p>vos principaux détracteurs qui vous ont injustement agressé durant de longs mois en ne comprenant rien du discours alternatif de votre coalition. Merci. Et dans 50 ans, transmettez ces hommages à un autre jeune qui reprendra un idéal demeuré vivant en votre for intérieur.</p> <p>Raymond Laprée - Gatineau, le 9 août 2012</p> <p>Vos réactions</p> <p>Roland Guerre – Inscrit, 10 août 2012 01 h 51</p> <p>Aristocratie de la pensée</p> <p>La noblesse du passage de témoin de Gabriel Nadeau - Dubois souligne son appartenance à l'aristocratie de la pensée. Gabriel est un chevalier, qui poursuit son combat pour une politique neuve, une approche courageuse des problèmes du Québec. Je souhaite qu'il entre dans l'arène politique, qu'il imprime sa marque à la gestion du pays. Il répondra à votre appel, à notre appel, transmettra la flamme qui l'anime aux jeunes générations.</p> <p>Chantal Mino – Abonnée, 10 août 2012 07 h 55</p> <p>J'endosse en tout point votre lettre M. Laprée</p> <p>Il n'y pas grands politiciens qui pourraient se targuer de recevoir autant d'hommage aussi gratuitement de la population québécoise sans qu'on doute le moindrement d'un retour d'ascen-</p>	<p>seur pour un service rendu, et ce, tel que M. Gabriel Nadeau-Dubois en reçoit avant sa démission de la CLASSE et après.</p> <p>Cet hommage, il le mérite amplement pour sa générosité et celle de ses pairs qui se sont sacrifiés pour le bien commun de tou(te)s et surtout, pour réparer tout le mal que certain(e) ont fait à l'intégrité et la dignité même de sa personne et se plaisent d'ailleurs à continuer encore à le faire à travers certains médias dont ils profitent d'avoir les contacts et le contrôle de la tribune médiatique.</p> <p>Montrons-leur que le bouche-à-oreille est bien plus fort ! Montrons-leur les réelles valeurs québécoises ! Montrons-leur que le bien commun de l'ensemble des citoyen(ne)s québécoi(se)s passera avant tout quoiqu'il advienne ! Montrons-leur en se réunissant tou(te)s le 22 août 2012 aux côtés de notre jeunesse, des associations étudiantes, du peuple québécois, bref aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois !</p> <p>Solange Bolduc – Abonné, 10 août 2012 11 h 24</p> <p>Je vous suis parfaitement, madame! Ainsi que monsieur Laprée !</p>
---	---	--

LA PRESSE : Quel impact aura eu Gabriel Nadeau-Dubois? - Publié le jeudi 09 août 2012 à 16h44

<p>La Presse</p> <p>Quelle aura été la contribution de Gabriel Nadeau-Dubois, qui a remis sa démission hier comme porte-parole de la CLASSE, au mouvement étudiant du printemps? VOS COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.</p> <p>CHAPEAU!, par Raymond Gravel, Prêtre dans le diocèse de Joliette et ex-député fédéral de Repentigny</p> <p>Gabriel Nadeau-Dubois mérite tout notre respect et notre admiration. Dans la tourmente, ce jeune a gardé son sang-froid, même si le gouvernement libéral en place a tout fait pour le discréditer et même le démoniser. Il n'a jamais baissé les bras et il a toujours su bien représenter la CLASSE, durant ce conflit qui s'éternise à cause de l'incompétence d'un Jean Charest qui se sert des étudiants pour se faire réélire le 4 septembre prochain. En démissionnant de son poste de co-porte-parole du mouvement étudiant, Gabriel prouve une fois de plus qu'il est quelqu'un de bien, puisque Jean Charest ne pourra plus se servir de lui pour se faire du capital politique en vue des élections. Ce jeune est sans doute conscient qu'il sert toute la population du Québec, en se retirant des médias, pour que la campagne électorale soit axée sur autre chose que le conflit étudiant. Personnellement, j'ai de l'admiration pour lui et j'ose espérer le retrouver ailleurs, pour défendre les intérêts des plus démunis et des sans-voix de notre société. Merci Gabriel d'avoir suscité chez moi et chez d'autres l'indignation face à ce gouvernement corrompu. Des jeunes comme toi qui ont l'audace et le courage de dénoncer l'injustice et l'exploitation des petits, se font réprimander et même ostraciser... Ne t'en fais pas! C'est le prix de la liberté!</p> <p>TROP RIGIDE, par Denis Boucher, Associé au sein d'un cabinet de relations publiques</p>	<p>La lettre de démission écrite par le célèbre porte-parole de la CLASSE est particulièrement révélatrice de sa structure de pensée. De toute évidence, il se croyait le représentant de toute la jeunesse québécoise. On comprend aussi que les droits de scolarité n'étaient que le paravent de son agenda dans sa grande cavalcade contre ce qu'il appelle l'affairisme. On voit aussi que GND a du mal à mettre en perspective la contestation, la qualifiant d'historique même si elle n'a rassemblée qu'une infime partie des étudiants. Mais on ne peut enlever à GND son grand talent de la formule percutante, son sens du « clip ». « Malheureusement », au-delà de la formule, il existe un monde que l'on appelle la réalité. Celle où les lois doivent être respectées ou bien contestées par la voie des tribunaux et non par des manifestations qui dégénèrent et de la violence. Celle où on accepte que la société dans laquelle on vit doit tenir compte, non seulement de nos aspirations, mais aussi de notre capacité de payer. Celle, finalement, où l'on est suffisamment humble pour se dire que notre vision n'est pas l'unique solution et que celle des autres est forcément méprisable. On ne peut, quand on prétend parler au nom de toute la jeunesse, faire preuve d'autant de rigidité. Il faut accepter que ce ne soit pas ma façon ou la révolution!</p> <p>SOMBRE COURANT DE PENSÉE, par Adrien Pouliot, Président et chef de la direction de Draco Capital</p> <p>M. Nadeau-Dubois aura fait comprendre au pauvre petit contribuable québécois, normalement trop occupé à travailler et à payer ses impôts pour s'informer de ce genre de choses, qu'il y a une petite frange d'exaltés bien nantis, financés directement ou indirectement par l'État, qui, sous le couvert d'agir pour le bien collectif, nourrit un mouvement radical, dangereux et violent de contestation dont le but est d'attiser des tensions sociales pour miner nos institutions</p>	<p>démocratiquement élues. GND nous aura aussi permis de mettre en lumière les liens entre lui, l'ASSÉ, l'Union communiste libertaire et Québec solidaire. Sans lui, nous n'aurions probablement jamais lu le manifeste de la CLASSE, « une caricature de ce qui se fait de plus crétin du côté gauche de l'échiquier politique depuis que le marxisme et le communiste se sont fracassés sur le réel il y a une vingtaine d'années », de dire le commentateur Normand Lester qui lui trouve des relents de féminofascisme et qui nous rappelle, dit-il, la naissance du fascisme en Italie dans les années 1920. Le court passage de GND aura laissé comme héritage un éveil à l'existence au Québec d'un sombre courant de pensée qu'on croyait disparu avec l'effondrement du mur de Berlin.</p> <p>L'ÉVEIL DU PEUPLE, par Caroline Moreno, Écrivain et comédienne</p> <p>Gabriel Nadeau-Dubois a contribué à sonner l'éveil du peuple québécois qui, depuis le référendum volé de 1995, s'était assoupi. Il lui a redonné la parole. Au plus fort de la crise, 300 000 personnes ont usé de ce droit dans la fierté et l'enthousiasme. Les interventions intelligentes et posées de GND ont permis de rompre avec la langue de bois et le politiquement correct introduits par Lucien Bouchard lors de son règne. Les mots ont repris leur valeur et leur sens. Grâce aux étudiants et à leurs leaders, les Québécois ont signifié au monde entier qu'ils étaient vivants et différents. Merci à Gabriel Nadeau-Dubois. Bon succès pour la suite des choses!</p> <p>LA POUDRIÈRE, par Mélanie Dugré, Avocate</p> <p>Xavier Dolan le trouvait sexy. J'ai pour ma part trouvé que Gabriel Nadeau-Dubois avait une sacrée tête de cochon. Ce peut être une qualité exceptionnelle en certaines circonstances, mais dans un contexte de négociations où les émotions sont à fleur de peau, ce peut facilement</p>
--	---	---



devenir un bien vilain défaut. Il est néanmoins difficile de rester indifférent devant la clarté de la pensée et les propos éloquentes de ce jeune homme, tout comme il est impossible de ne pas sourcilier devant l'accueil de rock star que lui ont souvent réservé les carrés rouges. S'il a su exercer un pouvoir rassembleur sur ses troupes, il a malheureusement été sous-estimé par les dirigeants du gouvernement. Des trois représentants des associations étudiantes, il a été le plus intransigeant et le moins conciliant et il doit en conséquence porter une partie du blâme pour l'échec des négociations. Je partage son opinion à l'effet que la CLASSE a maintenant besoin de nouveaux visages et de sang neuf afin d'éviter de ressasser de vieilles rancunes et raviver des querelles du printemps érable. Je retiendrai de cet être entêté la force de ses convictions tout en constatant qu'il aura semé sur son passages quelques bombes à retardement et plusieurs mines antipersonnel.

PHÉNOMÈNE MÉDIATIQUE, par Robert Asselin, Directeur associé de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa

Sur la forme, GND a été un exemple frappant de la « surmédiatisation » de notre société et de la force de l'image dans la « fabrication » des nouvelles. La couverture médiatique dont ce jeune homme a bénéficié depuis le début de la crise étudiante a-t-elle été démesurée? En grande partie, oui. Agitateur, contestataire de l'ordre établi, frondeur, mais aussi habile et doué devant la caméra, il est devenu au milieu de la crise la coqueluche des médias, qui se sont alimentées de ses déclarations intempestives et controversées. Il a occupé beaucoup de place dans l'espace public parce qu'il a compris et joué à fond la joute médiatique. Sur le fond, dans le débat plus large de la qualité de l'éducation et des coûts qui y sont rattachés, je dirai que sa contribution a été décevante. Comme leader de son mouvement, il n'a pas à mon sens fait la démonstration rigoureuse sur le fond que la position de la CLASSE sur la gratuité se tenait debout sur le plan des finances publiques et de la qualité de l'éducation. Le phénomène médiatique GND et cette quête constante du sensationnalisme est à mon avis une tendance inquiétante dans le journalisme contemporain. Le malaise créé par le reportage de Radio-Canada sur l'histoire de la filature insinuant l'implication du premier ministre Charest en est d'ailleurs la plus récente manifestation.

UNE VOIX ÉLOQUENTE ET INTÈGRE, par Manon Massé, Candidate de Québec Solidaire dans Sainte-Marie-Saint-Jacques

Ce printemps, la jeunesse québécoise a su nous rappeler avec éloquence ce qu'est un peuple. Elle nous a sortis du confort et de l'indifférence pour nous redonner espoir en demain. À la colère des jeunes et à la beauté de la rue, Jean Charest a choisi d'y opposer la violence et le mépris. Mais le mouvement a répondu avec une parole édifiante. Cette parole de milliers d'étudiants a été portée avec courage et conviction par Gabriel Nadeau-Dubois, le porte-parole de la CLASSE. Même lorsque les médias et la classe politique ont voulu faire de lui le « chef » du mouvement, il a défendu et respecté la démocratie étudiante. Il a réussi à ébranler notre société de plus en plus hiérarchique et autoritaire en refusant d'indiquer une marche à suivre aux étudiants et en rappelant que le pouvoir de décider appartient à tout le monde. Ce jeune de 21 ans et ses collègues de la CLASSE nous auront appris à se tenir debout face à l'arrogance d'un gouvernement usé par le pouvoir, à résister aux décisions injustes, mais

surtout ils nous auront redonné confiance en l'avenir.

DE LA DÉTERMINATION, par Léo Bureau-Blouin, Candidat du Parti québécois dans Laval-des-Rapides

Malgré nos différences idéologiques, je salue la détermination dont a fait preuve Gabriel Nadeau-Dubois lors du conflit étudiant. Personne ne remettait en cause ses aptitudes de communicateur et il a tenté d'agir avec diligence dans ses divers mandats. L'attitude du gouvernement libéral dans le dossier des droits de scolarité a été provocatrice. Les libéraux ont refusé toute discussion avec les étudiants et certains libéraux s'en sont même pris personnellement aux représentants étudiants. Je pense que la solution au conflit étudiant approche avec le vote du 4 septembre. Je suis confiant que les efforts de mobilisation des organisations étudiantes n'auront pas été faits en vain. À peine 40 % des jeunes ont exercé leur droit de vote aux dernières élections. Si les étudiants passent de la rue aux urnes, la carte électorale risque de changer considérablement.

AU-DELÀ DES INDIVIDUS, par Nicole Girard, Candidate du Parti libéral dans Montarville

L'enjeu de l'avenir de nos institutions universitaires va bien au-delà des individus en cause. Le co-porte-parole de la CLASSE a fait un choix personnel en remettant sa démission. Pour le Parti libéral, le respect de la démocratie et de ses institutions est crucial pour l'avenir de notre société. Le choix que nous proposons le 4 septembre prochain est celui de la stabilité pour continuer à développer l'économie du Québec. Nous invitons donc tous les Québécois à se prononcer en faveur de la démocratie, de l'économie et du droit à l'éducation pour le Québec.

Commentaires (11)

Frank2005, 10 août 2012, 18h59

GND aura été un brillant communicateur tout au long de son mandat. Dans son rôle de porte-parole, il a bien réussi à faire connaître son association et ses positions à la population du QC.

Beaucoup le blâme, parle de son "agenda secret" et de ses absences de prises de positions. Or, il faut se rappeler qu'il n'était qu'un messenger. Il ne disait que ce que les membres de la classe lui permettaient de dire et ne pouvait aller plus loin. C'est un rôle bien ingrat que celui de messenger pour une association aussi compliquée que la CLASSE. Je suis persuadé qu'il a dut subir bien des pressions internes. On peut rajouter à ce fardeau qu'il fut démonisé par les pro-hausse et parfois même humilié lorsque les médias ont étalé au grand jour ses problèmes privés. C'est une situation bien difficile pour un jeune homme de 21-22ans.

Sans partagé ses convictions, j'admire ses talents d'orateur, son charisme et sa persévérance dans les embûches. La CLASSE ne pouvait espérer meilleur représentant et, personnellement, je ne souhaite pas qu'elle retrouve quelqu'un de ce calibre. Cela laissera le champ médiatique aux fédérations, bcp plus modérés et sensés que celle-ci.

François Tremblay

TonyVerdechi, 10 août 2012, 16h38

En lisant les commentaires, je me rends surtout compte que Denis Boucher est fidèle à lui-même (pas fort) et que le milieu des affaires est complètement déconnecté du peuple.

D'ailleurs, je le redis, ce conflit étudiant ne fait que refléter la scission entre les générations dans notre société. Chacun s'écoute parler. Là-dessus, je mets le blâme aux générations les plus veilles. Avec une telle attitude de condes-

cendance et de mépris, peu importe qui a raison, il n'y aura pas de dialogue.

De toutes façons, le manque d'implication et la gestion de ce conflit par Charest me laisse penser que c'est ce qu'il voulait. En fin politicien qu'il est, il sera sûrement le seul bénéficiaire de tout cela?

Tony Verdechi

Sergepi, 10 août 2012, 16h30

C'est une grande perte pour les directeurs, chroniqueurs, animateurs d'émissions et employés des médias, radios et télévisions, névrosés de l'intérêt humain.

GND leur a apporté des revenus supplémentaires, inespérés, des mois durant, avec ses entrevues sensationnelles à faire exploser l'audimètre. Les profils anarcho communistes libertaires, sont une source de revenus importante pour les médias.

C'est vraiment triste.

SP

guy-22, 10 août 2012, 13h57

GND est un excellent communicateur, il a de la prestance. Il a réussi à déstabiliser l'ordre au Québec pendant plusieurs mois. Il a réussi le tour de force de donner une tribune à plusieurs radicaux. En effet, la plupart des manifestations ne réunissaient même pas 10 000 personnes, soit 0,1% de la population, et c'était presque toujours à la une des médias. Il n'a pas condamné la violence utilisée par les extrémistes dans les manifestations car il la cautionnait. Il a réussi à rallier à sa cause une partie de la population qui a toujours été contre les politiques du parti libéral. On a parlé d'une grande manifestation de 200 000 personnes, soit environ 3% de la population. On a dit qu'il représente la jeunesse militante et mobilisée, mais dans la plupart des CEGEP, le taux de participation aux assemblées était souvent autour de 10% : ils étaient où les autres?

Ce qui est dommage, c'est qu'un si petit groupe puisse dire qu'il représente le peuple et qu'il détient la seule vérité. Mais c'est encore plus dommage que certains partis politiques aient récupéré le mouvement en s'y associant (PQ et QS), en s'affichant avec des carrés rouges, pour tenter de se faire du capital politique. Après 9 ans de règne libéral rendu très impopulaire, il était normal que ce soit le PQ qui reprenne le pouvoir. Les sondages nous disent que c'est ce qui devrait arriver, mais ce n'est même pas sûr que le PQ soit majoritaire, et s'il l'est, ce sera de peu : ce sera la conséquence de cette crise. Et ces appuis perdus du PQ le sont principalement de gens qui ne veulent plus de la souveraineté, qui ne veulent plus d'un pays dirigé par des gens qui appuient les radicaux. GND aura, sans le vouloir, contribué à rendre le mouvement souverainiste moins populaire (le sondage de ce matin montre 35% d'appui à la souveraineté, un taux plutôt bas). Certains diront que le PQ sera moins fort à cause de la présence de la CAQ, mais ils oublient que celui-ci se compose de beaucoup de péquistes déçus, à commencer par leur chef.

Guy Pelletier

YRocher, 10 août 2012, 12h23

Le jeune Nadeau a été la proie des syndicats qui ont manipulé les associations étudiantes pour passer leur message et tenter du même coup d'éloigner les projecteurs de la Commission Charbonneau vers les partis politiques. Cet individu s'est emparé dans un discours et actes radicaux sans mesure, une copie conforme de l'attitude et comportements des syndicats. La marionnette par excellence. La pseudo démocratie du jeune Nadeau ne s'applique qu'aux autres alors qu'il faut 50% pour obtenir un mandat de grève mais 66.6% pour l'abroger. Il est clair que



tout les citoyens doivent se serrer la ceinture incluant les étudiants qui vivent tout de même lorsque comparés avec les étudiants hors Québec, dans la ouate. Il s'agit selon moi de nominalisme aigu qui ne tient nullement compte de l'ensemble des facteurs de l'économie et crache dans le dos des baby boomers qui sont apparemment des piques assiettes pendant que leurs demandes exigent encore une fois un plus grand fardeau des dépenses. Des enfants qui se mêlent des discussions d'adultes et qui veulent contrôler l'administration des universités, quand même, on ne viendra pas tout le monde en même temps? disait mon père.

Dr Y. Rocher

christopher.columbus.796, 10 août 2012, 11h35
Je constate que mon commentaire n'a pas été publié. Je tenterai d'en reprendre l'essentiel en mettant de côté certains obiters un peu trop raciaux. Je vous salue humblement que GND aura été le porte-parole d'une génération. Le porte parole d'une révolte populaire qui a mobilisé un peuple contre l'à-plat-ventrisme de la dernière décennie. De ce fait il mérite notre respect et notre admiration. Ceux qui se permettent de lui reprocher son idéologie radicale (solidarité, intégrité, ambition collective) ne sont pas ceux qui sont descendus dans la rue, mais plutôt ceux qui sont pour la hausse des frais. C'est du vu...Être POUR une augmentation des frais (taxes) et ce, sur fond de corruption et d'incompétence dans la gestions des deniers publics! On peut résumer le débat en deux mots: Gauche/droite ou riches/pauvres ou intègres/malhonnêtes ou solidaires/ nominalistes. Bref, ou bien vous faites partie de la solution ou vous faites partie du problème. GND s'est levé et a dit " la fraude et l'incompétence au Québec ÇA SUFFIT". Et vous, vous êtes levés, êtes descendus dans la rue pour dire quoi au juste?

Mlebel, 10 août 2012, 09h43

L'éloge dithyrambique que reçoit Gabriel Nadeau-Dubois de bien des Québécois ces jours-ci me démontre une fois de plus que le jugement a foutu le camp chez plusieurs. La raison n'est plus. Bien des gens ne carburent qu'au ressentiment et l'émotion, ne pouvant ou ne voulant pas faire une analyse critique de l'idéologie obscuran-

tiste et anarchisante de GND, le tout dissimulé sous de bonnes paroles faussement égalitaristes. Les médias sont en grande partie responsable du culte GND, ayant eux-mêmes peu de regard critique sur les actions et paroles du porte-parole étudiant. Lui ayant fourni une fenêtre démesurée. Le Québec étant une société molle, peu critique, et peu informée de l'histoire, un personnage comme GND peut facilement passer la rampe. Les Québécois ont voté un jour massivement pour l'ADQ de Mario Dumont, ils ont voté aussi massivement pour le NPD, ne connaissant à peu près rien de ce parti, sauf Jack, et ils risquent fort de voter bientôt pour une CAQ populiste, sans programme sérieux. Alors, tout peut arriver au Québec. Ce qui rend notre démocratie d'autant plus fragile. Des gens comme GND la fragilisent encore davantage, car ils n'y croient pas. Ils ne veulent pas l'améliorer, car la démocratie n'est pas améliorable selon eux. Ils veulent la détruire. Comprenez qui le voudra!

Michel Lebel

66benoit66, 10 août 2012, 08h11

Je trouve extrêmement déplorable que La Presse ouvre ses pages à des gens comme M. Pouliot pour qu'il vienne y déverser son fiel. Cet homme n'a rien d'intéressant ou de pertinent à dire.

Benoit Dumont

Poulclaude, 10 août 2012, 06h10

Il a créé le bordel dans le milieu étudiant en utilisant ses grands talents de communicateur pour séduire d'abord les minorités actives dans les assemblées étudiantes de la CLASSE; ensuite les membres des Associations dirigées par ses deux acolytes et enfin les fabricants d'images que sont les médias. Brillant, il a intelligemment pratiqué l'art de l'esquive en laissant croire qu'il défendait la bonne cause...celle de la démocratisation de l'enseignement supérieur, alors que son agenda politique était d'une autre nature. Le contexte politique aidant, le bordel s'est étendu plus largement et est devenu un mouvement de contestation populaire difficile à analyser, mais que les fabricants d'images ont eu le simplisme de comparer au Printemps arabe (Une révolution en marche). Comme le veut la doctrine à laquelle s'alimentait de toute évidence le discours et l'action de GND, la rue était le lieu rêvé pour arriver à la fin désirée. La rue étant la voie vers

le désordre. Le désordre, la voie vers la répression politique et policière. Bref, la loi et l'ordre qui évidemment s'appliqueront avec ses limites ou ses erreurs habituelles en de telles circonstances. Viendront enfin les réactions attendues sur les abus du pouvoir et les vices de la démocratie libérale... On connaît la suite! À mon avis, l'impact qu'aura eu cette jeune personne sur la crise que l'on sait, c'est de nous faire prendre conscience de la force de la parole quand on la maîtrise si bien et de la puissance de la doctrine de l'action politique qu'on lui a enseignée. Et qui lui a servi de mobile. Ses études en Histoire lui apprendront, espérons-le, que cette doctrine a produit dans le monde de bien mauvais fruits.

Matlapatate, 10 août 2012, 06h10

À dogmatisme, dogmatisme égal. L'idéologie anti-étatiste à travers laquelle Adrien Pouliot analyse constamment toute forme de phénomène socio-économique représente le pôle opposé de ce qu'il dénonce.

De même, la piètre qualité de son intervention démontre parfaitement l'incapacité des différentes factions doctrinaires à s'élever au-dessus des hostilités idéologiques afin d'appliquer une petite dose de réalisme et ainsi relever le niveau du débat. Le rapprochement démagogique et simpliste qu'il fait entre le fascisme italien, le bloc de l'est et l'idéologie de la CLASSE en témoignent.

Rogerbertrand, 09 août 2012, 20h18

Hé bien! GND a dévoilé ses couleurs en technicolor: loin d'un agenda orienté vers la solution et la résolution d'une divergence de vue, son ambition est de saper le régime, de miner les fondements de l'économie qui a permis aux sociétés occidentales de progresser et répartir à la mesure de la capacité de chaque société un certain bien être de base pour tous. Il est bien clair que les GND et compagnie vivent dans une époque révolue de la louange au marxisme, communisme, prolétariat etc. Un simple tout d'horizon des 50 dernières années démontrent amplement la ruine du communisme en tant que système. Les quelques pays qui se disent "communistes": Chine, Vietnam, ... sont plus capitalistes que les USA, ça parle tout seul. Le côté positif de tout ceci est, j'espère, que les électeurs se soient rendus compte des véritables visées des GND

Ajuster la taille du texte

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 9 août : Les profs doivent être au service de la population, par Marc Paquin - Mise à jour: jeudi 9 août 2012 | 8:20

[Cette lettre réagit au texte «Les professeurs respecteront la démocratie étudiante» publié dans Métro lundi.](#)

Un citoyen peut certainement appuyer un mouvement populaire. Cette personne le fait par conviction personnelle et n'est imputable qu'envers elle-même. Un enseignant se doit cependant de ne pas afficher ses convictions et laisser ses étudiants former leurs propres opinions. Un enseignant doit demeurer disponible et ne rien faire qui pourrait empêcher un étudiant de l'approcher de peur que, s'il existe des convictions polarisées entre eux, ça jouerait en défaveur de l'étudiant.

Que les enseignants qui ont signé une pétition aient une conviction morale qui est parallèle avec le mouvement revendicateur, soit. Ils sont des individus en premier lieu et ont droit à leur opinion. Mais à titre d'enseignants dans des établissements où les étudiants sont polarisés dans le conflit, c'est être irresponsable que d'appuyer la grève étudiante sachant qu'il y a des étudiants qui sont pour un retour en classe, pour une éducation et pour une atmosphère propice pour tous.

Les enseignants qui ont signé la pétition se sont prononcés sur le conflit étudiant. Ils se sont mis d'accord qu'ils respecteraient le vote étudiant,

même si cela veut dire qu'ils feraient fi de la population étudiante qui souhaite retourner en classe, sachant fort bien que rien ne les oblige à ne pas enseigner.

Serions-nous d'accord qu'un médecin ne traite pas quelqu'un qui porte un carré vert? Que dirions-nous si un pompier n'allait pas éteindre un feu dans une demeure avec un carré rouge sur le balcon? Ces professionnels ont une obligation d'être au service de la population, tout comme les professeurs. Les enseignants devraient laisser leur carrés à la maison et ne s'afficher que lorsqu'ils sont hors des lieux des cégeps et universités.

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 9 août : Besoin de changer d'air, par Denis Beaulé, Montréal - Mise à jour: jeudi 9 août 2012 | 8:20

Ne dirait-on pas qu'on est dus pour un mouvement électoral inédit cette année?

À l'évidence, l'air est vicié en politique au Québec. Ne faut-il pas tenter au moins d'aérer? Mais comment?

Serait-ce avec le Parti libéral, avec Jean Charest? Avec le Parti québécois et Pauline Marois? Quel renouveau positif peut-on espérer avec ces personnes, avec ces partis, dites-moi?

Malheureusement, les conditions sont loin d'être réunies pour qu'on puisse enfin «se payer» le «plus meilleur» PM. On devra se contenter, encore, du moins pire.

On ne peut que constater l'amoncellement de faits négatifs accumulés par les instances politiques depuis quelques décennies.

Voilà pourquoi il semble qu'on ait peu à perdre à se départir des dites instances, en les reléguant

dans l'opposition, afin de (re)commencer, en restaurant au plus sacrant les moeurs et institutions politiques.

De manière à inspirer confiance et à ressusciter une dynamique participation citoyenne engagée, typique de toute démocratie saine, honnête et équilibrée.



LA PRESSE : Vers un essoufflement étudiant?, par Alain Dubuc - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h00

Il semble qu'une partie du mouvement étudiant s'apprête à relancer le mouvement de grève, en espérant sans doute reprendre les choses là où elles avaient été laissées en juin. Mais ça ne se passera probablement pas comme ça.

Le flop de la manifestation organisée hier par la CLASSE, baptisée pompeusement « action de perturbation nationale », qui n'a attiré que quelques centaines de militants, ou encore un vote de retour en classe pris au cégep de Saint-Jérôme, semblent indiquer que le vent est peut-être en train de tourner.

Parce que temps a fait son oeuvre et que le coût personnel du prolongement de la grève est considérable pour les étudiants qui risquent de perdre une année scolaire. Mais surtout parce que les règles du jeu ont changé depuis l'annonce des élections. Et cela ne joue pas en faveur des associations étudiantes.

Pendant des mois, le débat sur la hausse des droits de scolarité a pris la forme d'un affrontement entre le gouvernement Charest et les associations étudiantes, qui avaient le gros bout du bâton.

Avec le déclenchement de la campagne, les étudiants ont perdu le contrôle de ce débat. La conversation s'est élargie, elle implique mainte-

nant les citoyens, les contribuables, et les étudiants ne deviennent qu'une voix parmi d'autres. Il est vrai que ces élections ne se résument pas à un référendum sur les droits de scolarité. Mais ce thème est très présent, tout comme plusieurs enjeux qui y sont associés - loi et ordre, finances publiques, justice sociale ou place de l'éducation. Il est assez évident que le résultat du scrutin aura une incidence déterminante sur la suite des choses. Si Pauline Marois l'emporte, comme elle promet d'annuler les hausses, les étudiants pourront déclarer victoire. Par contre, si Jean Charest ou François Legault l'emportent, l'appui électoral combiné de ces deux partis, favorables aux hausses, donnera à celles-ci une solide légitimité démocratique. Dans ce scrutin aux résultats imprévisibles, il y a donc un risque réel que les étudiants sortent perdants de la campagne électorale.

D'où la tentation de la fuite en avant. Mais avec quel résultat? Les choses ont changé. Le mouvement étudiant ne pourra pas retrouver son unité, avec la CLASSE qui cache de moins en moins ses tendances radicales. Et surtout, les étudiants ne pourront certainement plus compter sur les mêmes appuis qu'au printemps.

Le dénominateur commun de tous ceux qui jouaient de la casserole était le renversement du

gouvernement Charest. Durant la campagne électorale, la plupart de ces alliés d'un jour, que ce soient les centrales syndicales ou les environnementalistes, s'exprimeront d'une autre façon. Fini le temps où les députés péquistes portaient le carré rouge.

Le capital de sympathie a en outre fondu, assez pour qu'on manifeste moins d'indulgence à l'égard de certains errements, comme les ratés de la « démocratie » étudiante. Un vote de grève au Département de service social de l'Université de Montréal avec un taux de participation de 9%, ou encore 7,5% aux sciences humaines de l'UQAM, ça tient de la farce.

Tout cela ne peut qu'aider Jean Charest. Parce que l'agitation et le désordre le favorisent. Mais aussi parce que sa principale adversaire, Pauline Marois, est vulnérable dans ce dossier, notamment parce qu'elle ne peut pas se permettre de froisser les étudiants qu'elle veut comme alliés.

Cela l'a mise dans une situation très inconfortable cette semaine quand elle a refusé de se prononcer sur les dérapages des assemblées générales. « Je n'ai absolument pas l'intention de remettre en question la démocratie étudiante », a-t-elle dit, manifestant du même coup un étonnant manque de leadership pour quelqu'un qui s'attend à être premier ministre dans 26 jours.

LA PRESSE : Débat-Forum : Conflit étudiant - la police devrait-elle intervenir? - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h00 | Mis à jour le vendredi 10 août 2012 à 06h28



PHOTO GRAHAM HUGHES
ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Des policiers ont dû contenir un groupe d'élèves qui souhaitaient assister à leurs cours au cégep de Sainte-Thérèse le 14 mai dernier alors que plusieurs de leurs collègues bloquaient les portes de l'institution.

La Presse

Conformément à la loi 78, la police devrait-elle empêcher les manifestants de bloquer l'entrée des cégeps et des universités afin que les élèves et étudiants qui le souhaitent puissent assister à leurs cours?

La loi, c'est la loi, par Éric Lessard

La police devrait intervenir et de manière exemplaire. La loi est faite pour être respectée, qu'elle nous plaise ou non. Quand un panneau nous dit: 100 km/h et qu'on ne respecte pas la limite de vitesse, on se fait coller. Cela ne nous enchante pas, mais c'est la loi. Pourquoi avons-nous déjà laissé autant de latitude aux étudiants radicaux? Si la police n'est pas capable de faire son job, qu'elle demande l'aide à d'autres groupes d'intervention.

Pas du tout, par Jean-Philippe Côté

Non, pas du tout. Les policiers auraient dû se ranger du côté des étudiants et se faire amicaux avec eux depuis le tout début, au lieu de montrer leur côté plus violent, voire baveux. Ça aurait évité beaucoup de casse des deux bords.

Protéger le droit d'étudier, par David Borel, étudiant au collège de Bois-de-Boulogne

Je m'apprête, ainsi que des dizaines de milliers d'autres étudiants piégés par le mouvement de grève, à me livrer à l'exercice de gymnastique intellectuelle et de discipline personnelle que représentera la nécessité d'achever le trimestre d'hiver en catastrophe avant de franchir, à

quelques jours d'intervalle, le seuil de l'université et de tourner la page de cet épisode qui nous marquera pour longtemps. Nous ne pouvions songer à plus violente transition, bien qu'elle constitue l'ultime recours avant une annulation pure et simple du trimestre d'hiver. Notre unique préoccupation est d'en terminer au plus vite avec le cégep et de passer à autre chose. Il incombe au gouvernement la responsabilité de protéger le droit d'étudier des étudiants et je suis content de voir que, au vu des récentes déclarations de ministres libéraux, nous n'avons pas été oubliés. Il importe à présent de voir si ces paroles se traduiront en actes au cours de la semaine du 13 août. Il s'agira du moment où jamais pour le premier ministre de prouver qu'il peut agir en véritable homme d'État.

Si c'est pacifique, non, par Dominique Tardif

Je ne crois pas que la police devrait intervenir auprès des manifestants qui bloquent les entrées quand c'est fait pacifiquement. C'est toujours lorsque la police s'en mêle qu'il y a des blessés.

Mollesse du gouvernement, par Michel Lebel, Entrelacs

La Loi 78 (12) a été adoptée. Elle doit donc être appliquée, d'autant plus que c'est une loi d'urgence et d'exception. Le gouvernement a d'ailleurs fait une grave erreur en ne la faisant pas appliquer dès le moment de son adoption. En agissant ainsi, il envoyait un message de mollesse. Les étudiants l'ont bien et vite compris! Et le gouvernement continue de suivre cette ligne. L'agitation devrait donc recommencer. Je ne puis que conclure que le gouvernement libéral a mal géré le conflit étudiant, lequel a dégénéré en crise sociale. À cet égard, il ne mérite donc pas la note de passage.

Après les élections, par Marc-Olivier Carle

La loi 12 (anciennement 78) est contestée devant les tribunaux et le parlement est dissout, ce qui a plongé le Québec en campagne électorale. Théoriquement, il n'y a donc plus de gouvernement pour négocier avec la communauté étudiante dans le but de mettre fin à la crise. À mon sens, la police a déjà été largement employée avec les dérivés que l'on a connues (Victoriaville, arrestations de masse le 23 mai, etc.) et n'a fait qu'envenimer le conflit. La rentrée s'annonce chaotique, notamment à cause de cet usage annoncé des services policiers. Je crois donc que la police tout comme le refus gouvernemental de négocier alimenteront la crise plutôt que de la contenir et encore moins de la résoudre et, conséquemment, je ne crois pas que la police devrait mener des interventions visant à empêcher les blocages tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas élu.

Aux étudiants de foncer, par Hélène Lamontagne

Au minimum, les policiers doivent intervenir pour prévenir les dommages par les casseurs, mais ce sont les étudiants qui veulent aller en classe qui devraient se prendre en main, au lieu de toujours attendre après les policiers et le gouvernement, comme c'est la coutume au Québec. Les étudiants qui veulent retourner sont beaucoup plus nombreux et devraient foncer. Quelle bande de poules mouillées. Les policiers font ce que l'on leur demande et c'est d'intervenir le moins possible. Ils n'appliquent pas la loi comme nous verrions dans d'autres provinces, car la loi et l'ordre ne

sont pas la force au Québec. Les profs qui appuient le blocage et qui de plus se joignent aux protestations devraient tous être renvoyés ou si non voir leur salaire coupé pour les heures non travaillées pendant qu'ils font la grève, car pour eux, il s'agit effectivement d'une grève. C'est l'anarchie par une bande de moins de 1 000 grandes gueules à Montréal surtout, qui peuvent se payer le luxe de rester sur les bancs d'école jusqu'à 30 ans, pour qui les études sont un loisir et tout le monde rampe devant leur supposé représentativité. La supposée presse objective devrait analyser et dénoncer la mascarade des votes étudiants. Quel beau modèle de démocratie et de société. Ces conflits vont faire le bonheur des écoles privées, cégeps et universités anglophones qui vont être en forte demande.

Limites aux droits, par Bernard Théroux

Premièrement, on devrait se poser la question en amont de celle qui est posée : les étudiants ont-ils le droit d'empêcher des citoyens d'être prestataires d'un service pour lequel ils ont payé? Le droit des uns finit là où celui des autres commence.

Préparatifs nécessaires, par Antonin Lafrance-Prudhomme

Bien évidemment, il faut prévoir une présence policière et anticiper devoir procéder à quelques arrestations de masse, devant les portes des établissements aux prises avec des éléments plus turbulents. C'est une nécessité, pour protéger les étudiants sérieux dont l'avenir serait définitivement compromis par l'annulation d'une session. Mais il faut aussi s'attendre à ce que les moins scrupuleux parmi les étudiants cherchent à perturber le déroulement des cours en tant que tel, en s'immisçant dans les salles de classe (comme ce fut le cas à l'Université de Montréal, de la part des étudiants qui n'ont pas respecté l'injonction de la Cour supérieure). Pour être bien prêt, je pense qu'il faut simplement filmer les cours dans les départements et établissements touchés par le boycott. Une ou deux caméras par salle de classe, et déposer des accusations pénales contre les fautifs en vertu de la Loi 12, appuyées par la preuve visuelle. L'effet dissuasif pourrait aussi suffire à éloigner certains esprits vils. (Si un investissement est nécessaire, notez que ces caméras pourraient être réutilisées par la suite pour fins de sécurité, afin de les rentabiliser). Les établissements devraient aussi songer à renvoyer les récalcitrants, en vertu de leur propre réglementation. Enfin, il faut prévoir des gardes de sécurité à l'intérieur, devant les salles de classe lors des premiers jours, pour empêcher des rassemblements ponctuels bloquant l'accès aux salles.

Exemple pitoyable, par Martine Savard, Montréal

Il me semble que c'est bien évident que la police devrait à tout prix empêcher les manifestants de bloquer l'entrée des institutions! A moins que les Québécois soient prêts à vivre désormais dans une société où l'intimidation et le non-respect des lois sont monnaie courante... Ce n'est certainement pas mon cas! Par ailleurs, je souhaite que les enseignants qui appuient ouvertement la cause étudiante en ne se présentant pas en classe soient non seulement privés de salaire, mais également congédiés.

Ce sont tous des irresponsables qui offrent un exemple pitoyable de désobéissance civile aux jeunes Québécois. Sans compter qu'en refusant de donner leurs cours, ces employés de l'État crachent impunément au visage de la vaste majorité des étudiants qui, elle, veut étudier! Nous vivons présentement une situation sans précédent, inacceptable au sein de toute société démocratique qui se respecte.

Un chef méprisant, par Gisèle Delisle, Longueuil

Non, la police ne devrait pas empêcher les manifestants de bloquer les entrées des institutions. Parce que la loi 78 est un coup de masse asséné de manière à briser, brimer les étudiants et leurs associations dans leurs droits et libertés. Parce que le conflit étudiant a été ignoré, méprisé, pris à partie par notre premier ministre, ce qui constitue selon moi un mépris englobant toute la population du Québec. Parce qu'en aucun temps, le premier ministre n'a manifesté une ouverture d'esprit, une compréhension « humaine » de ce conflit, reléguant celui-ci encore plus loin qu'au dernier rang dans ses priorités de chef... Une ministre est partie, une autre quitte aussi... toujours dans ce conflit. Pourtant, un chef qui ignore les jeunes, un chef qui ignore cet avenir qu'ils représentent, un chef qui fait passer une loi plutôt que de régler un conflit, ce chef ne mérite pas que cette loi soit respectée.

Un échec, par Anouk Charles, Laval

Depuis l'adoption de la loi 78, nous n'avons pu que constater les conséquences négatives des interventions policières à l'entrée des établissements touchés par la grève étudiante. Affrontements, blessures, insécurité tant chez les enseignants que les étudiants, la présence de policiers a surtout servi à attiser la colère, ce qui était inutile. Les injonctions demandées par certains étudiants afin qu'ils puissent poursuivre leurs cours n'ont que mis dans l'embarras d'une part les policiers, devant appliquer une loi très controversée, et d'autre part les enseignants et les directions des établissements. Oui, l'accès à l'éducation est un droit, mais quand on est rendu au point où les dépenses engendrées pour gérer ce conflit dé-

passent les millions de dollars, il est évident que les dispositions de la loi 78 sont un échec. Cela dépasse l'entendement. Il serait pourtant plus simple de faire ce que tout premier ministre digne de ce nom aurait fait depuis longtemps : trouver une vraie solution pour régler de bonne foi le cœur du problème (soit la hausse des droits de scolarité). Malheureusement, le gouvernement Charest a démontré qu'il en était incapable. Il a préféré cacher la poussière sous le tapis.

Le choix des étudiants, par Émile Duchesne, militant étudiant au collège d'Alma

Faire appel aux forces de l'ordre envenimerait les choses. Les étudiants et les étudiantes en grève se sont doté d'espace démocratique pour prendre leur propre décision, une intervention policière ne ferait que faire un pied de nez aux décisions des étudiants et étudiantes. Si les étudiants désirent rester en grève c'est leur choix, il leur appartient, et aucun constable ou autre agent de la paix ne pourra leur faire changer d'idée. Pour avoir déjà vécu un retour en classe forcé en avril dernier je peux aisément dire que la répression politique et la dérive sécuritaire ne favoriseraient en rien le retour aux études: ce serait plutôt le contraire. Jamais durant notre grève nous n'avons atteint un tel niveau de confrontation que lorsque l'on nous a forcé à rentrer en classe. En fait, beaucoup de cours ne se sont pas donné compte tenu du climat régnant dans les salles de cours et les cours qui ont été donné était plutôt minimalistes et relevait plutôt de la blague que de l'apprentissage. A quoi bon forcer un retour en classe si celui-ci ne se fait pas dans un cadre pédagogique acceptable? Il ne faut pas semblant d'être aveugle, comment voulez-vous étudier pris entre les poings serrés des agents de sécurité et les matraques des policiers anti-émeute? Le seul retour en classe possible se fera lorsque les étudiants en grève le décideront.

Manque flagrant de jugement, par Jean-Charles Côté

En cas de conflit étudiant, la police devrait-elle intervenir? Oui, si cela devait se faire de façon professionnelle, dans le respect non pas de la seule loi 78 mais de toutes les lois, de la charte canadienne des droits et libertés, et dans le respect des individus. On sait déjà que cela n'arrivera pas. On demande aux policiers de faire preuve de jugement. C'est de l'aveuglement volontaire. Les policiers ont depuis longtemps fait la preuve par A + B que le jugement venait trop souvent en option. C'est encore plus évident depuis le début du conflit étudiant. Les corps policiers au Québec, en particulier le SPVM et la SQ, puisque ce sont ces deux corps policiers que l'on a vus en « action » lors de la grève des étudiants ont de sérieux problèmes de sélection à l'embauche et à la formation. Il ne faut pas se leurrer sur la formation et la compétence de nos policiers. Toutes deux sont déficientes. Le candidat policier suit trois années de formation en techniques policières au CEGEP, suivi de quelques mois de formation à l'Institut de Nicolet. Bref, on forme essentiellement des « techniciens ». C'est bien peu, trop peu, compte tenu de leurs responsabilités, de leurs obligations, de leurs droits, de leur pouvoir, de la protection dont ils jouissent, et j'oserai ajouter du salaire qu'ils reçoivent. On remet à un policier une arme à feu, potentiellement létale, on lui donne un travail à faire et il est protégé « dans l'exercice de ses fonctions » par des lois, par le premier-ministre, le ministre de la sécurité publique, les politiciens, tous partis confondus, le maire de la ville, son syndicat, la « Fraternité », ses supérieurs, le Chef, ses collègues, l'omertà, etc. S'installe une culture d'impunité. Les dérapages ne seront pas sanctionnés. Cela donne le SPVM, un corps policier qui a perdu le respect d'une bonne partie de la population. Un corps policiers répressif, affublé au cours des derniers mois du sobriquet assez révélateur de « SS-PVM ». On a vu des brutes en armures avec boucliers, des bandits déguisés en policiers, jouer de la matraque, frapper des jeunes qui n'avaient que leurs dos nus à leur opposer. Certains policiers, et certaines, se sont transformés en Sgt Pepper, aspergeant à qui mieux mieux les étudiants, parfois uniquement par vengeance mesquine, sans que la situation le commande. Pour faire bonne mesure, certains policiers ont même utilisé de façon négligente des armes pouvant blesser, estropiant à vie quelques manifestants au passage. Les arrestations se sont multipliées : 100, 200, voire 500 arrestations! On a humilié des citoyens de tous âges. Pourtant, pourquoi avais-je l'impression que trop souvent les policiers laissaient parler leurs préjugés personnels? Grâce à la protection que confère l'impunité. En cas de dérapage, et ils ont été nombreux, le maire et le ministre de la sécurité civile sont même allés jusqu'à féliciter les policiers pour leur « excellent » travail! Où était le leadership des officiers supérieurs et du Chef du SPVM? Comment se fait-il que nos policiers aient été incapables d'identifier et d'arrêter 25 casseurs mais aient répondu présents pour prendre en souricières 500 manifestants pacifiques, badauds, touristes, et autres personnes se trouvant au mauvais endroit au mauvais moment? C'était non seulement non professionnel, c'était lâche et profondément révélateur de la culture au SPVM!

LE DEVOIR: Éditorial: Grève étudiante - Le moment de vérité, par Bernard Descôteaux – Jeudi 9 août 2012



La rentrée la semaine prochaine dans les établissements frappés par les grèves étudiantes du printemps forcera les étudiants à faire des choix quant à la forme à donner à leur contestation des politiques du gouvernement Charest. Les premiers votes tenus sur la reconduction du boycottage des cours laissent croire que leur mouvement garde une partie de sa vigueur. Poursuite ou non des grèves ? Le moment sera déterminant.

Cette rentrée doit être vue pour ce qu'elle est. Ne nous trompons pas. Il ne s'agit pas de mettre fin à la contestation des politiques du gouvernement Charest sur le financement des universités et de ses politiques néolibérales amorcée par ces grèves. Ce mouvement ne s'éteindra pas par un coup de loi spéciale, mais par le dialogue.

Les associations étudiantes demeurent mobilisées sur l'enjeu de fond de leur contestation, qui est la hausse des droits de scolarité. L'ont bien montré toutes ces manifestations tenues jour après jour. Le premier ministre Jean Charest se tromperait en voyant une victoire dans la démission de Gabriel Nadeau-Dubois comme porte-parole de la CLASSE. Certes, il a eu sa tête à force de la diaboliser, mais qu'il se garde de s'en faire un trophée. Ce jeune leader a assez d'intelligence pour comprendre que son mouvement a besoin de sang neuf.

La question qui se pose à ce moment-ci aux associations étudiantes a trait à leur capacité à paralyser à nouveau un grand nombre d'établissements par un boycottage généralisé des cours. C'est ce que voudraient les plus militantes. Les votes obtenus en ce sens ces derniers jours par des assemblées clairsemées ne peuvent être révélateurs d'une réelle volonté des étudiants de poursuivre le mouvement de grève.

Les politiciens en campagne ne se privent pas de critiquer l'absence de règles de quorum dans ces assemblées, ce à quoi il leur est répondu que cela a été voulu ainsi démocratiquement par les membres. Peu importe, le risque est de voir leurs membres passer en grand nombre d'éventuels piquets de grève à la reprise des cours. Cela donnerait raison à Jean Charest et à sa stratégie.

Car aussi désireux qu'ils puissent être de défendre la cause du gel des droits de scolarité, les étudiants sont aussi conscients de la nécessité de reprendre un jour leur parcours scolaire. Chacun d'eux est devant un moment de vérité.

S'il doit y avoir une mobilisation à l'occasion de cette rentrée, elle n'est pas forcée de prendre la forme d'un boycottage des cours et de piquets de grève. Le mouvement étudiant a montré ces derniers mois une forte capacité d'imagination pour porter autrement son message. L'ancien président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, aujourd'hui candidat péquiste, invite à la trêve. C'est une avenue à ne pas rejeter du revers de la main.

Cette rentrée sera difficile pour tous ses acteurs, car elle se déroulera selon un scénario dicté par une loi spéciale qui se révélera sans doute inapplicable dans certains aspects. Les corps policiers en ont déjà fait l'expérience. Ce n'est pas sans raison que le premier ministre Charest invitait hier les directions d'établissement et les policiers à faire preuve de discernement dans son application.

Si Jean Charest a ainsi jugé utile de ne pas jeter de l'huile sur le feu - il l'a fait suffisamment ces derniers mois -, ce n'est pas le cas de tous. Les menaces de privation de salaires et de sanctions qu'a faites le chef caquiste François Legault aux professeurs qui ne respecteraient pas la loi sont une inutile provocation. À ce moment-ci, les

étudiants, les professeurs et les directions d'établissement doivent pouvoir faire leurs choix le plus sereinement possible, sans l'intervention de politiciens à la recherche d'avantages politiques faciles.

Vos réactions

Roland Guerre - Inscrit, 9 août 2012 02 h 05
Pour le dialogue

Le dialogue que chaque membre de la communauté universitaire recherche sera facilité si le personnel politique, dramatiquement coupé de la jeune génération, fait les deux gestes indispensables : respect des franchises universitaires, abrogation de la loi 78/12 contraire à la Charte des droits.

Mais le personnel politique s'illustre par des accès d'autoritarisme, d'inutiles mouvements de menton. Le corps enseignement, la famille étudiante n'oublieront pas ces dérapages. La sanction est prévue !

Isabelle Gélinas - Abonnée, 9 août 2012 08 h 24
« boycottage des cours » ?

Quelle déception de voir M. Descôteaux faire sien le vocabulaire réducteur du gouvernement Charest!

« S'il doit y avoir une mobilisation à l'occasion de cette rentrée, elle n'est pas forcée de prendre la forme d'un boycottage des cours et de piquets de grève. »

En parlant de « boycottage » plutôt que de grève, on balaie du revers de la main des décennies d'acquis du mouvement étudiant, réduisant leurs membres au statut de simples clients.

Je m'attendais à mieux de l'équipe éditoriale du Devoir.

Pierre Bernier - Abonné, 9 août 2012 12 h 00
En toute chose peut-être pas une mauvaise idée d'appeler les choses par leur nom ?

Depuis Aristote on sait que cela aide à sortir de la "caverne", malgré ceux et celles qui voudraient y maintenir en s'agitant ou en vociférant !

André Lorimier - Abonné, 9 août 2012 13 h 54
@Pierre Bernier

L'allégorie de la caverne est de Platon et non d'Aristote

<http://fr.wikipedia.org/wiki/All%C3%A9gorie>

Pierre Bernier - Abonné, 10 août 2012 11 h 50
@André Lorimier

Cela s'oppose-t-il ?

Michel Label - Inscrit, 9 août 2012 09 h 00
La question!

La question est fort simple: vous ne pouvez pas, chers étudiants, boycotter à perpétuité vos cours et pensez avoir un jour un diplôme! Ceci étant dit, la police ne doit pas aller sur les campus universitaires. Elle doit cependant assurer l'ordre public dans les rues. Ce qu'elle n'a malheureusement pas réussi à faire. Ce qui n'est pas à son honneur.

Michel Label

Sylvain Auclair - Abonné, 9 août 2012 11 h 55
Dans ce cas, monsieur Label, faudra retirer le diplôme de Jean Charest, lui qui a mené des grèves étudiantes dans sa jeunesse.

Charles Armstrong - Inscrit, 9 août 2012 13 h 59
Les étudiants ne s'imaginent pas obtenir leurs diplômes en faisant la grève pour toujours. Par contre, plusieurs d'entre eux connaissent dès le début le risque de perdre une session, mais étaient prêts à obtenir leurs diplômes 6 mois plus tard pour faire progresser la cause.

Pierre Bernier - Abonné, 9 août 2012 11 h 52
Intérêt public ?

Un test évaluatif de l'« éducation civique » fournie à cette cohorte générationnelle ?

Annik Cayouette-Brousseau - Inscrite, 9 août 2012 12 h 26
Poursuite ou non ?

Monsieur Descôteaux a on ne peut plus raison en ce qui a trait à l'importance des prochaines semaines pour la grève étudiante.

Étant moi-même étudiante, gréviste et finissante ayant retardé sa diplomation, je dois dire qu'il est difficile de choisir entre sa propre éducation et la possibilité que les autres puissent étudier sans se « saigner » financièrement. Il est certain que les impacts que cette grève a eu sur les étudiants sont vraiment néfastes. Plusieurs, comme moi, ont vu leur diplomation reportée de 6 mois voire même 1 an pour certains.

Néanmoins, il s'agit pas de ne faire qu'un choix entre aller ou non à ses cours. Ce mouvement et cette cause nous dépasse tous. Il s'agit de montrer que nous sommes importants pour le Québec, que nous sommes sa vraie richesse (et non une pointe de terre dans le Nord) et que nous sommes l'avenir de demain.

Si nous avions réussi, par cette grève, à faire réaliser ne serait-ce qu'à une partie des Québécois plus âgés que nous sommes là et que nous avons tous un mot à dire, car nous vivons en société et que chaque décision ou geste a un impact sur l'ensemble de la population, et bien je remettrais encore en jeu mes études pour cela. Nous n'en serons que gagnants.

Comme beaucoup d'autres jeunes, j'attends impatiemment les élections, car nous souhaitons tous un changement. Nous désirons ardemment que ce conflit ce règle de manière pacifique et mature, comme il aurait en être dès le début.

En terminant, souhaitons-nous un magnifique été, car l'automne sera riche en émotions...

Yves Claudé - Inscrit, 9 août 2012 14 h 58
Monsieur Gabriel Nadeau-Dubois : les différents motifs d'une démission ...

Monsieur Gabriel Nadeau-Dubois termine sa lettre de démission en tant que co-porte-parole de la CLASSE, d'une manière significative..., par le mot d'ordre « Ensemble, bloquons la hausse ! ». Il y a une différence politique et éthique notable entre cette orientation contre la hausse des droits de scolarité, qui réunit dans leur lutte les quatre associations étudiantes nationales, et d'autre part le mouvement "Bloquons la rentrée !", qui s'organise dans les marges du mouvement étudiant, mais aussi à l'intérieur de l'appareil politique de la CLASSE, ainsi que dans des milieux non étudiants, y compris à l'extérieur du Québec.

Yves Claudé

Raymond Saint-Arnaud - Abonné, 9 août 2012 22 h 45
Mobilisation ?

Il doit y avoir une mobilisation à l'occasion de cette rentrée. Elle doit porter sur le vote des jeunes. Que ceux-ci se mobilisent en grand nombre pour évincer du pouvoir Charest et son gouvernement usé à la corde sinon pourri. Charest veut gagner les élections en s'attaquant aux jeunes. Quel parent responsable ferait cela ?

L'actuel gouvernement québécois a un agenda de moins en moins caché: il travaille à changer le paradigme d'un Québec égalitaire socialement responsable pour celui d'un néo-libéralisme branché sur l'utilisateur-payeur, sur l'« au plus fort la poche », sur l'assiette au beurre pour les riches et les mafieux, et les miettes pour les pauvres et la classe moyenne.

S'il fallait que Jean Charest soit réélu, le ras-le-bol de la population pourrait se manifester de façon plus explicite que dans le cas des manifestations récentes des étudiants.

THE GAZETTE : Chronique : Quelling dissent is a delicate dance : Pauline Marois is courting Quebec students and adults alike in her bid for premiership, By DON MACPHERSON, The Gazette – Thursday, August 9, 2012



Of the party leaders in the Quebec election, Pauline Marois has seemed to be the least certain about what to do about student protests. First, in a bid to mobilize student support for the Parti Québécois, she tied herself and her party to the protests against the Charest government's fee increases by wearing the movement's redsquare symbol. Then, belatedly realizing that older Quebecers who actually turn out to vote were fed up with the disruptions, she tried to distance herself from them by dropping the red square. After that, she tried to have it both ways by recruiting Léo Bureau-Blouin as a PQ candidate. Until recently, he was leader of the CEGEP students' federation, so the PQ hoped that for students, he'll be a walking, talking red square. But he also appeared to be the most "reasonable" of the student leaders, which might make his candidacy more acceptable to older voters. (A less moderate image of Bureau-Blouin is suggested by a video that surfaced on Sunday. It appears to show the aspiring member of the National Assembly among protesters who forced their way into a meeting last year of the youth commission of the governing Liberal party.) The handsome, 20-year-old Bureau-Blouin immediately became the PQ's answer to Justin Bieber, at least in terms of his impact on the party's supporters.

"Bieber-Blouin" upstaged his grandmotherly leader at rallies, and on Twitter offered his campaign poster to fans. But he appears to have lost his mojo with the student movement. When Marois had him issue a public appeal for a protest "truce" until after the election, the student leaders quickly rejected it, and called him a sellout to boot. Conventional wisdom is that protests during the campaign would help Liberal leader Jean Charest, who is running against the student protesters on the issue of public order. Support for his party increased during disruptions in the spring, and declined slightly during a lull in demonstrations in July. That's why the PQ (and, privately, the left-wing Québec solidaire party, according to a tweet by protester Jaggi Singh) have tried to persuade the student leaders to prevent protests against the fee increases during the campaign. The student federations want to help defeat Charest, and have targeted Liberal candidates in ridings where turning out the student vote could make the difference. But the decentralized federations lack the power or the will to prevent their local associations from setting up picket lines when classes resume this month.

And the associations that were on "strike" against the fee increases have begun to renew their strike mandates. Still, the student leaders might help the PQ, deliberately or not, in another way. They've been trying to get the message across to voters yearning for peace that, far from ending if the Liberals receive a new mandate, protests will continue. QS has promised to abolish tuition fees entirely. But among the parties with a realistic chance of forming the next government, the PQ is the most student-friendly, in that it has at least promised to cancel the fee increases. The Liberals would maintain them, while the Coalition Avenir Québec would only reduce them. This allows the PQ to argue that a Marois government would have the best chance of settling the fee dispute and restoring peace to the campuses and order to the streets. That peace and order would have to be bought from the students, and Marois has admitted in a candid moment that taxes might have to be raised to cover the shortfall in university funding resulting from cancellation of the increases. But if protests resume in the last few weeks of the campaign and look as though they would continue after the re-election of the Liberals, the PQ could hope that voters would be willing to pay that price.

THE GAZETTE : Opinion: University is a privilege, not a right, By Claude Montmarquette – Thursday, August 9, 2012



Photograph by: Dave Sidaway / THE GAZETTE

Demonstrators are chased by police along René Lévesque Blvd. Wednesday during a protest against tuition hikes.

MONTREAL — The carré rouge, or red square, has been embraced by many Quebecers to symbolize opposition to higher university tuition fees. From a marketing point of view, it was a great idea. Highly visible and with nearly no cost to produce, the red squares spread rapidly. But the case for lifting Quebec's long-standing tuition freeze is strong, I believe. Increasing the ceiling on university tuition fees to more accurately reflect the true cost of education was recommended by a provincial task force that I presided over in 2008. Underpinning our entire report, titled *Mieux tarifier pour mieux vivre ensemble*, also known as the Montmarquette report, was the conviction that setting fees more equitably is an effective and fair way to fund public services and, consequently, to enhance the quality of life of Quebecers. The government of Quebec's subsequent decision to increase tuition, as first outlined in the last provincial budget and later amended to spread the proposed increase over a longer period of time, was made to partly compensate for weaknesses in the financial capacity of Quebec universities to compete with their North American peers. While the carré rouge represents symbolic rejection of the proposed increases, the accompanying strike last spring that was supported by, or forced on, a third of all CEGEP and university students is unjustified on a strictly economic basis. The rate of return on investment in a university degree is, on average, about 15 per cent to 20 per cent higher in terms of annual earnings than on a CEGEP diploma, even after taking into account the proposed higher tuition fees. This is a substantial difference — and unless one is very lucky, it will be difficult to match this lifetime rate of return with any other form of investment.

Why strike then? I ask this question this week, as students have returned to schools to take new "strike" votes. One argument is the accessibility of a university education. The government has reacted to these concerns by increasing access to fellowships and loans and with special programs to make reimbursement of contracted loans a lot easier. Lack of financial means is not an obstacle to access to a university in Quebec for an academically qualified student. To see the real reason for the student strike, one should look at the political dynamics of special-interest groups. In all economies where the government represents a very important size of gross domestic product, pressure groups abound. The argument is simple: If it is not me, then it will be someone else who will benefit from government spending. This has been the rule in Quebec for the past 25 years. If you are able to mount sustaining pressure on government, then government will inevitably backtrack on decisions that you and your group do not like. In this regard, students are not leaders, but followers. However, this game is not a zero-sum game, as political decisions are always economically costly. Unless as a society we do recognize this, we are doomed to suffer some of the same consequences that we are beginning to see unfold in Europe. Was last spring's strike inevitable? Is a second round of strike action inevitable? There is so much uncertainty now because it is clear the whole issue is morphing uncontrollably into something bigger but still very vague — a fight against capitalism, neo-liberal ideas, the financial system, globalization, shale gas, asbestos, the Plan Nord, you name it. As mentioned earlier, the increase in fees was to correct for the underfunding of our universities. In the current state of our public finances, it was difficult for the government to do more. Given the relative wealth of the province, the government of Quebec is already more committed than most governments in North America to supporting their universities. Asking students to share eventually 17 per cent of their annual educational costs versus 25 per cent elsewhere in Canada is neither an insurmountable goal nor a scandal. One has also to remember that, in Quebec, the second year of CEGEP is like the first year of university elsewhere in Canada — and it's free. Looking back, we could maybe have introduced this increase in tuition differently. University programs do not bear all the same cost profiles. Educating a veterinarian is four times more costly than educating an anthropologist. We could have decided to increase the fees in some sectors — and freeze fees, and even lower them, in other sectors. No wonder we never saw students in medicine or engineering out on strike for more than one symbolic day. Another alternative would have been to let each university decide for itself what to do with respect to its fees. Some would choose to compete for quality, and would have thus raised their fees to attract or retain the best professors.

Others would have decided to compete on price and kept fees frozen. Let us not be naïve and think that all universities are comparable in quality and that they must follow the same policy.
 But maybe this debate is best held for another day, after we resolve the conflict set to unfold in the coming weeks.
 Until then, students have to recognize that attending university is not a right; it is above all a tremendous privilege to a gifted minority.
 Claude Montmarquette is president and executive director of the Montreal-based Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (Cirano). He headed up a provincial task force that in 2008 recommended

higher university tuition fees — and higher user fees more generally in Quebec.
2 comments
 anon763204916, 8:08 AM on 8/10/2012
 Nonsense. It should be a right, unless you want a bunch of id**ts ruling our future.
 selectohhh, 12:04 AM on 8/10/2012
 Ah what a "tremendous privelege to a gifted minority" it is to be educated! Of course, accorded to the more wealthy, when we will increase the fees.
 What a wonderful, exciting future world you recommend! I am so proud to hear such uplifting ideals!

JOURNALMÉTRO : Opinion : Le piège de la CLASSE, Par Patrick Déry Métro - Mise à jour: Mercredi 8 août 2012 | 20:28

Ça y est, la vague de vote de grèves s'est remise en marche dans les cégeps et les universités du Québec.
 Il n'y a pourtant pas de raison valable pour les étudiants de reprendre la grève – ou le boycott, c'est selon – alors que des élections sont prévues le 4 septembre.
 Le Parti québécois, qui a des chances raisonnables de former le gouvernement, a promis d'annuler la hausse, comme le souhaitent les grévistes du printemps. Si c'est le Parti libéral ou la Coalition avenir Québec qui l'emporte, c'est évidemment autre chose, mais tenir une grève préventive est un peu bête, à moins de tenir absolument à saborder ses études.
 Ou de n'avoir pour objectif que de foutre le bordel. Et c'est précisément ce que semble souhaiter la CLASSE.
 La CLASSE se fiche un peu de la question des droits de scolarité, qui est davantage un moyen de mobilisation qu'une fin en soi. Gabriel Nadeau Dubois a déjà dit qu'il ne battait pas pour 1625 \$ (le montant initial de la hausse prévue). On pourrait argumenter qu'à la limite, les militants les plus actifs de la CLASSE se fichent aussi du sort de la majorité des étudiants, et même de celui de leurs propres membres, et qu'ils veulent simplement foutre le bordel en espérant créer une sorte de réaction en chaîne qui aiderait à la réalisation de leurs fantasmes révolutionnaires. Ça semble farfelu?
 La semaine dernière, Léo Bureau-Blouin, président sortant de la FECQ et nouvellement candidat pour le Parti québécois, a appelé à une trêve étudiante d'ici les élections afin de favoriser une victoire péquiste et éviter que Jean Charest ne récolte les bénéfices d'éventuelles perturbations. Réaction de la CLASSE : Léo Bureau-Blouin n'est plus le bienvenu dans ce débat, qui n'appartient qu'aux associations étudiantes et leurs membres, il ne devrait pas «s'ingérer».
 Deux poids, deux mesures. Tout récemment, la CLASSE ne s'est pas gênée pour publier un manifeste qui ratisse assez large, de la diversité sexuelle aux gaz de schiste en passant par les

droits des femmes, ceux des autochtones et le coût des services publics, entre autres.
 En suivant la logique que la CLASSE veut voir appliquée à Bureau-Blouin, on pourrait rétorquer qu'elle n'est qu'une association étudiante et n'a donc pas à se prononcer sur des questions qui débordent le cadre de son mandat.
 Mais ça n'a rien à voir avec l'ingérence. La CLASSE applaudirait si Hugo Chavez débarquait dans une de leurs assemblées pour les encourager à faire la *Revolución*.
 La CLASSE n'apprécie pas que les gens qui ont de l'influence expriment des idées différentes des siennes. Elle apprécie encore moins les modérés, parce que les modérés peuvent faire des compromis, ce qui peut mener à un règlement. Et la CLASSE ne veut surtout pas de règlement.
 De son point de vue, le conflit étudiant n'est qu'un véhicule de mobilisation pour une contestation beaucoup plus large, comme en témoigne le manifeste [Nous sommes avenir](#). Un règlement sur les droits de scolarité signifierait la fin de cette fantaisie révolutionnaire. L'objectif de la CLASSE est donc de garder les étudiants et tous ceux qui peuvent aider leur cause dans la rue, et mécontents, le plus longtemps possible.
 C'est la raison pour laquelle, dans certaines associations locales, une majorité simple (50 % + 1) des voix exprimées étaient requises pour aller en grève, alors que les deux tiers des voix étaient nécessaires pour y mettre fin. Dans d'autres cas, on s'est simplifié la vie : le mandat de grève était valable jusqu'à la fin de l'été. Pas besoin de retourner consulter les membres.
 C'est la raison aussi pour laquelle ses porte-parole ont multiplié les contorsions langagières plutôt que de dénoncer clairement et simplement la violence, ce printemps. Il ne fallait surtout pas démobiliser les plus radicaux.
 La CLASSE se réserve aussi le droit de reconnaître ou pas le résultat des élections provinciales. Sans blague.
 Tout ça pour dire qu'il y a un risque énorme pour la CLASSE d'entendre un appel à une trêve. Si le PQ remporte les élections, c'en est fini du mouvement étudiant, et les dirigeants de la CLASSE

le savent. Les membres de la FECQ et de la FEUQ, plus modérés, et probablement la majorité de ceux de la CLASSE, se contenteraient volontiers d'une annulation de la hausse assortie de la tenue d'un sommet sur l'éducation, plutôt que de retomber en grève. Même une victoire de la CAQ, qui a proposé un compromis sur le montant de la hausse, pourrait mener à une solution négociée.
 La seule option qui reste pour un mouvement dont l'objectif avoué est de «maintenir un rapport de force permanent contre l'État» est de remettre en marche le mouvement de grève au plus vite, avant que la possibilité d'une annulation de la hausse ou de toute forme de règlement ne se pointe à l'horizon, et de tabler sur l'insatisfaction généralisée envers le gouvernement libéral, toujours au pouvoir.
 En redémarrant la grève le 13 août, on s'assure ainsi de retrancher trois semaines à une session déjà tronquée, ce qui pourrait lui être fatal. Une annulation définitive de la session interrompue au début de l'été signifierait que des dizaines de milliers d'étudiants en colère seraient disponibles afin de poursuivre les activités de perturbation chères à la CLASSE.
 Plusieurs d'entre eux considérant qu'ils n'auraient plus rien à perdre, on peut imaginer ce que ça pourrait donner. Le bordel. Mais c'est ce que semble souhaiter la CLASSE. Et tant pis pour les conséquences.
 Il serait plus que temps que les principaux acteurs sociaux qui ont donné leur appui aux carrés rouges ce printemps – syndicats, artistes, professeurs, politiciens – se lèvent d'une voix unie et forte afin de demander aux étudiants de rester en classe au moins jusqu'au 4 septembre, et de considérer alors les options disponibles.
 Si les étudiants désirent empêcher la hausse des droits de scolarité, la meilleure façon reste encore de voter pour un parti politique qui défend leurs idées, et non de tomber dans le piège tendu par la CLASSE.
[Afficher 25 commentaires](#)

LA PRESSE : Votre opinion : Crise étudiante : conflit irréconciliable, par Philippe Faucher, par professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIU.ca) - Publié le mercredi 08 août 2012 à 06h00

Une inconnue de taille pèse sur le déroulement de la campagne électorale: que feront les contestataires du printemps? Reprendront-ils le contrôle de la rue? La rentrée scolaire sera-t-elle perturbée? Enfin, comment l'électorat réagira-t-il devant l'agitation renouvelée?
 Toute la campagne se jouera autour de cette dernière incertitude. Pour preuve, les stratégies des partis qui s'organisent autour d'un dosage délicat entre le retour de l'ordre, ce qui inclut la lutte contre la corruption, et des propositions modestes de changements. Ce clivage entre l'ordre et le changement, tout aussi artificiel que la «crise sociale» qui le porte, était prévisible. L'affrontement, maintenant recadré par la consultation électorale, sera arbitré par l'opinion.

Cependant, quel que soit le résultat des élections, la contestation ne disparaîtra pas au lendemain du 4 septembre.
 Je m'étonne encore que des milliers de citoyens soient mécontents à l'endroit du gouvernement au point de marcher dans les rues, soir après soir, au rythme des casseroles. La hausse des droits de scolarité aura servi de catalyseur à une diversité de revendications qui vont, dans un amalgame déroutant, de la dénonciation du néocolonialisme et de l'homophobie et passant par la surexploitation de l'environnement.
 Malgré le nombre des jeunes qui expriment leur désillusion et des citoyens qui déplorent l'immobilisme des dirigeants, il est prématuré de conclure que les Québécois ont découvert la poli-

tique et choisi de s'engager dans l'action partisane. Au contraire, choisir l'opposition, ce n'est pas s'inscrire dans l'action politique, c'est tout au plus prendre le parti du refus et de la contestation, laquelle, on le constate, parce que les motifs de mécontentements sont infinis, provoque l'accoutumance.
 Les raisons pour lesquelles le conflit social perdure et résiste aux processus de conciliation, c'est que l'engagement solidaire se développe en dehors des institutions et des cadres démocratiques qui régissent nos débats. En démocratie, la principale source de légitimité, ce sont les élections, qui ne peuvent être faites que par les partis. Développée en dehors des cadres parti-



sans, l'agitation actuelle se situe, par choix, en marge des institutions démocratiques. Mon jugement s'inspire, pour sa grande actualité, de la critique du culte de la révolution proposée par Raymond Aron dans son ouvrage *L'opium des intellectuels*. L'indignation, dont nous sommes témoins, a pris la forme d'une protestation à caractère moral qui rejette nos processus institutionnels de gouvernance. À ce titre, malgré les efforts déployés par les partis de l'opposition, la contestation est irrécupérable. La CLASSE l'a compris en prônant une «démocratie directe» au fonctionnement nébuleux dont éma-

nent de forts relents populistes. On notera, dans un retournement savoureux, que les étudiants exigent d'être «écoutés» des dirigeants politiques. Leurs parents et enseignants, instruits par la pédagogie, ont depuis longtemps abandonné cette prétention. Les recherches de solutions, les appels au réalisme, la confrontation avec les contraintes et les priorités collectives, bref les arbitrages, qui interviennent dans tout processus de décision, ont été systématiquement rejetés, au nom des solidarités. Les épisodes pénibles des négociations auxquelles les dirigeants étudiants ont été

conviés à répétition dans des tentatives, toutes infructueuses, de résoudre la question, somme toute accessoire, des droits de scolarité, illustrent cette impasse. Enfin la passion pour l'égalité signifie le rejet de l'analyse et du calcul économique, le refus de toute considération pour le possible, essence du politique. Au bilan, la nature affective de la contestation rend le présent conflit irréconciliable. L'agitation sociale, déclenchée par les étudiants, parce qu'elle refuse les institutions politiques en place, au nom du respect de la démocratie, n'est pas soluble dans une consultation électorale.

LA PRESSE : Votre opinion : Mouvement étudiant : se battre intelligemment, par Joëlle Dupont, Élève en sciences humaines au cégep de Lanaudière - Publié le mercredi 08 août 2012 à 06h00



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Si les militants du mouvement étudiant souhaitent réaliser de véritables gains, ils feraient bien de ne pas fournir de carburant à un Jean Charest qui doit rêver secrètement de voir d'autres anarchistes et membres de groupes obscurs provoquer du désordre, pour ensuite arguer qu'il faut leur tenir tête pour ne pas tomber dans le désordre révolutionnaire.

Soyons réalistes: tout mouvement social, même s'il revendique la meilleure vertu, est forcé de la jouer «stratégique» s'il veut réaliser des gains concrets. Le mouvement étudiant semble l'avoir compris, mais je crains que ce ne soit dans le mauvais sens.

En effet, force est d'admettre que les libéraux ne sont pas les seuls à avoir instrumentalisé le conflit étudiant. Les mouvements les plus extrémistes (vous savez, ces gens qui regrettent le communisme, promeuvent l'anarchisme et exècrent tout ce qui s'apparente à un ordre social) se sont réveillés et ont profité de l'occasion pour exprimer violemment leur mépris de la société en s'armant de pierres, de cocktails Molotov et de slogans violents. Malheureusement, si ces derniers ne sont nullement représenta-

tifs du mouvement social printanier dans son ensemble, les médias ont fait leurs choux gras de leurs actions et la cause étudiante s'en trouve maintenant entachée, associée au «chaos de la rue».

Bien sûr, la cause étudiante est noble, et encore plus l'ensemble du mouvement qui s'est mis en branle en défendant les enjeux de la justice sociale et de l'éthique. Mais si ses militants souhaitent réaliser de véritables gains, du point de vue plus large de l'environnement social québécois, ils feraient bien de ne pas fournir de carburant à un Jean Charest qui doit rêver secrètement de voir d'autres anarchistes et membres de groupes obscurs provoquer du désordre, pour ensuite arguer qu'il faut leur tenir tête pour ne pas tomber dans le désordre révolutionnaire. De tout temps, l'argument de la peur fut probablement le plus efficace en termes de rhétorique.

En somme, le «vrai» mouvement étudiant, celui qui défend la majorité des militants, a toutes les raisons de continuer la mobilisation lors de la campagne en défendant de nobles causes. Mais s'il souhaite se défaire de son étiquette de mouvement extrémiste, il devrait sérieusement envisager une trêve électorale. En effet, en se montrant le plus calme possible, il couperait carrément l'herbe sous les pieds des libéraux. Ceci pourrait être amplement suffisant pour gagner la bataille la plus importante: mettre les libéraux dehors.

Cela ne signifie pas que les élèves et étudiants ne doivent rien faire d'ici au 4 septembre. Si toute manifestation risque d'être détournée par des agents perturbateurs qui feront la joie des libéraux, les actions visant à inciter les jeunes et moins jeunes à s'informer et à aller voter sont particulièrement louables. Le fait d'organiser des débats, d'inviter des candidats dans les cégeps et universités, d'informer les jeunes sur les programmes, les enjeux, les façons de participer aux élections, etc. devient une merveilleuse façon de conscientiser les électeurs sans nuire à sa propre cause.

Si l'ensemble des mouvements du printemps érable souhaite gagner du terrain, il devra dénoncer l'inévitable violence d'une minuscule minorité et se montrer aussi modéré que posé. Tout cela, ce n'est pas renoncer à ses principes, ce n'est pas se laisser bâillonner ou abandonner la bataille. C'est savoir se battre intelligemment, en gardant un seul objectif en tête: le bien-être de la société.

LE SOLEIL : Éditorial : Classé le 4 septembre, par Pierre-Paul Noreau - Publié le mercredi 08 août 2012 à 05h00

(Québec) Le dossier du conflit étudiant a refait surface hier dans la campagne électorale. Normal, il est incontournable. Ce fut l'occasion pour Jean Charest d'indiquer qu'il maintiendrait la ligne dure à l'occasion de la rentrée. Le premier ministre a raison. La semaine prochaine, les cours doivent reprendre dans l'ordre comme l'exige la loi. Et que ça plaise ou non aux associations à l'origine de l'opération boycottage, c'est bel et bien le résultat de l'élection qui va clore le débat sur la hausse des droits de scolarité.

Martine Desjardins de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Éliane Laberge de la Fédération étudiante collégiale (FECQ) et Gabriel Nadeau-Dubois de la Coalition large de l'Association pour une solidarité étudiante (CLASSE) peuvent bien soutenir de leur côté qu'il y a trop d'enjeux dans une élection générale pour tirer une conclusion claire sur leur dossier, ça ne changera rien au fait que les étudiants ne sont maintenant plus les seuls maîtres du jeu.

La décision sans appel quant au fardeau qu'ils devront supporter dans le financement des universités est un choix collectif où d'autres acteurs que cégépiens et universitaires ont leur mot à dire. À commencer par les contribuables qui assumeraient la facture excédentaire s'il devait y avoir gel ou indexation plutôt que la hausse progressive prévue dans le budget du ministre Raymond Bachand. Le verdict final est donc entre les mains des électeurs.

Il est bien sûr tout à fait légitime pour certains d'évaluer que l'accès à l'éducation devrait être complètement gratuit au Québec puisqu'il s'agit d'un investissement pour l'avenir de toute une société.

Mais il l'est tout autant pour d'autres de considérer que dans l'état actuel des finances publiques au Québec, une contribution supplémentaire des étudiants est nécessaire, surtout si une amélioration sérieuse du soutien pour ceux dont les finances sont précaires vient protéger l'accessibilité.

C'est justement pour trancher des visions du monde différentes, et en soi tout autant valables, que les électeurs ont rendez-vous le 4 septembre. Et les options sont claires. Entre l'approche très sociale de Québec solidaire à un bout du spectre et celle très économique de la Coalition avenir Québec à l'autre, les citoyens ont devant eux un large éventail de choix pour exprimer leur préférence.

Les règles de la démocratie sont les mêmes pour tous. L'Assemblée nationale a adopté une loi qui interdit de bloquer l'entrée des institutions d'enseignement à ceux qui veulent aller assister à leurs cours. À travers des injonctions, les tribunaux ont d'ailleurs reconnu ce droit des étudiants qui le désirent d'aller entendre leurs professeurs dispenser l'enseignement pour lequel ils ont acquitté les droits de scolarité.

Actuellement, la FEUQ et la FECQ travaillent activement à faire battre les libéraux dans certaines circonscriptions où les députés gouvernementaux sont jugés vulnérables. Ils veulent ainsi s'assurer d'échapper à la hausse.



Parfait! Nous vivons en démocratie. Les associations s'étant engagées à respecter la loi électorale, elles peuvent travailler à faire pencher la balance du côté de leurs intérêts. Mais si le Parti libéral du Québec ou la Coalition avenir Québec devait en fin de course être choisi

pour former le prochain gouvernement, les étudiants devront avaler leur pilule. Dans le cas de la CLASSE, dont le militantisme vise désormais ouvertement à mettre en place un autre projet de société au Québec, il faudra sans doute déjà se faire à l'idée que même un

gouvernement du Parti québécois ne trouverait pas grâce à ses yeux le 5 septembre. Mais il faudra aussi voir alors combien d'étudiants les suivront.

THE GAZETTE : Columnist : Don Macpherson: Quelling dissent is a delicate dance – Wednesday, August 08, 2012



Photograph by: Vincenzo D'Alto Montreal Gazette

Pauline Marois recruited Léo Bureau-Blouin, former leader of the CEGEP students' federation, to the Parti Québécois.

MONTREAL — Of the party leaders in the Quebec election, Pauline Marois has seemed to be the least certain about what to do about student protests.

First, in a bid to mobilize student support for the Parti Québécois, she tied herself and her party to the protests against the Charest government's fee increases by wearing the movement's red-square symbol.

Then, belatedly realizing that older Quebecers who actually turn out to vote were fed up with the disruptions, she tried to distance herself from them by dropping the red square.

After that, she tried to have it both ways by recruiting Léo Bureau-Blouin as a PQ candidate. Until recently, he was leader of the CEGEP students' federation, so the PQ hoped that for students, he'll be a walking, talking red square.

But he also appeared to be the most "reasonable" of the student leaders, which might make his candidacy more acceptable to older voters.

(A less moderate image of Bureau-Blouin is suggested by a [video](#) that surfaced on Sunday. It appears to show the aspiring member of the National Assembly among protesters who forced their way into a meeting last year of the youth commission of the governing Liberal party.)

The handsome, 20-year-old Bureau-Blouin immediately became the PQ's answer to [Justin Bieber](#), at least in terms of his impact on the party's supporters.

"Bieber-Blouin" upstaged his grandmotherly leader at rallies, and on Twitter [offered](#) his campaign poster to fans.

But he appears to have lost his mojo with the student movement.

When Marois had him issue a public appeal for a protest "truce" until after the election, the student leaders quickly rejected it, and called him a sellout to boot.

Conventional wisdom is that protests during the campaign would help Liberal leader Jean Charest, who is running against the student protesters on the issue of public order. Support for his party increased during disruptions in the spring, and declined slightly during a lull in demonstrations in July.

That's why the PQ (and, privately, the left-wing Québec solidaire party, according to a [Tweet](#) by protester Jaggi Singh) have tried to persuade the student leaders to prevent protests against the fee increases during the campaign.

The student federations want to help defeat Charest, and have targeted Liberal candidates in ridings where turning out the student vote could make the difference.

But the decentralized federations lack the power or the will to prevent their local associations from

setting up picket lines when classes resume this month.

And the associations that were on "strike" against the fee increases have begun to renew their strike mandates.

Still, the student leaders might help the PQ, deliberately or not, in another way.

They've been trying to get the message across to voters yearning for peace that, far from ending if the Liberals receive a new mandate, protests will continue.

QS has promised to abolish tuition fees entirely.

But among the parties with a realistic chance of forming the next government, the PQ is the most student-friendly, in that it has at least promised to cancel the fee increases.

The Liberals would maintain them, while the Coalition Avenir Québec would only reduce them.

This allows the PQ to argue that a Marois government would have the best chance of settling the fee dispute and restoring peace to the campuses and order to the streets.

That peace and order would have to be bought from the students, and Marois has admitted in a candid moment that taxes might have to be raised to cover the shortfall in university funding resulting from cancellation of the increases.

But if protests resume in the last few weeks of the campaign and look as though they would continue after the re-election of the Liberals, the PQ could hope that voters would be willing to pay that price.

1 comment

DareJ , 11:55 PM on 8/9/2012

Hmm ... but might not this split and therefore negate the anglo vote, and play right into the PQ's hands?

ACTUALITÉ.COM : Le blogue de Josée Legault : Ceci n'est pas une grève – Mardi 7 août 2012



Photo: |RR| / CC2.0

Depuis des mois, Jean Charest et tout son gouvernement ne cessent de répéter en chœur que la grève étudiante n'est pas une grève, mais un «boycott».

Vraiment?

Il faut dire qu'en politique, voir un gouvernement ou un parti jouer sur les mots pour tenter de conditionner l'opinion publique en forgeant des perceptions qui lui sont favorables est un grand classique. Depuis que le

monde est monde. Même quitte, parfois, à dénaturer carrément le sens des mots.

Et pourquoi au gouvernement, on insiste tant pour dire «boycott» et non «grève»? Pourquoi tenter aussi de convaincre les médias de faire de même?

Primo: parce qu'une grève découle d'une action collective. Donc, d'une décision prise démocratiquement par des citoyens regroupés ou associés.

Secundo: parce qu'au contraire, un boycott découle d'une action individuelle. Un individu boycotte quelque chose. Parler de boycott envoie un message bien précis à l'électorat: ce mouvement étudiant n'est pas vraiment de nature démocratique...

Tertio: pour banaliser le mouvement étudiant, son opposition à la hausse des frais de scolarité et surtout, sa critique virulente du gouvernement libéral.

Bref, auparavant en période préélectorale, tout comme maintenant, en pleine campagne, on le fait pour polariser l'opinion en représentant le mouvement étudiant de la manière la plus négative possible.

Dans cette joute partisane visant à établir le PLQ auprès de sa base comme le parti de «la loi et l'ordre» – et on sait que le gouvernement a profité ce printemps dans les sondages de sa ligne dure face aux étudiants –, M. Charest n'a pas hésité non plus à associer ce mouvement à ce qu'il appelle la «violence et de l'intimidation».

Il le fait depuis des mois et continue de le faire, de manière soutenue et répétée. Ce qui, inévitablement, y associe tout autant les citoyens («la rue», selon M. Charest) que les partis politiques osant soutenir la grève étudiante.

Le Petit Robert répond au premier ministre

Mais, oups... Selon le gouvernement sortant, disions-nous, cette grève n'en est pas une.



Ce mardi – 7ième jour de la campagne -, au moment même où le sujet [revient dans l'actualité](#), le chef libéral reprenait son mantra en point de presse avec sa détermination habituelle:

On peut-tu /sic/ s'entendre sur une chose: c'est pas une grève. Ça jamais été une grève. Non, c'est pas une grève. C'est parce qu'il faut s'entendre, faut employer les bons mots. Nous ne sommes pas des employeurs des étudiants. Les étudiants ne sont pas nos employés. C'est un boycott. Alors, employons les bons mots, là. C'est un boycott.

Clair? Ça, oui.

Vrai? Ça, c'est une autre histoire.

Tenez. Au moment où j'écris ces lignes, j'ai mon fidèle dictionnaire sous la main. Un vrai. En papier et tout... Pour être plus précise encore, c'est *Le Petit Robert 2012*.

À la page 1187, on y trouve le mot «grève». La première définition étant, bien entendu, celle d'une:

cessation volontaire et collective du travail, décidée par les salariés, un groupe professionnel dans un but revendicatif (...) et entraînant la suppression de la rémunération pendant cette période.

Mais comme la langue française est riche, plusieurs autres définitions et exemples suivent quant à ses usages variés.

Ainsi, on peut aussi y lire ceci comme définition:

*Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendication ou protestation. **Grève des étudiants.** Détenus qui se mettent en grève dans les prisons.*

On y trouve aussi:

Grève de la faim: attitude de protestation, ou de revendication qui consiste à refuser toute nourriture.

Eh oui. On dit bien «grève de la faim» et non «boycott de la faim»...

Bref, M. Charest aura beau tenter de dicter aux Québécois quels seraient, à ses yeux, les «bons» et les «mauvais» mots, ouvrir un bon dictionnaire demeure un bien meilleur choix.

Une grève étudiante est une grève étudiante

En fait, depuis que les étudiants font grève sur cette terre, on parle en termes de «grève étudiante». Le Québec ne fait pas exception au reste de la planète.

Ailleurs ou ici, que ce soit en 2012, en [1958](#), ou lors de chacune des grèves étudiantes qui ont jalonné son histoire, en effet, on parle de grève et non de boycott.

On le fait au prestigieux [Le Monde](#). On le fait à [Amnistie Internationale](#). On le fait dans les médias. On le fait aux [États-Unis](#).

De [nombreuses personnalités](#) comme Claude Béland, Jean Cournoyer, Alain Vadeboncoeur, Robert Burns et Luc Picard, le font.

Des intellectuels renommés, tel [Guy Rocher](#), le font.

La [ligue des droits et libertés](#) le fait.

La [commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec](#) le fait.

On le fait en anglais. On parle de «*strike*», pas de «boycott». On le fait, entre autres, dans [The Gazette](#), [The Globe and Mail](#), [The Toronto Star](#), [The Wall Street Journal](#), [The Guardian](#).

On le fait en espagnol, en italien, en russe et dans toutes les langues.

Etc, etc., etc..

Conclusion

Le Québec n'est pas en situation de boycott étudiant.

En fait, il vit la grève étudiante la plus longue et la plus élargie de toute son histoire...

Commentaires

□ 5 **Samuel P.** : [août 8, 2012 à 9:31](#)

Les commentaires sont de retour, alors j'en profite pour proposer aux lecteurs-lectrices une petite réflexion:

Que les étudiants effectuent une grève, ou alors un «boycott solidarisé», cela ne nous éloigne guère de la problématique réelle : quel est donc le statut juridique d'une telle opération ?

M. Charest et ses relations publiques cherchent manifestement à éviter d'ouvrir une telle boîte de Pandore. Alors que le droit de grève est bien encadré pour les travailleurs, il en va autrement chez les étudiants.

Porter la cause devant le tribunal porterait certainement préjudice à la cause qu'entend défendre M. Charest, alors que seraient opposées d'une part la Liberté d'Association, et de l'autre la Liberté d'Étudier sans entraves. De toute évidence, on a là une question épineuse dont le dénouement est imprévisible.

On est toujours face à une telle impasse au niveau des droits des travailleurs : qu'en est-il de ceux et celles qui ne votent pas la grève dans leur syndicat suivant des inclinaisons particulières ou quelque avantage indu promis par l'administration de l'entreprise ? N'ont-ils pas la {liberté} de travailler ? De penser qu'à leur propre intérêt et nier l'action concertée ? Noeud gordien qu'on s'est refusé à trancher.

Si tous hésitent à rouvrir la question, c'est bien parce que l'objectif recherché à l'époque a été bel et bien rempli: réduire voire éliminer totalement la violence sur les lignes de piquetage.

Le débat sera-t-il relancé par la situation présente opposant syndicats étudiants et gouvernement ?

Je le souhaite bien.

Laisser de telles questions en suspens donne une bien douteuse réputation à nos institutions supposément peuplées par des experts et de nobles esprits voués au bien commun.

□ 4 **Eric** : [août 8, 2012 à 9:26](#)

«Les étudiants en service social de l'Université de Montréal (UdeM) se sont d'ailleurs déjà prononcés à majorité lundi soir en faveur de la poursuite de la grève, avec un taux de participation inférieur à 10 %.» (R-C)

Voilà une excellente définition de grève étudiante: minorité d'étudiants en sciences molles qui décident que tout le monde doit interrompre ses études.

□ 3 **Marcus** : [août 8, 2012 à 9:13](#)

Merci, de nous instruire et de donner un regard critique sur la situation. Il est dommage que ce regard critique disparaisse de l'horizon médiatique.

□ 2 **Pierre Bellefeuille** : [août 8, 2012 à 9:07](#)

Excellente mise au point, madame Legault!

□ 1 **Luc Prévost** : [août 8, 2012 à 9:01](#)

M. Charest a déjà donné l'exemple:

« J'avoue que je n'ai pas beaucoup étudié, cette année-là. Je m'intéressais davantage aux affaires du conseil étudiant. L'école comptait mille deux cents élèves. Nous avons organisé des grèves, des contestations, des négociations avec les professeurs. Cela a été pour moi un apprentissage de la responsabilité publique, qui comporte plusieurs dimensions : il faut apprendre à résoudre des conflits, à écouter, à trouver des solutions, à contester des décisions et aussi, quand il le faut, à dire non et ce, dans un contexte où l'on doit assumer la responsabilité de ses gestes. »

Biographie: J'ai choisi le Québec» aux éditions Pierre Tisseyre, 1998.

LA PRESSE : Votre opinion : Conflit étudiant : le vote électronique s'impose, par Claude Bourbonnais, homme d'affaires et père de deux enfants qui ont été touchés par le conflit étudiant - Publié le lundi 06 août 2012 à 13h08



Photothèque La Presse

Si les associations étudiantes sont vraiment sérieuses, le vote sur la reconduction de la grève ou du boycottage prévu dans les prochains jours devra être effectué par Omnivox.

Depuis le déclenchement des élections, on nous parle de vote électronique pour favoriser un plus fort taux de participation. Également, on suggère le

vote dans les établissements d'enseignement, cégeps et universités pour favoriser le vote des jeunes.

Si la sécurité est assurée, aucun problème avec le vote électronique. Pourtant lors des votes étudiants, plusieurs cégeps ont offert aux associations étudiantes d'utiliser le site Omnivox pour les votes sur le boycottage des cours.

Ce site est reconnu très sécuritaire et il permet aux élèves d'avoir un accès exclusif et protégé pour consulter les horaires, les résultats d'exams, etc. Cette suggestion a été rejetée, car pour des associations comme la CLASSE, la démocratie n'existe pas. La preuve, elle continue à déclarer que les manifestations vont continuer après les élections, peu importe les gagnants, et ce, jusqu'à la gratuité scolaire.

Rien n'est gratuit dans ce bas monde et pour avoir perdu 5000 \$ en frais de logement seulement au printemps dernier en raison de ce conflit, inutile de vous dire que quand je vois des carrés rouges, je vois rouge.

Donc, si les associations étudiantes sont vraiment sérieuses, le vote sur la reconduction de la grève ou du boycottage prévu dans les prochains jours devra être effectué par Omnivox. Le résultat devrait confirmer la vérité, soit que seulement 10 ou 15 % de l'ensemble de la population étudiante sont en faveur de cette grève.

Il ne faut surtout pas oublier que plus de 70% des élèves et étudiants ont terminé leur session du printemps normalement et que plus de 50% de ceux qui restent sont des victimes de ces votes bidon!

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 6 août : Le sens des mots de M. Charest, par Méridick Forest, Montréal - Mise à jour: Lundi 6 août 2012 | 8:11

Le premier ministre sortant Jean Charest attaque son principal opposant politique en affirmant que «Mme Marois préfère le référendum et la rue». Puis il se demande si les Québécois veulent vivre dans une société où on se respecte mutuellement et où on respecte la loi et la démocratie.

En utilisant le mot «loi», M. Charest entend probablement Loi 78, à laquelle une vaste majorité de citoyens s'oppose. Ne pousse-t-il pas la chose plus loin en y reliant le terme «démocratie»? C'est ce à quoi porte à penser son raisonnement: pour qu'il y ait loi au Québec, il est nécessaire qu'il y ait Parlement. Pourtant, en termes généraux, une démocratie peut être le fait, par exemple, d'un rassemblement de directeurs de banque relativement à une entente pancanadienne afin de décider du point X ou Y. Le principe est simple : le plus grand nombre de votes l'emporte!

Pourtant, selon M. Charest, les notions de loi et de démocratie semblent intimement liées, alors que ces deux notions peuvent être vues de façon totalement opposées. Une loi n'a pas besoin de démocratie pour exister. De facto, il est improbable qu'il ait voulu exprimer que le Québec n'est pas une démocratie puisque, si tel était le cas, il

en serait le seul responsable. On ne peut qu'en conclure que ce qu'il a voulu exprimer, c'est une simple justification de ses propres actions en utilisant des principes idéologiques.

Pour M. Charest, le PQ, c'est la rue. Un peu ironique pour quelqu'un qui, d'une part, veut une société démocratique, mais qui fait face au plus long conflit étudiant de l'histoire de l'Amérique, un conflit qu'il n'a pu régler que par la force. Nul besoin de défendre le PQ pour accuser M. Charest de faire de la démagogie en manipulant l'opinion publique. Par exemple : associer son principal adversaire au carré rouge, alors que cet adversaire ne l'a jamais porté que par opportunisme politique. Cette attaque, issue du plus pur opportunisme politique, me semble particulièrement futile et, qui plus est, facilement révoquant. Il est vrai que le carré rouge a de multiples significations. Il est perçu par les uns comme modéré, par les autres comme extrémiste, et même, selon certains commentaires entendus dans la rue, comme «communiste». Laissez-moi rire! Non, mais, n'est-il pas possible de penser que le carré rouge est un simple symbole destiné à unir les adversaires d'une hausse des droits de scolarité et le mouvement étudiant en général,

indépendamment du point de vue politique de celui qui l'affiche? De mon point de vue d'étudiant universitaire, je ne connais pas beaucoup de «carrés rouges» qui anticipent de voir les rues à feu et à sang ou qui souhaitent la violence et le chaos d'une révolution prolétarienne.

À mon sens, les étudiants, qu'ils soient de gauche ou de droite, veulent la paix; et ce n'est pas en matant le public à grands coups de matraque qu'on y arrivera. L'expression «le feu par le feu» ne peut s'appliquer dans ce contexte.

S'il s'agit là de la solution avancée par M. Charest en vue de régler le conflit en cours, gageons que ce n'est pas, même dans le contexte d'une victoire électorale, ce qui arrêtera le mouvement étudiant. Pour M. Charest, relier la rue au carré rouge est une erreur de logique puisque la «rue» à laquelle il fait allusion est la conséquence de sa propre négligence, et non pas celle d'un symbole.

Le vocabulaire de M. Charest est effectivement manipulateur. L'esprit critique demeure le meilleur moyen de faire face à la rhétorique politique à laquelle auront droit les Québécois pendant la campagne électorale.

LE SOLEIL : Point de vue : Nous, mamies indignées, par Anne-Marie Adam, Denise Brillon, Lise Cabana, Lina Daoust et Françoise Moquin - Publié le lundi 06 août 2012 à 05h00

Nous sommes cinq grand-mamans vivent actuellement une grande inquiétude en songeant à la prochaine rentrée étudiante. Voyant que le conflit concernant la hausse des frais de scolarité n'a pas été réglé mais repoussé, nous avons décidé de prendre la parole!

Nous nous interrogeons sur le long silence du gouvernement pendant la contestation par des milliers d'étudiants contre la hausse des droits de scolarité dans les cégeps et les universités. Ils questionnaient :

- 1-le financement des universités;
- 2-l'importance de l'éducation dans la société actuelle.

Appuyés par de nombreuses personnalités, ils demandaient un médiateur afin de pouvoir régler le conflit. Ce qui fut refusé! Étonnamment, nous venons d'apprendre qu'une entente entre la Commission de la construction du Québec et le Syndicat des employés professionnels et de bureau est intervenue une semaine après que M. Normand Gauthier soit nommé à titre de médiateur. Ce conflit durait depuis huit semaines.

Quelle fut la réponse du gouvernement à la demande de médiation des associations étudiantes? Une loi spéciale, la loi 78 adoptée par l'Assemblée nationale le 18 mai 2012, qui a suspendu dans les cégeps et les Universités du Québec jusqu'à la mi-août, les sessions affectées par la grève étudiante et assujetti toute manifestation de règles très strictes comportant des amendes démesurées!

Des professeurs d'universités se sont prononcés contre la répression étudiante et ont vivement dénoncé l'indifférence du gouvernement actuel et sa conception à courte vue du financement des universités. Ont aussi dénoncé les excès de cette loi, Me Louis Masson, bâtonnier-sortant du Barreau du Québec et de nombreux procureurs estimant «que ce projet de loi porte atteinte aux droits constitutionnels et fondamentaux des citoyens». C'est grave! Et c'est ce qu'ont compris des milliers de citoyens! Voilà pourquoi ils sont descendus dans la rue pour protester, parfois arborant le carré rouge, puis frappant sur des casseroles.

Monsieur Charest n'a pas voulu entendre ce cri du coeur lancé par des citoyens de toutes générations : des parents, des grands-parents, des familles en désaccord avec cette loi contraignante imposée par le gouvernement. Comment a réagi le gouvernement Charest? En ridiculisant le port du carré rouge et le bruit des casseroles! En refusant de voir par là une démarche citoyenne qui voulait se faire entendre!

Pourtant de nombreuses dénonciations de la loi 78 sont venues de différentes villes du Canada, des États-Unis, de Belgique, de France, de Suisse. Venues aussi de l'Allemagne et d'Islande où existe la gratuité scolaire! Nous sommes indignées devant le peu de considération et le cynisme affiché devant les manifestations pacifiques répétées. Indignées de la violence policière exercée envers des étudiants et l'absence d'arres-



tations de casseurs pourtant connus... Il est facile de blâmer la jeune génération et celles qui leur sont solidaires. Il est facile de mépriser une foule qui manifeste et ainsi donner aux autorités des raisons apparemment légitimes de mettre au pas ceux qui veulent s'exprimer. C'est ainsi que vient la division dans la population! La peur s'installe.

Y a-t-il intérêt à provoquer la peur dans la population? Car la peur est contagieuse! La peur attire la violence et la provoque! Pourquoi cette forme d'injustice et ce qui nous semble un manque de conscience sociale? La jeunesse n'est-elle pas la première richesse d'une société? Ses aspirations exprimées clairement, intelligemment, ne sont-elles pas l'écho de leurs espoirs, de leurs rêves, de leur avenir?

Ces jeunes sont nos/vos enfants, nos/vos petits-enfants et portent en eux notre avenir à tous! S'ils ont une conception différente de voir les choses, l'éducation, la politique, doit-on les museler? Nous voulons dire aux étudiants et aux futurs étudiants que bien des coeurs aînés admirent leur détermination et leur courage. Qu'une grande partie d'entre eux comprennent qu'ils devront supporter le poids des décisions prises, et notre manque de vision parfois. Nous regrettons que certaines personnes condamnant un peu trop vite quelques excès de la jeunesse! D'elle, viendront des hommes, des femmes qui donneront vie à leur tour, seront porteurs d'espoir. C'est maintenant que l'avenir se fait!

Une société est jugée par la place qu'elle fait à sa jeunesse et surtout par la confiance qu'elle lui témoigne! Il nous a semblé important de le dire! Avec espoir!



Photo André Pichette, La Presse
De nombreux juristes, parmi lesquels d'éminents avocats, protestent contre la loi spéciale 78 en investissant les rues de Montréal, au départ du palais de justice.

THE GAZETTE: Our city: a post-apocalyptic landscape, By JONATHAN NORDLAND, works in university administration in Montreal (He lives in N.D.G.)- Monday, August 6, 2012

When I went home to Nova Scotia for my annual vacation, I wasn't thinking that I would be taken in by anything other than the rolling green hills and quaint valley farms around my parents' place, which some say are reminiscent of Scotland. I found the scenery as beautiful as ever, but I was equally struck by the state of the infrastructure this poor little province on the eastern shore of Canada maintains - infrastructure that I remember in my youth as being abysmal, necessitating a truck and steely nerve to navigate. Apparently though, things have changed. I don't know when it happened, but sometime in the last 20 years since I lived there, the roads have been rebuilt, the bridges fixed, and cities and towns gussied up. It would appear the government started to take its obligations seriously, concentrating on bricks and mortar, its primary business. The stark contrast between Nova Scotia and Quebec was laid bare as my taxi from the airport traversed the post-apocalyptic landscape we call Montreal. The city seemed inspired by the civil engineering achievements of Addis Ababa and the war in Sarajevo circa 1995 than by any Canadian metropolis that I can think of. It looked every inch the product of amateur construction that had been subjected to a siege. The only things missing were bullet holes in the crumbling concrete, but one need not extend their imagination far to insert them. Civic pride seems to be best expressed by the graffiti taggers who try their best to coat the city in paint, drawing the

eye, and ire, away from the vandalism by neglect the government produces. I draw the comparison to Nova Scotia because it's a poor province that has similar taxation and receives its fair share of transfers from the rest of Canada (Alberta). I would argue that Nova Scotia actually has less going for it than Quebec, but for the sake of this rant I merely maintain that the two jurisdictions have similar funding to maintain similar infrastructure obligations, scaled for demographic and geographic size of course. The difference in infrastructure, in my opinion, can only be attributed to divergent priorities. In Nova Scotia, they appear to be prioritizing roads and sewers. Here in Quebec, we seem preoccupied by other things. Recently, thousands of citizens rallied in the streets to protest against tuition hikes and more broadly, neo-liberalism (a great term that, despite my education, I have never been able to truly understand for lack of a uniform definition). They marched around in a mass that you have to admire for its sheer organizational capacity, but I was reminded of an incident during a protest in May that seemed taken from the pages of a novel. Just after student protesters marched down Sherbrooke St., a cavernous sinkhole opened up behind them, shutting down the street for weeks afterward. Students marched on, oblivious to the city that crumbled around them, concentrating only on the agenda that seemed to affect them most. I could read a thousand books of rhyme and verse, but none of them could be as poetic. In true Montreal fashion, it was performance art at its best.

Perhaps I don't understand Quebec. I could be forgiven for my ignorance since I am a transplant from Nova Scotia, via the ROC, but it seems to me that certain societal needs are universally accepted. I don't own a car, but I really like roads that are maintained and water mains that don't break. A well-maintained city incites civic pride rather than rampant protest. And while I could get behind free tuition, I can only see that being a valid demand once we get a handle on basic maintenance of our municipalities and highways. Perhaps if I were writing the novel of Montreal, that hole on Sherbrooke would have opened up in front of the protesters and like automatons, they would have marched right in, too blinded by their ideals to recognize the physical world around them. Of course, that's just a story. It could never happen in real life. Right?

2 comments
okey dokey, 6:10 PM on 8/6/2012
Yes anon 564589, you are absolutely correct! This is what's called ethnic Nationalism. Yes, alive and well in the Pepper/poutine/welfare nation. Nothing gets done because the discussion quickly devolves into this STUPID separation issue; like it's more important than good roads, good schools and good government. No, they just want a Map that says Quebec is a Country. Boo Hoo Hoo.
Most intelligent French Canadians are fed up too. Name withheld, 7:24 AM on 8/6/2012
This comment is under review.

LE SOLEIL: Chronique : L'insidieux recours au gel des tarifs, par Gilbert Lavoie - Publié le samedi 04 août 2012 à 05h00

(Québec) Après tout le bordel du printemps dernier contre le dégel des droits de scolarité, j'ai peine à croire qu'un parti politique aussi expérimenté que le Parti québécois puisse nous proposer un autre gel, celui des garderies à 7 \$.

Jean Charest avait fait la même promesse irresponsable pendant la campagne électorale de décembre 2008. Cette fois, c'est Pauline Marois. Elle a déclaré jeudi que les frais de garderies ne seraient pas augmentés, tout en refusant d'en faire la promesse... pour le moment. Des sources au PQ ont confirmé à mon collègue Jean-Marc Salvét qu'elle en fera un engagement formel pendant la campagne.

Selon les informations recueillies par *Le Soleil*, les libéraux ne devraient pas suivre les péquistes sur cette voie, même s'ils craignent d'ouvrir ainsi un «autre front» pendant la bataille électorale. C'est tant mieux. Ce serait scandaleux de voir ce gouvernement, qui a dégelé les droits de scolarité, décréter maintenant un gel des frais de garderie. Les finances du Québec ne permettent pas de telles folies. Les tarifs doivent être indexés au coût de la vie.

Les effets pernicioeux des gels de tarifs sont connus depuis longtemps. Après quelques années, les usagers écotent d'une hausse brutale pour compenser le manque à gagner. L'indexa-

tion est beaucoup plus facile à intégrer aux budgets des familles et ne crée pas de psychodrames comme celui que le Québec a vécu au printemps avec le conflit étudiant.

Les campagnes électorales comportent toujours leur part de démagogie et de pensée magique. Les politiciens ont le droit d'espérer et de nous faire partager leurs espoirs. Mais sur les questions budgétaires, il me semble que nous avons droit à un peu de sérieux.

Le dossier des droits de scolarité est au coeur de la campagne électorale actuelle. Il est consolant de voir qu'à ce chapitre, ni le PQ ni la CAQ ne proposent un retour au gel. François Legault

suggère de limiter les hausses annuelles à 200 \$. C'est raisonnable. Pauline Marois promet d'annuler la hausse et de tenir un sommet sur le financement des universités et la contribution étudiante dans un délai de 100 jours, mais de se limiter à l'indexation des droits de scolarité. C'est faisable, mais au prix de sacrifices ailleurs. Le budget libéral de 2011-2012, qui annonçait la hausse des droits de scolarité, prévoyait qu'on irait chercher 60 millions \$ de plus dans les poches des étudiants au cours de l'année budgétaire en cours, 130 millions\$ l'année suivante, jusqu'à un maximum de 332 millions\$ dans cinq

ans. Simultanément, le gouvernement libéral s'engageait à donner 270 millions\$ de plus aux universités cette année, 386 millions\$ l'an prochain, et 850 millions\$ dans cinq ans. Si Mme Marois se contente d'indexer les droits de scolarité, elle devra trouver de l'argent ailleurs pour financer les revenus additionnels promis aux universités. Un gouvernement péquiste ne serait pas lié par les budgets libéraux, mais certaines universités ont déjà commencé à prévoir des embauches et des investissements sur la base des engagements budgétaires du gouvernement Charest. On voit mal comment le pro-

chain gouvernement pourrait sabrer dans ces budgets. Jeudi, la Conférence des recteurs a acheminé une lettre à tous les partis pour les rappeler à l'urgence de s'attaquer au sous-financement des universités. Elle y rappelle que «pour la seule année 2007-2008, nos universités avaient globalement 620 millions\$ de moins que la moyenne des universités canadiennes» pour remplir leur mission. Le débat est déjà engagé, et le prochain gouvernement n'échappera pas à la réalité budgétaire. Pas plus d'ailleurs que pour le coût des garderies.

THE GAZETTE : Opinion : Ex-student leader as star PQ candidate: a perplexing move, By Supriya Dwivedi, law student at Université de Montréal – Friday, August 3, 2012



Photograph by: CHRISTINNE MUSCHL REUTERS

Former student movement leader Leo Bureau-Blouin smiles during a news conference in Laval, July 25, 2012. Parti Québécois leader Pauline Marois announced the candidacy of the 20-year-old for the Laval-des-Rapides riding on Wednesday.

MONTREAL - It took the student leaders months to wave off rumours of politicizing the protest in favour of the Parti Québécois, and it was finally starting to work. That quickly came to a halt as Léo Bureau-Blouin, the former president of the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), made the official parlay into provincial politics by announcing his candidacy for the PQ. Bureau-Blouin's candidacy comes as no surprise to anyone who has been following the student strike movement. The separatist undertones of the protest were axiomatic from the very onset, as effigies labelling Premier Jean Charest as John

James Charest were suspended amid a sea of Quebec nationalist slogans and flags. To Bureau-Blouin's credit, however, the tuition conflict should rightfully be decided at the ballot box, and not in the streets. As Quebecers head to the polls on Sept. 4, the student strike is sure to be back in full swing because the return to class is scheduled for the week of Aug. 13. If protesters once again turn to tactics of vandalism and block access to those students wishing to attend their classes, Charest might very well have his ace in the hole. It would seem that the PQ is not as politically daft as they often appear, as both leader Pauline Marois and Bureau-Blouin on Thursday urged a truce on further student demonstrations and confrontations. This is good news for everybody involved. Optimistically, it would discourage student protesters from additional unruliness and would provide for a more purposeful debate on the range of issues affecting this election that have thus far managed to fly under the radar. Alas, from a pragmatic standpoint, it seems unlikely that the students will cease their protests, considering both Martine Desjardins of the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) and Gabriel Nadeau-Dubois of the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicate étudiante (CLASSE) have asserted that acquiescing to the PQ's truce suggestion is improbable. Neither group will formally endorse one party; rather, they are merely campaigning to get the student vote out and ensure that Charest not serve another mandate as premier.

It must be acknowledged that voting for the PQ is indeed the best way to rid Quebec of Charest Liberal rule. Current polls have the Liberals and the PQ neck and neck, with the PQ at a slight advantage; perhaps the student sympathy vote is exactly what Marois needs in order to govern Quebec right into another referendum on sovereignty. Bureau-Blouin was known as one of the more moderate student leaders. Consequently, the announcement of his candidacy for the PQ is quite peculiar. He's running for a party that is anything but moderate. The PQ platform is peppered with xenophobic rhetoric, francosupremacist policies and has the ultimate goal of obliterating our confederation. Additionally, I cannot help but feel especially perplexed that the 20-year-old — with only a CEGEP education to his name, who was so passionate about accessibility to education mere months ago — could support a political party that would aim to extend Bill 101 to CEGEPs, a move that would strip students from making a free choice on how to pursue their education, as well as effectively prevent francophones and immigrants from ever being able to function in a globalized workforce. In other words, Bureau-Blouin and the PQ believe in accessibility to education, as long as English education remains inaccessible. Looks like Léo was quick to turn in his good-natured baby face for an about-face on principles.

[4 comments](#)

LE DROIT : Éditorial : Le bruit de la rue, par Pierre Allard - Publié le vendredi 03 août 2012 à 06h00

Appelant « la majorité silencieuse » à s'exprimer le 4 septembre dans ses toutes premières salves, le premier ministre Jean Charest a entrepris sa campagne électorale en tenant des propos plutôt méprisants à l'endroit des étudiants grévistes et de leurs partisans. «La rue a fait beaucoup de bruit. C'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question», a-t-il dit mercredi matin, en ajoutant à l'intention de ses adversaires qui cèdent devant «la rue», dont le PQ : «Je vous propose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, de nos institutions, de la démocratie.» La «rue», quoiqu'en dise le chef du Parti libéral, c'est aussi des Québécois. Ce sont des étudiants, des professeurs, des syndicalistes, des pères et mères de famille, d'honnêtes citoyens sauf pour une infime minorité de casseurs largement dénoncés. «La rue» fait partie des forces vives de la société. Elle anime le débat social et, par une action qui doit rester pacifique et légale, nous rappelle que la démocratie ne se limite pas aux élections et aux décisions parlementaires, qu'elle

s'exerce aussi dans des assemblées publiques, dans des manifestations, dans les médias sociaux, partout. C'est justement là une partie de sa richesse, cette capacité de secouer de temps à autre l'inertie de la soi-disant «majorité silencieuse». Le problème de cette masse de citoyens dont M. Charest semble vouloir tirer une partie importante de ses appuis tient justement à son silence. Les citoyens qui s'abstiennent de participer aux grands enjeux de la société québécoise, et dont une forte proportion n'exercera même pas son droit de vote lors des élections générales, constituent une piètre source d'inspiration. Ils sont davantage un boulet que traînent ceux et celles qui font leur devoir de citoyen en contribuant au débat démocratique par des paroles, des écrits et des gestes concrets. Sur le plan humain, la majorité silencieuse est sans doute composée de bonnes gens, bien intentionnés et sincères. Mais comme citoyens, ils sont inertes. Au lieu de louer la «majorité silencieuse» et se l'approprier, le chef du Parti libéral ferait

mieux de l'inciter à sortir de son silence et à devenir une présence active dans la vie politique du Québec, durant les campagnes électorales, mais aussi entre les scrutins. Les citoyens qui n'aspirent qu'à vivre en paix dans leur petit chez-soi, laissant aux élus le soin de s'occuper de leurs affaires sans trop vérifier, sans trop s'informer, récoltent ce qu'ils méritent quand des dérapages surviennent, ou que des conflits et des scandales éclatent sur la place publique. Aussi peut-on s'interroger sur le sens de l'engagement de M. Charest quand il propose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, de nos institutions, de la démocratie. Ce respect qu'il réclame avec raison de «la rue», n'en fait-il pas fi lui-même avec la Loi 78? Dans cette loi, les droits fondamentaux de liberté d'expression, de rassemblement pacifique et d'association sont sérieusement malmenés. Ce sont pourtant des droits constitutionnels, des pierres d'assise de cette démocratie qu'il prétend défendre. Où cela nous mènera-t-il ?

LA PRESSE : Chronique : 35 jours de suspense, par Vincent Marissal, La Presse - Publié le jeudi 02 août 2012 à 06h56

Comme son ancien patron Brian Mulroney l'a déjà dit en d'autres circonstances, Jean Charest

vient de lancer les dés, jouant le tout pour le tout dans une très rare campagne estivale aux

résultats imprévisibles. Car il est bien révolu le temps de l'alternance quasi automatique entre



les deux «vieux partis», qui s'échangeaient le pouvoir après deux mandats majoritaires. Il y a maintenant plusieurs joueurs autour de la table, ce qui complique sérieusement les prédictions... et la stratégie électorale des partis. Les dés seront utilisés dans cette campagne, qui risque de prendre des airs de jeu de serpents et d'échelles, avec des obstacles, de mauvaises surprises, des glissades, des échappées, le tout étalé sur 34 jours (35 jours si on inclut la journée du vote). Survol d'un terrain de jeu électoral inusité dans un Québec en ébullition.

Les principaux champs de bataille

Au Québec, depuis quelques élections, on dit souvent que ça se règle dans le 450. C'est vrai, mais il ne faudrait pas oublier non plus le 418, plus particulièrement la région de Québec, qui pourrait faire ou défaire le gouvernement. La CAQ jouit d'un bon appui, mais les libéraux mettent toute la gomme pour garder leurs sièges. Quant au PQ, il sait qu'il doit faire des gains dans les régions chaudes, dont Québec. Dans Taschereau, seule circonscription qu'y détient le PQ (Agnès Maltais), la lutte sera particulièrement relevée avec l'arrivée du ministre Clément Gignac.

Dans le 450, il faudra surveiller Laval, où quatre des cinq circonscriptions sont théoriquement en jeu. En 2007, Laval a résisté à la vague adé- quiste, ce qui a permis aux libéraux de garder le pouvoir de justesse. Aux élections fédérales de 2011, toutefois, la vague orange a déferlé sur Laval, emportant le Bloc et les libéraux.

CAQ, QS, ON: jokers ou king makers?

Les guerres régionales et dans certaines circonscriptions urbaines, déterminantes pour le résultat de ces élections, seront pimentées, dans bien des cas, par la présence d'un joker, un candidat d'un tiers parti qui pourrait soit diviser le vote, soit même remporter la mise.

Bon deuxième dans l'électorat francophone, le parti de François Legault sera compétitif dans plusieurs circonscriptions, notamment dans Lanaudière et dans la grande région de Québec. La question est de savoir à qui, entre PLQ et le PQ, il prendra des votes.

À Montréal, où on peut habituellement peindre la carte électorale en rouge et bleu avant le début de la campagne, la présence de Québec solidaire dans les circonscriptions francophones du centre complique les choses pour le PQ. Après avoir causé la surprise dans Mercier en 2008 (Amir Khadir), QS mise sur Gouin avec Françoise David, ainsi que sur Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont, Bourget et Sainte-Marie-Saint-Jacques.

QS représente une option pour les électeurs qui rejettent les deux «vieux» partis. Les péquistes croient toutefois pouvoir profiter du ras-le-bol des francophones de Montréal à l'égard du gouvernement Charest, exprimé notamment à grands coups de casserolés. «On pense que les électeurs vont se mobiliser derrière le PQ pour s'assurer de battre les libéraux au lieu de diviser le vote», m'a confié récemment Nicolas Girard, député de Gouin, qui affronte Françoise David. Crémazie est une autre circonscription-témoin à surveiller. Péquistes et libéraux se l'échangent depuis quelques élections, mais une bonne performance de QS nuirait certainement au PQ. Dans une lutte serrée, toutes les circonscriptions comptent.

Il y a aussi le cas ON, Option nationale, parti indépendantiste dissident dirigé par l'ancien péquiste Jean-Martin Aussant. M. Aussant devra d'abord se battre pour garder son siège (Nicolet-Yamaska, redécoupé pour devenir Nicolet-Bécancour). Globalement, ON est plutôt marginal mais, dans certaines circonscriptions franco-

phones, à Montréal notamment, il pourrait gruger des appuis au PQ.

Vous avez dit «enjeux» ?

Jean Charest voudrait bien que cette campagne porte sur la bataille des droits de scolarité et sur les projets référendaires du PQ, mais d'autres enjeux pourraient bien s'inviter en cours de route.

Le thème du changement est vieux comme le monde en politique, mais après plus de neuf ans au pouvoir, les libéraux auront du mal à esquiver cette question. D'autant plus que l'éthique, le point faible des libéraux, occupera une place centrale sur la scène électorale.

L'exploitation des ressources naturelles et la question des redevances devraient aussi alimenter les débats. Jean Charest aurait bien voulu que son Plan Nord devienne sa carte maîtresse dans cette campagne électorale, mais les retombées réelles de ce grand projet restent, pour le moment, plutôt vagues, en plus de soulever des questions environnementales importantes.

L'état général de l'économie québécoise, bonne malgré la crise mondiale, joue en faveur des libéraux, et comptez sur Jean Charest pour opposer stabilité (la réélection de son gouvernement) à chaos (le PQ de Pauline Marois, la rue, les carrés rouges et le référendum). Ça non plus, ce n'est pas très original, mais Jean Charest connaît cette partition par coeur et elle l'a plutôt bien servi par le passé.

Pauline Marois devra assurément répondre aux inévitables questions sur un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec, d'autant que son parti veut permettre les référendums d'initiative populaire.

Un débat classique entre libéraux et péquistes sur cette question pourrait toutefois favoriser la CAQ. En 2007, un affrontement Charest-Boisclair sur l'avenir du Québec avait permis à l'ADQ de Mario Dumont de faire le plein de votes.

La campagne ne se transformera peut-être pas en référendum sur la question des droits de scolarité, comme le souhaite M. Charest, mais le conflit étudiant pourrait devenir un facteur déterminant.

Il suffirait de quelques manifestations violentes durant la campagne pour donner des munitions aux libéraux, ce que craignent d'ailleurs les péquistes. «On n'a aucun pouvoir sur les étudiants, sur la CLASSE en particulier, mais on espère vraiment qu'ils ne feront pas le jeu de Jean Charest en brassant trop fort pendant la campagne», explique un député du PQ.

Candidats vedettes, bourdes magistrales?

Tous les partis politiques veulent des candidats «vedettes» et, malgré le cynisme ambiant, la récolte 2012 est plutôt bonne, en particulier pour le PQ et la CAQ. Ils apportent prestige et notoriété, mais tous les organisateurs politiques se méfient d'eux parce qu'ils sont difficiles à diriger, qu'ils jouent parfois les divas et qu'ils n'en font qu'à leur tête. Essayez donc d'imposer des «lignes de presse» à un Jean-François Lisée ou à un Gaétan Barrette!

Les candidats vedettes ont aussi un passé, un bilan, du vécu, quoi - autant de matière pour leurs opposants.

À l'inverse, il y a aussi les candidats «obscur», qui n'ont le plus souvent aucune chance de gagner mais qui peuvent faire très mal à leur parti avec des déclarations malheureuses. Mario Dumont en sait quelque chose, lui qui a dû expulser un candidat en pleine campagne, en 2007. François Legault, lui, a éjecté un de ses candidats avant le début de la campagne.

Les médias sociaux (et leur faune)

Avec leurs autocars, leurs horaires longs et exigeants, leurs budgets, avec toute leur logistique, les campagnes électorales demeurent lourdes et complexes, mais l'arrivée des médias sociaux ajoute un élément de souplesse et de rapidité. Pour les partis politiques, qui apprivoisent encore le 2.0, Twitter et Facebook sont toutefois des armes à double tranchant.

François Legault en a fait la démonstration: il suffit d'une déclaration controversée de moins de 140 caractères pour mettre le feu à la twittosphère. Il y aura d'autres incidents, c'est certain, tant que les candidats n'auront pas appris à se tourner les pouces sept fois avant d'appuyer sur «envoyer» ...

Par contre, l'arrivée remarquée du chef de la CAQ sur Twitter lui a donné une visibilité inespérée (et gratuite), qui n'est probablement pas étrangère à la remontée de son parti dans les sondages. Parlez-en en bien, parlez-en en mal, mais parlez-en!

Les médias sociaux permettent des débats, parfois même directs, entre politiciens et électeurs, et c'est le moyen le plus simple, pour les partis, de passer des messages sans filtre. Outils idéaux pour mobiliser les troupes, les médias sociaux deviennent aussi rapidement un catalyseur pour les opposants et les détracteurs.

Il faudra aussi garder un oeil sur YouTube, ce moyen efficace, gratuit et anonyme qui permet à quiconque de lancer une bombe vidéo en pleine campagne. Et comme il y a pas mal de groupes organisés très en colère contre le gouvernement, inquiets devant la CAQ ou hostiles au PQ, ça pourrait être laid.

À quel Jean Charest aurons-nous droit?

En 2008, Jean Charest a mené une campagne disciplinée, sans faute, axée sur son unique message (l'économie), ce qui lui aura permis de regagner une majorité. Du bon Jean Charest, presque toujours redoutable en campagne. Presque toujours, parce que, en 2007, il l'avait complètement échappé (ses conseillers en parlent encore avec dépit).

Cible de toutes les attaques, accusé ouvertement de corruption par ses adversaires, comment réagira Jean Charest pendant les 34 prochains jours? Et jusqu'où iront les autres chefs pour mettre en doute l'intégrité du premier ministre sortant?

Il y a aussi le petit nouveau, François Legault, pas particulièrement charismatique, mais visiblement très motivé. Et qui frappera fort pour remonter.

Gouvernement minoritaire?

Il est tôt, évidemment, pour en parler, mais puisque la question se posera inévitablement, aussi bien l'aborder tout de suite: risque-t-on de se retrouver avec un gouvernement minoritaire? La réponse courte est oui, mais ça se complique lorsqu'on analyse les différents scénarios en y ajoutant la variable «balance du pouvoir».

À moins qu'un des partis ne se détache franchement du peloton durant la course, le jeu des alliances et la possibilité d'un gouvernement de coalition apparaîtront en fin de campagne.

L'apathie

Cette campagne électorale est ma 12e, la première en plein été. En déclenchant des élections maintenant, Jean Charest aura donné de nouveaux arguments aux partisans d'un scrutin à date fixe.

Notre démocratie est déjà assez mal en point, l'apathie et le désabusement des électeurs sont déjà suffisamment profonds, inutile de leur donner une raison de plus de décrocher. À moins, bien sûr, d'y voir un avantage stratégique.

LE SOLEIL : Chronique : Pleins feux sur le conflit étudiant, par Gilbert Lavoie - Publié le jeudi 02 août 2012 à 05h00

(Québec) Je veux bien croire Jean Charest quand il se défend d'avoir provoqué délibérément la crise étudiante pour en faire un enjeu électoral, mais il est clair qu'il tente maintenant de l'utiliser pour polariser l'électorat au profit du Parti libéral du Québec (PLQ).

L'importance qu'il a accordée à cette crise dans son point de presse de mercredi ressemblait presque à une invitation... d'autres diront à une provocation... aux leaders étudiants de reprendre le combat pour régler ça une fois pour toutes aux élections.

Cette «invitation» de M. Charest pose un sérieux problème aux dirigeants des associations étudiantes. Quel est leur meilleur intérêt s'ils désirent battre les libéraux le 4 septembre? Retourner dans la rue et bloquer le retour en classes prévu à la mi-août ou se tenir tranquille et se contenter de dénoncer le gouvernement? La réponse se trouve probablement quelque part dans un meilleur dosage des manifestations, mais un tel dosage est difficile à imaginer compte tenu des divergences idéologiques et stratégiques qui caractérisent le mouvement étudiant.

Les organisations syndicales, qui ont appuyé financièrement la grève des étudiants, devront se poser les mêmes questions. Mercredi, la

Fédération des travailleurs du Québec a annoncé qu'elle tiendra un conseil général extraordinaire le 13 août pour décider si elle donnera ou non son appui à un parti politique. Son président, Michel Arseneault, a vivement combattu l'intervention du gouvernement dans le placement syndical, mais ses syndicats affiliés trouvent leur profit dans les milliers d'emplois créés par le Plan Nord. D'autre part, il n'est pas certain que Pauline Marois désire l'appui de la FTQ après tous les scandales qui ont secoué les syndicats de la construction. Michel Arseneault décidera peut-être qu'il est plus sage de faire comme en 2007 et de demeurer neutre. Le jeu des alliances politiques et stratégiques sera donc très complexe d'ici le 4 septembre.

Le déclenchement de cette campagne électorale était attendu depuis tellement longtemps que les reproches d'y aller pendant l'été auront peu de portée. Le Parti québécois avait même amorcé la pose de ses pancartes avant l'annonce officielle par Jean Charest.

Depuis le temps qu'on en parle, l'électorat québécois est donc prêt à délibérer en vue de porter son jugement. Mais le sondage de Léger Marketing, publié mercredi, n'a fait que confirmer ce que l'on savait déjà: les Québécois n'ont pas le goût d'accorder un quatrième mandat aux libé-

raux, ils ne sont pas emballés à l'idée de porter Pauline Marois au pouvoir et ils ne sont pas certains que l'équipe de François Legault ait l'expérience nécessaire pour gouverner.

C'est le genre de cul-de-sac qui pourrait donner des résultats totalement inattendus. Frustré, l'électorat pourrait bouder les boîtes de scrutin, tout comme il pourrait se fâcher et participer en masse pour «secouer le pommier» et forcer le changement. S'il est une constante dans les sondages des 12 derniers mois, c'est la force du désir de changement au sein de cet électorat. François Legault l'a bien compris en promettant de «faire le ménage dans la corruption, la bureaucratie et le gaspillage».

La première question qui se pose en ce début de campagne est de savoir si la Coalition avenir Québec parviendra à éviter la polarisation des votes autour d'un enjeu comme la crise étudiante et à capitaliser sur son offre de changer les choses.

À cet égard, la stratégie des associations étudiantes au cours des prochaines semaines pourrait déterminer si cette campagne se fera uniquement entre le PLQ et le Parti québécois, ou s'il s'agira d'une véritable course à trois.

LA PRESSE : Votre opinion : Une bataille à trois, par Robert Asselin, directeur associé de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa - Publié le jeudi 02 août 2012 à 06h00



La Presse Canadienne

Cette élection sera une occasion de débattre de la redistribution de la richesse, mais considérant les coûts de plus en plus élevés de l'éducation, de la santé et des besoins en infrastructures, de convaincre qui sera le plus apte à la créer. Sur la photo, Jean Charest le jour du déclenchement de la campagne.

Il n'avait pas vraiment le choix. Jean Charest aurait pu attendre encore quelques mois, mais il n'avait aucune garantie que ce sera mieux pour son parti. Le chaos du printemps dernier ne disparaîtra pas par magie.

Il a donc conclu qu'il fallait s'en remettre au peuple. Et bien malin celui ou celle qui peut prévoir le résultat de cette élection.

Dans l'histoire du Québec, des courants politiques diamétralement opposés se sont affrontés à différentes époques. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, il y a eu les rouges contre les bleus. Dans le dernier demi-siècle, nous avons assisté à une lutte entre fédéralistes et souverai-

nistes. Cette fois-ci, la bataille électorale en sera principalement une entre les partisans de la gauche et du centre (certains diront le centre droit).

Dans ce nouveau paradigme, les trois principaux partis politiques peuvent légitimement aspirer à la victoire. Pour ce faire, ils devront parfaitement exécuter leurs stratégies électorales et minimiser leurs vulnérabilités respectives.

La «grève» étudiante a redonné espoir aux libéraux. Ils compteront sur l'appui d'une majorité silencieuse qui, selon eux, a conclu que leur position dans le conflit étudiant était justifiée et raisonnable. Ils feront valoir la paix sociale plutôt que la rue. Ils tenteront de convaincre les Québécois qu'en ces temps incertains, ils sont les meilleurs gestionnaires de l'économie et des finances publiques, une stratégie qui a porté ses fruits depuis Robert Bourassa.

Au PQ, on a cessé de contester publiquement Mme Marois et on mettra l'accent sur l'équipe plutôt que la chef en mettant en avant-scène une brochette de candidats notoires, tels que Lisée, Duchesne et la jeune recrue Blouin. À la Coalition avenir Québec, on fera campagne sur le thème du changement.

Dans leur quête du pouvoir, les trois principaux partis auront à surmonter des défis considérables. Mme Marois aura fort à faire pour convaincre qu'elle est la meilleure option pour le poste de premier ministre du Québec. Non seulement représente-t-elle la vieille garde au PQ, sa décision de porter le carré rouge et d'aller dans la rue brandir des casseroles fera d'elle une cible de choix pour ses adversaires politiques.

Comme parti, le PQ reste assurément prisonnier de son option, la souveraineté, et de ses alliés indéfectibles, les centrales syndicales. L'idéologie prédominante au PQ n'a pas changé depuis les années 60. À tous les problèmes, une solution: toujours plus d'État.

Après un départ prometteur, la CAQ a commis quelques erreurs stratégiques. Sa fusion avec l'ADQ, un parti moribond et de moins en moins pertinent, l'a marginalisée. Plutôt que de présenter des politiques audacieuses, on a accouché de réformettes. Convaincra-t-on les Québécois que l'abolition des commissions scolaires et l'évaluation des enseignants mèneront à une amélioration substantielle de la qualité de l'éducation? M. Legault réussira-t-il à incarner le changement après avoir été l'un des ministres clés du gouvernement du parti québécois?

Le PLQ n'aura pas la tâche facile. Il a été élu en 2003 et ses politiques ont fait de nombreux mécontents. Certes, M. Charest est un politicien redoutable, mais il fera face à un électorat extrêmement polarisé et à une opposition plus déterminée que jamais à le chasser du pouvoir.

Le débat initié par la CLASSE sur la gratuité de l'éducation postsecondaire a provoqué un débat plus large, qui définira largement l'enjeu du prochain scrutin. En effet, cette élection sera une occasion de débattre non seulement de la redistribution de la richesse, mais considérant les coûts de plus en plus élevés de l'éducation, de la santé et des besoins en infrastructures, de convaincre qui sera le plus apte à la créer.

JOURNALMÉTRO : Courrier des lecteurs du 2 août : Lettre à Gabriel Nadeau-Dubois, par Jean-Marc Lefebvre - Mise à jour: 2 août 2012 | 1:16

Cher Gabriel, Je me permets cette familiarité pour souligner l'affection et la sympathie que j'ai pour le mouvement étudiant dont vous êtes un des porte-parole, mouvement qui a ouvert la porte à la nécessité d'une vaste remise en question non

seulement de notre système d'éducation, mais aussi des valeurs que ce système peut et doit prôner afin de refléter les choix de la collectivité qu'il dessert.

Pour avoir contribué à briser cette espèce de fatalité qui semblait régir notre rapport à la

classe politique et aux décisions qui nous «tombaient» dessus et qui se résumaient bien souvent à des phrases usées et vides comme «Faut se serrer la ceinture» ou encore «C'est la loi du marché» et cette dernière, «La juste part», je ne peux que remercier et saluer votre engagement,



vosre ténacité, vosre courage et vosre intelligence. Ceci dit, je crois néanmoins que vous et tout le mouvement étudiant représentez la clé de voûte des prochaines élections. Je crois que M. Charest et son équipe souhaitent rien de moins que vosre présence dans toutes les petites, moyennes et grandes villes, qu'il veut vous y voir manifester afin de pouvoir centrer toute sa campagne sur le chaos et l'insécurité qu'engendre vosre mouvement, et, par opposition, sur son rôle de bon

père de famille. Et tant mieux pour lui s'il y a des débordements. Et croyez-moi, ce n'est pas pour rien que les élections arrivent à ce moment et que le conflit étudiant n'a pas encore fait l'objet d'une entente. Cela le sert. Par conséquent, je suis convaincu que la seule façon de dire au revoir à ce gouvernement est de lui retirer sa plateforme, soit la crise étudiante. Je propose donc aux étudiants de porter leur carré, rouge ou vert, de rentrer étudier, d'aller voter, de contribuer ainsi concrètement à la

défaite des libéraux et, une fois cet objectif atteint, de reprendre les négociations avec le nouveau gouvernement élu. Cela demande du courage, celui du silence, celui de la retenue, celui de l'intelligence et du sens de la collectivité. Et pour cela, il est impératif de suspendre toute manifestation qui pourrait être utilisée contre vous et qui nourrirait la propension des libéraux et de leur chef à vous démoniser aux yeux de la population et à se poser en bon père de famille.

THE GAZETTE : Editorial : Bill 78 can't be allowed to interfere with election - Thursday 02, 2012

By The Gazette

MONTREAL — Concerns have been raised that Quebec's controversial Bill 78 could interfere with peaceful protests in the provincial election campaign that opened on Wednesday. As fate has had it, the campaign has opened and will conclude well before a constitutional challenge of the law is to be heard. But given the way in which the law has been applied in recent months, it will not necessarily — nor very likely — interfere with the right to assemble and protest during the campaign, so long as such activity is peacefully conducted. The extraordinary measure was enacted in the spring in response to an increasing number of violent demonstrations in support of the student protests against tuition increases. It requires organizers of demonstrations involving more than 50 people to notify police eight hours in advance and to disclose the protest's route. It makes participants and organizers liable to fines for non-compliance. Concerns that it would dampen legitimate protests during the election campaign have come from civil libertarians who suggest that the incumbent Liberals are counting on the law to stifle protests against them. One civil litigation lawyer told The Gazette last month that the law could make protests about anything anywhere illegal.

This seems quite unlikely. In fact, there was reason to be encouraged about what happened on Tuesday night in Sherbrooke, where a street protest involving 300 demonstrators was held in connection with Premier Jean Charest's investment meeting at the Delta Hotel. Not only were no efforts made by authorities, either on the political or law-enforcement side, to prevent or discourage public protest. But the protesters actually obeyed Bill 78, in that they gave police prior notice of their plans to protest along a route through city streets to the hotel. It may well be student protesters working with their allies to unseat the premier want to avoid protests spiralling out of control and inviting a legitimate police response that would backfire on their cause. Clearly the public doesn't want a repeat of the confrontation and violence that Quebecers lived through in the spring. That can only work to the advantage of the Liberals. At the same time, it is surely not in the Liberals' interest to have police stifle peaceful and non-disruptive protest, even if it is directed against them. In any case, the prime purpose of Bill 78 is not to stifle demonstrations. The requirement of providing police with eight hours of advance notice of a demonstration (a requirement similar to ones in place in many other jurisdictions) was clearly inspired by the riot in May in Victoriaville, when hard-core trou-

blemakers arrived from out of town with genuinely violent intentions. Providing advance notice, whether for a protest in Victoriaville or Vienna, gives police time to assess risks and assign officers accordingly, while respecting the constitutional right of peaceful protest. The second prime purpose of Bill 78 is to assert the right of students who plan to attend classes when they resume in two weeks, and to assure them access under police guard if necessary. That is entirely legitimate, and is the part of Bill 78 that should be applied to the letter. Election campaign or no election campaign. As for this general provincial election that has begun, it should go without saying there's no role for Bill 78 as a lever to suppress legitimate and lawful political protest.

1 comment

zedaxis , 5:20 AM on 8/8/2012

Read the legal code carefully, and the only new addition is the part of previous notification before such a huge event, which should be in the law. Since none of the student protests are done spontaneously, they should announce their plans in advance, if only to please social laws, which has always asked for the fair and equal treatment of all members of our society.

THE GAZETTE : Letter: Bill 78 hyperbole helps no one - Thursday, August 2, 2012

Re: "Decisions like Bill 78, new spending seem unreasonable" (Opinion, Aug. 1). When Ms. Waldron argues that "it shouldn't be illegal to go on strike" and explicitly clarifies her statement defining strike as "students collectively voting in majority fashion to temporarily stop going to class," the most generous interpretation of her innuendo is that she is misinformed.

The text of Bill 78 is a matter of public record. Notwithstanding that a student association is not a labour union, a boycott is not a strike, and the implications of each, nothing in the law prevents any collection of students from withholding their presence from the classroom. They just cannot enforce their will on other students who are unwilling to join them. Resor-

ting to hyperbole suggests the argument cannot stand on its own, provides no insight to bridge polarized positions and brings into question the sincerity of the author. Carlos da Roza Montreal

RADIO-CANADA / BLOGUES : Deux référendums, par Michel C.Auger - Mercredi 1 août 2012 à 16 h 05

Si l'on en croit le premier ministre et la chef de l'opposition, les Québécois seront appelés non pas à une élection, mais à un référendum, le 4 septembre prochain. Mais, bien évidemment, la question serait différente selon qu'on écoute Jean Charest ou Pauline Marois. Dans son discours d'ouverture de la campagne, M. Charest a choisi de dramatiser le conflit étudiant du printemps dernier en opposant « l'intimidation, la violence et la banalisation du non-respect des lois » au « progrès économique et à la démocratie ». Pour Mme Marois, cette élection est plutôt un référendum sur la corruption et le bilan des neuf années au pouvoir de Jean Charest et du Parti libéral. Il est bien normal, en ce début de campagne, que les deux chefs déterminent les enjeux du débat électoral et tentent d'écrire la « question de l'isolement », celle à laquelle les électeurs répondront lorsqu'ils iront voter. Mais on aura rarement vu une élection où celui qui réussira à imposer cette « question de l'isolement » aura toutes les chances de l'emporter au soir du 4 septembre.

Si les libéraux réussissent à transformer l'élection en référendum sur la crise étudiante, ils auront de très bonnes chances de former le prochain gouvernement, même s'il pourrait être minoritaire. Au PLQ, on affirme que les manifestations du printemps ont créé un fort mouvement de ressac, surtout à l'extérieur de Montréal, et que cela pourrait faire en sorte que les électeurs aient le pardon plus facile pour un gouvernement qui promet de rétablir l'ordre. En ce sens, l'avertissement lancé par M. Charest voulant que rien ne doive venir empêcher l'ouverture des salles de cours à la rentrée du mois d'août avait presque l'air d'un souhait. Plus il y aura de manifestations à la rentrée, plus les libéraux auront de chances d'imposer leur thème de campagne. Il reste que la stratégie est risquée. Il est bien difficile de penser qu'une campagne électorale de cinq semaines va se résumer à un seul sujet, et que le premier ministre aura la voie libre pour le répéter sans relâche pendant plus d'un mois. Les élections ne se déroulent jamais en suivant un scénario aussi simple.

De l'autre côté, Mme Marois sait qu'elle a peu de chances de gagner un tel débat, et veut plutôt transformer l'élection en référendum sur Jean Charest et ses neuf ans au pouvoir. Avec une insatisfaction envers le gouvernement qui n'est pas tombé sous les 60 % au cours de la dernière année, on comprend facilement la stratégie des péquistes. Mme Marois a quelques avantages pour imposer sa propre question de l'isolement. D'abord, parce que M. Charest est le premier chef de gouvernement québécois depuis Maurice Duplessis à solliciter un quatrième mandat. Dans les circonstances, la tentation de faire un bilan devient presque irrésistible. Ensuite, les autres partis d'opposition voudront aussi parler du bilan du gouvernement, ce qui viendra amplifier plutôt que diminuer le message du PQ. Enfin, Mme Marois aura beau jeu de répéter que ce scrutin estival ne vise qu'à avoir une élection avant plutôt qu'après la reprise des travaux de la Commission Charbonneau, le 17 septembre prochain.



À chacun son référendum, donc, et les électeurs décideront de l'enjeu qui est le plus important pour eux, et à quelle question ils auront envie de répondre le 4 septembre en se rendant aux urnes.

Les commentaires (7)

Envoyé par [Jean Lespérance](#) de Montréal
2 août 2012 à 12 h 04 HAE

Et la censure continue... malheureusement pour la démocratie.

Envoyé par [Nicolas Paillard](#) de Québec
2 août 2012 à 10 h 40 HAE

Pour les deux questions de référendum, comme vous dites, la réponse est quand même claire et exactement la même dans les deux cas...

Envoyé par [Chantal Boyer](#) de Amos
1^{er} août 2012 à 23 h 27 HAE

Monsieur Auger,

J'ai écouté votre analyse avec Patrice Roy. C'est un réel plaisir de pouvoir vous retrouver sur la scène provinciale. Vous m'avez manqué!

Envoyé par [Claude Kamps](#) de laprairie
1^{er} août 2012 à 21 h 43 HAE

Dommage que M Auger ne soit plus le porte parole de RC à Qc.

L'équipe actuelle est juste bonne, mais pas géniale, il y manque du sel et un Auger !!!

Envoyé par [Jean Corneille](#) de val morin
1^{er} août 2012 à 20 h 31 HAE

J'aime de moins en moins l'odeur du parti libéral!

Envoyé par [Y1G2B3 Yvan](#) de Québec
1^{er} août 2012 à 19 h 02 HAE

Alors que nous avons déjà 2 leveurs de fond du PLQ accusés au criminel par une équipe de policiers qui ont réellement faits leurs devoirs afin de ne pas perdre leurs premières causes, comment

peut - on s'imaginer donner un autre mandat à un tel parti ? Posée cette question, c'est réellement y répondre ... Comment ne pas croire un monsieur aussi crédible que le témoin principal jusqu'à date de la Commission Charbonneau quand il nous dit que 60 à 70 % des argents ramassés par les partis provinciaux et municipaux sont illégaux ou " sales " ? Encore là, comment peut - on voter PLQ si l'on croit ce témoin ?

Envoyé par [Johnny88 Joe](#) de Québec
1^{er} août 2012 à 17 h 14 HAE

En gros Jean Charest mise sur le bras camarade au retour des cours pour se faire élire c'est d'ailleurs pourquoi il a laisser trainer le tout et pour Pauline, elle mise sur le gros bon sens des individus et ce qu'ils auront pu constaté sur la corruption et la mauvaise gestion de l'état...

LE DROIT : Éditorial : L'indifférence citoyenne, par Pierre Allard, Le Droit - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h04

«Je crains les casseurs et les lois bâillon. Mais je crains encore plus l'indifférence citoyenne lorsqu'il s'agit de débattre des questions de fond.» Ce commentaire du nouvel archevêque de Gatineau, Mgr Paul-André Durocher, sur la crise sociale/étudiante du Québec est passé presque inaperçu durant les festivités de la St-Jean, mais ses paroles restent pertinentes, surtout en cette journée du 1^{er} août où, selon les oracles branchés, le premier ministre Jean Charest pourrait bien convier les électeurs aux urnes.

L'indifférence prend différentes formes dans notre société, toutes aussi funestes pour la santé de notre démocratie. On appelle parfois «majorité silencieuse» cette masse inerte de citoyens qui ne contribue pas au débat et dont la présence est principalement révélée dans les discours de politiciens qui se l'approprient ou dans les colonnes de chiffres de maisons de sondage. Combien de ces gens ne lisent pas les journaux, combien n'écoutent pas les bulletins de nouvelles, combien veulent tout simplement être laissés en paix? Et, advenant une élection le 4 septembre, on peut se demander combien d'entre eux se donneront la peine d'aller voter.

Lors de l'élection générale de décembre 2008, moins de 58% des électeurs ont exercé leur droit de vote. Des millions de Québécois sont restés chez eux, refusant par leur inaction de participer

au choix de ceux et celles qui auraient pour mandat de diriger leur gouvernement pour les quatre années à venir. Dans l'Outaouais, la situation était pire qu'ailleurs, peut-être parce que l'issue semblait évidente. Dans toutes les circonscriptions de la région - Pontiac, Gatineau, Hull, Chapleau et Papineau - le taux de participation était inférieur à 50%!

Prenons comme exemple la circonscription de Chapleau, qui correspond à l'ancienne Ville de Gatineau moins le secteur Touraine. Le député Marc Carrière a gagné facilement avec près de 55% des suffrages exprimés, soit tout près de 14000 votes. Mais la circonscription comptait près de 54000 électeurs, dont 28000 (la majorité absolue) n'ont même pas voté. Il n'y a pas de quoi se réjouir après un tel résultat. Et Chapleau ne constitue pas une exception. Dans le reste du grand Outaouais, et ailleurs, c'était pareil!

Au printemps, durant le conflit étudiant, plusieurs ont souligné avec raison que les taux de participation électorale des jeunes électeurs étaient les plus faibles et récemment, la Fédération étudiante universitaire du Québec a annoncé qu'elle ferait tout pour «faire sortir le vote». C'est la meilleure stratégie dans les circonscriptions. La présence comme candidat d'un des chefs étudiants, Léo Bureau-Blouin, pourrait aussi aider. Un engagement électoral accru des

étudiants ne peut qu'avoir un effet bénéfique sur la qualité des débats et si le nombre d'étudiants qui se rendent aux urnes augmente sensiblement, la légitimité des résultats s'en trouvera renforcée.

Évidemment, le taux d'abstention trop élevé ne vise pas que les jeunes et les motifs de l'indifférence politique des citoyens de tous âges sont nombreux. Le Directeur général des élections du Québec avait fait enquête là-dessus après le scrutin de 2008. L'étude a révélé que près de 60% des non-votants trouvaient qu'il y avait trop d'élections! C'est épeurant. D'autres croyaient que leur vote n'avait pas d'importance, n'aimaient aucun candidat ou ne se sentaient pas concernés par les enjeux de campagne. Quels faux-fuyants invoqueront-ils en 2012 alors que tout, cette fois, les interpelle à sortir de leur torpeur?

Une activité fébrile règne dans tous les partis. Ce matin, à n'en pas douter, les moteurs vrombissent sur la ligne du départ. Mais alors que toute l'attention médiatique est fixée sur les chefs, sur les vedettes de la campagne et sur les principaux enjeux, l'indifférence citoyenne reste omniprésente, invisible et silencieuse. Durant la campagne qui risque de s'amorcer officiellement dans quelques heures, c'est cette indifférence qu'il faut craindre le plus.

LA PRESSE : Éditorial : La hargne 2.0, par Mario Roy, La Presse - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00

Le congrès des jeunes libéraux aura lieu les 11 et 12 août, à Victoriaville, où l'une des plus violentes manifestations du conflit étudiant (12 blessés, 106 arrestations) s'est déroulée en mai, également lors d'assises du Parti libéral du Québec. Déjà, un groupuscule appelle à une «Opération terre brûlée» pour accueillir les congressistes.

Terre brûlée. Sait-on ce que cette expression évoque? L'idée de destruction massive, de feu, de poussière et de cendres.

Il ne s'agit que d'une figure de style, bien sûr. Et d'un groupuscule, inconnu au bataillon, dont les effectifs tiendraient peut-être au grand complet sur le siège arrière d'une voiture de police. Mais nous avons appris à la dure, récemment, que les groupuscules et les figures de style, lorsqu'ils et elles voyagent sur les médias sociaux et jouissent de la sympathie d'une certaine intelligentsia, peuvent faire beaucoup de dégâts. Et pas surtout matériels.

La conséquence la plus tangible des excès commis autour du conflit étudiant aura été, en effet,

d'instaurer un climat de haine et de mépris tel que le Québec n'en avait jamais connu, même au cours des campagnes référendaires. Lesquelles débattaient pourtant d'une question autrement importante! Souvenons-nous de ce triste printemps 2012. Grossièreté extrême, insultes personnelles, intolérance totale, appels à la violence, menaces de mort... bref, une sévère régression collective que des «logues» sauront peut-être expliquer un jour.

En attendant, serons-nous forcés de vivre une campagne électorale placée à telle enseigne? Une campagne vandalisée par ce qu'on pourrait appeler la... hargne 2.0?

Quiconque est touché par cette sorte de maladie transmissible textuellement trouvera facilement des motifs pour détester tous et chacun des partis en lice. Pour un marteau, tout est un clou. Le Parti libéral? Toutes les raisons de le haïr et de le mépriser ont déjà été exposées en long et en large: on n'a que l'embarras du choix. La monomanie *vieille-fleur-de-lys* du Parti québécois peut être parfaitement insupportable. Le caractè

rière insaisissable (on verra!) et gaffeur de la Coalition avenir Québec tombe sur les nerfs. Quant aux *plateaupithèques* de Québec solidaire et à leur évangile néo-marxiste...

Facile, n'est-ce pas?

Mais est-ce vraiment ce que nous désirons comme débat?

À la condition de ne pas se laisser obnubiler par le dossier des droits de scolarité, et envahir par la hargne 2.0, on réalisera dès les premières heures de la campagne électorale que les enjeux sont majeurs. Les ressources naturelles: à exploiter ou pas et, si oui, de quelle manière? Le développement économique: doit-on croître ou décroître, et comment? Le rôle et la taille de l'État: est-ce qu'on poursuit, ou non, sur la lancée de la Révolution tranquille? Et tout le reste...

Rien de cela ne se réglera en se crachant au visage et en se criant des noms d'oiseaux.

LA PRESSE : Votre opinion : On n'est pas sortis du bois, par Gaétan Frigon, Président exécutif de Publimage inc., ex-PDG de la SAQ et de Loto-Québec - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00



L'histoire du Québec regorge de leaders qui transcendaient la politique et étaient en mesure de passer de politiciens à hommes d'État quand la situation l'exigeait.

Ils étaient loin de faire l'unanimité tant dans leurs propos que dans leurs actions, mais ils savaient imposer le respect. Leur autorité n'était pas seulement une autorité légale gagnée par des élections, mais aussi une autorité morale gagnée par la force de leur caractère et leur vision de la société.

Aujourd'hui, le Québec est peut-être encore riche en politiciens, mais il est devenu pauvre en hommes d'État. Nous vivons à une époque où personne n'est en mesure de prendre le taureau par les cornes et d'imposer des solutions lorsque la situation l'exige. Tout est calcul politique et tout ce qui compte est de prendre le pouvoir quel qu'en soit le coût.

Le résultat de ce vide devient de plus en plus palpable quand on regarde le taux d'insatisfaction des Québécois vis-à-vis leurs leaders politiques. Habituellement, les résultats d'une élection règlent les dossiers épineux qui créent division, et on passe à autre chose.

Pourtant, il y a de fortes chances que ce ne soit pas le cas avec les prochaines élections à cause du manque évident de leadership des chefs des

deux principaux partis. Je mets de côté pour le moment la Coalition avenir Québec parce que ce parti est nouveau et n'a pas encore passé l'épreuve de l'exercice du pouvoir. Il y a toutefois une possibilité que François Legault devienne éventuellement le leader recherché, mais il reste tout un chemin à parcourir avant.

Donc, d'une part, il y a Jean Charest, dont le parti est usé à la corde après neuf années de pouvoir, neuf années durant lesquelles il a gouverné le Québec, mais ne l'a pas inspiré. D'ailleurs, je lance un défi à quiconque de me définir en deux mots ce qu'a été le règne de Jean Charest à ce jour, outre les scandales et le conflit étudiant.

On dit de lui qu'il a neuf vies. C'est vrai, mais cela n'en fait pas un homme d'État pour autant. Sa façon de naviguer à vue sans trop de planification à travers la crise étudiante démontre clairement son manque de vision. Dans une société comme la nôtre, où l'alternance est la meilleure garantie du maintien d'une saine démocratie, la force de Jean Charest ne tient qu'à la faiblesse de ses adversaires, tant ceux de son propre parti que ceux des partis d'opposition.

D'autre part, il y a Pauline Marois que je ne peux tout simplement pas voir dans le fauteuil de première ministre du Québec, non pas parce

qu'elle est une femme, mais parce qu'elle est Pauline Marois. J'ai beau essayer, je n'y arrive pas.

Le meilleur exemple de son opportunisme mal placé tient à sa décision de porter le fameux carré rouge. Non pas que ce soit mal en soi, mais plutôt parce que le leader d'un parti politique qui aspire à prendre le pouvoir doit se méfier de ce qu'un symbole peut représenter. Et le carré rouge ne représente pas seulement le symbole d'une prise de position contre la hausse des droits de scolarité, mais aussi le symbole d'un fourre-tout qui va jusqu'à la désobéissance civile.

Devant les résultats désastreux du règne de Jean Charest, il n'y a aucune raison pour que le PQ ne soit pas largement en avance dans les intentions de vote, considérant que l'alternance est la meilleure expression de la démocratie. Cependant, ce n'est pas le cas et Pauline Marois, par son manque de leadership, est peut-être en train de redonner le pouvoir à un Jean Charest qui ne le mérite pas.

Dommage, mais le Québec n'est vraiment pas sorti du bois. Jean Charest et Pauline Marois devraient revoir leur façon de faire de la politique partisane et apprendre à s'élever au-dessus de la mêlée.

LA PRESSE : Votre opinion : Un dangereux cocktail, par Joëlle Dupont, étudiante en sciences humaines au cégep de Lanaudière - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h00



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
J'espère que, pour une fois, ce n'est pas l'actualité des derniers mois qui décidera de la personne qui dirigera le Québec pour les cinq années à venir.

Ça y est, les élections pour lesquelles tant de gens ont déchiré leur chemise au cours du printemps se pointent enfin le bout du nez. Comme pour toute élection qui se respecte, celles-ci sont riches en enjeux et promettent de faire fumer bien des têtes à force de polémiques et de réflexions.

Malheureusement, je ne peux que craindre que le débat de fond ne soit avalé par des enjeux ô combien plus étroits que le bien-être futur d'une nation, en premier titre le fameux conflit étudiant.

Que personne ne se méprenne, j'étais extrêmement impliquée dans la cause ce printemps et le suis encore, peu importe que je sois verte ou

rouge. Toutefois, ce serait complètement stupide de ne voter qu'en regard de la couleur du carré qu'on porte!

Malheureusement, de ce qu'on a pu voir des chefs représentant les trois principaux partis (PLQ, PQ et CAQ), ceux-ci sont drôlement racleurs et ne se gênent pas pour tomber dans le populisme.

Bien qu'ils aient tous affirmé au cours de l'été que si leur campagne abordait la question des droits de scolarité, elle n'y serait pas centrale, le sujet est tellement croustillant et accrocheur qu'ils se serviront inévitablement du sujet: soit pour s'attirer la sympathie, soit pour provoquer la peur (prophéties de «chaos», de «règne de la violence», d'«anarchisme»). Le tout visant évidemment à attirer l'attention sur un seul aspect de leur programme ou de celui de l'adversaire. Pratique quand on veut faire oublier quelques vérités...

Ça a même déjà commencé: l'adversaire libéral de Léo Bureau-Blouin dans la circonscription de Laval-des-Rapides, le ministre Alain Paquet, a insisté sur le conflit étudiant en lançant que la candidature de LBB liait le PQ aux «extrémistes étudiants» et faisait «sortir le chat du sac». Pourtant, durant sa conférence de presse, Léo Bureau-Blouin avait pris la peine de dire, tout en maintenant sa position sur le conflit étudiant, qu'il prendrait soin de s'investir dans un large éventail de débats, pour le bien de la communauté.

M. Paquet a même prétendu que toutes les positions prises par LBB lors des négociations

printanières étaient nécessairement celles que défendait le PQ, alors que nombre d'entre elles ne font aucunement partie du programme de ce parti!

Comme ce serait triste, et tellement nocif pour une société déjà trop désabusée, que tous ceux ayant appuyé le gouvernement durant la crise votent aveuglément pour le PLQ et que les autres adhèrent à un autre parti! Déjà ce printemps, le pire était à craindre alors qu'élus et autres acteurs sociaux martelaient que seules des élections régleraient la question. Comme si des élections étaient un référendum! Eh bien *non*, le scrutin prévu pour le 4 septembre n'est pas un référendum sur les droits de scolarité!

Il s'agit d'un moment décisif, qui aura des conséquences sociales ayant une plus grande portée que le règlement de la crise étudiante, qui portera sur des enjeux tout aussi importants et qui sera lourd de répercussions au moins pour les cinq prochaines années.

J'espère que tous ceux qui sont pour la hausse, mais idéologiquement loin des libéraux ne voteront pas pour eux, et vice versa. J'espère que, pour une fois, ce n'est pas l'actualité des derniers mois qui décidera de la personne qui dirigera le Québec pour les cinq années à venir. J'espère que tous se souviendront des manchettes des neuf dernières années; des bons coups comme des mauvais, de chaque côté de la Chambre. Et surtout, j'espère que le taux de participation des élections 2012 «pétera des scores»

THE GAZETTE : Opinion: Decisions like Bill 78, new spending seem unreasonable, By Kim Waldron, artist, bookkeeper, accountant and mother, July 31, 2012 - Wednesday, August 01, 2012



Kim Waldron of Montreal's Petite Patrie district is a graduate student at Concordia University and an artist, bookkeeper, accountant and mother.

MONTREAL - As we prepare for a provincial election, we should expect university tuition to be a dominant issue. We shouldn't lose sight of how the Liberal government never showed much desire to actually sit down and have direct dialogue with student leaders.

The government's refusal to negotiate led to punches and counterpunches, delivered publicly through the media. After three months of protest, both sides were holding daily news conferences. Messages got clouded by spin.

Speaking as a student, it became quite difficult for me to determine my position on the issues, what with all of the misinformation.

Finally, at the end of May, the education minister sat down at the negotiating table with the students. Several days later, though, Premier Jean Charest announced that he was ending the talks — while simultaneously stating that his door was always open for further discussion.

AOÛT 2012

Élections 2012

That left me perplexed. I was left similarly confused by the government's decision to table Bill 78, which was held up as the only possible resolution to the conflict. I don't believe that Bill 78 was, or is, the right way to bring closure to the issue.

Actually, I have come to the conclusion that the Liberals never really wanted to resolve the conflict.

I abide by the laws of my government, but I am having a hard time seeing how this special law is just.

The law sends a clear message that there is now a heavy penalty attached to implementing a strike. In a democracy, it shouldn't be illegal to go on strike. (By strike here, I mean students collectively voting in majority fashion to temporarily stop going to class in protest against the proposed increase in tuition fees). Fines of up to \$125,000 have definitely affected the way my student-union representatives operate. With Bill 78, legal liability is being placed onto my union's shoulders — as getting involved with the student protests could lead to immediate loss of funding.

Bill 78 uses the threat of financial penalties as a means to intimidate students who want to enforce their legitimate democratic decision to go on strike. The Human Rights Commission recently joined the United Nations and Quebec Bar Association in criticizing the law's infringement on fundamental freedoms.

The Liberals have framed Bill 78 as a law to prevent students from obstructing their fellow students' attendance at school. The truth is that by not negotiating in good faith, the government

is stopping students from going to school. The Charest Liberals should be actively pursuing a negotiated resolution to the conflict so that all students can return to classes in the right frame of mind.

The government says people who benefit from education should pay a share of the costs of their education. I agree with this statement, except that I would point out that it is society as a whole that benefits from an educated population. The government has repeatedly said that its proposed tuition increases are not unreasonable in comparison with tuition levels in other provinces or in the United States. Why are we looking at these standards as something we should emulate in Quebec — and not others in Europe, for example?

If it is impossible to balance the Quebec budget without an increase in tuition on the scale that the government is proposing, then why hasn't the government been able to sit down with the student associations in order to demonstrate how this is so?

In this context, I am struggling to determine the truth of the government's claims. That struggle has been made all the more difficult by the many new spending commitments the government has been making in recent weeks, in the lead-up to what should be an election call Wednesday. In view of all this new spending, I really find it hard to believe that Jean Charest's government can't afford to invest in the future of Quebec's students.

LE DEVOIR : Ressouder les générations - «Quelque chose se passe, et je veux profiter de cette effervescence» (Léo Bureau-Blouin) – Mardi 25 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Le député Léo Bureau-Blouin au cours de l'entretien qu'il a accordé au Devoir, lundi.
L'adjoint parlementaire à la jeunesse promet de ne pas faire de l'accessibilité aux études son seul combat.

Lisa-Marie Gervais

Entre Québec et Laval-des-Rapides, où il cherche toujours un appartement à louer, entre son rôle de leader étudiant et de député qui occupera les

fonctions d'adjoint parlementaire à la jeunesse, Léo Bureau-Blouin, est en pleine transition. Le Devoir l'a intercepté au passage, avant qu'il ne prenne littéralement son envol dans les hautes sphères de la politique.

Il n'aura pas de portefeuille, ni de limousine, même si, à l'occasion, il profitera de celle de son voisin de palier à Québec, le ministre des Relations internationales, Jean-François Lisée. Mais cela n'empêchera pas Léo Bureau-Blouin de tout mettre en oeuvre pour relever les défis qui lui ont été confiés. « La marche n'est pas trop haute », déclare le jeune homme, confiant mais humble. « On me confie des responsabilités qui ne sont pas trop grandes. Je pense être en mesure de relever les défis. Je n'ai pas de pouvoir de signature et je ne pourrai engranger des dépenses [...], mais j'ai un certain nombre de responsabilités qui me donnent une légitimité d'action, me permettent d'intervenir publiquement sur certains sujets précis. »

Déjà, celui que plusieurs - y compris la première ministre - nomment simplement « Léo » s'est forgé une idée sur ses nouvelles fonctions d'adjoint parlementaire à la jeunesse, qui relève de facto du premier ministre. « Je vois mon rôle comme celui d'un conseiller. Bien sûr, sur la question du sommet sur l'enseignement supérieur, mais plus largement sur comment faire pour que les jeunes se sentent bien représentés et favoriser leur participation à la démocratie », explique M. Bureau-Blouin, en entrevue au Devoir.

Réfléchir à des façons de faire mieux avec des structures déjà en place comme les carrefours jeunesse-emploi ou promouvoir l'idée de bureaux de vote dans les cégeps et les universités, par exemple. Mais, surtout, il compte développer l'idée de la création d'un Conseil des générations,

initiative qu'il avait présentée l'an dernier en commission parlementaire, à la suite de l'abolition du Conseil permanent de la jeunesse, celui de la famille et des aînés. « Plutôt que de conseiller sur un pan de la société, il faudrait voir comment les politiques publiques peuvent être plus respectueuses de l'équité intergénérationnelle », soutient-il.

Homme de compromis, disait-on. « Le conflit a contribué à monter les générations les unes contre les autres. Les jeunes ont eu l'impression de se faire refiler la facture alors que les plus vieux ont l'impression inverse et croient que les jeunes devraient payer leur part. » Le cabinet n'en est pas encore saisi, mais il croit en cette initiative qui devrait intéresser Pauline Marois. « Je crois que ça tient à coeur à la première ministre qui veut savoir comment recoudre les plaies, comment éviter que les derniers mois laissent des cicatrices au tissu démocratique », souligne-t-il, avec ce sens inné de la formule.

Léo Bureau-Blouin promet de ne pas faire de l'accessibilité aux études pour les jeunes son seul combat. « Je ne suis pas l'homme d'une seule cause. Mais je vois la question de l'égalité des chances comme la meilleure porte vers l'ascenseur social. » Le sommet sur l'enseignement supérieur que tiendra son gouvernement est surtout, pour lui, une occasion de voir la jeunesse marquer des points.

Vie de député

Outre ses responsabilités parlementaires, il aura à assumer ses fonctions de député de Laval-des-Rapides. Entre les représentations dans la circonscription et des séances de sourires et de poignées de main, il devra être à l'écoute des citoyens et tenter de devenir l'expert de tous les dossiers qu'ils porteront à son attention. Comment compte-t-il s'en sortir ? « Un citoyen est



venu me voir pour un enjeu très précis concernant les accidentés du travail. J'ai dû être honnête et lui dire que je ne connaissais pas cette problématique. » Et alors qu'on croit le coincer, voilà qu'il poursuit du tac au tac en expliquant comment il a commandé des notes d'information, a réussi à démêler les relations entre la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et celle des lésions professionnelles, et à forger un début de piste de solution.

Pratiquement impossible à mettre en boîte, le jeune homme de 20 ans a réponse à tout. Ou maîtrise parfaitement l'art de l'esquive, en rhétorique, ce savant mélange de langue de bois et de candeur dont il use et, peut-être même, abuse. Il pèse ses mots, mijote ses déclarations au point de rappeler le journaliste en fin de journée pour vérifier s'il s'est bien fait comprendre sur un point plus litigieux.

Bref, les déclarations à l'emporte-pièce où il sort de ses gonds, ce n'est pas son genre. « Je n'ai pas un tempérament sanguin. Je ne me fâche pas souvent, ce n'est pas ma façon de faire. Je suis plutôt porté vers le compromis », lance-t-il pour expliquer cette impression de maîtrise de soi qu'il donne, malgré la lourde pression qui pèse sur ses épaules. « Il faut créer une distance entre la notoriété et soi-même. Un peu comme le

médecin prend des distances face à son patient », poursuit-il en toute sagesse. Certains rageaient devant ses allures de jeune premier promu à un brillant avenir.

Et là encore, il désarme, parant d'avance toute critique. « Je ne suis pas con. Je suis conscient que je ne fais pas l'unanimité chez les étudiants, au même titre qu'un politicien ne fera jamais l'unanimité au sein de la population », répond-il lorsqu'on lui rappelle les huées à son endroit de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), le soir des élections.

Il prend même les devants en reconnaissant d'emblée ses erreurs. Lors d'une entrevue à l'émission de Paul Arcand, sur les ondes de 98,5 FM, il a laissé échapper que l'indexation des droits de scolarité, que prône le Parti québécois, était un « compromis acceptable ». « J'ai fait une erreur, a-t-il reconnu. C'est une erreur, car, ultimement, je crois que ce n'est pas à moi de décider quel serait le compromis acceptable. Je ne veux pas avoir l'air de celui qui prend les décisions avant même d'avoir rassemblé les acteurs. »

Profiter de l'effervescence

S'il s'est lancé en politique un peu par hasard - il dit avoir pris goût à la chose au fil de son impli-

cation dans l'association étudiante du Cégep de Saint-Hyacinthe, puis comme président de la fédération étudiante collégiale du Québec -, il maintient l'avoir fait en « toute connaissance de cause ». « Il y a quelque chose qui se passe, et je veux profiter de cette effervescence », dit-il. Grande aurait été sa déception de perdre aux élections, mais les défaites font partie du jeu. « Je ne conçois pas la politique comme une carrière », note le jeune député. Il se dit conscient que, pour toutes sortes de raisons, sa présence à l'Assemblée nationale pourrait être de courte durée. De toute façon, rien de pire pour lui que « des politiciens qui restent pour rester ».

Ainsi, tout en se réjouissant d'un bel accueil de ses collègues députés, Léo Bureau-Blouin entend suivre du mieux qu'il peut les conseils de ses homologues d'expérience. En particulier celui de Louise Harel, qui lui a un jour suggéré d'accomplir ses objectifs du jour avant de se coucher, de façon à pouvoir partir la tête haute, si tel devait être le cas. Et il promet à tous ceux qui se sont inquiétés de le voir interrompre ses études qu'il fera tout pour s'inscrire à un certificat en droit dès qu'il en aura l'occasion.

[Vos réactions \(16\)](#)

RADIO-CANADA / POLITIQUE : Léo Bureau-Blouin : instant zéro – Mise à jour le mercredi 12 septembre 2012 à 16 h 54 HAE

4 septembre 2012. À 20 ans, Léo Bureau-Blouin devient le plus jeune député de l'histoire du Québec.

Il vit l'un des moments les plus importants de sa vie. Un moment charnière. L'instant zéro. Radio-

Canada Rive-Nord | Rive-Sud a suivi le déroulement de cette ultime journée de campagne électorale. Sur un ton intimiste, celui que tous appellent par son prénom nous livre ses réflexions sur la vie publique et sur la pression qui

l'accompagne. Ce documentaire présente un regard inédit sur un politicien en devenir, mais surtout, sur le jeune homme derrière la vedette.

[Les commentaires \(39\)](#)

LE DEVOIR : Pauline Marois promet d'annuler la hausse des droits de scolarité – Vendredi 07 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Pauline Marois s'est déclarée convaincue que le Québec est une société non violente et qu'un acte de violence isolé ne pourra effacer cette réalité.

Lisa-Marie Gervais

Visiblement secouée par la fusillade survenue mardi soir lors du rassemblement péquiste organisé au Métropolis, la première ministre élue du Québec, Pauline Marois, s'est déclarée convaincue, mercredi, que le Québec est une société non violente et qu'un acte de violence isolé ne pourra effacer cette réalité.

Elle a ajouté avoir l'intention de communiquer le plus rapidement possible avec les familles des deux victimes.

Sur le plan politique, Mme Marois s'est félicitée d'avoir atteint son objectif de remplacer le gouvernement libéral par un gouvernement pé-

quiste. Le PQ a été élu avec une mince majorité des voix, à peine 30 000, mais sera minoritaire à l'Assemblée nationale, avec 54 candidats élus sur 125.

Annulation de la hausse

Par ailleurs, les étudiants ont eu une bonne nouvelle ce mardi: la nouvelle première ministre, Pauline Marois, a annoncé qu'elle abrogera la loi spéciale et annulera comme prévu la hausse des droits de scolarité. Les fédérations étudiantes, collégiale et universitaire, ont même reçu un appel d'un messenger de la part de Mme Marois pour leur réitérer son intention de respecter ses promesses. «C'est une excellente nouvelle», a lancé Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale (FECQ). La présidente de la Fédération universitaire (FEUQ), Martine Desjardins, souligne quant à elle la «cohérence» du PQ. «On est très content mais évidemment, plusieurs éléments pourraient quand même les empêcher», a-t-elle dit, réaliste. «Par exemple, il pourrait y avoir un blocage du côté de l'opposition. Il va falloir s'assurer que tout se passe bien. Il va rester le sommet, on va travailler très fort là-dessus, on aura une rencontre lundi prochain pour en parler.»

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) se réjouit du départ de Jean Charest mais accueille la venue de Pauline Marois avec plus de méfiance. «Évidemment, on n'est pas déçu que le parti libéral ne soit pas réélu, mais on ne s'est jamais lié à des partis. Ce sont des idées qu'on con-

teste», a indiqué Jeanne Reynolds co-porte-parole de la CLASSE. «Évidemment qu'on va vouloir maintenir la pression. Il n'y a jamais de cadeaux qui sont faits par les élus», a-t-elle ajouté.

Mme Desjardins rappelle qu'il faudrait pourtant faire vite, la nouvelle session commençant le 1er octobre. «Le gouvernement du parti québécois s'est engagé à rembourser les droits de scolarité et il y a aussi l'aide financière. [...] Il faudra faire vite», a-t-elle soutenu. Les deux présidentes des fédérations ont dit vouloir planifier une rencontre avec Mme Marois au plus tard la semaine prochaine.

Un cabinet d'ici 15 jours

Mme Marois a réitéré son intention d'empêcher les firmes de construction reconnues coupables d'infractions criminelles d'obtenir des contrats du gouvernement; d'accélérer le développement du réseau des garderies; et de s'attaquer au recul du français en présentant une nouvelle loi 101.

Elle prévoit avoir formé son conseil des ministres d'ici deux semaines.

Quant à savoir pourquoi les Québécois lui ont refusé le gouvernement majoritaire qu'elle espérait, Mme Marois a affirmé que l'époque du bipartisme est révolue et que le multipartisme qui prévaut a vu les votes se diviser entre les différentes formations en lice.

Avec *La Presse canadienne*

[Vos réactions \(18\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Optimisme prudent de la CLASSE après l'élection du PQ – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 14 h 51 HAE

Au surlendemain de l'élection du Parti québécois, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) « accueille favorablement » l'annonce de Pauline Marois, qui compte abolir la hausse des droits de scolarité

par décret, mais dit rester vigilante pour la suite des choses.

L'association considérée comme la plus radicale du mouvement étudiant a tenu une conférence de presse jeudi matin pour réagir au résultat du

scrutin provincial et faire le point sur ses revendications.

« Mme Marois a déjà, au lendemain de son élection, annoncé l'annulation de la hausse des frais de scolarité, donc on attend encore que ça

se produise, mais on voit plutôt ça d'un bon oeil », a déclaré la coporte-parole Camille Robert lors de la conférence de presse. « On demeure quand même prudents et prudentes, dans la mesure où on va attendre avant de crier victoire. On veut le voir pour le croire », a pour sa part affirmé Jeanne Reynolds, aussi coporte-parole de la Coalition.

Mme Robert a rappelé que le Parti québécois avait voulu augmenter les droits de scolarité en 1996, mais avait reculé devant la contestation. « Pour nous, évidemment, si ce parti-là a fait des concessions devant le mouvement étudiant par le passé, on a l'espoir que ça se reproduise », a indiqué Mme Robert.

Des exigences quant au sommet

Le PQ s'est engagé à organiser un sommet sur l'éducation qui se penchera sur les droits de scolarité et l'accessibilité aux études. Mme Marois compte y défendre [sa position pour une indexation](#) de ces droits au coût de la vie.

Quant à elle, la CLASSE souhaite pouvoir y aborder la gratuité scolaire comme perspective d'avenir. Mme Marois a indiqué en campagne que si cette option pouvait faire l'objet de discussions, elle n'était toutefois [pas envisageable](#) pour son parti.

L'association étudiante souhaite également que parmi les participants au sommet figurent une majorité d'acteurs du milieu de l'éducation « pour que leurs voix ne soient pas enterrées, par exemple, par le milieu des affaires », a indiqué Mme Robert.

« Ce sommet-là ne doit pas être l'occasion de fixer le prix de l'éducation comme un marchandise, mais plutôt de discuter d'enjeux de fond et du rôle des universités comme service public. »

Camille Robert

La CLASSE demande par ailleurs que la bonification de l'aide financière annoncée par le Parti

libéral soit maintenue et que l'aide financière qui avait été suspendue jusqu'à la session d'automne soit versée aux étudiants qui auraient dû la recevoir.

Des propos de Jean Lapierre et de Mario Dumont dénoncés

Mme Robert est revenue sur des propos tenus à l'antenne de TVA par Jean Lapierre et Mario Dumont durant la soirée électorale, qui semblaient établir un lien entre la contestation étudiante et l'attentat qui s'est produit au rassemblement péquiste au Métropolis.

Quand Pauline Marois a été entraînée hors de la scène par ses gardes du corps, Jean Lapierre a affirmé : « Pauvre Mme Marois! On peut au moins lui laisser une soirée pour savourer sa victoire! Que les étudiants soient déjà après elle, je n'en reviens pas! » Mario Dumont a enchaîné : « Mais en même temps, ça en dit long sur ce mouvement étudiant et ce qu'il y avait en dessous, c'est-à-dire qu'il y a des gens là-dedans qui disaient ouvertement qu'ils ne croient pas aux élections. Il y a des gens très radicaux parmi ces manifestants. »

La CLASSE exige que MM. Lapierre et Dumont se rétractent publiquement et présentent leurs excuses. « Pour nous, ce sont des propos qui sont inacceptables et graves. Donc, il n'y a pas lieu de faire un lien entre un tel événement tragique et le mouvement étudiant », a affirmé Mme Robert.

La FEUQ et la FECQ parlent de victoire des étudiants

L'annonce de la première ministre élue pourrait donc fort probablement mettre un terme au conflit étudiant, à tout le moins temporairement.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qualifie l'élection du Parti québécois de « [signe de la victoire du mouvement étudiant](#) », tandis que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) affirme que son travail et ses sacrifices ont porté leurs fruits.

Jeudi, les étudiants ont été nombreux à se réunir en assemblée générale pour se prononcer sur la grève. Des associations de l'Université de Montréal et de l'Université Laval ont choisi de reprendre le chemin des classes.

À titre d'exemple, l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (ALIES), qui représente le plus grand groupe de grévistes de l'établissement avec 11 000 membres, a [voté pour la reprise des cours](#) dans une proportion de 93 %.

Selon le président de l'ALIES, Patrice Vachon, les discussions ont été beaucoup plus faciles qu'à l'habitude. Moins de 400 étudiants ont assisté à l'assemblée générale. « Je pense que c'était assez unanime. Le résultat a été de 333 à 27. La réunion a duré une heure, c'est du jamais-vu. Normalement, ça durait 4 à 5 heures », a-t-il expliqué.

En complément



• Vidéo - [La CLASSE annonce ses couleurs](#)
[Les commentaires \(320\)](#)

LA PRESSE : La CLASSE prudente devant l'élection du PQ - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 12h18 | Mis à jour le jeudi 06 septembre 2012 à 15h43



Photo: Olivier PontBriand, La Presse
Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE.

Pascal Breton, La Presse

Au lendemain de l'élection du Parti québécois, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante souhaite rencontrer rapidement la nouvelle première ministre, Pauline Marois, afin de discuter de la question des droits de scolarité.

«On accueille favorablement la promesse du Parti québécois de retirer la hausse des droits de scolarité. On demeure toutefois prudent. On va attendre avant de crier victoire. On veut le voir pour le croire», a déclaré Jeanne Reynolds, l'une des porte-parole de la CLASSE, en conférence de presse ce matin.

Si elle souhaite l'abolition de la hausse décrétée par les libéraux, la CLASSE espère toutefois que le PQ maintiendra les bonifications apportées à l'aide financière par l'ancien gouvernement.

Elle attend aussi de voir la composition et la teneur du sommet sur les universités promis par Mme Marois dans la foulée de la grève étudiante. Dès sa première conférence de presse dans ses nouvelles fonctions, hier, la première ministre élue s'est engagée à abolir la hausse des droits de scolarité votée par le gouvernement précédent, et ce, même si son parti est minoritaire à l'Assemblée nationale. Le PQ souhaite ensuite indexer les droits de scolarité au coût de la vie.

La CLASSE vise toujours la gratuité scolaire. Elle entend maintenir la pression, a rappelé une autre porte-parole, Camille Robert. «On va demander qu'il n'y ait pas de hausse du tout.»

La grève déclenchée en février dernier s'est passablement essouffée dans les dernières semaines. La majorité des étudiants ont maintenant repris les cours malgré le mot d'ordre lancé par la CLASSE, qui souhaitait poursuivre la grève.

«On voit un peu que la tendance générale va vers un retour en classe. Dans des circonstances comme cela, on est appelé à revoir notre position actuelle», a souligné Mme Robert.

La CLASSE entend réfléchir à des moyens d'action pour maintenir la mobilisation. Une manifes-

tation est d'ailleurs prévue le 22 septembre, la septième à se tenir le 22 du mois.

Lettre d'excuses demandée

Par ailleurs, comme les fédérations étudiantes avant elle, la CLASSE a dénoncé les propos tenus par les commentateurs Mario Dumont et Jean Lapierre sur les ondes de TVA lors de la soirée électorale. Elle exige une lettre d'excuses envers le mouvement étudiant.

Alors que l'animateur Pierre Bruneau venait de parler de l'attentat commis au Métropolis, qui a fait un mort et un blessé, les deux commentateurs ont enchaîné sur les manifestations étudiantes. Une manifestation réunissant quelques dizaines de personnes s'est tenue ce soir-là.

«Je n'en reviens pas qu'il y ait déjà des manifestants, que les étudiants soient déjà après [Mme Marois], je n'en reviens pas», a lancé M. Lapierre.

«Cela en dit long sur le mouvement étudiant et ce qu'il y avait en dessous, c'est-à-dire, il y a des gens qui le disaient ouvertement, qu'ils ne croient pas aux élections. Il y a des gens très radicaux là-dedans», a ajouté M. Dumont.

Par la suite, les deux hommes ont affirmé sur leur compte Twitter respectif qu'ils n'avaient fait aucun lien entre les étudiants et la fusillade, qu'il s'agissait de deux sujets différents.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Les priorités de Pauline Marois – Mise à jour le jeudi 6 septembre 2012 à 6 h 58 HAE

Un texte de Sophie-Hélène Lebeuf



Photo : PC/Paul Chiasson

Au lendemain des élections qui ont porté le Parti québécois au pouvoir, Pauline Marois a énoncé quelques-unes des priorités de son gouvernement, au cours d'un point de presse, largement dominé par la fusillade mortelle qui a marqué la soirée de mardi.

« Je suis profondément affectée, mais je dois aller de l'avant et assumer mes responsabilités », a déclaré la première ministre élue, qui n'a pas réussi à obtenir des électeurs la majorité parlementaire qu'elle réclamait.

« La population en a décidé autrement, le temps du bipartisme est révolu et il faut travailler dans ce contexte », a-t-elle reconnu. Interrogée sur les limites du mandat minoritaire dont a hérité son gouvernement, Pauline Marois s'est montrée optimiste.

« Il y a plusieurs choses que je pourrai faire », a-t-elle assuré, promettant « d'obtenir des résultats pour les gens ».

« Nous [les députés] avons la responsabilité de servir le peuple québécois, et je le ferai avec les gens de l'opposition. »

Pauline Marois

La chef péquiste a d'emblée indiqué que son gouvernement annulerait par décret la hausse prévue des droits de scolarité et abrogerait la loi 12, qui encadre notamment les manifestations et qui a été adoptée par l'Assemblée nationale en plein coeur du conflit étudiant.

La réforme de la Charte de la langue française, que le PQ veut appliquer aux entreprises de plus

de 11 employés et aux cégeps, reste elle aussi au menu.

« Je veux présenter [devant l'Assemblée nationale] l'ensemble de la loi 101, telle que je l'imagine », a précisé Mme Marois, qui a déploré le recul du français à Montréal. « Je verrai jusqu'où sont prêts à aller les partis d'opposition pour collaborer à l'adoption de cette loi dans son entièreté ou dans un certain nombre de ses éléments », a-t-elle dit, ajoutant que la loi « nécessitera des consultations ».

Pauline Marois compte également proposer des changements à la loi 35, qui vise à combattre les pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction, et accélérer le développement du réseau des garderies.

Elle a en outre reconnu que son engagement le plus difficile à mettre en oeuvre serait l'adoption d'un nouveau régime de redevances minières. En campagne, elle s'était engagée à imposer les surprofits des minières et à percevoir des redevances sur la valeur de la ressource.

Pauline Marois compte aussi exprimer auprès d'Ottawa les revendications qui recueillent le consensus de l'Assemblée nationale, comme le rapatriement de la portion québécoise du registre des armes à feu et l'opposition à la loi fédérale sur les jeunes contrevenants.

Lisez notre article :

- [Que peut-on attendre des 100 premiers jours d'un gouvernement péquiste?](#)
- [Les promesses du Parti québécois](#)

« La folie a frappé », déplore Pauline Marois

Pauline Marois avait amorcé sa conférence de presse en se disant « profondément attristée [...] par cet événement tragique », qui a fait une victime.

« Un homme est mort sans aucune raison, la folie a frappé », a-t-elle déclaré à propos de l'attentat de mardi soir. « Mes pensées vont évidemment aux victimes et à leurs familles » ainsi qu'aux équipes de Spectra et du Métropolis, a-t-elle affirmé.

« Malgré cette tragédie, il faut redire que le Québec est une société non violente. Un acte de folie ne peut effacer cette réalité. »

Pauline Marois

Questionnée par un journaliste, elle a en outre exprimé son « profond désaccord » devant les propos d'un candidat libéral qui établissait un lien entre la fusillade de mardi soir et la « violence cultivée [par] certains partis à l'Assemblée nationale ».

Interrogée sur son état d'esprit lors de cet épisode chaotique, elle a indiqué qu'elle avait immédiatement pensé à la sécurité de ses proches qui étaient en coulisses. « Je n'ai jamais pensé que c'est moi qu'on venait attaquer », a affirmé la politicienne, qui a démontré un sang-froid tout au long de l'événement.

En plein discours de victoire, Mme Marois a été escortée d'urgence à l'arrière-scène, et les militants ont rapidement reçu l'ordre d'évacuer les lieux. « J'ai vu la porte s'entrouvrir avec une boule de feu, comme une bombe fumigène, mais la porte s'est refermée immédiatement », s'est remémoré Mme Marois.

Voulant éviter un mouvement de panique dans la salle, où s'étaient réunis au moins 2000 partisans péquistes venus célébrer la victoire de leur formation, elle dit avoir insisté auprès de ses gardes du corps pour remonter sur scène afin de s'adresser à eux.

Tout semblait alors sous contrôle, a-t-elle précisé, les policiers et les pompiers étaient rendus sur les lieux et il semblait n'y avoir qu'une personne légèrement blessée.

Ce n'est qu'après le rassemblement qu'elle a appris la mort d'une des deux victimes.

Déplorant qu'un « événement malheureux » ait éclipsé un « geste démocratique posé par des millions de Québécois », elle s'est en outre réjouie du taux de participation de 74 %.

[Les commentaires \(274\)](#)

LE SOLEIL : Droits de scolarité: les associations étudiantes crient victoire - Publié le jeudi 06 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 06 septembre 2012 à 09h26



Photo Francis Vachon, Agence France-Presse

«À moins de 24 heures de l'élection, on voit qu'un gouvernement du Parti québécois fait les choses autrement et tient à ses engagements. On voit déjà un changement de ton, et c'est probablement pour le mieux», affirme la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Les associations étudiantes ont crié victoire mercredi, après que la future première ministre Pauline Marois eut confirmé l'annulation de la hausse des droits de scolarité par décret ministériel.

«Après tous les sacrifices que les étudiants ont faits, après tous les moments où on a pensé qu'on ne réussirait pas à sauver l'accessibilité aux études, on a aujourd'hui la confirmation que nos efforts ont porté fruit, que nous avons réussi

non seulement à changer le Québec, mais que cette hausse-là n'aura pas lieu», a affirmé Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale.

Du côté de la Fédération étudiante universitaire, on estime aussi qu'il s'agit d'une «excellente nouvelle». «À moins de 24 heures de l'élection, on voit qu'un gouvernement du Parti québécois fait les choses autrement et tient à ses engagements. On voit déjà un changement de ton, et c'est probablement pour le mieux», affirme sa présidente, Martine Desjardins. Le cabinet de Mme Marois a pris contact hier matin avec les deux principales associations étudiantes pour leur confirmer la nouvelle, quelques heures avant l'annonce officielle.

Prudence du côté de la CLASSE

À la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, on reste toutefois un peu plus prudent. «Ça semble vouloir se concrétiser, mais on va attendre de le voir pour le croire», indique sa porte-parole, Jeanne Reynolds, qui affirme que cette décision ne met pas nécessairement un terme à la mobilisation étudiante. «On veut continuer d'entretenir l'effervescence qu'il y a autour de l'éducation», ajoute-t-elle.

Après avoir fait planer le doute en campagne électorale, évoquant les difficultés auxquelles serait confronté un gouvernement minoritaire, la chef du Parti québécois a confirmé hier que son

gouvernement annulera la hausse des droits de scolarité par décret ministériel.

Quant à la loi 12 (ancien projet de loi 78), Pauline Marois a affirmé hier qu'elle a l'intention «de proposer son abrogation», étant convaincue «que les partis d'opposition vont être d'accord». À suivre.

Les étudiants réclament des excuses de TVA

Par ailleurs, les étudiants réclament des excuses au réseau TVA pour des propos tenus mardi soir. En ondes, les commentateurs Mario Dumont et Jean Lapierre n'ont pas hésité à faire le lien entre les incidents survenus au Métropolis et le mouvement étudiant. Les informations qui circulaient à ce moment faisaient état d'un début d'incendie et de deux blessés.

«Je ne peux pas croire que des étudiants soient déjà après elle [Pauline Marois], je n'en reviens pas», a d'abord lancé M. Lapierre. «Ça en dit long sur le mouvement étudiant, a renchéri M. Dumont. Il y a des gens là-dedans qui ne croient pas aux élections, des gens très radicaux parmi ces manifestants.»

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Éliane Laberge, estime qu'il s'agit d'«un raccourci assez insultant pour la jeunesse québécoise», alors que la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, considère qu'il est important de rectifier les faits, sans toutefois vouloir «faire de la politique sur le dos d'une tragédie».

LE DEVOIR : Bureau-Blouin veut rapprocher la rue et le pouvoir – Jeudi 06 septembre 2012

Le Devoir

Léo Bureau-Blouin espère aider à « remblayer » le fossé qui sépare l'appareil gouvernemental de la rue, et c'est pourquoi il s'est lancé en politique.

Le jeune député péquiste, nouvellement élu dans le comté de Laval-des-Rapides, était invité comme conférencier mercredi à l'assemblée mondiale Civicus, qui réunit jusqu'à vendredi des délégués du monde entier sur le thème de la participation citoyenne, au Palais des Congrès, à Montréal. À ses côtés, Mme Marina Silva, ex-

ministre de l'Environnement du Brésil et activiste écologique, commentait elle aussi les nouvelles formes d'engagement politique qui se dessinent un peu partout dans le monde.

En quelques générations, note celle qui fut aussi la plus jeune sénatrice du Brésil sous le gouvernement Lula, on est passé d'un activisme dirigé par les syndicats, les partis politiques, les ONG, les gouvernements, les corporations, etc., à un activisme d'« auteur ». Si le second a l'avantage d'impliquer les militants comme des sujets plutôt que comme des spectateurs de l'action, il doit

veiller à construire et à préserver son projet collectif de société. De son côté, Kamal Lahbib, du Forum des alternatives du Maroc, a remarqué la récupération du mouvement du printemps arabe par les différents partis islamistes. Ces groupes, avance-t-il, ont une légitimité légale, mais n'ont pas de légitimité populaire. « En Égypte, en Tunisie et au Maroc, dit-il, huit millions d'électeurs ne sont pas inscrits sur les listes électorales, et 80 % d'entre eux ont entre 18 et 25 ans. »

RABBLE.CA : Charest's defeat is a victory for students – Thursday, September 06, 2012



Ethan Cox

"In politics, the victories are never as bright as you would like. We must make do. But for the moment, we should not be embarrassed to say that we won: the [tuition] increase will be set aside, Bill 12 also... and Jean Charest has resigned."

*Former CLASSE co-spokesperson
Gabriel Nadeau-Dubois*

There is so much to say about last night's election, it's hard to know where to begin. Before the results had sunk in came news of a tragic shooting at the PQ's Metropolitan party. A clearly deranged man, wearing a bathrobe and shouting, in French, about Anglos waking up, took the life of one man, and left another in hospital. Our thoughts go out to the victims and their families, and, as always, we wonder how a non-automatic AK-47 could possibly be legal. But enough ink has been spilled on the act of a lone maniac, so I'll stick to the election.

The king is dead

After nine years in power, and twenty eight representing Sherbrooke, first as a Progressive Conservative MP, and then as Liberal MNA, Jean Charest has left politics. His government reduced to official opposition, and his own seat humiliatingly lost to the PQ, Charest resigned this afternoon in a tearful press conference. He came out feisty last night, leading some to speculate he might remain as Liberal leader, but clearly thought better of it overnight.

When Charest's political obituary is written, I believe it will read that he was the man who didn't know when to quit. High on hubris and believing his own hype, Charest went all in on a summer election. He no doubt believed that his skill on the campaign trail, and well honed message of fear and division, would be enough to return him to power.

He lost that gamble, but I would argue that it was an earlier wager which truly sunk him. He bet the province on the so-called "silent majority" who opposed the student strike. He sought to play himself off as a strong man, resolutely defending law and order against the chaos of "the street". He enacted Law 12, the most draconian assault on civil liberties this province has seen since the dark days of Duplessis, and set an election amidst the backdrop of the early return to classes it mandated.

He sought to use the students as a political prop, to sow fear in the population for which he was

the only solution. Most in the media were only too happy to go along with this narrative, suggesting that the students and their demands would be a toxic albatross around the neck of PQ leader Pauline Marois.

Students refused to take his bait, with most voting to suspend their strike until the results of the election were known. And despite the supposed toxicity of the student movement, when the PQ pulled out all the stops in the campaign's last week to beg Quebeckers to deliver them a majority government, the rationale they provided in full page newspaper ads, subway panels and elsewhere was that only a PQ majority could succeed in canceling the tuition hikes and repealing Law 12.

The students, victorious

Far from a political liability, or an electoral afterthought, the student strike and social movement it sparked proved decisive in this campaign. After nine years in power the Charest government was tired, wracked by scandal and giving off an inescapable odour of corruption. But governments led by less able campaigners, and lacking the gift of the sovereignty bogeyman, have survived far worse.

As we have seen with the Harper government in Ottawa, persistent scandals barely register on the radar of most voters. For a government to be booted from office, people need a spark. Something which crystallizes their unease and turns it into full blown opposition. In this campaign, that spark was the student movement.

They succeeded in casting Charest and his government as out of touch, and contemptuous of a large swath of the population. With Law 12, Charest overreached. His hubris got the better of him, as it has so often in this last year, and he resolutely insisted that the "silent majority" supported his iron fist, even as polls revealed roughly sixty percent of the population opposed the special law.

The largest rally of the election campaign, by a country mile, was the roughly 100,000 who took to the streets on August 22 to demand Charest's ouster. The students succeeded in crystallizing opposition to so many aspects of the Liberal record, and uniting them in a single message: Charest, Dehors!

As Nadeau-Dubois said, this is no absolute victory. Indeed those are a rare thing in politics. But the resume of the longest student strike in Canadian history, and the social movement which blossomed around it, is clear. Two education ministers, a Premier and a government defeated. The tuition hikes and Law 12 set to be repealed. It's hard to interpret that as anything less than a sweeping victory for the students and their allies.

Their work is far from complete, and we remain far from the truly progressive society they have been fighting for, but the social movement should take a moment today to pat itself on the back. Tomorrow, and in the days to come, you

can rest assured it will return. The strike will likely remain suspended, unless Marois breaks her promises, but this movement has gotten a taste of the immense power ordinary people have when they work together. If there is one enduring legacy of this year's events, which far outstrips fleeting victory over Charest, it is the awakening of an entire generation. They know what they want, they know they can win, and our society for decades to come will be shaped by the veterans of this struggle.

The future, uncertain

For a fleeting moment last night at the Quebec Solidaire victory party, it appeared as if the possibility of a PQ minority, with QS holding the balance of power, was tantalizingly close. Those hopes were quickly dashed, and we are left with a weak PQ minority that will doubtless have difficulty governing.

Unable to pass legislation, even with the support of QS' two MNAs, the PQ may look to form a pact of some sort with the third place Coalition Avenir Quebec. I'm not sure the term strange bedfellows even begins to cover that scenario, although I can see the two parties working together to repeal Law 12, given that the CAQ's Legault promised to repeal parts of it on the campaign trail. The tuition hikes, for the record, can be repealed by ministerial order.

Another possibility is that the PQ minority will be brought down, and a governing coalition formed between the Liberals and CAQ. Although there is a lot of common ground between the parties ideologically, there's also an awful lot of bad blood, and it's hard to imagine Jacques Duchesneau, for example, agreeing to govern with the Liberals.

Given that the PQ are nine seats short of a majority, seven if you assume cooperation with QS, it seems unlikely that they will find enough floor crossers to cobble together a majority.

As vulnerable as this PQ minority is, it is unlikely to be taken down immediately. The Liberals, leaderless and about to be publicly flayed at the Charbonneau Commission, will be in no hurry to spark another election.

For my money this government will hang in for a year, maybe two at the outside. Even with a majority, there was little prospect of a referendum the PQ knew they would lose. Now, there is none.

A bittersweet night for Quebec

Solidaire

I attended the QS victory party last night, and it was a fascinating experience. Deliriously happy in the early going as co-spokespersons Amir Khadir and Françoise David racked up big leads and were quickly declared elected, the crowd also lustily cheered each time Charest was shown trailing in his riding of Sherbrooke, and repeatedly broke into staples of the street protests, such as "Charest, get out, go find a job up north!" (A reference to a silly joke he made that

protesting students should seek employment under his Plan Nord.)
For a brief period, it appeared as if the PQ might form a slim majority which could be propped up by QS, a dream scenario for supporters of the upstart party. People across the room could be heard calling out to each other, "two more!", "One more!" in reference to the number of QS or

PQ seats needed to reach the magic number of sixty three.
As the PQ total dropped, and tight races in Saint-Marie-Saint-Jacques and Laurier-Dorion slipped out of reach for QS, a malaise of sorts settled over the crowd. Happy, no doubt, at having doubled their seat total and electing co-spokesperson David. But the victories in Mercier and Gouin were expected, taken for granted

even, and this crowd wanted more. They wanted three seats at least, if not four, and were bitterly disappointed by their share of the popular vote, which hovered around 6 percent.
So it was a victory for QS, no doubt. They improved their share of the popular vote by two percent over the 2008 election, and doubled their seat count. But they came agonizingly close to so much more.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : La FEUQ entre victoire et prudence – Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 17 h 08 HAE



Martine Desjardins, présidente de la FEUQ
Un texte de Florent Daudens

« On peut dire que le 5 septembre 2012 est signe de la victoire du mouvement étudiant ». La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, se félicite de l'annonce de Pauline Marois [d'annuler la hausse des droits de scolarité et la loi 12 par décret](#).

S'ajoute une autre victoire, selon un message envoyé par la FEUQ sur son fil Twitter à la suite de l'annonce de la [démission du chef libéral, Jean Charest](#). « Nous avons fait la différence », clame la fédération étudiante.

La leader étudiante reste toutefois prudente sur la suite des choses : « Il nous reste encore beaucoup de travail à faire en vue du sommet [sur l'éducation], mais nous serons prêts à dé-

fendre nos positions d'accessibilité aux études », a-t-elle déclaré lors d'[un clavardage à Radio-Canada.ca](#).

Le Parti québécois a promis de tenir un sommet sur l'éducation pour se pencher sur les droits de scolarité, ainsi que sur l'accessibilité aux études. Mme Marois [a déjà annoncé ses couleurs](#) : elle compte proposer une indexation de ces droits au coût de la vie.

De son côté, la FEUQ prône le gel des droits de scolarité. Martine Desjardins souligne qu'elle compte défendre cette position lors de ce sommet, en même temps que celle d'une meilleure gestion des universités. La situation minoritaire du PQ pourrait toutefois « compliquer » la mise en place de certaines lois ou propositions qui émaneraient des discussions, note Mme Desjardins.

Une victoire pour les étudiants, même avec un gouvernement minoritaire

Plusieurs internautes ont souligné que le PLQ et la CAQ avaient récolté plus de 58 % des appuis. Ils ont demandé à la présidente de la FEUQ si elle voyait ce résultat comme une défaite pour le mouvement étudiant. « Non, puisque le gouvernement élu est bel et bien en faveur de l'annulation de la hausse et que les étudiants, suite à plusieurs mois de mobilisation, verront leurs frais gelés », a répondu la principale intéressée.

Et d'ajouter : « Notre mode de scrutin indique qu'un gouvernement élu, même minoritaire, a la confiance de la population pour mettre en place les mesures qui se retrouvent dans sa plateforme ».

Elle félicite Léo Bureau-Blouin, ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), pour son élection, tout en ne se livrant pas à des hypothèses sur son rôle dans le gouvernement. Mme Desjardins estime que plusieurs députés péquistes « ont les qualités nécessaires » pour occuper le poste de ministre de l'Éducation.

Des problèmes pressants à régler

Au sujet des droits de scolarité, la FEUQ suggère aux étudiants qui doivent les acquitter avant le 1er octobre de le faire « pour éviter de payer des intérêts ». Les autres « verront concrètement l'annulation sur leur facture très prochainement ».

Martine Desjardins ajoute qu'elle compte rencontrer le nouveau gouvernement dans les plus brefs délais au sujet de l'aide financière aux études pour le mois de septembre, afin d'« éviter une catastrophe financière pour bien des étudiants ».

[Les commentaires \(30\)](#)

LA PRESSE : Marois annonce ses couleurs - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 13h50 | Mis à jour le mercredi 05 septembre 2012 à 23h19

Tommy Chouinard, La Presse

«Je suis profondément affectée, mais je dois aller de l'avant et assumer mes responsabilités», a déclaré Pauline Marois mercredi, au lendemain de l'attentat perpétré au rassemblement de son parti à Montréal. La nouvelle première ministre a rapidement annoncé ses couleurs. Même si son gouvernement est minoritaire, elle entend déposer une nouvelle loi 101 cet automne pour interdire aux francophones et aux allophones de fréquenter le cégep anglophone.

Autres priorités: elle veut annuler la hausse des droits de scolarité et abroger la loi 12 - connue auparavant comme le projet de loi 78.

Or, la réalisation de ces engagements dépendra en bonne partie de l'avis de l'opposition à l'Assemblée nationale, a-t-elle reconnu en conférence de presse.

Les électeurs lui ont confié mardi un mandat minoritaire en envoyant 54 députés péquistes à Québec. «Même en minorité, j'ai l'intention d'obtenir des résultats pour les gens», a dit Pauline Marois. «Nous avons un mandat d'une partie de la population, et nous [les élus] avons, pas seulement moi, la responsabilité de servir les Québécois. Je vais le faire avec les collègues de l'opposition.» Elle explique son échec à obtenir une majorité par une division du vote entre le Parti québécois et «d'autres formations» - une allusion à Québec solidaire et à Option nationale.

Un décret sera adopté par le PQ afin d'annuler la hausse des droits de scolarité. La loi 12 «n'aura plus lieu d'être», et «j'ai l'intention de proposer son abrogation», a ajouté Mme Marois. «Je suis convaincue que les partis d'opposition vont être d'accord.» Elle entend tenir un sommet sur l'enseignement supérieur, au cours duquel elle proposera une indexation de la facture des étudiants.

La nouvelle loi 101 qu'elle déposera comprendra les mêmes mesures que celles présentées en campagne électorale. Elle veut ainsi étendre l'application de la Charte de la langue française aux cégeps et aux entreprises de 11 à 49 employés. Elle se dit «sûre» de pouvoir «trouver un terrain d'entente» avec les partis d'opposition, qui sont pourtant réfractaires, sinon carrément contre ses intentions, selon le cas. «Je verrai jusqu'où sont prêts à aller les partis d'opposition pour collaborer à l'adoption de cette loi dans son entièreté ou dans un certain nombre de ses éléments, a-t-elle affirmé. Je veux au moins que tous les Québécois sachent jusqu'où je veux aller. Et je vais aller le plus loin que je peux avec l'appui de l'opposition.»

Pauline Marois a également l'intention de corriger les failles de la loi 35 pour empêcher des entreprises condamnées pour fraude d'obtenir des contrats publics. Elle entend aussi «accélérer le développement du réseau des garderies» à 7\$.

Elle veut abolir la taxe santé, «par décret ou dans un énoncé budgétaire». Quant aux redevances minières, elle affirme qu'il pourrait être difficile de les augmenter au niveau qu'elle souhaite.

La transition se fera «dans l'ordre et sans bouleversement», a-t-elle assuré. Le Conseil des ministres sera formé d'ici deux semaines.

Pauline Marois a eu un «premier contact cordial» avec son homologue fédéral Stephen Harper, mercredi. Sur le front des relations avec Ottawa, «nous pourrions fonder notre action sur les consensus déjà existants à l'Assemblée nationale du Québec», a-t-elle affirmé. Appelée à préciser ce que sont ces «consensus», Mme Marois a évoqué les dossiers du registre des armes à feu, des jeunes contrevenants et de la Commission des valeurs mobilières du Québec, qui ont tous fait l'objet de motions unanimes.

Il n'en demeure pas moins qu'elle aura du mal à mettre en oeuvre sa «gouvernance souverainiste». Cette stratégie vise à obtenir des pouvoirs d'Ottawa en attendant un référendum sur la souveraineté - il paraît aujourd'hui très éloigné, voire impossible à tenir au cours du présent mandat. En campagne électorale, Pauline Marois a dit vouloir rapatrier l'assurance-emploi, ainsi que les pleins pouvoirs en matière de langue, de culture et de communications.

LA PRESSE : Les étudiants auront le PQ à l'œil - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 08h28

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les étudiants suivront de près Pauline Marois et son équipe afin de s'assurer qu'ils respectent

leurs engagements électoraux, a déclaré Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

«Il va falloir mettre de la pression pour que le PQ ne se défile pas devant ses promesses», a-t-elle



affirmé au cours d'une entrevue téléphonique avec *La Presse*, vers 22h. Cette «pression» peut prendre plusieurs formes, selon elle. «Ça peut être des manifestations, ça peut être des actions», a-t-elle dit. Même discours du côté de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). Jeanne Reynolds, porte-parole de l'organisation, se dit méfiante: «Par le passé, on a rarement eu de cadeaux. Il faut faire pression sur les élus.» Toutefois, la chute du gouvernement Charest est une bonne nouvelle pour la leader étudiante.

«On n'est pas déçus que le PLQ ne réforme pas le gouvernement. Mais, en même temps, on ne s'est jamais attaqués à des individus ou à des partis, on s'attaque à des idées.» Sa collègue Martine Desjardins se montre aussi satisfaite de la défaite des libéraux. La FEUQ avait appelé ses membres et les autres étudiants à choisir n'importe quel parti sauf le Parti libéral et la Coalition avenir Québec. La CLASSE, de son côté, n'avait donné aucune consigne de vote. En ce qui concerne Léo Bureau-Blouin, ancien président de la Fédération étudiante collégiale du

Québec (FECQ) élu député du Parti québécois, les deux jeunes femmes ne croient pas qu'il pourra servir de courroie de transmission entre le mouvement étudiant et le caucus péquiste. «On ne va pas compter là-dessus pour faire passer nos messages, on va le faire nous-mêmes», a dit Martine Desjardins. Elle a tout de même tenu à souligner le caractère historique de l'élection du «plus jeune député de l'Assemblée nationale».

LE DEVOIR : Euphorie chez les étudiants – Mercredi 05 septembre 2012



Photos : Jean-François Nadeau - Le Devoir
La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Éliane Laberge, et la présidente de la Fédération universitaire du Québec, Martine Desjardins, n'ont pas caché leur joie mardi soir.

Lisa-Marie Gervais
« Dehors les libéraux ! Dehors les libéraux ! » La victoire du Parti québécois a suscité des explosions d'euphorie chez les étudiants réunis à la brasserie Cherrier de Montréal. Eux qui promettaient de « mettre dehors » les libéraux et de trouver à Jean Charest « une job dans le Nord » ont été plus que contents de leur soirée électorale, surtout lorsqu'ils ont appris la défaite du premier ministre dans sa circonscription au terme d'un long suspense.

Est-ce pour autant le scénario de rêve ? « Non, évidemment, si c'est un parti qui ne propose pas une annulation des droits de scolarité... mais c'est probablement le plus grand pas qu'on va avoir fait dans cette campagne. La vraie victoire, on va la vivre le jour où le Parti québécois va annuler la hausse », a dit Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), visiblement exaltée par l'ambiance et le déroulement de la soirée. Son homologue à la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), Martine Desjardins, ne cachait pas sa joie de constater que les électeurs ont choisi de ne pas donner une autre chance à un gouvernement libéral. « Peut-être que la majorité silencieuse n'est pas du côté du gouvernement. C'était un pari risqué », a-t-elle indiqué.

Selon les deux présidentes, le gouvernement sortant paye le prix des élections déclenchées « sur le dos des étudiants ». « Jean Charest paye le prix de son mépris envers les étudiants et les gens de la rue », a souligné Martine Desjardins. « Le gouvernement va devoir désormais négocier avec nous. »

L'élection de Léo Bureau-Blouin a été applaudie à tout rompre dans la brasserie Cherrier. Pour celle qui l'a remplacé à la tête de la FECQ, c'est une victoire contre le cynisme. « Je peux difficilement ne pas être contente de son élection, c'est un beau symbole d'espoir. Ça vient changer le rapport, car on avait beaucoup de cynisme, et [...] ça vient montrer que la jeunesse a sa place en politique, peu importe son âge et le bagage qu'on a », a commenté Mme Laberge.



Une femme première ministre est certainement un « signe d'avancement », poursuit-elle. Mais elle reconnaît qu'un gouvernement minoritaire rendra plus « difficile » le respect des promesses que le PQ a faites aux étudiants.

Concernant le vote étudiant, il est encore trop tôt pour avancer que les jeunes ont battu des records de participation. Mais Éliane Laberge n'en est pas moins convaincue. « Durant les dernières semaines et jusqu'à [la dernière minute], on a fait des appels à nos étudiants membres, et la majorité, si ce n'est la totalité des étudiants de plus de 18 ans qu'on a joints nous ont dit : "J'ai déjà voté" ou "Je vais y aller". Sans l'ombre d'un doute, on peut dire que les étudiants se sont rendus aux urnes », a-t-elle dit.

La soirée de mardi fut très enlevante pour les étudiants qui s'étaient organisé toute une soirée électorale. À entendre crier les slogans et les airs bien connus, on se serait parfois cru en pleine manifestation. « Avec la commission Charbonneau, on ne reverra pas les libéraux au pouvoir avant plusieurs années », a lancé, Merlin Trottier, anciennement aux communications de la FECQ. « Comme on disait à la blague ce matin, la chanson Libérez-nous des libéraux va devenir du folklore parce qu'on n'aura plus besoin de la chanter », a renchéri un de ses camarades.



Vos réactions (5)

Georges Paquet – Abonné, 5 septembre 2012 06 h 58

Mais, où est donc la CLASSE?

On doit trouver les journalistes bien légers en soutenant que les leaders étudiants sont euphoriques, alors qu'ils ne reconnaissent pas s'être fait manipuler par la CLASSE qui elle est la plus grande et la mieux organisée des organisations étudiantes. Forte de ses 100,000 membres la CLASSE n'a pas appelé ses membres à aller voter et ne reconnaît pas plus la légitimité de ce gouvernement que celle du précédent.

dany tanguay – Inscrit, 5 septembre 2012 07 h 57

les jeunes ont gagné...

les étudiants ont réussi à faire battre ce gouvernement corrompu. Malgré que Jean Charest s'était fié aux sondages pour déclarer des élections sur le dos des étudiants, qu'il avait réussi à les démoniser, eh bien les étudiants l'ont délogé et ces jeunes me donnent confiance en l'avenir et je crois qu'avec leur tenacité et leur capacité ils vont réussir à modifier lentement l'opinion publique et avec le temps ce seront eux qui vont diriger le Québec.....merci à notre jeunesse....

Sylvain Auclair – Abonné, 5 septembre 2012 09 h 12

La loi 12 est là pour rester

Il sera sans doute très difficile d'abroger la loi 12, vu que les partis pour l'ont adoptée sont majoritaires à l'Assemblée. Je me demande même s'il sera possible de modifier l'augmentation des frais de scolarité -- n'est-ce pas une mesure budgétaire?

Laurier Francois – Inscrit, 5 septembre 2012 11 h 16

À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire...

"les étudiants ont réussi à faire battre ce gouvernement corrompu. "

Faut croire que 50 sièges PLQ comparé à 54 pour le PQ, ce n'est pas ce qu'on appelle un balayage. Le PQ a changé d'idée, en passant, sur la gratuité et il y aura énormément de négos pour faire ce qu'ils voulaient. Pauline va encore trouver le moyen de changer son fusil d'épaule.

Tant qu'aux étudiants (tes), ils ont perdu du temps, des \$\$\$ et une partie de leur vie au travail (pour ceux qui se trouveront un travail en "science humaine") pour faire valoir des petits chefs (Cheffes) qui se sont servi(e) d'eux pour

leur propre petite gloire, et même se trouver une job au PQ.

Si c'est cela qu'on appelle une victoire.....

SI j'étais Pauline je mettrais du velcro sur ma chaise de premier, pardon, première ministre. Elle va en avoir besoin.

Roland Guerre – Inscrit, 5 septembre 2012 11 h 26

Le mouvement se poursuit

Les questions posées par La Classe, le printemps ébère demeurent. La première étape sera consacrée à l'abrogation de la loi 12/78 La jeunesse étudiante imposera au personnel politique une réelle inflexion. Le premier ministre sortant, battu dans sa circonscription, paie son mépris pour la jeunesse, le citoyen. Son échec l'aidera à réviser ses classiques, à mesurer le poids de la jeunesse, qu'un politique avisé n'injurie pas, Les animateurs de La Classe peuvent populariser le manifeste, nourrir le débat, qui se poursuivra, sur la prochaine Charte. Gabriel Nadeau-Dubois et ses camarades ont de nombreux chantiers à ouvrir La jeune génération renouvellera le personnel politique, cueillera les fruits du mouvement.

LE SOLEIL : Une petite victoire pour le mouvement étudiant - Publié le mercredi 05 septembre 2012 à 01h27



Photo La Presse, Valérie Mazataud

Le candidat péquiste Léo Bureau-Blouin était tout sourire hier après avoir remporté la circonscription de Laval-des-Rapides. Il devient ainsi, à l'âge de 20 ans, le plus jeune député à siéger à l'Assemblée nationale.

Marie-Pier Duplessis, Le Soleil

(Québec) Le délogement du Parti libéral au pouvoir représente une petite victoire pour le mouvement étudiant. Les présidentes des deux

principales fédérations étudiantes se sont réjouies de l'élection du Parti québécois (PQ), hier soir.

«Le fait qu'on ait réussi à changer de gouvernement, à mettre dehors les libéraux, oui, c'est une victoire, a commenté Éliane Laberge, de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Maintenant, on fait face à un gouvernement qui, par le passé, a su faire preuve de plus d'ouverture.»

«C'est sûr que les libéraux avaient fait un pari risqué, c'est-à-dire de partir en élection sur le dos du mouvement étudiant, mentionne pour sa part Martine Desjardins. Encore une fois, je pense qu'on a sous-estimé la jeunesse. On est en train de montrer que quand on décide de se lever et qu'on décide d'aller voter, ça fait des changements et on peut déterminer les prochains gouvernements», poursuit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Les deux leaders étudiantes considèrent qu'il est maintenant de leur responsabilité de s'assurer

que la nouvelle première ministre, Pauline Marois, honore ses engagements, soit l'annulation de la hausse des droits de scolarité et l'abolition de la loi 78.

«L'élection d'un gouvernement péquiste, c'est un petit pas vers une résolution de conflit. Mais il va falloir s'assurer qu'ils vont passer de la parole aux actes», avance Mme Desjardins. Même minoritaires, les péquistes auront la capacité de le faire, estime-t-elle.

Par ailleurs, Martine Desjardins a souhaité bon courage à Léo Bureau-Blouin, figure phare du mouvement étudiant, qui a été élu comme député à Laval-des-Rapides. «La jeunesse a fait quand même plusieurs éléments historiques au cours du dernier printemps. Et je pense que Léo soit élu comme le plus jeune député à l'Assemblée nationale, encore une fois, on vient de faire l'histoire», indique-t-elle. «C'est un peu une vague d'espoir face à tout ce cynisme qu'on a par rapport aux vieux partis», ajoute Mme Laberge.



PHOTO VALÉRIAN MAZATAUD
COLLABORATION SPECIALE
Léo Bureau-Blouin

Émilie Bilodeau, La Presse
L'ambiance était survoltée, hier soir, à l'hôtel Sheraton où étaient réunis les partisans et bénévoles de Léo Bureau-Blouin.
L'ambiance était survoltée, mardi soir, à l'hôtel Sheraton où étaient réunis les partisans et bénévoles de Léo Bureau-Blouin. Vers 21h20, lorsque le candidat péquiste a été déclaré vainqueur dans la circonscription de Laval-des-Rapides, la foule composée de plusieurs étudiants est devenue hystérique.
À l'âge de 20 ans, l'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) devient ainsi le plus jeune élu de l'histoire de l'Assemblée nationale. Avant lui, Simon-Pierre Diamond, avait été le plus jeune candidat à faisant son entrée à 22 ans à l'Assemblée nationale. À 23h30, le péquiste détenait 37,90% des voix, alors que les bulletins de vote de 161 boîtes de scrutin sur 174 étaient dépourillés.

Léo Bureau-Blouin a suivi les résultats dans une chambre de l'hôtel situé quelques étages au-dessus de la salle remplie de militants. À son arrivée devant la foule, il s'est frayé un chemin vers sa famille émue. Il est ensuite monté sur scène.
«C'est de loin le plus grand honneur qui m'ait été fait dans ma vie», a déclaré le jeune homme vêtu d'un veston et d'un jeans, les yeux humides.
Il a promis de s'attaquer rapidement au gel des droits de scolarité et à l'abolition de la loi 12. «Je l'ai dit et je le répète: la position que je défendrai à l'Assemblée nationale sera celle du gel des droits de scolarité. L'éducation doit rester accessible et ça doit être un impératif national», a-t-il dit, recevant alors une ovation. Pendant la campagne électorale, la chef du Parti québécois a pour sa part fait la promotion de l'indexation des droits de scolarité au coût de la vie.
Environ 250 personnes étaient présentes pour encourager M. Bureau-Blouin. Parmi eux figuraient plusieurs jeunes, dont certains arboraient le carré rouge. À certains moments, des slogans entendus lors de manifestations étudiantes ont été réutilisés, notamment «Charest, dehors, on va te trouver un job dans le nord».
Léo Bureau-Blouin a remercié ses électeurs de Laval-des-Rapides, surtout les jeunes qui l'ont appuyé au cours des six dernières semaines. «Votre lutte n'a pas été vaine. Ce pourquoi vous vous êtes battus devient une réalité. Nous avons gagné.»
Futur ministre de l'Éducation? Plusieurs Lavallois rêvaient déjà de voir le jeune candidat se tailler une place au conseil des ministres, un poste auquel le principal intéressé n'a d'ailleurs pas fermé la porte. «Je vais tenter de relever tous les

défis qu'on va me donner. Mais je n'ai pas la prétention de devenir ministre du jour au lendemain. Ça sera une prorogative de Pauline Marois, mais j'ai l'intention de relever tous les défis qu'on va me confier», a-t-il mentionné.
Le péquiste a devancé le libéral Alain Paquet qui siégeait à l'Assemblée nationale depuis neuf ans. Les deux hommes s'étaient côtoyés à la table de négociations opposant les étudiants au gouvernement. Au moment de mettre sous presse, M. Paquet, ministre délégué aux Finances et ministre des régions de Laval, de Lanaudière et des Laurentides, obtenait 32,79%, avec 2119 voix de retard sur son opposant.
M. Paquet a suivi le résultat des élections à sa résidence entouré de sa famille et de proches amis. Une fois les résultats dévoilés, il s'est rendu auprès des bénévoles de sa campagne qu'il a dû consoler. «Je suis très serein. Je suis un grand démocrate et il faut respecter le résultat», a-t-il dit au téléphone. Le candidat n'est pas d'avis que les électeurs de Laval-des-Rapides ont opté pour un parti qui s'opposait à la hausse des droits de scolarité et que la lutte s'est uniquement fait sur ce thème. L'homme politique compte prendre quelques journées de repos pour peut-être reprendre l'enseignement en économie à l'université.
Maud Cohen, candidate-vedette de la Coalition avenir Québec (CAQ), s'est quant à elle contentée d'une troisième place avec 21,66% des votes. En soirée, elle s'est rendue dans l'Assomption aux côtés de son chef François Legault.
«Très honnêtement, on savait que la campagne allait être difficile. Mais je suis tout de même très fière», a affirmé l'ancienne présidente de l'Ordre des ingénieurs dans une entrevue téléphonique.

LE DEVOIR : Empêchés de voter en raison du carré rouge – Mardi 04 septembre 2012, 18h52



Photo : - Le Devoir

Le DGE rappelle que le mot d'ordre est de laisser voter l'électeur portant le carré rouge.
Lisa-Marie Gervais
Des électeurs portant le carré rouge se sont vu refuser l'accès aux urnes, ce qui est pourtant contraire aux consignes du Directeur général des élections (DGE). C'est le cas dans Laval-des-Rapides et dans Sainte-Marie-Saint-Jacques (Montréal), où des citoyens se sont fait dire

d'enlever leur carré rouge sans quoi on ne leur permettrait pas de voter.
«Je me suis senti pas mal brimé... m'empêcher de voter parce que je porte un carré rouge», a lancé Yves Godbout étudiant en photographie au cégep du Vieux-Montréal. «On m'a dit qu'il n'y avait pas de problème avec mon look, mais que je devais enlever mon carré rouge, parce que c'était la couleur du parti libéral. Franchement, je ne vote pas libéral, ça n'a pas rapport!», a-t-il ajouté en précisant qu'il est du style gothique.
M. Godbout soutient qu'il n'est pas le seul à avoir eu ce problème dans la circonscription, où se présente notamment l'ex-leader étudiant Léo Bureau-Blouin. «Un de mes amis s'est fait faire la même chose et il n'aurait pas pu voter», a-t-il souligné.
À Montréal, dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Marie Giro s'est également fait apostropher à l'entrée de son bureau de vote. «Le gars à l'entrée m'a dit sèchement d'enlever mon carré rouge. Je lui ai demandé pourquoi et il m'a dit que les symboles étaient

interdits et que c'était les instructions qu'il avait reçues», a raconté cette travailleuse communautaire. Voyant qu'elle se plaignait de la situation à voix haute, des employés du scrutin sont intervenus pour corriger le tir. Elle a finalement pu voter et l'employé fautif s'est excusé de son erreur. «Ça doit arriver ailleurs. Il y a des gens qui doivent être choqués qu'on ne les laisse pas entrer avec le carré rouge et s'en retourner», a-t-elle ajouté.
Au bureau du DGE, on rappelle que le mot d'ordre est de laisser voter l'électeur portant le carré rouge. «On a émis une directive qui s'adressait à notre personnel électoral, et on a étendu notre directive au personnel politique en fonction, qui disait qu'on ne voulait pas qu'ils arborent le carré rouge. Mais les électeurs, ils ont tout à fait le droit», a expliqué Cynthia Gagnon, porte-parole du DGE. «Ça a été très médiatisé, on a fait une note de service et ce n'est pas supposé arriver.»
[Vos réactions \(19\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Le printemps érable aurait peu d'impact sur le taux de participation des jeunes – Mise à jour le lundi 3 septembre 2012 à 13 h 13 HAE

Un texte de Geneviève Proulx
Même si les étudiants sont sortis en masse dans les rues le printemps dernier, une spécialiste du comportement politique des jeunes de l'Université de Sherbrooke, Eugénie Dostie-Goulet, s'attend à une hausse minime du taux de participation de tout au plus 5 % chez les 18-24 ans.
En 2008, le taux de participation au vote des 18-24 ans était descendu à 36 % alors qu'il était de 54 % en 2007, un creux historique. « Il n'y a pas vraiment d'indicateur qui nous force à penser

que le vote des jeunes augmentera de manière significative. Si on a une augmentation de 5 %, on pourra être assez content et se dire que la mobilisation a été assez importante », nuance-t-elle.
Le printemps érable n'aurait donc pas tant d'impact sur le taux de participation des jeunes. « Oui, il y a eu une mobilisation importante des étudiants au printemps, mais ces étudiants ne sont qu'une partie des jeunes de 18 à 34 ans. Les jeunes qui sortent, qui manifestent, qui

s'impliquent, ce sont des jeunes qui s'impliquent dans d'autres sphères de la politique. Donc, la plupart d'entre eux s'intéressaient à la politique et votaient déjà », analyse Mme Dostie-Goulet.
Changement de mentalité
Certains croient qu'au-delà du nombre de jeunes qui iront voter, ces derniers se sentent davantage interpellés par la politique. « On s'attend à une hausse de la participation des jeunes à cette élection. Les jeunes se sentent interpellés. Si le vote n'est pas si important en nombre, il sera



plus enthousiaste. Les jeunes voudront aller voter. Ceux qui allaient voter par devoir, iront par conviction », croit le trésorier de l'Association générale des étudiant-es en Éducation de l'Université de Sherbrooke, Renauld Giraldeau. À la veille du scrutin, plusieurs associations étudiantes rappellent à leurs membres l'importance d'aller voter. Ainsi, à l'Université de Sherbrooke, un service de navette sera disponible mardi pour faciliter les déplacements des étudiants vers les lieux de votation. De nombreux experts confirment que la politique ne fait pas partie des intérêts des 18-24 ans. Le

Directeur général des élections (DGE) en est conscient et s'est, entre autres, donné comme mandat d'augmenter le taux de participation chez cette tranche d'âge. Des publicités ont été mises en ligne pour y arriver. Selon une récente étude de l'Université Laval, 73 % des jeunes de 18 à 24 ans se sont prévalus de leur droit de vote aux élections provinciales de 1994. L'Institut du Nouveau Monde a réuni plusieurs personnalités québécoises dans une campagne nommée *On est 2 millions, faut voter!*, qui vise à

augmenter le taux de participation des jeunes lors de la prochaine élection provinciale. Dans l'une des trois capsules, Rémi-Pierre Paquin, André Sauvé, Eddy King, Joannie Rochette, Rebecca Makonnen et Caroline Dhavernas expliquent de manière plutôt originale pourquoi le vote des jeunes est important.

En complément

- hyperlien - [Les fédérations étudiantes lancent un appel au vote des jeunes](#)

LA PRESSE / LA TRIBUNE : L'éducation, pas un enjeu majeur - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 09h56 | Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 12h18 / Publié le samedi 01 septembre 2012 à 10h54



Photo: Ivanoh Demers, archives La Presse

Le financement des universités, à la source de la hausse des droits de scolarité et du mécontentement qui a jeté des milliers d'étudiants dans la rue le printemps dernier, a été complètement occulté de la campagne électorale.

Pascale Breton, La Presse

Au jour 1 de la campagne électorale, le premier ministre Jean Charest voulait faire des élections un référendum sur le conflit étudiant. Le constat, une trentaine de jours plus tard, est que les enjeux en éducation ont été pratiquement absents des débats.

Le fait que la majorité des étudiants et cégépiens en grève a voté pour un retour en classe au cours des dernières semaines, ou à tout le moins une trêve électorale, n'est pas étranger à la situation, croit le politologue Jean-Herman Guay, professeur à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

«M. Charest a perdu son principal levier qui était d'opposer la loi et l'ordre au chaos et à la rue. Cette thématique lui a échappé parce qu'elle n'a pas fait la manchette», explique-t-il.

Quant au financement des universités, à la source de la hausse des droits de scolarité et du mécontentement qui a jeté des milliers d'étudiants dans la rue le printemps dernier, le sujet a été complètement occulté.

Dès les premiers jours de la campagne électorale, la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a pourtant fait parvenir aux chefs des partis un document qui rappelait que le sous-financement des universités est un enjeu majeur de leur développement.

«Ce document n'a eu aucun impact. C'est un coup d'épée dans l'eau», analyse M. Guay en soulignant qu'il s'agit d'un dossier très technique. Le débat a eu lieu [au printemps dernier] et on n'a pas trouvé de solutions.»

Pour le directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian, c'est une déception. «On aurait souhaité qu'on parle de façon plus importante des défis qu'on a à relever et de l'importance d'assurer une formation de qualité pour la relève.»

En 2007-2008, les universités québécoises ont bénéficié de 620 millions de moins que les autres universités canadiennes, rappelle la CREPUQ.

Ce sous-financement chronique a été reconnu par l'ensemble des acteurs du milieu. «Même les associations étudiantes le reconnaissent», affirme M. Zizian. Depuis le début de la crise, le discours s'est modifié. Les étudiants parlent plutôt de «mal financement».

L'avenir des universités a été occulté par les manifestations du printemps et la position des étudiants. «C'est malheureux, laisse tomber M. Zizian. Le coût le plus important pour un étudiant aux études, ce n'est pas les droits de scolarité, mais le manque à gagner de ne pas être sur le marché du travail», dit-il en rappelant l'importance d'une formation de qualité.

Peu d'intérêt pour les autres enjeux

Les autres enjeux majeurs en éducation ont, pour leur part, été les grands oubliés de cette campagne. La plateforme électorale de chacun des partis contient pourtant des engagements précis en éducation. De façon générale, ils visent à enrayer le décrochage scolaire.

C'est un problème important. À peine 73,8% des jeunes de 20 ans ont obtenu un diplôme d'études secondaires ou une qualification.

Si quelques candidats ont parlé d'éducation lors de débats locaux, les chefs des partis n'ont pas abordé le sujet en détail sur la place publique.

C'est dommage, estime Égide Royer, professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval et spécialiste de la question du décrochage.

Avant de parler de droits de scolarité et d'accessibilité à l'université, il faut s'assurer que les jeunes ont la possibilité de poursuivre leurs études jusqu'à ce niveau, note-t-il.

Actuellement, «un garçon sur trois et une fille sur cinq n'ont pas de diplôme à 20 ans», martèle M. Royer.

«L'éducation est le deuxième budget en importance après la santé. [...] On aurait dû nous présenter un plan d'ensemble qui nous dit clairement ce que les chefs vont faire pour intervenir de façon très précoce», ajoute M. Royer.

À titre d'exemple, il rappelle que les difficultés en lecture d'un enfant de 9 ans ont souvent un impact pour toute sa vie.

Il ne s'agit pas seulement de promettre la maternelle aux enfants de 4 ans (Parti québécois) ou d'augmenter le nombre d'heures passées à l'école (Coalition avenir Québec), souligne-t-il. «Il faut savoir ce qu'on y fait.»

«Le problème des campagnes électorales est que tout ce qui est complexe ne peut pas être abordé. On y va avec des mots-clés, pour que ça passe», déplore Catherine Côté, professeure agrégée à l'École de science politique de l'Université de Sherbrooke.

Pas étonnant que les chefs aient plutôt parlé de places en garderie ou de médecins de famille. «Dans l'esprit des gens, ne pas avoir de garderie, ne pas avoir de médecin, c'est concret. Pas besoin de faire un dessin, chaque personne a vécu une situation du genre. Mais quand on parle de réforme, de décrochage scolaire, ce n'est pas très concret», souligne Mme Côté.

Pourtant, certaines idées contenues dans les plates-formes électorales risquent de «changer la nature même de l'école», indique pour sa part Jean-Herman Guay. La Coalition avenir Québec propose notamment d'abolir les commissions scolaires et d'évaluer les enseignants.

Mais pour avoir un débat, «il faut la volonté de plus d'un joueur d'en débattre», lance-t-il.

LE SOLEIL : De la rue à l'urne: les jeunes seront-ils au rendez-vous? - Publié le samedi 01 septembre 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 01 septembre 2012 à 16h48



Photothèque le soleil, Erick Labbé

Pour bon nombre de la cinquantaine d'étudiants rencontrés par *Le Soleil*, le «printemps érable» a sonné le réveil d'une génération pour la politique. Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Lors du dernier scrutin provincial, en 2008, ils brillaient par leur absence: seulement un jeune sur trois s'était déplacé pour aller voter. Après avoir envahi les rues au printemps pour dénoncer haut et fort la hausse des droits de scolarité, les 18-24 ans seront-ils au rendez-vous le 4 septembre?

Mathieu Ladrie n'avait jamais mis les pieds dans une manifestation avant le printemps dernier. Avec un de ses amis, il est allé marcher contre la hausse des droits de scolarité dans les rues de Montréal. «Avant, j'avais zéro intérêt pour la politique. Maintenant, j'en ai pas mal plus qu'avant. Le conflit étudiant, ça m'a aidé à vouloir m'informer sur la politique. Maintenant, je sais une chose: je ne voterai pas pour Charest», lance cet étudiant en arts plastiques au Cégep Limoilou.

Comme plusieurs jeunes, Mathieu n'a pas encore fait son choix. Le cœur penche pour Québec solidaire, la tête pour le Parti québécois. Même dilemme pour Louis-Étienne Vallières-Chabot, qui étudie en sciences humaines. «J'aime les idées de Québec solidaire, mais je veux que Charest parte. J'me dis que je serais peut-être mieux de voter stratégique avec le Parti québécois», explique-t-il.

Parmi la cinquantaine de jeunes rencontrés par *Le Soleil* aux cégeps Limoilou et F.-X.-Garneau au cours des derniers jours, presque tous ont affirmé qu'ils allaient aller voter le 4 septembre. Pour plusieurs, le «printemps érable» a sonné le réveil d'une génération.

«Qu'on ait été pour ou contre la grève, pour ou contre la hausse, le conflit étudiant a permis de discuter entre nous et de se faire une idée. C'était un peu comme un cours de politique accéléré», lance Amélie, 19 ans, étudiante au Collège F.-X.-Garneau.

Mais de là à dire que ce réveil étudiant amènera les jeunes à voter massivement le 4 septembre... il y a un pas que des experts hésitent à franchir.

La catastrophe en 2008

En 2008, seulement 36 % des 18-24 ans ont exercé leur droit de vote. François Gélinau, titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires à l'Université Laval, ose croire qu'il s'agissait d'une exception. En 2007, le taux de participation des 18-24 ans s'élevait plutôt à 54 %.

«Je ne m'attends pas à une situation aussi catastrophique qu'en 2008, mais pas à un revirement aussi important que certains l'annoncent. Je ne suis pas convaincu que la mobilisation étudiante va à ce point changer la donne», affirme-t-il.

L'équation est toute simple. D'abord, les 18-24 ans ne comptent que pour 11 % de l'électorat. Un poids démographique qui pèse moins lourd dans la balance que les baby-boomers, qui vont voter massivement. Ensuite, les jeunes ne sont pas tous étudiants, rappelle M. Gélinau. Moins de la moitié des 18-24 ans poursuivent des études postsecondaires.

«Je ne suis pas convaincu que la mobilisation étudiante affecte à la hausse la mobilisation des non-étudiants, au contraire. Le jeune de 19 ans qui gagne sa vie dans un Couche-Tard, le débat sur les droits de scolarité, j'ai l'impression que ça lui passe 10 pieds par-dessus la tête. S'il y a une mobilisation accrue auprès des étudiants, ça représente seulement une fraction de l'électorat jeune», affirme le professeur de l'Université Laval. Et ce n'est pas tout: les étudiants comptent déjà parmi les jeunes électeurs les plus susceptibles d'aller voter, puisque plusieurs études ont démontré que la participation démographique varie selon le niveau de scolarité. «Si on voulait augmenter le taux de participation des jeunes aux élections, on ne s'adresserait pas d'abord aux étudiants», résume-t-il.

Campagne de sensibilisation

C'est tout de même ce que font les fédérations étudiantes et collégiales, qui ont lancé une campagne de sensibilisation pour inciter les jeunes à aller voter. À l'entrée du Cégep Limoilou, les deux babillards sont remplis d'affiches incitant les jeunes à aller voter. Des débats entre les candidats des différents partis se sont déroulés dans chacun des trois cégeps de la capitale au cours de la campagne.

Lors du débat qui s'est déroulé au Collège F.-X.-Garneau, la semaine dernière, ils étaient environ 200 étudiants réunis dans l'amphithéâtre ce midi-là, écoutant attentivement les propositions des candidats. Mais ceux qui profitaient du soleil dehors avaient aussi leur mot à dire à propos de la campagne.

Bien des étudiants sont préoccupés par les enjeux entourant l'éducation, dans la foulée du «printemps érable», mais plusieurs s'inquiètent aussi de la corruption et de l'éthique des élus. «Moi, c'est pour ça que je vais aller voter cette année, à cause de la corruption. On a un problème au niveau politique et on ne peut plus jouer à l'autruche. Il faut que ça change», lance Steven, un étudiant en technique policière, qui reprend... le slogan électoral de la Coalition avenir Québec (CAQ).

D'ailleurs, les jeunes de Québec ne semblent pas faire mentir les sondages, qui indiquent que la CAQ est en tête dans la capitale. La Coalition avenir Québec revient souvent dans les conversations des jeunes rencontrés, parmi ceux qui ne sont pas souverainistes et qui ne veulent plus des libéraux au pouvoir.

Appuis aux libéraux

Mais *Le Soleil* a aussi rencontré des jeunes qui vont voter pour les libéraux de Jean Charest. «De toute façon, tous les politiciens sont corrompus. Et la CAQ, on les connaît pas vraiment, c'est un parti trop jeune qui manque de profondeur», lance Cédric Fréchette, un étudiant en génie mécanique au Cégep Limoilou.

Des étudiants pourraient aussi bouder le scrutin. Mathieu, un étudiant de 22 ans du Collège Garneau, n'est pas certain de vouloir participer à ce système politique en lequel il n'a pas vraiment confiance. «C'est surtout une campagne de publicité qui sert à manipuler la population, lance-t-il. Si on avait un mode de scrutin proportionnel, ce serait déjà plus intéressant.»

De son côté, le politologue Jean-Herman Guay rappelle que pour une partie des jeunes, ne pas aller voter ne veut pas nécessairement dire qu'ils ne s'intéressent pas à la vie politique. «Il y a beaucoup de méfiance envers la démocratie représentative. Mais il faut souhaiter que d'une manière ou d'une autre, les jeunes embarquent.»

Le vote des jeunes en chiffres

Taux de vote des 18-24 ans

1985: 64 %

1989: 62 %

1994: 73 %

1998: 65 %

2003: 53 %

2007: 54 %

2008: 36 %

100 408 jeunes pourront voter pour la première fois le 4 septembre.

Source: Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires de Université Laval, Institut de la statistique du Québec

TVANOUVELLES : Québec 2012 : Marois courtise les étudiants - Première publication jeudi 30 août 2012 à 13h10 - Mise à jour : jeudi 30 août 2012 à 18h42

Par Marianne White | Agence QMI

Pauline Marois a courtisé de nouveau les étudiants jeudi afin d'obtenir le **gouvernement majoritaire** qu'elle souhaite ardemment.

Elle a profité d'une visite au **cégep de Saint-Hyacinthe**, où a étudié son candidat-vedette **Léo Bureau-Blouin**, pour rappeler aux étudiants qu'il lui faut un gouvernement majoritaire pour abolir la **loi spéciale** et annuler la **hausse des droits de scolarité**.

«Si nous voulons faire ça, nous devons être majoritaire, il n'y a pas d'autre choix», a-t-elle dit avec insistance dans son discours devant quelque 300 étudiants.

Elle a martelé que si elle était minoritaire, ce serait «quasi impossible» pour elle de tenir promesse en raison de l'opposition des autres partis.

Le parti a d'ailleurs lancé une campagne de publicité ciblée dans le métro de Montréal où on

voit en gros caractères : «Je vote majoritaire» avec le logo du **PQ**.

Québec solidaire a vivement réagi contre cette stratégie, soutenant qu'un décret ministériel pourrait facilement permettre d'abolir la loi spéciale.

«C'est une grosse menterie péquiste», a écrit **Françoise David** sur son blogue.

Appel au vote

Accueilli chaleureusement par les étudiants, **Léo Bureau-Blouin** a repris l'appel au vote de sa chef.

«Il faut passer de la rue aux urnes», leur a-t-il lancé.

«Le message qu'on envoie aux jeunes aujourd'hui, c'est qu'il faut se rallier majoritairement derrière le Parti québécois pour qu'on ait la majorité dont on a besoin pour faire du Québec un endroit où l'éducation est accessible», a dit l'ancien leader étudiant.

Il soutient que voter pour le Parti québécois est la «meilleure assurance» d'avoir un retour à la paix sociale sur les campus québécois.

«Si on a un gouvernement minoritaire, on n'aura pas la marge de manœuvre nécessaire pour mettre l'ensemble de nos projets de l'avant», a ajouté le candidat péquiste dans **Laval-des-Rapides**.

Gratuité scolaire

Pauline Marois a par ailleurs dû revenir sur sa position sur la gratuité scolaire quand elle a été confrontée par un candidat d'**Option nationale (ON)**.

Sans doute inspiré par la présence surprise de **Jean-François Lisée** à un événement de **François Legault** mercredi, le candidat d'ON dans Saint-Hyacinthe, **Jérôme Saint-Amand**, a utilisé de la période de question réservée aux étudiants pour questionner la chef du PQ sur la gratuité scolaire.

La chef péquiste a soutenu qu'à ses yeux ce n'est pas financièrement possible de le faire à ce moment-ci.

«Je crois que ce n'est pas possible (la gratuité), mais je n'empêcherai pas les gens qui le croient possible de faire le débat et de présenter leurs arguments», a-t-elle répondu.

La chef péquiste a soutenu que toutes les options seraient discutées lors du sommet sur l'éducation postsecondaire qu'elle veut tenir, même si elle penche en faveur d'une indexation.

«Les tenants de ça pourront faire valoir leurs arguments. (...) Moi je ferai ma démonstration sur la question de la gratuité parce que je suis convaincue qu'à ce moment-ci ce n'est pas possible», a-t-elle dit.

Léo Bureau-Blouin a affirmé pour sa part qu'il allait militer, s'il est élu, en faveur du gel des droits de scolarité et non de l'indexation ou de la gratuité scolaire.

«Ce que j'ai défendu comme représentant étudiant, le gel des droits de scolarité, je vais continuer d'en faire la promotion au sein de ma formation politique», a-t-il dit aux journalistes.

LE SOLEIL : Le Québec n'a pas les moyens de la gratuité universitaire (Marois) - Publié le jeudi 30 août 2012 à 13h08 | Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 21h56



La Presse Canadienne

En mêlée de presse, comme devant l'auditoire, Léo Bureau-Blouin a pris soin de se coller à la thèse du Parti québécois de Pauline Marois sur l'annulation de la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement libéral.

Michel Corbeil, Le Soleil (Saint-Hyacinthe) Pour Pauline Marois, le Québec n'a pas les moyens de payer à sa jeunesse la gratuité scolaire pour aller à l'université.

Jeudi matin, devant quelque 300 étudiants du Cégep de Saint-Hyacinthe, en Montérégie, la chef du Parti québécois (PQ) a de nouveau écarté la possibilité de faire disparaître les frais pour accéder à l'enseignement supérieur.

Le candidat de l'endroit pour Option nationale (ON), Jérôme St-Amand, détenteur d'un doctorat en sciences de l'éducation, a confronté sur cette question la chef du PQ, comme le candidat pé-

quiste Jean-François Lisée a confronté, la veille, le leader de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault.

M. St-Amand a fait remarquer à Pauline Marois que la souveraineté d'influence Jacques Parizeau et le chef d'ON, Jean-Martin Aussant, sont d'avis que la gratuité «est possible sur les plans financier et économique».

«Je ne pense pas, a rétorqué Mme Marois, que ce le soit à court terme. Je ne le crois pas parce qu'on devrait chambouler beaucoup d'autres mesures auxquelles on tient aussi. Il n'y a pas d'espace au plan budgétaire et fiscal.»

Tout au plus s'est-elle engagée à écouter les arguments de tenants de l'accès gratuit lors du grand sommet sur l'éducation, qu'elle vise à organiser rapidement après le scrutin du 4 septembre.

«On abordera l'avenir de nos universités, de leur gestion, de ce qu'on y enseigne, a-t-elle enchaîné. Et on parlera aussi du financement des universités - et du financement qui est la contribution des étudiants.

«Il y a un thème que je n'évacuerai pas. Il sera possible à ce sommet de discuter de la gratuité. Je ne crois pas que ce soit possible, mais je n'empêcherai pas les gens [qui pensent le contraire] de faire le débat. C'est ça, la démocratie. Et je la respecterai.»

L'effet Léo

Mme Marois a pris la parole devant une foule sympathique à sa cause. Elle était flanquée par

un candidat vedette qui a étudié à ce collège, Léo Bureau-Blouin, qui a été mêlé directement au mouvement de contestation du printemps à titre de président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

Le candidat du PQ dans Laval-des-Rapides, sur l'île de Laval, près de Montréal, a de nouveau fait montre de sa grande maîtrise du discours politique.

En mêlée de presse, comme devant l'auditoire, M. Bureau-Blouin a pris soin de se coller à la thèse du parti sur l'annulation de la hausse des droits de scolarité, hausse décrétée par le gouvernement libéral de Jean Charest. Aux journalistes, il a souligné qu'il n'a jamais livré bataille, en tant que leader étudiant, sur la gratuité scolaire.

Pauline Marois a été invitée à prononcer une conférence sur le vote des jeunes. Léo Bureau-Blouin a invité les cégépiens à s'exprimer en grand nombre. En 2008, le taux de participation chez les 18 à 24 ans a été «famélique».

En élisant un gouvernement du Parti québécois, les «jours sombres, difficiles, pour notre génération, peuvent se terminer, le 4 septembre». Comme sa chef, le candidat péquiste a réitéré qu'un des premiers gestes que posera le PQ, s'il prend le pouvoir, sera d'abolir la loi 78 qui limite le droit de manifester et encadre la reprise de la session universitaire et collégiale sur les campus touchés par les grèves étudiantes.

LA PRESSE : Pauline Marois lance un appel aux étudiants - Publié le jeudi 30 août 2012 à 12h06 | Mis à jour le jeudi 30 août 2012 à 15h16

Tommy Chouinard, La Presse (SAINT-HYACINTHE) La chef péquiste Pauline Marois a fait une nouvelle opération charme auprès des étudiants jeudi. Elle les a prévenus qu'il lui faut une majorité à l'Assemblée nationale pour abroger la loi 12 (projet de loi 78) et annuler sans embûche la hausse des droits de scolarité.

Pauline Marois s'est rendue au cégep de Saint-Hyacinthe où son candidat et ex-président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a étudié. Ce dernier l'accompagnait et a invité les 300 étudiants présents à exprimer leur droit de vote le 4 septembre. « Il faut passer de la rue aux urnes », a-t-il lancé sous des applaudissements nourris.

Pauline Marois a quant à elle lancé un avertissement aux étudiants. « Si nous voulons abolir la loi 78 immédiatement lorsque nous arrivons au pouvoir, nous devons être majoritaires, il n'y a pas d'autres choix », a-t-elle insisté.

À la suite de son allocution, Pauline Marois s'est prêtée à une période de questions. Un candidat

d'Option nationale, Jérôme Saint-Amand, s'est présenté au micro pour demander à Mme Marois pourquoi elle a écarté la gratuité scolaire, plus tôt cette semaine.

« Je ne crois pas que (la gratuité scolaire) est possible, mais je n'empêcherai pas les gens qui le croient possible de faire le débat et de présenter leurs arguments », a-t-elle répondu. Ils pourraient le faire lors du sommet sur l'éducation supérieure qu'elle s'est engagée à tenir si elle est élue. Un gouvernement péquiste proposerait alors une indexation des droits de scolarité.

Or Léo Bureau-Blouin ne veut pas d'indexation. Il milite pour le gel des droits de scolarité. « Ce que j'ai défendu comme représentant étudiant, le gel des droits de scolarité, je vais continuer d'en faire la promotion au sein de ma formation », a-t-il affirmé aux journalistes « Au cours du forum, on pourra débattre si c'est le gel ou l'indexation. L'objectif est de dégager un consensus ». Sa « priorité » reste d'annuler la hausse décrétée par le gouvernement Charest.

Il a fait la même mise en garde aux étudiants que sa chef. « Il est important de donner une majorité au Parti québécois, car dans le cas d'un gouvernement minoritaire, on n'aura pas la marge de manœuvre nécessaire pour mettre l'ensemble de nos projets de l'avant. Si on veut se donner toutes les chances de notre côté, ça prend une majorité. Avec un gouvernement minoritaire, il y a toujours une dose de risque », a-t-il soutenu.

Legault « plus fédéraliste » que Charest

Pauline Marois a fait une nouvelle charge contre François Legault en lui reprochant d'être « plus fédéraliste » que Jean Charest. Elle a tiré cette conclusion à partir d'une entrevue que le chef caquiste a accordée à *The Gazette*. « Il se définit comme canadien, il partage les politiques budgétaires de Stephen Harper, et comble de tout, il signerait même la constitution. C'est du jamais vu », a-t-elle lancé. Notons que M. Legault a déclaré qu'il veut que, d'ici 10 ans, le Québec

paie de la péréquation au lieu d'en recevoir. Cela lui donnerait un rapport de force pour « renégocier une entente » avec Ottawa grâce à laquelle le Québec signerait la constitution, a-t-il dit à *The Gazette*.

Inacceptable, tonne Legault

François Legault accuse le Parti québécois de déformer ses propos. « Je ne laisserai pas Mme Marois définir mon amour du Québec. Elle essaie de diviser les Québécois et les faire rejouer dans

le vieux film, où il y a des bons et des mauvais Québécois. C'est inacceptable », a lancé le chef de la Coalition avenir Québec, lors d'un impromptu de presse à Laurier-Station.

« Mme Marois n'a pas de crédibilité pour négocier avec Ottawa, a-t-il poursuivi. Tout le monde sait qu'elle souhaite un échec avec Ottawa pour mousser la souveraineté. »

Dans l'interview à la *Gazette*, M. Legault a expliqué qu'il ne voulait « pas (se) définir comme fédéraliste ». Il se définit comme « Québécois

d'abord, mais aussi comme Canadien ». D'ailleurs, le caricaturiste du quotidien le dessinait ce matin avec une minuscule feuille d'érable sur son chandail, pour montrer que son attachement au Canada restait timide. Il y a expliqué qu'il ne voulait pas tenir de référendum, ni signer la constitution durant son retour à la politique, qui durera 10 ans.

- Avec Paul Journet

LE DEVOIR : Des étudiants forcent Charest à annuler une sortie publique : Une campagne électorale n'est pas un « concours de machisme » contre les manifestants, explique-t-il – Jeudi 30 août 2012

Antoine Robitaille

Pouffendant le climat d'« intimidation », Jean Charest a annulé un bain de foule pour une première fois dans cette campagne. En tout, moins de 50 manifestants arborant des carrés rouges et brandissant des affiches dénonçant la loi spéciale (78) s'étaient groupés à l'entrée du Marché de la gare à Sherbrooke, avant l'arrivée de la caravane libérale. Certains portaient des déguisements, mais aucun n'était masqué. Ils scandaient des slogans hostiles au chef libéral, notamment « Charest dans un coffre de Charest ». Jugeant que le bain de foule, dans les circonstances, risquait d'être troublé, et aurait par conséquent des répercussions pour les commerçants du marché, l'organisation de la campagne a préféré annuler la visite.

La manifestation s'est alors déplacée à un jet de pierre, à l'entrée de l'hôtel Times, où devait avoir lieu une conférence de presse portant sur le bilan du député de Sherbrooke. Une quinzaine de policiers ont alors établi un périmètre qui a permis à l'autocar de M. Charest de déposer ce dernier à un mètre de la porte de l'hôtel. Il était en compagnie de son épouse, qui a salué la foule, geste qui fut accueilli par des cris et des huées.

Lors de la conférence de presse, un reporter a demandé à M. Charest s'il s'agissait selon lui d'intimidation. Le politicien a répondu de manière affirmative : « Quand on se rend visiter les gens dans un commerce, dans un endroit public, et qu'on menace de nous déranger, de perturber, moi, je pense que ça dépasse les bornes. » Il n'a pas manqué de rappeler son thème de campagne, sa « question de l'urne », selon laquelle il offre un gouvernement déterminé, stable, alors que ses adversaires péquiste et caquiste promettent des « référendums » et de la « chicane ».

Insistant pour dire qu'il ne cherchait pas à susciter ni à mettre en relief des perturbations dans sa campagne, il a expliqué que tenir son bain de foule malgré les manifestants aurait relevé d'une sorte de « machisme ». Une campagne électorale, « ce n'est pas un concours de machisme », a-t-il affirmé.

Vos réactions (2)

François Dugal – Abonné, 30 août 2012 07 h 55

« On veut parler »

« On veut parler », scandaient les jeunes.

Le premier ministre ne veut pas.

François Dorion – Abonné, 30 août 2012 11 h 56

Manque d'imagination

Au lieu de continuer à boycotter les cours ou à manifester, les étudiants devraient faire preuve de plus de créativité, comme par exemple se présenter à leurs cours portant leur culotte ou leur chemise à l'envers, ou simplement vêtus de leur caleçon.



Photo : Antoine Robitaille Le Devoir

Une cinquantaine de manifestants attendaient Jean Charest devant un marché. Le chef libéral a préféré tourner les talons plutôt que de leur faire face.

THE GAZETTE : François Legault wouldn't use police to clear protesters : CAQ leader supports Bill 78, but would leave it up to institutions to manage protests – Tuesday, August 30, 2012



Photograph by: Christinne Muschi, Reuters
Coalition Avenir Québec leader François Legault speaks during a campaign stop in Saint-Bruno-de-Montarville, Quebec, on August 29, 2012. In a Thursday morning interview with Montreal radio host Paul Arcand, Legault said it is up to institutions to manage. "As a premier or even education minister, you cannot start running individual institutions," he said. "Let the people who are supposed to run these institutions run them."

By Janet Bagnall

MONTREAL - Coalition Avenir Québec leader François Legault said he would not personally

order police onto the campus of the Université du Québec à Montréal to clear the hallways of the downtown university of masked protesters and allow students to resume classes - even though he supports Bill 78, the law passed by Liberal Premier Jean Charest's government to ensure students can attend classes.

He added that police intervention is "justified" and there was no excuse for protesters to disrupt classes and prevent students from taking their courses.

But in a Thursday morning interview with Montreal radio host Paul Arcand, Legault said it is up to institutions to manage the situation, which he described as "urgent," given that students who are prevented from entering classrooms could be at risk of losing their already shortened term. He said it was unfortunate that the Université du Québec à Montréal refused to bring police onto its campus to clear the way for students to take classes.

But he insisted that he would not start ordering police to intervene. "It's not the responsibility of the premier to make these decisions," Legault added later in the day as his bus tour rolled toward Quebec City.

To Arcand, Legault said, "As a premier or even education minister, you cannot start running individual institutions. Let the people who are supposed to run these institutions run them."

Legault strongly condemned the protesters, who showed up at both UQAM and the Université de Montréal this week, saying their actions were "unacceptable" and thuggish: "It is unacceptable to see people go into classes wearing masks and preventing students from taking their courses. They have no right to do that."

Protesters must obey the injunctions against them, he added.

But even under persistent questioning from Arcand about ordering UQAM's administration to bring police onto campus, Legault insisted the first step in resolving a dispute should always be negotiation. The university administrators have said they have not called police onto campus for fear of making the already tense situation worse. The university has suspended courses in its social sciences and political science departments. Students in the social sciences department have voted to resume classes, while those in political science were voting Thursday.

"If I were premier today, I would invite the university president and the teachers' union into

my office to see if they are on my side. I want to have their co-operation," he said. Later in the day, in a stop at Laurier Station, Legault emphasized the need for co-operation, saying, "We need more co-operation from the universities. It's not the responsibility of the premier to make sure the courses are given. It's the responsibility of the university administrators." Legault said Bill 78, which was adopted May 17 and allows for steep fines for protesters or associations found guilty of obstruction, "should be applied." He urged that as part of the effort to keep the universities open, protesters be kept 50 metres away from campuses.

At the Université de Montréal this week, five classes out of about 450 were cancelled Monday and Tuesday as police were called in to expel protesters. Administrators cancelled classes for the rest of the week in departments where students voted to continue to boycott classes. Quebec students are preparing a class-action lawsuit against 25 CEGEPs and universities, saying they have been hurt by the colleges' and universities' lack of action to ensure them access to their classrooms so that they could complete their courses, The Canadian Press reported Thursday. The damages include compensation for loss of summer jobs, salary, work experience and tuition fees.

In the Arcand interview, Legault again defended his star candidate, former Montreal police chief Jacques Duchesneau, against criticism that Duchesneau refuses to name three Liberal cabinet ministers he said socialized with Montreal businessman Tony Accurso, who faces fraud charges. Legault said he told Duchesneau at their first meeting that he didn't want to know what Duchesneau had found out about corruption and fraud. "It's important that the executive and the judiciary be separate," Legault said.

TVANOUVELLES : Il annule sa visite d'un marché public : Charest renoue avec les «carrés rouges» - Première publication mercredi 29 août 2012 à 21h33



Crédit photo : Agence QMI

Par Régys Caron | Agence QMI
Jean Charest a annulé sa visite dans un marché public de Sherbrooke, mercredi après-midi, en

raison de la présence d'une quarantaine de manifestants arborant le carré rouge, symbole du conflit étudiant qui a marqué le printemps dernier. «Les manifestants semblaient vouloir perturber les gens qui travaillaient au Marché de la Gare [...] Je ne voulais pas leur imposer un tel risque. Ils ne méritaient pas ça», a dit le chef libéral. Plus d'une quinzaine de policiers ont dû repousser les manifestants qui s'étaient par la suite massés bruyamment devant l'hôtel où le chef libéral s'est présenté pour tenir un point de presse et rencontrer des militants. Il n'y eu aucune arrestation ni blessé.

«Je ne souhaite surtout pas qu'il y ait des perturbations [...] Je ne cherche pas l'affrontement, mais je ne reculerai pas devant l'intimidation et la violence», a promis Jean Charest qui s'est défendu de miser sur le conflit étudiant pour s'attirer des votes le 4 septembre, lui que l'on soupçonnait de souhaiter une élection avec «la loi et l'ordre» comme thème principal. M. Charest a toutefois saisi l'occasion pour attaquer ses adversaires péquistes et caquistes, à qui il a reproché d'avoir abdicqué devant les étudiants en grève. «Jamais je ne ferais confiance à une personne comme ça», a-t-il scandé.

LA TRIBUNE : Une manif empêche la tenue d'une activité de Charest (vidéo) - Publié le mercredi 29 août 2012 à 16h11



Imacom, Jessica Garneau

Fannie Olivier, La Presse Canadienne, Sherbrooke
Une première manifestation d'importance depuis le début de la campagne électorale a empêché la tenue d'une activité partisane de Jean Charest à Sherbrooke, mercredi, à moins d'une semaine du jour du scrutin.



Imacom, Jessica Garneau

Le chef libéral devait rencontrer les commerçants du marché de la Gare dans sa ville natale, mais une cinquantaine de manifestants l'attendaient en scandant des slogans peu flatteurs à son égard. Une dizaine de policiers étaient sur les lieux pour encadrer la manifestation, qui s'est déroulée sans grabuge. M. Charest a préféré annuler l'activité pour éviter que les commerçants souffrent des perturbations, a-t-il expliqué un peu plus tard en point de presse. Ce n'est pas un concours de «machisme», a signalé le chef du Parti libéral du Québec (PLQ) afin d'expliquer son choix, ajoutant préférer laisser «la culture d'affrontement aux autres». «Quand on se rend visiter des gens dans un commerce, dans un endroit public, on menace de nous déranger et de perturber, moi, je pense que ça dépasse les bornes que je suis prêt à accepter», a-t-il lancé. Il a promis qu'il allait se reprendre et allait avoir l'occasion de faire ses courses une autre fois. La manifestation s'est organisée spontanément, a expliqué l'un des participants, Maxime Joyal-Lambert, étudiant en psychologie à l'Université de Sherbrooke. «Le but, c'est que le Parti québécois (PQ) soit majoritaire, pour bloquer le plus possible toutes les lois disgracieuses qui ont été passées par le PLQ», a-t-il expliqué, interrogé sur l'enjeu du scrutin du 4 septembre. À l'époque où il était étudiant, M. Charest était lui-même fortement engagé dans le mouvement étudiant et, de son propre aveu, «savait organiser

des grèves», peut-on lire dans une biographie sur lui rédigée par André Pratte. Quelle est la différence entre ses actions d'alors et les manifestations d'aujourd'hui?

«On l'a fait dans le respect des autres et des lois, sans intimidation ni violence. C'est simple comme ça», a rétorqué le chef libéral.

«Il ne nous aurait jamais traversé l'esprit à ce moment-là de ma vie de poser des gestes de violence et d'intimidation. Jamais, jamais, jamais.»

Le conflit étudiant, contrairement à ce que les analystes présageaient avant la campagne, s'est fait discret ces dernières semaines. Si la manifestation de mercredi est un signe que la mobilisation étudiante persiste, tous ignorent si ces étudiants contre la hausse des frais de scolarité se prévaudront de leur droit de vote. Y compris M. Charest.

«Je ne le sais pas. J'invite le plus grand nombre de Québécois à se prononcer, incluant ceux qui ne sont pas d'accord avec moi», a-t-il souligné.

M. Charest visitait Sherbrooke pour la cinquième fois mercredi depuis la veille du déclenchement de la campagne électorale, alors que sa victoire est loin d'être acquise dans sa circonscription. Son adversaire du Parti québécois, Serge Cardin, semble mener la course, mais le leader du PLQ ne baisse pas les bras.

Même s'il n'habite plus son comté, M. Charest est convaincu que ses électeurs lui feront à nouveau confiance le jour du scrutin, compte tenu de ses racines profondes dans la région.

Il est allé jusqu'à prédire un gouvernement libéral majoritaire le soir du 4 septembre.

Asbestos

Au cours de l'après-midi, le chef du Parti Libéral, Jean Charest, avait reçu un accueil enthousiaste, alors qu'il était de passage pour prêter main-forte à sa candidate dans Richmond, Karine Vallières. Il a fait son entrée dans une salle du Centre commercial d'Asbestos sous des applaudissements nourris, un accueil chaleureux comme il en aurait souhaité un peu partout tout au long de cette campagne électorale.

Après avoir serré de nombreuses mains, il s'est adressé à une foule de plus de 200 partisans, d'abord en rendant hommage à un de ses plus fidèles collaborateurs, le député de Richmond et ministre des Affaires intergouvernementales, Yvon Vallières, lequel prendra officiellement sa retraite de la vie politique mardi prochain. Il a par la suite présenté celle qui tente de garder le comté sous la bannière libérale, Karine Vallières, la fille de son ami Yvon.

- Avec Yvan Provencher

JOURNALMÉTRO : Première manif considérable de la campagne - Mercredi 29 août 2012 - Mise à jour: Mercredi 29 août 2012 | 19:34



Jean Charest
Jacques Boissinot

Par Fannie Olivier La Presse Canadienne
SHERBROOKE, Qc - Une première manifestation d'importance depuis le début de la campagne électorale a empêché la tenue d'une activité partisane de Jean Charest à Sherbrooke, mercredi, à moins d'une semaine du jour du scrutin. Le chef libéral devait rencontrer les commerçants du marché de la Gare dans sa ville natale, mais une cinquantaine de manifestants l'attendaient en scandant des slogans peu flatteurs à son égard. Une dizaine de policiers étaient sur les lieux pour encadrer la manifestation, qui s'est déroulée sans grabuge.

M. Charest a préféré annuler l'activité pour éviter que les commerçants souffrent des perturbations, a-t-il expliqué un peu plus tard en point de presse. Ce n'est pas un concours de «machisme», a signalé le chef du Parti libéral du

Québec (PLQ) afin d'expliquer son choix, ajoutant préférer laisser «la culture d'affrontement aux autres».

«Quand on se rend visiter des gens dans un commerce, dans un endroit public, on menace de nous déranger et de perturber, moi, je pense que ça dépasse les bornes que je suis prêt à accepter», a-t-il lancé.

Il a promis qu'il allait se reprendre et allait avoir l'occasion de faire ses courses une autre fois.

La manifestation s'est organisée spontanément, a expliqué l'un des participants, Maxime Joyal-Lambert, étudiant en psychologie à l'Université de Sherbrooke.

«Le but, c'est que le Parti québécois (PQ) soit majoritaire, pour bloquer le plus possible toutes les lois disgracieuses qui ont été passées par le PLQ», a-t-il expliqué, interrogé sur l'enjeu du scrutin du 4 septembre.

À l'époque où il était étudiant, M. Charest était lui-même fortement engagé dans le mouvement étudiant et, de son propre aveu, «savait organiser des grèves», peut-on lire dans une biographie sur lui rédigée par André Pratte. Quelle est la différence entre ses actions d'alors et les manifestations d'aujourd'hui?

«On l'a fait dans le respect des autres et des lois, sans intimidation ni violence. C'est simple comme ça», a rétorqué le chef libéral.

«Il ne nous aurait jamais traversé l'esprit à ce moment-là de ma vie de poser des gestes de violence et d'intimidation. Jamais, jamais, jamais.»

Le conflit étudiant, contrairement à ce que les analystes présageaient avant la campagne, s'est fait discret ces dernières semaines. Si la manifestation de mercredi est un signe que la mobilisation étudiante persiste, tous ignorent si ces étudiants contre la hausse des frais de scolarité se prévaudront de leur droit de vote. Y compris M. Charest.

«Je ne le sais pas. J'invite le plus grand nombre de Québécois à se prononcer, incluant ceux qui ne sont pas d'accord avec moi», a-t-il souligné.

M. Charest visitait Sherbrooke pour la cinquième fois mercredi depuis la veille du déclenchement de la campagne électorale, alors que sa victoire est loin d'être acquise dans sa circonscription. Son adversaire du Parti québécois, Serge Cardin, semble mener la course, mais le leader du PLQ ne baisse pas les bras.

Même s'il n'habite plus son comté, M. Charest est convaincu que ses électeurs lui feront à nouveau confiance le jour du scrutin, compte tenu de ses racines profondes dans la région.

Il est allé jusqu'à prédire un gouvernement libéral majoritaire le soir du 4 septembre.

Montrer 1 commentaire

visiteur357

Il peut bien inviter ceux qui ne sont pas d'accord avec lui à voter, il s'est arrangé pour que les étudiants de Sherbrooke ne puissent pas voter dans sa circonscription! Pas certaine qu'il tiendrait le même discours si les votes étudiants comptaient dans son compte!

LE NOUVELLISTE : Face-à-face avec les étudiants - Publié le mercredi 29 août 2012 à 07h27



Photo: François Gervais
Les candidats Émilie Viau Drouin (Québec solidaire), Danielle St-Amand (Parti libéral), Andrew D'Amours (Coalition avenir Québec), Djemila Benhabib (Parti québécois) et Jean-Claude Landry (Québec solidaire) ont pris part à un débat électoral au Cégep de Trois-Rivières.

Mathieu Lamothe, Le Nouvelliste
(Trois-Rivières) Étudiants et citoyens ont pu faire part de leur point de vue et questionner les candidats des six principaux partis, hier soir, dans le

cadre d'un débat électoral qui s'est déroulé au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières.

C'est devant une salle pratiquement remplie à pleine capacité que Djemila Benhabib (Parti québécois), Danielle St-Amand (Parti libéral), Andrew D'Amours (Coalition avenir Québec), Jean-Claude Landry (Québec solidaire) et Émilie Viau Drouin (Option nationale dans Maskinongé) ont pu présenter les grandes lignes du programme de leur parti respectif sur les thématiques de la santé, de l'éducation et de la gouvernance.

Comme l'audience était en grande partie composée d'étudiants semblant avoir encore sur le cœur les événements des derniers mois, la députée sortante et candidate libérale, Danielle St-Amand, a été fréquemment visée par les questions, notamment lorsqu'il a été question d'éducation.

De nombreuses personnes se sont d'ailleurs présentées aux micros afin d'interpeller les candidats sur ce thème. Plusieurs questions portaient notamment sur la hausse des frais de scolarité ainsi que sur la Loi 12.

Sentant que de nombreuses personnes dans la salle étaient en accord avec le principe de la gratuité scolaire, Mme St-Amand a déclaré, et ce même si aucune question ne traitait spécifiquement de ce sujet, que les deux seuls partis qui prônaient ce principe étaient Option nationale et Québec solidaire. Elle faisait alors référence au fait que la gratuité scolaire ne faisait pas partie du programme du Parti québécois.

Lorsqu'il a été question de santé, la candidate péquiste, Djemila Benhabib, s'est notamment positionnée sur la reconnaissance de la formation des médecins provenant de l'étranger.

«J'espère que l'on va pouvoir renverser la vapeur et ouvrir encore plus grandes les portes aux médecins étrangers», a-t-elle lancé. En ce qui concerne les propos de sa chef Pauline Marois, qui a dit qu'elle ne pouvait promettre de régler le problème dans les urgences, Mme Benhabib a affirmé que le Parti québécois préférerait être réaliste face à cet épineux problème.

Les autres candidats présents ont également profité de l'occasion pour exposer et expliquer les propositions de leur parti. Le caquiste Andrew D'Amours a notamment indiqué que sa formation était en faveur d'une hausse des frais de scolarité ainsi que de l'abolition des agences de santé. Pour sa part, le candidat de Québec solidaire, Jean-Claude Lamy, a soutenu que son parti voulait redonner un rôle important aux CLSC lorsqu'il a été question de santé. Sa consœur d'Option nationale, Émilie Viau Drouin, a entre autres indiqué que son parti croyait que la gratuité scolaire était la meilleure avenue pour le Québec en matière d'éducation.

TVANOUVELLES : Interdiction du carré rouge : Le candidat péquiste Jean Poirier menace «gentiment» le DGE - Première publication mardi 28 août 2012 à 21h12



Credit photo : archives Agence QMI
Le candidat du PQ dans la circonscription de Mercier, Jean Poirier.

Agence QMI

Le candidat du PQ dans la circonscription de Mercier, Jean Poirier, a demandé mardi au Directeur général des élections du Québec (DGEQ) de revenir sur la directive 26, qui interdit aux candidats et à leurs représentants de porter le carré rouge dans les bureaux de vote, le 4 septembre. M. Poirier a mandaté l'avocat Félix-Antoine D. Michaud, qui défend notamment la FEUQ et la

FECQ, pour rendre un avis juridique concernant cette directive.

Elle «va non seulement à l'encontre de vos droits fondamentaux, mais elle entre aussi en contradiction avec le texte et l'esprit de la loi électorale du Québec», écrit Me Michaud dans son avis. Il y explique que «la loi électorale interdit aux candidats et à leurs représentants de porter des signes partisans dans les lieux de votation. Or, le carré rouge n'est pas un signe partisan. Il ne signifie d'aucune façon l'appartenance à une formation politique. Il s'agit d'un symbole de la société civile, autonome et indépendant des formations politiques.»

En entrevue à l'Agence QMI, Jean Poirier a estimé que le Directeur général des élections du Québec s'était probablement fait influencer, «mais certainement pas par le PQ», a-t-il souligné. «Il faut se poser la question: pourquoi le DGE a pris cette décision-là?»

Jean Poirier a également déploré la mauvaise interprétation de la directive puisque plusieurs électeurs portant le carré rouge se sont vus,

selon lui, refuser l'accès aux urnes, lundi, en venant voter par anticipation.

Il a assuré que le carré rouge, comme le stipule dans son avis Me Michaud, n'est pas un signe partisan, et que les gens qui le portent ne sont pas nécessairement des péquistes. «Moi, j'ai autour de moi des gens qui portent le carré rouge, le carré vert et le carré blanc», a-t-il d'ailleurs ajouté.

Jean Poirier a envoyé mardi après-midi un courriel au DGEQ, avec l'avis juridique en copie.

«Pour l'instant, on lui demande de revenir sur sa décision d'interdire le port du carré rouge, on y va gentiment», a commenté le candidat péquiste, qui donne 48 heures au DGEQ pour donner suite à sa requête. «S'il ne se rétracte pas, on va agir», a-t-il menacé.

La porte-parole du DGEQ, Caroline Paquin, a confirmé que ce courriel a bien été reçu, mais l'avis n'avait pas encore été étudié par le service compétent en début de soirée. «Il ne le sera probablement pas avant demain (mercredi)», a-t-elle ajouté, sans souhaiter davantage commenter la situation.

TVANOUVELLES : Québec 2012 : Legault se met à genoux devant les étudiants, estime Charest - Première publication mardi 28 août 2012 à 13h04

Par Régys Caron | Agence QMI

Le chef caquiste **François Legault** vient de se mettre à genoux devant les associations étudiantes par opportunisme électoral, dénonce Jean Charest.

La moutarde est montée au nez du chef libéral, mardi matin, au sujet de la promesse formulée par le chef de la CAQ, qui se dit prêt à moduler la hausse de droits de scolarité à l'université.

Jean Charest lui a reproché de reculer sur des positions prises par lui et la députation caquiste, à l'Assemblée nationale, au plus fort de la tourmente étudiante du printemps dernier.

«François Legault a appuyé la position du gouvernement du Québec sur les droits de scolarité. Ses députés ont fait des propositions pour la loi 78 que nous avons adoptées. En pleine campagne électorale, il n'est pas capable de tenir la même position. Là, il n'est plus en faveur de la

loi 78 et il change sa position sur les droits de scolarité à quelques jours des élections.»

«Il avait mis un genou à terre et là, il a mis l'autre genou à terre [...] Est-ce qu'il croyait ce qu'il disait le printemps dernier quand il appuyait le gouvernement? Est-ce qu'il disait ça parce qu'il pensait que c'était ce que les Québécois voulaient entendre?»

Chicane

«Un gars qui n'a pas de conviction ni de position; c'est le même François Legault qui dit qu'il n'a pas d'opinion sur l'avenir du Canada, il est neutre», a fulminé Jean Charest.

Même s'il accuse le chef de la CAQ de promettre de la chicane s'il prend le pouvoir, Jean Charest ne craint pas une reprise des hostilités avec les étudiants opposés à la hausse de droits de scolarité, en dépit des perturbations survenues lundi

et mardi à l'Université de Montréal à l'occasion de la rentrée scolaire.

Les étudiants devront se soumettre à la loi 78 et se rallier au vote populaire, souhaite le chef libéral. «C'est aux institutions, avec la Loi 78, de poser les gestes nécessaires. J'espère que personne n'insinue qu'à défaut de voter pour un tel parti, la chicane va se continuer.

Traduit dans un autre langage, ça veut dire menacer les Québécois. Quand la population s'exprime sur une question comme celle-là, je pense que tout le monde doit accepter la voix de la population», a dit M. Charest.

Jean Charest répète qu'une fois reporté au pouvoir, sa porte demeurerait ouverte pour reprendre les discussions avec les associations étudiantes. «On va travailler avec ceux qui voudront travailler avec nous. Mais il faut être deux pour ça.»

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Marois promet la fin du conflit étudiant, mais pas la gratuité - Mise à jour le mardi 28 août 2012 à 3 h 54 HAE



La chef péquiste, Pauline Marois, entourée des candidates Monique Richard (Montarville), Éline Zakaïb (Richelieu) et Marie Malavoy (Taillon)

Un texte de Sophie-Hélène Lebeuf

La chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, a promis lundi qu'un gouvernement péquiste mettrait un terme au conflit sur la hausse des

droits de scolarité, lançant du même souffle un avertissement aux électeurs, notamment les étudiants.

Mettant en garde contre une majorité «libéralo-caquiste [qui] garder[ait] le contrôle», elle les a invités à se ranger derrière son parti. Elle préviendrait toutefois que [la gratuité n'est pas envisageable](#).

Mme Marois, qui était au cégep de Sorel-Tracy, dans la circonscription de Richelieu, a répété qu'elle annulerait la hausse des droits de scolarité de 82 % sur sept ans prévue par le Parti libéral et abrogerait la loi 12 (le projet de loi 78 une fois adopté) modifiant le calendrier scolaire et encadrant les manifestations. Elle a en outre rappelé que le PQ mettrait en place, dans les 100 premiers jours de son mandat, un [sommet sur l'éducation supérieure](#) où seraient abordées l'accessibilité aux études, l'évaluation des coûts

globaux des droits de scolarité, la qualité de l'enseignement et de la recherche ainsi que la gestion des universités.

Elle a réfuté l'affirmation d'un journaliste qui demandait si un tel sommet n'attiserait pas «les braises» d'un dossier qui était réglé, puisque la majorité des associations étudiantes ont voté en faveur d'un retour en classe. «C'est le feu qui dort sous la cendre», a-t-elle répondu, ajoutant qu'il ne fallait pas «avoir peur des débats».

« Pour mettre [tous les engagements] en place, il faut - et il me faut - une majorité à l'Assemblée nationale. On ne peut courir le risque de voir une majorité libéralo-caquiste garder le contrôle ».

Pauline Marois

« Pour régler la crise, il faut un gouvernement majoritaire », a-t-elle martelé, accusant ses adversaires de privilégier « la division et la lutte

aux structures plutôt que la lutte au décrochage », une allusion à la gestion du conflit étudiant par les libéraux et à la promesse caquiste d'abolir les commissions scolaires. La chef péquiste a réitéré « la solidarité et l'admiration du Parti québécois à l'égard du mouvement étudiant ». « Je peux vous garantir que leur combat n'aura pas été vain », a-t-elle déclaré, exhortant les étudiants à « exercer leur droit de vote » et à opter pour son parti. « Je les invite à exercer ce droit démocratique, qui va nous permettre au Québec de sortir de la crise, ce qui ne serait pas le cas si l'une ou l'autre des deux autres formations politiques était choisie », a-t-elle argué.

Citant le dossier étudiant, mais aussi les dossiers des redevances minières, de l'exploitation du gaz de schiste et de l'adoption d'une loi 101, elle a répété qu'elle pourrait prendre « ces décisions immédiatement sans avoir à faire quelque entente que ce soit » si le PQ était à la tête d'un gouvernement majoritaire.

La gratuité universitaire n'est pas dans les plans du PQ

Interrogée par un journaliste anglophone, Pauline Marois a fermé la porte à la gratuité scolaire à l'université, que réclament certains étudiants et qui est notamment proposée par Québec solidaire et Option nationale.

« Je ne peux pas dire à la population du Québec que c'est possible d'avoir la gratuité scolaire. Ce que je dis à la personne qui veut voter pour Québec solidaire, c'est : "ce n'est pas possible" parce que si nous faisons cela, nous ne pourrions rien faire d'autre et nous devons respecter tous les autres citoyens. »

Pauline Marois

La position du PQ, même s'il prône une indexation des droits de scolarité, est plutôt de les geler jusqu'à la tenue du sommet sur l'éducation. Si celui-ci menait à la conclusion qu'il faut hausser les droits de scolarité, la formation s'est engagée à ne pas le faire au-delà du taux d'inflation.

Quelques heures après avoir écarté la gratuité scolaire comme l'un des scénarios à l'étude

advenant un gouvernement du PQ, Pauline Marois a été interpellée par trois manifestants arborant le carré rouge, mécontents de la position de la chef péquiste. L'incident n'a cependant pas perturbé les activités du parti, qui tenait un rassemblement partisan à Drummondville.

En après-midi, le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, a pour sa part maintenu qu'une hausse était nécessaire, mais s'est dit prêt à discuter à la fois du montant et des modalités de sa mise en oeuvre.

Où logent les principaux partis en matière de droits de scolarité universitaires?

Parti libéral : hausse annuelle de 254\$ sur sept ans pour un total de 1778 \$

Coalition avenir Québec : hausse annuelle de 200 \$ sur cinq ans pour un total de 1000 \$

Parti québécois : annulation de la hausse prévue par le PLQ jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation supérieure où la question serait abordée; le PQ y défendrait une indexation des droits de scolarité.

Québec solidaire : gratuité

Option nationale : gratuité

Pauline Marois a par ailleurs éludé les questions sur une éventuelle coalition souverainiste ou sur la mise en veilleuse du projet souverainiste advenant l'élection d'un gouvernement péquiste minoritaire, martelant qu'elle travaillerait jusqu'au 4 septembre pour « obtenir l'appui de la population ».

« La perspective d'une coalition de tous les souverainistes au moment où nous voudrions tenir une consultation sur la souveraineté, cela, à mon point de vue, va de soi », a-t-elle ajouté, alors qu'un journaliste revenait à la charge.

La chef péquiste a également été rattrapée par les événements du week-end, alors que l'ancien premier ministre péquiste Jacques Parizeau a accordé son appui à Option nationale de Jean-Martin Aussant et le candidat péquiste dans Rosemont, Jean-François Lisée, a livré un plaidoyer en faveur de l'union des souverainistes

sous le giron péquiste. Se disant « confiante » et « sereine », elle a vanté son équipe et la « solidarité » de son programme, les présentant comme de bons arguments pour convaincre la population.

Elle a également commenté la décision de professeurs de l'UQAM ayant adopté une résolution faisant en sorte qu'ils pourraient refuser de donner des cours. Déplorant une loi « ignoble, contestée et critiquée par la Commission des droits et libertés », elle a dit « comprend[re] leur malaise ».

« On doit respecter les lois, si ignobles soient-elles », a cependant ajouté la leader péquiste, disant parler « comme élue et comme citoyenne qui respecte les lois ».

Pauline Marois a aussi rappelé l'ensemble de ses promesses en matière d'éducation, notamment l'instauration de la maternelle à quatre ans dans les milieux défavorisés et l'embauche de 600 professionnels supplémentaires dans les écoles primaires et secondaires.

En complément

- dossier - [Droits de scolarité au Québec](#) Le mouvement de débrayage des étudiants pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité s'est transformé en secousse sociale majeure au Québec.



• video - [La campagne de Pauline Marois](#)



• video - [Appel souverainiste Les commentaires \(486\)](#)

LE DEVOIR : Marois écarte la gratuité scolaire : Legault ouvre la porte à un compromis sur la hausse des droits de scolarité – Mardi 28 août 2012

Robert Dutrisac , Guillaume Bourgault-Côté Sorel et à Saint-Alexandre – Même si elle s'est engagée à tenir un sommet sur l'éducation supérieure où toutes les options seraient discutées, Pauline Marois a déjà fait son nid : il n'est pas question pour elle d'instaurer la gratuité à l'université.

De son côté, François Legault a ouvert la porte à un compromis : la hausse des droits de scolarité proposée par la CAQ de 200 \$ par an pendant cinq ans pourrait faire l'objet de discussions avec les associations étudiantes.

Pauline Marois a conclu à l'impossibilité pour l'État d'étendre la gratuité scolaire aux études universitaires. « Je ne peux pas dire à la population du Québec que c'est possible d'avoir la gratuité », a répondu Pauline Marois, en anglais, à un journaliste qui l'interrogeait. « Ce que je dis à la personne qui veut voter pour Québec solidaire, c'est que ce n'est pas possible parce que si vous faites ça, nous ne ferons rien d'autre et nous devons respecter tous les autres membres de la population, tous les citoyens. »

En mai dernier, en promettant de tenir un sommet sur l'éducation supérieure si elle prenait le pouvoir, Pauline Marois avait affirmé que la position qu'y défendrait le gouvernement était l'indexation des droits de scolarité une fois annulée la hausse décrétée par le gouvernement Charest. Mais elle ajoutait que toutes les propo-

sitions des étudiants, y compris la gratuité scolaire, seraient considérées. Aucun sujet n'était « tabou », avait-elle dit.

François Legault se dit prêt à s'asseoir avec les associations dès le jour 1 d'un gouvernement de la CAQ. Et l'offre inclut la CLASSE, « tant qu'elle est de bonne foi pour trouver une entente raisonnable et [qu'elle ne s'efforce pas] de détruire le système capitaliste et de viser la gratuité, qui est refusée même par Mme Marois », a mentionné le chef caquiste.

Quelques jours avant le déclenchement de la campagne électorale, François Legault avait proposé une hausse établie à 200 \$ par année pendant 5 ans (1000 \$ à terme), à mi-chemin entre les propositions du Parti québécois (l'indexation) et du Parti libéral (254 \$ par année pendant 7 ans, 1770 \$ à terme). L'offre avait été rapidement rejetée par les associations étudiantes.

François Legault dit donc avoir le « goût de discuter et d'expliquer » aux étudiants les vertus de sa proposition. « Les étudiants ont proposé d'utiliser le crédit d'impôt sur les frais [quelque 120 millions] pour réduire la hausse des droits de scolarité. Nous, on propose de l'utiliser pour bonifier les prêts et bourses. On trouve plus équitable de donner plus d'aide aux jeunes familles que de donner le même montant à tout le monde par une baisse des frais de scolarité. »

Pour sa part, la chef péquiste a répété son engagement d'abolir la loi 12 (le projet de loi 78). Elle estime que la crise étudiante n'est pas résolue, même si les étudiants des cégeps qui étaient en grève au printemps ont repris leurs cours dans le calme. « C'est le feu qui dort sous la cendre », a-t-elle dit. Pauline Marois croit pouvoir régler la crise par « la concertation, le dialogue », ce qui « a toujours été l'approche du Parti québécois ».

Pour la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, la chef péquiste n'aura pas d'autre choix que d'aborder sérieusement la question de la gratuité, surtout si des membres de son parti le demandent. « J'ai déjà entendu des candidats péquistes qui ont dit qu'ils étaient en faveur de la gratuité. Je ne pense pas que la position personnelle de Mme Marois va empêcher que ça soit discuté », a-t-elle dit.

Si la FEUQ incite les gens à voter contre le Parti libéral et la CAQ, elle n'a jamais suggéré d'élire un parti plutôt qu'un autre. Idem pour la Coalition large de l'Association d'une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui n'a pas voulu orienter le vote. L'organisme, qui prône la gratuité, a indiqué au Devoir qu'il était encore trop tôt pour se prononcer sur l'influence des propos de Mme Marois, la tenue du sommet n'étant pas assurée.

Avec Lisa-Marie Gervais



Photo : La Presse canadienne
Ryan Remiorz
Pauline Marois a fait campagne au cégep de Sorel-Tracy lundi. La chef péquiste a indiqué qu'il est irréaliste de promettre la gratuité scolaire de la maternelle à l'université, comme le fait Québec solidaire.

LE DEVOIR : Legault est prêt à négocier la question des droits de scolarité – Lundi 27 août 2012, 18h31



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
François Legault, ici à Saint-Alexandre lundi après-midi, dit avoir le «goût de discuter et d'expliquer» aux étudiants les vertus de sa proposition.

Guillaume Bourgault-Côté

Saint-Alexandre — François Legault a ouvert la porte lundi après-midi à ce que la hausse des

droits de scolarité proposée par la CAQ soit discutée avec les associations étudiantes.

M. Legault se dit prêt à s'asseoir avec les associations dès le jour 1 d'un gouvernement de la CAQ. Et l'offre inclut la CLASSE, «tant qu'elle est de bonne foi pour trouver une entente raisonnable et [qu'elle ne cherche pas] de détruire le système capitaliste et de viser la gratuité, qui est refusée même par Mme Marois», a mentionné le chef caquiste.

Quelques jours avant le déclenchement de la campagne électorale, François Legault avait proposé une hausse établie à 200\$ par année pendant 5 ans (1000 \$ à terme), à mi-chemin entre les propositions du Parti québécois (plafond à l'indexation) et du Parti libéral (254 \$ par année pendant 7 ans, 1770 \$ à terme). L'offre, qui ne faisait pas référence à une possible négociation, [avait été rapidement rejetée par les associations étudiantes](#).

Or, lundi après-midi, M. Legault a soutenu que le montant même de la hausse pourrait être négocié s'il est élu. «On veut qu'une contribution vienne des étudiants. Il faut mieux financer nos

universités, et on ne peut pas encore une fois demander aux contribuables de ramasser la facture. C'est pour ça que l'indexation est inacceptable.»

Le 200 \$ par année annoncé il y a un mois servait donc à «annoncer [les] couleurs de la CAQ. Ce n'est pas vrai qu'on ira à un extrême ou l'autre. Il y aura une hausse des frais, et une bonification des prêts et bourses. Maintenant, quel sera le partage, on est ouvert à en discuter.»

François Legault dit donc avoir le «goût de discuter et d'expliquer» aux étudiants les vertus de sa proposition. «Les étudiants ont proposé d'utiliser le crédit d'impôt sur les frais [quelque 120 millions] pour réduire la hausse des droits de scolarité. Nous, on propose de l'utiliser pour bonifier les prêts et bourses. On trouve plus équitable de donner plus d'aide aux jeunes familles que de donner le même montant à tout le monde par une baisse des frais de scolarité.»

TVANOUVELLES : Hausse des frais de scolarité : Legault prêt à négocier avec les étudiants - Première publication lundi 27 août 2012 à 18h05 - Mise à jour : lundi 27 août 2012 à 18h18

Par Jean-Luc Lavallée | Agence QMI

François Legault met de l'eau dans son vin avec les **étudiants**, à une semaine du scrutin. Il veut négocier avec les **associations étudiantes** dès le 5 septembre afin de «trouver un compromis», si la CAQ est portée au pouvoir.

Le chef de la CAQ applique désormais aux étudiants son leitmotiv de campagne électorale. «On va être ferme sur les objectifs, mais souple sur les moyens», a-t-il déclaré lundi lors d'un point de presse en Montérégie.

«Je prends l'engagement que si c'est notre parti est élu, on va s'asseoir avec les associations étudiantes. On va essayer de trouver un compromis qui est raisonnable.»

Le chef de la Coalition avenir Québec avait proposé, fin juillet, de «couper la poire en deux» pour reprendre son expression, en suggérant une hausse des frais de scolarité de 200\$ par an sur cinq ans, au lieu d'une augmentation de 1778 \$ sur sept ans, imposée par le gouvernement Charest.

«Je pense que notre proposition est raisonnable, mais on est ouverts à négocier. Pour ce qui est de la part qui ira à la bonification des prêts et bourses, la part qui ira à la hausse des frais de scolarité, je pense que tout ça doit être négocié», a expliqué l'ancien ministre de l'Éducation,

rappelant qu'il a déjà conclu plusieurs ententes avec la FECQ et la FEUQ à l'époque du gouvernement péquiste.

Et la CLASSE?

La CLASSE pourrait-elle avoir des représentants à la table? «En autant qu'elle soit de bonne foi pour avoir une entente raisonnable et non pas pour essayer de détruire le système capitaliste ou viser à tout prix une offre qui, actuellement, est même refusée par Mme Marois qui ne veut pas envisager la gratuité scolaire.»

S'il se dit prêt à faire un bout de chemin, pas question toutefois de reculer sur une éventuelle hausse. «On dit tout de suite nos couleurs. Ce n'est pas vrai qu'on va aller ni à un extrême ni à l'autre. Il y aura une hausse des frais de scolarité (et) il y aura une bonification des prêts et bourses. Maintenant, quel sera le partage? On est ouverts à en discuter.»

«Il faut mieux financer nos universités. On ne peut pas demander encore une fois aux contribuables de ramasser toute la facture, c'est pour ça que, pour nous, l'indexation, c'est inacceptable», a-t-il martelé, déplorant une fois de plus la gestion de la crise étudiante par Jean Charest. «Si j'avais été premier ministre du Québec, jamais je n'aurais fait ce que Jean Charest a fait,

c'est-à-dire passer seulement une demi-heure en cinq mois avec les associations étudiantes. Habituellement, je suis quelqu'un d'assez efficace, je pense qu'on est capable, dans un délai assez court, d'essayer de s'entendre.»

La FEUQ et la FECQ réagissent

La porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a immédiatement réagi sur son fil Twitter. «Pour cela il faudrait qu'il soit prêt à nous parler et franchement, ces derniers temps son équipe s'est montrée méprisante. Le pragmatisme ne vient pas avec des études secrètes. Désolée.»

La porte-parole de la Fédération étudiante collégiale, Éliane Laberge, en a fait autant en s'adressant directement à François Legault sur Twitter. «Pourquoi devrait-on renoncer au gel des frais de scolarité? Nous voulons préserver l'accessibilité aux études.» Le chef de la CAQ a répondu: «Pour assurer la qualité de l'enseignement et de la recherche dans nos universités.»

Selon Éliane Laberge, le Québec aurait les moyens de le faire en resserrant la gestion des universités québécoises. M. Legault croit toutefois que la mesure serait insuffisante pour assurer un financement compétitif des universités.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Hausse des droits de scolarité : Legault se dit ouvert à la discussion – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 17 h 26 HAE



François Legault dit qu'il a « le goût de discuter avec les associations étudiantes ».

Un gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) discuterait de la hausse des droits de scolarité avec les principales associations étudiantes dès le premier jour d'un éventuel mandat, a affirmé François Legault lundi après-midi. Le chef de la CAQ maintient qu'une hausse des droits de scolarité est nécessaire, mais qu'il est prêt à discuter à la fois du montant et des modalités de sa mise en oeuvre.

Il dit notamment être prêt à utiliser le crédit d'impôt sur les droits de scolarité pour diminuer la hausse et à considérer un remboursement proportionnel au revenu.

« Je prends l'engagement que si c'est notre parti qui est élu, on va s'asseoir avec les associations étudiantes. On va essayer de trouver un compromis qui est raisonnable. »

François Legault

« Les étudiants ont proposé d'utiliser pendant deux ans le crédit d'impôt sur les frais de scolarité [pour diminuer la hausse]. Nous, ce qu'on a proposé, c'est d'utiliser le crédit d'impôt pour bonifier les prêts et bourses », a-t-il expliqué en conférence de presse.

« On trouve plus équitable de donner plus d'aide aux jeunes qui sont dans les familles défavorisées que de donner le même montant à tout le monde via une baisse des frais de scolarité », a précisé le chef de la CAQ.

« Ceci étant dit, le but étant de garantir l'accessibilité pour les jeunes, moi j'ai le goût de discu-

ter avec les associations étudiantes, d'essayer de leur expliquer que prendre le crédit d'impôt sur les frais de scolarité et l'appliquer complètement sur les frais de scolarité, c'est moins équitable que de l'appliquer sur les prêts et bourses », a-t-il fait valoir.

François Legault rappelle que la Coalition avenir Québec propose de hausser les frais de scolarité de 1000 \$ en cinq ans, soit moins que le Parti libéral, qui veut les augmenter de 1625 \$ sur la même période, mais davantage que le PQ, qui préconise leur indexation.

« Je pense que notre proposition est raisonnable. Maintenant, on est ouvert à la négociation. »

François Legault

Où logent les principaux partis en matière de droits de scolarité universitaires?

Parti libéral : hausse annuelle de 254 \$ sur sept ans pour un total de 1778 \$

Coalition avenir Québec : hausse annuelle de 200 \$ sur cinq ans pour un total de 1000 \$

Parti québécois : annulation de la hausse prévue par le PLQ jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation supérieure où la question serait abordée; le PQ y défendrait une indexation des droits de scolarité; advenant que le sommet mène à la conclusion qu'il faille les augmenter, le PQ limiterait d'ailleurs la hausse à une indexation au coût de la vie.

Québec solidaire : gratuité

Option nationale : **gratuité**

François Legault soutient que la position de la Coalition avenir Québec est « raisonnable », bien qu'il concède que la hausse proposée par le gouvernement Charest n'est « pas astronomique ». Une indexation est cependant « inacceptable », a-t-il dit, puisque cela n'est rien d'autre qu'un « gel en dollars d'aujourd'hui ».

« Oui. Ce qu'on veut, c'est qu'il y ait une contribution qui vienne des étudiants. On pense qu'il faut mieux financer nos universités. On ne peut pas demander encore une fois aux contribuables

de ramasser toute la facture », a ajouté François Legault.

« Ce n'est pas vrai qu'on va aller ni à un extrême ni à l'autre. Il y aura une hausse des frais de scolarité, il y aura une bonification des prêts et bourses. Maintenant, quel sera le partage, on est prêts à en discuter. »

François Legault

François Legault affirme qu'il serait prêt à discuter non seulement avec les fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec (FECQ et FEUQ), mais aussi avec la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), considérée plus radicale que les deux autres.

« Elle pourra être présente, en autant qu'elle soit de bonne foi pour avoir une entente raisonnable et non pas pour essayer de détruire le système capitaliste, ou viser à tout prix une offre qui à présent est même refusée par Mme Marois, qui dit qu'elle ne veut pas envisager la gratuité scolaire », a-t-il laissé tomber.

Interrogé sur les troubles qui ont marqué le retour en classe de certains étudiants de l'Université de Montréal, François Legault a plaidé pour le retour en classe de tous les étudiants. Il a demandé aux jeunes de s'exprimer dans les urnes, dans huit jours.

Le chef de la CAQ croit cependant que la loi 12 (ex-projet de loi 78) doit être appliquée dans tous les cas.

Il dit aussi être opposé à ce que les étudiants retardent le paiement de leurs droits de scolarité. Cette idée, défendue par le Parti québécois, est « irresponsable », selon lui.

Une douzaine de candidates présentes dans Verchères

En matinée, François Legault s'était présenté dans la circonscription de Verchères entouré de 12 candidates de la Coalition avenir Québec, qui ont chacune défendu un pan de la plateforme de la CAQ.

[Les commentaires \(10\)](#)

LE SOLEIL : Legault prêt à négocier la hausse des droits de scolarité - Publié le lundi 27 août 2012 à 15h58 | Mis à jour le lundi 27 août 2012 à 20h44



Photo Ryan Remiorz, La Presse Canadienne
François Legault était en campagne à Boucherville, lundi.

Annie Mathieu, Le Soleil (Saint-Alexandre) Alors que la rentrée universitaire est perturbée à Montréal, la Coalition avenir Québec (CAQ) adoucit sa position face aux étudiants. S'il proposait une hausse de 200\$ par année sur cinq ans, François Legault se dit main-

tenant prêt à négocier avec les associations dès le premier jour d'un éventuel gouvernement caquiste.

«C'est une proposition, s'ils veulent un peu plus de prêts, un peu moins de prêts, un peu plus de bourses, un peu moins de bourses, moi je suis ouvert aux discussions», a lancé M. Legault en après-midi alors qu'il se trouvait dans la municipalité de Saint-Alexandre.

L'augmentation prévue par les libéraux est de 1778\$ sur sept ans, soit 254\$ par année. À la fin du mois de juillet, M. Legault avait expliqué que sous un gouvernement caquiste, cette augmentation serait de 1000\$ sur cinq ans, donc de 200\$ par année. Il prévoyait qu'une partie de cette hausse soit remplacée par une diminution du crédit d'impôt alloué aux étudiants qui fréquentent l'université.

Le chef caquiste a soutenu qu'il préférerait que ce crédit soit destiné à la bonification du régime de prêts et bourses. «On trouve plus équitable de donner plus d'aide aux jeunes de familles

défavorisées que donner un même montant à tout le monde via une baisse des frais de scolarité», a expliqué François Legault.

Et c'est pour les convaincre que cette idée est la meilleure qu'il veut s'asseoir avec les étudiants. «J'ai le goût de discuter avec les associations étudiantes pour essayer de leur expliquer que prendre les crédits d'impôt et les appliquer complètement sur les frais de scolarité c'est moins équitable que l'appliquer sur les prêts et bourses», a ajouté le chef caquiste.

Par ailleurs, celui-ci ne voit pas de problème à rencontrer la CLASSE, la plus militante des associations étudiantes, à condition qu'elle ne réclame pas la gratuité scolaire. «Elle pourrait être présente en autant qu'elle soit de bonne foi pour avoir une entente raisonnable et non pas pour essayer de détruire le système capitaliste ou viser à tout prix une offre qui actuellement est même refusée par Mme Marois, soit la gratuité scolaire», a conclu François Legault.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Débat sur l'éducation au Collège d'Alma – Mise à jour le lundi 27 août 2012 à 17 h 15 HAE

L'absence du candidat du Parti libéral du Québec, Jeannot Boulianne, à un débat sur l'éducation organisé par l'Institut du Nouveau Monde (INM) et le Regroupement action jeunesse 02 (RAJ-02) au Collège d'Alma, n'est pas passée inaperçue. Son adversaire péquiste dans Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, s'est demandé pourquoi

M. Boulianne avait refusé l'invitation des étudiants, alors qu'il a accepté celle des gens d'affaires à la Chambre de commerce.

Le candidat libéral aurait invoqué un autre engagement auprès des organisateurs.

Le candidat d'Option nationale dans Lac-Saint-Jean, Jordan Racine, a pour sa part cédé sa place

à sa collègue de Roberval, Catherine Douesnard. « C'est un parti qui est jeune, qui attire les jeunes, qui manque par moment d'expérience. Jordan a décidé de faire sa campagne sur un autre terrain », a-t-elle déclaré.

Devant un public de 150 étudiants, les candidats ont abordé la question des droits de scolarité.



Les candidats d'Option nationale, Catherine Douesnard, et de Québec solidaire, Frédéric Plamondon, proposent la gratuité jusqu'au doctorat.

« Tout l'argent qui va être mis par le gouvernement va lui être redonné ensuite par les gains en impôt et les gains pour la société », souligne Mme Douesnard.

« En remettant en vigueur la taxe sur le capital pour les entreprises financières, je ne parle pas des PME », propose pour sa part M. Plamondon. De son côté, le candidat de la Coalition avenir Québec, Michel Simard, a été hué par les étudiants après avoir dit à Alexandre Cloutier du Parti québécois que si son parti s'était tenu debout, le conflit étudiant n'aurait pas dégénéré.

Les candidats ont aussi parlé d'endettement étudiant et de conciliation travail-études. L'INM et RAJ-02 organise deux autres débats au Cégep de Jonquière, mardi, et au Cégep de Chicoutimi, mercredi.

LA PRESSE : Legault veut maintenant négocier avec les étudiants - Publié le 27 août 2012 à 15h24 | Mis à jour le 27 août 2012 à 16h32



Photo Ryan Remiorz, La Presse Canadienne
François Legault, ici en campagne à Boucherville, le 27 août.

Paul Journet, La Presse

(Saint-Alexandre d'Iberville) François Legault a nuancé sa position cet après-midi dans le dossier des droits de scolarité. La Coalition avenir Québec propose une hausse de 200\$ par année pendant cinq ans, mais ce n'est plus une position ferme. C'est maintenant une offre faite aux étudiants.

Dès le lendemain de son élection, M. Legault serait ouvert à rencontrer les associations étudiantes. « Je suis prêt à négocier », a-t-il assuré à quelques reprises. Il chercherait un « compromis raisonnable ».

Il voudrait négocier avec la FEUQ et la FECQ. Et la CLASSE ? « Elle pourrait être présente en autant qu'elle soit de bonne foi pour avoir une entente raisonnable, et non pas qu'elle essaie de détruire le système capitaliste », dit M. Legault. La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a réagi rapidement sur Twitter. « Pour (négocier) il

faudrait qu'il soit prêt à nous parler et franchement ses derniers temps son équipe s'est montrée méprisante », a-t-elle écrit.

« On sera ferme sur les objectifs, mais souple sur les moyens », a répété M. Legault. Il croit encore que les universités sont sous-financées et que les étudiants devraient y contribuer davantage. Mais il serait prêt à moduler la hausse des droits de scolarité, le crédit d'impôt et les prêts et bourses pour atteindre cette fin.

Il a indiqué que les associations étudiantes devraient renoncer au gel, comme le demande leur mandat. Il n'a pas établi un plancher précis pour sa hausse. Mais elle dépasserait l'indexation.

« Ce qu'on veut, c'est qu'il y ait une contribution (additionnelle) qui vienne des étudiants. On pense qu'il faut mieux financer nos universités. On ne peut pas demander encore une fois aux contribuables de ramasser toute la facture. Donc c'est pour cela que pour nous, l'indexation est inacceptable. Parce que l'indexation, c'est le gel en dollars d'aujourd'hui. Il faut une augmentation des frais de scolarité. Mais pour ce qui est de la part qui ira aux prêts et bourses et la part qui ira à la hausse des frais de scolarité, je pense que tout cela doit être négocié », a-t-il expliqué.

La CAQ pour diminuer le crédit d'impôt pour l'éducation universitaire afin d'atténuer la hausse. Cette avenue avait été examinée lors des dernières négociations. « Le crédit d'impôt représente 120 millions \$ (par année). On préférerait que cet argent soit utilisé pour bonifier les prêts et bourses. Il y a des jeunes de familles plus riches qui peuvent payer plus. Et il y a des jeunes de familles moins riches qui devraient

payer moins que ce qui est proposé via le programme des bourses. Ce sera à discuter avec les associations étudiantes », a-t-il avancé.

> Pour en savoir plus sur le crédit d'impôt aux études universitaires: <http://goo.gl/JfJaX> et <http://goo.gl/KfoKn>

Au printemps, la CAQ proposait déjà un remboursement proportionnel au revenu. Elle appuyait par contre la hausse proposée par le gouvernement Charest, qui était alors de 1625\$ en cinq ans.

Peu avant le déclenchement des élections, la CAQ a changé sa position sur la hausse des droits de scolarité. Cette hausse ne s'appliquerait qu'à partir de janvier 2013. Après cinq ans, les droits de scolarité seraient indexés.

M. Legault raconte que la nouvelle hausse qu'il propose est une tentative de « couper la poire en deux ». Il veut se situer entre la position du Parti québécois, qui propose comme plafond l'indexation, et le gel comme plancher. Et la position du Parti libéral, qui augmentera les droits de 254\$ par année durant sept ans, pour une hausse totale de 1778\$.

Quel délai se donnerait la CAQ pour s'entendre avec les étudiants? « Habituellement, je suis quelqu'un d'assez efficace. On est capable, dans un délai assez court, d'essayer de s'entendre », a répondu M. Legault, sans donner plus de détails. Même s'il propose une hausse inférieure à celle du Parti libéral et qu'il est ouvert à la diminuer légèrement, M. Legault demande aux étudiants de ne pas retarder le paiement de leur facture.

LE SOLEIL : Frais de scolarité: minoritaire, Marois craint de ne pas tenir promesse - Publié le lundi 27 août 2012 à 15h11

Michel Corbeil, Le Soleil

(Sorel-Tracy) Le Parti québécois (PQ) pourrait ne pas remplir ses promesses d'annuler la hausse des droits de scolarité et régler la crise étudiante s'il forme un gouvernement minoritaire à la merci d'une alliance « libéralo-caquiste », prévient Pauline Marois.

La chef du PQ a profité de sa sortie, lundi matin, au Cégep de Sorel-Tracy, en Montérégie, pour mettre des bâtons dans les roues de tout en écartant définitivement l'idée de la gratuité pour accéder à l'université.

« J'ai vécu une situation où nous étions le deuxième groupe d'opposition », a-t-elle mentionné au sujet du scrutin de 2007, lorsque Jean Charest a hérité du pouvoir sans une majorité de députés à l'Assemblée nationale.

« Je vais vous dire que c'est pas mal plus long pour adopter les politiques, pour prendre les décisions et, parfois, certaines sont carrément empêchées », a-t-elle expliqué.

Elle a « invité les étudiants à réfléchir » à la possibilité qu'un gouvernement péquiste sans majorité pourrait être contraint de laisser les droits de scolarité grimper comme le libéral Jean Charest l'a planifié. « Moi, je vais les abolir. Mais vous savez très bien à quelles luttes ça pourrait donner lieu. »

Elle n'a pas manqué de faire allusion au fait que le fondateur de la Coalition avenir Québec (CAQ) était son collègue sur les banquettes péquistes, en 2007. « J'ai vu un François Legault après un mois et demi de gouvernement minoritaire vouloir le renverser, en faisant une certaine forme de chantage » sur le budget qu'a présenté Jean Charest.

« Je vais tout tenter [pour remplir ses promesses] comme gouvernement, peu importe la situation, a-t-elle commencé par répondre. Mais j'aimerais [être] majoritaire parce que ce sera beaucoup plus simple. »

Elle a réitéré que, dans les 100 premiers jours suivant son accession au pouvoir, elle veut abroger la loi 78, qui limite le droit de manifester et fixe le calendrier pour compléter les cours sur les campus touchés par le mouvement de contestation étudiante.

Pauline Marois a pris ses distances avec les jeunes qui ont perturbé la rentrée à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Montréal. « Je ne peux, comme citoyenne et comme élue, que de demander de respecter la loi [78], si ignoble soit-elle. »

Le point de presse a été donné dans un cégep qui n'a été touché par aucun boycottage au printemps. Elle en a profité pour trancher une

fois pour toutes contre le principe de gratuité des études universitaires. Cela n'est pas à l'ordre du jour du programme de sa formation, contrairement à Québec solidaire.

« Ce n'est pas possible. Sinon, a-t-elle affirmé, nous ne ferons rien d'autre. Et nous devons respecter tous les autres membres de la population. »



La Presse Canadienne

« Je vais vous dire que c'est pas mal plus long pour adopter les politiques, pour prendre les décisions et, parfois, certaines sont carrément empêchées », a expliqué Pauline Marois.

TVANouvelles : Québec 2012 : Marois met les étudiants en garde - Première publication lundi 27 août 2012 à 11h52 - Mise à jour : lundi 27 août 2012 à 17h57



Par Marianne White | Agence QMI

Pauline Marois a mis en garde les **étudiants** lundi qu'elle aurait de la difficulté à **annuler la hausse des droits** de scolarité si elle est **minoritaire** et menacée par une **coalition «libéralo-caquiste»**.

La chef péquiste a profité d'un point de presse au Cégep de Sorel-Tracy pour écarter pour de bon la gratuité scolaire et prévenir qu'il lui sera difficile de respecter ses promesses d'abroger la loi spéciale et d'annuler la hausse des droits de scolarité dans les 100 premiers jours d'un mandat si elle n'obtient pas une majorité.

«Pour régler la crise étudiante, le Parti québécois doit former un gouvernement majoritaire», a-t-elle dit.

«C'est pas mal plus long pour adopter les politiques, pour prendre des décisions et parfois il y en a qui sont carrément empêchées et c'est ce que je ne veux pas qui arrive», a ajouté la leader souverainiste.

Mme Marois a incité les étudiants à aller voter massivement et leur appui pourrait être déterminant dans sa lutte pour obtenir une majorité.

«Je les invite à y réfléchir. Moi je veux les abolir, mais vous savez très bien à quelle lutte ça pourrait donner lieu à l'Assemblée nationale», a-t-elle soutenu, rappelant que les libéraux et la CAQ sont pour la loi spéciale et la hausse des droits de scolarité.

Gratuité scolaire

La chef péquiste a par ailleurs fermé la porte à la gratuité scolaire prônée par Québec solidaire et Option nationale, deux partis qui courtisent fortement le vote étudiant et souverainiste.

Il s'agit d'un changement de cap pour la chef péquiste qui avait promis en mai que toutes les options seraient sur la table lors du sommet sur

l'éducation postsecondaire qu'elle veut tenir, même si elle penche en faveur d'une indexation. «Je dis aux étudiants, s'ils appuient le PQ nous allons annuler la hausse de droits de scolarité», a-t-elle répondu à une question en anglais.

«Mais je ne peux pas dire à la population du Québec qu'il est possible d'avoir la gratuité scolaire et c'est ce que je dis aux gens qui sont tentés de voter pour Québec solidaire. Si on fait ça, on ne fera rien d'autre», a-t-elle précisé.

Elle a convenu que la crise étudiante était toujours latente comme «un feu qui dort sous la cendre».

Elle a par ailleurs invité les étudiants qui continuent de perturber la rentrée scolaire à respecter la loi spéciale, même si elle est «ignoble». Son message aux professeurs qui se sentent solidaires des étudiants toujours en grève est le même.

«Je les comprends leur malaise (...) mais je n'ai qu'une chose à dire comme élue et comme citoyenne même, on doit respecter les lois», a-t-elle indiqué.

Spectre «libéralo-caquiste»

Mme Marois a brandi lundi matin le spectre d'une coalition «libéralo-caquiste» car les deux partis sont «très comparables» selon elle à plusieurs égards.

«Un gouvernement minoritaire pourrait se heurter à cette coalition de gens qui nous empêcherait d'appliquer des politiques audacieuses et progressistes», a-t-elle dit, soulignant qu'il serait facile pour eux de voter contre les projets de loi d'un gouvernement péquiste minoritaire.

Interrogée sur la possibilité de former une alliance avec des élus de Québec solidaire si elle est minoritaire, Mme Marois l'a écartée.

«On leur a beaucoup parlé dans la dernière année, et moi j'ai décidé maintenant de parler à la population québécoise», a-t-elle dit.

La chef péquiste a soutenu qu'elle demeurerait sereine malgré les derniers jours difficiles où elle a dû corriger le tir à plusieurs reprises sur des enjeux de taille pour le PQ.

« Je reste confiante, très sincèrement, même au moment où ça a été un petit peu plus difficile», a-t-elle confié.

En visite dans Nicolet-Bécancour

Mme Marois a par ailleurs fait campagne lundi dans la circonscription de Nicolet -Bécancour en compagnie de son candidat Gilles Mayrand qui affronte Jean-Martin Aussant d'Option nationale.

Le candidat péquiste s'est dit «déçu» de l'appui de l'ancien chef péquiste Jacques Parizeau à M. Aussant.

Il a ajouté que la bataille sur le terrain se jouait davantage contre la CAQ, que contre M. Aussant. «Ça bataille ferme avec la CAQ. Le comté n'est pas un comté de gauche, c'est plus de centre», a dit M. Mayrand.

Son collègue Yves-François Blanchet dans John-son a aussi martelé le message de sa chef en faveur d'un gouvernement majoritaire.

Il a dit que la possibilité d'un gouvernement minoritaire le motivait à travailler davantage.

«Cette crainte-là est un carburant en campagne», a-t-il dit.

En dépit des sondages qui mettent le PQ bon dernier dans les intentions de vote dans la région de Québec, Mme Marois a dit qu'elle avait « besoin » des gens de la ville dans son gouvernement.

THEGAZETTE : CAQ leader François Legault tells students to pay their tuition fees in full - Monday, August 27, 2012



Photograph by: Ryan Remiorz
The Canadian Press

Coalition Avenir Québec leader François Legault campaigns with his wife, Isabelle, Monday, August 27, 2012 in Boucherville, Que. Quebecers go to the polls Sept. 4, 2012 in a provincial election.

By JANET BAGNALL, The Gazette August 27, 2012

MONTREAL - As masked protesters showed up to disrupt Montreal universities' resumption of classes, Coalition Avenir Québec leader François Legault told Quebec students on Monday that they should go back to class and pay their tuition fees in full. They should not try to wait it out, hoping that the Parti Québécois will come in and offer them free tuition or at least a tuition freeze, he said as he campaigned in the South Shore riding of Iberville.

"The law (raising the fees) is there and laws are to be obeyed," Legault said.

The CAQ has proposed a tuition hike of \$200 a year over five years, a substantial drop from the

Liberals' legislated fee hike of \$1,778 over seven.

Legault promised that he would negotiate with the students, even, he said when asked, with CLASSE, the most militant of the student organizations that have protested against tuition-fee hikes since March.

"CLASSE can be present (at negotiations)," he said, "if it acts in good faith" and if its goal isn't to "destroy capitalism."

In a riding won by the PQ in 2008 by more than 2,000 votes, Legault criticized PQ leader Pauline Marois for changing her position on school fees, saying the current PQ position is "somewhere between a freeze and indexation."

"Madame Marois says 'Yes' to the unions; she says 'Yes' to the students; she says 'Yes' to everyone," Legault said. "She's going to freeze Hydro-Québec rates. She's going to freeze day-care rates." But where, he asked, will she find the money for all these promises. "She doesn't say what will be cut," he said. "It's irresponsible."

Earlier Monday, citing secret studies, Coalition Avenir Québec leader François Legault defended the economic basis of his promise to cut 6,000 jobs from Hydro-Québec as the public agency's baby-boomer workforce nears retirement. Four thousand of the jobs would disappear through attrition, he said, part of an austerity drive to cut \$600 million from Hydro-Québec's \$2.6-billion budget.

Speaking at a press conference in Verchères riding, a Parti Québécois stronghold, Legault said he has seen private studies and talked to senior management - "people on the inside" - at Hydro-Québec. He refused to make the studies public or

say specifically what is in them. He said half the \$600-million savings would come from job downsizing and half from savings in purchases of goods and services.

The one study Legault cited by name is an unpublished update of a 2009 study by Claude Garcia of the Economic Institute of Montreal, which concluded that savings of \$1 billion a year were possible at Hydro-Québec. Garcia, in a recent interview with Montreal media, was quoted as saying, "There are too many employees at Hydro. In 2007, there was one employee for every 166 clients." Among comparable stock-exchange-listed U.S. companies, the figure was one employee per 295 clients, according to Garcia.

Legault has come under fire for the CAQ's economic platform. The party is accused of failing to take into account the slowdown in the province's economy and overestimating the impact of economic growth on government revenues.

Meanwhile, at the same press conference, Legault's wife, Isabelle Brais, launched an economic pitch of her own, saying that if Quebecers were to buy one piece of clothing a season by a Quebec designer, the province's textile and clothing industry could be revived. True to her convictions, Brais was wearing a jacket by Quebec designer Christian Chenail. She urged reporters covering her husband's campaign to talk up success stories like Beauce Jeans, the largest remaining manufacturer of jeans in the country. The company's signature line, Second Denim, is designed and produced in Quebec. Brais said she owns a Laurier Ave. clothing boutique which carries only Canadian products.

LA PRESSE: Pub-choc pour inciter les jeunes à aller voter - Publié le vendredi 24 août 2012 à 06h55



Ewan Sauves, La Presse

Une langue avec piercing dans une assiette, un collier à pics attaché autour du cou, un homme portant des talons hauts et une perruque: à moins de deux semaines des élections, tous les moyens sont bons pour réveiller la jeunesse québécoise. Après un taux de participation des 18 à 24 ans très faible aux dernières élections, plusieurs citoyens tentent de changer la donne avec des créations originales.

Michel Proulx et trois de ses amis se sont réunis il y a quelques semaines. Qui sont-ils? Quatre personnes au projet commun, quatre citoyens québécois et quatre professionnels dans le milieu culturel.

Ils ont décidé de mettre à contribution leur talent pour créer le mouvement apolitique 4 citoyens. Avec des slogans comme «Exprime-toi ou tais-toi» et «Donne pas ta voix aux autres», ils invitent les plus jeunes électeurs à forger la société de demain. «Ce qu'on veut, c'est que les jeunes votent. Qu'ils votent brun, jaune, rouge, vert, peu importe. Une fois dans l'isoloir, ils feront ce qu'ils veulent», explique le porte-parole et cofondateur, Michel Proulx.

Trois publicités et trois affiches ont été ajoutées lundi sur le site internet du mouvement (www.4citoyens.org). Réalisées par le groupe, elles mettent en scène des thèmes plutôt repoussants pour un jeune auditoire, tels que la soumission et la laceration. Le but est de choquer les gens. «On a pris le risque d'être un peu plus provocants pour se distinguer des autres messages. C'est un choix totalement éclairé», admet le concepteur.

Pari réussi: en deux jours seulement, les publicités ont été vues plus de 4000 fois.

Professeur spécialisé en créativité et communication appliquée à l'Université de Sherbrooke, Dany Baillargeon félicite l'initiative, mais doute toutefois de son efficacité. Selon lui, l'esthétique trash a des chances de «cannibaliser le message». «Certes, on pourrait arguer qu'avec les jeunes, il faut parler davantage aux tripes qu'à la tête, lance-t-il à la blague. Mais il n'y a pas beaucoup d'arguments pour les convaincre.»

Dany Baillargeon est d'avis que les événements sociaux autour de la question de la hausse des droits de scolarité ont plus de chances d'inciter les jeunes à voter.

Sous un oeil différent

Ce sujet d'actualité a inspiré le collectif Projet 4 Septembre. Créées par trois jeunes dans la vingtaine, des capsules humoristiques, mettant en vedette l'animatrice Anne-Marie Dussault, présentent aux jeunes la politique sous un oeil différent. «Au début, on voulait faire du porte-à-porte avec des macarons et des dossards, mais on s'est dit qu'on allait plutôt mettre les perruques qu'on avait dans le placard», indique Martin Proulx, 23 ans, qui incarne le candidat-vedette péquiste Léo Bureau-Blouin dans une vidéo.

Peut-on s'attendre à une participation record des jeunes électeurs le 4 septembre? Michel Proulx, de 4 citoyens, ne peut répondre avec certitude. Il admet que pour le moment, il s'agit de leur dire qu'ils ont «l'occasion de se faire entendre par ce qui nous apparaît comme la plus belle chose au monde, malgré tous ses problèmes: la démocratie».

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : Le conflit étudiant occulté par la campagne? [Témoignages](#) sur le vif – Mise à jour le jeudi 23 août 2012 à 8 h 28 HAE



Photo : Luc Lavigne

La manifestation du 22 août



Photo : Bruno Maltais

Maxime Raymond et Marie-Kim Pagé-Daigneault du Collège Édouard-Montpetit

À l'aube du déclenchement des élections, Jean Charest affirmait que « le choix qui se présente aux Québécois, c'est vraiment un choix de société. Voulons-nous vivre dans une société qui se respecte les uns les autres? Où on respecte les lois, où on respecte la démocratie? Ou est-ce que les Québécois préfèrent le choix de Mme Marois : les référendums et la rue? » Après trois semaines de campagne électorale, au-delà des critiques envers les libéraux et les caquistes, qui souhaitent augmenter substantiellement les droits de scolarité, les manifestants qui s'opposent à une hausse déplorent le manque d'intérêt des partis pour les enjeux liés à l'éducation. Mercredi, lors de la traditionnelle manifestation du 22 août à Montréal, les représentantes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) [ont unanimement dénoncé](#) l'incapacité des partis politiques à

faire de l'éducation « un enjeu prioritaire » et déploré le « peu de leadership » des élus et des politiciens dans ce dossier.

Le malaise était relayé par les manifestants dans les rues.

La question étudiante n'a pas eu le poids qu'elle devrait avoir dans le débat actuel, qui sont hélas mobilisés par des querelles très, très partisans. C'est un peu dommage, parce que ce serait intéressant si les questions de fond étaient débattues.

— Jacques Kiebel, électeur dans la rue

Luce Botella, à la place du Canada en appui aux étudiants, trouve aussi « étonnant qu'on en ait parlé si peu ». « Est-ce que c'est aussi notre réaction de Montréalais? », s'interroge-t-elle. À ses côtés, Alexandrine Agostini souligne que « Françoise David en parle, elle, et elle s'affiche avec son carré rouge pendant le débat ». D'ailleurs, les affiches de Québec solidaire semblaient plus présentes que tous les autres partis confondus, lors de la manifestation de mercredi. Quelques manifestants brandissaient des affiches d'Option nationale, l'autre parti qui prône la gratuité scolaire, tandis que les affiches du Parti québécois se comptaient sur les doigts d'une main.

Les partis ont affiché leurs couleurs, et ils ne veulent plus en parler pour ne pas trop se mouiller. J'ai hâte après le vote pour qu'on en parle.

— Pascal Deschesne, électeur dans la rue

« Les partis politiques jouent à la cachette », déplore Clermont Lachance, venu appuyer les étudiants. « On dirait qu'ils disent juste une petite affaire pour flatter un peu les étudiants, mais pas trop pour ne pas que ça leur nuise », ajoute Johanne Saulnier, qui estime que la manifestation du 22 août permettra peut-être de ramener le débat à l'avant-scène de la campagne électorale.



Photo : Bruno Maltais

Yanick Trudeau

Yanick Trudeau, qui commencera l'université cet automne, y voit lui aussi une stratégie des partis. Il n'entend toutefois pas voter de façon stratégique pour un parti en mesure de remplacer le gouvernement Charest, car il estime qu'un gouvernement péquiste minoritaire, appuyé par des députés de Québec solidaire, donnerait de meilleurs résultats qu'un gouverne-

ment majoritaire. « S'il y a 5, 6, 7 députés de Québec solidaire et d'Option nationale qui rentrent à l'Assemblée nationale, on devrait entendre un peu plus parler de leurs positions. »

Si certains étudiants estiment que le retour en classe des étudiants des cégeps coupe l'herbe sous les pieds des libéraux, qui entendaient utiliser le conflit étudiant pour rallier les opposants aux manifestants, d'autres déplorent l'essoufflement de la mobilisation.

« Je suis vraiment déçu que tous les carrés rouges soient devenus électoralistes et aient laissé tomber la grève, qui est le seul moyen de manifester notre mécontentement », affirme Maxime Raymond, étudiant au Collège Édouard-Montpetit.

Bien que tous les cégepiens soient maintenant de retour en classe pour terminer leur session d'hiver, les étudiants de 10 cégeps avaient voté pour une journée de grève afin de participer à la manifestation nationale.

« On ne devrait pas se baser sur la campagne électorale, parce qu'une campagne électorale, ce n'est pas une fin en soi. Moi je suis membre de la CLASSE, donc la revendication principale, c'est la gratuité, et aucun des trois partis principaux ne promet la gratuité. C'est sûr qu'on va continuer après les élections », ajoutant que même s'il revendique la gratuité scolaire, « un compromis est possible ».

À ses côtés, Marie-Kim Pagé-Daigneault, elle aussi étudiante au Collège Édouard-Montpetit, estime que « ce qui est bien aussi avec la grève, c'est que ça a ramené le débat sur le mode de scrutin pour être mieux représenté ».

L'élection du 4 septembre n'est pas un référendum sur le conflit étudiant

« Le conflit étudiant est certainement un des facteurs, mais on ne va pas voter que pour ça », dit Camille Delage, étudiant en enseignement du français à l'UQAM.

« On en a entendu parler souvent et je pense que les gens se sont fait leur opinion là-dessus. Ça ne me dérange pas qu'il y ait d'autres sujets abordés en campagne électorale. Je n'ai pas envie que les partis se servent de cette cause-là pour ne pas aller attaquer d'autres trucs qui sont importants », affirme Simon Brinck, étudiant en enseignement à l'Université de Montréal. « La place que ça prend présentement me satisfait », ajoute-t-il.

« C'est sûr qu'on doit prendre ça en compte, mais faut quand même prendre le temps de réfléchir aux autres enjeux sociaux », ajoute Guillaume Sirois, lui aussi étudiant en enseignement à l'Université de Montréal. « Je ne voterai pas contre les libéraux en raison de la question étudiante au cours des six derniers mois, mais pour tout ce qu'ils ont fait pendant les neuf dernières années », dit-il.

En ce sens, plusieurs manifestants ne croient pas que la partie de la population restée silencieuse pendant le conflit étudiant soit pour autant satisfaite du gouvernement Charest. « Moi normalement je ne suis pas dans les manifestations. Alors je suis dans cette majorité silencieuse? », souligne Françoise Limoge. « J'ai l'impression qu'il y a un écoeurement

général qui va s'exprimer et que ce ne sera pas silencieux du tout le 4 septembre », ajoute l'homme à ces côtés.

« Ça prend une élection maintenant pour faire savoir aux libéraux qu'on avait besoin d'une réponse à l'enquête sur le crime organisé. Il l'a refusée pendant trois ans. Maintenant si le 4 septembre, si tous les gens qui voulaient une enquête sur le crime organisé peuvent se prononcer, on aura éventuellement un changement de gouvernement », dit Yves Beau-lieu, dans la manifestation.

« Les gens qui sont ici sont contre la hausse des droits de scolarité, mais on veut aussi que nos ressources naturelles soient protégées, on veut que l'éducation soit gratuite. On veut de la démocratie, de la transparence, de l'intégrité. On veut plus de justice sociale. Personne pendant la campagne parle des plus pauvres, des assistés sociaux, des chômeurs, des gens qui ont de plus en plus de difficulté à payer leur épicerie. Et peu importe le résultat le 4 septembre, ce mouvement va continuer. Il ne fait que commencer », estime Yves Chartrand.



Photo : Bruno Maltais

Yves Chartrand

Les chefs de partis et les candidats parlent-ils suffisamment d'éducation depuis le début de la campagne électorale? Réagissez dans l'espace pour les commentaires ci-dessous.

bruno.maltais@radio-canada.ca

Les commentaires (1)

Envoyé par [Diane Paquette](#) de windsor, 24 août 2012 à 11 h 55 HAE

Peu importe le parti qui sera au pouvoir, rien ne fonctionnera avec les étudiants. Avec leur démocratie directe ce qu'ils désirent c'est la gratuité.

Je leur suggère donc de faire un parti politique "carre rouge" ce qui ressemble beaucoup au communisme et on verra si les syndicats les suivront

[Les commentaires \(147\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Factures universitaires majorées : la FEUQ suggère d'attendre avant de payer – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 22 h 50 HAE



Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Les étudiants universitaires qui ont reçu une facture majorée pour leur session d'automne auraient avantage à patienter avant de la régler, puisque la décision des universités est probablement « illégale », a affirmé mercredi la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

Les étudiants de certains établissements universitaires ont reçu dans leur boîte aux lettres une facture dont le montant a été ajusté en tenant compte de la hausse des droits de scolarité annuelle de 254 \$ imposée par le gouvernement Charest.

Martine Desjardins suggère que ces universités contreviennent à la loi 12 (projet de loi 78) en faisant parvenir à leurs étudiants une facture avant le début de la session d'automne, qui est

prévu pour le 1er octobre, et en leur demandant un paiement en septembre.

Elle se demande d'où vient cet « empressement » des universités, et du même souffle, elle suggère que le gouvernement libéral a agi de façon « machiavélique » en laissant croire aux universités qu'elles toucheraient cet argent avant de déclencher une campagne électorale.

La FEUQ tente actuellement de déterminer si des recours s'offrent aux étudiants concernés. En attendant, elle conseille à ces derniers de « ne pas être trop pressés » de s'acquitter du montant de la facture qui leur a été envoyée.

La fédération ne va cependant pas jusqu'à suggérer à ses membres de ne pas payer leur facture avant le résultat du scrutin du 4 septembre, comme l'a fait la députée péquiste sortante Marie Malavoy lors d'une entrevue avec le quotidien *Le Soleil*.

Le Parti québécois a peut-être poussé le bouchon sur cette question, a laissé entendre Mme Desjardins.

LA PRESSE CANADIENNE

Les commentaires (12)

Envoyé par [Stéphane Robert](#) de Montréal, 23 août 2012 à 12 h 33 HAE

Très brillante cette jeune dame. Ceux qui attendront attendront aussi pour leur bulletin et diplôme.

Envoyé par [Daniel Rochefort](#) de Montreal, 23 août 2012 à 11 h 45 HAE

Je comprends pas le débat... les élections sont seulement dans 2 semaines... moi je vais attendre après les élections pour payer mes cours qui commencent en octobre.

Envoyé par [Élène Sergerie](#) de Saint-Paul, 23 août 2012 à 10 h 52 HAE

La hausse est au budget depuis mars 2012 donc c'est légitime que les universités l'inclue dans la facture. Je ne vois pas pourquoi les leaders étudiants trouvent cela machiavélique..

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 23 août 2012 à 10 h 23 HAE

« Envoyé par Roxanne Gagnon de Québec 23 août 2012 à 08 h 04 HAE

Je suis surprise que des gens aient déjà reçu des factures. La session d'automne n'est même pas commencée. »

Madame Desjardins parle de ceux qui ont fait la grève. Il s'agit plus que 30%

70% des étudiants universitaires et plus, recommande l'université le 5 septembre, soit dans un mois de deux semaines.

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec, 23 août 2012 à 10 h 19 HAE

Tu payes pas t'a pas d'inscription...attention Madame Desjardins.

On a pas besoin d'un évaluation de Juripop pour savoir cela !!!
D'autre part si un gel arrive. Est ce que les étudiants devons remboursés les généreuses hausses de Prêt et Bourse qu'il aurons reçu ??? (pour comblé plus que cette hausse de \$254)
Envoyé par [Jean Bonhomme](#) de Val Béclair, 23 août 2012 à 08 h 47 HAE
Il y a des limites à multiplier les occasions de chercher à se faire voir. Depuis une semaine ou deux, en pleine campagne électorale, on voit plus cette représentante de la FEUQ qu'Amir Kadir, que Jean-Martin Aussant et que les Verts réunis, ce qui n'est pas peu dire. Pourtant, elle

incarnera un enjeu nominaliste dont l'issue se règlera d'une manière ou d'une autre le 4 septembre, vraisemblablement à la faveur des étudiants, si la tendance se maintient ...
Au moins, dans le cas de la CLASSE, même si on peut ne pas toujours être d'accord, on a élargi le débat...
Envoyé par [Alexandre Choinière](#) de sherbrooke, 23 août 2012 à 08 h 19 HAE
Ce n'est pas une question de faire payer un groupe de la population ou un autre, mais plutôt de mieux gérer l'argent et après on verras si on doit payer plus cher.

Envoyé par [Roxanne Gagnon](#) de Québec, 23 août 2012 à 08 h 04 HAE
Je suis surpris que des gens aient déjà reçu des factures. La session d'automne n'est même pas commencée.
Envoyé par [Sébastien Lucas](#) de Québec, 23 août 2012 à 07 h 24 HAE
Pourquoi les syndicats étudiants qui ont payer les amendes pendant le boycott payent pas pour ceux qu'ils ont mis dans la misère? La hausse a passé dans le dernier budget. Marois veut abolir mais qui va l'avoir dans les dents après les travailleurs.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : L'Association étudiante de l'UQAR encourage les étudiants à voter – Mise à jour le mercredi 22 août 2012 à 14 h 20 HAE



Le président de l'AGECAR, Pierre-André Lalanne

L'Association générale des étudiants du campus de Rimouski (AGECAR) met à la disposition de ses membres un service de navette pour les inciter à exercer leur droit de vote le 4 septembre prochain.
L'AGECAR n'a pas l'intention d'interrompre son mouvement de contestation contre la hausse des droits de scolarité.

« Ça va dépendre beaucoup des élections du 4 septembre. Si on a un gouvernement du Parti québécois, on va plutôt s'assurer qu'il respecte les promesses qu'il a faites pendant la campagne. Et si

on a un gouvernement de la Coalition avenir Québec ou du Parti libéral du Québec, c'est clair que la lutte pour nous n'est pas finie. Et ça va être aux étudiants de décider quels moyens ils veulent utiliser pour continuer à contester. »
Pierre-André Lalanne
président de l'AGECAR

La hausse imposée par le gouvernement Charest est de 254 \$. Pour un semestre au premier cycle à l'UQAR, les droits de scolarité s'élèvent à 1567 \$ cet automne.

LE SOLEIL: Le PQ invite les étudiants à ne pas payer leur trimestre d'automne - Publié le 22 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le 22 août 2012 à 09h38



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
La porte-parole péquiste en matière d'éducation postsecondaire, Marie Malavoy, suggère aux étudiants d'attendre avant de passer à la caisse.
Daphnée Dion-Viens, Le Soleil
(Québec) Alors que les universités ont commencé à envoyer des factures plus élevées pour le trimestre d'automne, le Parti québécois invite les étudiants à ne pas les payer en attendant l'éventuelle élection d'un gouvernement péquiste.
Le Devoir a rapporté mardi que des universités ont déjà commencé à envoyer une facture majorée aux étudiants, sans attendre le résultat des élections du 4 septembre. C'est le cas de l'Université Concordia, de l'Université du Québec à

Montréal et de l'Université McGill, où les étudiants doivent régler leur facture d'ici au 31 août.
Or, le Parti québécois, qui mène présentement dans les sondages, a promis d'annuler la hausse annuelle de 254 \$ décrétée par le gouvernement Charest à partir de l'automne 2012.
La porte-parole péquiste en matière d'éducation postsecondaire, Marie Malavoy, suggère aux étudiants d'attendre avant de passer à la caisse. «Si j'étais étudiante, je ne paierais pas ma facture avant l'élection», a-t-elle lancé mardi lors d'un entretien téléphonique avec *Le Soleil*.
Elle s'étonne d'ailleurs que certaines universités réclament déjà de l'argent aux étudiants. «Je trouve étonnant que l'Université McGill ait pris les devants sachant que c'est un dossier aussi chaud. On aurait pu penser que les universités auraient attendu le résultat des élections», a affirmé la candidate dans Taillon. À l'Université McGill, la porte-parole Julie Fortier indique qu'il est possible d'offrir aux étudiants un crédit pour le trimestre suivant si des ajustements sont nécessaires après les élections.

Pas de réajustement

À l'Université Laval, les factures majorées seront envoyées à la mi-septembre, comme d'habitude. Pour l'instant, aucun scénario de réajustement n'est prévu si un gouvernement péquiste est élu.

«On avisera selon les directives», affirme un porte-parole, Jean-François Huppé. Sur le site internet de Laval, la section concernant le coût des études a été modifiée pour tenir compte de la hausse décrétée par le gouvernement Charest, ce qui porte à 2717,16 \$ le coût d'une année d'études à temps plein.

L'annulation de la hausse des droits de scolarité serait un des premiers gestes d'un gouvernement péquiste, a-t-elle ajouté. La chose est relativement simple puisqu'il suffit que le Conseil des ministres adopte un décret en ce sens. Le Parti québécois promet en outre de tenir un sommet sur le financement et la gestion des universités dans les six mois suivant son élection.

De son côté, la Coalition avenir Québec propose de suspendre la hausse jusqu'en janvier 2013. Par la suite, l'augmentation serait de 200 \$ par année pendant cinq ans.

Quant à la loi 12 (ex-projet de loi 78), il s'agit de la première loi à laquelle voudrait s'attaquer un gouvernement péquiste, mais son abolition est plus complexe puisqu'elle doit faire l'objet d'un vote à l'Assemblée nationale. Difficile pour l'instinct de prédire le temps requis pour y parvenir, estime Mme Malavoy.

TVANOUVELLES : Cégep de La Pocatière : Les jeunes de plus en plus enclins à voter? - Première publication mardi 21 août 2012 à 16h56



Par Diane Gendron | Agence QMI
Les **jeunes** semblent de plus en plus enclins à voter, selon ce qu'a constaté **Juan Mercier-**

Bélanger, président de l'Association générale des étudiants du Cégep de La Pocatière.
«Avec la situation qu'on a connue le printemps dernier, les jeunes se sont conscientisés davantage politiquement», a déclaré le président.
Pour favoriser le vote, l'association étudiante a mis en œuvre des moyens permettant aux jeunes d'aller chercher les informations afin de faire un choix éclairé le jour du scrutin.
Parmi les moyens mis en place, citons l'affichage de la plateforme électorale de tous les partis de la circonscription de la Côte-du-Sud ainsi que la diffusion de l'information sur les différentes façons de voter incluant le vote hors circonscription.

En revanche, il n'y aura pas de débat puisque seul un candidat a accepté l'invitation des étudiants du Cégep de La Pocatière. Il s'agit du représentant du Parti québécois, André Simard. Comme il a dit oui, l'association étudiante a accepté qu'il s'adresse aux étudiants jeudi.

Juan Mercier-Bélanger invite tous les jeunes de la circonscription de la Côte-du-Sud à se renseigner et à observer ce que les différents partis ont à offrir avant de faire un choix.

«Bien que cette élection arrive à un mauvais moment pour nous qui serons en pleine rentrée scolaire, j'espère que nous nous présenterons massivement aux urnes le 4 septembre et que



nous prendrons part à l'avancement et à l'avenir|du Québec», a dit le président.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Rentrée aux cégeps de Chicoutimi et Jonquière : beaucoup d'efforts sur le vote – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 17 h 42 HAE

Aux cégeps de Jonquière et Chicoutimi, où c'est jour de rentrée, plusieurs étudiants étaient davantage occupés à se familiariser avec leur nouvel environnement scolaire et à faire l'achat de leurs livres que par la campagne électorale. Si peu de jeunes arboraient le carré rouge dans les corridors, la majorité d'entre eux disent qu'ils iront voter. « Je pense que c'est vraiment important de donner nos idées », dit une étudiante. « Il faut vraiment utiliser notre droit de vote, il ne faut pas le laisser tomber », ajoute une autre. Un étudiant a également souligné le nombre élevé de commentaires suscités par le débat des

chefs sur les réseaux sociaux. Il croit que le taux de participation au vote sera important. Au Cégep de Jonquière, l'association étudiante consacre beaucoup d'efforts à convaincre les étudiants de se rendre aux urnes. Le président de l'Association générale des étudiants du Cégep de Jonquière, Antoine Rail, précise qu'il n'est pas question de tenir un nouveau vote de grève, ni de participer à la manifestation étudiante à Montréal, mercredi. « C'est de les sensibiliser à aller voter, de leur faire comprendre qu'il faut réfléchir à la valeur

de son vote, affirme M. Rail. De dire justement qu'on peut aller changer les choses. » Même si beaucoup de jeunes disent qu'ils vont participer au scrutin, plusieurs sont encore indécis. « Une semaine avant, je vais regarder ça pour savoir de quel côté je vais aller », souligne un des étudiants rencontrés. Au Cégep de Chicoutimi, un poste d'agent de mobilisation à la participation citoyenne vient d'être créé afin d'amener les jeunes à apprivoiser le système politique et les convaincre d'aller voter

RADIO-CANADA / MAURICIE : Les fédérations étudiantes du Québec de passage à Trois-Rivières – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 7 h 56 HAE



La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, à Trois-Rivières

Les fédérations étudiantes du Québec continuent leurs démarches pour inciter les jeunes à aller voter aux prochaines élections. Samedi, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins, et la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Éliane Laberge, sont venues à Trois-Rivières pour rencontrer des jeunes et des candidats. Depuis 20 ans, la proportion des jeunes qui se rendent aux urnes diminue constamment. Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire souhaitent que les deux tiers des 18-34 ans

aient voter le 4 septembre. En 2008, moins de la moitié des jeunes s'étaient prévalus de leur droit de vote. Trois candidats avaient répondu à l'invitation des fédérations étudiantes et sont allés rencontrer les jeunes. Djemila Benhabib du Parti québécois, Jean-Claude Landry de Québec solidaire et Andrew D'Amours de la Coalition avenir Québec ont participé à l'échange.

LE SOLEIL : Les associations étudiantes «décues» du peu de débat sur l'éducation - Publié le lundi 20 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 07h46



Photothèque Le Soleil, Yan Doublet
Éliane Laberge, de la FECQ (photo), et Martine Desjardins, de la FEUQ, sont abasourdis du peu de place qui a été fait à l'éducation par les chefs après les événements du printemps dernier. Dominique Hardy, Le Soleil (Québec) Alors que les élections ont été déclenchées sur leur dos, les étudiants sont offusqués que la jeunesse et l'éducation aient eu si peu de place au débat des chefs. «Nous sommes extrêmement déçus de constater que l'éducation a pris si peu de place», se désole Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

«Selon moi, c'est un des symptômes du fait que la jeunesse ne participe plus à la politique québécoise. Comme nous l'avons répété au cours des dernières semaines, étant donné que l'on ne va pas voter, les partis ne nous prennent pas en considération et lorsqu'on arrive à des moments aussi importants que le débat des chefs, nous sommes évincés de l'exercice.» Elle est consternée par le fait que les chefs n'ont pas abordé des sujets qui touchent les jeunes, contrairement à la classe moyenne et aux aînés. «J'espère que nous, les jeunes, avons eu notre leçon, que si on veut que l'on parle de nous, si on veut qu'il y ait des promesses, qu'il y ait des fonctions mises de l'avant en fonction de nous, on doit se rendre aux urnes.» Même son de cloche du côté de la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, qui se dit déçue que la crise étudiante ait été évincée du débat. «Les élections ont été déclenchées sur le dos du conflit étudiant et qu'on n'ait pas eu le courage de l'aborder dans le cadre d'un débat des chefs, franchement, c'est décevant.»

Patate chaude

Elle craint que l'exercice n'ait pas permis d'éclairer les jeunes sur leur choix en prévision de l'élection du 4 septembre. Martine Desjardins

estime que les chefs devront parler davantage d'éducation au cours des prochaines semaines s'ils veulent obtenir un vote massif des étudiants.

«C'est une patate chaude pour les partis politiques», analyse Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Ce qui est dommage, c'est que la richesse des débats du printemps dernier, pour les personnes qui l'ont vécu en assemblée générale ou dans la rue, tous ces débats ne se retrouvent pas dans la campagne électorale. Même dans ce débat des chefs où ils essayaient de rebondir sur l'un ou sur l'autre, il n'y a pas eu de réflexion profonde sur les motivations des partis par rapport à la hausse ou non des frais de scolarité.»

Elle regrette aussi que l'économie du savoir et la marchandisation de l'éducation n'aient pas fait partie des sujets de discussion.

Malgré cette absence de la jeunesse et de l'éducation au débat des chefs, dimanche soir, Éliane Laberge, Martine Desjardins et Jeanne Reynolds invitent les jeunes à se faire entendre le 4 septembre en allant voter.

TVANOUVELLES : Élections 2012 : La FEUQ et la FECQ s'immiscent dans la campagne - Première publication samedi 18 août 2012 à 19h41

Par Nicolas Ducharme | Agence QMI
La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) étaient de passage à Trois-Rivières, samedi, afin d'inciter la population à voter lors des prochaines élections. C'est toutefois la visite du candidat de la Coalition avenir Québec (CAQ), Andrew D'Amours, qui a retenu l'attention. Cette tournée que font les deux fédérations étudiantes à travers le Québec se veut festive. Samedi, des hot-dogs étaient cuisinés sur le

barbecue et remis à la trentaine de visiteurs qui s'étaient déplacés au parc Pie-XII. «On invite les jeunes et les moins jeunes à voter massivement lors des prochaines élections, a expliqué Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Nous visons les circonscriptions où les libéraux sont passés avec une faible majorité lors des dernières élections.» La circonscription de Trois-Rivières avait été ciblée puisque la députée sortante, Danielle St-Amand, a remporté le scrutin de 2008 par seulement 960 votes.

D'Amours dérange

Certains candidats au prochain vote se sont présentés, soit Djemila Benhabib du Parti québécois (PQ) et Jean-Claude Landry de Québec solidaire. C'est toutefois l'arrivée du candidat de la CAQ, Andrew D'Amours, qui a causé une certaine commotion, puisque certains militants contre la hausse des droits de scolarité l'ont rapidement mis à l'épreuve. L'un d'eux exigeait même son départ, le qualifiant d'ennemi. Le jeune homme de 22 ans ne croit pas que sa présence était incongrue avec l'objectif de la journée.

«Nous croyons que les jeunes doivent s'impliquer en politique, et ce, peu importe leurs opinions, nous voulons faire un dialogue, a déclaré le candidat caquiste. À la coalition, nous avons fait le choix responsable d'y aller avec une hausse plus modérée, mais qui augmente la qualité de l'enseignement dans les universités. Ce sont de nouvelles propositions et nous voulons régler la mauvaise gestion des universités. C'est ce dont nous voulions venir discuter.»

Pourtant, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, martèle que la CAQ ne représente pas une avenue intéressante pour la cause étudiante.

«Si nous voulons un vrai changement lors du prochain gouvernement, ce n'est pas en votant

caquiste ou libéral que ça va arriver, a-t-elle dit. Mais nous laissons le soin aux gens de faire leur propre choix et nous discutons de toutes les plates-formes.»

M. D'Amours a quitté l'événement après une dizaine de minutes. De son côté, Mme Benhabib a concédé que le PQ espère que le vote étudiant ira du côté de son organisation politique.

«Bien sûr que nous le convoitons, mais nous invitons l'ensemble de la population à participer à cette élection pour lancer un message très fort au gouvernement libéral, a-t-elle dit. Neuf ans de règne libéral, c'est assez.»

Essoufflement?

La visite de la FECQ et de la FEUQ à Trois-Rivières se déroule au moment où la grève étudiante dans tous les cégeps du Québec a pris fin. Est-ce la fin de ce mouvement qui a enflammé le Québec au printemps dernier? La présidente de la FECQ, Éliane Laberge, en doute fortement.

«Je pense que le mouvement change, a-t-elle noté. C'est normal après deux ans, puisque les manifestations et actions se déroulent depuis ce temps. Puisque nous sommes en campagne électorale, c'est pourquoi les étudiants ont pris la décision de retourner en classe. Ils disposent d'un nouveau moyen pour bloquer la hausse des frais de scolarité.»

LE NOUVELLISTE: Les fédérations étudiantes veulent faire sortir le vote des jeunes - Publié le samedi 18 août 2012 à 16h39 | Mis à jour le lundi 20 août 2012 à 10h56



Sylvain Mayer

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, était de passage à Trois-Rivières ce week-end pour faire sortir le vote des étudiants.

Gabriel Delisle, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Les présidentes de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) entendent bien faire sortir le vote des jeunes lors des prochaines élections générales.

Éliane Laberge et Martine Desjardins ont rencontré des étudiants de la région samedi à Trois-Rivières pour les inviter notamment à exercer leur droit de vote pour ainsi faire valoir leurs opinions sur le financement des cégeps et des universités.

«Nous voulons sensibiliser les gens à aller voter», lance d'entrée de jeu la présidente de la FECQ, Éliane Laberge.

Tout sera mis en place pour favoriser le vote étudiant. La FEUQ entend bien aider les jeunes à voter en offrant par exemple à certains endroits des transports. Des centrales d'appel seront aussi mises sur pied par les associations étudiantes.

Éliane Laberge estime que les propositions des partis politiques entourant l'éducation lors de la campagne électorale ne se limitent qu'aux frais de scolarité. «Nous aimerions que les questions de financement de l'éducation postsecondaire soient davantage abordées. Il faut penser plus loin. Qu'est-ce qu'on veut au niveau de l'internationalisation et de la commercialisation de nos institutions d'enseignement? La situation catastrophique que vivent certains cégeps en région ou la cote de rendement au collégial sont des sujets qui ne sont pas discutés pendant la campagne électorale», estime la présidente de la FECQ. «Mais on parle plus d'éducation dans cette campagne que dans les précédentes. C'est une bonne chose.»

La présidente de la FECQ croit que la suspension de la grève dans tous les cégeps de la province est normale. Les élections et le calendrier scolaire condensé pour rattraper le temps perdu ne pouvaient selon elle que pousser les étudiants à retourner sur les bancs d'école. Cette vision de la fin du conflit est partagée par Martine Desjardins de la FEUQ. «La mobilisation se transfère vers la sortie de vote. Tant que nous allons voter le 4 septembre», souligne-t-elle

L'Association générale étudiante du Cégep de Trois-Rivières compte bien encourager les étudiants trifluviens à exercer leur droit de vote. «Nous voulons organiser un débat et informer les étudiants sur la plateforme des différents partis», souligne Maude Chouinard-Boucher, représentante aux affaires externes de l'association étudiante.

Martine Desjardins croit fermement que les étudiants et les jeunes sortiront voter le 4 septembre prochain. Les associations devront toutefois faire aussi de l'éducation auprès de la jeunesse. «Je suis convaincu que oui. Nous avons rencontré plein de jeunes qui nous disaient

qu'ils allaient voter cette fois-ci», explique la leader étudiante. «Mais plusieurs ne savent pas comment. J'ai même rencontré quelqu'un qui avait jeté sa carte de l'électeur.»

Les leaders étudiants ont également rencontré quelques candidats de la circonscription de Trois-Rivières. Les candidats du Parti québécois, Djemila Benhabib, de la Coalition avenir Québec (CAQ), Andrew D'Amours ainsi que de Québec solidaire, Jean-Claude Landry, ont répondu à l'invitation des étudiants. Cette visite ne se sera pas fait sans heurts pour le candidat de la CAQ qui s'est fait rappeler par un militant les positions de son parti politique qui propose comme les libéraux une hausse des droits de scolarité.

«Nous croyons que les jeunes doivent s'intéresser à la politique. Nous voulons une hausse des frais de scolarité moins élevée à la CAQ. C'est une proposition responsable pour améliorer la qualité de l'enseignement», répondait Andrew D'Amours de la CAQ.

«Le peuple québécois est dû pour du changement. L'ensemble de la population, jeune et moins jeune, est invité à lancer un message très fort au gouvernement libéral», a souligné de son côté lors du rassemblement étudiant la candidate du PQ dans Trois-Rivières.

Le candidat de Québec solidaire a rappelé que son parti souhaite la gratuité scolaire de la maternelle à l'université. La députée sortante de Trois-Rivières et candidate pour le Parti libéral, Danielle St-Amand, a brillé par son absence lors du rassemblement étudiant. Elle était pourtant à quelques pas de là samedi après-midi lors d'une activité réunissant plusieurs aînés. De plus, les étudiants n'ont pas réussi à inviter le candidat d'Option nationale dans Trois-Rivières, Charles-Hugo Normand.

LE SOLEIL: Mouvement étudiant et campagne: les carrés rouges s'éloignent du PQ - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le samedi 18 août 2012 à 17h22



Le Soleil, Steve Deschênes

On a vu Renaud Poirier St-Pierre (à gauche) se tenir systématiquement derrière Gabriel Nadeau-Dubois (à droite) ce printemps. Il a décidé de se joindre à Québec solidaire après sept ans d'implication à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Après avoir appuyé pendant des mois les étudiants et leurs carrés rouges, le Parti québécois voit plusieurs manifestants faire le grand saut politique... chez l'adversaire. Québec solidaire (QS) et Option nationale (ON) enrôlent des militants actifs et bien branchés du conflit étudiant, a constaté *Le Soleil*.

On l'a vu tout le printemps. À chaque manifestation, à chaque négociation de la dernière chance avec les ministres de l'Éducation. Renaud Poirier St-Pierre se tenait systématiquement derrière le très médiatisé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Il a terminé son mandat il y a quelques semaines. Après sept ans d'implication au sein du mouvement étudiant, il a joint les rangs - comme bien d'autres dans le milieu - de Québec solidaire. «Le Parti québécois, c'est plus ou moins le Parti libéral du Québec. Le seul parti politique qui incarne

vraiment les valeurs politiques qui étaient présentes dans la grève, c'est Québec solidaire», assure-t-il aujourd'hui.

Le Parti québécois a peut-être attiré les caméras en faisant défiler ses députés avec un carré rouge. Mais sur le terrain, entre deux bouffées de gaz lacrymogènes, c'est le parti de gauche qu'il voyait. «Amir Khadir s'est fait arrêter quand même. Il s'est mis avec son vélo entre des manifestants et des lignes de policiers. Il n'est pas allé chercher de capital politique, il le faisait par principe.»

Et l'ancien attaché de presse de l'association la plus militante ne se sent pas seul dans son coin. «Il y a beaucoup de jeunes comme moi. Que ce soit à la CLASSE ou dans les fédérations étudiantes, qui sont chez QS», soutient Renaud Poirier St-Pierre.

Philippe Ethier a siégé au sein de l'exécutif de la CLASSE ce printemps. Aussitôt libéré de son serment - la CLASSE insiste sur la neutralité -, il a embarqué lui aussi dans la caravane des solidaires. «On a beaucoup de bénévoles qui sont des étudiants qui ont milité avec nous durant le printemps. Ça a aidé. Il y a eu une augmentation», affirme-t-il. «C'est le parti qui est le plus proche de ce qu'était le printemps érable.»

Méfiance envers le PQ

Le militant pour la gratuité scolaire, comme bien d'autres interrogés par *Le Soleil*, parle d'une méfiance envers le Parti québécois. «Porter le carré rouge, c'était une forme d'opportunisme», lance-t-il. «Ils se sont dit : on va réussir à rallier le vote de la jeunesse, à rallier des militants étudiants. Mais quand Pauline Marois a enlevé son carré rouge, bien des étudiants ont dû décider d'aller voir ailleurs.»

Gabrielle Brais Harvey est allée voir ailleurs. Pendant deux ans, elle a été dans les hautes sphères de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). «On ne se le cachera pas, il y a beaucoup d'anciens des fédérations étudiantes qui sont au Parti québécois», reconnaît-elle d'abord.

Depuis, elle a sillonné les rues pour dénoncer la hausse des droits de scolarité. Et la voici aujourd'hui elle aussi dans le camp de Québec solidaire. «J'ai vu Amir [Khadir], Françoise [David], Manon [Massé], le candidat pour lequel je travaille [Alexandre Leduc], je les ai vus tous les soirs, dans toutes les luttes. Dans toutes les actions, ils étaient là», explique Gabrielle Brais Harvey, pour qui le PQ et le PLQ sont du pareil au même une fois au pouvoir. «Même chez les militants plus jeunes au Parti québécois, je sais qu'il y en a qui sont quand même méfiants, si jamais le PQ prenait le pouvoir. Le vote étudiant n'est pas acquis au Parti québécois. Et en ce moment, il l'est moins que jamais. Surtout avec leur flou artistique sur la hausse.»

LE SOLEIL : Appui des carrés rouges: le PQ tire son épingle du jeu - Publié le samedi 18 août 2012 à 05h00



Photo Le Soleil, Steve Deschênes

Samuel Auger, Le Soleil

(Québec) Le Parti québécois récolte les fruits de son appui au mouvement étudiant ce printemps, assurent des militants de la région de la Capitale-Nationale.

«C'est partagé... mitigé. Oui, forcément, Québec solidaire et Option nationale ont été présents dans les manifestations. C'est sûr qu'ils ont réussi à recruter certains militants», admet d'entrée de jeu Vincent-Gabriel Langlois, président du Parti québécois de l'Université Laval.

«Mais de notre côté, on peut dire la même chose aussi», ajoute-t-il. Ce péquiste estime que bien des étudiants ont adhéré à la position plus modérée de sa formation. «On a beaucoup de jeunes qui se sont joints. Le gel des frais de scolarité avec indexation, c'est une position qui rejoint je pense pas mal tout le monde. C'est une position très raisonnable.»

Nouveaux militants

Les rangs péquistes se sont aussi garnis en raison du conflit étudiant. «On a beaucoup plus de militants. Juste dans mon équipe, j'ai beaucoup de militants qui n'étaient pas militants avant. Le PQ tire son épingle du jeu. Les jeunes

sont satisfaits de notre position», prétend le président de l'association.

Marc-André Pharand a lui aussi milité activement au sein des associations étudiantes en plus d'être impliqué dans le parti de Pauline Marois. «On a jamais eu autant de bénévoles. On commence cette campagne électorale avec autant de bénévoles que durant la fin de la dernière campagne. Il y a un engouement. C'est le fun, ça rajeunit un local électoral», assure le président régional jeunes pour la région de Québec du PQ.

«On est le seul parti qui est capable de remplacer le gouvernement», poursuit Marc-André Pharand, un argument qui ferait mouche auprès des jeunes. «Option nationale, Québec solidaire, ils sont très sympathiques, mais malheureusement, ils ne sont pas en position pour former le prochain gouvernement. On a l'équipe la plus solide pour le faire.»

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Bas-Saint-Laurent : la FEUQ appelle au vote étudiant - Mise à jour le vendredi 17 août 2012 à 18 h 38 HAE



Martine Desjardins et Éliane Laberge incitent les jeunes à aller voter.

De passage au Cégep de Rivière-du-Loup, la présidente de la Fédération étudiante universi-

taire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a appelé les jeunes à voter pour un parti autre que le Parti libéral et la Coalition avenir Québec.

Selon elle, ces deux formations politiques défendent une position inacceptable pour les étudiants dans le dossier de la hausse des droits de scolarité.

« On n'est pas là pour soutenir un parti, mais il y a quand même trois partis qui proposent des solutions qui rejoignent à notre sens un peu plus le côté éducation », affirme Martine Desjardins. Cette dernière était accompagnée de la nouvelle présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

Depuis le lancement de la campagne électorale, les fédérations étudiantes entreprennent une tournée des circonscriptions libérales qui sont susceptibles de changer de parti lors du prochain scrutin.

En plus de leur passage dans Rivière-du-Loup-Témiscouata, la FEUQ et la FECQ compte visiter les circonscriptions de Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine.

Par ailleurs, Martine Desjardins et des représentants des associations étudiantes ont annoncé qu'ils commenteront le débat des chefs dimanche prochain sur les réseaux sociaux.

Les commentaires (2)

Envoyé par [Jeff Lafleur](#) de Bas du Fleuve

18 août 2012 à 17 h 58 HAE

Je ne sais pas quel est son but ultime en éducation Mme.Desjardins, mais je crois qu'il serait temps pour elle d'essayer de terminer ces études, car à 30 ans et encore sur les bancs d'école, ça regarde pour une éternelle étudiante. Un ti coup et le tout sera terminé et vous pourrez payer des impôts et vos prêts comme nous

tous, les travailleurs, ceux qui paieront pour le bordel du printemps.

Envoyé par [Réal Turcotte](#) de percé

18 août 2012 à 07 h 31 HAE

Grâce à vous les étudiants, le chef libéral corrompu et sa bande de clowns complices seront dehors le 4 septembre prochain!!

À condition bien sure, que votre dégoûts se manifeste dans la boîte de scrutin le 4 septembre prochain!!!

Le vicieux calcul politique de Jonh James semble lui être fatal selon les ressants sondages!!!

De toute évidence, la panique est installé au PLQ corrompu!!!

TVANOUVELLES : Cégeps : L'application de la Loi 101 pas nécessaire - Première publication vendredi 17 août 2012 à 15h26

Agence QMI

La **Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC-CSQ)** s'est prononcée vendredi contre l'application de la **Loi 101** dans les **cégeps**.

Selon la Fédération, «croire que l'application de la Loi 101 dans les collèges aurait un effet bénéfique sur le fait français est un leurre. Les membres de la FPPC-CSQ croient qu'étendre l'application de la Loi 101 au réseau collégial aurait des conséquences néfastes sur le réseau», lit-on dans un communiqué publié par l'organisme.

La FPPC-CSQ estime également que l'application de la Loi 101 favoriserait l'expansion des cégeps

privés anglophones ou même francophones hybrides (cours en français avec environnement anglophone), au détriment du réseau public.

Cette prise de position fait suite aux déclarations de Pauline Marois la semaine dernière. Elle a indiqué qu'un gouvernement du Parti Québécois donnerait plus de mordant à la Loi 101. Plus précisément, les cégeps anglophones, les centres de formation professionnelle et les cours aux adultes seraient soumis à la nouvelle loi. De ce fait, quelque 8000 nouveaux inscrits par année dans les cégeps anglophones, qui ne sont pas de langue maternelle anglaise, ne pourraient plus y accéder.

La Fédération précise que selon les statistiques, 70% des élèves allophones fréquentant un établissement d'enseignement secondaire francophone choisiront un cégep francophone, un nombre qui continue de croître d'année en année.

Par ailleurs, si la moyenne de tous les allophones fréquentant les cégeps francophones est de 50%, c'est que la très grande majorité des élèves allophones, fréquentant une institution anglophone au secondaire, choisissent un cégep anglophone par la suite. Le problème se situerait donc en amont des études collégiales, selon la FPPC-CSQ.

LE DEVOIR : Les leaders étudiants ont été «très, très durs» avec Line Beauchamp, reconnaît Martine Desjardins – Vendredi 17 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Gabriel Nadeau-Dubois, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin participaient jeudi à un atelier de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde.
Jessica Nadeau

Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ, estime que les leaders étudiants ont été trop durs avec l'ancienne ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui a démissionné au plus fort de la crise étudiante en mai dernier. « C'est après coup que je m'en suis rendu compte, parce que sur le coup, je dois avouer qu'on a été très dur envers Mme Beauchamp. Très, très dur. »

Avec le recul et l'annonce de la loi 78, Martine Desjardins dit avoir finalement compris pourquoi Line Beauchamp lui disait toujours : « Martine, tu ne peux pas me demander cela. » « C'était sa façon de nous dire qu'elle ne serait jamais capable d'obtenir ce que nous voulions. Mais je pense qu'elle voulait régler le dossier. Ça fait longtemps qu'elle nous aurait donné ne serait-ce qu'un moratoire, mais elle n'avait pas la possibilité de le faire. C'est la raison pour laquelle elle est partie. »

La présidente de la FEUQ a tenu ces propos devant quelques centaines de citoyens — principalement des jeunes — dans le cadre d'un atelier de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde qui se tenait jeudi soir à l'UQAM. Elle était accompagnée de ses anciens collègues Gabriel Nadeau-Dubois, qui a soulevé la foule à maintes reprises, et de Léo Bureau-Blouin, qui parle

désormais comme un vrai politicien. Le débat, animé par l'animateur Simon Durivage, avait des allures d'un « club des ex » rajeuni.

Legault ciblé

Pour Martine Desjardins, le PLQ et la CAQ, c'est le « même mépris des jeunes ». Mais c'est surtout François Legault qui a été la cible des panelistes. « M. Legault est passé maître dans l'art de dire tout et son contraire », a lancé Martine Desjardins sous les applaudissements de la foule. Même si cette phrase semble tout droit sortie d'un discours de Jean Charest, elle jure, en riant, ne pas avoir été approchée, ni par le Parti libéral, ni par aucun autre parti. Gabriel Nadeau-Dubois non plus. Ce dernier a d'ailleurs précisé que s'il avait démissionné, c'était notamment pour ne pas servir « d'épouvantail » au Parti libéral qui aurait pu en profiter pour mener une campagne de peur.

Pour Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins, la mobilisation doit maintenant passer par le vote. Mais Gabriel Nadeau-Dubois fait encore une fois classe à part. « Il ne faudrait pas surestimer les élections [...] Les questions qui ont été posées par les grèves étudiantes sont graves et il n'y a aucun parti susceptible de prendre le pouvoir qui puisse répondre en profondeur aux interrogations qui ont été soulevées [...] Tout cela ne sera pas réglé le 5 septembre. »

[Vos réactions \(23\)](#)

THE GAZETTE : Jean Charest faces showdown with students over tuition – Friday, August 17, 2012



Photograph by: Phil Carpenter , The Gazette
Thousands of Collège de Maisonneuve students arrive Monday to vote on whether to continue a class boycott. Most CEGEP students have voted to return.

By René Bruemmer

MONTREAL - For Liberal Leader Jean Charest, the decision of tens of thousands of CEGEP students to return to class this week could be seen as a major coup, or a debilitating political blow.

For the man who started his campaign to win a fourth mandate with a pledge to restore law and order, the spectre of protesters running amok and shattering bank windows in the heart of an electoral campaign would, to many, have justified his party's creation of a special law to restore peace.

At the same time, the image of students peacefully heading back to CEGEP could be taken as a sign his tough stance and enforcement of a summer timeout worked. Be it chaos or capitulation, Charest was in a win-win situation.

There's no doubt the summer break had an effect, noted Bruce Hicks, a political science professor at Concordia University. The first protest after the lull, organized by militant student federation CLASSE, was a relative dud.

"I think that's why their spokesman bowed out when he did," Hicks said, referring to Gabriel Nadeau-Dubois. "That first demonstration of only 200 people was a sign of the beginning of the end, that Bill 78 did have an effect in terms of a timeout — it cooled things off."

While Charest may have been able to capitalize on this success in normal times, when the debate would have been between him and the students alone, the fact he's in an election complicates things, Hicks said.

"In an election campaign, he doesn't have the same bully pulpit he had as premier prior to the election," he said.

Media tend to try to give equal space to each candidate during campaigns, robbing Charest of the limelight and control of the message. As well, during a campaign other issues come to the fore, such as corruption or secularism, that drown out the ones Charest might prefer to highlight.

If the Parti Québécois wins, Hicks said, students can see it as a victory for their movement, for it was they who influenced the PQ to promise to freeze tuition fees if elected and put the issue before a public summit. (On Thursday, leader Pauline Marois said the PQ would index university tuitions to the cost of living, not freeze them.)

Université de Montréal Professor Michel Seymour, who was among a group of 2,000 teachers who signed a manifesto supporting the student protest and calling for an end to Bill 78 this month, sees Charest's battle with the students as more of a lose-lose situation.

If the students return to class, Charest loses his momentum and the vote of people who considered public security their main concern. If the boycotts continue, it could signal that "no matter what Jean Charest does, he can't control the students, so maybe we have to change the government," Seymour said.

Ultimately, Seymour sees voters' viewpoints on the student strike, be they positive or negative, cancelling each other out. Other issues — such as the arrival of corruption czar Jacques Duchesneau on the scene for the Coalition Avenir Québec, and the fact Charest is going for a fourth mandate in a province where voters rarely grant more than two in a row to any party — take precedence, and forecast Charest's coming downfall, he said.

In addition, the student issue won't be going away, especially if Charest is re-elected, Seymour added.

"Citizens know that if students are coming back, it's not because they finally decided they were okay with an increase to tuition fees and that Charest was right," he said. "No, it's because they're tired and concerned about their own careers, and that's normal: They were the ones to support this struggle for six months."

He predicts the Liberals will come in third, after the PQ and the CAQ.

The CEGEP students who voted to return this week were among the more moderate of student groups during the long student protests, those most willing to compromise or go back to school, Hicks noted.

CEGEP students weren't generally the problem during large demonstrations that got out of hand, he said. University students were more militant, "and we don't know how they are going to behave."

"There's still an unknown there."

While the majority of CEGEP students have voted to return, more than 10,000 university students have voted to maintain their boycotts, and there are many more university association votes to come.

4 comments

Selectohhh, 9:59 AM on 8/21/2012

montreal guy: how are you going to ask people to be mature when the extent of your comment is to throw insults

(students) have nothing better to do

-to-toon (??)

-bunch of zeros

-they have mental problems

Schtinkmtl, 11:18 AM on 8/19/2012

@montreal guy

Well i think the students have matured, like not protesting during the elections as to not give Charest the fuel he so desparately needs to spin the vote in his favor.

Maybe you should be looking to the new government to help the poor, or the very poor, but that is unlikely to happen as none of the parties in the running have tabled anything concrete to fight poverty, so why do you feel the students should?

The student crisis was not a small thing as you simply put it. It was a social movement that rallied up 4000000 students, teachers, parents and concerned citizens. Made international headlines, even Amnesty international and the UN have kept a close eye on our government and police forces for abuses of power that the media here failed to portray. It takes a lot of guts to go and protest with the possibility of being beaten, arrested, and pepper sprayed, but the protests still went on.

montreal guy, 12:18 PM on 8/17/2012

This whole thing is that the students are making a big thing about a small thing. Don't these students, who protest have nothing better to do...help the poor, go to Africa and help the very poor, be productive not a to-toon. Don't be a bunch of zeros, education is never free and if people think so they have mental problems....work they work for free...no...Students, please mature very fast because soon you will be working [??].

DVX, 9:19 AM on 8/17/2012

Who cares about the students anymore? Their protests are but a shadow of what they once were, and no matter what party is elected, tuition fees will still go up. No one, not even most of the protesting students, cares anymore.

LE SOLEIL : Le système d'éducation japonais a des effets pervers - Publié le mercredi 15 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 15 août 2012 à 09h46



La quête de la performance à tout prix dans le système d'éducation japonais apporte aussi son lot de problèmes sociaux très complexes que nous ne connaissons pas ici, selon la sociologue Valérie Harvey.

Pierre-Olivier Fortin, Le Soleil (Québec) Mais qu'avons-nous tant à envier aux Asiatiques? Ils ont été cités deux fois dans la présente campagne. On se souviendra de la déclaration maladroite de Claude Roy, qui souhaiterait voir «plus d'Asiatiques et moins d'Arabes» immigrer au Québec.

Et lundi, c'est le chef caquiste François Legault qui suggérerait que les parents et leurs enfants s'inspirent des Asiatiques pour le coeur qu'ils mettent à leurs études.

Valérie Harvey est sociologue. Elle a vécu et étudié plus d'un an au Japon. Lorsqu'elle a entendu François Legault faire en quelque sorte l'éloge des Asiatiques en matière d'éducation, les cheveux lui ont dressé sur la tête. Le système japonais, qu'on peut étendre à la Chine, à Taiwan et à la Corée du Sud, a ses bons côtés. Mais il a aussi d'énormes effets pervers, prévient-elle.

Vrai que la société japonaise met fortement l'accent sur les études. Faute de ressources dans le sol, les cerveaux sont sa principale richesse. Mais, paradoxalement, le Japon investit 50 % moins que le Québec en éducation en proportion de son PIB, rapporte la chercheuse.

Facture refilée aux parents

Inévitablement, ce sont les parents qui doivent payer la facture. Et les parents seuls, puisqu'il est souvent interdit par les institutions de travailler pendant ses études. Les droits de scolarité y sont extrêmement élevés.

«Quand on pense à avoir un enfant, on se dit que ça va coûter tellement cher, alors on va en avoir juste un. Ou pas du tout, parce qu'on n'en aura pas les moyens. L'éducation est un frein à la natalité», conclut-elle dans son étude.

L'éducation au Japon «vaut le prix qu'on paie», a-t-elle noté sur le terrain. Plus chers sont les frais, meilleure est l'éducation. Une meilleure éducation donne aussi un diplôme plus prestigieux.

«Quand vous sortez d'une université qui est très reconnue, les chances sont plus grandes d'entrer sur le marché du travail dans une grande entreprise» et d'y occuper les meilleurs emplois.

Le prestige d'abord

Cette corrélation très forte entre le prestige du diplôme, son coût et la qualité de l'emploi crée deux phénomènes collatéraux, explique-t-elle.

D'abord, elle entraîne une «pression énorme» pour la réussite, puis elle fait en sorte que la voie est tracée d'avance pour chaque enfant.

Dès la maternelle

À chaque étape de son éducation, l'enfant doit réussir un test d'entrée. Plus l'école est prestigieuse, plus difficile est le test. Et ça commence... à la maternelle. Parfois même à l'âge

de trois ans, avec les «écoles supplémentaires» qui préparent les bambins pour leurs tests d'entrée à la maternelle.

«L'école dans laquelle il entre est un indicatif d'où il va aller à l'université» et, ultimement, de la qualité de l'emploi qu'il occupera, indique Mme Harvey.

Les parents redoutent l'entrée de leur enfant à la maternelle, s'est aperçue Mme Harvey, parce que c'est à cette étape de vie que le stress commence, et pour tout le monde.

Il faut passer le redoutable test, bien réussir pour atteindre la prochaine étape, passer de nouveaux tests, et ainsi de suite jusqu'à l'université. Et faire de gros chèques.

Dans un parcours sous pression, et aussi hautement compétitif, il n'y a pas de place pour l'échec ou pour l'abandon.

Problèmes sociaux

Non, il n'y a pratiquement pas de décrochage scolaire au Japon. Mais c'est l'un des pays industrialisés où le taux de suicide est le plus élevé, y compris chez... les enfants.

La quête de la performance à tout prix apporte aussi son lot de problèmes sociaux très complexes que nous ne connaissons pas ici, raconte Mme Harvey.

Elle souligne également que dans le système japonais, en raison du coût de l'éducation, la «mobilité sociale» est beaucoup plus rare que chez nous. Autrement dit, un enfant qui naît dans une famille pauvre peut difficilement aspirer à mieux, parce que ses parents n'auront pas les moyens de lui offrir une bonne éducation.

Oui, les Japonais sont des étudiants acharnés qui ne décrochent pas, mais à quel prix? Une chose est certaine, conclut-elle, «le sacrifice qu'on doit faire est beaucoup plus grand qu'ici».



TVANOUVELLES : Propos envers les jeunes : Khadir invite Legault à «aller voir ailleurs» - Première publication mardi 14 août 2012 à 16h34



Crédit photo : Agence QMI
 Agence QMI
Amir Khadir a tenu des propos durs envers le chef de la **Coalition avenir Québec, François Legault**, qui a insinué en début de semaine que les jeunes Québécois ne voulaient que faire la belle vie.
 «Il faut laisser la population juger de ses propos méprisants, a confié M. Khadir. Il est déconnecté de la réalité des jeunes.»

Il a invité M. Legault, qui a comparé les résultats scolaires et la volonté de réussir des Québécois aux Asiatiques, à «sortir du pays et voir ailleurs» ce qui se fait. «Il pourrait aller voir les jeunes, les organisations pour les jeunes et la pauvreté qu'ils vivent.»
 «Il devrait sortir de sa bulle de millionnaire. Il pourrait changer l'image méprisante qu'il a de jeunes fainéants qui ne font rien», a martelé M. Khadir.

LE DEVOIR : Productivité: Legault dit qu'il faut «revoir les valeurs au Québec» - Mardi 14 août 2012, 12h51

Antoine Robitaille
 Lévis – François Legault «persiste et signe» quant à sa critique des valeurs des jeunes et leur méfiance face à la notion de productivité. Le chef caquiste va même plus loin : «C'est pas un blâme à l'égard des jeunes. C'est un blâme à l'égard des valeurs que nous, comme parents, on transmet à nos jeunes. Faut davantage transmettre à nos jeunes des valeurs d'effort et de dépassement de soi.» C'est ce qu'il a déclaré ce matin à Lévis, en marge de l'annonce d'un crédit d'impôt pour favoriser l'accès à la propriété de la classe moyenne.
 M. Legault a confié son admiration pour les immigrants qui «font des efforts pour que leur enfant aille dans les meilleures écoles, étudient, réussissent à l'école». Il dit envier les faibles taux de décrochage dans le système finlandais (environ 1 % selon lui), mais aussi dans le réseau des écoles juives au Québec (où le taux est même inférieur à 1 %, selon ses dires). Sur les Québécois d'origine asiatique, il a eu ce commentaire : «Si vous avez des enfants, ils vont vous le dire, [les Asiatiques sont] toujours les premiers de classe. J'ai un de mes fils qui m'a dit : "oui, mais ils n'ont pas de vie". Il y a peut-être un extrême d'un côté mais nous, on est peut-être un peu, dans certains cas, à l'autre extrême.»

Bellemare candidat
 Quant à l'éventuelle candidature de l'ancien ministre Marc Bellemare dans Sherbrooke contre Jean Charest, M. Legault ne la souhaite pas. La CAQ y a un très «bon candidat» dans ce comté, a-t-il répondu. Pour battre Jean Charest, la candidature de Marc Bellemare est inutile, à son avis.
 M. Legault soutient que ni lui ni son entourage n'ont approché l'ancien ministre libéral pour qu'il joigne ses rangs. À la CAQ, on précise que s'il y a eu des discussions avec Marc Bellemare, ce fut une initiative personnelle d'un membre.
 Jean Charest a pour sa part soutenu que M. Bellemare avait le droit de se porter candidat dans contre lui. C'est à la population de Sherbrooke de juger, a-t-il dit en substance.
 À Trois-Rivières, Pauline Marois a dit souhaiter que «Serge Cardin [candidat du PQ dans Sherbrooke] succède à M. Charest à Québec comme il lui a succédé à Ottawa [quand M. Charest a fait le saut au provincial]. C'est ce que je souhaite: vous pouvez conclure le reste par rapport à M. Bellemare. Je crois que la bataille entre M. Cardin et M. Charest est bien engagée, j'aimerais qu'on continue d'aller dans ce sens-là, mais je ne peux pas prendre de décisions à la place de M. Bellemare.»
Accès à la propriété

Par ailleurs, le chef caquiste annonçait ce matin un crédit d'impôt de 1000 \$ pour aider les familles de la classe moyenne avec au moins un enfant qui gagnent moins de 100 000 \$. Le crédit d'impôt servirait à payer les droits de mutation, souvent appelés au Québec la «taxe de bienvenue». La mesure coûterait 23 millions \$.
 Avec Guillaume Bourgault-Côté et Robert Dutri-sac

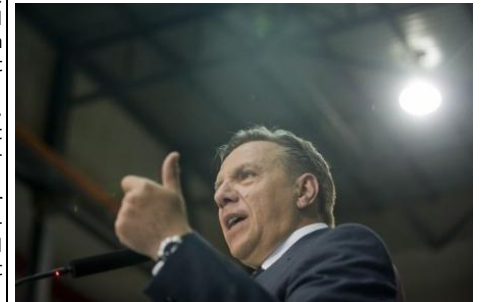


Photo : La Presse canadienne
 Graham Hughes
 Hier, le chef de la CAQ, François Legault, affirmait que les jeunes Québécois pensaient généralement trop à faire la «belle vie».

TVANOUVELLES : Les jeunes Québécois et la « belle vie » : Legault en remet une couche et blâme les parents - Première publication mardi 14 août 2012 à 11h14 - Mise à jour : mardi 14 août 2012 à 22h52

Par Jean-Luc Lavallée | Agence QMI
 Après avoir soutenu que les jeunes Québécois pensent davantage à avoir «la belle vie» qu'à travailler, **François Legault** en a rajouté une couche, mardi, en blâmant leurs parents, puis, finalement, l'ensemble des Québécois qui doivent selon lui «revoir leurs valeurs».
 Malgré la controverse, le chef de la **Coalition avenir Québec** ne regrette rien. Il persiste et signe. «Ce n'est pas un blâme à l'égard des jeunes, c'est un blâme à l'égard des valeurs que nous, comme parents, on transmet à nos jeunes. Faut davantage transmettre à nos jeunes des valeurs d'efforts et de dépassement de soi», a-t-il déclaré lors d'un point de presse en matinée à Lévis.
 Autrement dit, les Québécois «ne travaillent pas assez» ? François Legault a esquivé la question, évitant ainsi de reprendre la célèbre déclaration de l'ancien premier ministre du Québec Lucien Bouchard en 2006. Néanmoins, il juge que le Québec doit améliorer sa productivité et prendre exemple « sur plusieurs immigrants».
 «On ne pourra pas continuer au Québec à vivre au-dessus de nos moyens, à avoir la dette la plus importante, à avoir les mêmes programmes

sociaux, en ayant un revenu moyen qui est plus bas que les autres. À un moment donné, il faut être réaliste, ça ne balance pas », a-t-il répondu.
Des préjugés selon Charest
 Le chef libéral Jean Charest a sauté sur l'occasion pour accuser François Legault de carburer aux préjugés, rappelant sa fameuse déclaration sur les fumeurs de pot au cégep. «Moi, ça me dépasse qu'il ne soit pas plus évolué que ça», a-t-il commenté.
 Sur le web, plusieurs internautes se sont moqués du chef caquiste. Un de ses propres tweets a refait surface : «Bon ! Mon garçon de 18 ans vient de se lever...», avait gazouillé M. Legault, un après-midi de juillet, à 14h18.
 De son côté, Pauline Marois a encensé la jeunesse québécoise. «Quand je vois nos jeunes partout, dans toutes les sphères d'activités, qui réussissent, brillent par leur talent, par leur intelligence, ça ne m'inquiète pas pour la suite des choses.»
Peur des « vrais débats »
 «M. Charest et Mme Marois ont peur de faire les vrais débats au Québec. Je pense que c'est important de se dire, actuellement, qu'on a 20 % de décrochage», a renchéri M. Legault mardi

après-midi lors d'un point de presse dans l'arrondissement de Beauport, à Québec.
 «Je n'ai pas dit que les étudiants n'étaient pas vaillants. [...] Il faut qu'ils prennent le temps de faire leurs devoirs et il faut des parents qui leur poussent un petit peu dans le dos. On ne valorise pas assez l'éducation au Québec et ça doit devenir la priorité de tout le monde.
 Comment se fait-il que dans les premières pages des journaux, on parle des urgences qui débordent, des problèmes sur les routes, puis qu'on ne parle pas des 20 % de nos jeunes qui décrochent avant d'avoir fini leur secondaire 5 ?», s'est-il insurgé.
Même discours en soirée
 En soirée dans le quartier Saint-Romuald, à Lévis, lors d'un rassemblement militant (son deuxième seulement depuis le début de la campagne), il a maintenu sa ligne. «Faut que l'éducation devienne la priorité absolue au Québec. Ce n'est pas toujours facile de faire ce débat-là, on l'a vu aujourd'hui... Il faut valoriser l'éducation et l'effort et oui un gouvernement de la Coalition va réaliser cet objectif !», a-t-il lancé aux 350 personnes qui ont assisté à son discours.

JOURNALMÉTRO : Entrevue avec Léo Bureau-Blouin: l'expérience de la jeunesse - Mise à jour: Mardi 14 août 2012 | 9:12





Yves Provencher/Métronews
Léo Bureau-Blouin

Par Annabelle Blais Métronews

Il ouvre les portes aux dames et sourit aux passants qui le reconnaissent. Posé et articulé, il répond aux questions de façon sérieuse et se garde d'attaquer ses adversaires. Difficile de croire que Léo Bureau-Blouin n'a que 20 ans. S'il ne s'était pas exclamé d'un « ah man! » lâché une fois l'entrevue terminée, on pourrait penser qu'un adulte beaucoup plus vieux s'est emparé du corps d'un jeune homme. Rencontre avec celui qui pourrait devenir le plus jeune élu à faire son entrée à l'Assemblée nationale.

Vous sortez du conflit étudiant et vous vous lancez en campagne électorale, comment avez-vous tenu le coup jusqu'à présent?

Ce qui m'a sauvé pendant que j'étais représentant de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a été de rester concentré. Et puis on finit pas créer une distance entre le personnage politique ou le représentant étudiant et sa propre personne. Mais c'est sûr que c'est beaucoup de pression. Je ne peux avoir une vie conventionnelle, mes opinions sur des sujets banals deviennent des sujets de nouvelles, je dois faire attention.

Même en vacance, j'avais quitté le Québec pour prendre un peu de distance... mais on rencontre des Québécois partout.

Les gens sur le terrain sont généralement sympathiques avec vous? □

J'ai la chance de bénéficier d'une certaine sympathie du public. C'est assez positif. C'est ce qui me permet de passer à travers. Les gens sur terrain me parlent et c'est gentil et sympathique en général. Mais si c'était l'inverse, ce ne serait pas pareil!

Les derniers mois ont été éprouvants pour M. et Mme tout le monde, mais aussi pour les étudiants et les porte-parole étudiants.

Comment votre entourage a vécu les derniers mois?

Ma famille était inquiète par instinct de protection. On a fait attention pour ne pas trop que ma famille et ma copine soient exposées. Mes parents ont parfois été appelés à commenter, mais on s'est entendu que ça ne se ferait pas trop souvent. Il faut être prudent.

Gabriel Nadeau-Dubois a quitté son poste de porte-parole CLASSE récemment et a affirmé dans Le Devoir qu'un leader étudiant est redevable au mouvement étudiant et ne doit pas se servir de l'attention médiatique pour faire avancer des convictions personnelles (en parlant d'engagement politique). Qu'en pensez-vous?

Faire le saut en politique est un choix personnel. J'ai choisi de m'impliquer dans cette campagne parce que je ne veux pas regarder le train passer. Il y a des choses qui se passent au Québec en ce moment. Je n'en reviens pas que les jeunes ne votent pas plus. Je n'en reviens pas que ce gouvernement soit toujours au pouvoir. Je me suis dit que je pouvais aider à changer ces choses. Les gens qui ont manifesté dans les rues veulent des résultats. Il y a un désir de change-

ment dans la population et une réélection des Libéraux entraînerait une sorte de dépression chez les gens, un peu comme au lendemain de la défaite du référendum en 1995.

Il faut que la mobilisation donne quelque chose sinon, à défaut d'une victoire, ils ne voudront plus s'organiser et prendre part à la vie politique. Il y a différentes façons de concevoir l'action politique. Je conçois l'action de façon pragmatique. On a un but et on fait ce qu'on peut pour s'en approcher. D'autres voient l'objectif comme un absolu à atteindre sinon rien. Je ne pense pas que ça peut fonctionner. On ne peut pas reprocher au gouvernement d'être intransigeant si on l'est tout autant.

Ne croyez-vous pas que vous manquez d'expérience pour vous lancer en politique, à 20 ans?

Je pense que, si on veut former une Assemblée nationale représentative de tous les Québécois, ça prend des gens d'horizon divers. Ça prend des jeunes, des gens plus âgés, des gens avec des origines, des convictions religieuses et politiques différentes. Si à l'Assemblée, il n'y a que des hommes blancs francophones catholiques de cinquante ans, ça ne représente pas tout le monde.

Quelle est la force de votre candidature?

Je tente de démontrer qu'il y a une place pour les candidatures atypiques en politique. Les gens ont parfois l'impression que la politique est l'apanage d'une certaine élite de la société. Un de mes objectifs est de briser ce moule.

Il y a une insatisfaction dans la société par rapport à la façon dont le Québec est géré actuellement. Peut-être que ça n'a pas toujours été exprimé de la manière la plus habile, mais je veux montrer qu'il peut y avoir un relais entre cette insatisfaction et les institutions bien établies. Je veux donner espoir.

Quel est votre point faible?

Je mise sur ma jeunesse, mais l'envers de la médaille est que je n'ai pas l'expérience des vieux routiers de la politique. Mais c'est pour ça qu'il y a 125 sièges à l'Assemblée nationale.

Quels conseils vous a-t-on donnés pour votre carrière en politique?

Le principal conseil que j'ai reçu est qu'il faut avoir des attentes raisonnables. Il y a des contraintes, il faut faire des compromis. Il ne faut pas penser arriver à l'Assemblée en croyant tout régler. On m'a aussi dit de ne pas me présenter avec uniquement ma cause des droits de scolarité. J'ai été visible par rapport à une cause, mais je veux surtout apporter un regard différent.

Mme Marois a confirmé que, si le Parti québécois était élu, vous ne seriez pas ministre. N'empêche, quel ministère vous intéresserait?

Ce qui m'intéresse à ce moment, dans ma vie, c'est de mettre des mesures en place pour que les jeunes se sentent impliqués dans l'appareil gouvernemental. L'éducation m'intéresse beaucoup et pas qu'au postsecondaire. Il faut contrer le décrochage scolaire. Mais je ne parle pas de ministère pour l'instant, j'ai encore beaucoup de croûtes à manger.

«J'ai choisi de m'impliquer dans cette campagne parce que je ne veux pas regarder le train passer.» - Léo Bureau-Blouin

Avec quel député d'un parti adverse iriez prendre une bière?

Les députés auxquels j'ai davantage parlé dans les derniers mois sont les Libéraux. J'ai beaucoup discuté avec Michelle Courchesne. Je l'aime bien. Je ne suis pas quelqu'un de rancunier. Entre les obligations partisanes et ce que sont vraiment les gens, il y a un fossé.

Et vous iriez prendre un verre avec M. Charest?

Oui, plus par curiosité. Pour comprendre. S'il est prêt à répondre à des questions sur le conflit étudiant, je suis prêt à écouter. Même si je ne suis pas d'accord avec plusieurs de ses politiques, je crois que Jean Charest et les gens qui se dévouent si longtemps à la chose publique ont des choses à dire. J'ai beaucoup de respect pour les gens qui font de la politique.

Avez-vous rencontré le maire de Laval, Gilles Vaillancourt?

Oui. Ce fut très cordial. On a discuté des enjeux importants à Laval comme la construction d'un amphithéâtre. Il y a un gros défi démographique aussi. La Ville accueillera 125 000 personnes d'ici 2030. Le transport représentera donc un défi.

Si vous êtes élu dans Laval-des-Rapides, déménageriez-vous à Laval?

Oui, je me suis engagé à y habiter.

Si vous n'êtes pas élu, continuerez-vous à vous impliquer en politique?

Si les électeurs choisissent différemment, je retournerai aux études à temps plein. [NDLR: S'il est élu, il suivra tout de même quelques cours de droit]. Mais ça n'empêche pas d'avoir une implication politique active. Il y a des gens qui créent des organismes, c'est quelque chose que je pourrais faire. Mais pour le moment je me consacre à ma campagne.

Afficher 6 de 7 commentaires

[bjorn6809](#)

Je lui souhaite de devenir le plus jeune député de l'assemblée nationale. Voilà un jeune homme fort intelligent et dévoué à ses électeurs. Bravo!

[08/15/2012 12:57 AM](#)

[Lise](#)

Je suis bien heureuse qu'un jeune homme de 20 ans se présente en politique. Souvent nous entendons que les jeunes ne s'intéressent pas à la chose publique, en voilà un qui consacre son temps à défendre des causes qui lui tiennent à coeur, félicitation. Il n'a pas d'expérience c'est vrai mais si nous ne faisons pas de place aux jeunes où prendrons-t-ils cette expérience? Dans un gouvernement il est bon d'avoir les idées de tous les gens qui forment cette société, jeunes, vieux, gens d'ici et ceux de l'immigration qui ont à coeur l'avenir.

[08/14/2012 01:39 PM](#)

[monic B.](#)

J'aime le vent de fraîcheur qu'apporte la candidature de Léo Bureau-Blouin, je suis heureuse de voir des jeunes s'impliquer en politique, et je suis certaine qu'il a la maturité et surtout la candeur pour occuper un poste de député, je souhaite que beaucoup de jeunes personnes de son âge s'impliquent aussi... sa jeunesse va jouer en sa faveur (Il ne doit rien à personne; lobbying!!!)

[Bravo Léo 08/14/2012 11:05 AM](#)

[Guest](#)

[Commentaire supprimé.](#)

[08/13/2012 10:28 PM](#)

[Maxime Rousseau](#)

Communisme: "Le terme de communisme désigne, dans son sens théorique initial, l'idéal d'une société sans classes et d'organisation sociale sans État, où la propriété privée serait abolie. " Selon Wikipedia

Socialisme: "Le terme de socialisme désigne un ensemble très divers de courants de pensée et de mouvances politiques[1] prônant une organisation sociale et économique allant dans le sens d'une plus grande justice, celle-ci supposant une égalité des conditions, ou du moins une réduction des inégalités"

M. leo Bureau-Blouin est donc socialiste et non communiste. Informes-vous -.-

[08/14/2012 07:30 AM](#)

[en réponse à Guest](#)

[visiteur357](#)



Faut pas lui en vouloir, à partir du moment où quelqu'un a une idée un petit peu de gauche, il se fait étiqueté comme communiste, alors que la majorité des gens qui utilisent ce mot n'en connaissent pas toute la portée. C'est comme ceux qui utilisent le terme "anarchistes".

Pour une province qui prône autant le "politiquement correct" et l'acceptation, je trouve que les québécois sont plutôt mal embouchés et prompts à tout catégoriser en noir et blanc...
[08/14/2012 08:00 AM](#)
[en réponse à Maxime Rousseau](#)
Simon

ben c'est comme les carrés verts qui se font traiter de fascistes par les rouges... c'est une 'game' de langage de balle de qui va insulter plus l'autre finalement pour tenter de le discréditer pis ça mène jamais à rien d'autre que de la chicane... à nos frais

LE DEVOIR : Les jeunes Québécois pensent trop à la «belle vie», croit Legault – Mardi 14 août 2012



Photo : La Presse canadienne
Jacques Boissinot
Le chef de la CAQ, François Legault, au cours d'un entretien à la radio hier, à Saint-Georges, en Beauce.

Antoine Robitaille

Lambton, Estrie – Les jeunes Québécois pensent généralement trop à faire la «belle vie», croit François Legault. Ils devraient s'inspirer des Asiatiques et étudier davantage afin de se préparer à être plus productifs. Sinon, le Québec connaîtra des lendemains douloureux. C'est le discours que le chef caquiste a tenu lors d'une conversation avec un citoyen âgé de Lambton, en Beauce, Renaud Bilodeau, 85 ans. À ce dernier, qui affirmait que les jeunes d'aujourd'hui ne songeaient qu'aux loisirs, M. Legault a répondu en disant que dans les pays asiatiques, c'est « le contraire ».

Là-bas, a soutenu M. Legault, « les parents veulent [que leurs enfants] deviennent tous ingénieurs ; ils sont obligés de les arrêter d'étudier le soir ; ils se rendent presque malades ! Moi, je me dis, à long terme, il y a un danger. Si les Asiatiques sont très travaillants et que, nous, on dit qu'on veut juste faire la belle vie, on va mal se réveiller un jour ! »

Lors d'un point de presse à la sortie de la demeure de M. Bilodeau, M. Legault a poursuivi sa critique. Il a rappelé que, l'an dernier, il était allé échanger avec des jeunes qui participaient à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde : « J'essayais de leur expliquer comment créer de la richesse au Québec. La plupart des questions, c'était : " Pourquoi ? Pourquoi créer de la richesse ? Moi, ce que je veux dans la vie, c'est de ne pas avoir de stress, être chez nous à 4 heures ! " À un moment donné, on va mal se réveiller. Il va falloir comprendre qu'au Québec, si on veut être capable de garder les mêmes programmes sociaux qu'on a actuellement, va falloir améliorer notre productivité. Va falloir faire des efforts. Va falloir qu'il y ait moins de jeunes qui décrochent ; qu'ils soient mieux formés. Il va vraiment devoir en faire une priorité. Je trouve ça inquiétant. »
Comme Lucien Bouchard ?

M. Legault a martelé que la productivité québécoise doit impérativement être améliorée. Cela ne rejoint-il pas les propos de l'ancien premier ministre Lucien Bouchard ? Ce dernier avait déclaré, en 2006, un an après la parution du Manifeste des lucides : « On ne travaille pas assez. On travaille moins que les Ontariens, infiniment moins que les Américains ! Il faut qu'on travaille plus. »

François Legault, qui a été invité à plonger en politique par M. Bouchard en 1998 et qui fut un ministre de son gouvernement, a d'abord répondu par un éclat de rire. Puis il a déclaré : « Il faut " mieux " travailler. Il ne faut pas nécessairement travailler plus d'heures, mais on a un sérieux problème de productivité au Québec. Tout ce que j'ai pu lire sur le développement économique depuis 20 ans au Québec m'inquiète », a-t-il opiné.

Ce déficit de productivité explique l'écart de richesse important entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord. Pour combler cet écart, selon lui, le Québec a besoin de se donner des « universités de qualité », d'augmenter la productivité des entreprises et d'améliorer la formation des travailleurs. « Et quand je vois les Asiatiques mettre autant l'accent entre autres dans des secteurs comme l'ingénierie... C'est une clé ça, dans l'avenir. » Et nous pourrions nous en inspirer, croit-il. Il estime que davantage de jeunes doivent s'inscrire à Polytechnique et à l'ETS, entre autres.

L'ADN de l'ADQ éliminé ?

Par ailleurs, le chef caquiste a confirmé hier qu'il abandonnait la promesse historique de l'Action démocratique du Québec (ADQ), de 2007, de verser 100 \$ par enfant gardé à la maison plutôt qu'en garderie à 7 \$. Les finances publiques du Québec ne le permettraient pas, a expliqué M. Legault, et c'est pour cette raison qu'elle ne se trouve pas dans la liste des 94 engagements de la CAQ présentée hier. L'évaluation de la mesure faisait partie de l'entente de fusion entre la CAQ et l'ADQ.

Selon Jean Charest, François Legault «flushe» totalement l'ADQ et les anciens députés de l'ADQ. C'est une vraie humiliation », a insisté le premier ministre. Quant au privé en santé, « M. Barrette a réglé ça en un temps deux mouvements [sic]. » M. Charest réagissait aux dernières nouvelles au sujet de la CAQ en marge d'une annonce à Portneuf : « Le gars qui devait faire le ménage [...] et qui disait très directement qu'il ne fallait pas qu'il s'éparpille, le même gars a 94 engagements, 94 ! », s'est-il exclamé. Le chef libéral a dénoncé, du reste, le fait que pratiquement aucun engagement - sauf un - de la CAQ ne vise la région de la Capitale nationale. Pourtant, les anciens adéquistes y détiennent des sièges. Seule exception : tenir une rencontre sur

le tourisme - alors qu'un sommet sur cet enjeu eu lieu en avril dernier, a dénoncé le chef libéral.

La montée de la CAQ préoccupe le PQ

Terrebonne et à Mascouche – Des attaques ciblées contre François Legault, des arrêts répétés dans des circonscriptions péquistes que l'Action démocratique du Québec a déjà enlevées dans le passé : Pauline Marois et le Parti québécois semblent se préoccuper de la montée de la Coalition avenir Québec (CAQ).

Hier, la caravane péquiste s'est arrêtée à Terrebonne et à Masson, dans la couronne nord de Montréal. Deux circonscriptions que possède le PQ, mais que l'ADQ avait enlevées en 2007. Et cette année, les luttes pourraient être d'autant plus serrées que le docteur Gaétan Barrette courtise les électeurs dans la première pour la CAQ, et que le député sortant du PQ dans Masson (Guillaume Tremblay) ne se représente pas.

Interrogée sur cette attention soutenue à la banlieue nord de la métropole — une des régions où le sondage Léger Marketing publié vendredi indique que la campagne 2012 se jouera, Pauline Marois a répondu qu'il y a des « batailles dans toutes les régions. Parfois, c'est avec la CAQ, parfois c'est avec le PLQ ».

Cela dit, Mme Marois a profité de son passage près de Terrebonne pour lancer plusieurs attaques contre François Legault. « Il a fait pour 4,5 milliards de promesses depuis le début de la campagne. C'est de la démesure, c'est irresponsable. »

Mme Marois a affirmé que les mesures proposées par le PQ « sont peut-être moins accrocheuses, qu'elles ont l'air un peu moins magiques, mais ce sont de vraies mesures », en opposition aux « solutions miracles » de la CAQ — comme la promesse que chaque citoyen ait son médecin de famille.

En soirée, devant un public militant, elle a qualifié la plateforme de la CAQ de « programme de comptable sans chiffres », a remis en question les valeurs de M. Legault et a soutenu que « deux ou trois vedettes qui n'ont aucune expérience de l'État » ne font pas une équipe d'expérience.

Guillaume Bourgault-Côté

Avec la collaboration de Robert Dutrisac

[Vos réactions \(142\)](#)

LE DEVOIR : Pour une éducation vraiment gratuite – Mardi 14 août 2012

Le Devoir

La coporte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a fait valoir, hier à Gatineau, que la gratuité scolaire constituait la clé du conflit étudiant. Évaluant l'abolition des droits de scolarité à l'université à 440 millions de dollars, la formation politique propose notamment une taxe de moins

de 1 % sur le capital des entreprises financières et bancaires pour combler le manque à gagner dans les coffres de l'État.

Mme David a aussi confirmé hier qu'un gouvernement solidaire abrogerait, dès le 5 septembre, la loi 12, née du projet de loi 78 en plus de donner l'amnistie à toutes les personnes accu-

sées en vertu de celle-ci. D'autre part, Françoise David a promis une réforme du Code du travail afin d'interdire les lockout et le recours à des injonctions contre le piquetage.

Avec La Presse canadienne





Photo: Édouard Plante-Frêchette, La Presse
Selon Françoise David, il n'existe qu'une façon de résoudre le conflit étudiant: l'instauration de la gratuité scolaire.

La Presse Canadienne, GATINEAU

Alors que les classes reprennent cette semaine dans quelques cégeps et que des votes sur la reprise des cours se déroulent toujours, Québec solidaire plaide pour la gratuité de la maternelle à l'université.

À Gatineau, la coporte-parole Françoise David a aussi confirmé lundi qu'un gouvernement solidaire abrogerait, dès le 5 septembre, la loi 12, née du projet de loi 78. Québec solidaire donnerait également l'amnistie à toutes les personnes accusées en lien avec cette loi.

«Dans le cas où Québec solidaire formerait un gouvernement le 4 septembre, nous abolirions la loi, et dans le cas où des gens seraient condamnés en vertu de cette loi, ceux-ci seraient amnistiés», a déclaré Mme David.

Selon elle, il n'existe qu'un plan de sortie de crise pour résoudre le conflit étudiant, soit l'instauration de la gratuité scolaire.

«Théoriquement, l'éducation est gratuite; en pratique, ce n'est pas gratuit du tout. Plusieurs parents doivent payer des frais élevés, surtout pour des programmes spéciaux, et ce même dans le secteur public. ... Nous voulons nous assurer que tous les enfants aient droit au même programme, aux mêmes possibilités, et donc diminuer les coûts pour les parents.»

«Si nous considérons que l'éducation est vraiment une richesse importante qui ne concerne pas que le droit démocratique de chaque individu de s'éduquer, mais profite à toute une société, eh bien! il faut y mettre les ressources nécessaires», ajoute Mme David, en affirmant que l'État devrait effectivement augmenter ses dépenses dans ce secteur.

Son annonce en éducation, Québec solidaire l'a faite dans la circonscription de Hull, en présence de son candidat Bill Clennett. Cette région a été le théâtre de troubles parfois importants ce printemps à l'Université du Québec en Outaouais

où jusqu'à 151 personnes avaient été arrêtées en avril.

Son objectif, Québec solidaire compte l'établir en plusieurs étapes, en imposant d'abord un gel des droits, avant de les abolir complètement.

La formation de gauche fixe à 440 millions \$ le coût de la gratuité scolaire à l'université. Le parti mise sur une contribution des institutions financières. Cette contribution prendra en fait la forme d'une taxe de moins de 1 pour cent sur le capital des entreprises financières et bancaires. Une augmentation des redevances sur l'exploitation minière et l'utilisation des ressources en eau potable de la province est aussi envisagée.

Mme David ne dit d'ailleurs pas craindre le départ d'entreprises advenant une augmentation de leurs impôts. «Les minières vont venir au Québec pour exploiter les ressources naturelles qui s'y trouvent», soutient Mme David.

Outre l'éducation, Québec solidaire a aussi présenté ses engagements en matière de relations de travail. Le programme propose une réforme du code du travail pour interdire les lock-out et le recours à des injonctions contre le piquetage. L'accréditation multipatronale sera aussi permise et la loi anti-briseurs de grève modifiée pour interdire toute utilisation indirecte de personnes salariées par l'employeur en conflit.

[Afficher 11 commentaires \(Journal Métro\)](#)

LE DEVOIR : Loi 101 au cégep - Un débat qui divise, selon Bureau-Blouin - Lundi 13 août 2012

Antoine Robitaille

Convaincre les jeunes d'accepter l'application de la loi 101 au cégep sera un « défi important » puisque c'est un « débat qui divise beaucoup les gens », croit Léo Bureau-Blouin. « Si on forme le prochain gouvernement, on va avoir beaucoup de travail à faire à ce niveau-là », a confié au Devoir l'ancien leader étudiant maintenant candidat péquiste dans Laval-des-Rapides. La raison ? « On sent que c'est un débat qui divise beaucoup les gens. [...] Il y a un travail de communication à faire. Et je vais notamment avoir un rôle à jouer là-dedans si le PQ forme le prochain gouvernement. »

L'application de la loi 101 au cégep fait partie d'une nouvelle loi 101 qu'un éventuel gouvernement Marois adopterait dans les 100 premiers jours suivant son élection. Elle s'appliquerait aussi aux écoles de formation professionnelle et à l'éducation des adultes. En tout, 8000 étudiants devraient désormais s'inscrire dans le réseau francophone. La chef péquiste a présenté de nouveau ce chapitre du programme péquiste hier à Montréal.

En 2011, M. Bureau-Blouin n'avait pu convaincre la Fédération étudiante collégiale (FECQ) - qu'il présidait à l'époque - de prendre une position claire sur le sujet, tellement le clivage était grand dans les rangs de l'organisation.

Au terme d'une assemblée générale annuelle de la FECQ au Saguenay - Lac-Saint-Jean, « il n'avait pas été possible de trouver un consensus sur la question », explique-t-il dans une lettre ouverte publiée dans notre page Idées (A 7). Deux résolutions, une favorable à la position du PQ (adoptée au congrès d'avril 2011) et une

autre défavorable, n'avaient pu ni l'une ni l'autre obtenir une majorité. Les représentants de cinq cégeps appuyaient la position du PQ, alors que ceux des cinq autres s'y étaient carrément opposés. Le camp des favorables était composé de Sainte-Foy, Saint-Hyacinthe, Jonquière, Rimouski et Rouyn-Noranda. Celui des réfractaires, de Gaspé, Rosemont, Alma, Édouard-Montpetit et Ahuntsic. M. Bureau-Blouin avait à l'époque soutenu qu'une « politique publique aussi importante [devait] tenir sa légitimité dans un consensus ferme au sein des étudiants cégépiens, ce qui n'est pas le cas actuellement ».

À l'époque, rappelle-t-il, le principal reproche à la mesure du PQ était qu'elle « ne faisait pas partie d'un plan intégré de renforcement de la Charte de la langue française ». Avec le projet d'une nouvelle loi 101, cette lacune est corrigée, croit le nouveau politicien. Aujourd'hui, malgré les embûches, il écrit dans sa missive avoir « la ferme conviction qu'une réflexion d'ensemble combinée à des mesures structurantes permettra de rallier une majorité de Québécois et de préserver notre identité ».

Autres éléments

Parmi les autres éléments de la nouvelle loi 101, se retrouverait l'obligation, pour les entreprises de 11 à 50 employés, d'appliquer la loi 101. En tout, 54 000 entreprises devraient s'y soumettre. Un gouvernement Marois utiliserait au reste la clause dérogatoire « sans réserve » afin d'empêcher les « écoles passerelles ». Après un bref séjour dans une de ces écoles privées non subventionnées anglophones, un élève, sa fratrie et toute sa descendance peuvent obtenir la permission de fréquenter le réseau d'écoles

anglaises subventionnées. La faille avait été colmatée en 2002, mais la Cour suprême l'avait rouverte à moitié il y a trois ans, soutenant qu'un élève démontrant qu'il a eu un « parcours authentique » vers l'enseignement en anglais devrait pouvoir y accéder. Le gouvernement Charest s'était plié à ce jugement, faisant adopter sous bâillon, en 2010, la loi 115.

Mme Marois a aussi indiqué qu'elle reverra les règles qui permettent à des entreprises, comme Bombardier Aéronautique, de se soustraire à l'obligation d'assurer à ses employés le droit de travailler en français.

Vos réactions (32)



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Pauline Marois, vue ici aux côtés du candidat dans Rosemont, Jean-François Lisée, et du député sortant de Bourget, Maka Kotto, promet de renforcer la loi 101.

THE GAZETTE : Charest, Marois have no credibility to solve tuition conflict, CAQ leader Legault says - Monday, August 13, 2012



Photograph by: Jacques Boissinot
The Canadian Press

"Taxpayers will have to pay more" under the Parti Québécois's proposed freeze on university tuition, CAQ leader François Legault warns.

By Kevin Dougherty/Quebec bureau chief August 13, 2012

GRANBY - With CEGEP students set to return to class this week, Coalition Avenir Québec leader François Legault says, neither Liberal Premier Jean Charest nor Parti Québécois chief Pauline Marois has the credibility to settle the conflict.

The winter session at 14 CEGEPs and 11 university campuses was suspended until August by the Charest government in an attempt to defuse the continuing dispute over higher university tuition.

Legault, whose CAQ is in third place in the polls as Quebec heads into the Sept. 4 election, was in Granby on Monday to repeat his party's com-

mitment to make home care, not seniors' residences, the first choice in caring for the elderly. But on the issue of Quebec students, some of whom are poised to defy Bill 78 by blocking access to classrooms to those who do not support what student associations call a strike, Legault said Charest lacks credibility because he refused to sit down with students to resolve the dispute.

And Marois, by participating in an anti-Bill 78 demonstration in Argenteuil riding, "was in the street," he said.

"She has no credibility to ask (students) to return to class," Legault, a former PQ education minister, told reporters.

"I hope students will go back to school," the CAQ leader added, noting his party proposes a middle ground of a \$1,000 tuition increase over five years and writing off student debt after 10 years if the student has not been able to pay it off at a rate of five per cent of annual income.

The ruling Liberals have proposed a \$1,788 tuition increase over seven years, but say tax credits would reduce the true amount of the hike is less than the \$1,000 Legault has proposed.

Legault called the position of Marois, proposing a tuition freeze, "opportunistic," adding that if tuition fees remain unchanged, "taxpayers will have to pay more."

At stake are the quality of education and the hiring of more professors, he contended.

"I think we will have support," Legault said.

On his announcement of the day, Legault said 80 per cent of seniors now go to a residence, and 20 per cent receive home care, allowing them to stay in their homes as long as possible.

He would like to reverse that proportion, offering home care to 80 per cent of seniors, saying it would cost less to keep people in their homes.

Seniors would also benefit from the \$1,000 tax break the CAQ has promised, he notes; as well, the 25 per cent of seniors in Quebec who now do not have a family doctor would have a doctor 12 months after the CAQ comes to power, he pledged.

Legault also promised simplified tax returns for seniors, more inspectors in public-sector seniors' residences (known as CHSLDs), and a process to prevent rent-gouging of seniors by unscrupulous landlords.

As well, Legault proposed designating someone in the Quebec ombudsman's office as the seniors' ombudsman.

2 comments

411, 1:01 PM on 8/13/2012

All parties should get together and say "go to school or go find a job!", end of story. Life costs, either pay now or you won't have the education to pay later.

anon445717907, 11:41 AM on 8/13/2012

I seem to remember that Legault made a different tuition hike proposal to the students not even a few weeks ago, and it was soundly rejected within less than a day...

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : La FEUQ et la FECQ lancent une campagne pour inciter les jeunes à voter - Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 19 h 19 HAE

Les Fédérations étudiantes universitaire et collégiale du Québec (FEUQ-FECQ) ont lancé dimanche leur stratégie pour peser dans le débat électoral et inciter les jeunes à aller voter le 4 septembre.

Les fédérations étudiantes souhaitent aussi empêcher l'élection des partis politiques qui sont en faveur d'une hausse des droits de scolarité, le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ).

Car si la FECQ et la FEUQ ne donnent pas de consigne de vote, Martine Desjardins, la présidente de la FEUQ, ne fait pas mystère du positionnement de son organisation. « Faut comprendre que présentement il y a trois partis qui offrent des propositions que se lient à nos revendications : le [Parti québécois] PQ, Québec solidaire et Option nationale », explique-t-elle.

« Que ce soit une hausse de 1760 \$ ou de 1000 \$, on les juge tous deux mauvaises pour

l'avenir du Québec », poursuit Éliane Laberge, présidente de la FECQ.

À l'issue des congrès des deux organisations, Martine Desjardins et Éliane Laberge ont dévoilé une vidéo destinée aux réseaux sociaux ainsi que quatre publicités radio ayant pour thème « Le 4 septembre, je fais la différence ».

Pour mobiliser les jeunes électeurs, « c'est simple », estime Éliane Laberge. « La manière la plus efficace c'est de parler aux gens autour de nous, nous on va le faire, mais on invite tous les citoyens québécois et tous les parents à parler aux gens qui les entourent et encourager les gens à se rendre aux urnes le 4 septembre. »

La FEUQ et la FECQ vont également entamer cette semaine une tournée du Québec. Les fédérations étudiantes iront à la rencontre des électeurs dans les circonscriptions où le Parti libéral a été élu avec une faible majorité lors du dernier scrutin, pour leur faire part de leurs revendications.

Votes sur la poursuite de la grève

Quant au retour en classe forcé qui doit s'amorcer lundi dans de nombreux cégeps, Mme Laberge a indiqué que la FECQ n'avait pas donné de mot d'ordre à ses associations membres. L'organisation souhaite laisser à chacune d'elle le soin de décider de reconduire la grève ou de reprendre les cours.

Parmi les quatre associations collégiales s'étant jusqu'à présent prononcées sur cette question, seule celle du Cégep de Saint-Laurent a voté pour de la poursuite de la grève.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont opté pour une trêve alors que ceux du Collège de Valleyfield et du Cégep André-Laurendeau ont choisi de mettre fin à leur grève.

D'autres votes auront lieu cette semaine dans plusieurs cégeps.

Avec La Presse canadienne

[Les commentaires \(102\)](#)

LA PRESSE.CA : Les fédérations étudiantes incitent les jeunes à voter - Publié le dimanche 12 août 2012 à 15h36 | Mis à jour le dimanche 12 août 2012 à 17h47



Photo: tirée de la vidéo

«Le 4 septembre, je fais la différence» est le titre de la vidéo mise en ligne par la FECQ et la FEUQ pour inciter les jeunes à voter.

Annik Chainey, La Presse Canadienne, Montréal

Les Fédérations étudiantes universitaire et collégiale du Québec (FEUQ-FECQ) ont lancé dimanche leur stratégie électorale avec un double objectif: défavoriser l'élection des partis politiques en faveur d'une hausse des droits de scolarité et encourager les jeunes à aller voter le 4 septembre.

À l'issue du congrès conjoint des deux organisations, Martine Desjardins et Éliane Laberge, respectivement présidente de la FEUQ et de la FECQ, ont dévoilé une vidéo destinée aux réseaux sociaux ainsi que quatre publicités radio ayant pour thème «Le 4 septembre, je fais la différence».

La FEUQ et la FECQ entameront également dès la semaine prochaine une tournée du Québec afin d'aller rencontrer les électeurs des circonscriptions où les libéraux ont été élus avec une faible majorité lors du dernier scrutin et leur expliquer leurs revendications.

«Nous voulons nous assurer que le prochain gouvernement sera à l'écoute des jeunes du Québec et qu'il ne les méprisera pas comme le fait le gouvernement libéral», a déclaré Mme Desjardins.

Les deux organisations se sont toutefois défendues de vouloir dire aux citoyens pour qui voter ou ne pas voter.

«Ce que nous invitons surtout les gens à faire, c'est d'avoir un regard critique sur les différents partis politiques et de choisir en fonction de leurs valeurs et de ce qu'ils veulent comme avenir pour le Québec», a assuré Mme Laberge. Évidemment, de notre côté, nous prônons l'accessibilité aux études et il y a deux partis qui ne partagent clairement pas cette valeur: le Parti libéral du Québec (PLQ) et la Coalition Avenir Québec (CAQ).»

Martine Desjardins a d'ailleurs souligné que, contrairement au Parti québécois, à Québec solidaire et à Option nationale, le PLQ et la CAQ n'avaient pas voulu participer au congrès de la FEUQ et la FECQ afin de discuter avec les congressistes de ce que leur formation avait l'intention de faire pour les jeunes.

«Il semble que les libéraux et les caquistes n'ont pas de propositions pour la jeunesse puisqu'ils ont refusé notre invitation», a-t-elle conclu.

Reentrée scolaire

En ce qui concerne le retour en classe forcé qui doit s'amorcer la semaine prochaine dans de nombreux cégeps, Éliane Laberge a indiqué que la FECQ n'avait pas donné de mot d'ordre à ses associations membres, laissant le soin à chacune d'elle de décider de reconduire la grève ou de reprendre les cours.

«Nous jugeons qu'après plusieurs mois de grève et d'assemblées générales, les étudiants ont développé davantage la capacité de faire leur propre choix», a-t-elle tranché.

Sur les quatre associations collégiales s'étant jusqu'ici prononcées sur la question, seule celle du Cégep Saint-Laurent a voté en faveur de la poursuite de la grève.

Les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont opté pour une trêve alors que ceux du Collège de Valleyfield et du Cégep André-Laurendeau ont décidé de mettre fin à leur grève.

D'autres votes auront au courant de la semaine prochaine dans plusieurs cégeps.

De son côté, la FEUQ a simplement conseillé à ses associations membres de tenir des assemblées générales au moment de la rentrée scolaire afin que l'ensemble des étudiants puissent voter et recevoir de l'information.

«Mais il faut faire attention à ne pas confondre notre objectif, qui est l'accessibilité aux études, avec nos moyens, a prévenu Martine Desjardins. La grève a été un moyen efficace durant l'hiver et les étudiants doivent maintenant déterminer si c'est toujours le cas. S'ils optent pour le retour en classe, ce ne sera pas un signe qu'ils sont moins mobilisés, mais qu'ils ont décidé que le vote démocratique était désormais le meilleur moyen pour atteindre notre but.»

LE DEVOIR : Un gouvernement péquiste présenterait une nouvelle loi 101 avant 100 jours – Dimanche 12 août 2012, 13h57

La Presse canadienne

La chef péquiste Pauline Marois veut faire le ménage dans les exceptions qui permettent aux entreprises de se soustraire à la loi 101 pour permettre à leurs employés de travailler en anglais.

Mme Marois a affirmé qu'un gouvernement du Parti québécois déposera un projet de loi pour modifier la Charte de la langue française dans les 100 jours suivant l'élection.

La chef péquiste a constaté le recul du français à Montréal, particulièrement dans les commerces et les entreprises, ce qui justifie selon elle un resserrement de la loi 101.

Mme Marois a d'ailleurs critiqué le laxisme des libéraux dans ce dossier.

La chef péquiste a répété son intention de donner à l'Office québécois de la langue française plus de personnel pour faire respecter l'affichage en français.

Les entreprises de 11 à 50 employés, notamment dans le commerce de détail, seraient aussi

soumises à la loi 101, augmentant ainsi les obligations d'assurer le droit de parler en français sur les lieux de travail.

L'obligation d'étudier en français serait étendue au cégep, aux écoles de formation professionnelle et à l'éducation des adultes.

Les péquistes se prévaudraient aussi de la clause dérogatoire pour bloquer les «écoles passe-elles».

Mme Marois a aussi affirmé qu'elle reverra les règles qui permettent à des entreprises, comme Bombardier Aéronautique, de se soustraire à l'obligation d'assurer à ses employés le droit de travailler en français.

«Je crois qu'il faut revoir tout ça, pour voir où il y a des lacunes et des corrections à apporter», a-t-elle dit.

Mme Marois a affirmé qu'il était normal qu'une partie des tâches s'effectuent en anglais pour un employé travaillant dans une entreprise qui transige avec l'étranger.

«Mais une fois qu'il a fermé le téléphone, je crois que dans son entreprise, au Québec, ça doit se passer en français», a-t-elle dit, sans se fixer d'échéancier précis pour cet aspect particulier.



Photo : CP/Graham Hugues

La chef péquiste a constaté le recul du français à Montréal, particulièrement dans les commerces et les entreprises, ce qui justifie selon elle un resserrement de la loi 101.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Fédérations étudiantes : «Non au PLQ et à la CAQ» - Publié le dimanche 12 août 2012, 13H49 | Mise à jour: dimanche 12 août 2012, 17H18

Vidéo : Pour les inciter à se rendre aux urnes le 4 septembre, la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) lancent une vidéo sur les médias sociaux, en plus de quatre publicités radiophoniques, 12 août 2012, Agence QMI Ève Lévesque / Agence QMI

Pas question pour La FECQ et la FEUQ de favoriser un parti qui prône une hausse des droits de scolarité.

«Cette position est assez audacieuse, a affirmé la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, au terme du congrès des fédérations, dimanche. La question est vraiment de s'assurer que le parti qui sera élu lors des prochaines élections soit en faveur d'un gel des droits de scolarité, et qui évidemment reprendra les positions des fédérations de ce côté.»

«Il y a deux partis qui ne prônent clairement pas les valeurs des fédérations étudiantes, et c'est le Parti libéral du Québec, et la Coalition avenir Québec, a spécifié Éliane Laberge, présidente de la FECQ (Fédération étudiante collégiale du

Québec). Ils ne rejoignent pas notre plateforme de revendications.»

La présidente de la FECQ a d'ailleurs ajouté qu'elle ne recommanderait pas à ses membres de voter pour la grève, ni de retourner en classe.

«Par contre, les débats qui auront lieu en assemblées générales au cours de la prochaine semaine seront sans doute plus difficiles, car il y a de nombreux facteurs à prendre en considération», a-t-elle dit, en nommant entre autres la loi 78.

Même position du côté de la FEUQ, où «aucun mot d'ordre n'est lancé, a dit Martine Desjardins. Sinon, de tenir des assemblées générales au moment où la rentrée sera effective pour qu'un maximum d'étudiants puisse aller se prononcer.»

Inciter au vote

Les fédérations veulent faire «sortir massivement le vote des étudiants, mais également des jeunes», a poursuivi Mme Desjardins. Pour les inciter à se rendre aux urnes le 4 septembre, la FEUQ et la FECQ lancent une vidéo sur les mé-

dias sociaux, en plus de quatre publicités radiophoniques.

Cela s'ajoute à la tournée des régions déjà annoncée des fédérations et de leurs bénévoles dans les circonscriptions où les libéraux avaient été élus avec une faible majorité. «Ce n'est pas un événement Facebook qui permet de faire sortir le vote, mais bien d'aller discuter face à face avec les citoyens, d'aller leur expliquer quelles sont les revendications et les positions des jeunes, et s'assurer qu'au cours du prochain mandat, le gouvernement élu sera à l'écoute et évitera de mépriser, comme l'a fait le gouvernement libéral, la jeunesse du Québec, a ajouté la présidente de la FEUQ.»

La FEUQ et la FECQ étaient en congrès chacune de leur côté en fin de semaine et ont tenu un congrès conjoint dimanche avant de rencontrer les médias pour parler de leur stratégie durant la campagne électorale.

[Afficher 31 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 1-80 de 119 commentaires \(Montréal\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Élections et retour en classe : la FEUQ et la FECQ vont faire le point – Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 6 h 56 HAE



Les présidentes de la FEUQ et de la FECQ, Martine Desjardins et Eliane Laberge, lancent une campagne pour inciter les jeunes à voter.

Réunies en congrès ce week-end à Montréal, les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire du Québec - la FECQ et la FEUQ - doivent préci-

ser dimanche leur stratégie électorale conjointe, dans le cadre du présent scrutin général au Québec.

Déjà, elles ont indiqué vouloir déloger le Parti libéral du pouvoir, mais les deux fédérations n'ont pas l'intention de recommander à leurs membres de voter pour un parti politique en particulier.

Leur but premier est d'encourager les étudiants à exercer leur [droit de vote](#) le 4 septembre. Une tournée des régions pour aller à la rencontre des étudiants a été amorcée cette semaine.

Les deux fédérations devraient également faire le point sur la rentrée collégiale hâtive prévue cette semaine dans plusieurs cégeps.

Samedi, une première association étudiante collégiale a décidé de poursuivre la grève, celle

du [Cégep Saint-Laurent](#), affiliée à la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). La poursuite du boycott des cours est toutefois conditionnelle à ce qu'au moins 20 000 étudiants fassent de même à travers le Québec.

La semaine dernière, les étudiants du Cégep de Saint-Jérôme ont opté pour une trêve. Quant à ceux du Collège de Valleyfield et du Cégep André-Laurendeau, ils ont décidé de mettre fin à leur grève.

Des votes auront lieu dans plusieurs autres cégeps cette semaine.

LA PRESSE CANADIENNE
[Les commentaires \(27\)](#)

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Des congrès très politisés de la FEUQ et de la FECQ – Mise à jour le dimanche 12 août 2012 à 6 h 42 HAE

Radio-Canada avec La Presse Canadienne
Vidéo : Le reportage de Pascal Robidas

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) sont réunies en congrès ce samedi. La campagne électorale est largement débattue par les deux associations étudiantes.

Des représentants des partis politiques en course pour l'élection du 4 septembre ont ainsi été invités au congrès de la FEUQ, qui a lieu à Montréal.

Françoise David de Québec solidaire ainsi que le candidat péquiste, et ancien journaliste de Radio-Canada, Pierre Duchesne y ont pris la parole en après-midi.

Le Parti libéral et la Coalition avenir Québec ont de leur côté décliné l'invitation de l'association étudiante.

La FEUQ, qui a déjà fait savoir qu'elle ne resterait pas en marge de la campagne électorale, a

déjà entamé des démarches afin d'encourager les étudiants à exercer leur droit de vote lors du prochain scrutin.

Sa présidente, Martine Desjardins, a rappelé que le taux de participation au scrutin général de 2008 était très faible chez les jeunes de 18 à 34 ans, soit à peine 40 %. La FEUQ espère inverser cette tendance le 4 septembre.

Pour y parvenir, la FEUQ et la FECQ promettent d'intensifier et de coordonner leurs actions. Ainsi, des associations vont affréter des autobus pour faciliter l'inscription des étudiants au vote hors circonscription. D'autres vont faire du porte-à-porte dans 25 circonscriptions où les libéraux ont été élus avec des faibles majorités.

Selon Martine Desjardins, qui insiste sur la nécessité de combattre le cynisme politique, l'accessibilité à l'éducation n'est pas la seule priorité de la FEUQ. Les finances publiques, l'environne-

ment et les questions d'éthique sont aussi des enjeux qui préoccupent les étudiants.

La FECQ est également réunie au collège Ahuntsic. Une quarantaine de délégués y prennent part, mais aucune invitation n'a été adressée aux partis politiques.

La FECQ et la FEUQ tiendront dimanche une conférence de presse commune.

En complément



Vidéo - [Le reportage de Pascal Robidas](#)
[Les commentaires \(35\)](#)

LE QUOTIDIEN : Plan Nord, conflit étudiant?: Les jeunes restent peu politisés - Publié le dimanche 12 août 2012 à 06h00



Photo Rocket Lavoie
Pierre-Olivier Tremblay, âgé de 19 ans, ignore s'il ira voter le 4 septembre prochain.

Patricia Rainville, Le Quotidien (Chicoutimi) « Le Plan nord, ce n'est pas à Chicoutimi-Nord, ça? ». La politique n'est probablement pas la première passion des ados. Toutefois, certains d'entre eux semblent plus politisés que d'autres.

Le Progrès-Dimanche a interrogé quelques jeunes, cette semaine, histoire de savoir si la politique les intéresse. Les adolescents et les jeunes adultes rencontrés étaient âgés entre 11 et 21 ans.

Règle générale, les jeunes ne suivent pas la campagne électorale. Ils entendent parler politique à la maison, mais ne s'y intéressent pas.

« Je n'écoute même pas la télévision l'été », a indiqué Frédéric Girard, qui vient de célébrer son 18e anniversaire. Le jeune homme n'ira probablement pas voter.

D'autres préfèrent suivre les Jeux olympiques plutôt que la politique.

Curieusement, c'est l'ado de 11 ans qui a pu répondre à davantage de questions posées par la journaliste. C'est le seul qui a pu dire quel parti dirige Jean Charest.

Même s'il s'agissait de questions plutôt simples, la majorité des ados n'ont pu répondre correctement. « Qui est le premier ministre du Québec? » est la question qui a posé le moins de problèmes. Plusieurs ont tout de même dû y réfléchir quelques secondes avant de répondre.

Aucun des ados n'a pu nommer trois partis politiques en lice dans cette campagne électorale. « Le PQ et le Parti québécois » a lancé un des jeunes, ignorant qu'il s'agissait en fait d'un seul et même parti.

Le Parti vert a également été évoqué par une jeune adolescente de 12 ans. Aucun n'a parlé de la Coalition avenir Québec, de Québec Solidaire, ni d'Option nationale. Plusieurs n'avaient même jamais entendu parler de François Legault.

De son côté, Pierre-Olivier Tremblay, âgé de 19 ans, ignore s'il ira voter le 4 septembre prochain. À vrai dire, il ne suit pas vraiment la campagne. Son ami Mathieu Lemire, âgé de 21 ans, ne sait pas non plus s'il se rendra aux urnes. Une chose

est sûre, il ignore pour quel parti ira son vote s'il décide d'exercer son droit. « Je ne suis pas allé voter aux dernières élections (fédérales) », a indiqué le jeune homme.

Jonathan Guay, âgé de 18 ans, a répondu spontanément par la négative lorsque la journaliste lui a demandé s'il ira voter. « Ça ne m'intéresse pas du tout », a-t-il indiqué.

Deux autres ados, âgés de 12 et 16 ans, auraient bien aimé se rendre aux urnes. « J'irais toutefois avec mes parents, car je ne saurais pas pour qui voter! », a lancé une jeune adolescente.

Plan Nord

Sur les dix jeunes interrogés, un seul a été en mesure d'expliquer ce qu'est le Plan Nord. Il n'a pu donner qu'une réponse assez simple, mais tout de même dans la bonne voie. « C'est un projet de Jean Charest », a indiqué un jeune de 16 ans. « Du développement minier dans le Nord », a-t-il ajouté pour approfondir sa pensée.

Quant au conflit étudiant, très peu d'adolescents semblent s'y intéresser. Léo Bureau-Blouin n'est pas particulièrement connu des jeunes rencontrés. « Ce n'est pas lui qui travaille pour les élèves? », a lancé un jeune homme. « Oui, et il est maintenant avec Pauline Marois », a ajouté une adolescente de 12 ans.

Dans un autre groupe composé de quatre ados, aucun ne le connaissait.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Allez voter, dit Léo - Publié le: samedi 11 août 2012, 22H00 | Mise à jour: samedi 11 août 2012, 23H54



Vidéo : La chef du PQ a souligné que si Bureau-Blouin était élu, il deviendrait ainsi le plus jeune député à faire son entrée à l'Assemblée nationale, 11 août 2012, Journal de Québec

Marianne White

LAVAL - Léo Bureau-Blouin a lancé un appel aux jeunes samedi soir, les enjoignant d'aller voter pour défaire le gouvernement libéral qui s'est « moqué » d'eux pendant la crise sur les droits de scolarité.

Le candidat vedette du Parti Québécois a été accueilli comme une vedette rock par quelque 1,000 personnes, surtout des jeunes, sous un

chapiteau à Laval pour le plus gros rassemblement du Parti Québécois depuis le début de la campagne.

« Il est temps de passer de la rue aux urnes », a-t-il lancé à la foule, soulignant que seulement 20% des 18-24 ans ont voté dans plusieurs régions lors de la dernière élection.

Le charismatique ancien leader étudiant, qui se présente dans Laval-des-Rapides, a soutenu que sa génération devait prendre ses responsabilités et aller voter le 4 septembre.

« Si nous le voulons, nous avons le pouvoir de faire et défaire le gouvernement », a-t-il lancé à la foule, sous les applaudissements.

La chef du PQ a souligné que si Bureau-Blouin était élu, il deviendrait ainsi le plus jeune député à faire son entrée à l'Assemblée nationale.

« Ce sera tout un exploit », a dit Pauline Marois, qui a rappelé aux jeunes qu'elle comptait abroger la loi spéciale et annuler la hausse de droits de scolarité si elle est élue.

[Afficher 1-58 de 59 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 16 commentaires \(Québec\)](#)

LE DEVOIR : L'absence de manifestation et de violence profitera au PLQ, selon Charest - Samedi 11 août 2012, 20h02



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

«On n'en veut pas de manifestation, on s'entend-tu? On n'en veut pas de violence. On a fait une loi justement pour venir à bout de ces choses-là», a souligné Jean Charest.

Robert Dutrisac

Victoriaville - Sur les lieux même où avait eu lieu l'émeute du 4 mai dernier, Jean Charest s'est réjoui qu'aucune violence n'ait marqué un rassemblement de jeunes libéraux auquel il participait samedi.

Le chef libéral voit «un message puissant pour les Québécois», «un phénomène assez important» qui va pousser les Québec à reporter son parti au pouvoir le 4 septembre prochain. «Dans la mesure où les Québécois se prononcent sur l'avenir de notre société en disant : on ne tolère pas ces choses-là, ces choses-là ont plus de chance de cesser.»

«On n'en veut pas de manifestation, on s'entend-tu? On n'en veut pas de violence. On a fait une loi justement pour venir à bout de ces choses-là», a-t-il souligné.

Même le mot d'ordre des centrales syndicales, qui en ont appelé à la trêve en demandant aux étudiants de cesser leurs moyens de pression

afin de ne pas favoriser la réélection des libéraux, trouve grâce à ses yeux. «Déjà le fait qu'on évoque notre élection a un effet sur certaines personnes. Bien, tant mieux», a-t-il dit.

Cette absence de violence ne fait pas perdre au Parti libéral un des thèmes centraux de sa campagne : la loi et l'ordre. «Il faut tenir compte de ce qui s'est passé le printemps dernier dans le choix que nous ferons le 4 septembre prochain», a-t-il dit. «On ne peut pas faire abstraction de ça. Personne ne peut oublier que Mme Marois a choisi la rue.»

Ce n'est qu'une poignée de manifestants - à peine une dizaine - qui se sont pointés samedi lors du rassemblement de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, une manifestation partisane qui a remplacé leur congrès prévu pour cette fin de semaine. Léthargiques, les manifestants n'ont scandé aucun slogan, n'ont entonné aucun chant. En revanche, la Sûreté du Québec, qui s'était préparé au pire, avait dépêché plus d'une centaine de policiers et d'anti-émeutes sur les lieux et érigé des solides clôtures autour du Centre des congrès.

Lors de son discours devant les jeunes libéraux, Jean Charest s'est engagé à faire passer de 50 millions à 200 millions par an la somme des redevances qu'un prochain gouvernement libéral consentira au Fonds des générations. C'est la moitié des 400 millions que le gouvernement entend tirer de l'exploitation des ressources naturelles, l'autre moitié venant réduire le montant que verse le gouvernement fédéral en péréquation.

Legault, l'indécrottable gauchiste

À cet égard, Jean Charest a dénoncé la promesse de la Coalition avenir Québec de consacrer la totalité des redevances à la réduction de la dette.

Selon lui, François Legault n'a pas tenu compte que 200 millions de cette somme sera déduite de la péréquation, ce qui entraînera un manque à gagner de un milliard en cinq ans. «Le problème de M. Legault, c'est que c'est un comptable qui ne sait pas compter», a-t-il fait avoir.

Jean Charest a critiqué le chef caquiste pour sa prodigalité et ses promesses qui s'élèvent à 4,5 milliards, selon les calculs libéraux. «C'est comme le gars qui se présente chez son banquier avec un billet de 6/49 pour payer son hypothèque», a-t-il raillé devant les jeunes libéraux.

Jean Charest a aussi tourné en ridicule l'intention de la CAQ d'utiliser les revenus tirés de l'exploitation du pétrole pour diminuer la dette. «Excusez-moi, je n'ai pas vu beaucoup de puits de pétrole en m'en venant à Victoriaville», a-t-il dit. «Est-ce que d'ici les prochaines années, il y a un Québécois qui pense qu'il y a du revenu de pétrole au Québec qui va changer l'équilibre des finances publiques?»

Jean Charest a présenté François Legault comme un indécrottable gauchiste. «Ça prouve une chose: il a toujours été de gauche. Et le naturel revient au galop», a-t-il dit. François Legault s'est défini de trois façons différentes, selon le chef libéral : «un social-démocrate de gauche, un capitaliste de gauche» et un tenant de «la gauche efficace.» «Il doit y avoir beaucoup de gens de l'ancienne ADQ qui se demandent dans quoi ils se sont embarqués», a-t-il avancé.

Quant à la conversion fédéraliste de François Legault, Jean Charest n'y croit pas. «Il a été souverainiste pendant 40 ans. C'est une illusion de penser que tout d'un coup, il va changer. Il ne changera pas. Il est ce qu'il est», juge-t-il. «On ne peut pas lui faire confiance.»

TVANOUVELLES / JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Congrès de la FEUQ : On déplore l'absence du PLQ et de la CAQ - Première publication samedi 11 août 2012 à 16h05 / Publié le: samedi 11 août 2012, 16H05 | Mise à jour: samedi 11 août 2012, 16H16



Photo JOEL LEMAY / AGENCE QMI

Martine Desjardins lors d'une rencontre de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) à l'INRS.

Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) déplore que le Parti libéral et la Coalition Avenir Québec aient refusé

son invitation à mandater des représentants pour expliquer leurs politiques jeunesse à leurs membres réunis en congrès en fin de semaine à Montréal.

En fin d'après-midi, samedi, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a déploré que ces deux partis craignent «de se mesurer aux questions des étudiants».

«Lorsque l'on fait de la politique, on est fiers de notre programme, de notre bilan et de notre parti, a déclaré Mme Desjardins. Et l'on n'a pas peur de le présenter, même à une tribune moins complaisante que les amis du parti. La FEUQ est le plus grand groupe jeune du Québec, nous avons demandé des précisions sur les politiques jeunesse de partis et ces deux formations politiques ont jugé bon de décliner notre offre. Serait-ce parce qu'ils n'ont rien à offrir aux jeunes Québécois?»

La FEUQ a souligné que d'autres partis ont accepté son invitation, soit le Parti Québécois

représenté par le candidat Pierre Duchesne, Québec solidaire avec Françoise David et Option nationale qui a dépêché son candidat de Viau, Simon-Pierre Bélanger. Les trois se sont présentés devant le congrès de la FEUQ, samedi, et y ont livré une allocution, suivie d'une période de questions de la part des membres de la fédération étudiante.

«Les membres de la FEUQ sont désormais mieux outillés pour dresser le bilan des propositions de ces trois partis quant aux revendications étudiantes. Maintenant, la Fédération et ses membres entendent diffuser les informations reçues pour sensibiliser les étudiants aux engagements des partis. Il nous semble évident que les jeunes seront plus nombreux à se présenter aux urnes le 4 septembre si les partis s'intéressent à leurs préoccupations» a affirmé la présidente de la FEUQ.

La FEUQ poursuivra son congrès dimanche conjointement avec la Fédération étudiante collé-



<p>giale du Québec (FECQ), qui est également en congrès en fin de semaine. Les deux organisations entendent «échanger sur la suite des choses dans le cadre de cette campagne électorale».</p> <p>Afficher 8 commentaires (Québec) Guy7500 Les enfants roi qui braillent encore. Pourquoi plus eux, d'après la photo pas plus qu'une centaine, que le reste de la population? 08/11/2012 06:13 PM Lequebecois Le P.Q y était! bah c'est l'important les autres partis ont s'en fout pas mal! 08/11/2012 06:08 PM BikerQc La FEUQ n'a que ce qu'elle mérite. Par son attitude intransigeante, elle a provoqué cette éloignement des partis politique. 08/11/2012 05:51 PM Jean_Paul_3</p>	<p>Cela montre de manière assez splendide que le premier ministre du Québec est le premier ministre de tous les Québécois, sauf des étudiants de la FEUQ. Il a provoqué une rupture de dialogue avec les étudiants. Ils ne veut plus leur parler. Il préfère la matraque. La CAQ aurait dû y aller. Elle n'a pas de poivre de cayenne sur les mains et sa position sur les frais de scolarité, bien qu'elle soit assez stricte, est défendable. 08/11/2012 05:38 PM f_racine Quelle belle publicité vous venez de faire à Charest. "Le premier ministre de TOUS les Québécois et non celui des groupes de pressions!" 08/11/2012 05:51 PM Monsieurchose Dernièrement, un poulet a refusé de se rendre de lui-même à l'abattoir. A t-il fait preuve de couardise ou de gros bon sens ? En campagne électorale, le temps est précieux. Combien d'électeurs messieurs Charest et</p>	<p>Legault pouvaient-ils espérer rallier de leurs côtés lors de cette activité ? Y répondre, c'est comprendre pourquoi il n'y étaient pas... 08/11/2012 04:48 PM frank9999 Ne pas y être est l'aveu qu'ils en ont rien à foutre des étudiants. Je comprend que les candidats se seraient fait poser des questions embarrassantes mais un parti politique doit assumer ses positions même devant une assemblée réfractaire à leurs politiques. Les étudiants sont aussi des citoyens. 08/11/2012 05:09 PM Jérôme Lemieux-Truchon Réduire Ridicule. Purement ridicule. Comme si les jeunes ne pouvaient être d'allégeance libérale ou caquiste, comme si les gens ne pouvaient changer d'idée. C'est de la couardise pure et simple. 08/11/2012 04:57 PM Afficher 27 commentaires (Montréal)</p>
---	---	---

LA PRESSE.CA : La FEUQ et la FECQ tiennent des congrès samedi - Publié le samedi 11 août 2012 à 09h52

<p>La Presse Canadienne La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) tient un congrès samedi, à Montréal, et la campagne électorale devrait dominer les discussions. La co-porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a d'ailleurs été invitée à s'adresser aux délégués en après-midi, tout comme le candidat péquiste Pierre Duchesne. Selon la FEUQ, le Parti</p>	<p>libéral et la Coalition avenir Québec ont refusé d'envoyer un représentant. La FEUQ a déjà entamé ses démarches afin d'encourager les étudiants à exercer leur droit de vote lors du scrutin du 4 septembre. La présidente de la Fédération, Martine Desjardins, a rappelé que le taux de participation au scrutin général de 2008 avait été anémique chez les jeunes de 18 à 34 ans, soit à peine 40 pour</p>	<p>cent. La FEUQ compte bien inverser cette tendance le 4 septembre. Selon Mme Desjardins, il faut combattre le cynisme qui s'est installé. L'accessibilité à l'éducation est la priorité de la FEUQ, mais les finances publiques, l'environnement et les questions d'éthique sont aussi des enjeux. La Fédération étudiante collégiale (FECQ) est également réunie en congrès samedi.</p>
--	---	--

LA PRESSE : De la rue à l'urne - Publié le samedi 11 août 2012 à 05h00

<p>Gabrielle Duchaine, La Presse Au plus fort de la grève étudiante, les jeunes Québécois ont été plus nombreux dans la rue qu'ils l'ont été dans les bureaux de vote aux dernières élections provinciales. Et il y a eu les manifestations nationales, les marches nocturnes et les rendez-vous de casseroles, qui ont réuni encore plus de gens. À moins d'un mois des prochaines élections, les partis politiques de gauche tentent maintenant de canaliser cette mobilisation historique vers les bureaux de scrutin. Le défi reste entier. Si les 18-24 ans sont plus politisés que jamais, ils sont aussi nombreux, désabusés ou simplement indifférents, à ne pas vouloir voter. Mercredi, 8h30. Manon Massé, candidate de Québec solidaire dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, fief des traditionnelles manifestations nocturnes, distribue des brochures aux passants devant la station de métro Papineau. À ses côtés: quatre militants, dont trois portent le carré rouge. Il y a Rachel Vanier, étudiante en communications à l'UQAM, Patrice Gagnon, candidat dans Bourget, et Philippe Ethier, étudiant en sociologie et ancien élu de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE). C'est la première fois qu'il s'engage ainsi. «Le temps était venu», explique-t-il simplement. En tout, ce sont 130 bénévoles qui travaillent pour la campagne de Manon Massé. «Je n'ai jamais vu ça», reconnaît-elle. Du lot, 40% sont de nouveaux visages et 80% sont de jeunes électeurs. «C'est eux qui sont venus vers nous», précise la candidate. Même chose au Parti québécois, qui bataille pour rallier le vote des étudiants. L'aile jeunesse dit avoir récolté 500 nouveaux militants au cours du dernier mois grâce à une campagne sur Twitter. «Habituellement, on a une nouvelle inscription par mois», note le président du comité national des jeunes du Parti québécois, Alexandre Banville. La candidature de Léo Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante collégiale du</p>	<p>Québec (Fecq), a peut-être quelque chose à voir dans cet engouement soudain. «Ça donne un message très positif. Même avec sa position très ferme sur le gel des droits de scolarité, il a choisi l'action politique», dit M. Banville. M. Bureau-Blouin, qui se présente dans Laval-des-Rapides, compte sur une escouade de quelque 150 bénévoles, dont beaucoup sont étudiants. C'est indéniable, la jeunesse québécoise s'est éveillée à la politique au cours du fameux printemps érable. «Beaucoup de gens ont assisté cette année à leur première assemblée générale. Certains ont aimé l'expérience et d'autres, non, mais tous ont ainsi contribué à un mouvement social», explique le directeur général de l'Institut du Nouveau Monde, Michel Venne, qui se penche sur la participation citoyenne. D'autres personnes ont manifesté pour la première fois, ou ont regardé avec désaccord les manifestations à la télévision. D'une manière où d'une autre, ils ont eu un contact avec la vie politique.» Il reste à les mobiliser pour qu'ils transportent leurs convictions jusqu'aux urnes. Et ils n'en ont pas l'habitude. En 2008, seuls 36% des 18-24 ans ont exercé leur droit de vote, l'équivalent d'environ 208 000 voix. Ils étaient plus de 316 000 au plus fort du conflit étudiant. Sans compter les casseroles dans tous les coins de la province. Pour les pousser à faire entendre leur voix, associations et organismes de toutes sortes multiplient les campagnes de sensibilisation. Les fédérations étudiantes ont lancé au début de la semaine le site web votons.net, où leurs membres sont invités à s'engager formellement à voter le 4 septembre. L'Institut du Nouveau Monde mise également sur une nouvelle campagne web qui met en scène des personnalités connues, dont Joannie Rochette ou André Sauvé, et qui s'adresse sur un ton humoristique directement à la jeunesse. L'organisme planifie aussi des débats entre candidats dans plusieurs lieux d'enseignement. «On va voir les jeunes là où ils sont, en classe et sur les réseaux sociaux, et les politiciens devraient faire de même», recom-</p>	<p>mande Michel Venne. Dans les partis aussi, on cible l'électorat dans la vingtaine. Certains distribuent des feuillets pour leur rappeler de faire leur changement d'adresse ou prévoient tenir des stands dans les écoles. Mais ce n'est pas tout de convaincre les jeunes électeurs de se prononcer. Encore faut-il qu'ils sachent pour qui. «Les jeunes qui sont sortis dans les rues ne se sentent pas écoutés par les partis politiques», note le professeur François Gélineau, titulaire de la chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires. Les politiciens doivent les écouter sérieusement s'ils veulent aller chercher leurs votes.» Chez les 18-24 ans, même parmi les plus mobilisés, le désabusement et la méfiance sont palpables. «Certains me disent que la politique n'est pas à la hauteur et qu'ils ne voteront pas par conviction, s'inquiète Manon Massé, qui a pourtant manifesté avec plusieurs d'entre eux. Ils me remercient d'être dans la rue, je leur réponds qu'ils doivent m'élire s'ils veulent que je puisse changer les choses.» Même Gabriel Nadeau-Dubois refuse de dire s'il votera le 4 septembre. «On ne donne aucune consigne à nos membres sur le vote, alors je préfère ne pas me prononcer, même si j'ai pris ma décision», explique l'ex-porte-parole de la CLASSE. Le vote est un choix individuel. C'est une manière de se faire entendre, mais il en existe d'autres qui conviennent plus à certaines personnes.» «Ne pas voter par conviction, c'est se tirer dans le pied. C'est un véritable suicide générationnel», répond Michel Venne, qui assure que seule une minorité d'électeurs adopte une telle stratégie. «La plupart ne votent pas simplement par désintérêt.» Il croit toutefois que cette indifférence sera moindre chez les jeunes aux prochaines élections. «La mobilisation devrait créer un certain effet de contamination qui risque d'avoir un effet positif sur le taux de participation.» Bémol: «On ne peut pas espérer que les élections règlent le malaise politique d'un coup. Mais</p>
--	---	---

le seul moyen de changer les choses est de l'intérieur», affirme François Gélneau.

LA TRIBUNE : Deux éléments peuvent aider Jean Charest à rebondir - Publié le vendredi 10 août 2012 à 12h00

René-Charles Quirion, La Tribune
Le président de Segma recherche Raynald Harvey soutient qu'il est encore possible que Jean Charest coiffe Serge Cardin au fil d'arrivée le 4 septembre prochain.
Selon M. Harvey, la carte du premier ministre et l'émotivité autour du débat étudiant demeurent deux atouts de Jean Charest pour réussir à revenir de l'arrière dans sa circonscription et représenter les électeurs de Sherbrooke pour un cinquième mandat.
«Jean Charest peut encore remonter la pente. Ça va être difficile, mais c'est possible», estime M. Harvey

Ce dernier croit qu'une remontée du PLQ dans les sondages nationaux pourrait aider Jean Charest dans sa circonscription.
«L'effet premier ministre, puis la machine électorale libérale pourraient permettre à Jean Charest de remonter. Les gens devront faire le choix entre se priver d'un premier ministre ou laisser aller leurs émotions contre Jean Charest. La carte du premier ministre est un avantage à partir du moment où son parti est perçu comme celui qui pourrait former le prochain gouvernement. Présentement, au niveau national, personne ne sait qui va sortir gagnant de cette élection. Ça nuit à Jean Charest de ne pas être

considéré comme le prochain premier ministre», estime le président de Segma Recherche.
Selon Segma Recherche, l'émotivité dans le conflit étudiant pourrait jouer en faveur de Jean Charest et l'aider à remonter dans les intentions de vote d'ici le 4 septembre.
«Si la crise étudiante reprend la pôle dans l'actualité et que l'émotivité remonte au point de ce que l'on avait en mai et juin dernier, je pense que ça pourrait aider Jean Charest. La position gouvernementale dans le conflit étudiant a été la planche de salut de Jean Charest», indique M. Harvey.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Sherbrooke: Divers moyens pour inciter les étudiants à voter - Publié le: jeudi 09 août 2012, 18H27 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 18H49 / Première publication jeudi 09 août 2012 à 20h07

Emmanuelle Corriveau / Agence QMI
SHERBROOKE – Pour inciter les jeunes électeurs à voter aux prochaines élections, le Regroupement des étudiantes et étudiants de maîtrise de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) va lancer le 13 août prochain, une offensive publicitaire sur les différents autobus de STS.
Une dizaine d'autobus arboreront dès la semaine prochaine, des affiches publicitaires. Philippe De Courval, vice-président du REMDUS, souhaite que les étudiants votent le 4 septembre. «Évidemment les autobus sont un moyen imposant et en plus ils peuvent à la fois rejoindre les étudiants du campus principal de l'université et le campus de la Santé», a-t-il indiqué.
Les différents partis tentent eux aussi, de rejoindre les jeunes électeurs, de façon plus actuelle. «Sur notre page Facebook nous allons poster chaque jour nos endroits où nous allons nous trouver, a expliqué le candidat caquiste de Sherbrooke, Philippe Girard. À quel endroit nous faisons campagne, à quel endroit nous allons rencontrer les gens.»
«On est conscient de Facebook de Twitter et nous y sommes, a ajouté Serge Cardin, candidat du PQ à Sherbrooke. Il y a beaucoup de militants du Parti québécois.»
Joint au téléphone, les libéraux de Sherbrooke n'ont pas voulu répondre à nos questions.
Tous les électeurs, incluant les étudiants qui résident de façon temporaire à Sherbrooke, pourront se présenter dans ce bureau de scrutin, toutefois ils devront voter pour un candidat de leur circonscription.
«S'il est domicilié à Rimouski, il va devoir voter pour un candidat de Rimouski, a précisé Jacques Coderre, directeur du scrutin à Sherbrooke. Mais il va pouvoir le faire ici. Ici à Sherbrooke à mon bureau.»
Depuis le début de la campagne électorale, plusieurs estiment que le vote étudiant pourra faire la différence. Il suffit de penser que sur le campus de l'Université de Sherbrooke, à l'automne, ils seront des milliers d'étudiants à temps plein.

Afficher 7 commentaires (Montréal)
sonia32
Les jeunes ne sont pas intéressés a aller voté.Ils ne le font pas dans leur associasson étudiante, ils ne le feront pas plus au élection Provincial.Sans chaudrons , ils ne savent plus quoi faire.Ils ne voteront pas et ils gueuleront ensuite.
[08/09/2012 08:42 PM](#)
Tipolo84
Il ne faut pas généraliser... Des jeunes peut-être, mais pas tous "les jeunes". Ils y en a qui ont une tête sur les épaules et qui comprennent l'importance des "comportements en société" et de la "démocratie".
[08/09/2012 08:53 PM](#)
Glamotte
S.V.P. gens et étudiants honnêtes et incorruptibles de Sherbrooke...faite ce que doit et sortez Charest...
[08/09/2012 07:44 PM](#)
psychoarcade
Quand tu as 18 ans et qu'on te demande d'aller voter .. Tu dis .. ben pourquoi pas ? C'est là que tu vois apparaitre la grosse face moche et fake de Charest et de Marois et tu dis .. HEIN ? Pourquoi j'irais voter ? Ta tu vues les vieux snoks saupoudré avec leur perruque passée date ??? C'est ti mes seuls choix eux ? Fak là bin tu restes chez toué et tu t'en sacres.
Les jeunes qui votent c'est quand on leur donne une sorte d'appartenance à la politique, mais moi je les comprends. Quand tu vois les choix offerts .. tu ne te sent pas vraiment dans ta sphère hormonale.
[montrer moins](#)
(Modifié par l'auteur il y a 1 jour)
[08/09/2012 07:35 PM](#)
Tipolo84
Brillant exposé. Travail soigné. Recherche évidente et toutes les alternatives soigneusement présentées.
Tu portes vraiment bien ton pseudo... Longue vie et prospérité mon ami ;)
[08/09/2012 08:49 PM](#)
SG22

Vous dites qu'à 18 ans, on prend les politiciens pour de vieux "snoks" parce qu'ils sont vieux (pas expérimentés, mais vieux !), qu'ils ont des perruques et qu'ils ne sont pas "à la mode" ? Vous propos sont déliants. Nous vivons une crise sociale initiée par ces jeunes. Et justement, vous nous confirmez d'une certaine façon qu'une majorité d'entre-eux est trop immature pour pouvoir se prononcer sur une question comme les droits de scolarité.
[08/09/2012 08:07 PM](#)
Tammy
excellente initiative.
[08/09/2012 07:07 PM](#)
Afficher 4 commentaires (Québec)
louko
On chiale contre un gouvernement,mais on fait pas d efforts pour aller voter ,chezchez l erreur.....
[Hier 03:45 PM](#)
Rondeau
Je suis bien heureux de voir les choses changer peu à peu. Cependant l'article manque de clarté et de détails. Où sera situé ce bureau de vote? À l'université même? Est-ce une mesure particulière pour Sherbrooke? Un électeur de Trois-Rivières s'étant trouvé un emploi à Sherbrooke au cours des dernières semaines pourra t-il voter à Sherbrooke ou devra t-il retourner à Trois-Rivières s'il désire voter? Mes excuses, Emmanuelle Corriveau, votre article est très boiteux!
[08/09/2012 11:47 PM](#)
Glamotte
Honnêtes citoyens et étudiants de Sherbrooke..S.V.P. faites preuve de probité et de jugement éthique...sortez Charest...
[08/09/2012 09:20 PM](#)
Voici_quoi
Ils ont de la misère à aller voter pour ou contre la greve, alors ils devraient faire comme d'habitude pour les élections provinciales, c'est à dire, oublier d'aller voter et apres, chiâler contre le gouvernement en place
[08/09/2012 09:08 PM](#)

LA PRESSE : Élections: le conflit étudiant au cœur des débats - Publié le jeudi 09 août 2012 à 07h37

Tommy Chouinard, Martin Croteau et Paul Jounet, La Presse
Jean Charest qui s'en remet aux policiers pour l'application de la loi spéciale. François Legault qui hausse le ton contre les professeurs. Pauline Marois qui tergiverse sur la démocratie étudiante. Les chefs des trois principaux partis ont croisé le fer sur le conflit étudiant, mercredi, alors que la rentrée approche à grands pas. Quelques centaines de manifestants ont défilé dans le centre-ville de Montréal dans le cadre

d'une «action de perturbation nationale» organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), hier midi. La manifestation suivait des votes de grève dans deux établissements la veille.
Devant le conflit étudiant qui menace de reprendre de plus belle, le chef libéral a marché sur des oeufs, hier. Mardi, il maintenait la ligne dure, en affirmant que la loi devait être respectée. Vingt-quatre heures plus tard, questionné

pour savoir si les policiers doivent la faire respecter coûte que coûte, il leur a renvoyé la balle.
«Dans l'application des lois, ils doivent dans chaque situation particulière faire preuve de jugement, a-t-il dit. C'est ce qu'ils ont fait, et c'est ce qu'ils font.»
Il est resté évasif sur ce qu'il ferait en cas de débordements ou si les professeurs ne donnaient pas les cours. «S'il y a une épée de Damoclès, ce n'est pas moi qui la tiens dans mes mains», mais plutôt les étudiants, a-t-il ajouté. «Ce n'est pas



moi qui fais le choix de poser ces gestes, je les dénonce.»

Ligne dure à l'égard des profs

Pour s'assurer que la rentrée se déroule dans l'ordre, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, a pour sa part promis qu'il sanctionnerait les professeurs qui refusent de travailler en appui aux étudiants en grève. Un pas que même Jean Charest s'est gardé de franchir, hier.

«Dans un premier temps, on ne devrait pas payer des enseignants qui refusent d'aller enseigner, ça, c'est la première chose, a affirmé M. Legault. Si ça se poursuit, je pense qu'il ne faut pas exclure d'autres sanctions.»

Au printemps, des enseignants ont protesté contre les injonctions qui les forçaient à franchir des piquets de grève. Selon eux, la tension sur les campus était trop vive pour leur permettre d'enseigner sereinement. M. Legault qualifie cette position d'«inacceptable».

Le chef caquiste a une fois de plus appelé les étudiants à reprendre leurs cours. À ses yeux, ce sont les électeurs qui devraient sceller l'issue du conflit.

Le PQ «réglera le problème»

Pauline Marois soutient que le problème se réglera si elle est élue le 4 septembre. Comme elle abrogera la loi spéciale, les sanctions ne s'appliqueront plus. Elle promet que cela ramènera «le calme».

D'ici au jour du scrutin, le chef du Parti québécois (PQ) demande aux enseignants et aux étudiants de se conformer à la loi spéciale. Mais elle refuse d'affirmer clairement qu'il faudrait appliquer la loi d'exception et sanctionner les professeurs.

Hier matin, en conférence de presse à Saint-Siméon, Mme Marois a proposé pour la première fois d'«encadrer» la démocratie étudiante. Elle a précisé sa position plus tard en journée. Elle affirme finalement que ceux qui veulent proposer des réformes à la démocratie étudiante pourront le faire dans le cadre d'un futur sommet sur la gestion et le financement des universités.

Le PQ «n'a pas l'intention de définir des règles nouvelles [sur] les associations étudiantes», a-t-elle assuré.

LE SOLEIL : La CLASSE écorche le PQ et Léo Bureau-Blouin - Publié le jeudi 09 août 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 09 août 2012 à 10h20

Marie-Pier Duplessis, Le Soleil

(Québec) Si Pauline Marois comptait sur la candidature de Léo Bureau-Blouin pour inciter les étudiants à voter pour le Parti québécois (PQ), elle s'est peut-être mis le doigt dans l'oeil.

De passage à Québec, Camille Robert, co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a non seulement écorché l'ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, mais elle a aussi émis plusieurs réserves à l'égard du PQ.

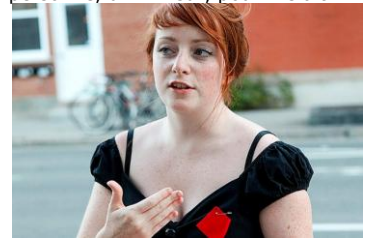
La CLASSE avait déjà avoué se sentir «mal à l'aise» devant l'appel à la trêve électorale de Léo Bureau-Blouin. Mercredi, Camille Robert en a rajouté en mentionnant que «le saut des fédérations étudiantes aux partis politiques s'est fait très vite, puis on a trouvé ça peut-être un peu indélicat d'émettre des recommandations au mouvement étudiant. On sait que Léo ne représente plus les étudiants, donc on ne pense pas qu'il peut se donner [une telle] autorité alors que se tiennent des votes de grève».

Léo Bureau-Blouin est-il devenu un adversaire? «Ça va rester à voir, a-t-elle répondu. Par contre, on n'a pas beaucoup d'espérance par rapport au Parti québécois. Pour nous, l'élection du PQ ne serait pas une solution en tant que telle. Il va quand même y avoir des désaccords. On est notamment en désaccord sur la gestion des ressources naturelles, les redevances minières, l'exploitation des ressources, etc.»

Plus tôt dans l'entrevue, Camille Robert avait précisé que «peu importe le parti politique qui va être élu, la crise étudiante va demeurer. Il y a encore des revendications qui vont rester [...] On sait que la CAQ [Coalition avenir Québec] a proposé de réduire [la hausse] à 200 \$, le Parti québécois parle d'indexation au coût de la vie, donc, évidemment, ces solutions-là ne répondent pas à nos revendications.» La CLASSE milite toujours pour qu'il n'y ait pas de hausse dans une perspective de gratuité scolaire.

Quelque 150 personnes s'étaient donné rendez-vous au bar L'AgitéE au centre-ville pour entendre la co-porte-parole de la CLASSE à l'occa-

sion de sa tournée des régions. Environ la moitié d'entre elles ont ensuite marché jusqu'à l'Assemblée nationale, en guise de manifestation. Le parcours n'avait pas été remis aux policiers, mais ceux-ci n'ont procédé qu'à l'arrestation d'une seule personne, un mineur, pour méfait.



Le Soleil, Caroline Grégoire
Camille Robert, co-porte-parole de la CLASSE, était de passage à L'AgitéE, dans le quartier Saint-Roch, mercredi, pour une conférence.

LE DEVOIR: Un gouvernement péquiste ramènerait le calme au Québec, soutient Marois: «Si on veut choisir le chaos, on peut choisir M. Charest», dit le chef du PQ - Jeudi 09 août 2012

Antoine Robitaille

Si les électeurs optaient pour le Parti québécois le 4 septembre, le Québec retrouverait «la sérénité et [le] calme» après des mois de perturbations, a soutenu Pauline Marois. «Si on veut choisir le chaos, on peut choisir M. Charest, parce que ça a été ça depuis qu'il est là, depuis le début du printemps.» Après une réélection de Jean Charest, la «grogne ne se tarirait pas», a-t-elle prédit.

Selon le chef péquiste, une victoire de la Coalition avenir Québec ne réglerait pas non plus le conflit étudiant. «Si on veut choisir aussi une autre crise qui n'en finit plus, on peut aussi aller vers la CAQ.» La chef péquiste reproche à François Legault et à ses troupes d'avoir choisi de maintenir une hausse importante, (de 200 \$, donc moindre que celle programmée par les libéraux). «Ils ont changé d'idée sur la loi 78 parce qu'ils ont appuyée [...] à l'Assemblée nationale, et là, ils émettent certaines réserves.» Le chef de la CAQ annonçait la semaine dernière que s'il était porté au pouvoir, il abrogerait la partie de la loi 78 portant sur les manifestations.

D'ici le 4 septembre, le chef péquiste, qui a rangé son carré rouge en juin, demande aux professeurs et aux étudiants d'obéir à la loi. Elle a enjoint à ces derniers de rentrer en classe : «Moi, comme élue, comme responsable, comme législateur, je crois qu'on doit respecter les lois. C'est pour ça que je vous dis : respectons-la maintenant et je l'abrogerai dès que je serai élue.» Elle a demandé aux étudiants de voter en masse aux prochaines élections. Les étudiants

qui, comme les membres de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), souhaitent continuer à manifester, peuvent le faire, a dit Mme Marois, mais dans les limites imposées par la loi, laquelle «prévoit un cadre pour le faire», a-t-elle déclaré.



Photo : La Presse canadienne
Paul Chiasson

Si les électeurs optaient pour le Parti québécois le 4 septembre, le Québec retrouverait «la sérénité et [le] calme» après des mois de perturbations, a soutenu Pauline Marois.

Sanction ou non ?

La chef péquiste a toutefois refusé de dire si les enseignants qui refuseront d'obéir à la loi devraient être sanctionnés.

Le chef libéral n'a pas voulu davantage parler de sanctions contre les professeurs qui choisiraient de ne pas franchir les piquets des manifestants et de ne pas donner leurs cours. «On n'est pas dans les sanctions, on est dans la rentrée», a dit Jean Charest.

François Legault, lui, a fait preuve de fermeté. Aux yeux du chef caquiste, il est «inacceptable qu'un enseignant, qui est payé pour enseigner, refuse d'enseigner pour appuyer un mouvement de grève ou de boycott, appelez-le comme vous voulez».

Selon lui, les employés de l'État ont le «devoir» de donner leurs cours et, sur ce sujet, le gouvernement doit «être ferme». Il estime que les professeurs récalcitrants doivent faire face à des «sanctions». D'abord, ils ne devraient plus recevoir leur salaire. «Ça, c'est la première chose. Si ça se poursuit, je pense qu'il ne faut pas exclure d'autres sanctions», a ajouté le chef caquiste.

Quant aux votes de reconduction de grève qui se tiennent actuellement, le chef péquiste s'est encore abstenue de prendre position hier : «Je ne veux pas m'immiscer dans ce processus, qui est propre aux associations étudiantes.»

Rectification

En après-midi hier, le chef péquiste a corrigé des propos qu'elle avait tenus en matinée sur la démocratie étudiante, plus précisément sur les processus conduisant au déclenchement des grèves. À l'Université de Montréal par exemple, 9 % des étudiants en travail social ont choisi lundi de reconduire la grève le 27 août.

En matinée, elle avait clairement soutenu qu'une fois élue, elle convoquerait les représentants étudiants afin de trouver une manière d'«encadrer» la démocratie étudiante afin de rendre le processus «meilleur». «Il est apparu suite à cette crise que nous avons vécue que les asso-

ciations étudiantes avaient différentes modalités de fonctionnement. On pourrait en discuter ensemble, entre autres au Sommet [sur l'éducation postsecondaire], de la façon dont on pourrait organiser cela, des règles qui pourraient encadrer le tout. »

En après-midi, elle s'amendait : « Je n'ai absolument pas intention de remettre en question la démocratie étudiante » ni de « définir des règles nouvelles ». Le sujet, tout au plus, pourrait être un sujet parmi d'autres au même sommet.

Fervent défenseur de la grève, le parti Québec solidaire a reproché à la chef péquiste, dans un communiqué en après-midi, d'entretenir « l'ambiguïté » sur les « enjeux étudiants » : « Après avoir tergiversé depuis le début de la grève, écrit QS, le PQ a récemment invité le mouvement étudiant à respecter une trêve et à suspendre la plus grande grève de son histoire. »

Avec *Jessica Nadeau* et *Robert Dutrisac*

Vos réactions

Sylvain Auclair – Abonné, 9 août 2012 09 h 19,

C'est le message qu'il faut faire passer

Je ne sais pas si elle va réussir à le faire passer, vu toute la propagande de ces derniers mois dans les médias populistes.

Raymond Saint-Arnaud – Abonné, 9 août 2012 09 h 48

Nouance

On peut se conformer à une loi qui par ailleurs ne mérite pas de respect.

JEAN-LOUIS GIRARD – Inscrit, 9 août 2012 18 h 16

Mme Marois

Que ferez-vous quand vous hausserez les frais de scolarité et que les étudiants descendront dans la rue et briseront les biens d'autrui....

Tout ce que vous ramèneriez serait le chômage, car vous êtes battue d'avance.

Patrick Laplante – Abonné, 9 août 2012 18 h 17

Qui profite réellement de la crise étudiante?

Il est clair que M. Charest et Mme Marois forment un fabuleux duo. Une pièce magistralement bien jouée, par des acteurs de talents.

IL l'accuse d'incarner la rue pour lui permettre d'obtenir des votes qui autrement iraient à ceux qui ont réellement à cœur les intérêts des étudiants et du peuple.

Elle l'accuse du chaos dans lequel il a précipité notre société, une façon de le remercier. Lorsque, j'y pense, je me dis qu'elle aura le bon rôle en réglant la crise suite à sa prise du pouvoir. Je suppose qu'elle proposera une augmentation raisonnable 15%-20%-30% + indexation. C'est toujours mieux que 84 ou 75%. De plus, elle a un ancien Léo dans son camp, il pourra négocier avec les siens. lolll

Et la danse des gens de pouvoir se poursuivra encore un autre mandat. Les intérêts des bien nantis seront protégés encore 4-5 ans. Les temps d'une autre mise en scène, d'un repositionnement des acteurs. Qui jouera le bon, qui jouera le mauvais?

Un jour viendra...

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEMONTRÉAL: La promesse de Léo: Le milieu communautaire est mitigé - Publié le: mercredi 08 août 2012, 19H33 | Mise à jour: mercredi 08 août 2012, 19H40



Léo Bureau-Blouin et Pauline Marois

Mathieu Courchesne / Agence QMI

LAVAL – L'engagement du candidat péquiste Léo Bureau-Blouin, qui souhaite verser le quart de son éventuel salaire de député à des organismes communautaires de la région, suscite des réactions mitigées chez les principaux intéressés.

L'Écho de Laval a contacté quelques organismes communautaires de la circonscription de Laval-des-Rapides afin de savoir ce qu'ils pensaient de l'idée du candidat, qui souhaite leur redonner 25% de son salaire, soit un peu plus de 20 000 \$ annuellement.

Denise Ouimet, directrice générale du Relais communautaire de Laval, craint que l'argent du salaire soit « émietté » à travers tous les organismes communautaires.

Le directeur général de Sida-Vie Laval, Richard Cadieux, considère lui aussi que la voix des organismes communautaires n'est pas entendue à l'Assemblée nationale. « Il y a un travail de conscientisation à faire au sujet de ce qu'on fait », a-t-il souligné.

Il trouve cependant intéressante l'initiative du jeune candidat, bien qu'il émette certaines réserves.

« C'est super de vouloir soutenir le communautaire. C'est audacieux. Si tout est fait dans les règles, je lui lève mon chapeau. Mais je ne peux pas m'empêcher de me demander s'il y a une anguille sous roche. »

M. Cadieux craint notamment que d'autres organismes gouvernementaux lui retirent des subventions en raison de l'aide financière de son député. « Est-ce qu'on va m'en donner d'un côté pour m'en enlever de l'autre? Va-t-on me refuser des subventions sous prétexte que mon député m'aide déjà? »

Plusieurs mesures

Léo Bureau-Blouin précise que le don d'une partie de son salaire ne serait pas la seule me-

sure entreprise par lui et son parti pour venir en aide au milieu communautaire.

« Nous voulons par exemple financer les organismes communautaires sur un mode pluriannuel, a-t-il soutenu. Présentement, bien des organismes ne savent pas s'ils auront du financement l'année suivante. »

L'idée de verser une partie de son salaire vise notamment à démontrer son implication dans la communauté, a-t-il expliqué. « Je veux rendre les organismes plus autonomes. Il faut montrer aux gens qu'on croit en eux. Nous avons un rôle de leadership dans la communauté. Chaque député doit trouver sa façon de faire. Ça, c'est la mienne. »

L'argent serait déposé dans un fonds auquel les investisseurs privés pourraient contribuer. Les modalités qui entoureraient le choix des organismes et la remise de l'argent seront déterminées en temps et lieu, a indiqué M. Bureau-Blouin.

Lutte à la pauvreté

L'argent serait déposé dans un fonds auquel les investisseurs privés pourraient contribuer. Les modalités qui entoureraient le choix des organismes et la remise de l'argent seront déterminées en temps et lieu, a indiqué M. Bureau-Blouin.

Il s'engage notamment à demander une hausse du salaire minimum à 11,20 \$ de l'heure, soit le seuil de faible revenu.

Il souhaite également s'assurer que les nouveaux promoteurs immobiliers consacrent de l'espace pour la création de logements sociaux.

Cela s'ajoute à son engagement pris la semaine dernière de créer une plateforme de consultation citoyenne sur le web.

Afficher 6 commentaires (Québec)

viouxincompris

Au moins il est bon en calcul le ti-pit. S'il n'est pas élu....0 de salaire et il doit payer ses frais de campagne, donc son calcul: prendre une assurance 25% pour se rassurer du 75% du salaire.

En assurance, ils connaissent cela la re-assurance pour prévenir les pertes

08/08/2012 10:07 PM

lognom

Pourquoi s'acharner sur monsieur leo bureau blouin c'est bien cest généreux de sa part de donner au plus démunis les autres députés ils donnent combien??

08/08/2012 09:21 PM

Guy7500

Il n'a pas encore d'hypothèque à payer.

Il a volé l'idée de QS de faire de la politique avec humour.

08/08/2012 08:33 PM

The_Visitor

"Le candidat péquiste a également annoncé d'autres mesures visant à lutter contre la pauvreté.

Il s'engage notamment à demander une hausse du salaire minimum à 11,20 \$ de l'heure, soit le seuil de faible revenu."

Mais il mérite un Nobel en économie !!!! Le salaire minimum augmente va faire augmenter les prix à la consommation. Même le BS va devoir augmenter pour contrer l'augmentation des prix, donc plus de taxe. Bravo mon Léo !!!

08/08/2012 08:26 PM

mortimai

mdrrrrr, à l'égal de Mme Marois et du PQ..une farce, je vote la CAQ. 34 ans de corruption avec le PLQ et le PQ, FIN.

08/08/2012 08:10 PM

louko

Un autre farceur, c'est vrai qu'il apprend vite.....

08/08/2012 07:53 PM

Afficher 11 commentaires (Montréal)

Lemi

Il n'a pas pensé donner son salaire à son association étudiante, ainsi une grande partie de la hausse serait engloutie dans son salaire. Du n'importe quoi que ces péquisssssssses!

08/09/2012 07:51 AM

malouin

Bravo! Ce jeune homme a de la suite dans les idées.

08/08/2012 10:08 PM

Enigmanie

Voyons donc il a le 0.50c par jour, c'est une question de principe et de toute manière ce calcul du 0.50c ça vient de la calculatrice de M.Charest et ça fait longtemps qu'elle est trafiquée.

Il a de bonnes idées ce jeune homme et il s'implique, donnez-lui la chance d'expliquer les changements qu'il veut apporter.

08/08/2012 08:59 PM

yogomy

Bien d'accord et de toute façon, il peut pas faire pire que les politiciens de carrière

08/08/2012 10:15 PM

Yasser_Izback

Comment peu ont même trouver une raison de rouspéter quand un politicien donne une partie de son salaire à des organismes communautaires.

08/08/2012 08:55 PM

claudéc

Hausser le salaire minimum à \$11.20 de l'heure va donner du fil à retordre à beaucoup de petites

entreprises.....pôvre ti-Léo, tu vas apprendre!
(Modifié par l'auteur il y a 2 jours)
[08/08/2012 08:40 PM](#)
legouriaideck
Arrogance....quand j'ai un employé qui me donne plus que le double du salaire minimum et que je peux profiter de cette personne fiable qui connaît son travail (qu'il ait 18, 30, 55 ans), je vais le payer en conséquence
[08/08/2012 09:45 PM](#)
Laubel
Ça prouve une chose, il est trop jeune et il n'a pas pensé avant de parler Mme Marois l'a très mal conseillée.

[08/08/2012 08:35 PM](#)
ojopto117
Mme Marois veut tellement gagner qu'elle prend tous les moyens, quitte à brûler un jeune qui a de l'avenir devant lui. Ce n'est pas péché de changer de parti si l'ont se sent berné M. Léo Bureau Blouin. Pas un sous et prêt à donner une partie de son salaire pour gagner ses élections. Ça commence mal une vie. Mme Marois aurait du dire à son bébé nouveau de commencer à se faire un compte de Banque mais comme dirait M. Chrétien "que voulez vous c'est juste un jeune et pis après".
[08/08/2012 08:34 PM](#)
Hugues_Marotte

Lui qui n'avais pas \$0.50 par jour pour son éducation. Faut drolement être sur de perdre.
[08/08/2012 08:06 PM](#)
malouin
Il militait pour ceux qui n'ont pas les moyens de soutenir une hausse des frais de scolarités. De plus, trouver moi quelqu'un qui est prêt à donner 25% de son salaire à des organismes communautaires... Vous pourrez le critiquer à ce moment là.
[08/08/2012 10:06 PM](#)
[en réponse à Hugues_Marotte](#)

LE DEVOIR: La crise étudiante ne fait pas partie d'une stratégie électorale: Jean Charest en veut pour preuve l'entente conclue avec les enseignants pour reprendre la session d'hiver – Mercredi 08 août 2012

Robert Dutriscac
Sherbrooke – Jean Charest a nié que les votes de grève à venir dans les collèges et les universités puissent représenter un avantage stratégique pour son parti lors de la campagne électorale. Lors du point de presse, le chef libéral a sorti de sa manche l'entente qui venait tout juste d'intervenir entre le gouvernement et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN). Cette entente est une preuve de la volonté du gouvernement que la rentrée se fasse paisiblement, a soutenu le chef libéral. « La démonstration des efforts que nous faisons pour que tout se passe bien, c'est la conclusion de l'entente avec les syndicats sur la rentrée », a-t-il soutenu.
« Je ne souhaite pas qu'il y ait des perturbations. Je veux que ça se fasse dans l'ordre. Et je demande aux Québécois de respecter les lois et surtout de respecter le droit d'un autre citoyen de pouvoir étudier », a affirmé Jean Charest en parlant de la reprise, à la mi-août, de la session du printemps dans les 14 cégeps qui étaient en grève et dans certains départements et facultés universitaires.
« Il me semble qu'il y a un signal d'envoyé. Si on est capable de s'entendre avec les représentants syndicaux, on doit être capable de s'entendre avec tout le monde normalement. Ça n'a pas été le cas le printemps dernier », estime le chef libéral.
Tombé entre les mains du PQ au début de juin, un document qui a servi à une réunion préélectorale de députés libéraux et du personnel politique décrivait la stratégie électorale du parti qui reposait sur l'association de Pauline Marois et du PQ à la rue et à la violence. Les libéraux se posaient en défenseurs de la loi et l'ordre et en

champions de l'économie et du Plan Nord. En théorie, tout dérapage lors de la rentrée pourrait renforcer ce lien entre les troubles et les troupes de Pauline Marois dans l'esprit de l'électorat. Concrètement, Jean Charest s'attend à ce que la loi 12 (le projet de loi 78 adopté en juin) assure que les étudiants qui veulent suivre leurs cours le fassent sans entrave. Il a dit souhaiter que la loi 12 soit respectée et qu'aucun étudiant gréviste n'empêche quiconque de suivre ses cours. « Je me bats durant cette campagne électorale pour défendre l'étudiant qui veut aller à ses cours parce qu'il en a le droit. Et ça, c'est la différence entre Pauline Marois, François Legault et moi », a-t-il fait valoir.
Dans cet ordre d'idées, son gouvernement refusera de se conformer à l'avis de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ). Dans cet avis rendu public à la mi-juillet, la CDPDJ estime que 19 articles de la loi spéciale « portent atteinte directement ou indirectement aux libertés de conscience, d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association garanties par la Charte ». C'est aux tribunaux de trancher, a soutenu Jean Charest. Déjà en juin, une première décision, signée par le juge François Rolland de la Cour supérieure, a débouté les avocats des étudiants qui arguaient que la loi 12 brimait le droit de manifester.
Grève ou boycott?
Lors du point de presse, le chef libéral a livré une petite bataille sémantique avec un journaliste autour du mot « grève ». Le chef libéral a insisté pour que le mot « boycott » soit employé pour désigner la grève étudiante.
S'il défend le droit à l'éducation, Jean Charest considère que le droit au travail - le droit de gagner sa vie - est d'un autre ordre. Ainsi, au

Québec, en vertu des dispositions antibrisseurs de grève du Code du travail, un travailleur qui n'a pas voté pour la grève doit suivre le mot d'ordre de son syndicat et cesser de travailler, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs provinces canadiennes. « Il y a des gens qui veulent imposer dans l'éducation le régime de relations de travail que nous connaissons ici ou ailleurs. Ce n'est pas la réalité du monde de l'éducation », juge Jean Charest.
En soirée, à Sainte-Clotilde-de-Horton, Jean Charest, à son arrivée à une assemblée partisane, a été accueilli par une douzaine de manifestants protestant contre l'exploitation du gaz de schiste et la centrale nucléaire Gentilly 2. La maigre manifestation n'a donné lieu à aucun incident.
Vos réactions (37)



Photo : La Presse canadienne
Graham Hugues

Jean Charest n'était pas peu fier d'annoncer hier la conclusion d'une entente avec les enseignants pour assurer la reprise de la session d'hiver. Le chef libéral y a vu la démonstration que son gouvernement ne cherche pas à tirer profit du conflit étudiant pour se faire réélire.

LE DEVOIR: Des initiatives pour mobiliser les jeunes électeurs – Mercredi 08 août 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir
Michel Venne, de l'INM, lance le débat: faut-il rendre le vote obligatoire?
Nancy Caouette
Dans le but de susciter le vote des jeunes électeurs, l'Institut du Nouveau Monde (INM) a lancé hier une campagne Web composée de vidéos que les jeunes pourront partager sur les médias

sociaux. L'INM, mandaté par le Directeur général des élections (DGE), organisera également une vingtaine de débats animés par des candidats locaux dans les cégeps et les universités de différentes régions du Québec.
Portées par le thème On est deux millions, faut qu'on vote !, les 10 vidéos, qui seront mises en ligne sur le site Internet de l'INM, mettent en scène des personnalités publiques appréciées des jeunes, telles que Joannie Rochette, André Sauvé, Réal Béland et Didier Lucien, qui incitent, sur un ton ludique, les 18-35 ans à exercer leur droit de vote.
Mais à cinq semaines du scrutin, le directeur de l'INM, Michel Vienne, ne se leurre pas : ces mesures n'auront qu'un impact limité sur la propension généralisée des jeunes à bouder les scrutins. « Pour revirer la tendance, nous sommes conscients qu'il faudra des moyens plus costauds et plus de temps. Mais notre but, c'est d'aller rejoindre le plus de monde possible et,

surtout, d'allumer l'intérêt de ceux qui votent pour la première fois », a-t-il précisé.
Un droit de moins en moins exercé
Selon une récente étude menée par l'Université Laval, seulement 36 % des jeunes âgés entre 18 et 24 ans et 42 % des 24-35 ans ont coché un bulletin de vote aux dernières élections provinciales de 2008. Dans une recherche commandée par le DGE, l'INM a identifié le désintérêt général des jeunes par rapport aux politiques partisanes comme cause première de leur abstentionnisme aux élections.
« Les jeunes s'excluent eux-mêmes du processus électoral, se désolé Geneviève Baril, auteure de l'étude de l'INM. Le manque d'éducation et de compétences civiques est la principale raison évoquée par les 209 jeunes que nous avons consultés pour expliquer leur désintérêt politique. »
Pour pallier ce manque de connaissances du système et des institutions démocratiques des jeunes, l'INM a proposé aux DGE diverses solu-



<p>tions, dont l'instauration de cours d'éducation civique au niveau secondaire et collégial ainsi que la multiplication des initiatives pour rejoindre les jeunes sur les médias sociaux.</p> <p>Le directeur de l'Institut juge qu'il est urgent d'agir compte tenu du fait que l'abstention chez les 18-35 ans croît d'élection en election et que les jeunes qui ne votent pas pour une première fois lorsqu'ils en ont la possibilité risquent fort de récidiver lors d'élections futures.</p> <p>« Cette tendance a pour grave conséquence de préparer un avenir démocratique déficient, dans lequel une proportion si élevée de la population s'abstient de voter que la légitimité même du gouvernement sera mise en cause », a prévenu Michel Venne.</p>	<p>Ça peut sembler idiot, mais au Québec, on n'enseigne plus l'histoire aux jeunes.</p> <p>Tout le volet politique de notre passé est volontairement occulté par le système d'éducation. Les alliances, les évolutions des gouvernements, les personnalités politiques importantes de chaque époque? Nenni.</p> <p>Par contre, un étudiant se fait rincer la tête avec le mode de vie des Amérindiens et le régime colonial à au moins 4 années différentes (sans approfondissement) ; bien qu'il soit important d'aborder la question des premières nations, le fait qu'elle prenne 4 fois plus de place que la révolution tranquille, la révolution féministe, la guerre de 1812 et j'en passe, est éminemment problématique.</p> <p>L'histoire qui m'a été enseignée semblait être conçue pour « déconnecter » les étudiants de leur scène politique et de leur histoire ; Aucun des faits relatés par la scolarité (on comprendra que je me base sur ma - récente - expérience personnelle et celle de mes pairs) ne semble expliquer la scène politique contemporaine, ou lier le Québécois en devenir à son histoire et à son pays. Une histoire comme la nôtre devrait causer de la fierté, du regret, enfin quelque chose! Mais sans lien, sans pont entre la nuit du passé et la nôtre, comment s'intéresser véritablement au présent si l'on lévite, coupé de la perspective de notre existence?</p> <p>Pourquoi n'enseigne-t-on plus l'histoire aux jeunes, pourquoi la dépolitise-t-on? Parce que notre passé, c'est le conflit, un conflit non encore réglé, qui a le potentiel de brasser beaucoup, de heurter plusieurs, et de mettre en danger notre précieuse unité/hégémonie canadienne...</p> <p>Ceci dit avec toute l'humilité d'un étudiant de lettres encore aux couches de l'université.</p>	<p>inégalités qui découlent du capitalisme. C'est quand même pas rien. C'est le triomphe du « cause toujours mon lapin ». Qui n'aime pas les lapins ? Et quand le conseil d'administration dûment élu aura de la difficulté à nous faire rentrer dans la gorge les décisions-difficiles-à-prendre-mais-que-voulez-vous-c'est-pour-votre-bien, on pourra toujours voir le FMI débarquer et imposer le banquier choisi dans leurs rangs pour nous inculquer les bonnes manières, comme en Italie et en Grèce. Avec l'aide de l'anti-émeute, sympathique amicale paramilitaire et rouage essentiel de toutes démocraties qui se respecte.</p> <p>En passant, un exemple entre mille, depuis qu'il y a la démocratie totale en Afrique du sud, qu'est-ce qu'il y a de changé ?</p>
<p>Des réformes nécessaires</p> <p>L'INM a également mis en avant l'importance d'une réforme des institutions démocratiques, notamment du mode de scrutin, qui ne permet pas, selon l'organisme, de faire état de la diversité des opinions des électeurs.</p> <p>Poussant plus loin sa réflexion, le directeur de l'INM a invité le DGE à lancer un vaste débat public sur l'implantation d'un vote obligatoire qui pourrait, à son avis, s'avérer une méthode efficace pour accroître la participation des jeunes aux élections.</p> <p>« Nous ne disons pas qu'il faut rendre le vote obligatoire. Mais la principale motivation des électeurs à voter est celle du devoir de citoyen. Un vote obligatoire rendrait explicite cette notion de devoir. Nous savons qu'il y aurait de la réticence de la part de la population, mais nous croyons que l'abstention électorale, notamment chez les jeunes, a atteint un taux assez dramatique pour envisager sérieusement cette proposition et inviter la population à dire ce qu'elle en penserait », juge Michel Venne.</p>	<p>Martin Richard - Inscrit, 8 août 2012 09 h 57</p> <p>Génial</p> <p>Une loi pour obliger les gens à voter. Merveilleux ! Le Droit, est LA solution à tout. Mais pourquoi s'arrêter au politique ? Une loi qui interdirait le cancer, personne n'y songe ? Les taux d'humidité accablants, on fait quoi ? Un décret interdisant les chaleurs extrêmes et le problème est réglé.</p> <p>Encore une fois, l'INM défonce les portes ouvertes. Une porte n'est jamais assez ouverte, comme disait quelqu'un dans le métro l'autre jour. On ne va quand même pas se questionner sérieusement sur le pourquoi qu'une partie de la population ne vote pas. Voter, c'est choisir le prochain conseil d'administration qui va gérer les</p>	<p>Martin Richard, Montréal</p> <p>Emmanuel Denis - Abonné, 8 août 2012 11 h 28</p> <p>Charest ne veut pas faire voter les étudiants et les jeunes parents</p> <p>Pour augmenter ses chances de l'emporter aux prochaines élections, M. Charest a pris les grands moyens pour ne pas faire voter les étudiants collégiaux et universitaires qui seront pris dans une session d'automne surchargée ainsi que les jeunes parents entre 30 et 45 ans qui auront plus la tête à la rentrée scolaire de leurs jeunes enfants.</p> <p>Bref, en déclenchant les élections le 4 septembre, le PLQ s'assure que le vote des électeurs entre 18 et 45 ans sera extrêmement faible...</p> <p>De plus, puisque la campagne électorale se déroule durant les vacances, les Québécois n'ont pas la tête à dénoncer ouvertement la corruption, la collusion, les fraudes, l'abus de pouvoir et les hausses de taxes et d'impôt que le PLQ a fait subir aux contribuables depuis 2003 !</p> <p>Pourquoi le DGE n'oblige pas le gouvernement Charest à insérer des bureaux de votes dans les cégeps et les universités ?</p> <p>Le DGE devrait également interdire les élections avant le 1er octobre pour que tous les Québécois puissent suivre la campagne électorale et y participer activement dans les débats sociaux et dans les médias de l'information.</p> <p>Une campagne électorale en pleine saison estivale peut-elle être considérée comme une action démocratique de notre gouvernement...</p>
<p>Vos réactions</p> <p>Roland Guerre - Inscrit, 8 août 2012 01 h 05</p> <p>Education civique</p> <p>Une solide formation civique s'impose. Le débat lancé par les syndicats étudiants, les questions essentielles posées par La Classe ne peuvent pas laisser les jeunes indifférents. Je crois que le printemps érabla aidera la jeune génération à se saisir des affaires de la cité.</p> <p>Killian Meilleur - Inscrit, 8 août 2012 09 h 15</p> <p>En fait, j'ai l'intuition que la meilleure façon de galvaniser le vote des jeunes commencerait non par l'« éducation civique », mais par un enseignement de l'histoire.</p>	<p>Martin Richard - Inscrit, 8 août 2012 09 h 57</p> <p>Génial</p> <p>Une loi pour obliger les gens à voter. Merveilleux ! Le Droit, est LA solution à tout. Mais pourquoi s'arrêter au politique ? Une loi qui interdirait le cancer, personne n'y songe ? Les taux d'humidité accablants, on fait quoi ? Un décret interdisant les chaleurs extrêmes et le problème est réglé.</p> <p>Encore une fois, l'INM défonce les portes ouvertes. Une porte n'est jamais assez ouverte, comme disait quelqu'un dans le métro l'autre jour. On ne va quand même pas se questionner sérieusement sur le pourquoi qu'une partie de la population ne vote pas. Voter, c'est choisir le prochain conseil d'administration qui va gérer les</p>	<p>JEAN-LOUIS GIRARD - Inscrit, 8 août 2012 19 h 30</p> <p>Bizarre de commentaire, ça change quoi que le vote se tienne en automne ou l'été...</p>

LE DEVOIR: So - so - so, solidarité! - Mercredi 08 août 2012

<p>La Presse canadienne</p> <p>Le candidat péquiste dans Laval-des-Rapides et ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, a annoncé hier qu'il verserait, advenant son élection à l'Assemblée nationale, 25 % de son salaire à des organismes caritatifs et sociaux de sa circonscription.</p> <p>Invoquant le fait que plusieurs quartiers de sa circonscription abritent des ménages à faibles revenus et familles défavorisées souvent incapables d'accéder aux services sociaux, M. Bureau-Blouin vise donc à accroître les fonds à la</p>	<p>disposition de ces organismes pour modifier cet état de fait.</p> <p>Ces sommes, qui correspondent à environ 21 560 \$, viennent s'ajouter à l'enveloppe discrétionnaire du député.</p> <p>Commentaires positifs</p> <p>L'annonce a suscité divers commentaires positifs sur les réseaux sociaux, plusieurs internautes se disant agréablement surpris de cet engagement électoral.</p> <p>Dans son annonce, M. Bureau-Blouin n'a pas offert de liste détaillée des organismes auxquels il voudrait verser des sous si jamais il est élu.</p>	<p>Les députés profitent d'un salaire de base annuel de 86 242 \$, auquel s'ajoutent diverses indemnités et allocations.</p> <p>Vos réactions</p> <p>Marie Rheault - Inscrite, 8 août 2012 08 h 45</p> <p>Bravo Léo</p> <p>Bonne idée, mais il faut que tu précises que ce montant ne règlera pas tous les problèmes et que tous les organismes ne pourront pas en profiter. Un montant aussi petit fera beaucoup plus de déçus que d'heureux. Toutefois on voit bien ici le sens du bien commun que les associations étudiantes ont défendues depuis 6 mois.</p>
---	---	--

THE GAZETTE: Student boycott voting poorly attended - Wednesday, August 08, 2012





Photograph by: Mathieu Belanger

The Gazette

"Students are confused now so it might be good to postpone the vote so they can be active in the general election," said Martine Desjardins, president of the FEUQ.

By KAREN SEIDMAN

MONTREAL - Any goal of continuing the student boycott of classes got off to an inauspicious start this week, with the first general assemblies poorly attended and the provincial election having seemingly diverted the focus from protesting to voting.

While very few student associations have reconvened yet to take new votes on the boycott, the early buzz after the first few was that perhaps the student conflict over tuition hikes is finally fizzling out.

And one of the province's largest student associations - the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) - really shook things up on Tuesday with the acknowledgement that associations that wait to take their votes till after the Sept. 4 election might be doing the right thing.

"It kind of makes sense to do that, so we are encouraging people to go to their general assemblies and have the debate," said Martine Desjardins, president of the FEUQ. "Students are confused now so it might be good to postpone the vote so they can be active in the general election."

Controversy swirled around the first vote taken on Monday night by the social work department at the Université de Montréal, where less than 60 students of 638 in the department participated in the vote.

With only about 10 per cent of students in attendance, how was quorum reached? Desjardins expressed concern about the vote, although the association belongs to the Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), not the FEUQ.

"It bothers us because we've been advocating for having more participation," she said. "Usually you need a certain percentage of students to participate."

CLASSE said the rules of that association were respected with the vote.

"Obviously we hoped for more people," said CLASSE spokesperson Gabriel Nadeau-Dubois. "But they went according to their rules."

It also wasn't entirely clear what happened at the CEGEP de St. Laurent on Monday, with the FEUQ reporting that not enough people showed up so they decided to postpone the vote till after the election, but the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) saying it was just a rumour and the vote is only scheduled for Aug. 11.

On Tuesday, the CEGEP Marie-Victorin had only 300 students of about 4,000 show up for their vote, so they have decided to postpone it till next Monday, said Nadeau-Dubois. "We'll do what we can to make sure students come," he said.

But he doesn't think any conclusions can be drawn after so few assemblies.

Desjardins doesn't believe students are losing interest in the tuition conflict - but she does believe they may finally see a route other than boycotting classes to achieve their goal for a tuition freeze.

"The strike was only a tool but students may see now that they can go back to school and finish the semester and focus on the election," she said. "Maybe they're starting to see we can obtain our goal without going on strike, that we have an opportunity with this election and we should try to profit from it and change the government."

Schubert Laforest, president of the Concordia Student Union, said he's also seeing a bit of shift of focus.

"Some students are in favour of a strike but a lot more are focusing on the elections and getting people to vote," he said.

Associations belonging to CLASSE have not been instructed how to vote, or to delay votes till after the election, said Nadeau-Dubois.

"We're not asking them to continue the strike or stop the strike, it's all up to students," he said.

CEGEP and university administrators are anxiously watching the events unfold, hoping that all the organization involved in setting up makeup sessions for students who missed much of the winter semester won't be sabotaged by picketing students.

After many campus clashes last spring, the Liberals adopted Bill 78 - an Act to Enable Students to Receive Instruction from the Postsecondary Institutions they Attend. The law will be put to the test this month as students decide not only if they want to continue the boycott, but if they want to risk severe penalties and still attempt to block classes if they decide to continue their protests.

Just in case, the Fédération des cégeps is meeting with police on Wednesday to finalize plans for a possibly tumultuous back-to-school season.

"We are discussing with police to plan the return to classes," said Jean Beauchesne, president of the federation. "We will discuss what to do if there are problems."

But he said no additional security is planned yet, the colleges just want to be prepared. He said they are also watching to see how the student votes go.

"Of course we don't want students coming back to riot squads lined up," he said.

Neither U de M nor the Université du Québec à Montréal said they had boosted security for the return to school, although they do always have a certain amount of campus security in place.

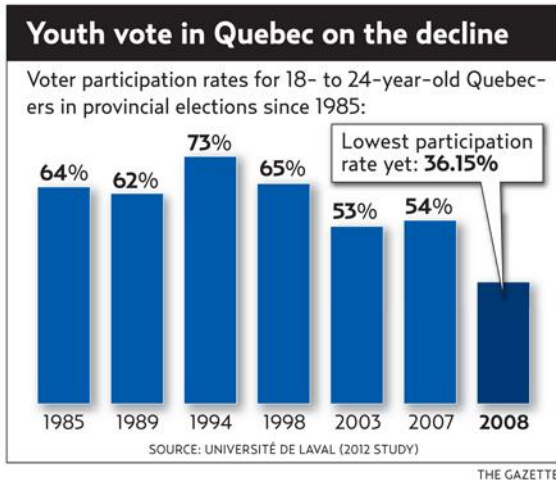
"We are watching to see what happens in the CEGEPs too," said Jenny Desrochers, interim director of communications for UQAM. "We have to keep Bill 78 in mind, but it's premature to say yet what we'll do."

As Laforest noted, after the raucous winter and spring as students ferociously fought tuition hikes, it can go either way now.

"It could go away - or it could come back five times stronger."

[19 comments](#)

THE GAZETTE: Students vow an end to election apathy - Wednesday, August 08, 2012



THE GAZETTE



Photograph by: Dave Sidaway, THE GAZETTE

Jess Corneau, 24, a CEGEP de St. Laurent student, says a lot of Quebec students have woken up and made an effort to become politically informed in the past year. He believes students will be a major force in the upcoming provincial election.

By Christopher Curtis

MONTREAL - Jess Corneau is still kicking himself for not voting in the 2008 provincial elections.

The 24-year-old CEGEP de St. Laurent student says that, back then, he was cynical and didn't believe his vote would have mattered. He was also



the manager at his local corner store and couldn't justify taking the time off work to cast a ballot. So he didn't bother showing up to the polls.

"I just had that feeling like all of the major politicians were crooks and the ones that weren't wouldn't have had a chance at winning anyway so why bother?" Corneau said. "It also felt like no one was engaging with youth on any meaningful level."

Corneau wasn't alone. About 64 per cent of Quebecers 18 to 24 didn't vote in the 2008 election. That statistic represents the lowest point of a tailspin that began after the 1994 provincial election, when three-quarters of young people voted.

This year, Corneau says things will be different.

Like thousands of other Quebecers, he's been deeply involved in the student movement throughout the debate over the provincial government's plan to increase university tuition by \$1,725 over five years. For months, he stood on the front lines of the conflict: marching in dozens of protests, participating in his CEGEP's student union and engaging with his peers in countless debates over the tuition issue.

"A lot of young people woke up and got informed this year, there's no denying they'll be a force in the next elections," Corneau said. "I know anarchists who don't believe in the parliamentary system, who once scoffed at the very thought of voting in a provincial election. They're voting in September."

It seems that no matter what side of the tuition debate students are on, there's been no escaping politics on campuses across Quebec.

"Everyone I know is plugged in this year; I have friends from just about every political stripe and they all have strong opinions about the elections," said Alex Fournier, a 22-year-old Concordia University engineering student.

Fournier opposes the student boycott of university and CEGEP classes, but says he appreciates the way it has politicized a new generation of voters. Since the beginning of the campaign, Fournier has joined Twitter; he's followed every candidate and their platforms closely, and plans on being heard during the Sept. 4 elections.

"You have to give credit where credit is due. The student movement has forced politicians to talk about some of the issues youth care about," he said. "It seems like there's just a lot more at stake for young people this year."

The 5-month-old student conflict has been a defining issue of the 2012 campaign, with every major political party taking a hard line on the issue. The Liberals have characterized the election as a battle between law and order and the "street" politics they say student leaders are employing. At the other end of the spectrum, Parti Québécois leader Pauline Marois has embraced the boycotting students, going so far as to enlist former boycott leader Léo Bureau-Blouin as a candidate for the Laval des Rapides riding. Corneau and Fournier aren't buying into either party line.

"Léo Bureau-Blouin is a sellout, he's put his career ahead of the cause and we can see right through that," Corneau said. "People are talking about strategically voting for the PQ, but I'm vehemently opposed to that kind of thinking. Marois is an opportunist who not so long ago was for the tuition hike. Now (Marois) and Blouin are telling students not to march on the

streets until the election is over. It's a very paternalistic, insulting approach to the problem."

The CEGEP de St. Laurent student says he supports many of the views espoused by Québec solidaire but remains skeptical about how more political influence might affect the party.

For his part, Fournier said Premier Jean Charest has oversimplified the debate.

"It's a lot more nuanced than either side would have you believe," he said. "Right now, I'm open to changing my mind, but I want to give the Coalition Avenir Québec a try. They seem to be willing to find some sort of middle ground."

CAQ leader François Legault is in favour of a tuition increase but has suggested a more gradual increase in rates combined with certain tax-credit breaks for students.

Meanwhile, two vastly different campaigns are afoot to get young voters heading to the polls.

Since 2003, the non-partisan group l'Institut du Nouveau Monde has been trying to engage voters between the ages of 18-to-35 with youth forums, surveys and a free civic education course they give to about 400 people each summer.

"The province's youth are committing political suicide," INM director Michel Venne said Tuesday. "Elections don't have a monopoly on political expression, but they're the most crucial aspect of it."

Despite its best efforts, the INM hasn't done much to quell the declining percentage of young voters during its nine-year existence.

Two of Québec's largest student federations have decided to take a more grassroots approach to politicizing their peers. The province's CEGEP and university federations took a break from picketing Montreal's streets this summer to go door to door in 10 Liberal ridings in an effort to rally the youth vote.

Both organizations are banking on teams of young volunteers to be able to relate to people in their teens and early 20s.

Voter participation may not hinge on either of these efforts, said 22-year-old McGill University graduate Thierry Plourde.

"No matter where I go, I can't avoid a discussion, a debate or an argument about the election with friends or relatives," said Plourde, a self-proclaimed Liberal supporter. "It's gotten to the point where sometimes we just have to agree not to talk about it. People either get way too heated or just don't know how to have a civil discussion."

While Corneau, Fournier and Plourde might disagree on any number of issues surrounding this campaign, all said their generation is much more complex and ideologically diverse than it may seem.

"We care about more than just tuition and we're not lazy or apathetic. I worked 20 hours a week on a full course load, while organizing strike-related activities," Corneau said. "We care about civil rights, the environment, about living in a just society. We debate about what it means for a premier to put the economy before everything else and whether or not that's a good thing. There's such a swath of opinions among young voters that aren't being heard right now."

[13 comments](#)

TVANOUVELLES : La gratuité, un enjeu important : Québec solidaire présente ses priorités lavalloises - Première publication mardi 7 août 2012 à 22h15



Crédit photo : archives, Agence QMI

Par Marie-Pier Gagné | Agence QMI

Pour l'équipe lavalloise de Québec solidaire, le thème de la gratuité sera un enjeu important de la présente campagne électorale.

À travers les idées d'amélioration du système de santé et de la protection des ressources naturelles, celles de la gratuité du transport en commun et de la scolarisation demeurent des enjeux d'envergure pour les protégés d'Amir Khadir.

Québec solidaire a tenu, mardi, une assemblée afin de présenter ses candidats et leurs priorités pour la ville de Laval. D'entrée de jeu, c'est la candidate dans Sainte-Marie-Saint-Jacques, Manon Massé, qui s'est adressée aux personnes présentes.

«C'est avec une grande fierté que nous vous présentons ce soir nos six candidats de Laval. Ces six personnes œuvrent avec le parti depuis sa fondation. Depuis ce temps, ce sont eux qui donnent un sens à Québec solidaire. C'est donc avec enthousiasme que j'ai appris leur candidature», a dit celle qui en est à sa quatrième élection dans sa circonscription.

Mme Massé a remis en contexte les idées de son parti et a évoqué sa confiance quant à l'issue du scrutin du 4 septembre. «Québec solidaire, c'est le parti du 21e siècle, a soutenu la femme. C'est le parti rassembleur et d'actualité. Ce qu'on veut, c'est d'amener le gouvernement à penser à autre chose qu'au portefeuille. Si on voit l'avenir à travers les dollars, on n'ira nulle part. Il faut regarder droit devant et rêver.»

Priorités régionales

La candidate de la circonscription de Mille-Îles, Nicole Bellerose, s'est exprimée sur son désir de protéger le côté agricole de Laval. «Il faut protéger nos richesses et devenir souverain en ce qui concerne l'agriculture. Québec solidaire souhaite soutenir la promotion et l'étiquetage des produits locaux», a fait valoir la candidate. Le territoire agricole dans la région frôle 30 % de la superficie totale de la ville.

De son côté, Francine Bellerose, candidate dans Chomedey, misera davantage sur l'aspect financier. «Actuellement, le gouvernement favorise les mieux nantis, notamment en ce qui a trait aux impôts. Cela creuse un fossé de plus en plus marqué entre les riches et pauvres », a-t-elle expliqué. De ce fait, Québec solidaire propose une réforme de la fiscalité.

Pour Wilfried Cordeau, candidat dans Fabre, et Sylvie Desrochers, candidate dans Laval-des-Rapides, l'éducation est au cœur du projet de société proposé par le parti. De son côté, M. Cordeau souhaite réduire les inégalités sociales en donnant à tout le monde la chance d'étudier par la gratuité scolaire. «C'est un droit de s'instruire et un droit, ça ne se paie pas», a dit le candidat. Un projet de réduction du nombre d'élèves par classe pourrait aussi être mis sur pied. «Tout est possible en ce qui concerne l'éducation. C'est une question de volonté politique», a exprimé Mme Desrochers.

Protection des milieux naturels

Comme certains des milieux naturels les plus riches du Québec se trouvent à Laval et se font de plus en plus rares, Nicolas Chatel-Launay, candidat dans Sainte-Rose, a promis de lutter pour la protection des milieux humides.

«Dès la rentrée parlementaire et peu importe le résultat du vote, je déposerai un projet de loi privé décrétant un moratoire sur la construction, le remblaiement et l'altération de tous les boisés et milieux humides de la région, et ce, jusqu'à ce qu'une évaluation de ces milieux soit faite en vue de leur protection éventuelle», a annoncé le

candidat à qui l'environnement tient particulièrement à cœur.

Transport écologique et accessible

Un objectif commun : rendre le transport en commun écologique et accessible. En 10 ans, Québec solidaire souhaite rendre le système de transport gratuit pour réduire la production de gaz à effet de serre en plus de faciliter le dépla-

cement de la population lavalloise. À long terme, ils souhaitent aussi électrifier progressivement l'ensemble du réseau.

D'autres sujets tels la revue du régime public de retraite, le soutien aux communautés culturelles, les prix des logements et l'aide aux jeunes familles ont aussi été abordés.

TVANOUVELLES : Institut du Nouveau Monde : Campagne web pour inviter les 18-35 ans à voter - Première publication mardi 7 août 2012 à 14h29 - Mise à jour : mardi 7 août 2012 à 15h52

Par Ève Lévesque | Agence QMI

L'**Institut du Nouveau Monde (INM)** a proposé mardi **cinq grandes stratégies pour inclure les jeunes dans le processus électoral**, en plus de lancer une campagne web.

Une recherche exploratoire menée par l'INM et demandée à l'automne 2011 par le Directeur général des élections révèle que 36% seulement des jeunes entre 18 et 24 ans ont voté aux élections de 2008.

L'étude révèle de plus que le taux de vote initial, c'est-à-dire la première fois qu'un jeune vote à l'âge de 18 ans, est passé de 70%, dans les années 70, à 34% au début des années 2000. «Un jeune qui ne vote pas la première fois risque de ne jamais voter de sa vie, a affirmé Michel Venne, directeur de l'INM. Les jeunes renoncent donc à influencer le choix de leur gouvernement. C'est le suicide politique d'une génération. À long

terme, c'est la légitimité du gouvernement qui sera remise en cause, et la démocratie qui sera minée.»

L'INM propose donc cinq grandes stratégies pour intéresser les jeunes à la politique, soit ajouter au parcours obligatoire de la fin du secondaire et du cégep un cours d'éducation citoyenne, valoriser l'engagement civique, mener des recherches sur la participation électorale chez les jeunes, réformer nos institutions démocratiques et être présents sur les médias sociaux.

C'est entre autres pour répondre à cette dernière tactique qu'il lance la campagne *On est 2 millions, faut voter!*, une série de trois capsules vidéo humoristiques auxquelles ont participé plusieurs personnalités québécoises, dont **Joannie Rochette, André Sauvé, Eddy King, Caroline Dhavernas, Didier Lucien** et **Rémi-Pierre Paquin**.

«On a tourné ça au début du conflit étudiant, vers le mois de février, a expliqué le comédien Didier Lucien. Quand ils m'ont appelé pour me demander de participer, ils m'ont parlé des chiffres. Je n'étais pas au courant de ces chiffres. Ça m'a surpris. Que tu votes ou pas, tu fais partie de la société, de toute façon. Quitte à ce que quelqu'un décide de ce que je pense pour moi, bien je vais aller voter à la place.»

Même surprise du côté du comédien Rémi-Pierre Paquin. «Les chiffres, ça frappe fort. Si les jeunes allaient voter, c'est certain que le gouvernement les écouterait plus. Ce qui s'est passé au printemps, le gouvernement peut bien se dire que ça ne changera rien, parce qu'ils ne vont même pas voter! Aller voter, ça te fait exister davantage.»

JOURNALMÉTRO : Quand le désintérêt et le cynisme minent le vote des jeunes : entrevue avec Geneviève Baril, auteure de l'étude de l'Institut du Nouveau Monde (INM) - Mise à jour : 7 août 2012 | 8:10



Par Annabelle Blais Métro

Aux dernières élections provinciales, seulement 41 % des 18-24 ans et 45 % des 18-34 ans se sont rendus aux urnes. Cette situation préoccupe particulièrement le Directeur général des élections du Québec (DGEQ), au point qu'il a mandaté l'Institut du Nouveau Monde (INM) afin de poser un diagnostic et de proposer des pistes. Métro a obtenu en primeur l'étude produite par l'INM et s'est entretenu avec son auteure, Geneviève Baril.

Le Québec est-il le seul endroit où on observe un faible taux de participation des jeunes aux élections?

Non; à l'échelle du Canada et dans d'autres pays occidentaux, c'est une tendance qui s'observe. Les études d'André Blais montrent cette diminution au Canada de 1960 à 2004. À la fin des années 1960, les premiers votants étaient autour de 70 % à se prévaloir de ce droit. En 2004, ils étaient autour de 34 %. Depuis 1970, ça dégringole, avec un déclin plus marqué depuis les années 1980.

Qu'est-ce qui explique ce phénomène, selon votre étude?

La raison principale en est le manque d'intérêt. Nous avons sondé les jeunes au cours de notre école d'été et, selon eux, ce peu d'intérêt provient du manque d'éducation civique. On n'apprend pas le fonctionnement de nos institutions, on connaît mal les partis politiques, les candidats, les enjeux pendant une campagne. Et tout ça contribue à alimenter le manque

d'intérêt. La chose publique et l'exercice du droit de vote ne font pas partie de l'écran radar des jeunes.

Les autres générations s'intéressaient davantage à la politique?

La socialisation politique des jeunes est moins présente qu'avant. On n'écoute plus les bulletins de nouvelles en famille, on ne prend plus les repas ensemble, on ne va plus voter en famille. En raison de leurs études, les jeunes n'habitent plus chez leurs parents et quittent leur circonscription d'origine.

À cela s'ajoute le cynisme ambiant, qui s'observe particulièrement chez les 25-34 ans. On entend constamment parler de corruption et cela fait en sorte que des jeunes se demandent à quoi ça sert d'aller voter. Il y a une perte de confiance envers les partis.

Beaucoup de jeunes critiquent aussi le mode de scrutin. Ils se disent qu'ils ne voient pas l'intérêt d'aller voter, car dans plusieurs comtés, les dés sont pipés. Et puis, on vit à une époque où notre niveau de vie est relativement confortable; les grandes batailles ont été menées il y a 40 ans, et les programmes des partis politiques comptent plutôt des nuances sur la manière de gouverner l'État, ce qui interpelle peu les jeunes.

Mais le conflit étudiant a-t-il fait réaliser aux jeunes l'importance de s'intéresser à la politique?

On observe depuis peu un retour de la gauche et de la droite, alors qu'auparavant c'était plutôt l'axe souverainiste-fédéraliste. Peut-être qu'on va revenir à des débats idéologiques sur le rôle de l'État dans notre société. La crise permet aussi de révéler aux jeunes que les résultats des luttes du passé ne sont pas acquis. Ça peut amener les jeunes à réaliser que, s'ils ne s'intéressent pas à la politique, le politique s'intéressera à eux.

Est-ce qu'en vieillissant les jeunes s'intéressent un peu plus à la politique?

Non. C'est pourquoi il est important d'y réfléchir, car si on ne vote pas entre 18 et 21 ans, on est plus susceptible par la suite de ne pas voter. Si le taux général de participation diminue, c'est principalement dû aux premiers votants qui ne

votent pas la première fois. Ça a des répercussions plus tard. De 1945 à 2000, on est passés de 75 % à 61 % au Canada. Les études montrent qu'en vieillissant, les jeunes votent moins que leurs aînés.

Quelles solutions proposez-vous?

Les jeunes sondés parlent d'augmenter l'éducation civique. Concrètement, on pourrait instaurer ces cours dès le primaire. Il pourrait y avoir des cours obligatoires au cégep sur le sujet. À l'heure actuelle, les jeunes qui ne prennent pas le parcours sciences humaines n'ont pas de cours de science politique alors que c'est à cet âge qu'ils commencent à voter.

Quand un jeune est en contact avec les candidats et les élus pendant les campagnes électorales, il est aussi plus susceptible d'aller voter. On propose donc que des débats soient organisés entre les candidats locaux dans les établissements postsecondaires. Les pays scandinaves, qui ont des taux de participation chez les jeunes de 60 à 75 %, misent sur les simulations parlementaires dans le cadre du cursus scolaire et sur les cours théoriques touchant le fonctionnement de leurs institutions.

On pourrait aussi instaurer un nouveau mode de scrutin qui introduirait des éléments de proportionnalité. De cette façon, les gens verraient que leur vote compte, même s'ils sont dans un comté qui est un château fort d'un parti.

La chose publique et l'exercice du droit de vote ne font pas partie de l'écran radar des jeunes. – Geneviève Baril

Les libéraux se sont opposés à l'installation de bureaux de vote dans les établissements scolaires. Cette mesure était-elle importante?

Quand on fait face à des taux de participation si dramatiques, on doit se poser des questions en tant que société. Dans une démocratie, c'est dangereux de voir le taux de participation diminuer surtout quand la cause principale en est l'abstention des premiers votants. En 2008, on a atteint un plancher historique avec un taux de participation général de 57 % au Québec. Il y a des questions à poser à nos gouvernants. Et à

mon sens, il faut tout faire pour favoriser la participation des jeunes.

Les partis politiques parlent beaucoup de solutions touchant l'accessibilité aux bureaux de vote, mais cela ne règlera pas le problème du manque d'intérêt.

Les bureaux de vote dans les établissements scolaires représentent une des solutions. Si on veut favoriser le vote des jeunes, il faudra réfléchir à ça. D'ailleurs, il en existe [des bureaux de vote] pour les personnes âgées en hébergement. **N'y a-t-il pas un risque que, si on favorise le vote des jeunes, leur représentation soit disproportionnée?**

Les jeunes sont si peu nombreux que ça m'étonnerait. Ceux qui votent le plus sont les 55 ans et plus, les baby-boomers. Les jeunes ont l'impression que les partis politiques s'adressent à leurs aînés, et avec raison. Il y a un calcul politique de la part des partis. Les jeunes sont en ville et, de plus en plus, les élections semblent se gagner en région, où les populations sont plus vieilles. Il y a une fracture entre générations qu'il faut colmater.

Pourquoi?

Les raisons invoquées par les jeunes pour ne pas voter :

- **18-24 ans:**
 - Désintéret
 - TROP occupés
 - Pas inscrits sur la liste électorale
- **25-34 ans :**
 - Manque d'intérêt
 - TROP occupés
 - Cynisme

Ce que les deux grands partis proposent

Parti libéral du Québec, Michel Rochette, responsable des communications

Méto a tenté de parler au premier ministre Jean Charest, responsable de la jeunesse. Mais son attaché Hugo D'Amours a répondu que ces questions relevaient plutôt du directeur des communications du PLQ, Michel Rochette.

Pourquoi avez-vous refusé la proposition d'installer des bureaux de scrutin dans les établissements scolaires?

Il y a une question d'équité. Quand on change des règles électorales démocratiques, il faut que ce soit au bénéfice du plus grand nombre. Et le vote hors circonscription s'adresse à tous les électeurs, ce qui inclut les étudiants. On ne peut favoriser une catégorie de population au détriment des autres.

Mais les personnes âgées peuvent voter dans leur centre d'hébergement.

Pour les personnes âgées à mobilité réduite, il faut savoir que ce n'est pas systématique. La personne doit remplir des formulaires pour lui

permettre de voter depuis sa chambre d'hébergement. Ce n'est pas comme s'il y avait un bureau de vote. Alors que l'étudiant, tout ce qu'il a à faire est de se rendre dans un bureau de vote tout près de son université. Une des mesure mises en place par le DGEQ, et qui a fait l'unanimité, est le vote hors circonscription. Un jeune qui réside à Sherbrooke, mais qui étudie à Montréal, peut aller au bureau de vote dont il est le plus près physiquement pour voter à distance. Ça existe depuis décembre, et c'est pour tous les électeurs.

Que faire pour intéresser les jeunes à la politique?

Longtemps, on a compté sur les médias de masse. Les jeunes ont des habitudes différentes et sont davantage sur les réseaux sociaux. On a beaucoup travaillé là-dessus. On est davantage sur Twitter, Facebook, sur le web, on produit des vidéos, on est plus accessibles et on rend plus comestibles les messages politiques. Mais même si les médias sociaux ont plein de vertus, ils ont un mauvais côté : on ne contrôle pas la qualité de l'information et il y a des dérapages. Il faut redoubler d'ardeur pour corriger le tir et parfois ça crée de mauvaises perceptions. Ça peut causer du cynisme.

Parti québécois, Mathieu Traversy, candidat dans Terrebonne, porte-parole de l'Opposition officielle pour la jeunesse

Que ferait le PQ, s'il était élu, pour encourager le vote des jeunes?

Rendre le vote accessible aux jeunes est une clé qui pourrait aider grandement. Il faudrait davantage de sensibilisation. On peut recommencer à donner des cours d'histoire nationale au secondaire, favoriser la formation et la promotion de la citoyenneté québécoise et de nos institutions démocratiques. Les jeunes doivent prendre conscience, dès le secondaire, de l'importance de participer aux élections. On pense au PQ que, si on peut conscientiser les jeunes le plus tôt possible et s'ils vont voter à 18 ans, il y a plus de chances qu'ils répètent l'expérience que s'ils manquent leur premier rendez-vous.

Avec les crises, les jeunes ont vécu un cours en accéléré. Je pense qu'ils ont compris que s'ils ne s'occupent pas de la politique, la politique s'occupera d'eux, peu importe leurs allégeances. Il faut que ce débat aille au-delà de la partisanerie.

Il faut redonner confiance en nos institutions, il y a beaucoup de cynisme. Le fait de ne pas avoir d'élection à date fixe montre le plan de match électoraliste des libéraux; le PQ veut changer ça, tout comme il veut réformer le financement des partis politiques et être plus transparent.

Afficher 4 commentaires

Azulbonjour

DES JEUNES FORMÉS POUR CONSOMMER, PAS POUR PENSER ...

Depuis la montée en force du Néo-libéralisme (années Reagan-Tatcher), les jeunes sont de plus en plus «formés» par la société capitaliste (marketing - médias - mondes virtuels - ciné hollywood - universités «business») pour devenir non pas des citoyens responsables, mais bien des «supers consommateurs» qui feront tourner toujours plus vite (à crédit bien sûr) son incontrôlable machine à sous ...

La triste apathie des jeunes semble démontrer que ces «marchands de bonheur» ont malheureusement eu pas mal de succès...

Espérons que le réveil des étudiants ces derniers mois ne soit pas qu'une embellie passagère ...

Jean B

Un «vieux» (50 ans,...) professionnel en commerce et développement international

[08/07/2012 03:20 PM](#)

aberrant

Ces jeunes viennent de voter pour la grève en aout, et la farce du jour, ils n'étaient que 10% à voter soit 90% d'étudiants de la place n'ont pas voté.

un vingtaine contre la grève et une trentaine pour la grève et quelques abstentions.

La grande questions, pourquoi les établissements scolaire, acceptent'ils cela.

pourquoi pourquoi pourquoi pourquoi pourquoi pourquoi pourquoi

Complètement irresponsable, 10% qui préparent le bordel et nous, nous les laissons faire

Assez c'est assez. Il faut imposer une logique à cette situation et vite.

Il faut trouver des moyens pour stopper cette abération.

[08/07/2012 12:53 PM](#)

Eloise Leblanc

Aux dernières élections, seulement 57% des électeurs québécois sont allés voter et c'est donc seulement une vingtaine de pourcent de l'électorat qui a (re)mis le PLQ au pouvoir. Est-ce que la population a refusé les décisions du gouvernement? La plupart du temps non et, quand bien même elle l'aurait fait, les élus sont les élus. Cessez-donc de servir cet argument de non-représentativité étudiante puisqu'il pourrait tout aussi bien s'appliquer au gouvernement sortant.

[08/07/2012 02:56 PM](#)

en réponse à aberrant

aberrant

Foutaise, aucune comparaison possible entre un vote à 10% et un vote à même à 57%.

Si nous commençons à prendre au sérieux un vote avec 10% des votants possible, nous nous ditons vers une annarchie pure et simple. Donc le bordel total.

Pour défendre une position semblable, il y a quelques chose qui ne va pas à un certain niveau.

De beau rêves de sociaux, normalement.

THE GAZETTE: Tuition conflict isn't the only issue in Quebec election, student groups say – Tuesday, August 07, 2012



Photograph by: Francis Vachon
AFP/GettyImages

Fédération étudiante universitaire du Québec president Martine Desjardins says the tuition dispute "is the main reason for this election. One of the main issues is to resolve the conflict, and students can do that by going out and voting."

By Karen Seidman

MONTREAL - The student movement is shifting its focus off-campus and onto the election trail. Saying that getting youth out to vote is even more important than continuing pressure tactics against tuition increases, the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) and the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) announced their election platform and

election calendar of events at a news conference Monday.

The more radical student group, the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), supports many of the FEUQ and FECQ positions. However, spokesperson Gabriel Nadeau-Dubois said they are more focused on continuing the student mobilization against tuition fees and are waiting to see how the first student association votes go, beginning Tuesday.

"We decided not to make a national call to continue the strike because this is an unprecedented situation," said Nadeau-Dubois, referencing the



special law adopted to suspend the semester, the election call and the duration of a strike that began for some students in February. "Some students have been implicated for six months and don't want to abandon the fight." FEUQ and FECQ say that getting students to vote has become their priority. They are expanding their mandate by taking positions on issues they believe are important to young people, including education, public finances, the economy and the environment. "This tuition conflict is the main reason for this election," said Martine Desjardins, president of the FEUQ. "One of the main issues is to resolve the conflict and students can do that by going out and voting." Conversely, she said, the election is not a referendum on tuition fees because people will vote

for many complex reasons. So a re-elected Liberal government doesn't necessarily mean the majority of Quebecers support Premier Jean Charest on the question of tuition hikes. The students plan to pose questions to all the parties. They are demanding a tuition freeze be reinstated and the increase of \$254 a year for seven years cancelled. So far, said Desjardins, the election has unfolded without any mention of youth. "Today we want to change that story," said Éliane Laberge, president of the FECQ. "We want students to know they can help secure the future of Quebec, they can create a government in their image. We want to show we're not only thinking about a tuition freeze." The two groups represent about 200,000 students. They say they are ignored by most parties

because young people have traditionally not voted. In 2008, they said, the youth vote was between 36 per cent and 41 per cent. "There were more than a million youths who didn't vote in the last election," said Desjardins. "Now we need to raise it to at least 60 per cent." They plan to travel the province this month, urging young people to get out and vote. They are also organizing family-friendly events, acknowledging that protests that lead to violence or vandalism play into the hands of the Liberals — and while they're not supporting one party over another, they are clearly and vehemently opposed to the Liberal platform. *For information on the students' planned events, go to votons.ca* [10 comments](#)

THE GAZETTE : Student leader Leo Bureau-Blouin won't be named minister, still praised by Marois – Tuesday, Auguste 07, 2012



Photograph by: Paul Chiasson Canadian Press

"For sure he won't be a minister, sorry, I'm telling you now he won't be a minister. But we could give him particular mandates, so he can appeal to youths," said Pauline Marois of PQ candidate Leo Bureau-Blouin.

By Catherine Solyom

Iles de la Madeleine - It seems former student leader turned Parti Québécois candidate Leo Bureau-Blouin's fame stretches all the way to the Iles de la Madeleine - almost 1,000 km from Montreal. While walking on the beach Monday, PQ leader Pauline Marois happened upon a man who said he thought Bureau-Blouin, the PQ candidate for Lavale des Rapides, was too young to be in politics. Marois gave him an earful, even though she admitted he wouldn't be a minister in her cabinet. "He's young, but at the same time you see the maturity in the man, you heard him for three or four months... Almost thoughtful, always very serene, and obviously he'll keep studying, part-time. But he represents a slice of the population that is not at the National Assembly, who are our

youths, who have the right to vote... If we send our youths to war at 20 years old, why can't they participate in a team? For sure he won't be a minister, sorry, I'm telling you now he won't be a minister. But we could give him particular mandates, so he can appeal to youths... I think there are people who are creators at 15, at 20... I think he's an exceptional person. I've presented him several times, I don't know him perfectly but every time his words are relevant and so fair." Bureau-Blouin's response - via Twitter - was as follows: "Who says I wanted to be minister September 5? I want to serve the people of LDR and do my part for Quebec." Then 20 minutes later, "Contrary to some, I don't have any intention either of naming the next government ministers." [24 comments](#)

TVANOUVELLES / 24HEURES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Élections | PQ : Léo trop jeune pour être ministre – Première publication lundi 06 août 2012 à 19h15 - Mise à jour : lundi 06 août 2012 à 21h37 / Lundi 06 août 2012, à 19h19 / Publié le: lundi 06 août 2012, 19H45 | Mise à jour: lundi 06 août 2012, 22H55



Photo Archives / Agence QMI Léo Bureau-Blouin

Marianne White CHANDLER - Le populaire et charismatique ex-leader étudiant Léo Bureau-Blouin ne sera pas ministre dans un gouvernement péquiste, a confié Pauline Marois à un militant.

Alors que François Legault fait campagne en présentant ses futurs ministres, la chef du Parti Québécois refuse de dire qui sera dans son cabinet, mais elle a donné une indication sur qui n'y serait pas. La chef du PQ a dit à un militant lors de son passage aux Îles-de-la-Madeleine lundi midi que son candidat, âgé de 20 ans, était trop jeune et qu'il devait poursuivre ses études à temps partiel. Une caméra de Radio-Canada a capté la conversation qui s'est tenue lors d'une promenade à l'Étang du Nord. «C'est sûr qu'il sera pas ministre, s'cusez là, je vous annonce qu'il sera pas ministre. Mais, on pourrait lui confier des mandats particuliers, pour qu'il puisse aller à la rencontre des jeunes», dit Mme Marois à l'homme qui la questionnait sur la jeunesse de son candidat. Le PQ mise sur la candidature vedette du populaire ex-président de la FECQ pour faire sortir le

vote de contestation des étudiants. Il a d'ailleurs été présenté en dernier de la centaine de candidats péquistes lors du grand rassemblement de lancement de campagne dimanche à Montréal et il prenait place aux côtés de la chef. «Je crois que c'est un être d'exception», a ajouté Mme Marois, soutenant qu'il était d'une maturité «exceptionnelle». Le principal intéressé a réagi rapidement sur Twitter, soutenant qu'il n'aspirait pas à être ministre le 5 septembre. «J'aspire à servir les gens de LDR (Laval-des-Rapides) et à faire ma part pour le Québec», a écrit Léo Bureau-Blouin. [Afficher 1-80 de 189 commentaires \(Montréal\)](#) [Afficher 25 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Élections | PV : Candidate dans Outremont remerciée - Publié le: lundi 06 août 2012, 19H06 | Mise à jour: lundi 06 août 2012, 19H09

Agence QMI **Le Parti vert du Québec a remercié sa candidate dans Outremont en raison de sa position sur les droits de scolarité.** Karolane Baillargeon n'est plus candidate dans cette circonscription montréalaise parce qu'elle est favorable à une hausse des droits de scolarité, tandis que le Parti vert prône la gratuité.

«Les Verts du Québec, comme tous les autres partis verts du monde, s'entendent sur l'importance de l'éducation et la responsabilité sociale d'offrir une chance égale à tous et à toutes. Il y aura toujours de la place pour les débats, mais certaines positions des Verts sont immuables», a affirmé le chef du Parti vert, Claude Sabourin, par communiqué.

Le Parti vert compte trouver un autre candidat dans Outremont en vue du scrutin. [Afficher 6 commentaires \(Montréal\)](#) jemefoudetout Le Parti vert compte trouver un autre candidat dans Outremont en vue du scrutin. Contacter Georges Laraque...il est disponible. [08/06/2012 09:51 PM](#) bigouuu



vive la liberté d'expression

08/06/2012 09:23 PM

Samuel4

C'est vraiment ridicule: cette fille a été recrutée parcequ'elle était une porte-parole des carrés verts. Le parti ne pouvait pas ignorer sa position sur les frais de scolarité. C'est assez incroyable comme histoire!

08/06/2012 09:05 PM

Yasser_Izback

Les vert ont confondu sont carré pour un appui

au parti vert héhé

08/06/2012 09:15 PM

yulpiik

Le Parti Vert ?

Est-ce un autre parti dont les membres fument de l'herbe comme beaucoup de carrés rouges ?

08/06/2012 08:50 PM

vettebob

Perte de temps. Mais c'est leur choix...

08/06/2012 08:10 PM

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS QUÉBEC 2012 : La FEUQ et la FECQ exposent leurs revendications – Mise à jour le lundi 6 août 2012 à 15 h 30 HAE



Martine Desjardins et Éliane Laberge incitent les jeunes à aller voter.

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont mis de l'avant une série de revendications pour les partis politiques, lundi, présentant des demandes qui dépassent le cadre de l'éducation.

La plateforme des deux grandes fédérations étudiantes postsecondaires québécoises porte sur cinq grands thèmes :

- Éducation
- Finances publiques
- Économie
- Environnement
- Implication démocratique

Au total, une quarantaine de propositions sont émises par la FEUQ et la FECQ, allant des droits de scolarité à l'éthique chez les partis politiques, en passant par le développement durable. « On oublie souvent que les étudiants sont des Québécois à part entière et qu'ils ont des préoccupations autres que leurs études », a déclaré Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, lors d'une conférence de presse commune avec Éliane Desjardins, présidente de la FECQ.

En éducation, qui demeure le premier cheval de bataille des étudiants, les deux fédérations demandent aux différentes formations politiques de décréter un gel des droits de scolarité au niveau de l'hiver 2012. Elles réclament aussi une bonification de l'aide financière aux étudiants, l'instauration de mesures pour limiter leur endettement,

et l'amélioration de la gestion des universités. Finalement, elles demandent la tenue d'états généraux sur l'éducation universitaire ainsi que des mesures pour répondre aux besoins des régions.

Parmi les autres demandes, les fédérations demandent notamment aux partis de réviser à la hausse l'impôt sur le revenu des particuliers pour les contribuables à hauts revenus, d'investir dans les transports collectifs et l'abolition de la loi 12 (projet de loi 78).

« Faire sortir » le vote des jeunes

Si les fédérations étudiantes souhaitent que les partis politiques prennent en compte leurs revendications, déplorant le peu de propositions faites à la jeunesse québécoise lors de la première semaine de campagne, elles réitérent également leur appel aux jeunes, qu'elles incitent à aller voter en septembre prochain.

La FECQ et la FEUQ se sont fixé un objectif ambitieux, affirmant avoir retenu leur leçon des élections de 2008, qui avaient été marquées d'un taux de participation de 41 % chez les jeunes, a rappelé Éliane Laberge.

Cette fois-ci, les fédérations misent sur la note de passage, et même plus, avec un objectif de 65 % de participation chez les jeunes électeurs de 18 à 34 ans.

« Les jeunes doivent se faire entendre et les partis politiques devraient, en se remémorant les événements de l'hiver et du printemps dernier, savoir que leur poids comptera dans la balance au moment du vote. »

— Martine Desjardins
présidente de la FEUQ

« Ils ne pourront plus dire que les jeunes ne sont pas intéressés à la politique québécoise et ils seront obligés de nous prendre en considération non seulement pendant la période électorale, mais aussi pendant leur prochain mandat. »

— Éliane Laberge
présidente de la FECQ

Quant à la rentrée des classes, qui s'échelonne du 13 au 17 août pour 14 cégeps, Éliane Laberge a pris soin de souligner que le conflit étudiant n'était pas terminé.

La présidente de la FECQ a précisé que des assemblées générales seront tenues, dont certaines à partir du 8 août. « Ce n'est pas à nous de décider pour les étudiants. Ils choisiront par eux-mêmes ce qu'ils veulent faire et auront plusieurs facteurs à prendre en considération. Ce ne sera pas aussi simple de voter maintenant qu'en février [...] », a dit Mme Laberge.

Un calendrier d'actions

Les deux fédérations étudiantes ont par ailleurs dévoilé une série d'activités qui seront tenues pendant les élections. Une soirée du type Rock the Vote aura lieu le 25 août, à Montréal. Rock the Vote est une ONG née aux États-Unis dans les années 1990 qui incite les jeunes à aller voter, principalement par l'intermédiaire de vedettes de la musique lors de messages publicitaires ou de spectacles. La FEUQ et la FECQ n'ont pas encore annoncé quels artistes participeront au grand spectacle québécois de la fin août.

Parmi les autres actions, une séance de clavardage aura lieu avec Martine Desjardins sur Twitter le 19 août, une marche familiale se tiendra le 1er septembre, puis, la veille des élections, les étudiants feront une veillée aux chandelles à Montréal.

Par ailleurs, les deux fédérations ont envoyé une série de questions aux partis politiques portant sur les thèmes présentés dans leur plateforme. Les réponses seront publiées dans le journal *La Voix étudiante*.

La FECQ et la FEUQ ont aussi répété qu'elles seraient présentes sur le terrain pendant tout le mois d'août pour sensibiliser les étudiants à l'enjeu électoral. Elles ont d'ailleurs ciblé 25 circonscriptions jugées prioritaires, dont celle du chef libéral Jean Charest, à Sherbrooke.

Les commentaires (75)

LA PRESSE / JOURNALMÉTRO : La FECQ et la FEUQ présentent leurs revendications - Publié le lundi 06 août 2012 à 13h38 / Mise à jour: lundi 06 août 2012 | 13:43

Laurence Hallé

La Presse Canadienne, Montréal

Déception chez les étudiants après une semaine de campagne électorale. Les partis politiques n'ont fait que peu, voire pas, de propositions à la jeunesse québécoise, ont déploré la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

En point de presse lundi matin, les fédérations étudiantes ont dévoilé une vaste plateforme de revendications pour s'assurer de «faire sortir le vote» des jeunes. Cette plateforme, qui aborde tout un éventail de dossiers, des droits de scolarité à l'éthique chez les partis politiques en passant par le développement durable, se veut un outil pour aider les jeunes électeurs à faire leur choix le jour du scrutin venu.

Au chapitre de l'éducation, le premier des cinq grands thèmes de revendications des fédérations étudiantes, figurent notamment le gel des droits de scolarité, une bonification de l'aide aux étu-

dants et des mesures pour limiter leur endettement.

Les jeunes doivent se faire entendre et les partis politiques devraient, en se remémorant les événements de l'hiver et du printemps dernier, savoir que leur poids comptera dans la balance au moment du vote, selon la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Et pas question de perdre de vue le cheval de bataille central des fédérations étudiantes, soit les droits de scolarité, parmi ce large bassin de revendications.

«Je pense qu'un gouvernement n'est pas élu pour une seule raison. Un gouvernement doit se pencher sur diverses propositions et revendications, un gouvernement se doit d'être complet. Si on porte une seule revendication, on risque d'occulter les autres revendications que la jeunesse pourrait porter», a expliqué Mme Desjardins.

La FECQ et la FEUQ se sont fixé un objectif ambitieux, affirmant avoir retenu leur leçon des

élections de 2008, qui avaient été marquées d'un taux de participation de 41 % chez les jeunes, a rappelé la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. Cette fois-ci, les fédérations misent sur la note de passage, et même plus, avec un objectif de 65 % de participation chez les jeunes électeurs de 18 à 34 ans.

Quant à la rentrée des classes, qui s'échelonne du 13 au 17 août pour 14 cégeps, Mme Laberge a pris soin de souligner que le conflit étudiant n'était pas terminé.

«Des assemblées générales seront tenues, dont certaines à partir du 8 août. Ce n'est pas à nous de décider pour les étudiants. Ils choisiront par eux-mêmes ce qu'ils veulent faire et auront plusieurs facteurs à prendre en considération. Ce ne sera pas aussi simple de voter maintenant qu'en février (...)», a-t-elle fait valoir.

La FECQ et la FEUQ ont aussi répété qu'elles seraient présentes sur le terrain pendant tout le mois d'août pour sensibiliser les étudiants à l'enjeu électoral. Elles ont d'ailleurs ciblé 25

TVANouvelles : Rentrée scolaire sur fond de campagne électorale : Les fédérations étudiantes dévoilent leur plan - Première publication lundi 06 août 2012 à 13h11

TVA Nouvelles

À l'approche de la rentrée et alors que la campagne électorale bat son plein, les fédérations étudiantes ont fait le point lundi sur leur plan de match pour les semaines à venir.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont présenté leurs revendications aux différents partis, leur demandant de prendre en compte les exigences de la jeunesse québécoise. Elles ont également souhaité rappeler que 100 000 étudiants québécois sont toujours en grève.

Leurs propositions, une quarantaine au total, portent bien entendu sur l'éducation, mais vont au-delà, touchant aussi l'économie, l'environnement, les finances publiques, l'éthique et la démocratie.

«Un gouvernement n'est jamais élu pour une seule raison, ou sur un seul enjeu, a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Il est important que nous puissions mettre de l'avant d'autres éléments et que les partis les considèrent.»

10-11-12 AOÛT	Congrès FECQ-FEUQ
13-17 AOÛT	Retour en classe de 14 cégeps
22 AOÛT	Manifestation nationale
25 AOÛT	Spectacle engagé
28 AOÛT	Porte-à-porte pour le vote
1 ^{er} SEPT.	Marche familiale

(Crédit: TVA Nouvelles)

Mot d'ordre

Les fédérations étudiantes refusent de donner un mot d'ordre tant sur un parti à favoriser lors des élections prochaines que sur la reconduction de la grève.

Dès la semaine prochaine, soit entre le 13 et le 17 août, 14 des 48 cégeps dont la session a été suspendue retournent en classe et devront se prononcer sur une possible poursuite de la grève étudiante.

«Pour l'instant, on n'a pas de mot d'ordre quant à la poursuite de la grève. On rencontre nos

associations étudiantes membres dès la fin de semaine du 10 août et on va voir avec elles ce qu'elles jugent le mieux, et si on doit établir un mot d'ordre ou non», explique Éliane Laberge, présidente de la FECQ.

«La raison pour laquelle on est non partisan, c'est qu'on sait qu'on va avoir un travail de représentation ardu à faire dès le 5 septembre, et ce, peu importe le parti qui sera élu», a indiqué quant à elle Mme Desjardins, qui préside la FEUQ.

Tournée québécoise

D'ici là, les fédérations entament dès aujourd'hui des tournées régionales pour inciter les jeunes à aller voter lors des élections du 4 septembre. Elles comptent concentrer leurs efforts surtout sur Montréal, Québec et Trois-Rivières, où se trouvent des bassins considérables de jeunes.

Les directions d'établissements scolaires contactées par TVA Nouvelles n'étaient pas disponibles pour détailler leur planification de la rentrée. L'UQAM, l'Université de Montréal et la Fédération des cégeps soutiennent que d'autres réunions doivent se tenir à ce sujet.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / 24HEURES : Élections : La FECQ et la FEUQ dévoilent leurs revendications – Publié le: lundi 06 août 2012, 12H54 - Mise à jour: lundi 06 août 2012, 13H51 / Lundi 06 août 2012, à 14h02



Photo Agence QMI / Archives Martine Desjardins

Emmanuel Delacour

MONTRÉAL – La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) mettent de l'avant une plateforme de revendications allant désormais bien au-delà de la question des droits de scolarité.

Ces demandes, lancées dans le cadre de la campagne électorale québécoise, interpellent les partis en lice, leur demandant de prendre en compte les exigences de la jeunesse québécoise.

«Un gouvernement n'est jamais élu pour une seule raison, ou sur un seul enjeu, a dit Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Il est important que nous puissions mettre de l'avant d'autres éléments et que les partis les considèrent.»

Bien que la FECQ et la FEUQ priorisent toujours les discussions à propos de l'accessibilité à l'éducation, les questions de finances publiques, d'économie, d'environnement, ainsi que d'éthique et de démocratie font désormais partie

des enjeux qu'elles veulent voir être abordés lors de la campagne électorale.

Questionner et informer

«On oublie souvent que les étudiants sont des Québécois à part entière et qu'ils ont des préoccupations autres que leurs études, a poursuivi Mme Desjardins. Ils sont des travailleurs et nombreux sont des parents. Les partis politiques doivent les écouter et mettre en place des mesures afin de favoriser leur épanouissement qui rejaillira nécessairement sur l'ensemble de la société québécoise.»

Par ailleurs, les représentantes des deux fédérations confirment que la plupart des partis leur ont fait des propositions au sujet de l'accessibilité aux études. Cependant, Éliane Laberge, présidente de la FECQ, et son homologue désirent que les partis se prononcent sur les nouveaux enjeux mis sur la table avant de se prononcer sur leur campagne.

Afin d'inciter le dialogue entre les partis en lice et les étudiants, ces dernières leur enverront une série de questions sur les thèmes de la plateforme. Ces questions seront publiées dans le journal *La Voix étudiante* afin d'informer les jeunes sur les enjeux les concernant.

«Ce n'est pas nouveau, nous nous sommes toujours impliqués dans toutes les campagnes électorales afin que les étudiants puissent faire un choix éclairé. Il est cependant certain que c'est la première fois que la question étudiante est au premier plan de la campagne», a reconnu Mme Desjardins.

Afficher 25 commentaires (Montréal)

Afficher 1-6 de 7 commentaires (Québec)

Youstami_Taidois

Et bien sur, étant donné que les étudiants prônent la démocratie directe, tous les étudiants ont voté sur ces exigences.

C'est du gros n'importe quoi ces exigences.

Aucun étudiant n'a voté pour ça.

[08/06/2012 02:58 PM](#)

[Fern Le Vieux Sage](#)

La société en a assez d'entendre vos revendications, allez voter et vous verrez que le PLQ de Charest va être réélu et tout ça grâce aux étudiants.

[08/06/2012 02:57 PM](#)

MasterMike

Ah ces né étudiants, ils devraient se concentrer sur leurs études plutôt que se plaindre constamment....

[08/06/2012 02:56 PM](#)

[Fern](#)

Grosse cave Desjardins .

[08/06/2012 02:53 PM](#)

trisoan

Ils n'ont qu'à voter pour le P,Q, Pauline est allée taper sur sa casserole et elle à son carré rouge..... et elle à déjà porter le foulard et un autre symbole bientôt.

C'est le temps de sortir son carré sa couleur et sa CAUSE.....

demandez et vous recevrai.

Le P.Q. LE PARTI DES CARRÉS DE TOUTES LES COULEURS

[08/06/2012 02:43 PM](#)

Guest

Commentaire supprimé.

[08/06/2012 02:12 PM](#)

[Simon Lapointe](#)

En effet, méchante grosse épaisse.

[08/06/2012 02:43 PM](#)



Photo Francis Vachon, Agence France-Presse
La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.
Gabrielle Duchaine, La Presse

L'élection d'un gouvernement libéral ne signifiera pas la fin du conflit étudiant, préviennent les fédérations étudiantes.

«Ce n'est pas responsable de croire que l'élection peut faire figure de référendum sur le conflit

étudiant», a martelé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, en marge d'un point de presse conjoint avec la FECQ, lundi matin. Selon la porte-parole, la population ne votera pas uniquement en fonction de cet enjeu. Donc, le résultat du vote ne traduira pas l'opinion des électeurs sur la grève.

«Si les libéraux sont réélus, et ce qui n'est pas ce que nous souhaitons, il faudra trouver de nouvelles façons de nous faire entendre auprès du gouvernement», prévient Mme Desjardins, précisant qu'un tel résultat ne sonnera donc pas le glas d'un conflit étudiant.

Elle et son homologue de la FECQ Éliane Laberge comptent être bien présentes, et critiques, durant la campagne. Leurs deux fédérations ont déposé aujourd'hui une longue liste de revendications de tout acabit, digne d'une véritable plateforme électorale. Bien sûr, l'éducation est au coeur de leurs demandes, mais y figurent aussi l'environnement, les finances publiques, l'éthique et l'économie. «Les jeunes veulent

s'impliquer dans l'avenir du Québec», disent les deux présidentes.

La FECQ et la FEUQ tentent de secouer l'image de grève et de la confrontation qui leur colle à la peau. «Nos revendications ne sont pas basées sur un conflit. Le gouvernement ne sera pas élu pour une seule raison. Il doit être complet. On veut donc entendre les partis sur d'autres sujets qui nous tiennent à coeur», dit Martine Desjardins.

Parmi leurs exigences : le gel des droits de scolarité, l'abolition de la nouvelle contribution santé, la lutte aux changements climatiques, et la réduction de la consommation d'eau.

N'ont-elles pas peur de diluer leur message ? «Non», répond Éliane Laberge. «On veut pousser les jeunes à aller voter, alors on pose des questions qui leurs tiennent à coeur aux partis politiques. Ils pourront ainsi faire un choix plus éclairé.»

LE DEVOIR : Tournée québécoise - La FEUQ dans le château fort de Charest - Lundi 06 août 2012

Karl Rettino-Parazelli

Une cinquantaine de sympathisants et de curieux ont répondu à l'appel de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) en participant hier après-midi à un barbecue organisé devant la mairie de Sherbrooke. De quoi ouvrir l'appétit des jeunes pour la politique, espère la présidente Martine Desjardins.

Cet événement au coeur de la circonscription que défendra le premier ministre Jean Charest le 4 septembre prochain constitue le premier arrêt de la tournée de la FEUQ pour sensibiliser les jeunes à l'importance d'exercer leur droit de vote. « Les gens sont sortis dans la rue ce printemps, ils sont sympathiques à notre cause, mais il faut aussi qu'ils se rendent aux urnes », affirme Mme Desjardins.

L'objectif avoué de la fédération étudiante est d'encourager les jeunes et les citoyens en général à voter en grand nombre, et ce, tout particulièrement dans les circonscriptions où les libéraux ont été élus par une faible majorité. C'est le cas de la circonscription de Sherbrooke, puisqu'au cours des deux dernières élections, Jean Charest ne l'a emporté que par 1332 (2007) et 2314 (2008) voix. « Le vote des électeurs peut faire une différence claire à Sherbrooke. C'est une ville où la communauté étudiante est nombreuse et très vivante. »

Pas question de recommander un parti plutôt qu'un autre, mais « si les partis proposent des solutions qui ne favorisent pas les jeunes, on ne va pas s'empêcher de parler haut et fort et de critiquer ces propositions-là, précise la présidente. On veut forcer les partis à entrer dans le débat et à parler directement aux jeunes ».

Ceux-ci bouderaient les urnes pour deux raisons : soit ils ne se reconnaissent pas dans les solutions proposées par les différents partis, soit certaines modalités du processus électoral leur échappent. Trop de jeunes ignorent par exemple le fonctionnement du vote hors circonscription ou l'existence du vote par anticipation, note Mme Desjardins.

Au cours des prochaines semaines, la FEUQ devrait notamment s'arrêter en Abitibi, à Rimouski, à Rivière-du-Loup, à Trois-Rivières et dans la circonscription d'Outremont, où se présente le ministre des Finances Raymond Bachand.

La présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, se joindra ce matin à Martine Desjardins pour annoncer les événements à venir au cours des prochaines semaines et leurs revendications en vue du prochain scrutin.



Photo : La Presse canadienne (photo) Ryan Remiorz Archives

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins

Vos réactions

Raymond Saint-Arnaud - Abonné, 6 août 2012 07 h 35

Sherbrooke château-fort?

Pas si fort que ça pour Charest. Si Québec solidaire et le PQ se concertaient dans Sherbrooke, Charest serait battu dans son comté !

Aux élections du 26 mars 2007, Jean Charest a obtenu 13 136 votes. Le candidat du Parti québécois en a obtenu 11 804, et le candidat de Québec solidaire a obtenu 2 263 votes. Alorrs, Pq +QS = 14 067, donc 931 voix de plus que Charest, donc Charest BATTU.

Mariette Payeur - Inscrite, 6 août 2012 08 h 31

«Si Québec solidaire et le PQ se concertaient dans Sherbrooke, Charest serait battu »

Bien possible.

Le problème est qu'avec leurs candidats, le PQ et son carriériste politique et QS et son candidat bâtisseur, la concertation semble peu probable.

Et comme ils recrutent des votants similaires et se partagent leurs votes, ceci laisse plus de chance à M. Charest.

D'autre part, j'ai bien hâte de voir si nos étudiants zélés vont faire les démarches nécessaires pour pouvoir aller voter. (gros doute). Et pour ceux dont ce droit est déjà confirmé, s'ils iront voter.

André Michaud - Inscrit, 6 août 2012 09 h 45

Un coup de main ?

Voilà de quoi aider M.Charest à se faire réélire..

Marc-André Fortier - Abonné, 6 août 2012 13 h 21

Le Québec perd un à un ses acquis et s'enfoncé dans la médiocrité et l'immobilisme mais peu importe puisqu'il nous reste le cynisme. Merci M. Michaud.

Jean-François Couture - Abonné, 6 août 2012 12 h 28

Combien?

«Une cinquantaine de sympathisants et de curieux ont répondu à l'appel de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)»

Hébin! On est dans la circonscription du P.M. que la vaste majorité des étudiants est censée détester et en plus, dans une ville universitaire avec présence de la présidente de la FEUQ en personne et c'est tout ce qu'on a pu rameuter?

«De quoi ouvrir l'appétit des jeunes pour la politique, espère (sic) la présidente Martine Desjardins.» En l'occurrence, l'utilisation du verbe «espérer» me semble être le meilleur euphémisme possible. Une chance qu'elle n'a pas dit quelque chose comme «Voilà une preuve de l'exaspération des étudiants et de leur détermination à se faire entendre» car là, elle aurait été carrément dans l'hyperbole.

Décidément, on dirait qu'il y en a qui font exprès pour donner raison à Jean Charest.

JEAN-LOUIS GIRARD - Inscrit, 6 août 2012 19 h 58

Les étudiants

Seraient mieux de "faire leurs classes" et d'aller en classe avant de faire de la politique....

Faut pas avoir grand chose à faire selon moi.

Daniel Gagnon - Inscrit, 6 août 2012 21 h 34

Charest kidnapper du joyau de l'Estrie

Rappelons le dossier du kidnapping du mont Orford par le gouvernement Charest qui, allant contre la Loi des parcs, a sorti 459 hectares de ce minuscule parc pour favoriser en pleine montagne un développement immobilier monstre (900 condos et 1,300 places de stationnement) par Mont-Orford Inc, dont le principal actionnaire était Paul Gobeil, ancien ministre libéral et bailleur de fonds du parti.

TVANOUVELLES : BBQ à Sherbrooke : La FEUQ cible des circonscriptions en vue des élections - Première publication dimanche 5 août 2012 à 17h44 - Mise à jour : dimanche 5 août 2012 à 19h52



Crédit photo : archives Agence QMI

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a déclaré dimanche que «citoyens et étudiants ont un poids politique, mais pour qu'il devienne réel, ils doivent voter».

Agence QMI

La **Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)** a lancé dimanche sa **campagne** d'actions pour accroître le **vote étudiant** avec un **BBQ** dans la circonscription du premier ministre Charest, à **Sherbrooke**.

Le choix du lieu n'était pas fortuit puisque la fédération étudiante compte cibler quelques circonscriptions comportant une forte population étu-

dante, telle que Sherbrooke, pour y mener des actions durant la campagne.

L'événement, qui avait été annoncé publiquement et qui a réuni une cinquantaine de participants, a reçu la visite des candidats du **Parti québécois (Serge Cardin)**, de **Québec solidaire (Christian Bibeau)** et d'**Option nationale (Évelyne Beaudin)** dans Sherbrooke, a confirmé dimanche soir l'attaché de presse de la FEUQ, Mathieu Le Blanc.

La FEUQ dévoilera lundi sa plateforme de revendications complète ainsi que son calendrier d'activités.

Inscription sur la liste électorale

Dans un communiqué publié dimanche, la fédération a rappelé que le taux de participation des 18 à 34 ans lors du dernier scrutin en 2008 était «anémique» avec à peine 40% qui ont exercé leur droit de vote. La FEUQ désire renverser cette tendance lors du prochain scrutin le 4 septembre.

La présidente de la FEUQ, **Martine Desjardins**, a déclaré dimanche que «citoyens et étudiants ont un poids politique, mais pour qu'il devienne réel, ils doivent voter». La FEUQ a rappelé que des bureaux de révision de la liste électorale seront déployés un peu partout dans les prochains jours et que les jeunes doivent s'assurer d'y être inscrits.

«Les partis politiques tendent à ne se préoccuper que de leurs électors précis et, faute de participation, les jeunes continueront de se buter à un mur au gouvernement, a poursuivi Mme Desjardins. Il faut changer les choses, et pour cela, il faut commencer par s'inscrire sur la liste électorale.»

La Fédération étudiante a l'intention d'interpeller les différents partis politiques sur les questions qui préoccupent les étudiants tout au long de la campagne.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : FEUQ | Sherbrooke : La FEUQ cible des circonscriptions en vue des élections - Publié le: dimanche 05 août 2012, 16H12 | Mise à jour: dimanche 05 août 2012, 16H20

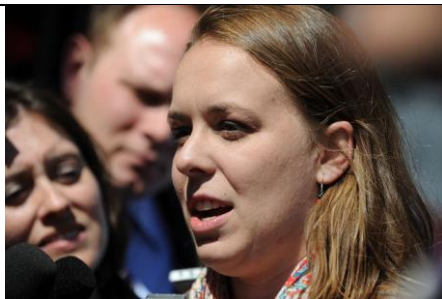


Photo Agence QMI / Archives Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Agence QMI

SHERBROOKE - La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a lancé dimanche sa campagne d'actions pour accroître le vote étudiant avec un BBQ dans la circonscription du premier ministre Charest, à Sherbrooke.

Le choix du lieu n'était pas fortuit puisque la fédération étudiante compte cibler quelques circonscriptions comportant une forte population étudiante, telle que Sherbrooke, pour y mener des actions durant la campagne.

L'événement, qui avait été annoncé publiquement et qui a réuni une cinquantaine de participants, a reçu la visite des candidats du Parti québécois (Serge Cardin), de Québec solidaire (Christian Bibeau) et d'Option nationale (Évelyne Beaudin) dans Sherbrooke, a confirmé dimanche soir l'attaché de presse de la FEUQ, Mathieu Le Blanc.

La FEUQ dévoilera lundi sa plateforme de revendications complète ainsi que son calendrier d'activités.

Dans un communiqué publié dimanche, la fédération a rappelé que le taux de participation des 18 à 34 ans lors du dernier scrutin en 2008 était «anémique» avec à peine 40% qui ont exercé leur droit de vote. La FEUQ désire renverser cette tendance lors du prochain scrutin le 4 septembre.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a déclaré dimanche que «citoyens et étudiants ont un poids politique, mais pour qu'il devienne réel, ils doivent voter». La FEUQ a rappelé que des bureaux de révision de la liste électorale seront déployés un peu partout dans les prochains jours et que les jeunes doivent s'assurer d'y être inscrits.

«Les partis politiques tendent à ne se préoccuper que de leurs électors précis et, faute de participation, les jeunes continueront de se buter à un mur au gouvernement, a poursuivi Mme Desjardins. Il faut changer les choses, et pour cela, il faut commencer par s'inscrire sur la liste électorale.»

La Fédération étudiante a l'intention d'interpeller les différents partis politiques sur les questions qui préoccupent les étudiants tout au long de la campagne.

Afficher 1-8 de 9 commentaires (Montréal)

jp

Une seconde pensée traitant du Plan Nord, Allons nous voir les firmes Simard Beaudry et ou Louisbourg construction sous des pseudonymes réaliser les travaux routiers le tout tel que présentement à la ROMAINE ?

Hier 12:29 AM

jp

Les étudiants parviennent à souligner par leurs actions ce que nous à titre individuel ne pouvons faire soient: la malhonnêteté du gouvernement actuel et ce à tel point que Charest précipite les élections le tout dans le but d'éviter entre autre les résultats de l'enquête Charbonneau. J'ajoute que le Plan Nord n'est qu'une baloune politique. Qui va vouloir aller travailler à un salaire moindre et ce si nous avons des travailleurs disponibles...??? Je suis dans le domaine de la construction et vous informe que nous sommes actuellement à court de main-d'oeuvre,,,,,Ne vous laissez pas embarquer par le PLQ et allez voter...

08/05/2012 11:51 PM

jp

Bravo Martine

08/05/2012 11:22 PM

Araigne

Les étudiants seraient mal avisés de faire la grève à la rentrée, car à ce moment, ils feraient le jeu de Charest et du PLQ. Mais ils doivent tout faire pour se mobiliser et voter en grand nombre.

Il est d'ailleurs dommage que Charest ait refusé d'installer des bureaux de vote dans les cégeps et universités, alors qu'il le fait dans des foyers de personnes âgées. Il faut rappeler qu'il n'est pas toujours facile pour des jeunes des régions de trouver leurs repères dans les grandes villes où ils arrivent pour étudier.

08/05/2012 10:47 PM

Tammy

«Les partis politiques tendent à ne se préoccuper que de leurs électors précis

absolument,

bien d'accord qu'elle fasse sortir le vote.

De toute manière, il est vraiment bien que cette partie de la population fasse le lien entre ce qui le gère et leur implication, de façon plus tangible et responsable.

08/05/2012 10:06 PM

Guest

Commentaire supprimé.

08/05/2012 05:40 PM

Yasser_Izback

La classe, La classe, cette annonce concerne la FEUQ!!!!!! Bien qu'il n'y est pas eu de grève en majorité pour les étudiants, la grande majorité est contre la hausse alors....

08/05/2012 06:21 PM

Yasser_Izback

Pourquoi les robot du PLQ efface leur présence et leur commentaire quand je leur répond quelque chose de logique et juste honnête?

08/05/2012 07:59 PM

Jim Brisson

Simplement car ils ont peur de ce qui est vrai et logique. Sa n'existe pas dans leurs mondes. Du moins je crois.

08/05/2012 10:09 PM

Montrer 1 commentaire (Québec)

Jean_Paul_3



C'est le plus beau et le plus important défi de cette élection ! Les jeunes, qui sont restés devant leur DS, leur ordinateur ou leur Wii à chaque élection depuis 15 ans, doivent revenir participer.

Hier 10:11 AM

LE DEVOIR : La campagne vue par The Economist – Samedi 04 août 2012

Le Devoir

L'« impopulaire » premier ministre du Québec Jean Charest a déclenché une campagne électorale estivale susceptible de « passer sous le radar » parce qu'elle constitue sa meilleure chance d'être élu pour un quatrième mandat consécutif. Voilà le regard que porte l'influent

hebdomadaire britannique The Economist sur la campagne électorale québécoise dans son édition publiée samedi. Accompagné d'une photo sur laquelle des manifestants soulèvent une effigie de Jean Charest, l'article explique que l'élection d'un gouvernement péquiste pourrait faire resurgir l'enjeu de la souveraineté du Québec à

l'échelle du pays. On y affirme également que le résultat de l'élection devrait dépendre de deux « forces extérieures » : l'influence du conflit étudiant et la performance de la Coalition avenir Québec

LE DEVOIR : La CLASSE refuse toute ingérence politique : L'association étudiante repousse l'idée de la trêve proposée par Léo Bureau-Blouin et appelle à la poursuite de la mobilisation – Samedi 04 août 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Gabriel Nadeau-Dubois

Karl Rettino-Parazzelli

Dans une charge à peine voilée contre la proposition de « trêve électorale » du candidat péquiste Léo Bureau-Blouin, la CLASSE refuse de donner un mot d'ordre aux associations étudiantes qui se prononceront dès mardi au sujet de la reconduction de la grève. Elle lance du même souffle un nouvel appel à la mobilisation. « La CLASSE demande officiellement à l'ensemble des intervenants politiques québécois de laisser le débat se faire dans les assemblées générales étudiantes », a déclaré hier le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association

pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, en interpellant les centrales syndicales et les partis politiques.

Il s'agit visiblement d'une réponse à la sortie de Léo Bureau-Blouin, candidat du Parti québécois dans Laval-des-Rapides et ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui a suggéré jeudi aux étudiants de considérer une « trêve électorale » parce qu'à son avis, la reconduction de la grève en pleine campagne électorale pourrait favoriser la réélection des libéraux.

La CLASSE calque ainsi sa position sur celle de la FECQ et la FEUQ, qui préfèrent rester « neutres » et laisser leurs membres se prononcer librement en assemblée générale. « La CLASSE considère que les associations étudiantes sont matures politiquement et sont aptes à prendre elles-mêmes la décision concernant le retour ou non en grève », a ajouté M. Nadeau-Dubois. Celui-ci s'est par ailleurs défendu de laisser les étudiants à eux-mêmes en refusant de lancer un mot d'ordre.

Les premiers votes de reconduction de la grève des associations membres de la CLASSE auront lieu mardi prochain au cégep Marie-Victorin et au sein de la Faculté de sciences humaines de l'UQAM. Toutes les associations en grève devraient s'être prononcées d'ici le 16 août.

Pour ce qui est du déroulement de la campagne électorale, la CLASSE lance un appel à la poursuite de la mobilisation pour continuer à mettre

en avant des revendications qui dépassent la question de la hausse des droits de scolarité. La coalition assure toutefois qu'elle mènera cette mobilisation « en parallèle » de la campagne électorale.

La co-porte-parole Camille Robert a également tenu à souligner que, peu importe le parti porté au pouvoir, « les élections ne seront pas suffisantes pour régler ce conflit ».

Mobilisation à venir

La CLASSE compte « intensifier » sa tournée de mobilisation citoyenne à travers le Québec au cours des prochains jours et en soulignera la conclusion vendredi prochain à l'Olympia avec un rassemblement auquel participeront entre autres l'environmentaliste Dominic Champagne et les artistes Christian Bégin, Alexis Martin, Michel Rivard et Yann Perreau.

Deux manifestations nationales sont également prévues à Montréal les 8 et 22 août prochains.

Vos réactions

Georges Paquet – Abonné, 4 août 2012 06 h 50

Il faudrait quand même être cohérent.

Comment Dominic Champagne peut-il endosser les objectifs et la stratégie de la CLASSE et songer en même temps à devenir candidat à cette élection générale. Ne sait-il pas que la CLASSE ne reconnaîtra pas la légitimité du prochain gouvernement qui sera formé par le parti politique vainqueur. Il faudra au minimum demeurer cohérent...

LE DEVOIR : L'élection ne règlera pas la crise, selon la CLASSE – Vendredi 03 août 2012, 17h54



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Camille Robert et Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-paroles de la CLASSE, ont invité tous ceux qui prédisent la fin du conflit au lendemain de l'élection d'y songer à deux fois avant de s'avancer sur le terrain des prédictions.

La Presse canadienne

La CLASSE avertit que les élections ne seront pas suffisantes pour régler la crise qui secoue le Québec.

«La grève générale illimitée a permis de mettre de l'avant des revendications, adresser des critiques profondes au gouvernement, critiques qui ne seront pas réglées avec les élections», a déclaré Camille Robert, co-porte-parole de la

CLASSE, lors d'un point de presse vendredi devant le cégep Maisonneuve, où l'organisation étudiante a rendu public son plan d'action pour les prochaines semaines.

«On parle d'accessibilité à l'université, de gestion des ressources naturelles, de crise de la démocratie, a-t-elle poursuivi. Pour nous, les élections ne seront pas suffisantes à régler ce conflit, peu importe le parti qui va être au pouvoir.»

Selon la CLASSE, même l'élection du Parti québécois – qui promet d'abroger la loi spéciale et d'annuler la hausse des droits de scolarité – ne permettrait pas de résoudre la crise parce que celle-ci a débordé sur des revendications beaucoup plus larges.

«La grève étudiante ne durera pas éternellement, évidemment», a reconnu l'autre co-porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. «Si la hausse des frais de scolarité est annulée et que la loi spéciale est abrogée, les revendications de cette grève-ci précisément vont être atteintes, c'est certain. Mais malgré cela, nous espérons que la mobilisation se poursuive et c'est à ça qu'on invite les gens. Il faut continuer à réfléchir sur le Québec de demain.»

En ce sens, le jeune homme a invité tous ceux qui prédisent la fin du conflit au lendemain de l'élection d'y songer à deux fois avant de s'avancer sur le terrain des prédictions.

«La mobilisation va devoir se poursuivre pendant et après les élections parce que le vent de changement qui s'est levé au Québec dans les derniers mois est trop fort pour qu'une simple élection y mette un terme. Même si la grève (étudiante) ne reprend pas, la mobilisation citoyenne, l'espèce de malaise auquel on assiste depuis les derniers mois, va se perpétuer», a-t-il soutenu.

La CLASSE a présenté aujourd'hui un plan d'action qui témoigne de son intention de reprendre l'avant-scène de l'actualité à l'approche du scrutin du 4 septembre, mais surtout de la rentrée de la mi-août pour les quelques collègues et facultés universitaires dont les sessions ont été interrompues au printemps par la grève.

Ainsi, à compter de mardi prochain, les associations étudiantes des institutions concernées convoqueront les étudiants en assemblée générale pour décider s'ils retourneront en classe ou s'ils poursuivront la grève.

La CLASSE ne donnera cependant aucun mot d'ordre, dans un sens ou dans l'autre: «Nous faisons confiance aux assemblées générales», a tranché Camille Robert.

Mercredi, le 8 août, une manifestation d'envergure est prévue en fin d'avant-midi à Montréal.

Deux jours plus tard, une soirée-spectacle aura lieu à l'Olympia de Montréal pour souligner la fin

de la tournée des régions présentement en cours des porte-parole de la CLASSE.
Puis, le 22 août, la CLASSE promet une autre grande mobilisation pour déambuler dans les rues de la métropole comme on le fait à chaque 22 du mois depuis le début du conflit.
Bien qu'aucune démarche ne soit encore prévue à cet effet, il semble évident selon M. Nadeau-Dubois que les associations étudiantes devront à nouveau se pencher sur leur stratégie après le scrutin du 4 septembre.

Par Pierre Saint-Arnaud

Vos réactions

Jocelyn Cloutier – Inscrit, 3 août 2012 20 h 32

Un diagnostic social des plus pertinents.

«La mobilisation va devoir se poursuivre pendant et après les élections parce que le vent de changement qui s'est levé au Québec dans les derniers mois est trop fort pour qu'une simple élection y mette un terme. Même si la grève (étudiante) ne reprend pas, la mobilisation citoyenne, l'espèce de malaise auquel on assiste depuis les derniers mois, va se perpétuer»

Les abusés sociaux ont dépassé leur limite de tolérance et les abuseurs devenus beaucoup trop arrogants et gourmands. Ce déséquilibre ne peut continuer même appuyé par l'ensemble des forces gouvernementales.

Mariette Payeur – Inscrite, 3 août 2012 22 h 36
Brillante déduction!

Bien sûr que non, l'élection ne réglera pas la crise.

Tant que les supposés "représentants" étudiants, réunis sous le nom de CLASSE, continueront de maintenir une attitude aussi immature, sans nuances et ne laissant place à aucun compromis, trouver une solution est chose impossible. Et satisfaire à 100% toutes leurs demandes, plusieurs incongrues et d'autres valables, ne réglerait rien; ça ne ferait que créer un autre genre de crise.

Reste à déterminer qui en seraient les victimes.

Jean-Marie Francoeur – Inscrit, 3 août 2012 23 h

09

Oracle

«La mobilisation va devoir se poursuivre pendant et après les élections parce que le vent de changement qui s'est levé au Québec dans les derniers mois est trop fort pour qu'une simple élection y mette un terme. Même si la grève (étudiante) ne reprend pas, la mobilisation citoyenne, l'espèce de malaise auquel on assiste depuis les derniers mois, va se perpétuer» dit GND.

"Une simple élection" est très réductif.

Roland Guerre – Inscrit, 4 août 2012 12 h 42

Pour une nouvelle Charte

La Classe a réalisé un diagnostic, qui éclaire le manifeste, proposé un vigoureux débat et une nouvelle mobilisation citoyenne. La "feuille de route" retient la restauration des libertés fondamentales, de la charte sociale, la définition d'un nouveau contrat, unissant les habitants, au fil de la transition ouverte. Les animateurs de la Classe, l'heure venue, fourniront la relève politique, qui effacera les dommageables coures générationnelles qui nuisent au pays.

JOURNALMÉTRO : L'élection ne réglera pas la crise selon la CLASSE - Mise à jour: vendredi 03 août 2012 | 17:18

Par Pierre Saint-Arnaud La Presse Canadienne
MONTRÉAL – La CLASSE avertit que les élections ne seront pas suffisantes pour régler la crise qui secoue le Québec.

«La grève générale illimitée a permis de mettre de l'avant des revendications, adresser des critiques profondes au gouvernement, critiques qui ne seront pas réglées avec les élections», a déclaré Camille Robert, coporte-parole de la CLASSE, lors d'un point de presse vendredi devant le cégep Maisonneuve, où l'organisation étudiante a rendu public son plan d'action pour les prochaines semaines.

«On parle d'accessibilité à l'université, de gestion des ressources naturelles, de crise de la démocratie, a-t-elle poursuivi. Pour nous, les élections ne seront pas suffisantes à régler ce conflit, peu importe le parti qui va être au pouvoir.»

Selon la CLASSE, même l'élection du Parti québécois — qui promet d'abroger la loi spéciale et d'annuler la hausse des droits de scolarité — ne permettrait pas de résoudre la crise parce que celle-ci a débordé sur des revendications beaucoup plus larges.

«La grève étudiante ne durera pas éternellement, évidemment», a reconnu l'autre coporte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. «Si la hausse des frais de scolarité est annulée et que la loi spéciale est abrogée, les revendications de cette grève-ci précisément vont être atteintes, c'est certain. Mais malgré cela, nous espérons que la mobilisation se poursuive et c'est à ça qu'on

invite les gens. Il faut continuer à réfléchir sur le Québec de demain.»

En ce sens, le jeune homme a invité tous ceux qui prédisent la fin du conflit au lendemain de l'élection d'y songer à deux fois avant de s'avancer sur le terrain des prédictions.

«La mobilisation va devoir se poursuivre pendant et après les élections parce que le vent de changement qui s'est levé au Québec dans les derniers mois est trop fort pour qu'une simple élection y mette un terme. Même si la grève (étudiante) ne reprend pas, la mobilisation citoyenne, l'espèce de malaise auquel on assiste depuis les derniers mois, va se perpétuer», a-t-il soutenu.

La CLASSE a présenté vendredi un plan d'action qui témoigne de son intention de reprendre l'avant-scène de l'actualité à l'approche du scrutin du 4 septembre, mais surtout de la rentrée de la mi-août pour les quelques collègues et facultés universitaires dont les sessions ont été interrompues au printemps par la grève.

Ainsi, à compter de mardi prochain, les associations étudiantes des institutions concernées convoqueront les étudiants en assemblée générale pour décider s'ils retourneront en classe ou s'ils poursuivront la grève.

La CLASSE ne donnera cependant aucun mot d'ordre, dans un sens ou dans l'autre: «Nous faisons confiance aux assemblées générales», a tranché Camille Robert.

Mercredi, le 8 août, une manifestation d'envergure est prévue en fin d'avant-midi à Montréal.

Deux jours plus tard, une soirée-spectacle aura lieu à l'Olympia de Montréal pour souligner la fin de la tournée des régions présentement en cours des porte-parole de la CLASSE.

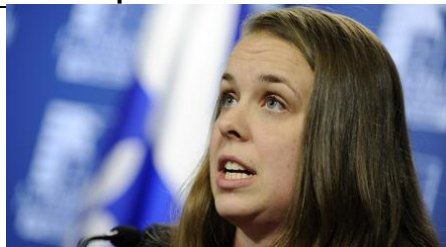
Puis, le 22 août, la CLASSE promet une autre grande mobilisation pour déambuler dans les rues de la métropole comme on le fait à chaque 22 du mois depuis le début du conflit.

Bien qu'aucune démarche ne soit encore prévue à cet effet, il semble évident selon M. Nadeau-Dubois que les associations étudiantes devront à nouveau se pencher sur leur stratégie après le scrutin du 4 septembre.



Jacques Boissinot/La Presse Canadienne
Gabriel Nadeau-Dubois

TVANOUVELLES : Abstentionnisme chez les jeunes : La FEUQ fera campagne pour inciter les jeunes à voter - Première publication vendredi 3 août 2012 à 16h28



Crédit photo : Archives Agence QMI
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) prévoit faire campagne durant

la période électorale afin d'inciter les jeunes à se prévaloir de leur droit de vote.

La FEUQ qualifie de «consternantes» les statistiques avancées par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires indiquant qu'en 2008, les 18 à 24 ans ont voté dans une proportion de 36 % et les 25 à 34 ans dans une proportion de 41%.

«Plus d'un million de jeunes ne sont pas allés voter lors des dernières élections, c'est énorme, a déclaré par communiqué vendredi Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Le plan que nous avons mis en place a pour but justement de contrer cet état de fait pour que les jeunes puissent être le groupe qui fasse la différence le 4 septembre et qu'ils votent massivement.»

La FEUQ souhaite ainsi faire passer la participation des jeunes à 65 %. « Un vote massif des jeunes peut faire pencher la balance et les partis politiques devront donc tenir compte de leurs idées et préoccupations », a ajouté Mme Desjardins.

La FEUQ a amorcé sa campagne en diffusant les modalités et conditions requises pour aller voter le 4 septembre prochain. Les étudiants pourront également voter hors circonscription en se rendant au bureau du directeur de scrutin. La fédération avait récemment appuyé l'initiative du Directeur général des élections (DGE) d'installer des bureaux de vote dans les universités. Le projet avait toutefois été bloqué par le veto du Parti libéral.



Photo Paule Veilleux-Turcotte / Agence QMI

Laurent Dionne / Agence QMI

«L'ensemble des intervenants politiques québécois» ne doivent plus se mêler du débat étudiant. C'est du moins ce qu'a demandé vendredi la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Depuis les derniers jours, voire les dernières semaines, nous avons assisté à plusieurs interventions de la part de gens qui ne sont pas dans le mouvement étudiant. On parle de partis politiques, d'organisations sociales et syndicales qui se sont permis de s'inviter dans le débat sur la poursuite ou non de la grève», a lancé le porte-parole de la CLASSE Gabriel Nadeau-Dubois, lors d'un point de presse.

Selon lui, les étudiants sont «matures politiquement» et que c'est donc à eux de décider s'ils désirent reprendre leurs cours ou non.

C'est d'ailleurs dans les prochains jours, soit le 7 août, qu'aura lieu le premier vote au cégep Marie-Victorin.

En raison de la situation actuelle «inédite» pour le mouvement étudiant, notamment à cause des élections, la CLASSE a également décidé de ne pas donner de mot d'ordre aux assemblées générales.

«Les étudiants seront libres de décider s'ils veulent retourner en grève et on s'attend à la même retenue de la part de l'ensemble des intervenants politiques», a ajouté M. Nadeau-Dubois.

Les élections ne régleront pas la grève

Les élections qui auront le 4 septembre ne régleront pas tous les problèmes, soutient par ailleurs la CLASSE.

Si les critiques fusent sur plusieurs aspects de la part des étudiants, l'élection d'un nouveau gouvernement ne signifiera pas la fin de la grève, estime M. Nadeau-Dubois.

«Ces critiques, elles ne seront pas toutes satisfaites au terme des élections. Toutes les questions qui ont été posées ce printemps, ne seront pas répondues au terme de la campagne électorale, et ce, même si un parti, disons, favorable à certaines revendications étudiantes, est porté au pouvoir», a-t-il insisté.

Par ailleurs, la CLASSE a rappelé ses activités de mobilisation se poursuivront au cours du mois, parmi lesquelles on compte notamment des manifestations et des spectacles.

[Afficher 76 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

lydya

Et pourtant, nous les avons vus aux côtés de Pauline Marois (leader du PQ) et al, AINSI que, des leaders de la CSN, FTQ etc...

Aujourd'hui, notre GND (LA CLASSE) national VEUT NOUS faire croire que les étudiants sont 'assez matures politiquement' ??? ROFLMAO

[Hier 07:32 AM](#)

Sergei__5

Et leur maturité s'arrête là !

[08/03/2012 07:38 PM](#)



Photo Agence QMI / Archives
Martine Desjardins

Agence QMI

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) prévoit faire campagne durant la période électorale afin d'inciter les jeunes à se prévaloir de leur droit de vote.

La FEUQ qualifie de « consternantes » les statistiques avancées par la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires indiquant qu'en 2008, les 18 à 24 ans ont voté dans une proportion de 36 % et les 25 à 34 ans dans une proportion de 41 %.

«Plus d'un million de jeunes ne sont pas allés voter lors des dernières élections, c'est énorme», a déclaré par communiqué vendredi Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Le plan que nous avons mis en place a pour but justement de contrer cet état de fait pour que les jeunes puissent être le groupe qui fasse la différence le 4 septembre et qu'ils votent massivement.»

La FEUQ souhaite ainsi faire passer la participation des jeunes à 65 %. «Un vote massif des jeunes peut faire pencher la balance et les partis politiques devront donc tenir compte de leurs idées et préoccupations», a ajouté Mme Desjardins.

La FEUQ a amorcé sa campagne en diffusant les modalités et conditions requises pour aller voter le 4 septembre prochain. Les étudiants pourront également voter hors circonscription en se rendant au bureau du directeur de scrutin.

La fédération avait récemment appuyé l'initiative du Directeur général des élections (DGE) d'installer des bureaux de vote dans les universités. Le projet avait toutefois été bloqué par le veto du Parti libéral.

[Afficher 24 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 2 commentaires \(Québec\)](#)

lognom

Je trouve quelle une face de cauchon!!

[08/03/2012 10:41 PM](#)

apalache

Je pense que c'est très important que les jeunes votent. L'avenir qui leur appartient est entre leurs mains.

[08/03/2012 07:34 PM](#)



Photo : Jean-François Bélanger
Manifestation au centre-ville Rouyn-Noranda

La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) était de passage à Rouyn-Noranda. La CLASSE effectue une tournée québécoise afin de distribuer son manifeste, publié le 12 juillet, et intitulé "Nous sommes avenir". Les porte-parole de la CLASSE souhaitent aussi rencontrer la population pour discuter des valeurs et idées défendues depuis plusieurs mois par le mouvement étudiant. Pour l'occasion, un rendez-vous a été donné à la population à la place de la citoyenneté au centre-ville de Rouyn-Noranda. Près d'une cinquantaine de personnes, casseroles à la main, ont répondu à l'invitation lancée par la CLASSE. Malgré la présence attendue de la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, l'événement a rassemblé aux autres manifestations tenues à Rouyn-Noranda. La marche, d'une trentaine de minutes, a été pacifique et conviviale. La coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, s'est dite très satisfaite de l'activité. La CLASSE poursuit sa tournée à AMOS et Val-d'Or au cours de prochains jours.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Rouyn-Noranda : La CLASSE dit non à Léo Bureau-Blouin - Publié le: vendredi 03 août 2012, 14H03 | Mise à jour: vendredi 03 août 2012, 14H14 / Première publication vendredi 3 août 2012 à 14h46



Photo Thierry de Noncourt / Agence QMI
La manifestation contre la marchandisation de la société a rassemblé une soixantaine de personnes, le 2 août, à Rouyn-Noranda.

Thierry de Noncourt / Agence QMI

ROUYN-NORANDA – Une soixantaine de personnes se sont rassemblées jeudi pour faire résonner à nouveau les casseroles à Rouyn-Noranda, en Abitibi-Témiscamingue. Elles étaient accompagnées de représentants de la CLASSE, dont Jeanne Reynolds. Le candidat Guy Leclerc, de Québec Solidaire (QS), était aussi sur place.

Les manifestants se sont rejoints à 20 h, sur la Place de la citoyenneté et de la coopération. La manifestation était légale, les policiers ont escorté la foule. Jusqu'à maintenant, dans la région, il y a eu plus d'une trentaine de tintamarres en opposition à la loi 78 et à la hausse des droits de scolarité.

Enchantée d'être ici

Jeanne Reynolds s'est dite enchantée d'être à Rouyn-Noranda. «Il y a un accueil très positif, les gens qui sont ici sont heureux d'échanger avec nous, je crois que nous avons bien fait de venir ici», a-t-elle dit.

Non à la trêve

Elle a rejeté l'appel à la trêve lancé plus tôt dans la journée par Léo Bureau-Blouin, maintenant candidat péquiste. «Il n'est plus président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), a dit Mme Reynolds. En ce sens, il ne représente plus les étudiants et étudiantes. Il ne connaît pas la volonté des étudiants. De notre côté, on va continuer à mobiliser les gens. Ce n'est pas parce qu'il y a des élections qu'il faut abandonner la combativité.»

Au deuxième jour de la campagne électorale, Guy Leclerc était fier de marcher parmi les manifestants. Il a participé à plusieurs autres marches auparavant. «Cette crise, ce ne sont pas les étudiants qui l'ont provoquée, c'est le parti de Jean Charest», a-t-il lancé.

Philippe Marquis impressionné

Le conseiller municipal et militant de gauche bien connu, Philippe Marquis, s'est déclaré admiratif devant la jeunesse qu'il voit en action. «Ils ont le courage de mettre leurs études en danger, a louangé M. Marquis. Ceux que l'on disait matérialistes, apolitiques, bien là, ils sont aussi politisés que moi, mais ils ont vingt ans. Notre jeunesse est responsable, généreuse et conséquente.»

La population était partagée face à la manifestation. «J'en pense rien de bon», a dit une passante. «Il était temps qu'ils recommencent», a lancé un autre témoin.

Tous les gens interrogés sur place ont promis d'aller voter aux élections du 4 septembre.

[Afficher 1-80 de 131 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 16 commentaires \(Québec\)](#)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Robert Poëti pour le Parti libéral dans Marguerite-Bourgeoys – Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 8 h 03 HAE



La Presse canadienne

Le Parti libéral du Québec a ajouté un nouvel élément à son image de promotion de l'ordre public, jeudi, avec l'annonce de la candidature d'un troisième ex-policier aux prochaines élections.

Robert Poëti, ancien relationniste à la Sûreté du Québec (SQ), a déclaré qu'il avait accepté d'être

candidat libéral en raison de la crise étudiante, qui a perturbé l'ordre public au printemps.

«La liberté de certains ne peut enrayer ou carrément faire face ou ignorer la liberté collective des autres, a-t-il dit. Tout le monde, le matin, a le droit de prendre le métro en paix pour aller travailler.»

M. Poëti briguera les suffrages le 4 septembre prochain dans la circonscription montréalaise de Marguerite-Bourgeoys, un château fort du PLQ, dont il s'est défendu de tenir les électeurs pour acquis.

Cette nouvelle candidature porte à trois le nombre d'ex-agents des forces de l'ordre qui porteront les couleurs libérales aux prochaines élections.

Lors de son investiture, en présence du chef libéral Jean Charest, M. Poëti a abordé sans détour les allégations de malversations et de

corruption qui ont entaché la réputation de son parti au cours des derniers mois.

L'ex-agent de police a vanté le bilan de M. Charest, qui s'est attribué jeudi la note de 8 sur 10 en ce qui concerne ses efforts de lutte à la corruption. M. Poëti a défendu l'intégrité des libéraux en affirmant que la corruption et la collusion sont des phénomènes très vastes.

Le Forum économique mondial estime que la corruption accapare 5 % du produit intérieur brut mondial chaque année. Les gens qui pensent que la corruption est nouvelle, québécoise et, encore pire, libérale se trompent carrément.

— Robert Poëti

Le caucus libéral comptait jusqu'à mercredi un ancien policier dans ses rangs, [Guy Ouellet](#), qui brigue un nouveau mandat dans la circonscription lavalloise de Chomedey.

L'ancien vice-président de la Fraternité des policiers de Laval, Jean Rousselle, tentera de se

faire élire dans Vimont, une circonscription qui était dans le giron libéral.

Lors d'un point de presse, M. Poëti a affirmé que le PLQ l'avait approché pour qu'il soit candidat, pour ensuite lui offrir Marguerite-Bourgeois. Le candidat libéral a affirmé que sa décision a été motivée par ce qu'il a vu lors de la crise étu-

diant et par les positions de M. Charest pour régler la situation, des positions qu'il endosse.

« Dans mes valeurs de démocratie, dans mes valeurs d'intégrité et de service aux citoyens que j'ai fait pendant 28 ans, j'ai été ébranlé de voir ce que j'ai vu ces derniers mois, a-t-il dit. Et je pense que si mon expertise ou mon expérience

peut apporter un élément au Parti libéral, et si on est capable d'expliquer aux citoyens - peut-être que certains n'ont pas compris les décisions prises par le Parti libéral -, c'est pour ça que j'ai décidé de rejoindre les rangs du Parti libéral. »

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2012 : Le PQ tiendrait un sommet sur l'éducation dans les 100 premiers jours - Mise à jour le vendredi 3 août 2012 à 7 h 56 HAE

Un texte de Sophie-Hélène Lebeuf

Si le chef libéral, Jean Charest, a d'emblée inscrit le conflit étudiant au cœur de la campagne, son adversaire péquiste, Pauline Marois, a fait des enjeux de cette crise un premier engagement électoral.

Accompagnée de ses candidats lavallois, la chef du Parti québécois a choisi la circonscription de Laval-des-Rapides, où se présente son candidat vedette [Léo Bureau-Blouin](#), pour annoncer ses promesses en éducation, qu'elle s'engage à mettre en œuvre dans les 100 premiers jours de mandat d'un gouvernement péquiste.

Abrogation de la loi 78, qui encadre notamment les manifestations, annulation de la hausse des droits de scolarité de 82 % sur sept ans prévue par les libéraux, et organisation d'un sommet sur l'éducation supérieure, où seraient notamment abordés le financement et la gestion des universités, font partie du plan péquiste.

Cette élection offre aux Québécois un choix tranché, a estimé Mme Marois : d'un côté, les libéraux et les caquistes qui veulent « endetter la jeunesse » et faire perdurer la crise. De l'autre, le PQ qui a un plan pour y mettre un terme. Présentant en exemple « le fiasco de l'Îlot Voyageur », la délocalisation de campus universitaires, qui a coûté 56 millions de dollars, et des « parachutes dorés des dirigeants » totalisant 1 million de dollars, Pauline Marois a présenté la tenue du sommet qu'elle propose comme « une priorité ». Citant une étude (dont elle n'a pas précisé la source), elle a affirmé que le gouvernement, les étudiants et le privé investissaient collectivement 29 242 \$ par étudiant, comparativement à 26 383 \$ Ontario et 28 735 \$ pour le reste du Canada.



Pauline Marois et Léo Bureau-Blouin, candidat pour le PQ dans Laval-des-Rapides

« Il y a manifestement un ménage à faire et il faut donc parler de la gestion avant de parler de sous-financement ou de hausse des frais de scolarité », a-t-elle dit, reprenant ainsi un thème martelé au cours des derniers mois par sa formation, mais aussi par les associations étudiantes. Léo Bureau-Blouin a indiqué que le logement étudiant, l'aide financière aux études et le remboursement de la dette étudiante feraient aussi partie des enjeux abordés au cours du sommet. Il ne faut pas qu'un sommet « se limite à la simple question des droits de scolarité », a-t-il déclaré.

Les étudiants auront leur mot à dire au cours du sommet, a-t-il assuré, précisant que les tiers des sièges leur serait réservé à ce sommet. Le gouvernement et la société civile formeraient un autre tiers chacun.

Gel contre indexation des droits

Si ce sommet menait à la conclusion qu'il faut hausser les droits de scolarité, Pauline Marois s'est engagée à ne pas le faire au-delà du taux d'inflation.



Léo Bureau-Blouin, devant la candidate péquiste dans Vimont, Lynda Tousignant

En faveur du gel des droits de scolarité, l'ancien président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) s'est défendu d'être en contradiction avec la formation qu'il vient de rejoindre.

Voyant dans le gel une « politique publique gagnante pour garantir l'accessibilité aux études », il a estimé qu'un sommet permettrait de « dégager un consensus au sein de la société québécoise et sortir du débat de gel-dégel ».

« J'ai des convictions, que j'ai portées en tant que représentant étudiant et je continue de les porter en tant que candidat et, je l'espère, en tant que député. Mais d'abord et avant tout, je suis un homme de consensus. »

Léo Bureau-Blouin

Il s'est dit convaincu que les mesures proposées par le PQ permettraient un retour à la paix sociale et le développement d'un des réseaux universitaires « les plus compétitifs et les plus abordables de la planète ».

Si la FECQ, comme les autres associations étudiantes, s'est retirée d'un précédent sommet sur le financement des universités, tenu en décembre 2010, la situation serait différente avec un gouvernement péquiste, croit l'ancien leader étudiant. Contrairement au Parti libéral, qui a voulu « diviser la société québécoise pour marquer des points », son parti est « à l'écoute » et a une « volonté réelle de régler cette crise pour rassembler les gens », a-t-il affirmé.

Acteur très médiatisé pendant le conflit étudiant, M. Bureau-Blouin a dû répondre à plusieurs questions des journalistes, notamment sur les commentaires formulés à son endroit par le chef libéral, qui l'a défini comme l'un des « instigateurs » de la crise étudiante. Il s'est dit « surpris de la rapidité et la véhémence des attaques de Jean Charest » et a promis de mener une campagne d'idées. C'est aussi pour que cesse cette façon de faire de la politique qu'il a décidé de sauter dans l'arène, a-t-il dit.

Présentant sa jeune recrue comme un homme « courageux » et « serein » et l'opposant à un Jean Charest « fermé au dialogue », Pauline Marois a accusé ce dernier d'instrumentaliser toute la crise étudiante et de mener une campagne négative pour détourner l'attention des scandales de corruption. « Si Jean Charest a été

aussi dur avec les jeunes, c'est pour faire oublier à quel point il a été mou devant la corruption. »

Décrochage scolaire et garderies à 7 \$

En après-midi, Pauline Marois a présenté sa candidate dans la circonscription montréalaise de Crémazie, Diane De Courcy, présidente de la Commission scolaire de Montréal. La chef péquiste a vanté les qualités de Mme De Courcy, qui habite le quartier depuis 30 ans et possède une connaissance intime du milieu scolaire.

La candidate péquiste a de son côté spécifié que la formation s'attaquerait au vieillissement des infrastructures.

Mme Marois a profité de l'annonce de cette candidature pour dévoiler son deuxième engagement, axé sur la réussite des élèves. Le PQ propose notamment de contrer le décrochage scolaire par l'embauche de 600 professionnels supplémentaires d'ici 2015.

La formation entend aussi mettre en place des mesures spécifiques pour les enfants défavorisés. Elle étudierait la possibilité d'implanter dans les milieux défavorisés la maternelle à temps plein à 4 ans.

Pauline Marois a aussi promis une politique cohérente d'aide à l'enfance. Elle a d'ailleurs affirmé ne pas avoir « l'intention » d'augmenter la contribution parentale aux services de garde, qui s'élève actuellement à 7 \$ par jour.

Demeurant prudente et laissant toutes les portes ouvertes, Mme Marois a toutefois déclaré que si son parti prenait un tel engagement, il entendait le tenir, et ce, le temps de son mandat.



Photo : PC/Paul Chiasson

La chef péquiste a voulu se rapprocher des citoyens, partageant leurs préoccupations quotidiennes le temps d'une balade en métro. Avec M. Bureau-Blouin et d'autres candidats et de la région de Montréal, elle a parcouru 18 stations sur la ligne orange, de Henri-Bourassa à Lionel-Groulx.

En complément

- dossier - [Droits de scolarité au Québec](#) Le mouvement de débrayage des étudiants pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité s'est transformé en secousse sociale majeure au Québec.



video - [Les explications de Josée Thibeault](#)
[Les commentaires \(446\)](#)

LE SOLEIL : L'ex-policier Robert Poëti se présente pour le PLQ à cause du conflit étudiant - Publié le vendredi 03 août 2012 à 05h00



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
Robert Poëti se présente comme candidat libéral dans Marguerite-Bourgeoys.

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Les perturbations provoquées par le conflit étudiant ont convaincu l'ex-policier Robert

Poëti de se présenter comme candidat libéral dans Marguerite-Bourgeoys. L'ex-porte-parole de la Sûreté du Québec y est allé d'une sortie sans équivoque, jeudi soir, à l'occasion de son investiture dans la circonscription montréalaise. En présence de son chef Jean Charest, M. Poëti a lancé «que la liberté des uns ne peut [...] ignorer carrément la liberté des autres.

«Tout le monde, le matin, a le droit de prendre le métro pour aller travailler», a-t-il dit en faisant allusion à un incident, ce printemps. «Tous les gens peuvent traverser les ponts», a-t-il poursuivi en référence à une autre manifestation. «Et nos étudiants peuvent retourner en classe, calmement, sans menace», a-t-il conclu devant une centaine de partisans.

«Valeurs démocratiques»

Aux médias, il a répété que ce sont les «valeurs démocratiques», qu'il dit ne pas voir au Parti

québécois et à la Coalition avenir Québec, qui l'ont convaincu d'accepter de porter les couleurs libérales, aux élections. Il s'est dit «ébranlé» par «la violence et les actes criminels» que les protestataires auraient commis.

Il s'agit du troisième policier de carrière candidat pour le Parti libéral du Québec (PLQ), après Guy Ouellet et Jean Roussel. M. Poëti ne voit pas en quoi cela sonne faux de se présenter pour une formation décrite comme corrompue par ses adversaires. «Dans bien des cas, les perceptions sont parfois plus fortes que les réalités.» L'embauche de Jacques Duchesneau à l'unité policière anticorruption et la mise sur pied de la commission Charbonneau sont des «bons choix politiques. Les gens qui pensent que la corruption est nouvelle, québécoise et, encore pire, libérale, se trompent carrément».

THE GAZETTE : Students march despite calls for election truce – Friday, August 03, 2012



Photograph by: Graham Hughes , THE CANADIAN PRESS
Ignoring calls for a temporary truce between the student movement and the Liberal Party, dozens continued to march against plans to increase tuition in Montreal on Thursday.

By Christopher Curtis

MONTREAL - Ignoring calls for a temporary truce between the student movement and the Liberal Party, dozens continued to march against plans to increase tuition in Montreal on Thursday.

Hours before the evening rally, Parti Québécois chief Pauline Marois and former student leader Leo Bureau-Blouin said it was time for protesters to put away their placards until a new government is elected.

Marois came out in support of the student boycott this spring, but said Thursday continued disruptions would only play into the premier's hand. Blouin, now a PQ candidate in Laval des Rapides, claimed cooler heads would prevail at the polls.

Protesters refuted their former leader's claims outright.

"Marois is an opportunist who hitched her wagon onto the student movement for cheap political points," said CEGEP student Francis Banville. "She doesn't represent us and neither do any of the mainstream parties. We're angry about an entire system of corruption and exclusion, not just tuition."

Charest has characterized the election as a battle between law and order and the violent "street" politics he claims students are employing.

In an effort to fight this image, two of Quebec's largest student associations have greatly reduced their street presence to turf the Liberals using more official channels. The province's CEGEP and university federations have been organizing voting drives in different swing ridings in an effort to get the youth voting in larger numbers.

Only 40 per cent of voters age 18 to 24 cast a ballot in the 2008 provincial election.

"At the end of the day, you have a system where so few young people vote and you're going to blame them," said Natasha Lessard, a CEGEP student at Thursday's demonstration. "Blame the parties for giving them nothing to vote for."

More disruptions and conflict could erupt later this month, when students are set to return to class. If the province's unions vote for a continued boycott of classes, there could be tension on campuses across Quebec.

[23 comments](#)

THE GAZETTE : Will the silent majority of students speak up this election? – Friday, August 03, 2012



Photograph by: Graham Hughes , THE CANADIAN PRESS
Protesters opposing Quebec student tuition fee hikes demonstrate in Montreal, Wednesday, August 1, 2012. "Pro-strike people may be more proactive, but we are discussing how we can ensure our voices will be heard," Kayla Herbert, who opposed the boycotts, says.

By KAREN SEIDMAN, GAZETTE UNIVERSITIES REPORTER
MONTREAL - Officially, there's no truce during the election campaign. But student leaders are cautioning supporters demanding a repeal of Quebec tuition hikes not to do anything that could play into the hands of the Liberals.

A suggestion by former student leader and Parti Québécois candidate Léo Bureau-Blouin on Thursday that protesting students declare a "truce" for the duration of the election campaign got a cool reception from student groups.

According to an aide to Bureau-Blouin, the former president of the Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) and now a candidate in Laval-des-Rapides, suggested students who want to change things use the election period to get involved in politics and vote rather than blocking access to schools.

The Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) and the FECQ reacted by saying it's up to student associations to decide what actions they want to take, or not take, during the campaign — and not the PQ.

And for the time being, their actions will continue as planned, including a big demonstration on Aug. 22.

But CLASSE is not actively campaigning during the election and the FEUQ and FECQ are focused on getting out the youth vote and unseating the Liberals.

"We're not stopping our protests because it's still really important for us to express our disagreement with the government," said Éliane Laberge, president of the FECQ. "But things need to be really peaceful, more than ever, because the Liberals will use the conflict for their own gains." FEUQ president Martine Desjardins said the PQ's contention that protesting students will help the Liberal cause isn't necessarily true. "Peaceful actions seem to put public opinion on our side," Desjardins said. "But if there is a truce, it will be decided upon by our associations when they start going back to school." She also views the silent majority a little differently than Premier Jean Charest. She sees them as students who support the movement against tuition hikes, but may not favour demonstrations or boycotts. But Léonie Gagné, a law student at the Université du Québec à Montréal, said it's been a battle to mobilize the people who don't support the boycotts, even if she does believe the majority of students don't.

"It became impossible because people were so jaded," she said, especially those who were forced to miss classes — as she was — because her faculty had voted to boycott. Now, disillusioned with the Liberals because she believes they let students like her down: "I think my only option is to spoil my ballot." Meanwhile, the Quebec Liberal youth wing, which planned to hold its annual convention Aug. 10-12 at the same Victoriaville hotel that was the scene of a violent riot in May, announced Thursday it has postponed the event because of the election call. Instead, the young Liberals will hold a one-day rally in Victoriaville on Aug. 11.

[5 comments](#)

THE GAZETTE : Montreal student protests: CLASSE unveils short-term plan – Friday, August 03, 2012



Photograph by: THE GAZETTE / Tijana Martin
Protesters wait near Place du Canada before marching the streets of Montreal during a mass demonstration which was organized by the student group CLASSE against Jean Charest's government . Friday, June 22,

2012 marked the 100th day of protest that began with tuition hike opposition.

By Kamila Hinkson

MONTREAL – Quebec's largest student group wants the mobilization that began this spring to continue, regardless of who comes to power in the coming election.

That was the message conveyed to media Friday afternoon during a news conference at which the Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante, or CLASSE, unveiled its plan of attack for the coming month.

At the news conference, which took place in front of de Maisonneuve College in Montreal's east end, spokespersons Gabriel Nadeau-Dubois and Camille Robert also said CLASSE won't be interfering in its member association's general assemblies, which will start Aug. 7.

The general assemblies are the forums during which students will decide whether to continue boycotting their classes.

They are being held before the school year begins, Nadeau-Dubois said, to avoid confusion once the semester starts.

Their goal for their next monthly protest, which will take place Aug. 22, is to make it "the biggest protest in an election period in Quebec history," Robert said.

CLASSE is also planning on holding a concert where various artists, activists and musicians will be invited to "encourage" the student movement.

[34 comments](#)

TVANouvelles : Campagne électorale : Léo Bureau-Blouin: la coqueluche de Jean Charest - Première publication jeudi 2 août 2012 à 22h51



Crédit photo : Agence QMI

Par Geneviève Lajoie | Agence QMI

La coqueluche de Jean Charest en début de campagne, c'est sans nul doute Léo Bureau-Blouin.

Le premier ministre instrumentalise la candidature de l'ancien leader étudiant pour le Parti québécois pour alimenter son discours sur le carré rouge. Il ne se passe pas une intervention publique depuis deux jours sans que le chef libéral ne prononce le nom du candidat péquiste de Laval-des-Rapides.

Invité à réagir au comportement de Jean Charest, Léo Bureau-Blouin s'est dit surpris jeudi de «la rapidité et de la véhémence» avec laquelle le premier ministre l'a ciblé dans ses attaques.

«Une des raisons pour lesquelles je me présente, c'est aussi pour que ce genre d'attaques cesse et qu'on puisse passer à une politique qui est plus positive», a dit l'ex-leader étudiant.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Aux étudiants de décider de leur stratégie, disent leurs représentants – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 19 h 14 HAE



Gabriel Nadeau-Dubois a insisté sur le fait qu'il appartenait aux étudiants de décider des actions à mener.

Les étudiants décideront eux-mêmes de la stratégie qu'ils mettront de l'avant au cours de la campagne électorale, ont indiqué jeudi leurs repré-

sentants, peu après que leur ancien collègue Léo-Bureau-Blouin, aujourd'hui candidat du Parti québécois, ait dit souhaiter une trêve électorale.

En marge d'une activité partisane en compagnie de la chef Pauline Marois, à Laval, le jeune candidat vedette de Laval-des-Rapides a précisé qu'il ne s'agissait pas de museler les étudiants, mais bien de ne pas donner de munitions au gouvernement sortant.

« Je pense qu'il faut trouver un moyen d'avoir un climat pacifique, et c'est la raison pour laquelle je suggère l'idée d'une trêve électorale. Il faut prendre toutes les précautions pour ne pas favoriser les libéraux. »

— Léo Bureau-Blouin

« Je n'ai pas de mot d'ordre à donner aux étudiants, je ne ferai pas la tournée pour dire aux gens quoi faire, mais [...] je pense que [la trêve] devrait faire partie des discussions », a poursuivi l'ancien représentant de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

La chef péquiste a appuyé l'idée d'une trêve. « C'est souhaitable qu'il y en ait une. Et moi, ce à quoi j'invite les étudiants et ceux qui marchent dans la rue, c'est de marcher vers leur bureau de vote le jour du scrutin pour envoyer un message clair à ce gouvernement », a-t-elle lancé. Elle avait plus tôt présenté ses [engagements](#) en matière d'éducation.

La CLASSE invite Léo Bureau-Blouin à rester à l'écart des débats

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel-Nadeau Dubois, a invité son ancien allié à ne pas dicter la marche à suivre aux étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité.

« À la CLASSE, c'est très, très important que la stratégie soit déterminée par les étudiants et les étudiantes », a-t-il déclaré en entrevue au réseau RDI.

« Ce n'est ni à moi comme porte-parole de la CLASSE et encore moins à M. Bureau-Blouin comme ex-président d'une association étudiante - maintenant candidat d'un parti politique - à venir s'ingérer dans le débat que vont avoir les étudiants et les étudiantes sur la grève ».

— Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE

Cette discussion sur la pertinence des moyens de pression à adopter et leur nature, par exemple des lignes de piquetage devant les établissements collégiaux et universitaires, s'amorcera au cours des assemblées générales dès la semaine prochaine, a-t-il précisé. M. Nadeau-Dubois a en outre rappelé que la loi spéciale, qui mettait un terme aux sessions en plus d'encadrer les manifestations, avait du même coup empêché la tenue des assemblées étudiantes.



Léo Bureau-Blouin, devant la candidate péquiste dans Vimont, Lynda Tousignant

Un calendrier modifié par la loi spéciale

En mai dernier, la loi 12 (qui était le projet de loi 78 avant son adoption) a suspendu la session, qui reprendra, dans la grande majorité des établissements, le 17 août pour se terminer au plus tard le 30 septembre. Le projet a en outre soustrait les établissements à l'obligation légale de dispenser une session de 82 jours. Ces dispositions ne touchent pas les cégeps et les universités qui avaient déjà complété leur session.

La loi interdit aussi les rassemblements entravant l'accès aux étudiants à leurs cours à l'intérieur d'un établissement d'enseignement, sur son terrain et dans un rayon de 50 mètres.



Martine Desjardins

Moins incisives que la CLASSE, les présidentes de la FECQ et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont aussi spécifié que la stratégie à adopter allait faire l'objet de discussions au cours des prochains jours.

« On laisse aux étudiants le soin de prendre la décision qu'ils jugent la meilleure quant à la poursuite de la grève, quant à la poursuite de leur session », a indiqué la présidente de la FECQ, Éliane Roberge, jointe par téléphone. Les assemblées générales se dérouleront dans les établissements scolaires dans la semaine du 13 août, a-t-elle précisé, ajoutant que le congrès de la FECQ se tiendrait le week-end précédent.

Il y aura plusieurs facteurs à considérer, dont la loi 78, un calendrier scolaire condensé, le contexte d'une campagne électorale et l'« instrumentalisation du conflit » par le Parti libéral, a souligné Mme Roberge.

La FEUQ tient un discours similaire. « On laisse ça dans les mains des étudiants. [...] On peut leur faire confiance », a déclaré la présidente de la fédération. Elle a cependant souligné le contexte différent des universités, qui ne reprendront pas les cours avant le 27 août. La FEUQ regardera également comment la CLASSE et la FECQ voteront.

« Mais c'est sûr que la proposition [d'une trêve] doit être débattue », a-t-elle admis.

Les deux représentantes étudiantes ont reconnu les écueils que posaient la poursuite des moyens de pression. « Dans le cadre des élections [...], les dérapages [possibles] sont multiples et il faut s'assurer de les éviter », a reconnu Mme Desjardins.

« Lorsqu'on voit des manifestations qui dérapent, de la violence ou encore de l'intimidation, c'est clair que ça ne sert pas la cause, puisque le lendemain, ce dont on parle, c'est la violence ou les arrestations et non plus du sujet principal du conflit », a-t-elle souligné.

« Ça ne veut pas dire cependant qu'il faut quitter la rue, au contraire. Je pense qu'on peut l'utiliser de façon intelligente, de façon sensée. »

— Martine Desjardins, présidente de la FEUQ

Le Parti libéral « a fait durer le conflit jusqu'aux élections pour justement pouvoir bâtir sa plateforme électorale sur la base de la loi et l'ordre, une situation qu'on trouve absolument aberrante », déplore de son côté la successeuse de Léo Bureau-Blouin. « On ne peut pas nier - et en ce sens-là, on ne peut pas penser que M. Léo Bureau-Blouin avait tort - que le gouvernement libéral instrumentalise le conflit étudiant à des fins électorales », dit-elle.

TVANOUVELLES : Proposition de Léo Bureau-Blouin : Trêve électorale : la CLASSE se dit « mal à l'aise » - Première publication 2 août 2012 à 19h10



Crédit photo : archives, Agence QMI

La CLASSE se dit « mal à l'aise » devant l'appel à la trêve lancé par Léo Bureau-Blouin, candidat péquiste dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides et président sortant de la FECQ.

« Nous sommes toujours mal à l'aise lorsque des gens extérieurs au processus se permettent de donner des consignes », a expliqué le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois à l'Agence QMI. La décision de reconduire la grève ou non n'appartient qu'aux étudiants qui se réuniront bientôt en assemblées générales. »

En conférence de presse jeudi matin, M. Bureau-Blouin avait laissé entendre qu'une reconduction de la grève étudiante, alors que les négociations sont au point mort pendant la campagne électorale, pourrait conforter la stratégie de campagne libérale.

Le PQ veut tenir un sommet

Présente aux côtés de son candidat, Pauline Marois a souligné qu'un gouvernement péquiste organiserait un sommet dans les 100 premiers jours sur les études supérieures pour rassembler les acteurs du monde de l'éducation autour d'une table.

Agence QMI

«Nous avons toujours réclamé des états généraux pour discuter des différentes possibilités quant au financement des universités, nous voyons donc cet engagement d'un bon œil», a fait savoir Gabriel Nadeau-Dubois. «Mais plusieurs questions demeurent, notamment celles de la composition et du fonctionnement de ce sommet, de même que celle des options qui seraient sur la table. Y aura-t-il des sujets tabous?» a questionné M. Nadeau-Dubois.

«C'est une approche intéressante, a pour sa part indiqué la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. On pense que le Québec a besoin d'un débat plus large sur la question du financement des universités. On a besoin de "fouiller" dans les universités, voir où sont les problèmes de mauvaise gestion.»

Indexation et abrogation de la loi 78

Par ailleurs, le chef péquiste a rappelé que si le PQ était porté au pouvoir, il abrogerait la loi 78 et annulerait la hausse des droits de scolarité. Mme Marois a également fait savoir que si une hausse des droits de scolarité s'avérait nécessaire au terme d'un sommet sur l'éducation supérieure, le PQ limiterait celle-ci à une indexation au coût de la vie.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins a expliqué que sa fédération «trouve intéressante la position d'abolir la loi 78, ainsi que la hausse des droits de scolarité». Elle a cependant précisé qu'elle trouve hâtif «qu'on commence à parler d'indexation avant même d'avoir vu les résultats d'un sommet».

Pour la CLASSÉ, «une indexation reste une hausse». Selon Gabriel Nadeau-Dubois, «les frais sont déjà trop haut et empêchent des milliers d'étudiants et d'étudiantes d'aller à l'université».

Le premier vote au sujet de la reconduction de la grève étudiante doit se dérouler le 7 août au cégep Marie-Victorin.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL / TVANOUVELLES : Universités : Les recteurs veulent plus de financement - Publié le: jeudi 02 août 2012, 14H55 | Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 15H02 / Première publication jeudi 2 août 2012 à 15h27



Photo Archives / Courtoisie
Luce Samoisette, présidente du Conseil de la CREPUQ et rectrice de l'Université de Sherbrooke.

Agence QMI

Les recteurs des universités québécoises affirment que leurs institutions souffrent de «sous-financement» et ils demandent aux partis politiques provinciaux de s'attaquer d'urgence à ce problème.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a donc fait parvenir jeudi un document aux principaux partis pour faire connaître sa position concernant la situation financière des établissements d'enseignement supérieur.

«Pour la seule année 2007-2008, nos universités avaient globalement 620 millions \$ de moins que la moyenne des universités canadiennes pour embaucher des professeurs et du personnel de soutien, favoriser l'encadrement et le soutien pédagogiques des étudiants, assurer le maintien des collections en bibliothèque, des équipements technologiques et des instruments de laboratoire, entre autres besoins criants», a déclaré Luce Samoisette, présidente du Conseil de la CREPUQ et rectrice de l'Université de Sherbrooke, par communiqué.

La CREPUQ affirme que «les universités québécoises sont gérées rigoureusement». Contrairement aux associations étudiantes, c'est une

«utopie» selon elle que de croire qu'une gestion plus serrée permettra de combler le manque de financement.

La CREPUQ ajoute qu'un financement accru des universités est essentiel pour la croissance du Québec.

«Le développement social et économique du Québec est tributaire de la vigueur des établissements universitaires, de la qualité de la formation que la jeunesse du Québec y reçoit, du dynamisme de la recherche qui s'y mène», a précisé monsieur Daniel Zizian, président-directeur général de la CREPUQ.

Montrer 1 commentaire (Québec)

Bordeleau

«On est né pour un p'tit pain»

Il ne faut pas oublier que le gouvernement du PLQ ne fera pas un moratoire technique et encore moins une Commission d'évaluation de la gestion des Universités.

Depuis 15 ans, on observe une baisse de la clientèle scolaire au Québec au primaire et au secondaire. Cela est aussi le cas depuis 10 ans pour les CEGEP et les universités. Mais pour pallier à la baisse de la clientèle post secondaire on se tourne maintenant vers la clientèle extérieure du Québec. Donc, dans cette course à la clientèle près de 80 millions sont dépensés chaque année en publicité à l'étranger. De plus, les institutions ont créé une panoplie de cours afin de recevoir plus d'argent du MELS. Aussi, on assiste à la création de campus délocalisés. Comme conséquence en une augmentation du nombre d'employés et de la masse salariale.

Aussi d'autres projets comme l'Ilot Voyageur un fiasco à terme de près de 500 millions et un autre projet le Centre intégré en pâtes et papiers (CIPP) sur le terrain de l'Université du Québec à Trois-Rivières se retrouve dans une situation financière précaire. A terme l'heureux Directeur général du CIPP, Patrice Mangin a fait graduer un seul étudiant depuis 5 ans. On arrive bientôt à des dépenses de près de 100 millions de nos taxes pour la coquille vide du CCIP.

L'éducation post secondaire au Québec coûte maintenant près de 5 milliards. Le budget total de l'université McGill en éducation et en recherche est de 1.4 milliards. Il faut savoir que les universités anglophones reçoivent 25% des étudiants universitaires au Québec. Il est curieux aussi de savoir que la masse salariale des universités anglophones représente près de 50% des coûts des l'ensemble des universités au

Québec. Les universités anglophones du Québec seraient-elles devenues des Mercedes?

Il est bizarre que l'université McGill soit un des généreux mécènes à même ses fonds de fonctionnement au Prix Woodrow Wilson dont un des récipiendaires est Monsieur Jean Charrest.<http://legacy.wilsoncenter.org/awards...>

Si on finançait de manière équitable les universités au Québec, il faudrait franciser les Universités Bishop, McGill et la moitié de Concordia. Ça vous donne une idée de l'ampleur du sur financement des universités anglophones du Québec. -Louis Préfontaine, auteur d'Arpatheid universitaire.

Mais en ce moment, 50% des étudiants de McGill ne viennent pas du Québec. Et nous, nous payons pour ces gens-là. L'université McGill reçoit 1,2 G\$...

[08/05/2012 10:43 PM](#)

Afficher 4 commentaires (Montréal)

requin20002000

sont gérées rigoureusement !!!!!pour se payer des voyages qui on pas vraiment rapport a l'éducation.....

[08/03/2012 08:01 AM](#)

seb_666

Ils devraient plutôt nous expliquer comment ils peuvent manquer d'argent alors que le Québec investit annuellement 29 242\$ par étudiant, ce qui est plus que l'Ontario (26 383\$) et que la moyenne canadienne (28 735\$). De plus, leur 620 millions provient simplement de la différence entre les frais de scolarité au Québec et ceux dans le ROC, multiplié par le nombre d'étudiants. En comptant de cette façon, on pourrait aussi dire que les universités du ROC sont sous-financées de plusieurs milliards par rapport à celles des USA. On pourrait aussi dire que les universités françaises ne reçoivent pas une...

[08/02/2012 04:13 PM](#)

Tammy

reste que quelles que soient ta justification des comparaisons, \$620 millions de moins, c'est \$620 millions.

si tu gagnes \$500 de moins que moi par semaine, compare et justifie ce que tu voudras, la différence est là.

[08/02/2012 06:11 PM](#)

gorille

Tiens tiens, un autre son de cloche

[08/02/2012 03:49 PM](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Trêve électorale : La CLASSE se dit «mal à l'aise» - Publié le: jeudi 02 août 2012, 14H21 | Mise à jour: jeudi 02 août 2012, 14H29

VIDÉO : Les leaders étudiants ne crient pas au miracle après les engagements de Pauline Marois d'annuler la hausse des frais de scolarité et d'abroger la loi 78. , 2 août 2012 , Agence QMI

Agence QMI

La CLASSE se dit «mal à l'aise» devant l'appel à la trêve lancé par Léo Bureau-Blouin, candidat péquiste dans la circons-

cription électorale de Laval-des-Rapides et président sortant de la FECQ.

«Nous sommes toujours mal à l'aise lorsque des gens extérieurs au processus se permettent de



donner des consignes, a expliqué le co-porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois à l'Agence QMI. La décision de reconduire la grève ou non n'appartient qu'aux étudiants qui se réuniront bientôt en assemblées générales.»

En conférence de presse jeudi matin, M. Bureau-Blouin avait laissé entendre qu'une reconduction de la grève étudiante, alors que les négociations sont au point mort pendant la campagne électorale, pourrait conforter la stratégie de campagne libérale.

Le PQ veut tenir un sommet

Présente aux côtés de son candidat, Pauline Marois a souligné qu'un gouvernement péquiste organiserait un sommet dans les 100 premiers jours sur les études supérieures pour rassembler les acteurs du monde de l'éducation autour d'une table.

«Nous avons toujours réclamé des états généraux pour discuter des différentes possibilités quant au financement des universités, nous voyons donc cet engagement d'un bon œil», a fait savoir Gabriel Nadeau-Dubois.

«Mais plusieurs questions demeurent, notamment celles de la composition et du fonctionnement de ce sommet, de même que celle des options qui seraient sur la table. Y aura-t-il des sujets tabous?» a questionné M. Nadeau-Dubois.

«C'est une approche intéressante, a pour sa part indiqué la présidente de la FECQ, Éliane Laberge. On pense que le Québec a besoin d'un débat plus large sur la question du financement des universités. On a besoin de "fouiller" dans les universités, voir où sont les problèmes de mauvaise gestion.»

Indexation et abrogation de la loi 78

Par ailleurs, le chef péquiste a rappelé que si le PQ était porté au pouvoir, il abrogerait la loi 78 et annulerait la hausse des droits de scolarité. Mme Marois a également fait savoir que si une hausse des droits de scolarité s'avérait néces-

saire au terme d'un sommet sur l'éducation supérieure, le PQ limiterait celle-ci à une indexation au coût de la vie.

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins a expliqué que sa fédération «trouve intéressante la position d'abolir la loi 78, ainsi que la hausse des droits de scolarité». Elle a cependant précisé qu'elle trouve hâtif «qu'on commence à parler d'indexation avant même d'avoir vu les résultats d'un sommet».

Pour la CLASSE, «une indexation reste une hausse». Selon Gabriel Nadeau-Dubois, «les frais sont déjà trop haut et empêchent des milliers d'étudiants et d'étudiantes d'aller à l'université». Le premier vote au sujet de la reconduction de la grève étudiante doit se dérouler le 7 août au cégep Marie-Victorin.

Afficher 6 commentaires (Québec)

juzama

Si ils veulent être décisionnels, qu'ils renoncent à leurs prêts et à leurs bourses et à leur inscription. Alors, ils seront indépendants. À ce moment, ils pourront prendre des décisions qui ne m'impliquent pas. En démocratie, tu ne peux pas de décisions pour les autres. Sinon gare?????

08/02/2012 11:12 PM

juzama

La décision n'appartient pas aux étudiants, elle appartient à ceux qui paye

08/02/2012 11:04 PM

René Cloutier

Il faut bien commencer par quelque chose. Au moins, une tribune de dialogue avec les diverses instances du milieu de l'éducation. Le financement de l'éducation ne s'improvise pas comme on a vu le PLQ le faire. On ne parle pas de la CAQ qui en fait une mise à l'encan. Pour QS, tout est simple. On taxe les riches. Un peu simpliste. Dans une société démocratique, on se parle.

08/02/2012 03:32 PM

juzama

Quant à moi, c'est simple. Si les étudiants veulent la gratuité, je suis d'accord, à condition que:

- 1- réussite scolaire, pas question de subventionner les cancre du système qui passent leur vie à supposément étudier.

- 2- redevance à la société: diplômé, tu t'installe au Québec pour 7ans. Tu désertes la population qui a payé tes études.

- 3- contourner les loges loges qui sont des cancers

08/02/2012 10:57 PM

The_Visitor

La gestion de l'éducation se fait par un des gens élu démocratiquement et non par des petits groupes de pression qui cherchent en s'en mettre dans les poches sur le dos des autres. Le PLQ à le mandat de gérer l'éducation et NON les associations étudiantes.

08/02/2012 07:59 PM

trisoan

Et si Pauline est élue et que la CLASSE l'envoie pétre ooooooooooooo

08/02/2012 03:01 PM

Afficher 3 commentaires (Montréal)

Hortons

Une rangé de coup de pied ou je pense leur ferait le plus grand bien. En tout cas, il me tentent ces grands bébés là. Pis j'espère que la Marois va mangé ces bas avec tout ce qu'elle veut leur donner juste pour avoir leurs votes.

08/03/2012 11:58 AM

dajot

y veulent quoi en plus, on leur a assez donné qu'ils paient comme les autres, moi j'ai payer pourquoi pas eux, les ti gatés

08/02/2012 04:02 PM

jean roch nelson

Pauline, ils veulent GRATOS cé tu clair

08/02/2012 03:02 PM

TVANOUVELLES : Associations étudiantes : Accueil mitigé aux engagements du PQ - Première publication jeudi 2 août 2012 à 12h58 - Mise à jour : jeudi 2 août 2012 à 18h18

TVA Nouvelles

Les **leaders étudiants** ne crient pas au miracle après les engagements de **Pauline Marois** d'annuler la hausse des frais de scolarité et d'abroger la **loi 78**.

Même si les fédérations accueillent favorablement les engagements du **Parti québécois** et la proposition d'un sommet sur les études supérieures, elles s'accordent à dire que ce ne sont pas ces propositions qui les pousseront à recommander de voter pour le PQ.

«C'est une annonce déjà faite par le passé», indique la présidente de la **FECQ, Éliane Laberge**. «Mais, c'est une approche intéressante. On pense que le Québec a besoin d'un débat plus large sur la question du financement des universités et on a besoin de "fouiller" dans les universités, voir où sont les problèmes de mauvaise gestion», poursuit-elle.

De son côté, la présidente de la **FEUQ, Martine Desjardins** explique que sa fédération «trouve intéressant la position d'abolir la Loi 78, ainsi que la hausse des droits de scolarité». Elle précise cependant qu'elle trouve hâtif «qu'on commence parler d'indexation avant même d'avoir vu les résultats d'un sommet». Elle dit également qu'il va falloir «s'assurer que le PQ respecte sa plateforme, qui est une plate-forme de gel».

La **CLASSE** considère qu'une «indexation reste une hausse». Pour le co porte-parole de l'association, **Gabriel Nadeau-Dubois**, «les frais sont déjà trop haut et empêche des milliers d'étudiants et d'étudiantes d'aller à l'université». Il confirme que la position de la **CLASSE** reste la même depuis le début de la grève à savoir que ce sont les assemblées générales qui prendront des décisions sur ce débat.

Léo Bureau-Blouin et le gel

Les associations étudiantes précisent aussi leur point de vue sur le passage en politique de leur ex-collègue, **Léo Bureau-Blouin**.

«Léo appelle à appuyer la position du gel des frais de scolarité et on espère qu'il va continuer à faire pression au sein du PQ», fait savoir Éliane Laberge de la FECQ.

Pour Gabriel Nadeau-Dubois, «M. Bureau-Blouin est très axé sur les compromis, ce qui lui a valu de bons commentaires mais aussi beaucoup de critiques dans le mouvement étudiant».

«C'est déjà mieux que ce qu'on entend au Parti libéral ou à la CAQ», dit Martine Desjardins de la FEUQ. Elle conclut cependant que «le vote des jeunes n'est clairement pas acquis et que cela va se décider le 4 septembre prochain».

LA PRESSE : Trêve électorale: la CLASSE rejette l'appel de Bureau-Blouin - Publié le jeudi 02 août 2012 à 11h11 | Mis à jour le jeudi 02 août 2012 à 20h35

Paul Journet, La Presse

(Laval) La CLASSE rejette l'appel à la trêve du candidat du Parti québécois dans Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin. La FEUQ et la FECQ restent quant à elles «neutres». Les trois associations se disent toutefois intéressées par l'idée du sommet péquiste sur l'éducation supérieure, tout en partageant certaines inquiétudes.

Léo Bureau-Blouin dit ne pas vouloir s'ingérer dans la démocratie étudiante, mais il a néanmoins exprimé un souhait: que les étudiants «envisagent une trêve électorale».

> **En vidéo: l'analyse de Josée Legault et Dennis Trudeau**

La CLASSE croit qu'il aurait dû garder le silence. Son co-porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois a été cinglant. «On a toujours un malaise quand des gens de l'extérieur du mouvement se permettent de s'ingérer dans le débat étudiant pour donner des consignes», a-t-il réagi.

M. Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), donnait une conférence de presse ce matin avec sa chef, Pauline Marois.

Alors que la rentrée approche, les étudiants décideront s'ils reconduisent la grève. Le premier vote se déroulera le 7 août au cégep Marie-Victorin. Lorsque la loi spéciale a suspendu les sessions, les membres de la CLASSE étaient encore en grève. Comme personne n'a voté pour y mettre fin, ces mandats restent en vigueur. La CLASSE continue donc de les défendre. Mais elle ne donnera pas de consigne lors des votes à venir dans chaque association membre.

Mme Marois et M. Bureau-Blouin ont laissé entendre que la reconduction de la grève durant la campagne électorale, alors qu'il n'y a pas de



négociations, pourrait aider le Parti libéral, qui veut entre autres faire du vote un référendum sur le conflit étudiant.

M. Nadeau-Dubois n'en est pas si certain. «On pourrait renverser cet argument, explique-t-il. Les citoyens pourraient aussi croire que les libéraux stimulent le désordre et que leur élection n'arrangera donc rien. C'est difficile à dire, il y a environ 40% d'indécis parmi les électeurs et la campagne commence. Rien n'est joué.»

Trêve: la FEUQ et la FECQ restent neutre

La FEUQ se dit «neutre» face à une trêve électorale. «Nous voulons laisser nos membres se prononcer en assemblée générale», a indiqué sa présidente, Martine Desjardins. Même position pour Éliane Laberge, présidente de la FECQ. Elle dit tout de même espérer que les étudiants «prennent en considération tous les éléments du contexte actuel» avant de voter, incluant le fait que les libéraux essaieraient de se faire du «capital politique» avec le conflit.

Mme Desjardins rappelle par ailleurs que les universitaires reprendront les cours après les cégepiens. Le retour en classe des universités sera à la fin août. Elle se dit toutefois «prudente», car elle craint de «donner des munitions aux libéraux». S'il y a des manifestations avec des arrestations ou de la violence, ça risque de les aider», estime-t-elle.

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault, dit depuis le début de la semaine que les étudiants doivent rentrer en classe dans l'ordre. Mais il n'accorde aucune crédibilité à l'appel à la trêve lancé par le Parti québécois.

«À moins que j'aie mal vu, j'ai vu Mme Marois dans la rue, en train d'encourager les manifestations, a-t-il raillé. Aujourd'hui, c'est le même parti qui vient dire 'arrêtez les manifestations'.»

Droits de scolarité: le PQ propose un sommet

Le PQ a rappelé sa position en matière de droits de scolarité: dans les 100 jours suivant son accession au pouvoir, le PQ annulerait la loi spéciale ainsi que la hausse des droits de scolarité. Il y aurait ensuite un sommet sur le finance-

ment des universités, qui se pencherait sur les droits de scolarité, la gestion des universités, l'aide financière, le remboursement de la dette des étudiants et le logement étudiant.

Ce sommet serait composé à parts égales de représentants des étudiants, du gouvernement et de la «société civile», notamment de représentants des syndicats et du patronat.

La hausse maximale envisagée serait l'indexation au coût de la vie. M. Bureau-Blouin assure qu'il continuera de défendre sa propre position, soit le gel des droits de scolarité. «Les convictions que j'avais, je les ai encore», a-t-il dit. Il promet de les porter, mais aussi d'être «à l'écoute», et «non dogmatique».

Sommet: la FEUQ d'accord, la CLASSE inquiète

La CLASSE est satisfaite que le PQ veuille abolir la hausse des droits de scolarité et la loi spéciale. Et elle ne s'oppose pas au sommet. «Si cela permet de discuter en profondeur (des études supérieures), c'est une très bonne idée», pense M. Nadeau-Dubois. Mais il s'inquiète de la possibilité que les droits de scolarité soient indexés. Et il s'inquiète de la composition des participants. Il voudrait que la «communauté universitaire» (étudiant, professeurs et chargés de cours, personnel de soutien) compose la moitié des membres. Il faudrait donc que ces groupes soient largement représentés dans la «société civile» dont parle Mme Marois.

La FEUQ et la FECQ accueillent aussi favorablement le principe d'un sommet. Tout en se disant vigilante, sa présidente Mme Desjardins est satisfaite qu'on ne prévoit pas seulement de parler des droits de scolarité, mais aussi de la gestion des universités, comme leurs dépenses publicitaires et les campus satellites. «Il faudra qu'on parle de faire collaborer les universités au lieu de les mettre en compétition», annonce-t-elle. Elle prévient que le sommet devra ratisser large et durer assez longtemps. «Un sommet qui dure seulement un jour, on ne pourrait pas être d'accord avec ça», lance-t-elle.

La FEUQ est toutefois préoccupée que le PQ songe à l'indexation. «Ça nous intrigue, dit Mme

Desjardins. (Ce plafond) n'a pas été voté à leur dernier congrès et n'est pas basé sur une évaluation.» «L'indexation, ce n'est évidemment pas ce qu'on propose», ajoute Mme Laberge.

En soirée à Montréal, Jean Charest a affirmé que Pauline Marois «goûte à sa propre médecine», celle de «l'intransigeance», puisque «même ceux qu'elle a appuyés refusent ses solutions».

«Qu'est ce qui se cache derrière sa politique? a-t-il demandé. Si elle dit qu'elle annule notre politique, l'argent viendra de quel endroit? Qui va payer la facture? La classe moyenne? Oui, Pauline Marois croit beaucoup à la classe moyenne, elle pense que c'est une machine bancaire qui doit payer et payer.»

Où va l'argent? demande Marois

Mme Marois a rappelé que Québec investit annuellement 29 242\$ par étudiant. C'est plus que l'Ontario (26 383\$) et que la moyenne canadienne (28 735\$). «Où va cet argent?», se demande-t-elle. Elle calcule que les universités ont dépensé 1 million de dollars en «parachutes dorés» depuis deux ans et 56 millions pour leurs campus satellites, par lesquels elles se concurrencent.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) estime que c'est justement parce qu'elle peut difficilement réduire davantage ses dépenses que son financement doit être augmenté.

Le 5 mai dernier, les leaders étudiants et le gouvernement avaient conclu une [entente de principe](#). On y prévoyait que si les universités dégageaient des économies de gestion, elles seraient utilisées pour réduire les frais afférents. Mais avant que les associations ne soumettent l'entente au vote, M. Charest [s'était montré sceptique](#) quant à la possibilité de réaliser de telles économies. «J'ai lu l'entente de principe, les économies ne sont pas automatiques... On espère que le comité pourra identifier des économies, mais ce n'est pas automatique», avait-il déclaré.

-- Avec Martin Croteau et Tommy Chouinard

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Les associations étudiantes ont le droit de s'exprimer pendant la campagne – Mise à jour le jeudi 2 août 2012 à 8 h 54 HAE



Les représentantes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge.

Les associations étudiantes peuvent s'exprimer pendant la campagne électorale, tant qu'elles respectent les règles électorales, confirme le Bureau du directeur général des élections (DGE). Mercredi, peu avant le déclenchement officiel de la campagne électorale, les représentantes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, et de la Fédération

étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, ont annoncé [le lancement d'une campagne](#) baptisée «Faire la différence». Cette campagne est destinée à stimuler le taux de participation électorale chez les jeunes, et à remettre à l'avant-scène les enjeux du conflit étudiant.

Les associations étudiantes se feront un devoir, a déclaré Martine Desjardins mercredi, d'être «apartisans», mais pas «apolitiques».

Le Bureau du directeur général des élections a rencontré la FEUQ et la FECQ, souligne le porte-parole du DGE, Denis Dion, pour leur expliquer quelles étaient les règles électorales, notamment celles sur les dépenses électorales. «On pense qu'on a été très bien compris», dit-il.

Il insiste toutefois sur le fait que les étudiants ne sont pas obligés de «se tenir tranquilles» pendant la campagne électorale.

«Les gens peuvent s'exprimer, il y a des débats d'idées lors d'une période électorale. Il y a évidemment les politiciens, les partis, les candidats, mais il y a bien des gens qui peuvent s'exprimer, du moment que les règles de la loi électorale, qui

favorise une équité entre les candidats et les partis, sont respectées.»

— Denis Dion, porte-parole du Directeur général des élections

Par ailleurs, l'utilisation que font les fédérations étudiantes des réseaux sociaux pour diffuser leurs messages n'est pas problématique, explique M. Dion. Puisque les médias sociaux ne comportent pas de coût, il n'est pas question de contrevenir à la règle sur les dépenses électorales. «Il y a deux ingrédients pour qu'il ait une dépense électorale: il faut que ce soit partisan - que ça favorise ou défavorise directement ou indirectement un parti - et il faut que ça coûte quelque chose, qu'il y ait un coût. S'il n'y a pas de dépense, il n'y a pas de dépense électorale.

Le Bureau du DGE observe la situation, fait valoir M. Dion, et il verra s'il y a éventuellement lieu d'intervenir par rapport aux agissements des associations.

[Les commentaires \(97\)](#)

LE DEVOIR: Apartisans, mais pas apolitiques, promettent les étudiants – Jeudi 02 août 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Éliane Laberge, de la FECQ, et Martine Desjardins, de la FEUQ, rencontraient les médias hier pour faire le point sur les activités étudiantes en vue des élections.

Amélie Daoust-Boisvert

Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire promettent de tout mettre en œuvre, dans les limites de la Loi électorale, pour stimuler la ferveur électorale des 18-34 ans, rappeler le bilan « désastreux » des libéraux et faire valoir les revendications des jeunes.

« Nous serons apolitiques, mais pas apartisans », a lancé en conférence de presse hier matin la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, un carré rouge en tricot à la boutonnière.

Les étudiants poursuivent l'objectif avoué de faire mordre la poussière aux libéraux de Jean Charest, qui ont d'ailleurs donné le ton hier en faisant de la question étudiante un élément central de ce début de campagne. « On n'encourage pas les gens à voter libéral. Il faudra penser à changer de gouvernement », affirme Mme Desjardins.

Sa collègue de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Éliane Laberge, croit qu'« on a rarement connu un gouvernement aussi fermé d'esprit, irresponsable et méprisant de sa jeunesse. C'était pourtant grotesque [selon Jean Charest] de déclencher des élections sur le dos de la crise étudiante. »

La Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante, la CLASSE, n'était pas à leurs côtés hier. Pour son porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois, « résoudre le conflit par la voie électorale est irresponsable, mais maintenant, si c'est le pari que le PLQ veut faire, on va être partout au Québec pour faire valoir nos idées ». La CLASSE poursuivra essentiellement sa tournée des régions amorcée en juillet.

La FECQ et la FEUQ veulent faire passer le taux de participation des 18-34 ans de 45 à 65 %. « Quand les jeunes ne votent pas, le gouvernement ne nous écoute pas », juge Éliane Laberge. Les étudiants comptent aussi visiter 25 circonscriptions où la lutte s'annonce serrée. Porte-à-porte, événements « non partisans » comme des barbecues et appels téléphoniques sont au programme. Sans compter une forte présence dans les réseaux sociaux.

Non au Parti libéral, donc, disent les fédérations étudiantes. Pour la CAQ, « c'est encore pire », dit Mme Desjardins. « On va s'assurer d'élire un gouvernement qui va écouter la voix des jeunes », dit-elle. Même si elle lance des salves contre le PLQ et la CAQ, pas question toutefois d'appuyer officiellement le Parti québécois ou Québec solidaire. Mmes Laberge et Desjardins promettent « d'informer » les électeurs, qui pourront ensuite « faire leur choix ».

C'est le 13 août que le retour en classe s'amorce dans les cégeps soumis à la loi 78. Dès la semaine prochaine, de nombreuses associations étudiantes se réuniront en assemblée générale

pour statuer sur la poursuite de la grève générale illimitée.

Loi électorale : ce qui est permis, ce qui est interdit

Les étudiants peuvent-ils s'inviter ainsi dans une campagne électorale ? Le Directeur général des élections (DGE) avertit qu'ils doivent respecter deux règles de base. Un : les messages partisans, en faveur ou défaveur d'un parti, doivent se faire à coût nul. Deux : les dépenses, elles, se doivent d'être non partisans. Le site Web incitant les jeunes à voter, par exemple, semble correspondre à cette dernière exigence. Mais quand Martine Desjardins affirme qu'il ne faut pas reconduire les libéraux au pouvoir, c'est « gratuit » et donc légal. Idem pour le porte-à-porte effectué par des militants bénévoles. Pour ce qui est des médias sociaux, encore là, on peut y véhiculer des messages partisans, pourvu que ce soit bénévolement.

Une personne qui engage des dépenses électorales sans autorisation s'expose à une amende de 5000 à 20 000 \$. Pour une organisation, c'est de 10 000 à 50 000 \$.

Guerre de chiffres au sujet de l'impact de la hausse des droits

Il semble acquis, à entendre la teneur de ses propos hier, que le premier ministre Jean Charest compte miser sur sa gestion du conflit étudiant pour tenter de séduire de nouveaux Québécois. Mais au-delà des guerres de mots entre les différents partis autour de cet enjeu des droits de scolarité, qu'est-ce que cela représente pour les finances publiques ?

Selon les modalités prévues à l'heure actuelle par les libéraux, les droits doivent être haussés de quelque 75 % sur une période de sept ans, ce qui équivaut à un bond de 1625 \$. Pour le gouvernement, il s'agit d'un compromis puisque l'augmentation prévue devait au départ s'étaler sur cinq ans.

En tenant compte des mesures prévues pour atténuer l'effet de cette hausse, le gouvernement espère tirer, lorsque les frais auront crû de 1625 \$ par année, un total de 265 millions de dollars. Si on évalue que le budget des dépenses du gouvernement du Québec dépassera les 80 milliards de dollars en 2019 — en se basant sur une croissance des dépenses de l'ordre de 3,2 % —, cette somme de 265 millions équivaudra à 0,33 % du budget du Québec en 2019.

Le premier ministre Charest a plusieurs fois défendu sa hausse en soulignant que le Québec a les droits de scolarité les plus bas en Amérique du Nord. Mais la province se situe tout de même au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE. Plusieurs de ces États ont opté pour la gratuité scolaire.

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques a déjà calculé que la gratuité coûterait, cette année, environ 750 millions de dollars. Ce montant équivaut à ce que Québec touche en percevant les droits de scolarité. Puisque le budget du gouvernement du Québec pour cette année avoisine les 70 milliards, cette somme représenterait 1 % du budget. Mais le groupe estime aussi que la facture pourrait être réduite en éliminant le crédit d'impôt pour les droits de scolarité.

Par ailleurs, les résultats d'un sondage Léger Marketing réalisé pour l'Agence QMI rendu public hier indiquent que seulement 14 % des Québécois estiment que cette question est prioritaire.

Alexandre Shields

Vos réactions

Guillaume L'altermontréaliste Blouin-Beaudoin - Inscrit, 2 août 2012 01 h 30
intervenants particuliers

malgré que nous soyons supposés jouir de liberté d'expression et d'association, le DGEQ s'acharne plus sur la CLASSE, la FECQ/FEUQ, libéraux.net que sur la CAQ lorsqu'elle était OSBL, crée pour sciemment contourner les règles légitimes sur le financement de candidatures politiques.

Vous pouvez vous inscrire comme intervenant particulier sur

<http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provinci> . Sinon, vous pouvez prendre et contester l'amende pour faire changer la loi sur la base de la liberté d'expression et d'association.

Guillaume Blouin-Beaudoin

Franklin Bernard - Inscrit, 2 août 2012 08 h 59

Votez, les jeunes!

C'est bien, c'est courageux de manifester au risque de se faire casser la gueule par les sbires à Charest, Dutil et Tremblay, mais ce n'est pas tout. Votez, et chassez ces malfaisants qui ruinent votre présent, votre avenir et l'avenir de vos descendants.

André Michaud - Inscrit, 2 août 2012 11 h 11

Jouer avec les mots

Il est évident que les associations veulent favoriser le PQ car ils sont contre la CAQ et Québec Solidaire n'a aucune chance de prendre le pouvoir, peut-être même qu'il n'aura aucun député..

Michaël Lessard - Abonné, 2 août 2012 14 h 17

Sur les coûts de l'accès gratuit aux études supérieures

Quand on pense à l'accès gratuit aux études supérieures, il faut aussi compter...

* réduction de la bureaucratie du programme de prêts et bourses et réduction des prestations. Avec la gratuité, seulement certaines personnes auront besoin de prêts/bourses (par ex.: celles provenant de régions éloignées des universités).

* les intérêts que beaucoup de gens paient sur leurs dettes d'études sont déductibles d'impôt. Donc, le Québec perd d'importantes sommes en impôt au profit des intérêts gagnés par les banques. Je n'ai malheureusement pas les chiffres, mais le nombre de personnes au Québec ayant une dette d'étude me semble énorme et ce sont là des impôts perdus.

Et j'en passe...

En terme d'argent, il y a des économies à faire en retirant les frais d'accès aux études. Sans compter les bénéficiaires pour le Québec d'avoir de jeunes travailleur.euses et familles ne débutant pas la vie avec une grosse dette d'étude.

Évidemment, dans un système d'accès gratuit, il y a quand même plusieurs limites imposées à l'accès: préalable scolaire, performance, etc. La logique selon laquelle on limite le nombre de personnes aux études par l'imposition d'un frais est en soi inacceptable comme principe.

Personnellement, je trouve que les critères universitaires sont trop détendus ou généreux. J'ai deux maîtrises, donc 10 années d'étude universitaire dans deux programmes, et je trouve que les diplômés ne prouvent pas que la personne sera éthique, rigoureuse ou même compétente. Il manque de rigueur dans certains programmes je trouve et ça réduit la crédibilité des diplômés.

Michaël Lessard - Abonné, 2 août 2012 14 h 26

Ils disent que seulement « 30 % étaient en grève » ...

On entend sans cesse que 70 % des étudiant.es sont restés en classe et que seulement 30 % étaient en grève. Cette affirmation me semble malhonnête ou manipulatrice...

M'enfin, est-ce que les personnes qui n'étaient pas en grève sont pour autant en faveur de la hausse ou même favorable au gouvernement Charest?

J'espère que plus de 70 % des étudiant.es vont aller voter et que ce vote massif fera mal à l'ancienne classe politique ...

THEGAZETTE : Quebec election day, university tuition increase coincide : New fees won't wait for results; Offsetting loans not available: students – Thursday, August 02, 2012



Photograph by: Vincenzo D'Alto /THE GAZETTE)

An opponent of higher university tuition sits on the ground after his arrest Wednesday night during a protest in Montreal.

By KAREN SEIDMAN, Gazette Universities Reporter August 2, 2012
MONTREAL - Quebec's political bureaucracy may be put on hold as the province embarks on an election campaign, but one thing that hasn't been delayed is the first tuition increase of \$254 - universities have been instructed to proceed with the extra fees and not wait for the election results.

In fact, the first increase and the election seem to be on a collision course for Sept. 4, which is the day most universities begin classes and the day of the election.

"All universities were instructed by (the Education Department) that we are expected to charge the extra \$254," said Chris Mota, director of media relations for Concordia University. "Our marching orders are very clear and that's what we're doing."

A spokesperson for the Université de Montréal confirmed that students' first bills are being prepared and they will include the additional fees. "It must be applied," said Mathieu Filion. "We can't wait for the election results."

Rose-Aline LeBlanc, a media counsellor for the Université du Québec à Montréal, said UQAM had also "received a directive that the increase must be applied for fall 2012."

But student leaders are surprised the government isn't waiting to see the outcome of the election.

"I am surprised because they should be waiting to see who forms the next government," said Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec.

And what's worse, she said, is that the tuition hike is being implemented but increases to the loans and bursaries system don't seem to be in effect yet.

"There has been no adjustment yet to the loans and bursaries that we can see," said Desjardins. "Students are saying they're getting less than last year."

During the course of the tuition dispute, the Liberals had promised to boost the loans and bursaries system by about \$39 million to compensate for the increased fees.

If timing is everything in life, the timing of this highly contentious tuition hike is awkward to say the least. Students will possibly even get their bills for first semester after the election results are known, so if the Liberals don't get re-elected will it mean another government will be scrambling to change the statements at the last minute?

Kimberly Labar, a press aide to Education Minister Michelle Courchesne, said the government has always intended to apply the increase this September and the election doesn't change that. She did say the increase is supposed to be accompanied by improvements to the loans and bursaries program, and couldn't explain why students are saying the changes don't seem to have been made yet, although it is supposed to be "progressive." But an angry Desjardins said the Liberals will have to explain what they've done.

"We are going to be asking the Liberals to address this," she said.

THE OTTAWA CITIZEN / THE GAZETTE : CLASSE leader Gabriel Nadeau-Dubois avoids election talk during UQO appearance / CLASSE urges audience in Outaouais to vote - Thursday, August 02, 2012



Photograph by: Dario Ayala Montreal Gazette

CLASSE leader Gabriel Nadeau-Dubois addresses the media as he holds a copy of Bill 78 during a press conference by CLASSE to announce the association's course of action against Bill 78 at the Emilie Gamelin park in Montreal Monday, May 21, 2012.

By KAREN CHEN, Ottawa Citizen August 2, 2012
GATINEAU — Red squares peppered the cafeteria of the Université de Québec en Outaouais Thursday night as the school received a visit from one of the leaders of the Quebec student protests. Nearly 300 students, professors and interested community members packed UQO's cafeteria at 7 p.m., chanting as Gabriel Nadeau-Dubois, spokesperson for CLASSE (Coalition large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante), urged the audience to continue their push against tuition hikes and for a more "democratic" future in Quebec.

The scheduled beginning of the fall semester at UQO coincides with the provincial election called

Wednesday for Sept 4., and the election informed the entire evening as Nadeau-Dubois addressed what he called "the farthest away, but most mobilized" crowd of his ongoing tour of the province.

CLASSE has refused to endorse any party in the election, instead pushing its supporters to vote independently and exercise their choice.

"CLASSE has always been a non-partisan movement, even if Jean Charest and the Liberal Party have come to somewhat be characterized with what we oppose," Nadeau-Dubois said, refusing to comment on the overall partisan sentiment within the organization.

But some in the crowd were not satisfied with that position.

During the question and answer period that followed Nadeau-Dubois's remarks, one student asked, "What is the point of continuing to march in the streets if you refuse say what position to vote for?"

Though Nadeau-Dubois made efforts to steer the conversation away from the specifics of the election, they were resurrected by question after question, punctuated with cheers and support for almost every position voiced.

Nadeau-Dubois, however, refused to be drawn into partisan statements. "CLASSE is an association that passionately supports independence," he said.

Liberal premier Charest seems likely to make his efforts to raise postsecondary tuition rates a central part of his re-election campaign, and to continue speaking out against the months-long student protests.

The separatist Parti Québécois has voiced support for the protests, and former student leader

Léo Bureau-Blouin is running for the PQ in the Laval-des-Rapides riding. But a recent demand by Bureau-Blouin that CLASSE and the other major student protest groups submit to an "electoral truce" was flatly rejected by CLASSE. The student organization has no intention of stopping strikes or protests during the election campaign, Nadeau-Dubois confirmed again Thursday night. Nadeau-Dubois's initial speech extended beyond tuition hikes, speaking to broader issues of feminism, environmentalism, social justice, democracy and a battle against what he said the tuition hikes symbolize.

"The tuition raise is the key to the engine of Charest's culture-change revolution in Quebec," he said. The system before Charest's recent budget was far from perfect, he said, but was less bad than Anglo-Saxon models of government and institution seen in other provinces and the United States.

"If we're fleeing the Anglo-Saxon model, then are we separatist?" asked an audience member. No, Nadeau-Dubois answered: CLASSE has never taken a position on Quebec separatism and does not want to open that conversation.

"I know there's the context of the provincial election, but this is really about solidarity and the student strikes," Nadeau-Dubois said, reminding attendees of their struggle against Bill 78, the emergency law passed by the Charest government in May that attempted to curtail the protests.

Nadeau-Dubois celebrated the "small victory" of being able to speak at UQO even after the administration had at first opposed the event. UQO did not want to host the event due to security



reasons, but the university's union of professors was able to secure the space for the event.

A UQO spokesperson told the Citizen the university still does not know what to expect for fall

semester, after student strikes forced the cancellation of classes during the last academic year.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS : Les fédérations étudiantes lancent un appel au vote des jeunes – Mise à jour le mercredi 1 août 2012 à 19 h 35 HAE



Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, et Éliane Laberge, présidente de la FECQ. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) lancent une campagne pour inciter les jeunes à exercer massivement leur droit de vote et maximiser leur influence sur l'issue de [l'élection générale qui se tiendra le 4 septembre](#).

En conférence de presse mercredi, la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a annoncé le lancement d'une campagne baptisée « Faire la différence ».

À part stimuler le taux de participation électoral chez les jeunes, la campagne de la FEUQ et de la FECQ tentera de remettre à l'avant-scène les enjeux de la crise étudiante durant la campagne électorale.

Selon Martine Desjardins, le but de cette campagne étudiante, qui sera essentiellement propulsée par Internet et les médias sociaux, est

aussi de « rappeler le bilan désastreux des libéraux et de s'assurer d'avoir un gouvernement qui va écouter la voix des jeunes ».

« Notre objectif concret dans cette campagne sera de faire augmenter la participation des jeunes aux élections. Pourquoi? Parce que lors des élections de 2008, 45 % des 18 à 34 ans se sont rendus aux urnes. Moins d'un jeune sur deux est allé voter. Un taux très bas, surtout quand on pense que les jeunes représentent 12 % de l'électorat au Québec. »

— Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec

Pour mener leur campagne, la FEUQ et la FECQ misent sur un site Internet baptisé [Votons.ca](#), où l'on demandera aux jeunes non seulement d'exercer leur droit de vote, mais aussi de s'inscrire comme bénévole dans leur circonscription afin d'y mener des actions pendant la campagne. Les fédérations étudiantes entendent adopter vendredi une plateforme de campagne et amorcer une tournée dans la province qui s'étend jusqu'au scrutin.

Des dépenses surveillées de près par le DGE

Dans le cadre des actions de leur campagne, les fédérations étudiantes devront dorénavant redoubler de prudence. Le Directeur général des élections entend scruter à la loupe leurs dépenses.

Selon la loi, durant une campagne électorale, aucun groupe de pression ne peut effectuer des

dépenses dans le but de « favoriser ou défavoriser, directement ou indirectement, l'élection d'un candidat ou d'un parti. »

Sur leur site Internet ou leurs affiches, les fédérations étudiantes ne peuvent donc désormais se prononcer en faveur ou contre aucun parti.

« On est tout à fait conscients qu'on est à risque, parce que la ligne est assez mince », reconnaît Martine Desjardins.

Les associations étudiantes qui enfreignent la loi risquent de fortes amendes, allant de 10 000 à 50 000 \$.

Les représentants promettent néanmoins qu'ils ne resteront pas silencieux et qu'ils feront campagne sur les enjeux.

Et s'ils doivent surveiller leurs actions tout au long de la période électorale, la loi leur permet de s'exprimer librement lorsqu'ils accordent des entrevues, cela n'étant pas considéré comme une dépense.

En complément



• [video - Élections : l'implication des étudiants](#)

[Les commentaires \(131\)](#)

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Élections 2012 : Les étudiants ne veulent pas faire réélire Charest - Publié le: mercredi 01 août 2012, 17H24 | Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 18H19



Les porte-parole de la CLASSE: Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau DuBois.

Charles Lecavalier / Agence QMI

Pour éviter d'amener de l'eau au moulin de Jean Charest, l'association la plus radicale du mouvement étudiant, la CLASSE, pourrait suspendre sa grève durant la période électorale.

Le scénario d'une suspension de la grève jusqu'au jour du scrutin est présentement étudié par l'exécutif national de la CLASSE. L'information, qui circulait sur les médias sociaux, a été confirmée à l'Agence QMI par l'attaché de presse de l'organisation. « On étudie ce scénario, c'est vrai », a confié une source.

Deux impératifs motiveraient cette décision. Premièrement, même si, techniquement, le premier ministre et ses ministres détiennent toujours les rênes du pouvoir, ils ne peuvent plus négocier avec les associations étudiantes.

D'ailleurs, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, ne se représente pas. Pour certains, il n'y aurait donc plus nécessité de maintenir un

rapport de force en poursuivant la grève puisque toute négociation est impossible.

Ensuite, certains craignent de tout simplement perdre leur vote de reconduction de grève dans un contexte électoral. Pour les étudiants, la réélection du gouvernement libéral serait une défaite totale. Plusieurs croient que toute forme de grabuge favoriserait la réélection de Jean Charest, et opteraient ainsi pour un retour en classe.

Autres scénarios

Deux autres scénarios sont aussi évoqués durant la période électorale. La reconduction pure et simple de la grève ou une troisième voie faisant office de compromis : une reconduction de la grève avec certaines contraintes, comme le respect de la loi spéciale. Il s'agirait ici de suspendre la politique de désobéissance civile.

« Il y a toutefois un malaise de la part de l'exécutif national de donner un mot d'ordre et nous n'allons rien imposer à personne », a ajouté Ludvic Moquin-Beaudry, attaché de presse de la CLASSE.

La CLASSE fonctionnant avec un modèle de démocratie directe, ce sont les étudiants du Cégep Marie-Victorin et ceux de l'AFESH (Association facultaire des étudiants en sciences humaines) qui parleront les premiers. À l'AFESH (4500 membres), la question posée à l'assemblée ne portera pas sur la grève étudiante, mais sur les moyens utilisés pour sa mise en application.

La question du piquetage est très importante puisque la rentrée dans les cégeps aura lieu à la mi-août et pour l'université, à la toute fin du mois. Toute scène de blocage ou de violence pourrait avoir un impact significatif sur le scrutin, prévu pour le 4 septembre.

Afficher 2 commentaires (Québec)

Georges Allaire

Merci à la CLASSE de nous rappeler la raison de voter pour Jean Charest. Je ne suis pas convaincu de la faire, mais leur incitation pousse fort... :-)

[08/01/2012 06:54 PM](#)

Youstami Taidois

C'est pas vraiment une nouvelle.

Tous les gens moindrement informés savent que les étudiants ne veulent pas faire réélire Charest (mettre les libéraux au pouvoir).

[08/01/2012 06:54 PM](#)

Afficher 1-56 de 61 commentaires (Montréal)

LE DEVOIR : L'éducation, une priorité pour Legault – Mercredi 1^{er} août 2012, 16h54



Jessica Nadeau

Québec – C'est un discours fortement inspiré par l'éducation et l'économie qu'a livré le chef de la Coalition Avenir Québec pour le lancement officiel de la campagne électorale.

Jean Charest venait à peine de terminer l'annonce des élections que François Legault sortait de son autobus de campagne d'un air résolu, applaudi par une douzaine de candidats qui se sont joints à lui pour enfin lancer la campagne de façon officielle.

Réunis sur la place d'Youville à Québec, sous un soleil de plomb, le chef et ses candidats se sont livrés à une séance de poignées de main auprès de badauds qui lézardaient au soleil. Il se l'est joué «cool» avec de jeunes skateurs qui n'avaient pas l'air impressionnés et qui attendaient son départ pour reprendre possession de leur terrain de jeu.

«Le Québec a rendez-vous avec l'histoire», a-t-il affirmé d'emblée. «Les Québécois ont l'occasion de mettre fin à la domination de deux vieux partis qui ont mené le Québec à l'impasse. Et pendant que les fédéralistes et les souverainistes continuent de se quereller, il y a des problèmes graves qui ne se règlent pas. On a un décrochage qui est inacceptable et au point de vue économique, la réalité c'est que depuis neuf ans, le Québec est passé du quatrième rang des provinces canadiennes au neuvième et une dette qui continue d'augmenter.»

Selon lui, l'éducation est la priorité, suivies par l'économie et la santé. «Je viens d'un milieu modeste, je suis quelqu'un qui a profité du réseau public d'éducation. C'est grâce à l'éducation que j'ai pu être capable d'aller au bout de mes rêves entre autres en créant avec des associés Air Transat. Moi, ce que je souhaite, c'est que tous les jeunes du Québec puissent être capable d'aller au bout de leur potentiel et actuellement

je ne peux pas accepter qu'il y ait 20 % des jeunes qui décrochent avant d'avoir fini leur secondaire 5, je ne peux pas accepter qu'on ne soit pas capable de créer des emplois de qualité au Québec, je ne peux pas accepter qu'il y ait 20 % de nos sièges sociaux qui aient quitté le Québec parce qu'il y a un risque réel qu'on ne soit pas capable de garder nos jeunes les plus brillants.»

Il a déjà annoncé ses couleurs sur le conflit étudiant qui sévit toujours, mais aujourd'hui, il s'est permis de lancer un message directement aux étudiants : «Impliquez-vous dans la campagne électorale, allez voter, mais s.v.p., le 15 août, retournez aux études.»

François Legault, qui se définit comme chef du seul vrai parti du changement au Québec, promet de réorganiser les services publics comme les agences de santé et les commissions scolaires, d'alléger le fardeau fiscal et de mettre de l'ordre dans le paysage politique québécois, malmené par les allégations de corruption, le lobbyisme et le financement des partis. «Je pense qu'au Québec, on a besoin d'un gestionnaire pour faire le ménage dans la corruption, la bureaucratie, dans le gaspillage. C'est une première étape qui est nécessaire. Tant qu'on n'aura pas fait ce ménage, c'est difficile de passer à une autre étape et de relancer le Québec, parce qu'actuellement il y a du cynisme incroyable envers la classe politique.»



Photo : La Presse canadienne (photo) Paul Chiasson

François Legault est sorti de son autobus de campagne d'un air résolu, applaudi par une douzaine de candidats qui se sont joints à lui pour enfin lancer la campagne de façon officielle.

Vos réactions

François Ricard – Abonné, 1 août 2012 18 h 51
Quelle drôle de priorité

Une augmentation de 200\$ plutôt que de 254\$. M. Legault a été formé à la même école que M^{me} Charest et travaille pour le même patron. M. Desmarais.

Guthreau Michel – Abonné, 1 août 2012 22 h 28
Le sien c'est Charles Sirois non ? Ils doivent-êtré invités tous les deux à Sagard!!

Gilles Thériège – Abonné, 1 août 2012 22 h 39
L'éducation, une priorité pour Legault
C'est étrange. Il dit que c'est l'éducation sa priorité. Et sa principale mesure c'est une augmentation de salaire des enseignants doublé d'un système indéfini de reddition de compte, avec congédiement à la clé... Quelle est au juste sa priorité.

Et puis fait-il la différence entre éducation et enseignement, ou bien est-ce que dans son esprit les deux sont la même chose ?

TVANouvelles : Québec 2012 : La CLASSÉ neutre, mais... - Première publication mercredi 1 août 2012 à 16h26 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 17h35



Crédit photo : Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSÉ

TVA Nouvelles

La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSÉ) a décidé d'adopter la neutralité pour le début de la campagne électorale.

Cette décision pourrait toutefois être de courte durée puisque la CLASSÉ affirme qu'elle consultera ses membres en congrès, le 10 août, pour établir une position claire à ce sujet.

D'ici là, la CLASSÉ s'abstiendra de donner une ligne directrice à ses membres, mais lance quand même un appel à la reconduction des votes de grève. La Coalition appelle aussi la population à participer à la manifestation nocturne de ce soir. Il y a quelques jours, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) avait lancé un appel

au calme aux associations étudiantes, craignant que des coups d'éclat pendant la campagne électorale favorisent le Parti libéral dans les intentions de vote.

Cet avant-midi, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont annoncé [qu'elles comptaient participer activement à la campagne](#) lancée aujourd'hui en incitant les jeunes à voter le 4 septembre prochain. Les deux fédérations ont toutefois affirmé qu'elles n'allaient pas inciter qui que ce soit à voter pour un parti en particulier.

LE DEVOIR : Charest place la crise étudiante au coeur de la campagne électorale – Mercredi 1^{er} août 2012, 15h19



Photo : La Presse canadienne (photo) Paul Chiasson

Après avoir rencontré le lieutenant-gouverneur pour dissoudre l'Assemblée nationale et officialiser le déclenchement de la campagne, Jean

Charest s'est dirigé vers une zone sécurisée à l'extérieur de l'aéroport de Québec.

La Presse canadienne

Le chef libéral Jean Charest a placé la crise étudiante du printemps dernier au coeur de la campagne électorale au terme de laquelle il souhaite obtenir un quatrième mandat pour gouverner le Québec.

Après avoir rencontré le lieutenant-gouverneur Pierre Duchesne pour dissoudre l'Assemblée nationale et officialiser le déclenchement de la campagne, M. Charest a pris la parole dans une zone sécurisée à l'extérieur de l'aéroport de Québec.

[Alors que les leaders étudiants ont affirmé aujourd'hui leur intention de lutter contre la réélection des libéraux](#), M. Charest a donné le coup d'envoi au marathon électoral sans être perturbé par des manifestants. Tout au plus un éclat de

voix et une note de trompette, provenant de l'autre côté de l'édifice, auront brièvement mis les responsables de la sécurité sur les dents.

Sur une estrade érigée sur le tarmac, flanqué par la majorité de ses ministres ainsi que des candidats libéraux de la grande région de Québec, M. Charest a déclaré que l'élection permettra à la «majorité silencieuse» de s'exprimer sur la hausse des frais de scolarité, qui a plongé le Québec dans une crise sociale au printemps. «La rue a fait beaucoup de bruit, a-t-il dit. C'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question.»

Comme il l'a fait précédemment, M. Charest s'est appliqué à associer son adversaire péquiste aux perturbations, en rappelant que Pauline Marois et ses députés ont arboré le carré rouge, symbole de la lutte étudiante.

Selon le chef libéral, l'enjeu de la prochaine élection est fondamental, puisque les électeurs devront choisir entre la prospérité offerte par son équipe où le chaos inévitable avec les péquistes. Avant de vanter le Plan Nord, son projet de développement économique du nord québécois, M. Charest a insisté sur les risques de ralentissement économique qui pointent à l'horizon. « Ces constats sont inquiétants et laissent présager des secousses qui ne manqueront pas de nous toucher si nous ne sommes pas tous au travail, a-t-il dit. Ici encore le choix est simple entre la stabilité et l'instabilité. » Plus tôt, avant un conseil des ministres où le déclenchement électoral a été décidé, la ministre des Relations internationales Monique Gagnon-Tremblay a déclaré que les libéraux devront « travailler très fort » pour obtenir un quatrième mandat, après plus de neuf ans au pouvoir. « Il faut dire qu'après neuf ans, après avoir passé neuf ans, c'est un gros défi à relever », a-t-elle laissé tomber, avant d'ajouter que « M. Charest est en pleine forme ».

Mme Gagnon-Tremblay a rejeté la notion d'usure du pouvoir, bien que généralement, aux cours des dernières décennies au Québec, les gouvernements ont changé après environ deux mandats de quatre ans. « Ce n'est pas une question d'usure, c'est une question de programme, de ce qu'on a à offrir à la population », a-t-elle argué, en vantant le bilan des libéraux sur le front de l'économie, pour démontrer que le passé est garant de l'avenir. **St-Pierre insiste sur l'économie** La ministre de la Culture Christine St-Pierre a affirmé que les électeurs devront se prononcer sur les visions des libéraux et des péquistes concernant les différents enjeux. Mme St-Pierre a insisté sur le discours économique de son chef et elle a défendu les publicités négatives des libéraux à propos de la chef péquiste. « Ça va être un message, dans la campagne électorale, des visions qui sont celle du premier

ministre Charest, c'est-à-dire le développement économique du Québec et l'autre vision, qui est celle de Mme Marois et ses faucons, c'est-à-dire de faire en sorte que le Québec se déchire », a-t-elle dit. Le ministre des Finances Raymond Bachand a reconnu que l'attention des électeurs sera peut-être moins grande au début de la campagne, alors que plusieurs sont en vacances. M. Bachand s'est montré sûr que cela n'aura pas d'impact négatif sur le taux de participation à l'élection, qui avait atteint un creux historique lors du dernier scrutin de 2008. « Tout le monde est revenu à partir du 15-17 août, parce que c'est les rentrées scolaires partout, tout le monde est là, a-t-il dit. Et comme il n'y a pas beaucoup d'autres choses dans l'actualité, au contraire, les gens vont peut-être y porter plus d'attention. » Par Jocelyne Richer **Vos réactions (23)**

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Charest | Élections : Le carré rouge en jeu : Le PLQ veut en finir avec la question des droits de scolarité - Publié le: mercredi 01 août 2012, 14H23 | Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 14H54

Vidéo : Le sort en est jeté : Jean Charest a déclenché des élections générales, mercredi, à Québec. Les Québécois sont appelés aux urnes le 4 septembre. , 1 août 2012 , Agence QMI Geneviève Lajoie **Jean Charest appelle les Québécois aux urnes le 4 septembre pour régler une fois pour toute la question des droits de scolarité.** « La rue a fait beaucoup de bruit, c'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question », a scandé le chef libéral, qui a lancé sa campagne sur le tarmac de l'aéroport de Québec, dans une zone sécurisée. Il venait tout juste de se rendre au bureau du lieutenant gouverneur pour déclencher des élections générales. Les leaders étudiants se sont amplement fait entendre, estime le premier ministre, qui invite maintenant la « majorité silencieuse » à s'exprimer. Pour Jean Charest, la question des droits de scolarité doit être réglée, c'est « incontournable », même dans le cadre d'une élection en plein été. Les électeurs devront choisir entre un gouvernement libéral qui fera respecter la loi et l'ordre ou un gouvernement péquiste dont les gestes et les décisions seront dictés par « la rue », a-t-il prévenu. Il était entouré pour l'occasion de ses ministres de même que des députés et candidats de la région de Québec, un endroit où les libéraux misent gros. **Respect** « Nous devons décider dans quel type de société nous voulons vivre. Je vous propose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, dans le respect de nos institutions et le respect de la démocratie. Pauline Marois a fait le choix d'embrasser le mouvement de contestation, de porter ses symboles et même de recruter ses candidats. Pauline Marois propose de plier, de

céder et de leur donner tout ce qu'ils demandent », a-t-il enchaîné. La presque totalité des attaques de Jean Charest ciblait son adversaire péquiste. François Legault n'a eu droit qu'à une seule salve : « Il a abandonné la défense du droit à l'éducation pour plaire à sa Coalition disparate et pour des raisons électoralistes. » Le gouvernement libéral a une position « responsable » sur les frais de scolarité : un régime généreux de prêts et bourses et les droits de scolarité les plus bas au Canada, a signalé Jean Charest. Il soutient avoir fait tous les efforts possibles pour régler ce dossier, sans succès. « Nous nous sommes butés à un mur infranchissable d'intransigeance », a-t-il poursuivi, le regard dur. **Contestation** Durant le conflit étudiant, les Québécois auront pu constater que derrière la question des droits de scolarité se « cachait » un autre « agenda, qui vise à contester l'ordre établi et nos institutions démocratiques, incluant l'Assemblée nationale et aussi nos tribunaux ». D'ailleurs, la reprise des cours dans les cégeps et universités touchés par la grève au cours des derniers mois devra se faire dans le calme, a prévenu Jean Charest. « Il n'y a aucune raison d'empêcher des étudiants de suivre les cours. » **Afficher 1-80 de 200 commentaires (Montréal)** **Afficher 6 commentaires (Québec)** Pilo2 Encore une fois, le Québec est appelé à voter contre le parti au pouvoir ... Et non pas pour un parti qui nous présente de nouvelles idées audacieuses. Nous aurions besoin de " sang neuf ". Oserons-nous ? La peur du changement a trop souvent paralysé le peuple Québécois ! [08/02/2012 11:05 AM](#)

abellemare Et c'est ce même Charest qui qualifiait de "grotesque" récemment l'idée de mener une campagne électorale sur la hausse des droits de scolarité. C'est fait maintenant, il l'a dit lui-même hier. S'il pense faire oublier ainsi le magouillage, la collusion, la corruption, les tisamis, qui collent à son gouvernement, eh bien ! il se trompe ce cher politicien qui dit et fait n'importe quoi du moment que ça fait son affaire. L'honnêteté intellectuelle ? La franchise ? On repassera mais j'espère de tout coeur qu'eux, Charest, et ses suivants, ne passeront pas. Ayons plus de dignité... [08/02/2012 08:32 AM](#) AMM78 s'il croit que je vais voter pour lui juste pour appuyer la hausse des frais de scolarité! La corruption avant [08/02/2012 07:35 AM](#) tubeforest1z Moi j'ai moins peur des libéraux, que versus l'inexpériences des autres parti qui vont geler la machine pendant 2 ans, avant que l'on voit à peine les effort.. qu'après 4 ans, on revotera pour un autre gouvernement.. Je fais mon choix comme francophone avec les libéraux. [08/02/2012 12:38 AM](#) chevalier22 Je ne peut pas le croire.C'est une blague? [08/02/2012 08:41 AM](#) 1Citoyen Qui fait croire à Jean Charest que la majorité silencieuse est de SON bord. Ce n'est surement pas parce que les gens ne s'expriment pas qu'ils sont nécessairement d'accord avec le gouvernement! Aux urnes citoyens [08/01/2012 09:01 PM](#)

LA PRESSE : À la «majorité silencieuse» de trancher, dit Charest - Publié le mercredi 01 août 2012 à 13h29 | Mis à jour le mercredi 01 août 2012 à 13h56

Tommy Chouinard, La Presse (Québec) Le premier ministre Jean Charest veut faire des élections qu'il a déclenchées mercredi un référendum sur le conflit étudiant. Il a appelé « la majorité silencieuse » à s'exprimer le 4 septembre. «La rue a fait beaucoup de bruit. C'est maintenant au tour des Québécois de parler et de tran-

cher cette question », a-t-il lancé en amorçant sa campagne électorale entourée de ses ministres et d'une poignée de candidats. Il se trouvait à l'aéroport Jean-Lesage de Québec, là où son gouvernement a beaucoup investi dans les dernières années, mais aussi un lieu hautement sécurisé, à l'abri de tout manifestant potentiel.

Dans son allocution d'une dizaine de minutes, Jean Charest a longuement abordé la question du conflit étudiant, né de la hausse des droits de scolarité de son gouvernement. Il place clairement cet enjeu au coeur de sa campagne électorale. « Nous avons écouté et fait tous les efforts possibles pour régler ce dossier. Mais toujours

nous nous sommes butés à un mur infranchissable d'intransigeance », a-t-il affirmé.

Au cours des derniers mois, « les actes d'intimidation, de vandalisme et de violence ont été perpétrés. Le non-respect des lois a été banalisé dans certains milieux. Les Québécois ne se reconnaissent pas dans ces agissements qui ne nous ressemblent pas. Ce n'est pas le Québec que nous voulons, ce n'est certainement pas le Québec que nous aimons ». Derrière la question des droits de scolarité, « il y a un autre agenda qui vise à contester l'ordre établi », a-t-il observé.

Selon lui, « l'élection du 4 septembre n'est pas comme les autres. Nous devons décider du type de société dans laquelle nous voulons vivre ».

C'est alors qu'il a lancé ses premières salves contre ses adversaires. « Je vous propose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, de nos institutions, de la démocratie. Pauline Marois nous propose un gouvernement qui abdique ses responsabilités face à la rue. Pauline Marois et le Parti québécois ont fait le choix d'embrasser le mouvement de contestation, de porter ses symboles et même d'y recruter ses candidats. Elle propose de plier, de céder, de leur donner tout ce qu'ils demandent », a-t-il affirmé.

Quant à François Legault, il a « abandonné la défense du droit à l'éducation pour plaire à sa coalition disparate et pour des raisons électoralistes ». Ce sont à peu près les seuls mots qu'il a prononcés au sujet du chef caquiste au cours de sa conférence de presse.

Au printemps, Jean Charest affirmait qu'il était « grotesque » de penser qu'il profiterait du conflit étudiant pour déclencher des élections. En conférence de presse, il a affirmé que « cette question s'impose par elle-même ». « J'aurais voulu la contourner, et ça aurait été impossible », a-t-il plaidé. Il a ajouté que « personne n'a souhaité ce qui est arrivé au printemps ». Les élections donnent selon lui « voix au chapitre à tout le monde », incluant « la majorité silencieuse ».

Jean Charest a appelé les associations étudiantes à ne pas entraver la reprise des cours dans les cégeps touchés par la grève, à la mi-août. « Il n'y a aucune raison d'empêcher des étudiants de suivre les cours », a-t-il dit.

Pour le reste, Jean Charest reprend son discours de 2008 qui a fait recette. Il se présente comme le seul capable de faire face aux « secousses » économiques mondiales, aux « risques importants » qui se pointent à l'horizon. « Encore là, le choix est clair entre la stabilité et l'instabilité », a-t-il dit.

Le scrutin aura lieu juste avant la reprise des travaux de la commission Charbonneau le 17 septembre. Le choix de la date des élections « n'a pas été prise en lien » avec l'horaire de la commission, a répondu M. Charest aux journalistes



Photo Reuters

Dans une allocution d'une dizaine de minutes après le déclenchement des élections mercredi, le premier ministre Jean Charest a longuement abordé la question du conflit étudiant, né de la hausse des droits de scolarité de son gouvernement.

TVANOUVELLES : Le PLQ lance sa campagne électorale : Le conflit étudiant au cœur des préoccupations - Première publication mercredi 1 août 2012 à 13h05 - Mise à jour : mercredi 1 août 2012 à 21h10

Par Geneviève Lajoie | Agence QMI

Jean Charest appelle les Québécois aux urnes le 4 septembre pour régler une fois pour toutes la question des droits de scolarité.

«La rue a fait beaucoup de bruit, c'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question», a scandé le chef libéral, qui a lancé sa campagne mercredi sur le tarmac de l'aéroport de Québec, dans une zone sécurisée. Il venait tout juste de se rendre au bureau du lieutenant gouverneur pour déclencher des élections générales.

Les leaders étudiants se sont amplement fait entendre, estime le premier ministre, qui invite maintenant la «majorité silencieuse» à s'exprimer. Pour Jean Charest, la question des droits de scolarité doit être réglée, c'est «incontournable», même dans le cadre d'une élection en plein été.



(Crédit: Agence QMI)

Les électeurs devront choisir entre un gouvernement libéral qui fera respecter la loi et l'ordre ou un gouvernement péquiste dont les gestes et les décisions seront dictés par «la rue», a-t-il prévenu. Il était entouré pour l'occasion de ses ministres de même que des députés et candidats de la région de Québec, un endroit où les libéraux misent gros.

«Nous devons décider dans quel type de société nous voulons vivre. Je vous propose une société qui avance dans le respect de chaque citoyen, dans le respect de nos institutions et le respect de la démocratie. Pauline Marois a fait le choix d'embrasser le mouvement de contestation, de porter ses symboles et même de recruter ses candidats. Pauline Marois

propose de plier, de céder et de leur donner tout ce qu'ils demandent», a-t-il enchaîné.

La presque totalité des attaques de Jean Charest ciblait son adversaire péquiste. François Legault n'a eu droit qu'à une seule salve : «Il a abandonné la défense du droit à l'éducation pour plaire à sa Coalition disparate et pour des raisons électoralistes.»



(Agence QMI)

Le gouvernement libéral a une position «responsable» sur les frais de scolarité : un régime généreux de prêts et bourses et les droits de scolarité les plus bas au Canada, a signalé Jean Charest. Il soutient avoir fait tous les efforts possibles pour régler ce dossier, sans succès. «Nous nous sommes butés à un mur infranchissable d'intransigeance», a-t-il poursuivi, le regard dur.

Durant le conflit étudiant, les Québécois auront pu constater que derrière la question des droits de scolarité se «cachait» un autre «agenda, qui vise à contester l'ordre établi et nos institutions démocratiques, incluant l'Assemblée nationale et aussi nos tribunaux».

D'ailleurs, la reprise des cours dans les cégeps et universités touchés par la grève au cours des derniers mois devra se faire dans le calme, a prévenu Jean Charest. «Il n'y a aucune raison d'empêcher des étudiants de suivre les cours.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Élections : La FECQ et la FEUQ s'en mêlent - Publié le: mercredi 01 août 2012, 12H34 | Mise à jour: mercredi 01 août 2012, 12H57

Laurent Dionne / Agence QMI

Bien décidées à poursuivre leur combat contre le gouvernement libéral, la FECQ et la FEUQ s'investiront dans la campagne électorale, en tentant notamment d'inciter les jeunes à se rendre aux urnes le 4 septembre.

Lors d'un point de presse, les deux présidentes respectives de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Martine Desjardins et Éliane Laberge (FECQ), se sont toutefois bien tenues de dire qu'elles encourageraient les gens qu'elles rencontreront à voter pour un parti en particulier.

«Nous serons apolitiques (sic) et non pas apolitiques», a expliqué Mme Laberge.

Toutefois, en plus du Parti libéral du Québec, la Coalition Avenir Québec (CAQ) serait également à proscrire, estiment-elles.

«Les libéraux, évidemment, on invite les gens à ne pas voter pour eux, a indiqué Mme Desjardins. Mais au niveau de la CAQ, pour nous, c'est encore pire. Non seulement on [la CAQ] propose la même chose que les libéraux, mais en plus on n'a pas d'objectifs et pas de chiffres à l'appui.»

Mme Desjardins a par ailleurs qualifié le gouvernement libéral en place actuellement de «fermé d'esprit, d'irresponsable et de méprisant de sa jeunesse».

Faire passer le taux de vote à 65%

Les deux jeunes femmes entendent maintenant débiter une campagne de sensibilisation par le web, mais également en allant rencontrer en personne les étudiants et les jeunes travailleurs dans plusieurs circonscriptions à travers le Québec, particulièrement celles où les libéraux l'ont emporté par une faible majorité lors du dernier scrutin.

Elles ne se font pas d'illusion, la tâche sera ardue.

«Notre plus grand défi va être de sortir le vote des jeunes, a précisé Mme Desjardins. On veut faire passer le taux de vote de 45% des dernières élections à 65% cette année.»

En plus de la question des droits de scolarité, l'environnement et l'éthique seront également au cœur de leurs actions afin d'évaluer les différents partis.

Afficher 4 commentaires (Québec)

dust79

GOOD JOB! Allez voter mais pas pour le plq pas pour la caq mais bien pour avenir qc ou pire Pauline Marois! Nous sommes pour la démocratie mais nous dictons ou vous devez voter!!!!!! Bravo! mesdames!

08/01/2012 03:27 PM

dust79

Et surtout Qc solidaire qui veulent des siege. WOW Qu'Il y a un nbr grandissant de profiteurs dans cette province. Au nom des étudiants, ils vont senrichir

08/01/2012 03:50 PM

[Kazaboubou Réduire](#)

La grosse mange marde Martine Desjardins et le petit mange marde GND, vont ce faire mettre à leur place après l'élection, quelque soit le parti au pouvoir.

08/01/2012 02:29 PM

louko

Ont votes pour le moindre effort,,beau geste belle suggestion,calvaire,,,,,,,,,,,,

08/01/2012 01:55 PM

[Afficher 25 commentaires \(Montréal\)](#)



Photo Joël Lemay / Agence QMI
Martine Desjardins, présidente de la FEUQ.

TVANouvelles : Élections : La FECQ et la FEUQ se mêlent de la campagne électorale - Première publication **Mercredi 1 août 2012 à 12h34**



Crédit photo : TVA Nouvelles

Martine Desjardins (FEUQ) et Éliane Laberge (FECQ).

Par Laurent Dionne | Agence QMI

Bien décidées à poursuivre leur **combat contre le gouvernement libéral**, la **FECQ** et la **FEUQ** s'investiront dans la campagne électorale, en tentant notamment d'**inciter les jeunes** à se rendre aux urnes le 4 septembre.

Lors d'un point de presse, les deux présidentes des associations étudiantes, Martine Desjardins (FEUQ) et Éliane Laberge (FECQ), se sont toutefois bien tenues de dire qu'elles encourageraient les gens qu'elles rencontreront à voter pour un parti en particulier.

Toutefois, en plus du Parti libéral du Québec, la Coalition avenir Québec (CAQ) serait également à proscrire, estiment-elles.

«Les libéraux, évidemment, on invite les gens à ne pas voter pour eux. Mais au niveau de la CAQ, pour nous, c'est encore pire. Non seulement on propose la même chose que les libéraux, mais en plus on n'a pas d'objectifs et pas de chiffres à l'appui», a indiqué Mme Desjardins.

«Nous serons "apartisans" (sic) et non pas apolitiques», a ajouté Mme Laberge.

Les deux jeunes femmes entendent maintenant débiter une campagne de sensibilisation par le web, mais également en allant rencontrer en personnes les étudiants et les jeunes travailleurs.

LE DEVOIR : Élections: les fédérations étudiantes «apartisans, mais pas apolitiques» - Mercredi 1er août 2012, 11h08



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Éliane Laberge et Martine Desjardins

La Presse canadienne

Les Fédérations étudiantes collégiale et universitaire ne suggéreront pas à leurs membres pour quel parti voter, mais ne gêneront pas pour leur dire de tout faire pour battre le Parti libéral.

Les présidentes des deux fédérations, Éliane Laberge (collégiale) et Martine Desjardins (universitaire) ont rencontré la presse, mercredi à Montréal, pour expliquer leur plan de campagne qui respectera, selon elles, la loi électorale et la définition de ce qu'est une dépense électorale.

Mme Desjardins affirme que les fédérations resteront «apartisans» mais pas «apolitiques».

Elles jugeront ainsi les partis non seulement sur la question des droits de scolarité, mais aussi sur l'environnement et l'éthique, entre autres.

En lançant leur campagne officiellement, les fédérations ont notamment prévenu qu'elles visiteraient plus particulièrement certaines circonscriptions où les libéraux ont été élus avec une mince majorité, de même que les circonscriptions de candidats libéraux en vue comme Sherbrooke, celle de Jean Charest, et Outremont, celle de Raymond Bachand.

Les fédérations étudiantes veulent également convaincre plus de jeunes d'exercer leur droit de vote. Elles se donnent comme objectif de faire passer leur proportion de 45 à 65 % lors du prochain scrutin.

Par Lia Lévesque

Vos réactions

[Signaler](#)

André Michaud - Inscrit, 1 août 2012 12 h 05

Campagne anti-libéral ?

Peut-on parler de non partisanerie quand on veut directement favoriser le PQ en faisant du parti Libéral l'ennemi à abattre? Est-ce que cette campagne sera comptabilisée pour le PQ ? Pour qui alors?

Martin Gauthier - Inscrit, 1 août 2012 14 h 18

Pour qui alors?

"Elles jugeront ainsi les partis non seulement sur la question des droits de scolarité, mais aussi sur l'environnement et l'éthique, entre autres."

Alors, monsieur Michaud, avez-vous peur que les libéraux ne passent pas ce tout petit test? Et ici on ne parle pas encore de corruption, de déjeuner avec des tinamis de la Mafia, de séjour chez Démarais, de double salaire. Plus de 70% le taux d'insatisfaction envers les rouges...

Georges Paquet - Abonné, 1 août 2012 14 h 27

Pauvres leaders étudiants. Après avoir été manipulés par la CLASSE, les leaders de la FEUQ et de la FECQ tentent de se redéfinir et d'inviter les étudiants à s'impliquer et à aller voter.

Rien de plus éloigné de ce que la CLASSE propose. Le porte-parole de la CLASSE a dit assez clairement que son organisme ne reconnaîtrait pas le gouvernement issu des urnes. Donc qu'il était inutile d'aller voter. On verra donc 100,000 abstentions de plus. De quoi faire prêcher les autres leaders étudiants dans le désert.

Nicolas Beaudet - Abonné, 1 août 2012 18 h 53

Vous me faites bien rire Mr. paquet, tout autant que mr. Michaud.

Le fait est que vous êtes totalement déconnecté de la réalité :

-Vous abordez toujours ce genre de sujet en présentant des arguments débordant de sophismes et de mensonges.

-Vous êtes convaincue que la CLASSÉ est diabolique et égoïste, qu'elle menera le Québec à sa perte.

-Vous croyez que les protestataires ne sont que des bandits et qu'ils devraient s'aplatir face à l'autorité divine du gouvernement démocratiquement élu aux 4 ans.

-Vous niez de façon automatique toute forme de débat avec les utilisateurs de ce site qui tentent tant bien que mal de vous ouvrir les yeux à l'aide d'explication logique, facile à comprendre et chargé de preuves indéniables.

-Vous avez un dégoût prononcé envers tout ceux qui tentent de défendre une cause qui vous dépasse, où vous vous permettez d'établir une *opinion* alors que vous n'avez clairement aucune idée de ce dont vous parlez.

et le plus comique dans tout ça, c'est que vous étalez toute votre petitesse d'esprits sur le forum du journal le devoir, où il est évident que vos commentaires se font détruire aisément par quiconque se donne la peine d'y répondre...

Alors continuez! Vous pigmentez ma journée d'une façon exquise lorsque je vous lis.

Yves Claudé - Inscrit, 1 août 2012 14 h 37

Déclaration de guerre de Monsieur Charest : légitime défense du mouvement étudiant !

Monsieur Charest a donné le ton de la campagne électorale avec une offensive outrageusement simpliste et démagogique contre le mouvement étudiant. Face à cette déclaration de guerre, le mouvement se trouve en situation de légitime défense.

Si Monsieur Charest avait déclaré la guerre à la mafia qui détourne les fonds publics, infiltre et gangrène nos institutions, sans compter les

autres dommages que ceux de l'«industrie de la corruption» (trafic de drogue, vols et recels, marché et usage des armes, racket, etc.) on aurait pu saluer son courage ... mais c'est au mouvement étudiant, pacifique dans son immense majorité, qu'il a choisi de s'en prendre !

Yves Claudé

Grace Di Lullo - Inscrit, 1 août 2012 15 h 25

Regard négatif sur la jeunesse

Les regards négatifs sur la jeunesse se maintiennent. Au contraire, il faut féliciter et encourager cette jeunesse dans son implication politique et citoyenne.

Si les gestes posés lors de cette élection ne contreviennent aucunement avec la Loi des élections du Québec, je ne vois pas où réside le problème de la présence de cette jeunesse dans cette élection estivale.

Au contraire, c'est le Québec dans son ensemble qui se renforce par la présence de cette jeunesse dans cette élection. Il faut avoir des idées nouvelles, il faut préparer la relève, il faut construire l'avenir, etc.

Il faut encourager ces jeunes de tous les horizons à exercer un droit fondamental: le droit de vote.

Cessons cette vision négative de cette belle jeunesse !

P.S. Je suis d'avis que le directeur des élections, les médias et les partis politiques veilleront sur leurs sorties. En passant, ils peuvent faire beaucoup avec les moyens du bord.

LA TRIBUNE : Charest trépigne - Publié le mercredi 01 août 2012 à 06h21



Imacom, Frédéric Côté

Mardi soir à Sherbrooke Jean Charest avait réuni autour de lui plusieurs de ses ministres, députés et candidats des quatre coins du Québec.

François Gougeon, La Tribune

(Sherbrooke) Jamais dans sa carrière politique Jean Charest n'a tenu une assemblée d'investiture aussi spectaculaire que celle d'hier, dans un Delta sous haute surveillance policière à l'extérieur: pour l'occasion il a réuni autour de lui plus de 100 de ses ministres, députés et candidats des

quatre coins du Québec. Même d'aussi loin que de l'Ungava. C'était une présentation jamais vue dans ce qui avait tout l'air d'un lancement de campagne électorale, pour laquelle la population sera appelée aux urnes le 4 septembre, « selon la rumeur », a-t-il simplement répété.

D'entrée de jeu, avant de présenter son équipe pour l'Estrie et d'appeler les collègues venant de très loin à venir le rejoindre sur scène, dont 20 de ses ministres, le chef libéral a annoncé que la campagne électorale à venir n'en « sera pas une comme les autres ».

« Cette campagne sera différente de toutes les autres campagnes. Elle va être décisive pour l'avenir du Québec », a-t-il lancé sur un ton solennel.

Du coup, il a mis la table sur ce qui s'annonce comme les grands enjeux du prochain rendez-vous électoral. À commencer par le conflit étudiant. « Sur la question des frais de scolarité, le débat a été fait il y a un an et demi. Certains leaders ont décidé de se retirer des discussions. C'est leur choix... Mais si nous voulons financer adéquatement nos universités, comme celle de Sherbrooke, c'est le choix qu'il faut faire et c'est le choix des Québécois. Comme tout le monde dans la société, les étudiants aussi doivent contribuer. »

« Devant la contestation depuis le printemps dernier, ce n'est pas tout le monde qui a eu la capacité de se tenir debout. Nous on s'est tenus debout, pas le Parti québécois qui a plié devant ceux qui parlent fort, qui font de l'intimidation et de la violence... C'est le même parti qui était contre Robert Bourassa dans le projet de la Baie Jame et qui est maintenant contre le Plan Nord », a martelé Jean Charest, soulevant la foule d'environ 800 partisans.

THE GAZETTE : Québec Solidaire party courts youth vote with pro-student platform - Wednesday, August 01, 2012

By Laura Beeston

MONTREAL- The Quebec Solidaire party unveiled their official campaign today, promoting five main platform points and introducing candidates from key ridings they hope will help secure their place as the official opposition in the National Assembly.

With the slogan that they are standing for Quebec, the QS outlined their promises to protect natural resources, invest in communal transport, provide free education, foster sovereignty and support retired persons.

Calling for a clean campaign, party leader Amir Khadir and spokesperson Françoise David asserted that their party has the tools to create the

Quebec "we've been dreaming of," arguing it is time the political landscape evolve.

"What people want," they said, "is a profound change in the political culture of Quebec."

"Imagine two, five, 15 of us in the (national) assembly," said Khadir, who is the incumbent for the Mercier riding and spoke of his four-year record of fighting for "ordinary" Québécois' progressive values in the house. "The (vote for) QS is a vote for a party that stands for its citizens."

While the pair acknowledged their "strong base" throughout the province, they hope to expand it in this election, and Khadir said he was set on gaining ground in the ridings of Laurier-Dorion, Outremont, Abitibi, Joliette and the Hull region.

David was also confident that "the third time's the charm" for her candidacy in the Gouin riding and her "perseverance" to gain a seat on those grounds would pay off in this election.

With "social justice at the heart" of their party's platform, the QS message, said Khadir, was that Quebec is "tired of corruption, horrified about ties to the mafia and collusion, and ready for innovation in political terms."

Sporting the symbolic red squares synonymous with the student strike, the team also said they believed the ongoing education debate would be "a part, but not all" of their electoral pitch over the course of the campaign.

And it seemed clear they are counting on the youth vote.

"I've met many young people in my riding and on the streets and a lot of them say that this year, they will vote and they will vote for the QS because we're the only party that believes in investing in the young people of Quebec," said David.

Andrés Fontecilla, who announced at the conference he is "standing" for the QS for Laurier-Dorion, explained many students in his Parc Extension riding have said the same. "Evidently, we believe that the student crisis will help our party," he said. "This is a debate that has polarized Quebec and touched many young people... It's been said that young people do not partici-

pate in our democracy, but this debate has politicized our youth. So much so, that they will vote.



Photograph by: Graham Hughes
The Canadian Press

Quebec Solidaire joint leaders Amir Khadir and Francoise David speak during the launch of their provincial election campaign in Montreal,

THE GAZETTE : Protesters razz Charest as campaign starts – Wednesday, August 01, 2012



Photograph by: REUTERS/Mathieu Belanger
Quebec's Premier Jean Charest boards his car after he called an election in Quebec City, August, 1, 2012. Quebec voters will head to poll in a provincial election on September 4.

By Kevin Dougherty

QUEBEC – Premier Jean Charest, accompanied by his wife Michèle Dionne, was booed Wednesday night as he left a Lower Town community centre after his first official rally of the Quebec election campaign he kicked off earlier in the day under tight security at Quebec City's airport.

About 30 demonstrators faced the premier, beating kitchen pots, and one holding a sign with the slogan of the CLASSE – Coalition large de l'Association pour la solidarité syndicale étudiante – "Nous sommes avenir," meaning "We are the future" or "We are coming." Quebec City police, wearing fluorescent vests and ball caps, easily contained the demonstrators, pushing them back without incident to allow Charest's party to board their campaign bus and leave.

The Liberal leader remained smiling throughout the encounter.

André Bérubé, a resident of Lower Town who wore the red cloth square of the student protest, shouted out, "Thief!" as Charest boarded his bus. Asked why, Bérubé said he was referring to the "hundreds of scandals" since Charest's Liberals came to power in 2003.

"People have short memories," he said, alleging the government signed away the oil and gas resources of Anticosti Island to friends of the for a song.

In his speech to about 200 Liberal supporters, assembled to confirm the nomination of Natural Resources Minister Clément Gignac as Liberal

candidate in the city's Taschereau riding, Charest referred to larger demonstrations in the spring, in protest against his government's plan to raise university tuition by \$1,788 over seven years. He won a round of applause from the partisan crowd when he said the fee hike was part of his plan to finance Quebec universities.

"A French-speaking people in North America should have world-class universities," Charest said.

And he mocked Parti Québécois leader Pauline Marois for siding with the students, saying that as leader of the opposition in the National Assembly, she was not an ordinary citizen.

"She made the choice," Charest said, adding that Marois supported those who prevented students from attending class, and saying this election is about access to education.

For voters, choosing the PQ means "a referendum and (rule by) the street," he said.

Voting Liberal means "democracy and economic development."

"It's for us to decide," he said, borrowing the PQ election slogan. "Together we will choose the Quebec Liberal Party."

THE GAZETTE : Quebec election can't avoid tuition dispute, Premier Jean Charest says - Wednesday, August 01, 2012



Photograph by: Dario Ayala , Montreal Gazette
"I am looking for a majority Liberal government supported by the silent majority," Liberal leader Jean Charest said, standing on a stage with his wife, Michèle Dionne, and about 30 of his ministers, MNAs and candidates in front of his Liberal campaign bus. The Quebec provincial election was launched at Quebec's Jean Lesage International Airport.

By Kevin Dougherty, GAZETTE QUEBEC BUREAU CHIEF QUEBEC August 1, 2012

QUEBEC — Premier Jean Charest says in the campaign leading to the Sept. 4 Quebec election he called on Wednesday, the tuition dispute is an "unavoidable" issue.

"In my heart—I am standing here before you—this is something that is worth fighting for," Charest told reporters in his first news confer-

ence of the campaign, staged at the Quebec City airport.

"I am looking for a majority Liberal government supported by the silent majority," the Liberal leader said, standing on a stage with his wife, Michèle Dionne, and about 30 of his ministers, MNAs and candidates in front of his Liberal campaign bus.

The bus, displaying an oversized picture of Charest, is painted with the Liberal slogan, "Pour le Québec" (For Quebec). But the Liberal leader said he also likes the slogan of Parti Québécois leader Pauline Marois, "À nous de choisir," (For us to decide), saying this campaign is about "a referendum and the street," referring to the Parti Québécois, or "jobs and the economy," which is how Charest summed up the position of his Quebec Liberal Party.

"You have a right to choose," Charest said, taking swipes at Marois. He recalled the PQ leader and her caucus members wore the red cloth square, symbol of student opposition to the proposed \$1,788 tuition increase over seven years.

And he noted the PQ leader even participated in a demonstration, clanging pot lids together, during a June by-election campaign in Argenteuil riding that her party won. At her opening news conference, Marois said siding with the students in Argenteuil did not hurt her campaign.

But Charest repeated his view it was improper for her to do so.

"She even recruited a candidate who participated in this protest," Charest said, referring to Léo Bureau-Blouin, former president of the Fédération étudiante collégiale du Québec, representing CÉGEP students, now at age 20 the PQ candidate in Laval-des-Rapides riding.

Charest has been campaigning, handing out millions of dollars in grants and loans since mid July, while maintaining he had another 18 months before he has to call an election.

Charest admitted that Sept. 4 "brings back very fond memories," referring to his first election win in the Sept. 4, 1984, federal election, when he won the federal riding of Sherbrooke for the Progressive Conservatives of Brian Mulroney, beginning his political career at age 26.

He said his government is in its fourth year and recalled that the opposition parties have been clamouring for an election for a year.

"Now is the time for the silent majority to speak," the Liberal leader said.

2 comments

dumbpeople1, 1:51 PM on 8/2/2012

If they get the freeze they will just resist it 7 years down the road

DVX, 4:10 PM on 8/1/2012

The VAST majority of Quebecers support the hike. If he plays this card right he just may win.

THE GAZETTE : Quebec's tuition issue: Where the parties stand – Wednesday, August 01, 2012



By Karen Seidman

MONTREAL - With a provincial election looming, the issue of tuition - and all the numbers behind the conflict over raising or freezing university costs - is expected to come under increased scrutiny.

Here's where Quebec's major political parties stand:

LIBERAL PARTY

The Liberal government started from a plan of \$325 a year but revised it after all the protests and now propose a tuition increase of \$254 a year for seven years which kicks in this September.

Controversially adopted Bill 78 when the tuition impasse couldn't be resolved to suspend the semester and prevent picketing students from barring others from attending classes when school resumes for a makeup session in August.

Michelle Courchesne, the Education Minister brought in to replace Line Beauchamp and oversee the tuition dispute when tensions heightened, won't be running in this election. Score: Education Ministers 0; Students 2. Has said about 67,000 students will receive a bursary equivalent to or greater than the tuition increase by 2018/19. And those in the \$60,000 to \$100,000 range will benefit from more generous loans.

Says Quebec taxpayers already pay about 80 per cent of university costs.

PARTI QUÉBÉCOIS

Has promised to freeze tuition fees at the current level, at least until an Estates General on higher education can be held.

Has promised to suspend Bill 78.

Leader Pauline Marois wore the red square that is symbolic of the student strike during much of the upheaval this winter and spring and was branded "irresponsible" by Jean Charest for her stance.

Courted student leader Léo Bureau-Blouin - former president of the Fédération étudiante collégiale du Québec who developed some real star power during the student protests - and convinced him to run in Laval-des-Rapides. He announced his candidacy without a red square on his lapel.

COALITION AVENIR QUÉBEC

Proposes raising tuition by \$200 a year for five years beginning in January. Supports maintaining improvements to the loans and bursaries program.

Asks that supplementary funding to universities be conditional on showing how they can save money and better manage their funds.

Favours reducing some tax credits for university students.

Would suspend the articles of Bill 78 that restrict the right to protest.

QUÉBEC SOLIDAIRE

Advocates for free education by progressively eliminating tuition fees.

Would abolish Bill 78.

Proposes a tax of 0.3 per cent on banks and financial institutions to cover tuition

LE DEVOIR : Droits de scolarité - Les étudiants disent non à Legault : Le chef de la CAQ propose une hausse modérée pour régler le conflit - Mardi 31 juillet 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

François Legault a expliqué hier sa solution pour la rentrée scolaire.

Kathleen Lévesque

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) François Legault a beau prétendre que sa proposition d'une hausse modérée de 200 \$ des droits de scolarité peut régler le conflit étudiant, les associations étudiantes n'y voient que du marketing politique qui ne touche pas le cœur du problème.

D'un seul bloc, les trois principales associations étudiantes ont rejeté hier ce que François Legault appelle un « compromis » afin d'assurer un retour en classe « paisible » dans deux semaines. Mais s'il accuse Jean Charest d'avoir favorisé le bras de fer avec les étudiants par son entêtement, il ne semble pas récolter plus d'appuis.

Procès / Démission de Gabriel Nadeau-Dubois

« C'est encore pire que les libéraux », a tranché hier Martine Desjardins de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). « On nous avait proposé 325 \$ par année, puis 254 \$. Et là, la CAQ parle de 200 \$. C'est un peu comme des enchères. C'est une fausse proposition », a commenté Éliane Laberge, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Quant à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), que François Legault estime pouvoir contourner afin de dénouer l'impasse, on rappelle que l'objectif est d'éliminer la hausse dans une perspective de gratuité scolaire. De plus, que M. Legault propose la division pour mieux régner n'ébranle pas la solidarité étudiante, assure la porte-parole de la CLASSE, Camille Robert. « La division du mouvement a été essayée par le gouvernement libéral et ça n'a pas fonctionné. On voit que la Coalition avenir Québec ne vole pas beaucoup haut que ça ! », a laissé tomber Mme Robert.

Flanqué de huit de ses candidats issus du monde de l'éducation (enseignants, ex-directeur d'école, chargé de cours), le chef caquiste a pris les devants dans la campagne électorale qui doit prendre officiellement son envol demain. Sur le campus de l'Université de Montréal, il a expliqué sa solution pour la rentrée.

Il propose de reporter la hausse des droits de scolarité à janvier prochain. Entre-temps, les universités bénéficieraient d'une aide financée à

même le crédit d'impôt pour les études postsecondaires. En contrepartie, elles auraient l'obligation de présenter un plan de rationalisation de leurs dépenses.

La hausse s'établirait à 200 \$ par année plutôt que 254 \$, pendant cinq ans, après quoi, il y aurait indexation. La CAQ propose également que les mesures annoncées pour améliorer le Régime d'aide financière aux études soient maintenues. De plus, M. Legault demande au gouvernement de suspendre les dispositions de la loi 78 qui encadrent le droit de manifester. Selon la CAQ, il s'agit là d'une proposition « raisonnable ».

« En politique, il faut être ferme sans être fermé. On a écouté la population et elle nous dit oui à la hausse des frais de scolarité, mais pas de 75 % », a affirmé le chef caquiste.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas manqué l'occasion d'écorcher François Legault, peu impressionnée par son compromis. Selon elle, la proposition gouvernementale est plus avantageuse et correspond, dans les faits, lorsque le crédit d'impôt s'applique, à une hausse nette de 176 \$ par année. « Je suis étonné que M. Legault ne sache pas ça. C'est un comptable », a affirmé Mme Courchesne avant d'ajouter : « De deux choses l'une, ou il est irresponsable, ou il n'est pas crédible. »

Vos réactions (51)

LA PRESSE : Gabriel Nadeau-Dubois en attente du jugement - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 09h11



Le Soleil, Erick Labbé

Les plaidoiries des avocats au procès pour outrage au tribunal de l'ex-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-

Dubois, ont pris fin vendredi midi, au palais de justice de Québec.

Paul Journet, La Presse

(Québec) Le procès de Gabriel Nadeau-Dubois pour outrage au tribunal s'est terminé hier au palais de justice de Québec. Le juge Denis Jacques prend sa décision en délibéré.

« La preuve est sur la table, les plaidoiries ont été faites. J'ai bien hâte que cette triste histoire se termine. Mais je vais attendre la lecture du jugement avant de faire plus de commentaires », a déclaré l'ex-co-porte-parole de la CLASSE.

Jean-François Morasse, inscrit en arts visuels à l'Université Laval, l'accuse d'avoir encouragé les étudiants à violer une injonction qui interdisait de bloquer l'accès aux classes.

Le procès a duré deux jours. L'avocat de l'ancien leader étudiant, Me Giuseppe Sciortino, lui a

demandé de ne pas témoigner. Pourquoi ? « Parce que ce n'était pas nécessaire », a-t-il répondu hier. La peine minimale pour un outrage au tribunal se limite à des travaux communautaires ou une petite amende, concède le demandeur. Mais s'il a gain de cause, il entend réclamer quelques mois de prison. La peine maximale serait une année de détention.

Sans vouloir se prononcer sur la cause de son client, Me Sciortino indique qu'il est « très rare » qu'un outrage au tribunal mène à une peine de prison. « Je dirais environ une fois sur 50 », observe-t-il.

L'outrage au tribunal est « la seule infraction prévue au Code de procédure civile dont l'application de la poursuite doit se faire en vertu des règles du droit criminel », ajoute l'avocat. Cela inclut le fardeau de la preuve. Me Sciortino a

plaidé que son client n'était pas « désigné ou nommé » par l'injonction. Et qu'on ne pouvait prouver hors de tout doute raisonnable que son client en avait pris connaissance. Me Maxime Roy, qui représente M. Morasse, croit que le leader étudiant a prouvé le contraire.

« C'est tout à fait regrettable qu'il y ait une minorité d'étudiants et d'étudiantes qui utilisent les tribunaux pour contourner la décision collective qui a été prise. On trouve ça tout à fait légitime que les gens prennent les moyens nécessaires pour faire respecter le vote de grève. Et si ça

prend des lignes de piquetage, on croit que c'est un moyen tout à fait légitime », avait déclaré M. Nadeau-Dubois, sur les ondes de RDI.

RADIO-CANADA – QUÉBEC : Procès de Gabriel Nadeau-Dubois : la cause mise en délibéré – Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 12 h 23 HAE

Le procès pour outrage au tribunal de l'ex-porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a pris fin vendredi midi au palais de justice de Québec. Le juge Denis Jacques a mis la cause en délibéré.

Ce dernier exige plus de temps pour rendre sa décision afin d'étudier l'importante quantité de documents déposés au procès depuis jeudi par les deux avocats.

Lors de sa plaidoirie en matinée, l'avocat de Jean-François Morasse, Me Maxime Roy, a tenté de prouver hors de tout doute que l'ex-leader étudiant avait tenu des propos incitant au non-respect de l'injonction obtenue par son client

pour qu'il puisse assister à ses cours malgré le conflit étudiant.

L'avocat de Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé pour sa part que la déclaration de son client n'était pas une intention volontaire d'entraver le cours de la justice.

Sur les ondes du Réseau de l'Information, le 13 mai dernier, Gabriel Nadeau-Dubois aurait laissé entendre qu'il était légitime que des étudiants mettent en place des piquets de grève pour empêcher ceux qui avaient obtenu des injonctions de pénétrer dans les salles de cours. Jean-François Morasse, un étudiant en arts plastiques de l'Université Laval, avait déposé une requête pour outrage au tribunal quelques jours plus tard.

Même s'il n'a pas témoigné durant son procès, Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé, pendant l'ajournement de la cause, qu'il était très déçu par toute cette démarche judiciaire. « On peut débattre de la hausse des frais de scolarité, on peut débattre de la grève étudiante, on peut débattre de bien des choses, mais d'en être rendu à vouloir faire emprisonner quelqu'un qui était un porte-parole étudiant, c'est inquiétant et je trouve ça dommage », a-t-il ajouté.

Si Gabriel Nadeau-Dubois est reconnu coupable d'outrage au tribunal, l'avocat de Jean-François Morasse a déjà fait savoir qu'il comptait réclamer une peine d'emprisonnement pour l'ancien porte-parole de la CLASSE.

[Les commentaires \(149\)](#)

RADIO-CANADA – QUÉBEC : La preuve est close au procès de Gabriel Nadeau-Dubois, accusé d'outrage au tribunal – Mise à jour le vendredi 28 septembre 2012 à 9 h 50 HAE

Les avocats présenteront leurs plaidoiries vendredi au procès de Gabriel Nadeau-Dubois, l'ancien porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) accusé d'outrage au tribunal. L'avocat de Gabriel Nadeau-Dubois a finalement choisi de ne pas faire témoigner son client, jeudi, au palais de justice de Québec.

Rappelons que Jean-François Morasse, un étudiant de l'Université Laval, accuse Gabriel Nadeau-Dubois d'avoir incité les étudiants à ne pas respecter l'injonction qu'il avait obtenue pour assister à ses cours. Sur les ondes du Réseau de l'Information (RDI), le 13 mai dernier, Gabriel Nadeau-Dubois aurait laissé entendre qu'il était légitime que des étudiants mettent en place des piquets de grève pour empêcher ceux qui avaient obtenu des injonctions de pénétrer dans les salles de cours.

« Je crois qu'il est tout à fait légitime pour les étudiants de prendre les moyens de respecter le choix démocratique qui a été fait d'aller en grève. » — Gabriel Nadeau-Dubois

Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé jeudi matin qu'il ne pouvait nier la déclaration qu'il a faite au RDI. Il a précisé toutefois que ces paroles ne visaient pas les injonctions obtenues par les étudiants pour leur permettre d'assister à leurs cours. « Essentiellement, ce qu'on va dire, c'est que ça ne constituait pas un outrage au tribunal. C'était une opinion de porte-parole étudiant et ce n'était pas une intention volontaire d'entraver le cours de la justice », a-t-il dit.

Seulement 4 étudiants ont répondu à l'appel pour soutenir au palais de justice Québec l'ancien chef de la CLASSE. Gabriel Nadeau-Dubois, qui ne portait plus le carré rouge, a aussi affirmé que pour l'instant, le symbole de la lutte étudiante était rangé, mais pas très loin. « Et il ressortira très, très rapidement si jamais il y a une nouvelle hausse des frais de scolarité qui est annoncée », a-t-il précisé.

Peine de prison réclamée

L'ancien porte-parole de la CLASSE a plaidé non coupable aux accusations le 29 mai dernier. Gabriel Nadeau-Dubois avait alors déclaré qu'il était « regrettable » que le conflit étudiant soit

rendu dans une situation telle « qu'un étudiant veuille en mettre un autre en prison. »

Si Gabriel Nadeau-Dubois est reconnu coupable d'outrage au tribunal, l'avocat de Jean-François Morasse, Me Maxime Roy, compte demander une peine d'emprisonnement.

En complément



Vidéo - [L'entrevue intégrale avec Gabriel Nadeau-Dubois diffusée le 13 mai dernier sur les ondes du RDI](#)

[Les commentaires \(298\)](#)

LA PRESSE : Outrage au tribunal: Nadeau-Dubois tente d'éviter la prison - Publié le jeudi 27 septembre 2012 à 14h00 | Mis à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 17h55



Photo Le Soleil

Gabriel Nadeau-Dubois

Paul Journet, La Presse

(Québec) Accusé d'outrage au tribunal et passible d'un bref séjour en prison, Gabriel Nadeau-Dubois a préféré garder le silence en cour jeudi, comme le lui a conseillé son avocat.

« Je suis convaincu de mon innocence, mon avocat aussi. On va travailler très fort pour le démontrer », a déclaré l'ancien leader étudiant

peu avant le début de son procès, qui se terminera vendredi au palais de justice de Québec.

À son arrivée, un petit nombre de sympathisants l'a accueilli avec des pancartes, dont une qui réclamait « l'amnistie ».

Jean-François Morasse, inscrit en arts visuels à l'Université Laval, l'accuse d'avoir incité les étudiants à violer une injonction qui interdisait les piquets de grève aux abords de l'université et consacrait donc le droit de rentrer en classe. M. Morasse avait obtenu [une première injonction au début avril](#) et [une seconde le 2 mai](#).

Le 13 mai, Gabriel Nadeau-Dubois, alors porte-parole de la CLASSE, avait déclaré à RDI : « Je crois qu'il est tout à fait légitime pour les étudiants de prendre les moyens de respecter le choix démocratique qui a été fait d'aller en grève. C'est tout à fait regrettable qu'il y ait une minorité d'étudiants et d'étudiantes qui utilisent les tribunaux pour contourner la décision collective qui a été prise. On trouve ça tout à fait légitime que les gens prennent les moyens nécessaires pour faire respecter le vote de grève. Et si ça prend des lignes de piquetage, on croit que c'est un moyen tout à fait légitime. »

M. Morasse estime que ces paroles sont une incitation à ne pas respecter une décision de la cour.

M. Nadeau-Dubois a plaidé non coupable. « Évidemment, on ne peut pas nier ce que j'ai dit. Mais [nous allons soutenir que] ça ne constitue pas un outrage au tribunal. C'était une opinion de porte-parole étudiant. Ce n'était pas une intention volontaire d'entraver le cours de la justice », a-t-il déclaré ce matin.

Le 7 avril, M. Nadeau-Dubois a dit, au sujet d'un autre étudiant qui avait demandé une injonction : « On a raison de ne pas se laisser impressionner par les injonctions d'un petit con qui a perdu son débat en assemblée générale et qui a des parents assez riches pour se payer un avocat. On a raison de se battre contre ça. »

La peine maximale est d'une année en prison. [La poursuite entend réclamer au plus « quelques mois » de détention](#). La peine minimale se limite à des travaux communautaires ou une amende de quelques milliers de dollars.

« Malhonnêteté intellectuelle »

Le juge Denis Jacques a refusé jeudi midi de prononcer un non-lieu demandé par Me Giuseppe Sciortino, l'avocat de M. Nadeau-Dubois. Il paraissait par moments irrité. Selon Me Sciortino, la cause n'est pas recevable parce que l'injonction ne visait pas nommément son client et aussi parce qu'on ne peut prouver hors de tout doute que ce dernier en avait pris connaissance avant de faire sa déclaration. «La malhonnêteté intellectuelle me répugne, a réagi Maxime Roy, l'avocat de Jean-François

Morasse. Ce n'est pas une couleuvre qu'on essaie de faire avaler. C'est le nid en entier!» M. Morasse a conçu un [site internet](#) afin de payer les frais de préparation de son dossier de cour (environ 750\$). Il ne paye toutefois pas d'honoraires à son avocat. Me Roy a accepté de travailler bénévolement. **Pas de carré rouge** Signe de l'apaisement causé par l'annulation de la hausse des droits de scolarité et l'abrogation de l'essentiel de la loi 12, M. Nadeau-Dubois ne

portait pas de carré rouge ce matin. «Le carré rouge pour l'instant est rangé, mais il n'est pas rangé très loin. Il ressortira très, très rapidement si une nouvelle hausse est annoncée», a-t-il prévenu. La CLASSE a promis de rester vigilante. Elle s'oppose fermement à l'indexation des droits de scolarité, [la solution que proposera le gouvernement Marois au sommet sur l'éducation supérieure](#).

LE SOLEIL : Outrage au tribunal: Nadeau-Dubois convaincu de son innocence - Publié le jeudi 27 septembre 2012 à 10h08 |



Le Soleil, Steve Deschênes
Plusieurs personnes sont venues appuyer Gabriel Nadeau-Dubois lors de son procès pour outrage au tribunal.

Richard Hénault, Le Soleil (Québec) Bien qu'il se soit dit convaincu de son innocence à son arrivée au palais de justice de Québec, jeudi matin, Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas témoigné pour se défendre de l'accusation d'outrage au tribunal. Son avocat ne l'a tout simplement pas appelé à la barre.

Mises à part les quelques récriminations de Me Giuseppe Sciortino, qui ont fait lever le ton à quelques occasions au juge Denis Jacques, de la Cour supérieure, l'audience dans une salle bondée, plus brève que prévu, a d'ailleurs été relativement calme. Me Maxime Roy, l'avocat de l'autre protagoniste de l'affaire, Jean-François Morasse, a aussi eu ses brèves sautes d'humeur à l'endroit de son confrère, mais sans plus. En milieu d'après-midi, les deux parties avaient clos leurs preuves et le juge Jacques a reporté leurs plaidoiries à ce matin.

L'ancien porte-parole de la CLASSE fait face à une accusation d'outrage au tribunal. Le demandeur allègue que, le printemps dernier, il a incité

les étudiants à enfreindre une injonction qui ordonnait de donner libre accès aux salles de cours de l'Université Laval où étaient dispensés les cours d'arts plastiques, la discipline dans laquelle étudiait Jean-François Morasse.

Dans l'exposé de sa preuve, l'avocat de ce dernier a fait visionner une entrevue donnée à RDI par le défendeur et Léo Bureau-Blouin, alors porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec et maintenant député du Parti québécois. «C'est tout à fait regrettable qu'il y ait une minorité d'étudiants et d'étudiantes qui utilisent les tribunaux pour contourner la décision collective qui a été prise, y déclare Nadeau-Dubois. Donc, nous, on trouve ça tout à fait légitime que les gens prennent les moyens nécessaires pour faire respecter le vote de grève, et si ça prend des lignes de piquetage, on croit que c'est un moyen tout à fait légitime.»

Au terme de la preuve du demandeur, Me Sciortino a présenté une motion de non-lieu, plaidant qu'on n'avait pas la preuve que Gabriel Nadeau-Dubois était au courant de l'injonction qui était en vigueur à l'Université Laval. De plus, d'ajouter l'avocat, l'ordonnance d'injonction ne visait pas le défendeur lui-même.

Le juge Jacques a toutefois conclu que la motion était mal fondée et il l'a rejetée. Il a rappelé que l'Association des étudiants en arts plastiques était devenue membre de la CLASSE, dont Gabriel Nadeau-Dubois était porte-parole, peu avant que l'ordonnance d'injonction soit prononcée.

Dans son témoignage, Jean-François Morasse a indiqué avoir décidé de présenter sa requête pour outrage au tribunal contre Nadeau-Dubois après avoir vu l'entrevue à RDI. Le demandeur de 25 ans a déclaré avoir reçu des centaines de

messages d'insultes et de menaces avant et après l'avoir fait.

Une page Facebook offrait même une récompense de 200 \$ à 500 \$ pour qu'il soit pendu. Aucune des menaces, a-t-il par contre répondu, ne provenait de Gabriel Nadeau-Dubois, qu'il ne connaît pas, d'ailleurs.

PAS DE CARRÉ ROUGE

Surprise à la cour, l'ex-leader étudiant n'arborait pas le carré rouge habituellement épinglé à sa chemise. Si on aurait pu croire qu'il s'agissait là d'un simple moyen de se conformer aux règlements du palais de justice, le geste semble plutôt s'avérer une décision personnelle.

«Le carré rouge, pour l'instant, il est rangé. Mais il n'est pas rangé très loin et il ressortira très rapidement si jamais il y a une nouvelle hausse des frais de scolarité qui est annoncée», a commenté Gabriel Nadeau-Dubois lorsque questionné à cet effet.

Aucun règlement au palais de justice ne stipule que l'on doive retirer tout signe politique ou revendicateur, pas plus que religieux d'ailleurs. «Le carré rouge, en tant que tel, on ne l'interdit pas», affirme Gervais Brassard, directeur de l'établissement de Québec. Or, explique-t-il, le juge est responsable du décorum dans sa salle d'audience.

Pour tout le reste, on applique le principe de sécurité pour déterminer les objets acceptés ou non. «C'est sûr que le kirpan, c'est assez embêtant, cite M. Brassard en exemple. Des fois, on ne le voit pas. Si on le voit, on va peut-être demander à la personne de simplement le retirer pour le remettre par la suite, mais pour l'instant, il n'y a aucune règle qui l'interdit.»

Avec Marie-Pier Duplessis

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Outrage au tribunal : Nadeau-Dubois ne témoigne pas - Publié le: jeudi 27 septembre 2012, 9H30 | Mise à jour: jeudi 27 septembre 2012, 9H33

VIDÉO : Nadeau-Dubois est visé par une accusation déposée par Jean-François Morasse, cet étudiant de l'Université Laval qui a obtenu une injonction au printemps pour assister à ses cours en arts plastiques, 27 septembre 2012, Journal de Québec

Marianne White

Gabriel Nadeau-Dubois a clamé son innocence devant les médias jeudi au palais de justice de Québec, mais il n'a pas témoigné pour sa défense à son procès pour outrage au tribunal.

L'ancien leader étudiant est poursuivi par Jean-François Morasse, cet étudiant de l'Université Laval qui a obtenu une injonction au printemps pour assister à ses cours en arts plastiques.

Morasse prétend que Nadeau-Dubois a incité, dans une entrevue diffusée à RDI, les étudiants en grève à ne pas respecter les injonctions du tribunal, incluant la sienne.

L'avocat de Nadeau-Dubois, Me Giuseppe Sciortino, a choisi de ne pas l'appeler à la barre.

Plus tôt en journée, Me Sciortino a échoué dans sa tentative de faire acquitter son client en

soutenant que le procès n'avait pas lieu d'être car l'injonction ne visait pas son client et qu'il n'y avait pas de preuve qu'il ait pris connaissance de l'injonction avant de faire sa déclaration.

Le juge Denis Jacques de la Cour supérieure du Québec a rejeté sa motion de non-lieu notant que Nadeau-Dubois était porte-parole de la CLASSE au moment des événements et que l'Association des étudiants en arts plastiques de l'Université Laval (AsÉTAP), visée par l'injonction obtenue par Morasse, était membre de la CLASSE.

La présidente de l'AsÉTAP, Marie-Pierre Bocquet, seule témoin de la défense, est venue dire qu'elle ou son association n'avait pas mis Nadeau-Dubois ou la CLASSE au courant de l'injonction.

Morasse témoigne

Le procès s'est ouvert jeudi avec le témoignage de Morasse. Ce dernier a soutenu qu'il n'en voulait pas à Nadeau-Dubois et qu'il aurait pris les mêmes actions contre n'importe qui pour faire respecter son injonction et terminer ses cours.

L'avocat du demandeur, Me Maxime Roy, a également déposé l'entrevue diffusée à RDI le 13 mai dernier et dans laquelle il aurait incité des étudiants à défier les injonctions émises par les tribunaux.

«C'est tout à fait regrettable qu'il y ait une minorité d'étudiants et d'étudiantes qui utilisent les tribunaux pour contourner la décision collective qui a été prise. Donc, nous, on trouve ça tout à fait légitime que les gens prennent les moyens nécessaires pour faire respecter le vote de grève, et si ça prend des lignes de piquetage, on croit que c'est un moyen tout à fait légitime», dit Nadeau-Dubois dans l'entrevue.

Le procès reprend vendredi matin avec les plaidoiries des deux parties.

Accueil discret

À son arrivée au palais de justice de Québec jeudi, Nadeau-Dubois a été accueilli par une poignée d'étudiants s'est dit confiant de convaincre le juge de son innocence.

« Je suis convaincu de mon innocence et mon avocat aussi et on va travailler très fort toute la

journée pour le démontrer au juge », a-t-il dit aux journalistes.

S'il est reconnu coupable, Gabriel Nadeau-Dubois s'expose à une amende maximale de 50 000\$ et

à une peine d'emprisonnement maximale d'un an.

Me Roy a déjà affirmé qu'il comptait réclamer une peine d'emprisonnement s'il est reconnu coupable.

[Afficher 25 commentaires \(Québec\)](#)
[Afficher 1-79 de 188 commentaires \(Montréal\)](#)

THE GAZETTE : Ex-CLASSE spokesman Gabriel Nadeau-Dubois loses first round in contempt of court battle : Complaint involves Université Laval student, who obtained an injunction so he could return to class during the tuition dispute – Thursday, September 27, 2012



Photograph by: Dario Ayala, Montreal Gazette
"I'm here today to prove the fact that I am innocent," ex-CLASSE leader Gabriel Nadeau-Dubois told reporters as he faced a charge of contempt of court in Quebec City Thursday.

By KEVIN DOUGHERTY, GAZETTE QUEBEC BUREAU

QUEBEC – Closing arguments begin Friday in the contempt of court case against Gabriel Nadeau-Dubois, following a complaint by Université Laval student Jean-François Morasse alleging the former student leader urged other students to stop Morasse from returning to class in May. Morasse, who was enrolled in a plastic arts certificate program in Laval's visual arts program, said in testimony that he left an April meeting of the student association called to vote in favour of strike action. The strike vote was in protest against the Charest government's plan to raise university tuition fees by \$1,788 over five years.

Quebec's new Parti Québécois government has cancelled the hike and will hold a summit in the new year on university funding and accessibility. Premier Pauline Marois has said she favours indexing tuition to the cost of living. Nadeau-Dubois lost the first round Thursday when Justice Denis Jacques of Quebec Superior Court rejected a motion by Giuseppe Sciortino, the lawyer acting for Nadeau-Dubois, to throw out the case.

Sciortino argued that Nadeau-Dubois had to have "real personal knowledge" that the injunction had been issued and that since Nadeau-Dubois was not specifically named in the injunction, he was not bound by its terms.

Sciortino called one witness, Marie-Pier Bloquet, president of the Association des étudiants en arts plastiques de l'Université Laval, the student association named in the injunction. He asked Bloquet whether she knew Nadeau-Dubois and whether he was made aware of the injunction. Bloquet answered no to both questions.

"There is no proof that he (Nadeau-Dubois) knew," Sciortino said earlier, arguing that the case be thrown out.

"He had nothing to do with efforts to block access to the plastic arts faculty."

Justice Jacques interrupted Sciortino several times as he tried to make his case, before establishing a link.

The judge noted that the Association des étudiants en arts plastiques de l'Université Laval belonged to the Coalition large de l'Association syndicale pour une solidarité étudiante, and that

Nadeau-Dubois was a spokesperson for the CLASSE.

The court viewed a video of an RDI interview with Léo Bureau-Blouin, then a student leader, now a Parti Québécois MNA, and Nadeau-Dubois. In the interview discussing the student strike, or boycott, the two answer questions about the state of negotiations and the length of the conflict.

Nadeau-Dubois says at one point that it is "totally legitimate" for students to picket classes, preventing others from entering.

Sciortino maintained that Nadeau-Dubois in the RDI interview was not addressing the case of Morasse, who testified that he has received "threats and insults."

When Sciortino asked Morasse if he knew whether Nadeau-Dubois was aware of his injunction, Morasse answered he had "no reason to think he knew or did not know."

Responding to Sciortino's arguments, Maxime Roy, the lawyer representing Morasse, accused him of "intellectual dishonesty" for trying to say Nadeau-Dubois was unaware of the injunction.

"He is named," Roy said. "He can't use the argument: 'I did not know.'"

Earlier, Nadeau-Dubois told reporters: "I'm here today to prove the fact that I am innocent."

"I cannot deny that I said what I said," he added.

"What we will say is that it does not constitute contempt of court, that it was an opinion, that it was the opinion of a student spokesman."

"It was not a voluntary attempt to block the course of justice."

LA PRESSE : Poursuite contre Nadeau-Dubois: des dons pour financer le procès - Publié le vendredi 21 septembre 2012 à 07h35



Jean-François Morasse (à gauche) poursuit Gabriel Nadeau-Dubois pour outrage au tribunal. Ewan Sauves, La Presse

Jean-François Morasse, l'étudiant qui poursuit Gabriel Nadeau-Dubois pour outrage au tribunal, a conçu un site internet pour amasser de l'argent en vue de son procès contre l'ex-porte-parole de

la CLASSE, qui doit avoir lieu jeudi et vendredi prochains.

«Faisant suite à de nombreuses offres de donations de la part des citoyens du Québec, je crée cette page pour vous permettre de faire vos dons», peut-on lire dans l'introduction du site.

L'étudiant au baccalauréat en design graphique de l'Université Laval accepte toute aide financière. Versé dans son compte PayPal, l'argent servira uniquement à payer ses frais d'avocat, qu'il estime à 758,99 \$. Si la somme récoltée est supérieure aux besoins de sa cause, il s'engage à rembourser les dépenses engagées par les étudiants qui ont réussi à obtenir une injonction au printemps dernier, a-t-il ajouté en ligne.

«Par respect pour la cour», Jean-François Morasse a refusé d'accorder une entrevue à *La Presse*. «Je vais réserver mes commentaires au juge», a simplement indiqué l'homme de 25 ans. Sur la page Facebook du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec,

groupe partisan de la hausse des droits de scolarité, plusieurs membres ont indiqué avoir fait un don à M. Morasse.

L'ex-porte-parole de la CLASSE a pris connaissance de l'existence du site internet dans les jours précédant sa première comparution.

«C'est son droit de récolter de l'argent s'il le veut, mais je trouve que c'est dommage. C'est le genre d'initiative qui alimente la dynamique de personnalisation du débat, a dit M. Nadeau-Dubois. Ça donne l'impression que tout ce mouvement-là reposait sur mes épaules, que si certains étudiants n'ont pas eu accès à leurs cours, c'est de ma responsabilité personnelle.»

Jean-François Morasse reproche à l'ex-leader étudiant d'avoir appelé au non-respect d'une injonction, lors d'une interview donnée à RDI. Gabriel Nadeau-Dubois, qui a plaidé non coupable le 29 mai, risque une peine de prison de quelques mois, avait indiqué le poursuivant.

24HEURES : Gabriel Nadeau-Dubois : L'ancien leader étudiant travaille pour la CSN – Jeudi 13 septembre 2012, à 19h30



Photo Joël Lemay / Archives / Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé que la révélation de son lien d'emploi avec le syndicat relevait plutôt de la vie privée.
Félix Séguin

MONTREAL - Gabriel Nadeau-Dubois, ancien co-porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a obtenu un contrat de recherche au sein de la CSN-Construction, a appris TVA Nouvelles. L'ex-leader étudiant est à l'emploi de la centrale syndicale depuis le mois d'août. Il s'est vu confier un contrat de recherche sur l'historique des conventions collectives dans le milieu de la construction. Le jeune homme a été embauché quelques jours après qu'il eut quitté ses fonctions de co-porte-parole de la CLASSE, le 8 août dernier. Appelé à commenter, le coordonnateur de l'équipe des salariés de la CSN-Construction, Louis-Serge Houle, a affirmé que le lien d'emploi qui unit l'ex-leader de la CLASSE et le syndicat est contractuel et que le mandat qui lui a été confié doit se terminer sous peu. M. Houle a également expliqué que Gabriel-Nadeau-Dubois a été embauché «par hasard» et

que c'était «un peu pour l'aider également» puisqu'il n'avait pas d'emploi estival après avoir été au cœur du conflit étudiant, pendant plus de 6 mois. Selon lui, l'arrivée de M. Nadeau-Dubois dans les rangs de la CSN n'a aucun lien avec le fait que la centrale syndicale avait affrété des autobus pour permettre aux étudiants de se rendre à certaines manifestations du printemps dernier et qu'elle avait donné son appui au mouvement étudiant. Joint au téléphone par TVA Nouvelles, Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé que la révélation de son lien d'emploi avec le syndicat relevait plutôt de la vie privée. Il a ajouté qu'il avait «besoin d'un emploi comme tout monde». L'ex-leader étudiant a fait ces commentaires avant de prendre l'avion pour la France où il est invité par le journal communiste *L'Humanité* pour participer à une fête du même nom, à La Courneuve, en banlieue de Paris.

TVANouvelles / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Gabriel Nadeau-Dubois : L'ancien leader étudiant décroche un emploi à la CSN - Première publication jeudi 13 septembre 2012 à 18h25 - Publié le: jeudi 13 septembre 2012, 19H07 | Mise à jour: jeudi 13 septembre 2012, 19H18



Photo Joël Lemay / Archives / Agence QMI
Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé que la révélation de son lien d'emploi avec le syndicat relevait plutôt de la vie privée.
Félix Séguin / Agence QMI

Gabriel Nadeau-Dubois, ancien co-porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a obtenu un contrat de recherche au sein de la CSN-Construction, a appris TVA Nouvelles. L'ex-leader étudiant est à l'emploi de la centrale syndicale depuis le mois d'août. Il s'est vu confier un contrat de recherche sur l'historique des conventions collectives dans le milieu de la construction. Le jeune homme a été embauché quelques jours après qu'il eut quitté ses fonctions de co-porte-parole de la CLASSE, le 8 août dernier. Appelé à commenter, le coordonnateur de l'équipe des salariés de la CSN-Construction, Louis-Serge Houle, a affirmé que le lien d'emploi qui unit l'ex-leader de la CLASSE et le syndicat est contractuel et que le mandat qui lui a été confié doit se terminer sous peu. M. Houle a également expliqué que Gabriel-Nadeau-Dubois a été embauché «par hasard» et

que c'était «un peu pour l'aider également» puisqu'il n'avait pas d'emploi estival après avoir été au cœur du conflit étudiant, pendant plus de 6 mois. Selon lui, l'arrivée de M. Nadeau-Dubois dans les rangs de la CSN n'a aucun lien avec le fait que la centrale syndicale avait affrété des autobus pour permettre aux étudiants de se rendre à certaines manifestations du printemps dernier et qu'elle avait donné son appui au mouvement étudiant. Joint au téléphone par TVA Nouvelles, Gabriel Nadeau-Dubois a affirmé que la révélation de son lien d'emploi avec le syndicat relevait plutôt de la vie privée. Il a ajouté qu'il avait «besoin d'un emploi comme tout monde». L'ex-leader étudiant a fait ces commentaires avant de prendre l'avion pour la France où il est invité par le journal communiste *L'Humanité* pour participer à une fête du même nom, à La Courneuve, en banlieue de Paris.

Afficher 1-80 de 398 commentaires (Montréal)

Afficher 9 commentaires (Québec)

- asirois 1 commentaire masqué
- Tu parles d'une nouvelle! On ne l'aurait jamais imaginé...
[09/14/2012 12:02 PM](#)
- silencieux 1 commentaire masqué
- Responsable de tout le dégât que tu as fait en ce printemps étudiant (violence, des millions en temps supplémentaires des autorités policières, commerces brisées, tous ces dégâts payés par la population du Québec, ce n'est pas à la CSN que tu aurais dû te trouver en emploi, mais dans une prison fédérale.
- Tu étais un étudiant qui n'a pas étudié cette dernière année scolaire, maintenant nous te considérons comme un f... drop out sans di-

- plôme, que seul un mouvement syndicaliste peut te faire gagner quelques dollars.
- Je te souhaite de quitter l'Amérique du Nord et d'aller essayer de soulever d'autres mouvements contestataires de cette planète
- Ou de continuer tes études, là ou tu les a quittées..
[09/13/2012 09:19 PM](#)
- MontyBurns 1 commentaire masqué
- La seule bonne nouvelle c'est qu'on ne devrait plus le voir à la télé et qu'il ne sera pas payé par les fonds publics mais grâce aux cotisations syndicales
[09/13/2012 09:14 PM](#)
- lognom 1 commentaire masqué
- Pis apres????
[09/13/2012 08:53 PM](#)
- morneau1962 1 commentaire masqué
- ``Pour participer à une fête COMMUNISTE en France` `...et bien si ceux et celles qui doutait des idéologies étudiantes au Québec doute encore c'est que vous ne comprendrez jamais !
[09/13/2012 07:41 PM](#)
- THORGAL77 1 commentaire masqué
- faut-ils s en surprendre? eh ben non..:)
[09/13/2012 07:36 PM](#)
- SuiSaBoutE 1 commentaire masqué
- Exact stun T*** Du C** :)
[09/13/2012 07:29 PM](#)
- trisoano 2 commentaires masqués
- Il à le potentiel pour l'emploi
[09/13/2012 07:28 PM](#)
- silencieux 1 commentaire masqué
- non, pas du tout, la CSN coté construction, il n'a pas le physique de l'emploi, il est bâti sur un frame de poulet,
[09/13/2012 09:38 PM](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : La CLASSE : Le dernier discours de Nadeau-Dubois - Publié le: vendredi 10 août 2012, 21H30 | Mise à jour: vendredi 10 août 2012, 23H22

Vidéo : Gabriel Nadeau-Dubois, a livré son « dernier » discours vendredi soir, à l'Olympia de Montréal, après avoir été ovationné par la foule dès son arrivée sur scène, 10 août 2012 , Agence QMI
Elizabeth Laplante / Agence QMI
Le désormais ex-coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a livré son « dernier » discours vendredi soir, à l'Olympia de Montréal, après avoir été ovationné par la foule dès son arrivée sur scène.

D'entrée de jeu, Gabriel Nadeau-Dubois a tenu une virulente critique à l'endroit du système économique actuel qu'il juge directement responsable de la corruption qui sévit au sein des diverses institutions publiques. «Ce qui arrive avec nos universités, c'est ce qui arrive partout, c'est ce qui arrive avec le Québec», a-t-il soutenu. Ses propos ont rapidement suscité de vives réactions au sein de la foule, estimée par les organisateurs à près de 1000 personnes. Des slogans anticapitalistes ont entre autres entrecoupé le discours de l'ex-coporte-parole.

Ce dernier a ensuite enchaîné sur le thème de la démocratie et de la pertinence de la lutte étudiante menée au printemps dernier contre la hausse des droits de scolarité. «La démocratie existe encore, on l'a vu ce printemps [...] Les gens du public sont en train de reprendre goût en la chose publique et ça, c'est grâce à nous», a-t-il dit. En conclusion, Gabriel Nadeau-Dubois a tenu à rappeler qu'il ne quittait pas la lutte, mais plutôt ses fonctions. Selon lui, « le mouvement (étudiant) ne faiblit pas, mais il change [...] Il s'agit plus que d'une



simple grève, les choses sont en train de changer », a-t-il conclu, avant de quitter, sous les applaudissements vigoureux du public.

La fin de la tournée

Le discours de Gabriel Nadeau-Dubois était très attendu depuis le début de ce rassemblement à l'Olympia, qui visait à souligner la fin de la tournée régionale de la CLASSE en plus de «redynamiser» le mouvement étudiant, aux dires des organisateurs.

Dès 19 h, discours engagés, numéros d'humour à saveur politique et performances musicales se sont succédé sur scène.

Le manifeste de la CLASSE, lu en partie par la coporte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds, a donné le ton à la soirée. Le groupe humoristique les Zapartistes a ensuite fait un passage remarqué sur scène, écorchant au passage le Parti libéral. Le groupe a également parodié diverses personnalités publiques telles que Jean Charest, Richard Martineau et Gilbert Rozon qui ont, chacun à leur façon, été impliqués dans le conflit étudiant.

L'auteur et metteur en scène Dominic Champagne, des membres du collectif Douze hommes rapaillés (Yann Perreau, Louis-Jean Cormier, Michel Rivard), Dan Bigras, le groupe Mise en Demeure ainsi que plusieurs enseignants, dont un certain professeur de philosophie mieux connu sous le nom d'Anarchopanda, ont tour à tour foulé les planches de l'Olympia.

La plupart d'entre eux ont profité de l'occasion pour saluer les étudiants qui ont pris part à la lutte contre la hausse des frais de scolarité.

L'un des moments forts de la soirée aura sans doute été l'arrivée de Maxence Valade, cet étudiant de 20 ans qui a perdu l'usage d'un œil lors des émeutes à Victoriaville. Le jeune homme, qui a également eu droit à une ovation, a vigoureusement dénoncé la brutalité policière.

Ce rassemblement public avait lieu à la veille du congrès de la CLASSE qui se tiendra samedi et dimanche, à Montréal.



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Dominic Champagne, lors de la soirée «Nous sommes avenir» organisée par la CLASSE au théâtre l'Olympia.



Photo Joël Lemay / Agence QMI

Maxence Valade lors de la soirée «Nous sommes avenir» organisée par la Classe au théâtre l'Olympia.



Les Zapartistes, lors de la soirée «Nous sommes avenir» organisée par la CLASSE à l'Olympia



Photo Joël Lemay / Agence QMI
Camille Robert

Afficher 11 commentaires (Montréal)

[Jim Brisson](#)

Si tu savais comment ton insulte passe pour un compliment. Le loser est plutôt celui qui insulte les autres... ou du moins qui essaie!

[08/11/2012 12:30 PM](#)

jemefoutdetout

Adios Ché Morveux!

[08/11/2012 12:22 AM](#)

[Jim Brisson](#)

Tu devrais mouché celle qui dégouline de ton pifs.

[08/11/2012 01:33 AM](#)

jemefoutdetout

Retourne jouer à Super Mario Bros.....loser!

[08/11/2012 01:37 AM](#)

[Jim Brisson](#)

Wow. Que de rhétorique.

[08/11/2012 12:29 PM](#)

perraspierre

Merci Gabriel ! La jeunesse Québécoise te doit beaucoup.

[08/10/2012 11:37 PM](#)

QUEBEC1

OUI, Merci pour que ont paye pour tout le dimanche vous avez faite

[08/11/2012 09:31 AM](#)

Enigmanie

Bravo les jeunes!

[08/10/2012 10:33 PM](#)

jemefoutdetout

Oui bravo les jeunes! Grâce à leurs agissements (chaos, saccages et autres) ils ont fait perdre des millions de dollars à l'industrie touristique de Montréal sans oublier le fait qu'ils ont entaché la réputation de la ville sur le plan international.

[08/11/2012 01:30 AM](#)

[Danielle Blouin](#)

cher jemefoutdetout vous êtes, de par vos commentaires, l'antithèse de ce que vous prétendez être.

[08/11/2012 11:25 AM](#)

Enigmanie

Et la victimisation!!!!Faut parfois sortir de son petit confort pour faire valoir nos idées etc....Ces jeunes aussi ont perdu la-dedans mais au moins ils se sont affirmés et n'ont pas continué à faire les moutons comme d'autres qui dénoncent en ne bougeant pas le petit doigt.

[08/11/2012 09:01 AM](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

asirois

Peut-on vraiment espérer que ce sera le dernier?

[08/11/2012 12:02 PM](#)

LE DEVOIR: Gabriel Nadeau-Dubois - Le militant continue de soulever les passions, même après sa démission - Les railleries succèdent aux hommages dans les réseaux sociaux - Vendredi 10 août 2012



Photo : CREPUQ

Martine Desjardins : « Il ralliait les gens autant qu'il était contesté. »

Amélie Daoust-Boisvert

Victoire de ses adversaires pour les uns, démission « à la fois triste et courageuse » pour les autres, usur les réseaux sociaux, plusieurs militants ont tenu à remercier personnellement Gabriel Nadeau-Dubois pour son engagement en apprenant qu'il tirait sa révérence.

À l'image des réactions polarisées qu'il suscitait pendant son mandat, Gabriel Nadeau-Dubois est salué et décrié à la fois pour son départ, dit la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins. « Je pense que Gabriel ralliait autant les gens qu'il était contesté par d'autres. » Elle déplore que le gouvernement l'ait utilisé comme « tête de Turc ». « Je trouve ça très dérangeant qu'on laisse une tribune à un premier ministre pour intimider quelqu'un. Lui faire porter le fardeau, c'était de l'irresponsabilité. »

Éliane Laberge, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), croit que les adversaires du mouvement étudiant « vont sûrement trouver un nouveau bouc émissaire ». Ce départ aura-t-il une influence sur le mouvement ? « C'est un changement important, dit-elle, mais ça peut aussi démontrer une forme de changement. En conférence de presse sur un autre sujet, la co-porte-parole de la CLASSE Camille Robert a affirmé que, « dans notre cercle de travail, nous savions depuis quelques jours qu'il allait quitter [son poste]. S'il part, c'est qu'il est confiant que le mouvement peut continuer sans lui. » « Nous ne pensons pas que ce soit une menace sérieuse [à la mobilisation]. Gabriel avait acquis un rôle important pour les médias, mais le mouvement étudiant ne compte pas seulement sur lui », dit Frank Lévesque-Nicol, de l'AFESH, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM.

Interrogé sur la démission de son ancien compagnon d'armes, Léo Bureau-Blouin, ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) devenu candidat pour le Parti québécois, demeure prudent. Les porte-parole « ont vécu des situations difficiles, particulièrement pendant la grève étudiante. Je pense que Gabriel a donné

tout ce qu'il a pu ». Il se garde bien de critiquer ouvertement son ancien collègue au discours plus radical.

Les détracteurs de Gabriel Nadeau-Dubois, eux, n'ont pas manqué de le railler une dernière fois. Sur Twitter, les attaques personnelles et les critiques côtoyaient les remerciements et les hommages.

Les politiciens en campagne réagissent

S'il a été sévère à l'endroit de Gabriel Nadeau-Dubois, ce n'était pas « personnel », a soutenu Jean Charest hier. « Je ne fais pas campagne contre M. Nadeau-Dubois. C'est pas personnel et je ne [lui] veux pas de tort. » Le chef libéral demeure critique du discours du porte-parole étudiant. « Je laisse aux gens le soin de juger le sens de ses propos », a-t-il dit. Sans croire que le mouvement s'essouffle, il a dit voir des « signes encourageants ces derniers jours » qui permettent d'espérer une rentrée « au bénéfice des étudiants ».

De son côté, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, croit qu'« il faut avoir du respect » pour Gabriel Nadeau-Dubois, malgré sa tendance à parfois « exagérer ». Selon la chef péquiste, l'ex-porte-parole de la CLASSE n'est « absolument pas » responsable des débordements qui ont marqué quelques manifestations du conflit étudiant.

Françoise David a salué le militant en écorchant Jean Charest au passage. « Je trouve que c'est infect, la façon dont M. Charest s'est comporté avec la CLASSE et avec Gabriel Nadeau-Dubois. » Elle a d'ailleurs ouvert la porte de son parti au jeune homme, qui n'envisage pas la politique pour le moment.

François Legault a simplement déclaré que « c'est un jeune qui a beaucoup de talent, qui est très charismatique », et il lui « souhaite bonne chance même [s'il n'est] pas du tout d'accord avec ses positions ».

Avec Jeanne Corriveau, Nancy Caouette, Antoine Robitaille, Jessica Nadeau et Robert Dutrizac

Vos réactions (6)

Yves Claudé - Inscrit, 10 août 2012 05 h 54

Démission de GND : une question à ne pas poser !

Dans le concert d'éloges, parfaitement justifiées, qui fait suite à la démission de Monsieur Gabriel Nadeau-Dubois, il est une question qu'il convient, pour ne pas troubler certaines consciences et leurs imperturbables "convictions", de s'abstenir de poser :

Quels sont les motifs politiques internes au mouvement étudiant, qui ont amené la démission de Monsieur Gabriel Nadeau-Dubois ?

Yves Claudé

Solange Bolduc - Abonné, 10 août 2012 09 h 25

Il faut simplement consentir à ne pas en connaître les motifs qui lui appartiennent puisqu'il ne les a pas dévoilés ! C'est une question de respect.

Avez-vous lu dans La Presse la chronique de Mme Pétrovsky ? Intéressante !

Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 10 h 55

Ce que M. Nadeau-Dubois a subi, on appelle cela le phénomène de la double contrainte qui fait partie de la pire méthode de harcèlement psychologique sur une personne ou un groupe

Il s'agit de diffamer gratuitement une personne ou un groupe visé et de faire qu'il subisse des effets néfastes à leurs actions qu'importe le geste qu'il posera ou l'absence de geste.

Si M. Nadeau-Dubois restait en poste comme porte-parole de la CLASSE durant ses élections provinciales, le PLQ en tirait un avantage certain pour étendre le fumée de diffamation afin de cacher leurs propres actions en se servant de leurs larbins, dans certains médias et notre fonction publique entre autre, dont la police, pour les aider dans cette désinformation et alimenter la fumée. S'il quitte la CLASSE et ne commente plus rien publiquement, certain(e)s, telle que Liza Frula, ancienne députée libérale fédérale, le dénigreront à volonté en le traitant de lâche, qu'il quitte parce qu'il était sûr de perdre et bla bla bli et bla bla bla afin de le provoquer, mais qui ne peut perdurer qu'une journée sans que ces derniers n'y perdent toute crédibilité. M. Nadeau-Dubois a donc choisi l'option du moindre mal qui ne vise que lui au lieu de servir son ego et d'affecter l'ensemble du mouvement étudiant ainsi que le bien commun de tou(te)s les Québécois(se)s à travers les sujets de corruption et de collusion qui auraient été cachés par la fumée de la diffamation de sa personne et du mouvement étudiant lors de cette campagne électorale pour des élections fédérales le 4 septembre 2012. Félicitons M. Nadeau-Dubois pour savoir user de son intelligence avec sagesse et encourageons nos concitoyen(ne)s à nous rejoindre dans les rues ce 22 août 2012, à s'informer et à aller voter, si l'on veut préserver nos acquis, dont notre démocratie et nos droits fondamentaux.

M. Charest fût élu pour la première fois un 4 septembre, et bien, ce sera le 4 septembre 2012 qu'il sera exclus de l'Assemblée nationale du Québec et ira rejoindre Duplessis dans nos livres d'histoire.

Chantal Mino - Abonnée, 10 août 2012 11 h 06

La chef du PQ, Mme Pauline Marois pourrait-elle préciser sa pensée et nous dire en quoi Gabriel Nadeau-Dubois exagère ?

Moi, en tous les cas, j'ai nombre d'exemples qui démontrent que Mme Marois banalise des situations assez graves qui lorsqu'elles seront connues publiquement susciteront des questions sur le laxisme et le silence de cette dernière. Si le message est exagéré et vrai, il ne faut pas s'en prendre au messenger pour le banaliser, mais plutôt le prendre au sérieux Mme Marois et agir rapidement et fermement en fonction de sa gravité qui aura été au préalable vérifié au lieu d'être ignoré comme une fabulation parce que cela ne vous concerne pas et ne vous rapporte rien.

Line Gingras - Abonnée, 10 août 2012 14 h 59

Euh...

« C'est un changement important, dit-elle, mais ça peut aussi démontrer une forme de changement. »

C'est vraiment ce qu'a dit madame Laberge?

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Gabriel Nadeau-Dubois démissionne de la CLASSE - Mise à jour le jeudi 9 août 2012 à 20 h 24 HAE

Vidéo : Anne-Marie Dussault s'entretient avec Gabriel Nadeau-Dubois.

Six mois après le début du conflit étudiant, le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante Gabriel Nadeau-Dubois démissionne, disant avoir la « conviction » que la CLASSE « a besoin de nouveaux visages ».

Tandis que les [votes de grève reprennent](#) dans les cégeps et les universités à l'approche du retour en classe imposé par la loi spéciale, Gabriel Nadeau-Dubois estime que la lutte contre la hausse des droits de scolarité entre dans une nouvelle étape.

« Je pars la tête haute, avec la conviction d'avoir fait mon devoir et d'avoir participé à un mouvement populaire historique. »
Gabriel Nadeau-Dubois

Il souligne que sa décision « n'est ni motivée par l'amertume, ni par le désespoir », se disant plus convaincu que jamais de la nécessité et de l'im-



portance de poursuivre la mobilisation étudiante amorcée il y a maintenant six mois. Dans sa lettre de démission, Gabriel Nadeau-Dubois lance une charge à fond de train contre le gouvernement sortant et se montre particulièrement virulent envers Jean Charest. Il tire d'eux sa révérence avec un seul regret : quitter ses fonctions « alors que le Québec est toujours dirigé par Jean Charest ».

« Pour un premier ministre qui souhaite tellement que le mouvement étudiant dénonce la violence et l'intimidation, je trouve que Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon endroit d'une charge de violence inouïe. J'ai maintenant besoin de prendre un répit loin de toutes ces attaques. »

Gabriel Nadeau-Dubois

La CLASSE tiendra un congrès en fin de semaine pour décider si le siège laissé vacant par Gabriel Nadeau-Dubois sera pourvu. L'organisation étudiante compte actuellement deux autres porte-parole, soit Jeanne Reynolds et Camille Robert. La CLASSE représente 65 associations étudiantes de cégeps et d'universités regroupant 100 907 étudiantes et étudiants.

[Lettre de Gabriel Nadeau-Dubois](#)

Réactions

Directement visé dans la lettre du leader étudiant, Jean Charest a soutenu qu'il n'a pas invité ni souhaité le mouvement de protestation étudiante. « Je ne fais pas campagne contre M. Nadeau-Dubois. Ce n'est pas personnel à M. Nadeau-Dubois », a insisté M. Charest.

De son côté, la chef du Parti québécois Pauline Marois a mentionné qu'elle avait du respect pour le porte-parole. « Il faut admettre qu'il a été capable de défendre son point de vue avec intelligence et audace, parfois en exagérant, a-t-elle dit. Si on n'est pas capable d'exagérer à 20 ans,

je pense qu'on risque d'être bien ennuyant à 60 ans. »

Le candidat péquiste et ex-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) Léo Bureau-Blouin a quant à lui affirmé avoir « beaucoup de respect pour les gens qui dévouent du temps et de la passion à des causes politiques et des causes sociales ». « Si on veut garder notre vie démocratique vivante, il faut continuer de s'impliquer et remercier les gens qui le font », a-t-il ajouté.

François Legault a pour sa part reconnu que Gabriel Nadeau-Dubois avait beaucoup de talent et était très charismatique. « Je lui souhaite bonne chance même si je ne suis pas du tout d'accord avec ses positions », a déclaré le chef de la Coalition avenir Québec.

Les associations étudiantes affiliées à la CLASSE qui ont tenu une assemblée générale jeudi semblent avoir reçu la nouvelle avec sérénité, l'association s'étant positionnée contre la personnalisation de la lutte étudiante. La coporte-parole de la CLASSE Camille Robert savait depuis quelques jours que son collègue allait tirer sa révérence. « On sait qu'il est parti à un moment où il jugeait qu'on est assez forts et fortes pour continuer », affirme-t-elle.

Martine Desjardins, présidente de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), a appris la nouvelle dans les journaux, en même temps que tout le monde. Elle a exprimé son étonnement devant la décision de M. Nadeau-Dubois à l'approche de l'élection provinciale, mais s'est dite satisfaite que les trois leaders étudiants du printemps soient parvenus à tenir un front uni, malgré leurs différences. « Il va nous manquer », a-t-elle conclu.

Aucun des politiciens ni des leaders étudiants n'a voulu voir dans cette démission le signe d'un essoufflement du mouvement étudiant.

En complément



Vidéo - [Anne-Marie Dussault s'entretient avec Gabriel Nadeau-Dubois.](#)



Vidéo - [Le reportage d'Émilie Dubreuil](#)



Vidéo - [L'entrevue d'Anne-Marie Dussault avec Martine Desjardins, présidente de la Fédération universitaire du Québec](#)

[Les commentaires \(623\)](#)

LE SOLEIL : Démission de Gabriel Nadeau-Dubois: choc pour le mouvement étudiant - Publié le 09 août 2012 à 19h17



Le Soleil, Steve Deschênes

La présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, a été complètement surprise d'apprendre la démission de Gabriel Nadeau-Dubois.

David Rémillard, Le Soleil

(Québec) La démission de Gabriel Nadeau-Dubois a causé une véritable onde de choc au sein du mouvement étudiant. Partagés entre déception et incompréhension, les leaders s'expliquent mal le départ du populaire porte-parole, surtout à quelques semaines des élections provinciales.

«Ça va prendre encore un petit bout de temps avant de le réaliser», lance d'entrée de jeu Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec. Celle qui luttait aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois depuis le déclenchement de la grève l'hiver dernier a été complètement surprise d'apprendre sa démission. «Je lui ai parlé il y a quatre ou cinq jours et rien ne laissait présager ça, poursuit-elle. Nous avons des projets [pour la rentrée]».

Encore mercredi soir, Gabriel Nadeau-Dubois s'affichait comme porte-parole lors d'un rassemblement tenu à Chicoutimi. Jamais il n'a fait mention de ses intentions même quelques heures avant d'envoyer sa lettre aux militants de la CLASSE.

Bien qu'elle estime qu'il n'existe «pas de bon moment pour quitter», la présidente de la FEUQ n'arrive pas à comprendre pourquoi le fougueux porte-parole bat en retraite si près du but, à seulement 27 jours du vote et d'un possible changement de gouvernement.

«On ne s'attendait pas à ce qu'il parte à ce moment-ci», renchérit Paul-Émile Auger, secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ). «De prime abord, ça peut laisser un sentiment négatif, mais le mouvement ne dépend pas de Gabriel».

Quant à Éliane Laberge, présidente de la FECQ, elle affirme qu'aussi surprenante soit la décision, «on ne peut que la respecter». «Il aurait pu continuer, mais s'il n'avait plus la même motivation peut-être est-ce mieux qu'il laisse la place à du sang neuf», poursuit-elle.

À la CLASSE, la coporte-parole Camille Robert a affirmé «qu'on était au courant depuis quelques jours», et que Gabriel Nadeau-Dubois «est parti au moment où il jugeait que nous étions assez fort» pour poursuivre la lutte.

Démonisé

Si le départ de M. Nadeau-Dubois est surprenant, les motivations décrites dans sa lettre de démission le sont moins. Dans sa missive, le porte-parole de la CLASSE s'est dit désolé par les «attaques personnelles» et «l'enflure verbale» dont il a fait l'objet de la part de ses adversaires.

Il ajoute que le premier ministre Jean Charest a utilisé contre lui «une charge de violence inouïe» et l'a qualifié «d'indigne».

«On l'a vu aller. Il a été attaqué de toute de part. C'était de l'acharnement», déplore Martine Desjardins. «Si ce n'avait pas été Gabriel, s'aurait été quelqu'un d'autre».

Même analyse chez sa collègue Éliane Laberge. «Le Parti libéral s'en est bien servi pour démoniser le mouvement étudiant, le rendre moins intéressant. Je ne serais pas surprise qu'il [le PLQ], se trouve une nouvelle cible». «C'est une attitude déplorable».

Plus nuancé, Paul-Émile Auger croit que cette personnalisation du débat vers Gabriel Nadeau-Dubois a nuit à la cause étudiante. «Les attaques envers lui ont été assimilées à tout le mouvement étudiant», explique-t-il. Son départ ramènera selon lui les discussions vers les vrais enjeux de la grève.

Gabriel Nadeau-Dubois doit prononcer un discours vendredi dans le cadre d'une grande conférence nationale marquant la fin de la tournée provinciale Nous sommes avenir de la CLASSE amorcée le 13 juillet dernier.

Extraits de la lettre de Gabriel Nadeau-Dubois

«Je quitte avec un seul regret. Je regrette de quitter mes fonctions alors que le Québec est toujours dirigé par Jean Charest, un premier ministre méprisant et violent envers le Québec et sa jeunesse.»

«Je quitte, mais le mouvement se poursuivra. Ce que je quitte, ce n'est pas la mobilisation, ni la lutte, ni la CLASSE: je quitte mon rôle de porte-

parole. Je serai encore à vos côtés, dans la rue et dans les assemblées.»

«Pour un premier ministre qui souhaite tellement que le mouvement étudiant dénonce la violence et l'intimidation, je trouve que Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon endroit d'une charge de violence inouïe. J'ai maintenant besoin de prendre un répit loin de toutes ces attaques.»

COMPARUTION LE 27 SEPTEMBRE

Gabriel Nadeau-Dubois ne se fera pas oublier très longtemps. Poursuivi pour outrage au tribunal par un étudiant en arts visuels de l'Université Laval, Jean-François Morasse, il doit comparaître au palais de justice de Québec le 27 septembre prochain. M. Morasse, qui a obtenu une injonction de la cour le 12 avril dernier pour retourner en classe, accuse l'ex-porte-parole d'avoir incité les grévistes à ne pas respecter la décision des tribunaux.

«Nous, on trouve ça tout à fait légitime que les gens prennent les moyens nécessaires pour faire respecter le vote de grève. Et si ça prend des piquets de grève, on croit que c'est un moyen tout à fait légitime de le faire», avait déclaré Gabriel Nadeau-Dubois sur les ondes de RDI. L'avocat de M. Morasse, Me Maxime Roy-Martel, entend demander une peine d'emprisonnement si l'accusé était déclaré coupable. Gabriel Nadeau-Dubois a quant à lui plaidé non coupable à l'audience préliminaire du 29 mai dernier. Pour un outrage au tribunal, l'amende maximale est de 5000\$ et la peine d'emprisonnement, de maximum un an.

LES FILLES AU FRONT

La suite du conflit étudiant sera menée presque exclusivement par des femmes. Après les départs de Léo Bureau-Blouin en juin dernier et maintenant celui de Gabriel Nadeau-Dubois,

quatre des cinq porte-parole actifs chez les associations étudiantes nationales sont féminines. «On est juste des filles!», s'est amusée Martine Desjardins. Elle avoue que cette situation change quelque peu la dynamique, mais pas en raison du sexe des porte-parole. «Au fil du temps, j'ai développé des affinités avec Léo et Gabriel», explique-t-elle.

En quelques mois, les figures dominantes du conflit étudiant ont complètement changé. Seule Jeanne Reynolds de la CLASSE était en poste en même temps que Martine Desjardins. Au début du mois de juin dernier, Éliane Laberge a succédé à Léo Bureau-Blouin à la présidence de la FECQ, et Camille Robert a été nommée porte-parole à la CLASSE aux côtés de Mme Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois. La CLASSE sera réunie en congrès cette fin de semaine. Il n'est toutefois pas spécifié si un nouveau porte-parole sera nommé.

JOURNALMÉTRO : Départ de Nadeau-Dubois: quel impact sur la grève? - Mise à jour: Jeudi 9 août 2012 | 16:26



Jacques Boissinot, La Presse Canadienne
Gabriel Nadeau-Dubois

Par Mélanie Marquis La Presse Canadienne
MONTRÉAL – La démission surprise de Gabriel Nadeau-Dubois, qui survient alors que les associations étudiantes se prononcent tour à tour sur la reconduction de la grève, n'aura aucunement raison de la détermination des opposants à la hausse des droits de scolarité, assure la CLASSE. Un avis qui n'est pas forcément partagé par la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La coporte-parole de la CLASSE, Camille Robert, a affirmé jeudi que le départ de Gabriel Nadeau-Dubois ne constituait pas forcément une mauvaise nouvelle. Cela démontre, selon elle, que le jeune homme juge le mouvement étudiant «assez fort» pour continuer sans lui.

«Ce n'est pas une mauvaise nouvelle pour le mouvement, a-t-elle plaidé. Les visages vont changer en effet (...) mais la grève va se poursuivre.»

Reste qu'en date de jeudi, trois établissements affiliés à la CLASSE avaient décidé de retourner sur les bancs d'école. Au cégep de Saint-Jérôme et au Collège de Valleyfield, les étudiants ont voté mercredi pour une trêve électorale, mais au cégep André-Laurendeau, c'est un retour en classe définitif qui a été voté jeudi.

Du côté de la FEUQ, où les votes se tiendront à la date prévue pour le retour en classe — histoire d'éviter des taux de participation anémiques comme ceux que l'on a vu au cours des derniers jours —, le suspense dure toujours.

Mais le constat de l'essoufflement des troupes de la CLASSE, lui, semblait déjà s'imposer, même si Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas signé l'arrêt de

mort de la grève étudiante en démissionnant, a affirmé la présidente de la fédération étudiante universitaire, Martine Desjardins.

«Je pense que (la désaffection du mouvement de grève à la CLASSE) était déjà en cours. Je pense que c'est juste un élément supplémentaire qui va effectivement peut-être affecter les gens qui étaient plus en faveur de Gabriel ou qui suivaient Gabriel. Probablement que ça va plus affecter un peu plus leur vote à eux», a-t-elle suggéré.

De toute façon, en période électorale, l'unique planche de salut du mouvement étudiant n'est plus forcément la grève, a fait valoir Mme Desjardins.

«La grève n'est pas une finalité, c'est un moyen, a-t-elle exposé. Dans un cadre démocratique, il faut aller voter pour faire la différence. On a tout essayé: des négos, des manifestations de 200 000 et 300 000 personnes (...) La grève, elle a été très utile à l'hiver.»

Après avoir «perdu» Léo Bureau-Blouin, qui terminait son mandat à la tête de la Fédération étudiante collégiale en juin, voilà donc que Mme Desjardins est la dernière représentante du trio de leaders qui a mené les troupes étudiantes depuis les premiers votes de grève, en février dernier, à rester en poste.

Elle s'est dite surprise par la démission de son ancien compagnon d'armes, avec qui elle avait pourtant parlé, il y a quelques jours à peine, de la prochaine manifestation prévue le 22 août à Montréal.

La voix de Gabriel Nadeau-Dubois ne retentira donc pas dans les mégaphones lors de cette manifestation, mais il prononcera un ultime discours vendredi soir, à l'Olympia, dans le cadre de l'événement de fin de tournée de la CLASSE.

En attendant, ce sont les politiciens qui ont été invités à se prononcer sur le départ de l'un des acteurs les plus en vue du conflit étudiant. Celui-ci a expliqué les raisons de sa démission dans une lettre ouverte parue jeudi matin.

Dans sa missive, Gabriel Nadeau-Dubois s'est montré particulièrement grinçant à l'endroit du chef libéral Jean Charest.

«Pour un premier ministre qui souhaite tellement que le mouvement étudiant dénonce la violence et l'intimidation, je trouve que Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon

endroit d'une charge de violence inouïe», a écrit l'ancien porte-étendard de la CLASSE.

Invité à réagir à ces propos, M. Charest s'est défendu d'avoir personnalisé le débat, ce qui lui a été souvent reproché par les associations étudiantes et leurs leaders pendant le conflit étudiant.

«Je ne fais pas campagne contre M. Nadeau-Dubois. Ce n'est pas personnel à M. Nadeau-Dubois. Et je ne lui veux pas de tort, à M. Nadeau-Dubois. Mais ce que je veux, c'est le bien du Québec, et je veux que les Québécois puissent avoir l'occasion de s'exprimer sur l'avenir de notre société», a-t-il déclaré en matinée lors d'un point de presse à Québec.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), pour sa part, a vanté le talent et le charisme du jeune homme, mais il a toutefois tenu à préciser qu'il ne partageait pas ses valeurs.

«Je lui souhaite bonne chance même si je ne suis pas du tout d'accord avec ses positions», a simplement indiqué François Legault lors d'un point de presse à Mirabel.

On peut effectivement être en accord ou en désaccord avec les positions défendues par Gabriel Nadeau-Dubois, a quant à elle reconnu la chef du Parti québécois, Pauline Marois.

«Mais il faut admettre qu'il a été capable de défendre son point de vue, de le faire avec intelligence et avec audace. Parfois en exagérant un peu, mais si on n'est pas capable d'exagérer à 20 ans, je pense qu'on risque d'être bien ennuyant à 60 ans», a lancé la chef péquiste, de passage à Chicoutimi.

Le co-chef de Québec solidaire, Amir Khadir, qui a souvent battu le pavé avec Gabriel Nadeau-Dubois, s'est dit «rempli d'admiration» pour le jeune homme «intelligent, déterminé et courageux qui a pris sur lui beaucoup de critiques, beaucoup de violence venant du gouvernement Charest, venant de M. Charest lui-même».

Celui que l'on surnommait «GND» a promis de continuer à militer au sein de mouvement, estimant que le «climat d'ébullition politique et sociale» issu du mouvement étudiant «doit impérativement se poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années». Il a ajouté que les critiques soulevées par le mouvement étudiant étaient beaucoup trop profondes pour être réglées par une élection.

TVANOUVELLES : CLASSE : Québec solidaire prêt à accueillir Gabriel Nadeau-Dubois - Première publication jeudi 9 août 2012 à 16h15



Crédit photo : Agence QMI

Gabriel Nadeau-Dubois
Par Jean-François Villeneuve | Agence QMI
Moins de 24 heures après la démission-surprise de **Gabriel Nadeau-Dubois** au poste de porte-parole de la **CLASSE**, **Françoise David** lui a publiquement ouvert les portes de Québec solidaire.
«Je suis certaine que c'est quelqu'un qui reviendra dans l'espace public un jour ou l'autre. Et si

jamais un jour, il lui prenait l'envie d'être candidat pour Québec solidaire, il sera le bienvenu», a-t-elle affirmé jeudi en marge de l'inauguration de son propre local électoral dans **Gouin**.
Elle dit toutefois comprendre que celui qui est devenu la tête d'affiche de la grogne étudiante contre le gouvernement libéral veuille prendre du temps dans l'ombre, après des mois de conflit.
«On a l'impression en lisant sa lettre que pour l'instant, il a envie de se reposer un peu.»

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALEDMONTRÉAL: Démission: Léo Bureau-Blouin salue le travail de Gabriel Nadeau-Dubois - Malgré des différends importants, l'ex-leader étudiant dit avoir du respect pour GND- Publié le: jeudi 09 août 2012, 15H11 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 15H24

VIDÉO: L'ancien président de la FECQ et candidat du PQ, Léo Bureau-Blouin, réagit à la démission de Gabriel Nadeau-Dubois, 9 août 2012, TVA Nouvelles
Agence QMI

Le candidat du Parti québécois et ex-président de la Fédération étudiante collé-

giale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a commenté la démission de Gabriel Nadeau-Dubois, en saluant les sacrifices qu'il a dû faire comme leader étudiant et en lui souhaitant du repos.

Par ailleurs, dans la vidéo ci-bas, Camille Robert, une des co porte-paroles de la CLASSE, réagit

elle aussi à la démission de son collègue Nadeau-Dubois, en précisant qu'il fallait que les étudiants continuent le combat dont Gabriel Nadeau-Dubois a été l'un des porte-étendards.

[Afficher 10 commentaires \(Québec\)](#)

JOURNALEDMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pauline Marois: Charest a «démonisé» Nadeau-Dubois - Publié le: jeudi 09 août 2012, 14H45 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 14H57



Photo Annie T. Roussel

Marianne White

Gabriel Nadeau-Dubois, le leader démissionnaire de la CLASSE, a été «démonisé» par le premier ministre et mérite notre respect même s'il a parfois exagéré, croit Pauline Marois.

«Je pense qu'il faut avoir du respect pour Gabriel Nadeau-Dubois. On peut ne pas être d'accord avec son point de vue, avec ses orientations, mais il faut admettre qu'il a été capable de défendre son point de vue, de le faire avec intelligence, avec audace, parfois en exagérant un peu», a dit la chef du Parti Québécois.

«Mais si on est pas capable d'exagérer à 20 ans, je pense qu'on risque d'être ben ennuyant à 60 ans», a-t-elle ajouté.

Le jeune leader étudiant a indiqué dans sa lettre de démission qu'il ne pouvait plus supporter les

attaques «personnelles et dégradantes» à son endroit, notamment de la part de libéraux.

La leader péquiste a estimé que le premier ministre Jean Charest a contribué à créer un climat social malsain qui a divisé les Québécois.

«Il a voulu marginaliser certains des leaders étudiants, les démoniser, leur accolant des étiquettes qui n'étaient pas leur intention. Je trouve ça dommage pour un premier ministre qui ainsi démontre sa jeunesse», a-t-elle ajouté.

Mme Marois a soutenu que M. Nadeau-Dubois n'était pas responsable des débordements qui ont entaché quelques manifestations étudiantes.

[Afficher 49 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 38 commentaires \(Québec\)](#)

LE SOLEIL: Démission de Nadeau-Dubois: Charest se garde de pavoiser - Publié le jeudi 09 août 2012 à 14h34 | Mis à jour le jeudi 09 août 2012 à 17h38



Photo AFP

Gabriel Nadeau-Dubois
[Michel Corbeil](#), Le Soleil

(Québec) Décrit par Gabriel Nadeau-Dubois comme un premier ministre «méprisant et violent», Jean Charest s'est bien gardé de pavoiser en lisant dans Le Devoir que le leader étudiant le plus virulent à son endroit démissionne.

À son point de presse matinal, le chef du Parti libéral du Québec n'a pas voulu répliquer à celui qui quitte son rôle à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Comment Jean Charest a-t-il réagi à l'accusation d'avoir fait preuve «d'une violence inouïe» contre les étudiants et particulièrement contre le co-porte-parole que les Québécois sont venus à désigner par ses initiales GND?

«Les gens jugeront du sens du propos», a-t-il répondu mollement. «Ce qui a offusqué tout le

monde, c'est l'intimidation, c'est la violence, c'est le manque de respect.

«Et ça, ce n'est pas tous ceux qui ont choisi de manifester», a nuancé le leader libéral. «En répondant, je veux faire attention parce qu'on peut donner l'impression de viser tout le monde. Ce n'est pas le cas.»

Il n'a cependant jamais prononcé le nom de Gabriel Nadeau-Dubois, que ce soit pour l'inclure ou l'exclure. Il n'a pas non plus voulu interpréter le départ comme un signe annonciateur de l'essoufflement du mouvement étudiant combattant la hausse des droits de scolarité décrétée par les libéraux de M. Charest.

Charest «démonise», dit Marois

La chef du Parti québécois (PQ), Pauline Marois, trouve dommage qu'un premier ministre «démonise» ainsi sa jeunesse. Elle s'explique mal les soi-disant attaques de Jean Charest à l'égard de l'ex-dirigeant étudiant. «Je crois que M. Charest dans le conflit étudiant a divisé les Québécois, il a aussi voulu marginaliser certains des leaders étudiants, les démoniser, leur accolant des étiquettes [sur ce] qui n'étaient pas leur intention», a-t-elle soutenu, de passage à Chicoutimi, pour une annonce d'ordre économique.

Questionnée à savoir s'il ferait un bon candidat pour le PQ, elle a éclaté de rire avant d'affirmer qu'il fallait le respecter. «On peut ne pas être d'accord avec son point de vue, ses orientations. Mais l'on doit admettre qu'il a été capable de défendre son point de vue, de le faire avec intelligence, avec audace, parfois en exagérant un peu. Mais si on n'est pas capable d'exagérer à 20

ans, je pense que l'on risque d'être ben ennuyant à 60 ans», a-t-elle philosophé.

Bonne chance GND, dit Legault

Le chef caquiste, François Legault, s'est contenté de dire que Gabriel Nadeau-Dubois incarne un jeune «qui a beaucoup de talent, qui est très charismatique. Je lui souhaite bonne chance, même si je ne suis pas du tout d'accord avec ses positions». M. Legault a refusé de voir dans sa démission quelque indice que ce soit sur la vitalité du mouvement étudiant.

QS ouvre la porte

Saluant le bilan du porte-parole démissionnaire de la CLASSE, le député Amir Khadir a pour sa part invité le militant étudiant à poursuivre le combat au sein de son équipe: «Les portes de Québec solidaire sont grandes ouvertes s'il veut se joindre à nous dans l'avenir.»

«Je suis rempli d'admiration pour ce jeune intelligent, déterminé, courageux, qui a pris sur lui beaucoup de critiques, beaucoup de violence venant du gouvernement Charest, venant de M. Charest directement, qui a essayé de manipuler l'opinion publique», a déclaré le cochef de Québec solidaire de passage à Québec. «Des centaines de milliers de jeunes aujourd'hui sont debout dans la rue pour dire: "Nous en avons assez du bradage de nos ressources, des plans d'austérité qui consistent à endetter la famille moyenne québécoise et les jeunes pour une seule raison, parce que les grandes corporations, les banquiers, les financiers qui conseillent ce gouvernement ne veulent pas prendre leurs responsabilités et faire leur juste part." Gabriel



Nadeau-Dubois a réussi, avec des centaines de milliers d'autres jeunes, à emmener ça dans l'espace public et c'est sur ce bilan que je le juge. Et je le juge très positivement.»

Le retour à l'anonymat du jeune militant ne devrait pas nuire à la mobilisation étudiante, évalue également le député de Mercier. «Je ne pense pas que l'adversaire de M. Charest soit seulement Gabriel Nadeau-Dubois. Gabriel Na-

deau-Dubois est un parmi des millions de Québécois.»

Avec la collaboration de Jean-François Cliche, d'Annie Mathieu et de Baptiste Ricard-Châtelain

JOURNALMÉTRO : Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Mise à jour: Jeudi 9 août 2012 | 7:08



Jacques Boissinot/La Presse Canadienne
Gabriel Nadeau-Dubois

Le co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois a démissionné. Il a publié jeudi [une lettre dans Le Devoir](#) pour expliquer son choix, disant notamment avoir besoin de répit.

M. Nadeau-Dubois s'en prend sévèrement au premier ministre Jean Charest et à son gouvernement et dit avoir été victime d'«attaques personnelles et dégradantes».

Il souhaite ainsi donner un nouveau souffle à la CLASSE.

LA PRESSE : CLASSE: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Publié le jeudi 09 août 2012 à 06h50 | Mis à jour le jeudi 09 août 2012 à 12h06



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
Gabriel Nadeau-Dubois

Paul Journet, La Presse

(Québec) Le mouvement étudiant perd son porte-parole le plus visible et le plus pugnace. Gabriel Nadeau-Dubois a démissionné hier soir de son poste de co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«J'ai la conviction que la CLASSE a besoin de nouveaux visages», écrit-il.

Il dit quitter avec la tête haute alors que le mouvement étudiant «entre dans une nouvelle étape». Et il croit que le mouvement «historique» de contestation ne s'affaiblira pas. «Je ne suis pas et n'ai jamais été un chef. Par mon départ, je le démontrerai hors de tout doute». Il promet de continuer de s'impliquer à titre de simple militant.

Il prend le soin de souligner que même la défaite du Parti libéral aux prochaines élections ne permettra pas à elle seule de régler la crise. «Nous n'avons pas seulement contesté une hausse des frais de scolarité. Nous avons remis en question des institutions sclérosées et corrompues, qui avaient grand besoin de l'être et nous avons contesté le tout-à-l'économie des libéraux.»

Son seul regret: que Jean Charest n'ait pas encore été congédié par les Québécois. Il reste particulièrement amer du gag du premier ministre lors du sommet sur le Plan Nord à Montréal en avril dernier. Ses mots sont particulièrement durs. «À l'imagination de ma génération, il n'aura répondu que par la répression et le mépris. Devant une mobilisation généreuse et fondée sur des principes, il n'aura répondu que par des attaques personnelles et dégradantes. Depuis le début de notre grève, il n'a reculé devant aucun moyen pour nous briser, autant comme mouvement que comme personnes. La loi spéciale et la brutalité policière se sont doublés d'atteinte à la réputation, de filatures, de déni du droit d'expression, d'interrogatoires injustifiés par la police, d'attaques nominales à

l'Assemblée nationale, de sous-entendus constants que notre organisation était à la frontière du terrorisme: tous les coups ont semblé permis, qu'importent les effets sur la jeunesse.»

M. Charest a fait preuve d'une «charge de violence inouïe», se plaint le porte-parole. Il dit avoir besoin de maintenant «prendre un répit de toutes ces attaques.»

«Société bloquée»

M. Nadeau-Dubois croit que M. Charest incarne «le symbole d'une société bloquée qui n'a comme aspiration que de s'abaisser au même niveau de bêtise que ses voisins.» Mais il se dit «sincèrement convaincu» que le Québec n'imitera pas le modèle américain ou canadien quant aux droits de scolarité et à la «marchandisation de nos vies.»

Il conclut avec cette mise en garde aux politiciens. «L'arrogance du pouvoir n'aura eu comme effet que de renforcer notre confiance en nous-mêmes. Les solidarités tissées au travers des nuages de gaz ne se délieront pas de sitôt. Les mains tendues ne se lâcheront pas. Et nous marcherons encore, pendant des années s'il le faut et bien au-delà cette grève, afin qu'un jour le peuple du Québec reprenne aux affairistes et à l'argent les rênes de ce pays.»

Jean Charest ne commente pas

Le chef libéral Jean Charest n'a pas voulu commenter directement la démission de Gabriel Nadeau-Dubois. «Je ne fais pas campagne contre M. Nadeau-Dubois, ce n'est pas personnel. Je ne lui veux pas de tort à M. Nadeau-Dubois», a-t-il dit.

Questionné pour savoir s'il croit que ce départ démontre que le mouvement étudiant s'essouffle, Jean Charest a répondu qu'il «n'ose pas faire d'hypothèses là-dessus». Mais il a ajouté: «Je pense qu'il y a des signaux encourageants dans les derniers jours que (la rentrée de la mi-août) va se faire correctement.»

Quant au contenu de la lettre de l'ex-représentant de la CLASSE, «je laisserai aux gens le soin de juger de ses propos», a dit M. Charest.

Marois salue Nadeau-Dubois

De passage dans Chicoutimi, la chef du Parti québécois a salué le travail de M. Nadeau-Dubois. «Il faut avoir du respect pour (lui). On peut ne pas être d'accord avec son point de vue et ses orientations. Mais il faut admettre qu'il a été capable de défendre son point de vue avec intelligence et audace. Parfois en exagérant un peu. Mais si on n'est pas capable d'exagérer à 20 ans, je pense qu'on risque d'être bien ennuyant à 60 ans», a-t-elle lancé.

Les «exagérations» du leader étudiant ont-elles contribué aux débordements lors de certaines manifestations? «Absolument pas, répond Mme Marois. Je crois que M. Nadeau-Dubois a, à de maintes occasions, dénoncé la violence et les excès qu'on a connus dans certaines manifestations.»

Ces «excès» ont été causés par des «quelques casseurs et voyous», ajoute-t-elle. «Et c'est dommage, on en conviendra.»

Peu d'opinions communes avec François Legault

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, a pour sa part salué le départ de Gabriel Nadeau-Dubois, tout en soulignant qu'il partage peu d'opinions communes avec l'ex-leader de la CLASSE.

«C'est un jeune qui a beaucoup de talent, qui est très charismatique, a déclaré le chef caquiste. Je lui souhaite bonne chance, même si je ne suis pas du tout d'accord avec ses positions.»

-Avec Tommy Chouinard, Paul Journet et Martin Croteau

La lettre de Gabriel Nadeau-Dubois

À tous ceux et celles qui se sont mobilisé-e-s ce printemps,

Aux membres de la CLASSE,

Cette lettre a pour but de vous informer que je quitte mes fonctions de co-porte-parole de la CLASSE. Après près de six mois de lutte à vos côtés, j'ai la conviction que la CLASSE a besoin de nouveaux visages. Après avoir participé à la tournée nationale de la Coalition aux quatre coins du Québec, je sais que notre lutte entre dans une nouvelle étape. Une étape qui nécessite un renouvellement: il est temps pour moi de tirer ma révérence. J'ai fait ma part comme porte-parole, il est maintenant temps que d'autres prennent la relève. Je quitte la tête haute, avec la conviction d'avoir fait mon devoir et d'avoir participé à un mouvement populaire historique. Je suis un étudiant, je suis un militant et c'est à ce titre que je continuerai dorénavant à faire avancer mes idéaux. La CLASSE, avec ou sans moi, continuera à accomplir de grandes choses: je ne suis pas et n'ai jamais été un chef. Par mon départ, je le démontrerai hors de tout doute.

Je quitte, mais le mouvement se poursuivra. Ce que je quitte, ce n'est pas la mobilisation, ni la lutte, ni la CLASSE: je quitte mon rôle de porte-parole. Je serai encore à vos côtés, dans la rue et dans les Assemblées. Je quitte avec le sentiment du devoir accompli, avec le sentiment d'avoir participé à la hauteur de mes capacités à construire cette magnifique mobilisation. La



CLASSE a besoin de sang neuf et je sais qu'il y a parmi mes collègues des gens formidables, prêts et prêtes à reprendre le flambeau.

Cette décision n'est ni motivé par l'amertume, ni par le désespoir. Au contraire, je suis plus convaincu que jamais de la nécessité de poursuivre la mobilisation entreprise dans les six derniers mois. Le climat d'ébullition politique et sociale que nous avons contribué à mettre en place au Québec doit impérativement se poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années. Les critiques soulevées par la jeunesse québécoise ce printemps sont beaucoup trop profondes pour être réglées par une campagne électorale de 35 jours. Nous avons posé de graves questions, et les élections ne pourront y répondre entièrement, même advenant la mise au rencart du gouvernement libéral. Nous n'avons pas seulement contesté une hausse des frais de scolarité. Nous avons remis en question des institutions sclérosées et corrompues, qui avaient grand besoin de l'être et nous avons contesté le tout-à-l'économie des libéraux.

Je quitte avec un seul regret. Je regrette de quitter mes fonctions alors que le Québec est toujours dirigé par Jean Charest, un premier ministre méprisant et violent envers le Québec et sa jeunesse. Gaz de schiste, corruption, Anticosti, Mont Orford, hausse des frais de scolarité, taxe-santé: la liste des tromperies, des mensonges, des scandales et des attaques à la population de ce gouvernement est trop longue.

Et lorsque la jeunesse s'est élevée contre ces absurdités, M. Charest n'a trouvé comme réponse que la dureté des matraques et l'acidité des lacrymogènes. À l'imagination de ma génération, il n'aura répondu que par la répression et le mépris. Devant une mobilisation généreuse et fondée sur des principes, il n'aura répondu que par des attaques personnelles et dégradantes. Depuis le début de notre grève, il n'a reculé devant aucun moyen pour nous briser, autant comme mouvement que comme personnes. La loi spéciale et la brutalité policière se sont doublés d'atteinte à la réputation, de filatures, de déni du droit d'expression, d'interrogatoires injustifiés par la police, d'attaques nominales à l'Assemblée nationale, de sous-entendus constants que notre organisation était à la frontière du terrorisme: tous les coups ont semblé permis, qu'importent les effets sur la jeunesse. Pour un premier ministre qui souhaite tellement que le mouvement étudiant dénonce la violence et l'intimidation, je trouve que Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon endroit, d'une charge de violence inouïe. J'ai maintenant besoin de prendre un répit loin de toutes ces attaques.

Ce manque de respect envers la jeunesse et ses porte-paroles n'a d'égal que le mépris généralisé du bien commun qui règne au Parti Libéral du Québec. Ce gouvernement n'a pas le droit de donner de leçon de démocratie: il est l'incarna-

tion même de la corruption et du détournement des institutions publiques.

Ce premier ministre, au fond, n'est que le symbole d'une société bloquée qui n'a comme aspiration que de s'abaisser au même niveau de bêtise que ses voisins. Les universités américaines et ontariennes ne sont pas des exemples, pas plus que leur système de santé. Nous ne voulons pas suivre le chemin qu'elles indiquent et qui mène à la marchandisation de nos vies.

Heureusement, aujourd'hui, en écrivant ces lignes, je suis sincèrement convaincu que cela ne se produira pas. Cela ne se produira pas, car nous, membres de la jeunesse québécoise, savons maintenant ce que nous devons exiger de nous-mêmes. Cela ne se produira pas, parce que nous sommes des centaines de milliers, enfants de cette grève à se battre contre leur projet mortifère. Et nous ne nous refroidirons pas. L'arrogance du pouvoir n'aura eu comme effet que de renforcer notre confiance en nous-mêmes. Les solidarités tissées au travers des nuages de gaz ne se lâcheront pas. Et nous marcherons encore, pendant des années s'il le faut et bien au-delà cette grève, afin qu'un jour le peuple du Québec reprenne aux affairistes et à l'argent les rênes de ce pays.

Ensemble, bloquons la hausse.

Gabriel Nadeau-Dubois

24HEURES - JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Conflit: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne - Jeudi 09 août 2012, à 01h04 - Mise à jour jeudi 09 août 2012, à 19h24 - Publié le: jeudi 09 août 2012, 24H51 | Mise à jour: jeudi 09 août 2012, 13H08



Photo Agence QMI / Archives

Gabriel Nadeau-Dubois

Marie-Andrée Gosselin / Agence QMI

Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a avisé ses militants de sa démission, mercredi soir, affirmant qu'«il est temps pour [lui] de tirer [sa] révérence».

Dans une lettre adressée «à tous ceux et celles qui se sont mobilisé-e-s ce printemps [et] aux membres de CLASSE», M. Nadeau-Dubois explique sa décision. Convaincu que sa coalition «a besoin de sang neuf», il choisit de laisser la place aux «gens formidables» de son mouvement qui voudront bien lui succéder.

S'en prenant à Jean Charest et à ses «attaques personnelles et dégradantes», le co-porte-parole

mentionne également son «besoin de prendre un répit loin» de celles-ci. Dans une longue tirade contre le premier ministre, il accuse ce dernier d'avoir «fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon endroit d'une charge de violence inouïe», énumérant les «moyen[s] pour nous briser, autant comme mouvement que comme personnes».

Confirmant la nouvelle, Ludvic Moquin-Beaudry, attaché de presse de la CLASSE, a indiqué que Gabriel Nadeau-Dubois n'avait pas l'intention de commenter plus encore son départ. «Il y a une lettre de démission, ce sont les raisons. L'essentiel s'y trouve», a-t-il dit.

Pas d'amertume, mais un regret

Précisant que sa «décision n'est ni motivée par l'amertume, ni par le désespoir», l'ex-co-porte-parole continuera à mener son combat, mais loin des projecteurs. «Ce que je quitte, ce n'est pas la mobilisation, ni la lutte, ni la CLASSE: je quitte mon rôle de porte-parole», rappelant qu'il n'a «jamais été un chef».

Gabriel Nadeau-Dubois conclut sa lettre en affirmant que son départ n'était entaché que «d'un seul regret». Celui de «quitter ses fonctions alors que le Québec est toujours dirigé par Jean Charest, un premier ministre méprisant et violent envers le Québec et sa jeunesse». Cependant, il se dit persuadé que «l'arrogance du pouvoir» renforcera le mouvement étudiant.

Québec solidaire a tenu à saluer le travail mené par le porte-parole étudiant. «J'aimerais rappeler toute mon admiration pour la façon dont Gabriel Nadeau-Dubois s'est levé pour contester une mesure injuste et une loi spéciale illégitime, a déclaré par communiqué Amir Khadir, candidat dans Mercier. Pour avoir exercé son droit démocratique, il a subi l'arrogance et le mépris d'un parti libéral corrompu qui a bafoué nos institutions.»

Âgé de 22 ans, l'ex-porte-parole est étudiant au baccalauréat en histoire, culture et société à l'UQAM. Il remplissait cette fonction pour l'organisation étudiante depuis l'automne 2011.

Deux autres co-porte-parole, Camille Robert et Jeanne Reynolds, occupent également ce poste à la CLASSE, un regroupement de 65 associations étudiantes qui se réunissent en congrès pour décider de l'ensemble des orientations du mouvement.

Une réunion des membres aura d'ailleurs lieu la fin de semaine prochaine, où les membres se prononceront sur le remplacement éventuel de M. Nadeau-Dubois.

[Afficher 1-79 de 223 commentaires \(Montréal\)](#)

[Afficher 40 commentaires \(Québec\)](#)

[La lettre de démission de Gabriel Nadeau-Dubois \(pdf\)](#)

LE DEVOIR: Gabriel Nadeau-Dubois démissionne: L'ex-porte-parole de la CLASSE se dit blessé par l'«enflure verbale» et les «attaques dégradantes» dont il a été victime – Jeudi 09 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Gabriel Nadeau-Dubois ne prendra plus la parole publiquement tant que durera la grève étudiante.
Kathleen Lévesque

Meurtri par la diabolisation constante dont il a fait l'objet de la part du gouvernement Charest, Gabriel Nadeau-Dubois vient de remettre sa démission de co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) afin de donner un nouvel élan à l'organisation.

En entrevue au Devoir, Gabriel Nadeau-Dubois n'a pas caché sa lassitude devant « l'enflure verbale » des libéraux au cours des six derniers mois, des « attaques personnelles et dégradantes » ainsi que des sous-entendus que la CLASSE puisse être un nid de « terroristes ». M. Nadeau-Dubois est particulièrement virulent à l'égard du premier ministre. « Je ne pardonnerai jamais à Jean Charest les propos tenus en marge du Salon Plan Nord. Alors qu'il y avait des blessés graves, des affrontements extrêmement corsés à l'extérieur, la seule chose que le premier ministre du Québec avait à répondre, c'est de faire des blagues de mauvais goût avec ses amis du milieu des affaires. Ça me reste en travers de la gorge », a-t-il soutenu qualifiant même l'attitude de Jean Charest d'« indigne ».

Si le porte-parole de la CLASSE part fatigué mais sans amertume, le militant se dit toujours aussi convaincu de la nécessité de poursuivre la « lutte » qui a largement dépassé le débat de la hausse des droits de scolarité. « Ce n'est pas un manque de confiance ni des craintes pour la continuité du mouvement. La partie de moi qui est porte-parole a besoin de prendre du recul », a-t-il précisé.

« GND », comme plusieurs le nomment, a expliqué avoir pris cette décision alors que le mouvement étudiant s'appête à franchir une nouvelle étape. Confrontées à la loi spéciale, les associations étudiantes doivent se prononcer sur le retour ou non en classe qui est prévu la semaine prochaine.

Tard hier soir, il a transmis aux militants de la CLASSE [sa lettre de démission](#). Le congrès, c'est-

à-dire l'instance décisionnelle de la CLASSE, se réunira samedi et dimanche. Les militants devront y décider s'ils comblent le siège laissé vacant par Gabriel Nadeau-Dubois. Deux autres porte-parole de la CLASSE sont en fonction. Il s'agit de Jeanne Reynolds et Camille Robert. Dans sa lettre, M. Nadeau-Dubois explique qu'il n'a « jamais été un chef » et que son départ le démontre puisque l'organisation continuera à mobiliser les étudiants. « La CLASSE a besoin de sang neuf », ajoute-t-il.

« Le climat d'ébullition politique et sociale que nous avons contribué à mettre en place au Québec doit impérativement se poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années. Les critiques soulevées par la jeunesse québécoise ce printemps sont beaucoup plus profondes pour être réglées par une campagne électorale de 35 jours », écrit Gabriel Nadeau-Dubois.

Puis, il rappelle que le mouvement a « remis en question des institutions sclérosées et corrompues qui avaient grand besoin de l'être et nous avons contesté le tout-à-l'économie des libéraux ». Selon Gabriel Nadeau-Dubois, le gouvernement Charest « n'a pas le droit de donner de leçon de démocratie : il est l'incarnation même de la corruption et du détournement des institutions publiques ». Il affirme aux militants que « Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à [son] endroit, d'une charge de violence inouïe ». Son seul regret est que Jean Charest dirige toujours le Québec, lui qui est « un premier ministre méprisant et violent envers le Québec et sa jeunesse ».

M. Nadeau-Dubois vient de terminer une tournée de la CLASSE qui l'a mené aux quatre coins du Québec. Au Devoir, il a dit estimer qu'il s'agit d'un succès avec une participation populaire « souvent impressionnante » et qui lui a fait connaître des « moments touchants ». C'est au cours de ces semaines à sillonner les régions que M. Nadeau-Dubois a réfléchi à son départ.

Certains tiraillements politiques internes à la CLASSE font également partie des facteurs expliquant sa décision. La CLASSE est vraisemblablement une machine qui écorche ses leaders. Gabriel Nadeau-Dubois a reconnu qu'il y avait parfois un écart entre ses positions personnelles et celles adoptées par le congrès. Ainsi affirme-t-il qu'il est « sain pour une organisation de présenter de nouveaux visages pour qu'il n'y ait pas de stigmatisation ».

« La CLASSE est une organisation très démocratique, mais ça n'a pas que des points positifs. C'est une organisation très vigilante à l'endroit de ses porte-parole et où on fait un suivi très serré. [...] Mais ce ne sont pas les tensions qui motivent mon départ. Il y a actuellement des tensions et des débats à l'interne comme il y en a toujours eu », affirme Gabriel Nadeau-Dubois, pour qui il s'agit d'une preuve de santé démocratique. Sur le plan personnel, il ne cache toutefois pas que les critiques font en sorte que « personne ne se sent jamais trop confortable ».

« La CLASSE est dure pour ses élus. Ce n'est un secret pour personne. Mais je ne peux

m'empêcher de voir là-dedans un rempart très efficace contre l'autoritarisme », soutient M. Nadeau-Dubois. Ce dernier critique d'ailleurs « la fixation des médias et du monde politique à vouloir absolument trouver un chef ». « C'est un symptôme [révélateur] à quel point notre démocratie est malade. On vit dans un système hiérarchique et tellement autoritaire qu'on a de la misère à imaginer qu'il soit possible de s'organiser de manière non autoritaire », affirme-t-il.

Pour ce qui est de la suite des choses, Gabriel Nadeau-Dubois n'entend pas suivre les traces de son ancien compagnon d'armes, Léo Bureau-Blouin, qui est passé de la Fédération étudiante collégiale du Québec à la vie politique comme candidat pour le Parti québécois. Il estime qu'un leader étudiant est redevable au mouvement et ne doit pas se servir de l'attention médiatique dont il a bénéficié pour faire avancer des convictions personnelles. À cet égard, il ne prendra plus la parole publiquement tant que durera la grève étudiante.

Les étudiants votent

Tous les étudiants n'ont pas l'intention de s'exposer aux amendes salées promises par la loi 12, qui ordonne la reprise des cours au plus tard le 17 août pour la majorité des établissements postsecondaires du Québec. Après les assemblées générales des cégeps de Saint-Jérôme et de Valleyfield hier, le mouvement étudiant a perdu ses premiers grévistes.

L'Association générale étudiante du cégep de Saint-Jérôme (AGECSJ) a été la première, depuis la nouvelle salve de votes de grève initiée lundi, à se prononcer en faveur d'une « trêve électorale » hier matin. Les 3600 étudiants du cégep de Saint-Jérôme sont attendus en classe le 16 août, seront exceptionnellement en grève pour la manifestation nationale du 22 août, et se prononceront sur un nouveau mandat de grève après le jour de l'élection. La session d'hiver 2012 se terminera le 28 septembre, selon un calendrier qui « respecte les conditions nécessaires à la sanction des études collégiales » selon la direction, tandis que la session d'automne est reportée au 15 octobre.

Un deuxième retour en classe a été voté hier en soirée : 426 des 1965 membres de l'Association générale des étudiants du collège de Valleyfield ont sanctionné le retour en classe, prévu pour le 14 août, tandis que 246 s'y sont opposés.

Ces deux cégeps ont mis un frein à la lancée des quatre associations - représentant environ 9000 membres - qui ont confirmé leur intention de poursuivre la grève depuis lundi.

Aujourd'hui, le cégep André-Laurendeau tient un vote de grève à 10 h, tandis que l'Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM se rencontre à midi, notamment pour « traiter de la question de l'annulation du trimestre de l'hiver 2012 ».

[Vos réactions \(149\)](#)

LE DEVOIR: Lettre: Lutte étudiante - Pourquoi je démissionne, par Gabriel Nadeau-Dubois - Co-porte-parole de la CLASSE - Vendredi 9 août 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Gabriel Nadeau-Dubois quitte son poste de co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) après six mois de lutte sociale.

À tous ceux et celles qui se sont mobilisé-e-s ce printemps,

Aux membres de la CLASSE,

Cette lettre a pour but de vous informer que je quitte mes fonctions de co-porte-parole de la CLASSE. Après près de six mois de lutte à vos côtés, j'ai la conviction que la CLASSE a besoin de nouveaux visages. Après avoir participé à la tournée nationale de la Coalition aux quatre coins du Québec, je sais que notre lutte entre dans une nouvelle étape. Une étape qui nécessite un renouvellement : il est temps pour moi de tirer ma révérence. J'ai fait ma part comme porte-parole, il est maintenant temps que d'autres prennent la relève.

Je pars la tête haute, avec la conviction d'avoir fait mon devoir et d'avoir participé à un mouvement populaire historique. Je suis un étudiant, je suis un militant et c'est à ce titre que je continuerai dorénavant à faire avancer mes idéaux. La CLASSE, avec ou sans moi, continuera à accomplir de grandes choses : je ne suis pas et n'ai jamais été un chef. Par mon départ, je le démontrerai hors de tout doute.

Je pars, mais le mouvement se poursuivra. Ce que je quitte, ce n'est pas la mobilisation, ni la lutte, ni la CLASSE : je quitte mon rôle de porte-parole. Je serai encore à vos côtés, dans la rue et dans les assemblées. Je pars avec le sentiment du devoir accompli, avec le sentiment

d'avoir participé à la hauteur de mes capacités à construire cette magnifique mobilisation. La CLASSE a besoin de sang neuf et je sais qu'il y a parmi mes collègues des gens formidables, prêts et prêtes à reprendre le flambeau.

Cette décision n'est ni motivée par l'amertume, ni par le désespoir. Au contraire, je suis plus convaincu que jamais de la nécessité de poursuivre la mobilisation entreprise dans les six derniers mois. Le climat d'ébullition politique et sociale que nous avons contribué à mettre en place au Québec doit impérativement se poursuivre dans les prochains mois et les prochaines années. Les critiques soulevées par la jeunesse québécoise ce printemps sont beaucoup trop profondes pour être réglées par une campagne électorale de 35 jours.

Un seul regret

Nous avons posé de graves questions, et les élections ne pourront y répondre entièrement, même advenant la mise au rancart du gouvernement libéral. Nous n'avons pas seulement contesté une hausse des droits de scolarité. Nous avons remis en question des institutions sclérosées et corrompues qui avaient grand besoin de l'être et nous avons contesté le tout-à-l'économie des libéraux.

Je pars avec un seul regret. Je regrette de quitter mes fonctions alors que le Québec est toujours dirigé par Jean Charest, un premier ministre méprisant et violent envers le Québec et sa jeunesse. Gaz de schiste, corruption, Anticosti, Mont-Orford, hausse des droits de scolarité, taxe santé : la liste des tromperies, des mensonges, des scandales et des attaques à la population de ce gouvernement est trop longue.

Et lorsque la jeunesse s'est élevée contre ces absurdités, M. Charest n'a trouvé comme réponse que la dureté des matraques et l'acidité des lacrymogènes. À l'imagination de ma génération, il n'aura répondu que par la répression et le mépris. Devant une mobilisation généreuse et fondée sur des principes, il n'aura répondu que par des attaques personnelles et dégradantes.

Depuis le début de notre grève, il n'a reculé devant aucun moyen pour nous briser, autant comme mouvement que comme personnes. La loi spéciale et la brutalité policière se sont doublées d'atteinte à la réputation, de filatures, de

déni du droit d'expression, d'interrogatoires injustifiés par la police, d'attaques nominales à l'Assemblée nationale, de sous-entendus constants que notre organisation était à la frontière du terrorisme : tous les coups ont semblé permis, qu'importent les effets sur la jeunesse. Pour un premier ministre qui souhaite tellement que le mouvement étudiant dénonce la violence et l'intimidation, je trouve que Jean Charest a fait preuve à l'endroit des étudiants et à mon endroit d'une charge de violence inouïe. J'ai maintenant besoin de prendre un répit loin de toutes ces attaques.

Ce manque de respect envers la jeunesse et ses porte-parole n'a d'égal que le mépris généralisé du bien commun qui règne au Parti libéral du Québec. Ce gouvernement n'a pas le droit de donner de leçon de démocratie : il est l'incarnation même de la corruption et du détournement des institutions publiques.

Ce premier ministre, au fond, n'est que le symbole d'une société bloquée qui n'a comme aspiration que de s'abaisser au même niveau de bêtise que ses voisins. Les universités américaines et ontariennes ne sont pas des exemples, pas plus que leur système de santé. Nous ne voulons pas suivre le chemin qu'elles indiquent et qui mène à la marchandisation de nos vies.

Heureusement, aujourd'hui, en écrivant ces lignes, je suis sincèrement convaincu que cela ne se produira pas. Cela ne se produira pas, car nous, membres de la jeunesse québécoise, savons maintenant ce que nous devons exiger de nous-mêmes. Cela ne se produira pas, parce que nous sommes des centaines de milliers, enfants de cette grève, à nous battre contre leur projet mortifère. Et nous ne nous refroidirons pas.

L'arrogance du pouvoir n'aura eu comme effet que de renforcer notre confiance en nous-mêmes. Les solidarités tissées au travers des nuages de gaz ne se délieront pas de sitôt. Les mains tendues ne se lâcheront pas. Et nous marcherons encore, pendant des années s'il le faut et bien au-delà de cette grève, afin qu'un jour le peuple du Québec reprenne aux affairistes et à l'argent les rênes de ce pays.

Ensemble, bloquons la hausse.

Vos réactions (69)

THE GAZETTE : Gabriel Nadeau-Dubois sheds light on resignation – Thursday, August 09, 2012



Photograph by: Dario Ayala , The Gazette

While there has been much speculation as to the rationale behind his departure, Gabriel Nadeau-Dubois reaffirmed that his decision to put aside the proverbial megaphone would not change his militant convictions on accessible education – but would allow the student movement to “enter a new stage of renewal, with new faces.”

By Laura Beeston

MONTREAL - Arguably the loudest vocal proponent of the student struggle over the last six months, former CLASSE spokesperson Gabriel Nadeau-Dubois kept unusually quiet following his surprise resignation Aug. 8, before shedding some light on his decision in an [exclusive interview](#) with RDI Thursday evening.

While there has been much speculation as to the rationale behind his departure, Nadeau-Dubois reaffirmed that his decision to put aside the proverbial megaphone would not change his militant convictions on accessible education – but would allow the student movement to “enter a new stage of renewal, with new faces.”

While Nadeau-Dubois admitted “there is never a perfect moment to leave (this post)” -- as his resignation comes in the midst of CEGEP and university faculties beginning to vote on whether or not to return to class, and as the Quebec electoral campaign intensifies -- he said it was taken in part due to an intense six months of personal scrutiny and attack from the Charest government.

His only regret, he wrote in his [resignation letter](#) published exclusively in Le Devoir on Thursday, was that he's leaving while Charest remains in power as Premier.

Charest, when asked about Nadeau-Dubois' resignation on Aug. 9, denied engaging in personal attacks or a campaign against the young student leader, saying only that the tuition conflict “is beyond an issue between one person and another, it's about how we function together in a society.”

Nadeau-Dubois responded that the Liberal entourage had governed in a way that accelerated

both the student crisis and intensified police clashes by refusing to negotiate with students, accusing the sitting Premier of “running the government that, in general, attacks the youth in a manner that is very intense.” During the interview, he cited a [joke](#) Charest made on April 22 during a Plan Nord project meeting with business partners during an exceptionally violent manifestation in Montreal as an example of his contempt for Quebecers.

“There were people hurt and suffering in the streets, and the only thing our prime minister could do to deal with the issue was tell a bad joke,” said Nadeau-Dubois, who believes the Premier's dark humour intensified anger amongst citizens.

Nadeau-Dubois also took issue with suggestions that the loss of a “youth leader” might weaken the current student movement, arguing that “We cannot personalize this fight as being between me and Mr. Charest.”

“It's a duel of two visions of Quebec. There are hundreds of thousands of people who stood behind what I was saying, and will continue to mobilize around the message.”

But beyond the known tension existing between the CLASSE and the Liberal government, Nadeau-Dubois also spoke to the wide speculation about possible subtext in his resignation

letter. He denied a desire to run for political office -- though he had [already been welcomed](#) to join the political ranks of the Quebec Solidaire -- and stated the decision to leave was not due to a schism in the CLASSE structure, either. "(In a direct democracy) there are always many convictions and we're always in debates, always asking questions and we are never in perfect

agreement," he told RDI, "but my leaving is not because of that and does not change that." Nadeau-Dubois said he was confident that one of the dozens of other passionate activists in the student organization would be able to communicate their ideals to the public, adding his decision to step down would have little effect on his continued resolve to fight for accessible education.

"I would never quit the strike, or the CLASSE, or the student movement," he said. "I'm a student, I'm going to stay militant, I'm going to continue to fight for justice... this is not an abandon, it's a short retirement. And I'm going to come back to mobilize even harder."

[15 comments](#)

THE GAZETTE: Student movement loses star as Gabriel Nadeau-Dubois quits as CLASSE spokesman – Thursday, August 09, 2012



Photograph by: Dario Ayala
The Gazette

CLASSE spokesperson Gabriel Nadeau-Dubois says nothing in school prepared him for the conflict that has changed his life.

By RENE BRUEMME

MONTREAL - Quebec's student movement and its most militant association has lost its rock star, just as classes and protests are scheduled to restart and in the midst of an election campaign. But given Gabriel Nadeau-Dubois's ability to simultaneously rally student support and enrage opponents of the six-month long student protest, the effects of his resignation on the conflict and the provincial elections remain to be seen. Nadeau-Dubois announced he was stepping down as spokesman for CLASSE late Wednesday evening. In a [letter](#) published in Le Devoir Thursday, he blasted the Liberal Party and Jean Charest for personal attacks, and for likening members of the CLASSE to terrorists. "I leave with just one regret," he wrote. "I regret that I am leaving my functions while Quebec is still led by Jean Charest, a premier who is contemptuous and violent towards Quebec and its youth. Shale gas, corruption, Anticosti, Mount Orford, tuition fee hikes, health taxes: the list of deceptions, lies, scandals and attacks on the population of this government is too long."

Nadeau-Dubois added that he felt he was personally targeted by Charest, and needed to take "a long respite from all these attacks." He will continue to work with CLASSE in its fight for free tuition for university students, and the larger debates regarding the distribution of wealth and environmental questions the student protests have engendered. As the battle reaches a new stage, CLASSE needs new faces, he wrote. A charismatic and influential speaker, 21-year-old Nadeau-Dubois was also a controversial figure who often refused to denounce acts of violence and destruction carried out by protesters, which provided support for Charest among the majority of Quebecers who do not support the students. Nadeau-Dubois had recently completed a tour of the regions of Quebec, where support for the student boycotts of classes was weak.

In Quebec City, Jean Charest did not claim victory.

"I'm not campaigning against him. This isn't about him and me, it's about the future of Quebec," Charest told reporters. Charest has been campaigning heavily as the leader who would restore law and order to the province, following half a year of turbulence spurred by students protesting the government's move to raise tuition by 75 per cent over five years.

Leaders of the two other main student groups said they were surprised to hear the news, but predicted it wouldn't have a large effect on their campaign.

"People were either loving or not loving Gabriel Nadeau-Dubois," noted Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) president Éliane Laberge. "He was chosen by the premier as someone to criticize in order to turn public opinion against the student movement. ... Of course we're losing a really charismatic person, but behind the person there are students and citizens who are still there that still want a better society, and who are still really angry about a corrupt government that will not listen to their opinions."

She noted that student support did not drop when the FECQ's popular leader, Léo Bureau-Blouin, stepped down at the end of his mandate. Charest will likely find another victim to target, Laberge said.

Martine Desjardins, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), said Thursday Charest already had, attacking the student movement as a whole. Nadeau-Dubois's resignation, and votes by three CEGEPs this week not to strike when classes resume next week, were not an indication the student movement was in decline, Desjardins said.

"We changed our strategy a while ago from disturbances to getting out the vote and making sure M. Charest is not re-elected, and that is what people are focusing on."

Former FECQ president and current Parti Québécois political candidate Bureau-Blouin said personal attacks were an unfortunate part of the job, but one has to learn to separate public life from private. The student movement is still strong, he said, and focusing on the provincial vote.

"I think we will have a much clearer picture of what is going on on that front on Sept. 5 (the day after the provincial vote)," he said.

Speaking to reporters in Chicoutimi, Parti Québécois leader Pauline Marois was asked if Nadeau-Dubois would make a good candidate for the party.

"You have to have respect Gabriel Nadeau-Dubois," she responded. "You may not agree with his point of view ... but you have to admit he was capable of defending it with intelligence and audacity, sometimes going a little overboard. But if you're not able to exaggerate at 20 years old, you risk being really boring at 60."

Nadeau-Dubois told Le Devoir he had no intention of going into politics at this time.

Catherine Solyom and Roberto Rocha of The Gazette contributed to this report.

[61 comments](#)

Divers

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC / TVANOUVELLES : Plan national : Les étudiants canadiens demandent une éducation plus abordable - Publié le: lundi 22 octobre 2012, 12H49 | Mise à jour: lundi 22 octobre 2012, 13H07 / Première publication lundi 22 octobre 2012 à 13h20



Photo Fotolia
Les diplômés canadiens devraient au moins 15 milliards \$ en prêts d'études au gouvernement fédéral.

Agence QMI

OTTAWA – La Fédération canadienne des étudiants sera à Ottawa cette semaine pour demander aux députés et aux sénateurs un plan national pour l'éducation postsecondaire qui s'attaquerait aux frais de scolarité élevés et à la crise de la dette d'études.

Selon la Fédération, les frais de scolarité ont augmenté de plus de 200 % au cours des 20 dernières années. Les diplômés canadiens devraient d'ailleurs au moins 15 milliards \$ en prêts d'études au gouvernement fédéral, sans compter les autres milliards aux gouvernements provinciaux et aux prêteurs privés.

«Une action immédiate est requise de la part du gouvernement fédéral pour la réduction des frais de scolarité et de la dette d'études», a déclaré par voie de communiqué le président de la Fédération, Adam Awad.

Mettant de l'avant la variation importante des frais de scolarité d'une province à l'autre (les étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador paieraient moins du tiers du montant que versent ceux de l'Ontario), les étudiants canadiens demandent aussi l'adoption d'une loi fédérale qui «établirait une norme nationale pour les études supérieures».

M. Awad s'est réjoui que les étudiants canadiens aient l'occasion de rencontrer les députés et les sénateurs «afin de mettre en évidence les recommandations en vue de rehausser la qualité et l'accessibilité de l'éducation».

La Fédération canadienne des étudiants représente plus de 500 000 membres dans les dix provinces du pays.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Éducation postsecondaire : Les étudiants ontariens préoccupés - Publié le: mardi 16 octobre 2012, 18H19 | Mise à jour: mardi 16 octobre 2012, 18H35

Agence QMI
TORONTO – La Fédération canadienne des étudiants (FCÉ) souhaite que le prochain chef libéral en Ontario, et futur premier ministre de la province, place la qualité et l'accessibilité de l'éducation postsecondaire en tête de liste de ses priorités.

Les propos de la Fédération à l'endroit du premier ministre démissionnaire, Dalton McGuinty, ne sont pas tendres.

«Dalton McGuinty, le soi-disant "premier ministre de l'Éducation", a trahi maintes et maintes fois les étudiants et les familles, abandonnant les collèges et universités de l'Ontario au point où ils sont devenus les plus dispendieux et les plus mal

financés de tout le pays», a déploré Sarah Jayne King, présidente du chapitre ontarien de la FCÉ.

«Les étudiants en ont assez des jeux politiques et veulent que ce gouvernement prenne des mesures décisives pour améliorer la qualité des collèges et universités et réduire les frais de scolarité», a-t-elle ajouté.

Selon la Fédération, les droits de scolarité ont connu une croissance de 71 % depuis 2006.

Selon l'organisation, la dette étudiante envers le gouvernement de l'Ontario a plus que doublé depuis 2005, passant de 1,2 milliard \$ à 2,64 milliards \$, en raison des hausses des droits.

Les étudiants universitaires en Ontario sont ceux qui paient les droits de scolarité les plus élevés au pays.

M. McGuinty a annoncé lundi soir qu'il quittait ses fonctions de premier ministre de l'Ontario. Il restera en place jusqu'à ce que son parti lui trouve un successeur.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

Caqllicker 2 commentaires masqués

Paraît que le crime organisé est bien organisé en Ontario, des juges italiens attendent des nouvelles pour collaborer avec la grc et autres corps policiers de la région de Toronto.

[10/16/2012 11:56 PM](#)

[Guillaume Lacelle](#) 1 commentaire masqué

[Rapport avec l'article?](#)

[10/17/2012 10:00 AM](#)

JOURNALDEMONTRÉAL – JOURNALDEQUÉBEC : UdeM : L'université propose un certificat en victimologie - Publié le: lundi 15 octobre 2012, 12H14 | Mise à jour: lundi 15 octobre 2012, 12H22



Photo Agence QMI / Archives

Agence QMI

Un certificat en victimologie est désormais offert à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal.

Ce programme multidisciplinaire est destiné principalement aux personnes qui travaillent auprès des victimes d'actes criminels.

Offert au trimestre Automne 2012, il est axé sur le phénomène de la victimisation criminelle, à la fois dans sa genèse, son déroulement et ses conséquences.

La Faculté de l'éducation permanente souhaite avec ce certificat offrir aux travailleurs qui œuvrent dans le réseau de la santé et des services sociaux, ou encore dans le milieu communautaire ou judiciaire, une formation à la fine pointe des réalités sociales, économiques et politiques de la société québécoise.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

[Nelson](#) 3 commentaires masqués

vous voyez,encore une invention qui va couté un bras,un nouveau département avec surement une structure administrative,un chef de département,secrétaire etcetcetc.Un cours de futurs carrés rouge

[10/15/2012 01:19 PM](#)

[Maximo LeGrand](#) 2 commentaires masqués

ben oui mon grand tarlan, "des personnes qui travaille avec des victimes d'actes criminelles " c'est pas mal à des policiers et enquêteurs que ça s'adresse

[10/15/2012 02:12 PM](#)

[requin20002000](#) 1 commentaire masqué

ouuuuuuuu en plus tu sais pas lire !!!! université police = cégep !!!!

sa va etre pour notre grande vedette de la dpj gaspillage de fond en vue

[10/15/2012 03:19 PM](#)

[Sevorane](#) 1 commentaire masqué

Vos pédagogues ; d'anciens carrés rouges ou encore d'anciens manifestants sans buts précis dans la vie qui se sont recyclés dans l'enseignement de la victimisation. Eux savent de quoi ils parlent.

[10/15/2012 01:16 PM](#)

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Salaire | Recteur : Le ministre Duchesne pourrait sévir - L'Université Concordia ne fait pas preuve d'une « gestion rigoureuse », déplore-t-il - Publié le: jeudi 11 octobre 2012, 22H01 | Mise à jour: jeudi 11 octobre 2012, 22H34



Concordia

Le nouveau recteur de l'Université Concordia, Alan Shepard, touchera au total plus de 2 M\$ en salaire et autres bénéfices durant ses cinq années de mandat, un montant qui est totalement «déraisonnable» selon les associations étudiantes.

Sarah-Maude Lefebvre

L'Université Concordia n'a pas fait preuve d'une «gestion rigoureuse», en accordant un luxueux contrat à son nouveau recteur, affirme le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, qui n'exclut pas de sévir à l'endroit de l'établissement universitaire.

Le *Journal* révélait hier que le nouveau recteur Alan Shepard s'est vu offert un luxueux contrat

par l'université, lors de son entrée en fonction en août dernier.

Outre son salaire de 357 000 \$, Alain Shepard reçoit une allocation de 50 400 \$ par année pour sa résidence.

Concordia offre également un montant de 1 200 \$ par mois à M. Shepard pour l'achat ou la location d'une voiture, et prend en charge toutes les dépenses liées à l'utilisation de la voiture, incluant les réparations et les assurances.

Québec demande des explications

Joint hier par le *Journal*, le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a affirmé que la «population a raison de se questionner» à ce sujet.

«Les universités ont une autonomie financière, mais elles ne doivent pas oublier qu'une grande partie de leur financement provient de l'argent public», dit-il.

M. Duchesne compte demander des explications à l'université et n'exclut pas la possibilité de lui imposer une pénalité.

«L'ancienne ministre de l'Éducation avait imposé une pénalité de deux millions de dollars à Concordia il y a quelques mois pour un cas semblable. J'ai demandé à ce qu'on vérifie si cette pénalité a bel et bien été donnée. Si ce n'est pas le cas, je vais demander que l'on revise le dossier à la lumière de ces nouvelles informations.»

«Oui, il faut être compétitif dans le marché universitaire afin d'aller chercher les meilleurs candidats. Mais on ne peut pas se lancer dans des dépenses comme ça. Ça ne donne pas

l'impression d'une gestion très rigoureuse», insiste M. Duchesne.

« Révoltant »

Les associations étudiantes, qui désirent aborder la question de la gouvernance et de la rémunération des cadres lors du sommet sur l'éducation supérieure, ont affirmé hier trouver la situation «révoltante».

«C'est bien la preuve que nous ne faisons pas face à un sous-financement des universités, mais plutôt à un problème de gestion», a déclaré la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

«Qu'est-ce que ça prend pour que la situation change? Le problème n'est pas un manque d'argent. C'est plutôt ce que les universités font avec cet argent», renchérit Ludvic Moquin-Beaudry, porte-parole de l'ASSÉ.

► Le *Journal* révélait en mars dernier que Concordia avait déboursé plus de 2,4 M\$ en salaires et indemnités de départ pour cinq de ses cadres.

► Ces révélations avaient valu à l'université une pénalité de 2 millions de dollars par le ministère de l'Éducation.

► L'ex-rectrice Judith Woodsworth avait aussi semé la controverse en 2010, lorsqu'elle avait quitté son poste à mi-mandat, en empochant une prime de 700 000 \$, avant de retourner enseigner à l'université quelques semaines plus tard.

Des salaires très élevés
Au cours des dernières années, les salaires des recteurs des universités québécoises ont fait les manchettes à plusieurs reprises.

Heather Munroe-Blum, McGill :	587 000 \$
Guy Breton, Université de Montréal	365 000 \$
Alan Shepard, Concordia	357 000 \$
Denis Brière, Université Laval	330 000 \$
Luce Samoisette, Sherbrooke	276 577 \$

Sylvie Beauchamp, présidente du siège social de l'Université du Québec	192 995 \$
Yves Beauchamp, École de technologie supérieure	184 938 \$
Claude Corbo, UQAM	184 938 \$
Jean Vaillancourt, UQO	180 088 \$

Raymond Duchesne, D.G. Télé-Université	177 388 \$
Daniel Coderre, D.G. INRS	173 931 \$
Johanne Jean, UQAT	169 105 \$
Source : Selon une compilation effectuée par le Journal (2010-2011)	

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Concordia : Contrat en or pour le recteur : Le recteur de Concordia touchera plus de 430 000 \$ par année en salaire et avantages - Publié le: mercredi 10 octobre 2012, 21H06 | Mise à jour: jeudi 11 octobre 2012, 3H36



Photo le journal de Montréal sarah-maude lefebvre

Concordia a offert un contrat plus qu'avantageux à son nouveau recteur, qui empochera plus de deux millions de dollars en salaire et autres bénéfices pendant ses cinq années de mandat.

Fini, le double salaire

Élaboussée par plusieurs scandales, l'administration de Concordia a décidé de mettre fin à plusieurs pratiques questionnables, comme la double rémunération. L'ex-rectrice Judith Woodsworth avait semé la controverse en 2010 lorsqu'elle avait quitté son poste à mi-mandat en empochant une prime de 700 000 \$, avant de retourner enseigner à l'université quelques semaines plus tard. Le Journal révélait aussi en mars dernier que l'administration avait déboursé plus de 2,4 M\$ en salaires et indemnités de départ pour cinq de ses cadres. Ces révélations avaient valu à l'université une pénalité de 2 millions de dollars par le ministère de l'Éducation.

Depuis mars 2011, l'administration affirme réviser ses pratiques en matière de ressources humaines. La firme PricewaterhouseCoopers a remis en septembre 17 recommandations à cet effet et elles ont toutes été adoptées par l'administration. Désormais, un cadre de Concordia qui quitterait son poste pour aller enseigner ne pourrait toucher son salaire avant d'avoir empoché la totalité de son indemnité de départ. «Pour nous, c'est un nouveau départ, affirme le président du conseil d'administration Norman Hébert. Nous avons appris du passé et nous regardons vers l'avant.»

Sarah-Maude Lefebvre

Pointée du doigt à plusieurs reprises pour les généreuses indemnités de départ qu'elle verse à ses cadres, l'Université Concordia vient d'offrir un contrat en or à son nouveau recteur, qui comprend entre autres une

allocation de 4 200 \$ par mois pour sa résidence.

Le nouveau recteur et vice-chancelier Alan Shepard, entré en fonction en août dernier, s'est vu offrir un contrat plus qu'avantageux, a appris le Journal.

Malgré son salaire élevé de 357 000 \$, ce qui représente une hausse de 7 000 \$ par rapport à son prédécesseur Frederic Lowy, M. Shepard reçoit une allocation de 50 400 \$ par année pour sa résidence.

L'administration de Concordia estime que le nouveau recteur sera appelé à recevoir des invités à sa résidence personnelle et qu'il a donc été obligé d'acheter une maison plus grande que ses besoins, d'où le dédommagement.

L'immatriculation aux frais du contribuable

Concordia offre également un montant de 1 200 \$ par mois à M. Shepard pour l'achat ou la location d'une voiture.

L'université va encore plus loin : elle prendra à sa charge toutes les dépenses liées à l'utilisation de la voiture, comme les frais d'immatriculation et d'assurance ainsi que l'entretien du véhicule.

Concordia a également doublé le montant accordé pour les formations professionnelles qui sera de 10 000 \$ par année.

Enfin, le nouveau recteur, qui occupait auparavant la fonction de vice-recteur exécutif aux affaires académiques à l'Université Ryerson, à Toronto, a obtenu que toute sa famille se fasse offrir gracieusement des cours de français.

« Raisonnable », selon Concordia

Il a été impossible de parler à M. Shepard, ce dernier ayant décidé ne pas accorder d'entrevue aux médias d'ici son « installation officielle », à la fin octobre.

Pour le président du conseil d'administration de l'université, Norman Hébert, le contrat de travail du nouveau recteur est « raisonnable ».

« Tous les bénéfices sont impossibles, rappelle-t-il. C'est un contrat compétitif pour le marché actuel. On investit dans M. Shepard pour qu'il fasse rayonner l'université et, si c'est le cas, c'est tout le monde à Montréal qui va en ressortir gagnant. »

« Nous sommes conscients que la rémunération des cadres universitaires est un important sujet d'actualité, plaide M. Hébert. Mais il faut savoir recruter et retenir les meilleurs éléments. »

• M. Shepard est le troisième dirigeant d'université le mieux payé au Québec, après Heather Munroe-Blum de l'Université McGill (587 000 \$) et Guy Breton de l'Université de Montréal (365 000 \$).

- Avec la collaboration de Serge Laplante

Afficher 4 commentaires (Québec)

paullafrance 1 commentaire masqué
C'est dégueulasse. Ces gens n'ont de compte à rendre à personne, mais c'est nous, les payeurs de taxes et impôts qui assumons les coûts. Aux USA, les recteurs sont bien payés, mais ce n'est

pas avec l'argent de nos taxes, mais par les usagers. On ne peut donc comparer.

[10/13/2012 02:28 PM ger_ardon@videotron.](#) 1 commentaire masqué
Gerardon...honteux...Honteux...

[10/13/2012 08:20 AM ger_ardon@videotron.](#) 1 commentaire masqué
Gerardon...Honteux...honteux.....

[10/13/2012 08:19 AM Nicolas W. Walker](#) 1 commentaire masqué

C'est tout simplement ridicule. Bien sûr que les universités devraient revoir à la baisse la rémunération de leurs cadres, et particulièrement celle de leurs recteurs. À la limite, offrir/demander un tel salaire dans le contexte actuel, c'est de mauvais goût. Le pauvre recteur allait devoir recevoir des gens chez lui, alors il a fallu qu'on lui donne 50 000\$ par année pour l'aider à s'acheter une nouvelle maison.

C'est sûr que de louer une salle pour faire des réceptions, c'est tellement plus cher et compliqué...

C'est à se demander à quoi peut bien servir son salaire s'il se fait donner environ 65 000\$ par année pour sa maison et ses déplacements...

[10/11/2012 11:27 AM](#)

Afficher 7 commentaires (Montréal)

bart2269 2 commentaires masqués
devrait lui payer son épicerie et ses resto tant qu'a y etre..

[10/12/2012 03:39 PM](#)

[Raymond Pinet](#) 1 commentaire masqué

Pour lui, à sa maîtresse aussi s'il en a une ainsi qu'a sa famille élargie

[10/20/2012 10:40 AM](#)

Mannix23 1 commentaire masqué

Euh...il n'y a pas quelqu'un qui a promis de faire le ménage dans l'éducation...il me semble qu'ils ont manqué une belle chance de commencer le travail...

Couper les dépenses ca vous dit quelque chose.....
Et vive le Kongo.

[10/11/2012 03:00 PM](#)

amichaud_101 1 commentaire masqué

Ah la rémunération des hauts dirigeants, elle fera toujours saliver d'envie la population qui gagne en moyenne \$40 000 par année... Si elle doit être suffisante pour attirer et retenir les meilleurs éléments, il faut éviter qu'elle encourage une compétition vers le haut de façon indue. Ce n'est certes pas les hauts dirigeants et les conseils d'administration qui vont trouver la formule pour y arriver, tout ce beau grand monde a un intérêt à faire croître leur rémunération et avouons-le, ils sont assez créatifs pour inventer des formes inédites de bonis de toutes sortes.

On le voit dans les entreprises américaines de grande envergure, de 25 fois le salaire médian payé dans une entreprise dans les années '70, les salaires des pdg sont passés à plus de 400 fois le salaire médian des employés en 2005 (133 fois au Canada), de quoi siphonner à outrance les profits d'une entreprise, quand ce n'est pas de focaliser les objectifs de rendement de celle-ci sur le court terme au détriment du



long terme. Les conseils d'administration ont un rôle de fiduciaire et devrait s'assurer de développer la loyauté, la solidarité et la confiance dans et autour de l'entreprise, nous disent Yvan Allaire et Mihaëla Firsirotu dans Plaidoyer pour une réforme du capitalisme. Cela ne peut se faire quand la rémunération des dirigeants ressuscitent la lutte des classes avec leur rémunération démesurée.

[10/11/2012 02:13 PM](#)

mansour1 3 commentaires masqués

J'aurais aimé que l'article soit accompagné d'un comparatif avec les autres universités du Québec.

[10/11/2012 08:38 AM](#)

AhOui 2 commentaires masqués

J'aurais aussi aimé qu'il y ait une comparaison avec les autres universités du Canada. Le gars

était vice-recteur exécutif à Toronto, c'était quoi son salaire l'année passée?

[10/11/2012 09:07 AM](#)

schlum 1 commentaire masqué

Tu peux fouiller sur le site du gouvernement d'Ontario, tous les salaires de plus de \$100,000 sont divulgués dont les universités

[10/11/2012 11:47 AM](#)

RADIO-CANADA / MAURICIE : Étudier au cégep et à l'université malgré des troubles d'apprentissage – Mise à jour le mardi 2 octobre 2012 à 11 h 47 HAE

Les étudiants qui souffrent de troubles d'apprentissage sont de plus en plus nombreux dans les établissements d'enseignement supérieur.

Au Cégep de Trois-Rivières, par exemple, une soixantaine d'étudiants ont accès à de l'aide spéciale. Il y en avait une dizaine il y a cinq ans.

Même constat à l'Université du Québec à Trois-Rivières, où 105 étudiants souffrent de troubles d'apprentissage ou de troubles connexes. Ils étaient une trentaine en 2010.

Plusieurs causes expliquent l'augmentation du nombre d'étudiants aux prises avec des troubles d'apprentissage au cégep et à l'université. Les troubles de l'attention, de dyslexie et de dysorthographe sont diagnostiqués dès le primaire. Par conséquent, les jeunes qui en souffrent réussissent mieux et persèverent. Ils arrivent à compléter leur secondaire et à poursuivre leurs

études. Auparavant, plusieurs décrochaient tout simplement.

Le resserrement des règles, notamment en français, fait aussi en sorte que les intervenants identifient plus rapidement ceux qui ont des difficultés.

« Avant, lorsqu'on comptait pour le français par exemple, les fautes d'orthographe n'avaient pas autant d'importance qu'aujourd'hui. À un moment donné, ces jeunes-là ont été pris en otage du système où leurs difficultés en français mettaient complètement en péril leur avenir comme étudiants », explique la professeure en psychopédagogie de l'Université du Québec à Trois-Rivières Nadia Rousseau.

Ces jeunes ont droit à plus de temps pour faire leurs examens, dans un local isolé. Ils peuvent aussi utiliser des outils d'aide technologique

comme le logiciel Antidote, qui leur permet de mieux repérer leurs fautes.

« L'utilisation des mesures palliatives fait en sorte qu'ils peuvent exploiter leur plein potentiel », souligne la psychoéducatrice du Cégep de Trois-Rivières, Julie Cleary.

Pour les étudiants, comme Jessie Carignan, cette aide est indispensable. « Je ne pense pas que je serais rendue au point où je suis parce qu'avant que je sache que j'étais dyslexique en quatrième année, je ne voulais plus aller à l'école. Je ne pense pas que j'aurais fini mon secondaire sinon », souligne l'étudiante en sciences humaines du Cégep de Trois-Rivières, qui souffre de dyslexie.

Selon les experts, les jeunes qui ont accès aux mesures d'aide réussissent aussi bien que les étudiants sans troubles d'apprentissage.

LE NOUVELLISTE : Allocation de la rectrice de l'UQTR, Nadia Ghazzali - Publié le lundi 01 octobre 2012 à 09h41



Photo: Sylvain Mayer

Nadia Ghazzali, rectrice de l'UQTR

Allocation prononcée par Nadia Ghazzali, rectrice de l'UQTR, le 27 septembre dernier, dans le cadre de la rentrée d'automne.

Comme c'est l'usage, la communauté universitaire se réunit chaque automne, à l'occasion de la rentrée. Après les vacances d'été, c'est l'occasion de fraterniser un moment avec les collègues et de se souhaiter une bonne année académique. C'est aussi le temps où le chef de l'établissement vous fait part des derniers développements survenus à l'UQTR et, de façon plus prospective, vous informe de ceux qui sont au programme.

Si j'en juge d'après le nombre de personnes présentes aujourd'hui, la traditionnelle adresse de la rentrée était particulièrement attendue. C'est bien normal, surtout après l'entrée en poste d'une nouvelle rectrice dont on voudra connaître les impressions et surtout les projets et les grandes orientations. J'en ai bien quelques-uns en effet, formés à votre contact puis élaborés lors des échanges nourris que j'ai eus avec l'équipe de direction.

Il y a maintenant quelques mois que je suis parmi vous. Vous m'avez réservé un bel accueil et je vous en remercie très sincèrement. Venir à l'UQTR a été un choix de carrière - en fait un choix de vie - particulièrement inspiré.

C'est exigeant, certes, mais j'ai plaisir à vous côtoyer, à faire grandir cette université avec vous. J'ai pu constater que l'approche ici est directe et spontanée. C'est propice aux échanges, à la compréhension mutuelle et au travail d'équipe. Ça a rendu d'autant plus

agréable mon premier devoir en tant que chef d'établissement, qui a été de vous rencontrer afin de vous connaître davantage et de mieux apprécier la situation de l'UQTR.

Pour être tout à fait exacte, le devoir le plus pressant à mon arrivée a été d'amortir les contrecoups du conflit survenu entre le gouvernement et les associations étudiantes. C'était chaud comme entrée en matière. Et pourtant, force est d'admettre que notre communauté a passé le test. Les membres du personnel mobilisés par l'urgence de la situation se sont dévoués et ont agi de façon efficace.

L'équipe de direction a su tenir la balance entre le respect de nos principes et la recherche de solutions adaptées. Je tiens à souligner également le sens de la mesure de nos associations étudiantes, soucieuses de faire entendre leurs revendications, mais aussi de se conformer au souhait de la majorité. Au final, le trimestre d'hiver s'est terminé normalement et sans heurt. On peut l'affirmer, nous avons accompli tous ensemble du bon travail dans ce dossier. Chapeau, tout le monde.

Je reviens sur la tournée des derniers mois. Lors de cet exercice, j'ai eu la chance de rencontrer les directeurs de départements ainsi que les membres de leurs unités. J'ai bien sûr tenu à rencontrer les responsables des principales unités de recherche. Il m'a semblé important aussi de prendre contact avec tous les présidents et présidentes des syndicats et associations.

En outre, et à leur demande, j'ai rencontré les comités exécutifs des syndicats des professeurs, des professionnels et des employés de soutien ainsi que les exécutifs des associations des étudiants et des employés non syndiqués. De plus, j'ai fait connaissance avec les équipes à l'oeuvre dans tous les vice-rectorats, les décanats et les services, ce qui m'a permis d'enrichir ma compréhension des modes de fonctionnement de l'UQTR.

Au total, depuis mon entrée en fonction, j'ai effectué une centaine de rencontres qui ont rassemblé plus de 1000 membres de la communauté universitaire incluant le personnel enseignant, le personnel non enseignant et les étudiants.

Riche de cette vaste et importante tournée ponctuée de fructueux échanges et un souci constant d'être à l'écoute de la communauté, j'ai sollicité la contribution pleine et entière de l'équipe de direction pour renforcer le développement de notre institution. Ainsi, nous avons tenu à deux reprises un lac-à-l'épaule au courant de l'été afin de vous proposer une vision d'avenir articulée autour des priorités et des grandes orientations pour mon premier mandat, soit pour l'horizon 2017.

Cette vision s'inscrit dans la continuité du plan stratégique 2010-2013. D'ailleurs, le 30 août dernier, j'ai convié tous les cadres, les directeurs de départements et les directeurs de programmes à échanger avec l'équipe de direction sur ces priorités et ces grandes orientations.

J'ai déjà eu l'occasion de vous communiquer mes premières impressions. Ce qui m'a frappée dès l'abord, c'est l'enthousiasme des gens, leur créativité et leur goût d'entreprendre. Ils ont des idées et sont prêts à s'investir pour qu'elles prennent forme. Chose certaine, leur fort désir d'accomplissement augure bien pour l'avenir. La pensée m'est venue que le slogan de l'UQTR, « Savoir. Surprendre. », nous va bien, car on fait ici de belles découvertes.

Il y a chez nous de l'idée, de l'audace et de la créativité. Notre université sort du lot parce qu'elle ose faire des choses différentes. De grandes choses, même, dont nous pouvons tirer une fierté légitime. Si je devais d'ailleurs formuler un seul souhait en début de mandat, ce serait de diriger une communauté soudée et mobilisée, consciente de ses forces, fière de ses avantages et heureuse de manifester son appartenance. Car nous avons des raisons de pavoiser.

La formation

En matière de formation, notre programmation continue de s'étoffer. Nous innovons à plusieurs égards, si bien que notre identité est de mieux en mieux campée. Les derniers ajouts donnent le ton. Au premier cycle, nous avons accueilli récemment le profil criminalistique du baccalauréat en chimie, le baccalauréat en arts visuels (nouveaux médias) et une concentration mécatronique au baccalauréat en génie mécanique.

Au deuxième cycle, mentionnons l'implantation récente de maîtrises en orthophonie, en éducation (concentration orthopédagogie), en ingénierie (concentration génie mécanique), en enseignement (sept profils) et en sciences infirmières (concentration santé mentale et soins psychiatriques, et le programme IPSPL).

Il importe de souligner l'ajout de plusieurs DESS ainsi que la refonte de certains programmes, dont ceux des pâtes et papier, devenus sciences et génie des matériaux lignocellulosiques. Aussi, des programmes de troisième cycle ont été créés en psychoéducation, en ingénierie (avec l'UQAC) et en lettres, avec la nouvelle concentration en communication sociale.

La tendance démographique commande en outre un effort d'adaptation à des demandes moins « traditionnelles ». C'est dans cet esprit que, à l'instigation des regroupements d'ainés de notre région, a été mise sur pied l'Université du troisième âge (UTA). Cette formule d'apprentissage connaît un vif succès encore cet automne, avec plus de 830 inscriptions aux 27 activités proposées. Signe de sa popularité croissante, l'UTA a maintenant des points de service un peu partout sur notre territoire.

On le voit aisément, notre programmation s'enrichit et gagne en cohérence. En originalité, aussi, dans la mesure où beaucoup de nos programmes n'ont pas leur équivalent ailleurs. Remarquez que ce n'est pas tout d'être original, il faut surtout être bon. Sous le rapport de la qualité, certains résultats méritent notre attention. La hausse constante des inscriptions à l'UQTR envoie à cet égard un signal très positif.

Cet automne, nous accueillons plus de 13 100 étudiants, dont près de 3000 nouveaux inscrits, ce qui correspond à une hausse de 7 % de notre effectif global. Fait à signaler, la fréquentation au deuxième cycle a grimpé de 16 %. À l'heure actuelle, un étudiant sur six est inscrit aux cycles supérieurs. Ça indique clairement que nous avons eu la main heureuse dans le choix de nos programmes. Ça nous dit aussi que, de plus en plus, le talent d'ici et d'ailleurs trouvent chez nous de quoi satisfaire ses aspirations.

À ce propos, permettez-moi de souligner l'excellence de nos étudiants qui ont récolté des bourses nationales de très grand prestige. Une doctorante en psychoéducation est la première boursière Vanier de l'UQTR. Une étudiante à la maîtrise en biophysique et biologie cellulaire est devenue notre première récipiendaire de la Bourse de recherche Julie-Payette.

Un de nos chercheurs postdoctoraux a récolté une bourse Banting, là encore une des distinctions les plus courues au pays. Compter dans nos rangs de jeunes personnes aussi talentueuses est un honneur. C'est aussi un indice de la qualité du travail académique et scientifique qui s'accomplit chez nous. Bravo!

La recherche

Ces développements aux cycles supérieurs sont indissociables d'une activité de recherche intense. Certaines de nos équipes de chercheurs ont d'ailleurs vu leur travail reconnu de belle façon. Depuis deux ans, nous avons accueilli une Chaire de recherche du Canada en neurosciences du développement cognitif, alors que cinq autres ont fait l'objet d'un renouvellement. Des chaires financées par des partenaires, dont la Fondation, ont été créées ou reconduites. Enfin, deux nouveaux centres de recherche accrédités ont vu le jour dans les domaines de l'écologie aquatique et du développement de l'enfant et la famille.

La relève semble très prometteuse. Beaucoup de jeunes professeurs ont récemment joint l'UQTR et cet afflux de sang dynamise notre effort de recherche. La mise en oeuvre du programme de chaires institutionnelles pousse également à la

roue en favorisant l'émergence de nouveaux leaderships et de nouveaux foyers intellectuels. Notre programme de soutien aux étudiants de cycles supérieurs, grâce auquel sont distribués des bourses d'excellence à l'admission et des montants d'aide à la diffusion, constitue pour sa part un tremplin pour les chercheurs de demain.

L'environnement d'études

La satisfaction très élevée qu'affichent les étudiants à notre endroit tient sûrement aussi à l'environnement d'études offert à l'UQTR. On peut faire valoir de belles choses de ce côté, par exemple en matière d'aide à la réussite, de soutien à l'enseignement, d'innovation en pédagogie et d'outillage technologique. Les services sont constamment mis à jour afin de mieux répondre aux besoins des étudiants.

L'aide financière est plus généreuse, grâce entre autres au travail de la Fondation et à l'engagement de nos partenaires. On s'assure également que les étudiants puissent parfaire leur formation au moyen de stages, d'internats ou de diverses formes d'engagement dans la collectivité.

Tous ces efforts ont leur importance, car ils contribuent à accroître la scolarisation universitaire. Ils sont même essentiels quand on considère le taux de diplomation dans nos régions de référence, qui s'établit respectivement à 9,4 % en Mauricie et à 6,4 % au Centre-du-Québec, chiffres inférieurs à la moyenne de 10,6 % observée pour le Québec, selon les chiffres de 2008.

De plus, 64 % de nos étudiants à l'entrée sont des étudiants de première génération, c'est-à-dire les premiers de leur famille à fréquenter l'université. Chaque geste susceptible de les aider à persévérer et à réussir doit être encouragé.

C'est pourquoi toute une communauté se serre les coudes et fait le nécessaire pour que les étudiants trouvent à l'UQTR les conditions propices à leur réussite. C'est une communauté mobilisée qui renforce son esprit d'appartenance à l'UQTR et à ses deux régions, la Mauricie et le Centre-du-Québec, dont le développement passe assurément par l'économie du savoir.

Les résultats sont à la hauteur de nos efforts. De vastes enquêtes indiquent que nos étudiants sont satisfaits de leur formation, qu'ils se plaisent sur le campus et qu'ils apprécient hautement le volet pratique de leurs études. Plus important encore, ils nous accorderaient volontiers leur confiance si c'était à refaire. Il y a là des motifs sérieux de rétroaction, d'attraction et donc de se réjouir.

Les activités de coopération

Sous l'angle des coopérations, nous nous investissons dans de multiples activités qui font concorder nos missions d'enseignement et de recherche avec le soutien au développement des collectivités. C'est vrai dans notre région universitaire englobant la Mauricie et le Centre-du-Québec, ça l'est aussi au niveau national et international. Quelques exemples suffisent pour s'en convaincre.

Shawinigan a eu le privilège d'accueillir les Jeux du Québec cet été, et l'UQTR s'est associée de près à cet événement. Nos étudiants, nos professeurs, nos employés ont été nombreux à y mettre du leur, de façon bénévole. Ils ont eu notamment l'idée lumineuse d'animer un carrefour « Promotion Santé globale ». Pluridisciplinaire, cette forme de coopération a donné lieu à des projets d'intervention communautaire, à de la recherche-action et à des activités de stages riches en enseignements et éminemment profitables à l'organisation - et au succès - des Jeux.

Puisqu'on parle d'implication, je tiens impérieusement à saluer l'esprit d'initiative et la générosité de certains de nos étudiants du doctorat en

médecine podiatrice. Dans un élan du coeur, ces derniers ont décidé de parfaire leur apprentissage en ouvrant une clinique à l'Accueil Bonneau, où ils prodiguent des soins gratuits aux sans-abri. Voilà une forme d'innovation en tous points admirable. Des membres de l'Ordre des podiatres se sont greffés depuis à ce projet, qui a débouché sur l'implantation permanente d'une clinique podiatrice communautaire. Ce beau geste de solidarité a valu à ces mêmes étudiants un prix national amplement mérité lors du Concours québécois en entrepreneuriat.

L'UQTR a également tissé de nouvelles collaborations à l'international. Entre autres, une convention de collaboration a été signée avec les autorités du Gabon. Notre institution fournit son expertise afin d'aider à développer l'organisation, à étendre l'offre et à accroître la qualité des soins de santé sur le territoire gabonais. Cette collaboration constitue une marque de reconnaissance internationale pour notre pôle d'enseignement et de recherche en santé, qui de plus en plus fait figure de référence.

Ces dernières années, l'UQTR a exporté son expertise en matière de programmes d'études de cycles supérieurs. Que l'on songe aux protocoles signés avec le Maroc (MBA) et la France (MBA à Rennes et maîtrise en sciences et génie des matériaux lignocellulosiques à Limoges).

Il est approprié de rappeler aussi la participation de l'UQTR au Consortium interuniversitaire pour la refondation du système éducatif haïtien, qui regroupe dix-huit universités d'Haïti et du Canada. Les partenaires ont le mandat d'aider l'État haïtien à repenser son système éducatif, en particulier sur le plan de l'enseignement supérieur.

En travaillant ensemble à la recherche et à la mise en oeuvre de modèles d'intervention ancrés dans la réalité socioculturelle haïtienne, nous aurons ainsi la chance de favoriser le jumelage des expertises et le renforcement de la coopération scientifique interuniversitaire.

Les ressources humaines

Nous avons la chance d'exercer un des plus beaux métiers du monde, celui de faire progresser la connaissance et de s'assurer qu'elle passe d'une tête à une autre. C'est notre raison d'être et, à sa façon, chacun d'entre vous y contribue. Tous s'y emploieront d'autant plus volontiers s'ils évoluent dans une université qui traite bien son personnel, reconnaît les efforts, invite au respect des personnes et procure une réelle qualité de vie au travail.

On observe des améliorations notables en ce sens. Nous avons adopté de nouvelles politiques dans le but de promouvoir des rapports cordiaux, de contrer le harcèlement psychologique et d'assurer la santé et la sécurité au travail. Une autre politique portant sur la formation du personnel sera effective cet automne. Elle prévoit de mieux accompagner les employés pour qu'ils se sentent rapidement à l'aise dans leurs nouvelles fonctions.

Pour attirer et garder les meilleurs candidats, nous avons procédé à la révision complète des processus d'embauche, d'accueil et d'intégration. Le perfectionnement est encouragé, de façon à ce que tous ceux et celles qui le désirent puissent améliorer leurs perspectives de carrière. Nous avons en outre pris nos responsabilités et encouragé le développement durable de l'Université, si bien que notre certification « Campus durable » a été renouvelée. Nous favorisons également les saines habitudes de vie.

Au final, je pense que la communauté universitaire s'en trouve aujourd'hui plus soudée, plus fière de l'UQTR et de ses succès. Ça se sent. Le climat est plus harmonieux, il prête davantage au dialogue, comme en témoigne la baisse subs-

tantielle du nombre de griefs. Nous avons d'ailleurs signé récemment de nouvelles conventions collectives et sommes sur le point de régler le dossier de l'équité salariale, à la satisfaction de toutes les parties. Un autre accord vient d'être conclu afin de mieux baliser les contrats des étudiants qui oeuvrent en recherche.

Il reste maintenant à négocier la nouvelle convention collective avec les professeurs. J'ai confiance que nous parviendrons à nous entendre, pour peu que nous ayons la volonté de part et d'autre d'engager un échange franc, respectueux et constructif. D'ailleurs, les premiers contacts avec le Syndicat des professeurs et professeures traduisent tout à fait cette volonté en instaurant un climat de confiance mutuelle.

La situation financière et les infrastructures

Du côté des finances, l'année se termine avec un déficit d'opération de 1,236 M\$. C'est gérable, il n'y a pas lieu de s'alarmer. Par contre, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science, et de la Technologie a exigé que nous produisions un plan de retour à l'équilibre, comme toujours en pareille circonstance. Un tel redressement devrait nous permettre de rétablir les comptes d'ici deux ans, sous réserve que le réinvestissement promis dans les universités se matérialise.

Pour l'année en cours, nous avons dû par conséquent soustraire des montants qui auraient normalement été affectés à des projets de développement et à l'avancement du plan stratégique institutionnel. Cette situation nous oblige en outre à suspendre certains projets. Le réaménagement de la cour intérieure, par exemple, a été reporté.

En revanche, d'autres projets sont en voie de réalisation, notamment la construction d'un ascenseur au pavillon Pierre-Boucher et la réfection des travaux de la protection publique. Plusieurs travaux seront mis en branle très bientôt. L'animalerie sera rénovée pour satisfaire aux normes des organismes subventionnaires et d'accréditation. On construira une station de remplissage pour les véhicules à l'hydrogène.

Des agrandissements sont prévus pour les cliniques de massothérapie et de kinésiologie. Enfin, les derniers détails ont été réglés concernant le pavillon à la vie étudiante, dont la construction va s'amorcer dès le mois d'octobre. Dans la foulée, la galerie d'art sera déménagée au pavillon Benjamin-Sulte à compter de mars 2013.

Sur une période de douze mois, ce sont environ 6,5 M\$ qui seront engagés en travaux d'infrastructures. Ce sont des investissements considérables, surtout au terme d'un exercice déficitaire. Mais je suis persuadée que nous saurons concilier l'obligation d'équilibrer le budget et la nécessité de permettre l'expansion des activités du campus, et ainsi poursuivre le développement de notre institution.

Quant à notre campagne de financement, la bonne nouvelle est que notre objectif initial de 20 M\$ a été dépassé, et par une bonne marge. Au printemps 2012, la Fondation de l'UQTR a annoncé avoir récolté quelque 22,3 M\$. Et ce n'est pas fini. Nous sommes donc en bonne posture pour soutenir la réussite académique, stimuler l'activité de recherche et poursuivre notre croissance. À l'évidence, notre milieu croît en son université et s'assure que l'éducation et la science demeurent au coeur de son développement.

UQTR 2017

Ce qui m'amène à vous parler de l'avenir. Dans les prochaines années, nous nous engagerons dans des projets intéressants qui vont grande-

ment profiter à l'UQTR. Ces développements s'inscrivent dans la continuité de notre plan stratégique 2010-2013. Ils reflètent aussi certaines priorités qui me tiennent à coeur, parce qu'ils s'accordent avec mon expérience de professeure et chercheuse, et aussi avec ma vision de ce que devrait être le futur de notre université.

Au premier cycle, il faudra continuer à anticiper les tendances et à proposer des formations qui nous distinguent et renforcent nos grands secteurs disciplinaires. Nous travaillerons notamment sur un doctorat de premier cycle en pharmacie, une formation d'agents de développement, un DEC-BAC en loisir, culture et tourisme, offert en collaboration avec le Collège Lafleche, ainsi qu'un baccalauréat en travail social à Drummondville. Bien entendu, ce n'est pas une liste exhaustive et nous demeurons ouverts et attentifs à toute suggestion de mise en place de programmes visant à nous développer et à développer nos régions.

D'ailleurs, cela s'accorde avec une des grandes orientations de notre plan stratégique qui consiste à appuyer le développement de la région universitaire. Renforcer et accroître notre offre de formation à Drummondville sera à cet égard une de nos priorités. Nous y oeuvrons en offrant de la formation continue depuis la création de l'UQTR, en 1969. Nous allons donc continuer d'y travailler avec ardeur, de concert avec nos partenaires du Centre-du-Québec.

En attendant l'implantation éventuelle d'un campus, l'infrastructure académique se met en place. Pour la première fois cet automne, les étudiants ont pu s'inscrire à deux baccalauréats qui seront offerts en entier sur leur territoire : le baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire, et le baccalauréat en sciences infirmières, volet universitaire DEC-BAC. Sur la rive nord, nous entretenons des liens étroits avec les acteurs de la santé du Centre-de-la-Mauricie et la Ville de Shawinigan afin de mettre sur pied un centre d'apprentissage, de recherche et d'évaluation en simulation médicale (CARE SIM). Nous parlons ici d'un projet à la fois novateur et porteur. Notre pôle de la santé tirerait en effet un immense avantage de la création d'un hôpital virtuel où professeurs, étudiants et professionnels viendraient parfaire leurs compétences et expérimenter de nouveaux traitements dans un environnement qui imite la réalité des milieux de pratique.

En Haute-Mauricie, et plus particulièrement à La Tuque, nous venons d'implanter un certificat en soins infirmiers cliniques. Un premier cours s'offre cet automne par visioconférence, avec des étudiantes de nos centres universitaires de Joliette et de Vaudreuil-Dorion. De même, quelques programmes courts de premier cycle sont spécifiquement offerts à la communauté atikamekw. D'autres projets sont présentement à l'étude afin d'offrir des formations à distance pour répondre aux besoins de la population de La Tuque.

Ainsi, notre développement comme institution passe également par notre implication dans notre milieu et notre rôle de vecteur socioéconomique, que ce soit à Trois-Rivières, Drummondville, Shawinigan, La Tuque ou ailleurs en Mauricie, au Centre-du-Québec ou dans Lanaudière. C'est donc un enjeu majeur auquel l'UQTR doit consacrer les ressources nécessaires.

Programmation distinctive, région universitaire, ce sont des concepts et des objectifs définis avant mon arrivée et auxquels j'adhère entièrement. Comptez sur moi pour appuyer les développements qui iront en ce sens, consolider nos acquis et tout mettre en oeuvre afin de réussir la mise en place de nos nouveaux programmes.

Par ailleurs, je vous ai déjà fait part de ce que devraient être les orientations prioritaires de l'UQTR dans les années à venir. Je vais les répéter pour que tout le monde les ait bien en tête : au terme de mon premier mandat, en 2017, je veux que l'UQTR ait fait des progrès significatifs sous l'angle des cycles supérieurs, de la recherche et de l'internationalisation.

Le premier cycle va bien et il faut s'en réjouir. L'assise est bonne puisque près de 85 % de nos étudiants fréquentent nos programmes de premier cycle. Maintenant, il faut tenter de propulser notre monde aux cycles suivants. À condition qu'ils existent, bien sûr, car il y a parfois des trous dans notre carte de programmes.

Pour y remédier, nous allons oeuvrer afin que tous les secteurs actifs en recherche soient dotés d'un programme de troisième cycle. Actuellement, nous travaillons à l'élaboration de trois doctorats dans les domaines des sciences biomédicales (sciences cliniques), du loisir, culture et tourisme, ainsi que des sciences mathématiques et informatiques. Comme je l'ai mentionné pour le premier cycle, toute initiative pour développer un programme de cycles supérieurs devra être analysée et soutenue.

L'essentiel est de parvenir à une plus forte intégration des cycles d'études. On y arrivera notamment en concevant des programmes de cycles supérieurs qui offrent des débouchés intéressants à nos bacheliers. À l'inverse, on veillera à ce que les nouveaux programmes de baccalauréat s'aboutent avec nos maîtrises et favorisent la création de passerelles. En parallèle, on aura soin d'ajuster nos stratégies de recrutement et de bonifier le soutien financier, en y incluant diverses mesures incitatives.

L'objectif est de créer un appel d'air qui tire les étudiants vers le haut. C'est du reste notre devoir d'encourager les personnes les plus talentueuses et les plus motivées à aller au bout de leurs possibilités. Par conséquent, le recrutement est un enjeu majeur pour appuyer notre développement. Nous devons nous y engager de manière résolue, en définissant une stratégie efficace et ambitieuse, en déployant des efforts bien ciblés et en s'assurant de répondre adéquatement aux besoins et aux attentes de notre communauté.

Tous ont compris que le renforcement de nos cycles supérieurs va de pair avec un effort de recherche soutenu. Je ne peux m'avancer et faire état d'objectifs spécifiques à l'heure actuelle. Cette responsabilité incombera au futur vice-recteur ou à la future vice-rectrice, qui voudra sûrement prendre avis auprès de la nouvelle sous-commission de la recherche.

Permettez quand même quelques observations. On trouve à l'UQTR des chercheurs de très fort calibre, des foyers scientifiques extrêmement dynamiques et de jeunes chercheurs qui promettent beaucoup. Pourtant, on échappe difficilement à l'impression que l'activité de recherche en général pourrait avoir plus d'élan, être mieux regroupée et financée, et surtout bénéficier d'une plus forte reconnaissance des pairs. C'est un sujet qui interpelle, j'en suis consciente. Mais nous aurions tort de l'éviter.

On dit que certains domaines se prêtent moins bien au travail scientifique, qu'ils n'ont pas une forte tradition de recherche. Entre nous, est-ce une fatalité? Il s'agit de s'y mettre. Il importe que les départements ayant une culture de recherche bien enracinée puissent travailler de concert avec nos départements plus jeunes qui souhaitent contribuer activement au développement de la recherche.

L'environnement de l'UQTR étant propice à l'interdisciplinarité, nous voyons déjà des liens tangibles de collaboration se tisser dans plu-

sieurs domaines, dont celui de la santé. Ces liens sont favorisés par les multiples croisements qu'opèrent nos professeurs dans leurs travaux relevant à la fois de la recherche appliquée et de la recherche fondamentale. De plus, nous servons de mobilisateur et de catalyseur pour créer de nouvelles synergies entre les départements afin de favoriser l'interdisciplinarité et l'implication de professeurs de secteurs émergents dans des projets de recherche structurants.

Ayons toujours en tête que l'université est un lieu d'enseignement, de formation et de recherche. Être universitaire, c'est adhérer à ces missions essentielles et y contribuer. Ça vaut pour tout le monde. Globalement, nous n'obtenons pas les résultats auxquels pourrait prétendre une institution comme la nôtre.

Vu le talent qu'il y a ici, j'ai la conviction, partagée par plusieurs, que l'UQTR n'exploite pas tout son potentiel, qu'elle est capable de contribuer davantage à l'avancement du savoir. Au cours de ma tournée des derniers mois, vous m'avez convaincu que nous pouvons faire mieux à ce chapitre. Il faudra veiller à ce qu'à terme s'établisse une véritable culture de recherche dans tous les départements, sans exception.

Et ça commence par le recrutement de professeurs sensibilisés à l'importance du développement de nouvelles connaissances et de la formation du personnel hautement qualifié. Bien faire son travail, c'est être prêt à s'investir dans la vie scientifique et à jouer pleinement le rôle d'universitaire très impliqué dans la société et dans son milieu. Il y a là un équilibre auquel chaque professeur doit aspirer dans le cadre de ses fonctions, à savoir l'enseignement, la recherche, le service à la collectivité et la direction pédagogique. C'est un privilège d'oeuvrer dans le milieu universitaire, un milieu de développement du savoir.

L'international sera aussi une dimension à privilégier. Le déploiement et l'intensité des activités d'internationalisation sont au reste devenus des critères de l'excellence universitaire. Les institutions les plus innovantes sont aussi les mieux interconnectées, celles dont les réseaux d'échange sont les plus denses. Qui plus est, les problèmes complexes de notre époque peuvent difficilement être résolus en demeurant confinés à un seul territoire ou une seule discipline. Ils exigent au contraire la mise en rapport de scientifiques issus de nombreux pays et de nombreux champs du savoir.

Concrètement, l'internationalisation constitue une planche de salut pour les universités comme la nôtre. Des études montrent que les tendances démographiques jouent contre nous. D'ici quelques années, on comptera environ 20 000 étudiants québécois en moins dans nos universités. Même si notre effectif est en hausse, cette réalité va finir par nous rattraper.

L'international devient donc une condition essentielle de notre développement. Il faut s'y engager résolument. Pour intéresser le talent de partout, mais aussi pour augmenter notre volume de recherche, recruter des chercheurs et professeurs de renom, internationaliser nos programmes et notre campus, stimuler le transfert d'expertise, favoriser la mobilité étudiante et, par voie de conséquence, accroître notre rayonnement.

À l'heure actuelle, la dispersion des services qui se consacrent à l'international nous sert mal. Il est vrai que nous avons affaire ici à une thématique très vaste, comme on vient de le voir. Sauf que la plupart des dimensions de l'international sont traitées isolément, notamment parce qu'elles sont confiées à des équipes disséminées. C'est loin d'être optimal, dans la mesure où ça ne permet guère d'avoir un portrait d'ensemble, de

définir des stratégies concertées ni de mettre en commun nos ressources. Des gains d'efficacité et de cohérence pourraient sûrement être réalisés si on parvenait à réunir les équipes concernées et à mieux intégrer leur apport respectif. À l'international comme ailleurs.

En un mot, je souhaite que nous parvenions à plus de transversalité. Déployer nos activités selon une optique transversale serait bénéfique en termes notamment de cohésion, d'accessibilité et d'interaction. Adopter des modes d'opération en vertu desquels l'information circulerait mieux et les services coopéreraient aisément permettrait par exemple une plus grande souplesse dans le développement de la formation continue et du hors campus.

Cela contribuerait aussi à développer la formation à distance, ce qui faciliterait l'accès aux études universitaires, augmenterait notre visibilité et, du même coup, élargirait considérablement notre bassin de recrutement. Nos activités de stages et nos 11 mesures de soutien à la réussite s'en trouveraient également mieux coordonnées, tout comme nos partenariats avec les divers milieux.

À cet égard, les services aux étudiants devraient être mieux coordonnés afin de répondre adéquatement aux besoins de nos étudiants, qu'ils soient d'ici ou internationaux. Il y aurait sans doute intérêt à les regrouper pour améliorer l'aide financière, l'offre de bourses, les soins de santé, les services spécifiques à la clientèle dite émergente et le soutien à la réussite.

Quant à nos nombreuses activités de stage, il est impératif de mieux les coordonner afin de soutenir nos programmes et de présenter une image plus uniforme et fonctionnelle aux divers milieux de stages avec lesquels nous devons entretenir de fructueux partenariats. Il en va de l'image de notre institution et de la réussite de nos étudiants.

Une reconfiguration nécessaire

Les nombreux échanges et discussions que j'ai eus avec tous les membres de la communauté universitaire depuis mon entrée en fonction, le 1er février dernier, et une documentation retraçant les réalisations marquantes de l'UQTR, nous ont permis de poser un diagnostic en exhibant les forces de notre institution, les points à améliorer et les axes de développement à l'horizon de 2017.

Notre réflexion, lancée depuis plusieurs mois et alimentée par vous toutes et tous, nous amène aux priorités et aux grandes orientations que nous avons exposées aujourd'hui. Pour les concrétiser et améliorer nos résultats, particulièrement en matière de recherche, de développement des cycles supérieurs et d'internationalisation, nous devons nous munir d'une structure organisationnelle qui fait en sorte d'éviter les dédoublements, de mieux coordonner nos actions, de favoriser la cohésion, de remédier au travail en silo et d'encourager les développements synergiques.

Pour ces raisons, j'ai la conviction que le statu quo n'est plus possible. Je propose donc une reconfiguration de notre structure, qui consiste à redistribuer des tâches et responsabilités des vice-rectorats, ce qui aurait pour effet le réagencement de certains services. Quatre principes directeurs ont guidé l'élaboration de cette reconfiguration.

1. Clarté, cohérence et nécessité intrinsèque des mandats et tâches confiés à chaque vice-rectorat
Définir les bonnes tâches de chaque vice-rectorat en fonction de l'essence de ses responsabilités

2. Équilibre dans le partage des responsabilités des vice-recteurs

Prévoir une meilleure répartition du travail chez les vice-recteurs

3. Adéquation entre les mandats des vice-rectorats et les objectifs des services

Veiller à ce que les rattachements administratifs servent bien les finalités des grands secteurs projetés

4. Respect des compétences des quatre vice-rectorats

Faire en sorte d'éviter les dédoublements, de mieux coordonner nos opérations et d'encourager les développements synergiques

En ayant ces balises à l'esprit, voici les grandes lignes de cette reconfiguration qui se veut simple, proche des gens et surtout facilitante pour toutes et tous. Elle touche principalement trois vice-rectorats, celui à l'administration et aux finances demeurant à l'état pour l'essentiel. Les grandes lignes de ce projet se déclinent en trois volets.

Le premier a trait aux études. Les trois cycles universitaires seront intégrés sous l'égide d'un même vice-rectorat, celui aux études et à la formation. Il aura le mandat de développer la programmation académique, de créer une synergie au décanat des études, d'élaborer une politique qui favorise le renforcement des programmes des cycles supérieurs et de nourrir ainsi la formation au premier cycle, en veillant à faciliter la création de passerelles entre les différents cycles.

Il chapeautera les services qui sont en lien direct avec les études, soit le bureau du registraire, le bureau des stages, la formation continue, la formation hors campus et la formation à distance, ainsi que les services aux étudiants, incluant les aspects socioéconomiques et ceux qui touchent la santé, le soutien pédagogique et la réussite étudiante.

Le deuxième volet concerne la recherche, le développement et l'international. Tous relèveront désormais d'un même vice-rectorat, celui de la recherche et du développement. Le but est de tout mettre en oeuvre pour augmenter nos activités de recherche, favoriser une culture de recherche sous toutes ses formes au sein de nos départements et faire reconnaître la qualité et la pertinence de la recherche réalisée à l'UQTR. L'accent sera mis sur le soutien aux chercheurs, notamment par le renforcement des structures de recherche, par le recrutement et le financement de jeunes chercheurs et d'étudiants gradués, et par leur mise en valeur au moyen d'une représentation efficace auprès des organismes subventionnaires et des bailleurs de fonds.

Le renforcement de la recherche nécessite également de créer une synergie avec nos activités de recrutement et notre implication dans le milieu. Étant donné la baisse démographique anticipée et notre rôle d'acteur socioéconomique, l'élaboration d'une stratégie efficace et ambitieuse de recrutement, de même que la mise en oeuvre de partenariats répondant adéquatement aux besoins et aux attentes de notre communauté, sont des enjeux majeurs pour appuyer notre développement en tant qu'institution universitaire.

Finalement, le troisième volet confie la gestion des affaires professorales et du personnel enseignant au vice-rectorat aux ressources humaines. Cela vient officialiser les rapports déjà existants avec le Décanat de la gestion académique des affaires professorales. Ainsi, toute la gestion du personnel, qu'il soit enseignant ou non enseignant, relèvera du même vice-rectorat, qui travaillera en étroite collaboration avec les trois autres vice-rectorats.

Nous nous sommes assurés que tous les changements projetés se fassent dans le respect des personnes. La première chose à faire a été de rencontrer les gens concernés. La vice-rectrice et les vice-recteurs ont donc présenté les grandes

lignes du projet aux cadres, confiant à ces derniers le soin de rencontrer leurs équipes et de les informer des modifications susceptibles de se produire bientôt. Nous avons voulu de la sorte que les membres de la communauté soient au fait de ce qui s'en vient.

L'organigramme détaillé est joint dans un fichier séparé sur Personet. Tous les membres de la communauté universitaire sont invités à nous faire part de leurs commentaires quant à la nouvelle reconfiguration à l'adresse Nadia.Ghazzali@uqtr.ca, et ce, d'ici le 4 octobre prochain à 17 heures.

L'organigramme sera discuté lors de la prochaine réunion de la commission des études, prévue le 9 octobre, en vue d'une recommandation au conseil d'administration qui en prendra acte le 29 octobre prochain. Je tiens ici à remercier sincèrement nos deux instances décisionnelles, dont les membres se dévouent entièrement et veillent avec éthique et transparence au bon fonctionnement de notre institution, dans le respect de notre mission fondamentale.

Conclusion

En terminant, j'aimerais vous avouer que l'UQTR m'a séduite. Je suis toujours impressionnée par la progression fulgurante qu'elle a connue depuis sa création en 1969. En fait, au cours des quarante dernières années, l'UQTR a gagné ses lettres de noblesse. Sa carte de programmes et son activité de recherche sont bien diversifiées et adaptées aux besoins de notre région et de notre société.

Le personnel, les chargés de cours et les professeurs sont dévoués, passionnés et surtout hautement compétents. Les 65 000 diplômés de notre institution, assurément une de nos plus belles réussites, sont les mieux placés pour en témoigner. Et ils le font très volontiers.

Fondamentalement, notre rôle à tous est de faire avancer, chacun à notre manière, une institution qui met en rapport des gens désireux d'apprendre et d'autres qui ont à cœur de partager et de faire progresser le savoir. C'est ce que nous avons fait depuis nos débuts.

Tout le monde y a mis du sien. C'est votre savoir-faire qui a permis à l'UQTR d'avancer. Au fil des ans, chacun et chacune, dans son département ou son service, a su proposer des améliorations,

engager de nouvelles façons de faire, mettre de l'avant des projets originaux, des solutions novatrices qui ont porté plus loin notre développement. C'est la raison pour laquelle l'UQTR a toujours été un acteur important du progrès.

C'est en ayant cela à l'esprit que je vous demande d'accueillir cette reconfiguration et de mettre en oeuvre les grandes orientations proposées aujourd'hui, lesquelles vont nous aider à réaliser nos projets de développement. Nous n'avons pas reculé devant le changement lorsqu'il était devenu nécessaire.

Au contraire, nous avons dicté les tendances, parce que nous sommes un lieu d'innovation continue. Je crois donc fermement que le développement futur de notre institution se fera avec la même ouverture d'esprit, le même enthousiasme et la même énergie que vous avez affichés depuis la création de notre université. Je suis donc confiante. Notre histoire parle pour nous et le futur nous appartient!

Nadia Ghazzali, Rectrice de l'UQTR

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Rectorat de l'UQAM : Gérald Larose se porte candidat - Publié le: samedi 29 septembre 2012, 15H40 | Mise à jour: samedi 29 septembre 2012, 15H46



Photo Agence QMI / Archives
Gérald Larose

Agence QMI

L'ex-syndicaliste Gérald Larose a décidé de se lancer dans la course au rectorat de l'UQAM.

L'ancien président de la CSN a confirmé à TVA Nouvelles avoir soumis sa candidature au comité de sélection de l'université.

Gérald Larose, qui a fait des études en théologie et en service social, est professeur invité à l'École de travail social de l'UQAM depuis 1999. Il est également auteur de nombreux articles et ouvrages traitant des modèles économiques et sociaux du Québec et d'ailleurs.

Il s'est fait connaître du grand public lors de son passage à la présidence de la CSN, de 1983 à 1999.

Le recteur actuel de l'UQAM, Claude Corbo, termine en janvier prochain son mandat de cinq

ans. C'est lui qui a tenté de redorer le blason de l'UQAM après le scandale de l'Îlot voyageur, ce bâtiment jamais complété qui a coûté des centaines de millions de dollars aux contribuables.

L'identité des candidats à la succession de Claude Corbo sera dévoilée jeudi prochain.

[Afficher 1-62 de 65 commentaires \(Montréal\)](#)

Montrer 1 commentaire (Québec)

lognom 1 commentaire masqué
Ca va etre tout un recteur..... style socialiste.....!!!!!! peut-etr va t-il trouver une job GND ???

[09/29/2012 05:22 PM](#)

LA PRESSE : Gérald Larose veut diriger l'UQAM - Publié le samedi 29 septembre 2012 à 13h22



Photo d'archives
David Boily, La Presse

*Le militant souverainiste et ancien syndicaliste
Gérald Larose*

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

L'ex-syndicaliste et militant souverainiste Gérald Larose tentera de devenir recteur de l'Université du Québec à Montréal.

Dans une lettre transmise au comité de sélection, il affirme que les événements du printemps dernier ont contribué à le convaincre de tenter sa chance.

«La conjoncture est particulièrement porteuse pour conduire le Québec à faire de la recherche, de la création et des études supérieures une priorité nationale et culturelle», a-t-il fait valoir. Il a ajouté qu'il souhaitait que la «mission spécifique de l'UQAM soit davantage reconnue à titre d'université publique, ouverte, accessible et innovante».

Gérald Larose enseigne à l'UQAM depuis 1999. Auparavant, il avait présidé la CSN pendant 16 ans.

L'homme a été au centre d'une vive controverse, en 2011, après avoir traité Jack Layton «d'im-

posteur» et de «crapule» au cours d'une conférence de presse avec des candidats bloquistes. Appelé en renfort pour donner un coup de pouce à la campagne du Bloc québécois, il avait dû s'excuser quelques heures plus tard par la biais d'un communiqué.

En entrevue téléphonique, Gérald Larose a dit être confiant que cet épisode controversé ne joue pas contre lui dans la course au rectorat. «À mon avis, c'est indépendant», a-t-il assuré.

Le recteur actuel de l'UQAM, Claude Corbo, a annoncé en juin qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession. C'est lui qui avait pris les rênes de l'institution après le scandale de l'Îlot Voyageur.

Le prochain recteur, choisi après un processus de sélection complexe, entrera en fonction en janvier prochain.

LE DEVOIR : Rectorat de l'UQAM: Gérald Larose se lance – Samedi 29 septembre 2012



Photo : La Presse canadienne
Graham Hughes

L'ancien syndicaliste et professeur à l'École de travail social, **Gérald Larose**, est en lice pour le poste de recteur de l'UQAM.

Lisa-Marie Gervais

La course au rectorat de l'UQAM s'amorce véritablement alors que les entrevues débiteront lundi. L'ancien syndicaliste et professeur à l'École de travail social, **Gérald Larose**, est en lice pour le poste, a appris *Le Devoir*. Selon nos sources, le vice-recteur à la vie académique, **Robert Proulx**, et la professeure à l'École des sciences de la gestion, **Magda Fusaro**, sont aussi dans la course.

Le printemps étudiant est pour beaucoup dans la décision de **M. Larose**. «C'est la première fois qu'on découvre que l'enseignement supérieur des universités, c'est un bien public. Non pas une dépense, mais plutôt un investissement pour

l'avenir de notre société», a-t-il dit au *Devoir* qui l'a joint par téléphone.

Tout en louant le potentiel de l'UQAM et sa diversité, **M. Larose** reconnaît que l'université s'est «bureaucratisée» avec le temps. «Il faut alléger et simplifier les structures décisionnelles», a-t-il soutenu, en disant vouloir recentrer sur «l'académique».

Un malaise

À peine amorcé, le processus qui conduira au choix d'un nouveau recteur (ou rectrice) suscite quelques malaises au sein de la communauté universitaire. À commencer par les critères d'embauche pour le poste.

Aux yeux de plusieurs, l'offre d'emploi liera en effet le prochain mandat à celui du recteur sortant, **Claude Corbo**. Ainsi, le futur recteur (ou rectrice) doit «posséder une vision stratégique qui favorise le développement de l'université conformément à son Plan stratégique 2009-2014 et en tenant compte des objectifs de son Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2009-2016», lit-on.

Pour le président du Syndicat des professeurs de l'UQAM, **Jean-Marie Lafortune**, un nouveau recteur doit avoir les coudées franches. «Quelqu'un qui arrive à la tête de l'organisation doit pouvoir mettre en branle un processus qui va peut-être le faire aboutir à un autre plan budgétaire, et ce serait tout à fait normal, note **M. Lafortune**. Or, on comprend qu'il y a une volonté du recteur sortant [...] de continuer à imposer en filigranes ses vues sur le fonctionnement de l'université.»

Un document déposé au C.A. de l'UQAM, et dont *Le Devoir* a obtenu copie, précise que **M. Corbo**, en remettant sa démission, a proposé d'être affecté comme chargé de dossiers au développement philanthropique à la Fondation de l'UQAM, une fonction qui relève directement du recteur. Pour **M. Lafortune**, cette proximité est

douteuse. «Ce serait comme la formalisation du statut de belle-mère de **M. Corbo**.»

Les critères font également mention de l'obligation d'avoir, en plus d'une connaissance de l'enseignement supérieur, «une solide expérience en gestion et administration acquises dans des postes de direction supérieure». Selon un étudiant en sciences politiques qui requiert l'anonymat, les critères d'embauche pour le poste, qui sont axés sur les compétences de gestion de la personne candidate, sont la preuve que les dés sont pipés. «On se demande raisonnablement si ça ne va pas favoriser des gens qui sont à l'interne et c'est une crainte», a poursuivi l'étudiant, qui déplore le manque de «transparence» du processus.

Le nouveau chef de l'UQAM entrera en fonction le 6 janvier 2013.

États généraux à l'UQAM

Des étudiants de l'UQAM ont décidé de ne pas attendre le grand sommet promis par le gouvernement sur l'enseignement supérieur pour discuter de l'avenir de leur université : ils tiendront leurs propres états généraux du 16 au 19 octobre prochain. Cette initiative étudiante inter-facultaire profite du changement de garde au rectorat de l'UQAM pour s'interroger sur son modèle de développement. Plusieurs conférences sont déjà planifiées et regroupées sur les thèmes «démocratie et collégialité», «bureaucratization et mutation des structures» et «l'académique» à l'UQAM. Les étudiants souhaiteraient également recevoir les candidats dans la course au rectorat lorsqu'ils seront officialisés. [Pour plus d'information, consultez le site etats-generaux.ca](http://www.etats-generaux.ca) ou le site Facebook du même nom.

Vos réactions (16)

RADIO-CANADA / MAURICIE : Santé : l'UQTR veut créer un centre de stages à Shawinigan – Mise à jour le jeudi 27 septembre 2012 à 16 h 17 HAE

Pour contrer le manque de milieux de stages dans le domaine de la santé, l'Université du Québec à Trois-Rivières veut créer les siens. L'UQTR songe à implanter un important centre de simulation à Shawinigan. Les étudiants, notamment en soins infirmiers, pourraient y mettre leurs cours en pratique.

«Il y a déjà des centres de simulation qui existent à Montréal notamment, mais bien sûr nous on n'en a pas et on a des besoins criants», explique **Lucie Guillemette**, vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche. L'échéancier pour la mise sur pied de cet hôpital virtuel n'a pas encore été déterminé.

La Ville de Shawinigan et le CSSS de l'Énergie travaillent en collaboration avec l'université dans le cadre de ce projet.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Des étudiants de Rimouski soutiennent des organismes de l'Est du Québec – Mise à jour le mercredi 26 septembre 2012 à 10 h 11 HAE

Des étudiants inscrits en Techniques policières au Cégep de Rimouski ont remis 4000 \$ à des organismes communautaires de la région. Ils ont recueilli ces fonds lors d'une randonnée à vélo de 300 kilomètres entre Rimouski et Bonaventure.

En tout, 27 personnes, dont des étudiants, des enseignants et des policiers de la Sûreté du Québec et de la GRC, ont pris part à cette 14e randonnée à vélo.

Chaque cycliste a ramassé au moins 200 \$ afin de prendre part à l'événement.

L'un des organisateurs, l'étudiant en Techniques policières **Pier-Luc Deschênes Mathieu**, estime que tous les organismes communautaires ont besoin de financement.

« Nous, en Techniques policières, on croit bon de s'impliquer pour ces organismes. »

Pier-Luc Deschênes Mathieu

Les organismes bénéficiaires de la collecte de fonds 2012

- Maison de soins palliatifs Marie-Élisabeth de Rimouski
- Centraide
- Centre Éclosion de Causapsal
- École primaire Saint-Omer de Carleton

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Éducation | Université : Inscriptions en hausse à Laval - Publié le: mardi 25 septembre 2012, 22H21 | Mise à jour: mercredi 26 septembre 2012, 9H26



© photo Daniel Mallard

Si le financement des universités est pour venir du gouvernement, il faudra donner aux gestionnaires une vision à long terme, estime le recteur de l'Université Laval, Denis Brière.

PROJETS D'IMMOBILISATIONS

Des projets totalisant plus de 400 millions de dollars sont prévus au cours des prochaines années sur le campus de l'Université Laval. Parmi ceux-ci :

- Poursuite du chantier du super PEPS
- Travaux de mise aux normes des pavillons Alexandre-Vachon, Jean-Charles-Bonenfant et Charles-De Koninck
- Agrandissement du pavillon Adrien-Pouliot
- Aménagement d'un laboratoire au pavillon Alexandre-Vachon
- Travaux pour l'amélioration de la desserte du transport en commun
- Construction d'un centre de conservation de la bibliothèque
- Complexe de nouvelles résidences

Diane Tremblay
QUÉBEC - L'augmentation du nombre d'étudiants inscrits à l'Université Laval pour 2012-2013 viendra éponger une partie du manque à gagner causé par l'abolition de la hausse des droits de scolarité.

« Les résultats préliminaires des inscriptions pour l'automne 2012 nous permettent de prévoir à

nouveau une augmentation pour l'année à venir », a déclaré hier le recteur, Denis Brière, lors du discours de la rentrée tenu devant les membres du conseil universitaire.

Une hausse de 1 % des effectifs génère environ deux millions de dollars dans les coffres de l'établissement, qui est fréquenté par quelque 44 000 étudiants. « Au budget, on avait prévu 1,3 % d'augmentation. Tout ce qui est supérieur à ça vient compenser », a ajouté M. Brière.

Hausse de 7,4 %

Au cours des trois dernières années, le nombre d'étudiants inscrits a fait un bond de 7,4 %. La croissance de la population d'étudiants d'origine étrangère explique en bonne partie cette performance.

L'annulation de l'augmentation des droits de scolarité de 254 \$ par année prive l'Université Laval d'un revenu de l'ordre d'environ 7 millions de dollars, auxquels il faut soustraire 35 %, soit 2,4 millions destinés à l'aide financière aux étudiants, mesure maintenue par le Parti québécois pour l'année en cours.

Équilibre difficile

Les étudiants recevront un état de compte basé sur les mêmes taux de 2011-2012, soit 1 083,90 \$ pour une session de 15 crédits. Pour atteindre l'équilibre budgétaire, l'Université Laval compte sur la compensation financière promise par le gouvernement aux universités.

Le recteur s'attend à ce que le montant de cette aide atteigne près de 70 % du manque à gagner causé par l'abolition de la hausse des droits de scolarité.

« Si l'augmentation des effectifs étudiants ne vient pas combler le manque à gagner, il faudra regarder dans nos budgets et faire des coupes comme on l'a fait dans le passé. On ne coupera pas dans les professeurs, ça, c'est sûr. Il reste le budget de fonctionnement, les chargés de cours, les contrats, mais je ne pense pas qu'on va en arriver là. »

S'il est confiant pour 2012-2013, M. Brière l'est beaucoup moins en ce qui concerne les prochaines années. Le déclin démographique devrait se faire sentir dans les universités autour de 2015-2016. Pour maintenir les admissions à leur niveau actuel, l'Université Laval mise sur les étudiants étrangers qu'elle compte attirer par le développement de pôles d'excellence.

Musique – Interprétation : Un disque en échange d'un doctorat
En lieu et place d'une thèse, les futurs étudiants de l'Université Laval inscrits au doctorat en musique - interprétation devront enregistrer un disque pour lancer leur carrière!

Le projet de création de ce doctorat a été adopté hier par les membres du conseil

universitaire. Il reste à convaincre le ministre de l'Éducation supérieure et la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) de la nécessité d'un tel programme.

« Les exigences du marché de l'emploi sont plus élevées qu'autrefois. Ces nouveaux critères d'emploi ou de sélection impliquent une formation nécessairement plus élargie et plus approfondie », est-il écrit dans l'avis déposé hier par la Commission des études.

Au Canada, seulement cinq universités offrent un doctorat de type professionnel en interprétation musicale, dont l'Université de Montréal et l'Université McGill, au Québec.

Selon le doyen de la faculté de musique, André Papillon, la création de ce doctorat n'entraînera pas de coûts supplémentaires pour l'Université.

« Toute la formation en interprétation se fait à partir du premier cycle. L'infrastructure et les ressources sont là. On a tout ce qu'il faut pour le faire », a-t-il assuré.

Séminaires

Les formules pédagogiques de type « séminaire » seront privilégiées. Il s'agira d'un programme de 90 crédits répartis sur trois ans. Pour être admissibles, les étudiants devront détenir une maîtrise en musique.

Récitals

Outre l'enregistrement d'un disque obligatoire, les étudiants devront participer à trois récitals, incluant celui pour leur admission.

« C'est difficile d'évaluer le nombre d'étudiants qui pourraient être intéressés. On risque d'ailleurs d'être surpris. Un programme de doctorat est tout à fait justifié, même s'il y a deux admissions par année », a ajouté M. Papillon.

Le processus d'autorisation pour la création de ce programme pourrait prendre jusqu'à deux ans.

- Diane Tremblay

Montrer 1 commentaire (Québec)

anti_inc 1 commentaire masqué

Comme quoi une décision (pas de hausse de frais) peut faire boule de neige et qu'il y a d'autres façons de voir le financement.

Mais à mon avis un bon ménage dans les dépenses de ces institutions est toujours nécessaire
09/26/2012 12:45 PM

LE DEVOIR : Collège de Maisonneuve - Des cégeps s'associent pour offrir des formations souhaitées par le monde du travail – Samedi 22 septembre 2012





Photo : Collège de Maisonneuve
Éléna Galarneau, directrice du service de formation continue du Collège de Maisonneuve
Martine Letarte

Le Collège de Maisonneuve offrira trois nouvelles attestations d'études collégiales (AEC) dans les domaines de la sécurité privée, des technologies de l'information (TI) et des ressources humaines. La collaboration entre établissements est aussi favorisée.

La nouvelle AEC Gestionnaire en sécurité privée sera offerte par le Collège de Maisonneuve cet automne. L'établissement continue ainsi de développer sa spécialité dans le domaine. « Il n'y avait pas de formation pour les gestionnaires en sécurité privée, alors que le besoin est bien présent. Les agents de sécurité peuvent être formés dans les écoles de formation professionnelle, mais, lorsqu'ils gravissaient les échelons pour devenir gestionnaires, ils devaient apprendre sur le tas », affirme Éléna Galarneau, directrice du service de la formation continue du Collège de Maisonneuve.

Des gens du milieu de la sécurité privée ont été consultés dans l'élaboration du programme. « On y apprendra à gérer des équipes, à planifier les mesures d'urgence, etc. Le programme s'adresse aux employés d'agence et à ceux des grandes entreprises où on retrouve plusieurs agents de sécurité », explique Mme Galarneau.

Le programme démarrera en novembre. Il se donnera à temps partiel, puisque le Collège de Maisonneuve vise les gens en emploi. « Ce n'est pas leur temps dans le programme, puisque les notions sont très différentes d'un pays à un autre. »

gramme s'ajoute à l'AEC Techniques d'enquête et investigation que nous offrons depuis trois ans aux gens qui veulent devenir enquêteurs dans le secteur privé. Nous investissons beaucoup depuis quelques années dans le domaine de la sécurité privée », affirme Éléna Galarneau.

Applications mobiles

Le Collège de Maisonneuve tente aussi de plus en plus de travailler en collaboration avec d'autres collèges pour offrir des programmes de formation continue. « Nous souhaitons ne pas multiplier les programmes dans un même secteur d'activité pour éviter que les employeurs ne s'y retrouvent plus », indique Mme Galarneau.

Le Collège de Maisonneuve offrira dès cet hiver l'AEC Développement d'applications pour appareils mobiles. Ce programme de 405 heures a été développé par le Cégep de Sainte-Foy. Il s'articule autour de trois champs de formation principaux : la programmation de systèmes natifs, la programmation web mobile et la programmation d'applications web.

C'est une AEC de spécialisation, ce qui signifie que, pour s'inscrire, il faut posséder une formation antérieure dans le domaine de l'informatique.

Le programme s'adresse aux gens en emploi, donc il se donnera à temps partiel. « Nous sommes toujours dans le processus d'approbation, précise toutefois Mme Galarneau. Nous regardons aussi la possibilité d'offrir une partie des cours en ligne avec le Cégep de Sainte-Foy, qui a développé la plateforme. On pourrait donc avoir des étudiants de façon synchrone dans les deux collèges, avec un professeur qui donne le cours. »

Ressources humaines

Le Collège de Maisonneuve offrira également dès l'hiver l'AEC Agent en support en ressources humaines. Cette fois, le programme a été développé par le Cégep de Chicoutimi. « Ça répond à un besoin dans les PME qui ont rarement toute une direction des ressources humaines. Par contre, ces entreprises doivent gérer la sélection des candidats, la dotation, les assurances, la formation, etc. », explique Mme Galarneau.

Le Collège de Maisonneuve est en train d'évaluer s'il offrira ce programme de 810 heures à temps plein ou à temps partiel.

SharePoint

L'hiver dernier, le Collège de Maisonneuve a lancé l'AEC Développeur-intégrateur SharePoint. Cette plateforme informatique basée sur le web est vouée à la gestion de l'information dans une entreprise.

est vouée à la gestion de l'information dans une entreprise.

« Nous allons offrir le programme à nouveau cet automne, précise Mme Galarneau. Il a été développé en collaboration avec le Collège Édouard-Montpetit et avec le Cégep Limoilou. »

L'AEC Développeur-intégrateur SharePoint est un programme de perfectionnement pour les gens qui ont déjà une formation en informatique.

« Nous offrons le programme à temps plein et il est financé par Emploi-Québec, précise Éléna Galarneau. Le programme est particulièrement intéressant pour la clientèle immigrante qui a été scolarisée à l'étranger dans le domaine de l'informatique, mais qui n'arrive pas à s'intégrer au marché du travail québécois. Les besoins de spécialistes SharePoint dans les entreprises sont importants. »

Le Collège de Maisonneuve offre aussi, parmi ses nouveautés, un cours de courte durée sur SharePoint pour la clientèle adulte et les entreprises. Ce cours fait partie d'une grande offre de cours de perfectionnement offerts en collaboration avec Emploi-Québec à 2 \$ l'heure. Parmi les autres nouveautés, on retrouve le cours PHP et MySQL pour le développement de sites web. Au total, le Collège de Maisonneuve offre plus de 200 ateliers de perfectionnement en informatique.

DEC intensifs

Le Collège de Maisonneuve offre aussi à la clientèle adulte des DEC intensifs dans différents domaines.

« Nous sommes le collège avec le plus gros volume d'étudiants au DEC intensif Soins infirmiers, fait remarquer Mme Galarneau. On accueille toujours énormément de gens dans les réunions d'information pour ce programme et nous recevons une centaine de dossiers chaque fois que nous formons un groupe, soit trois fois par année. Chaque fois, nous prenons seulement 36 étudiants. Environ 70 % de la clientèle est immigrante. Plusieurs ont acquis une formation dans leur pays, par exemple comme médecin, nutritionniste, vétérinaire. »

Le Collège de Maisonneuve offre aussi le DEC intensif Comptabilité et gestion.

« Nous sommes un des rares collèges à le proposer aux adultes, précise Mme Galarneau. La clientèle est presque exclusivement immigrante. Les gens ont fait une formation en administration ou en finance dans leur pays, mais ils n'arrivent pas à s'intégrer au marché du travail. Ils ne perdent

LE DEVOIR : Université de Sherbrooke - «La règle est de répondre à des besoins» : L'université a une présence en formation continue, même hors du Québec - Samedi 22 septembre 2012



Photo : Source Université de Sherbrooke
L'Université de Sherbrooke offre plusieurs programmes de formation continue, dont beaucoup sont donnés au campus de Longueuil.

La formation continue à l'Université de Sherbrooke ne se limite pas à son seul campus principal. L'établissement est bien présent en Montérégie, mais aussi sur l'ensemble du territoire

québécois. Et il possède même en la matière un vaisseau amiral, soit le campus de Longueuil.

Pierre Vallée

« L'immeuble du campus de Longueuil a été conçu pour accueillir des étudiants, souligne Lucie Laflamme, vice-rectrice aux études de l'Université de Sherbrooke. En plus des classes et des locaux d'enseignement, plusieurs aires ouvertes sont à la disposition des étudiants, on y trouve même une aire de restauration. Tous nos services universitaires s'y trouvent. »

Il était donc logique de concentrer sur ce campus l'offre en formation continue s'adressant aux résidents de la Rive-Sud et même à ceux de la grande région montréalaise. Rien de surprenant, donc, à constater que près de 85 % des quelque 150 programmes offerts au campus de Longueuil sont des programmes de formation continue.

« Ce sont surtout des programmes de deuxième cycle qui se déclinent en microprogrammes de 6 à 15 crédits, en diplômes de 2e cycle de 30 crédits ou en maîtrises de 45 crédits. La plupart

de ces programmes sont cumulatifs. C'est une tendance importante de nos jours dans le domaine de la formation continue. Nous avons aussi certains programmes de 3e cycle. »

Deux exceptions à cette règle : la formation au premier cycle en sciences infirmières et le baccalauréat en enseignement professionnel. « Dans ces deux cas, l'Université de Sherbrooke a répondu à des demandes spécifiques du gouvernement. »

Toutes les facultés de l'Université de Sherbrooke sont présentes au campus de Longueuil, y compris la Faculté des lettres et des sciences humaines et la Faculté de théologie et des sciences religieuses. Évidemment, elles n'ont pas toutes le même poids. « Les deux facultés les plus présentes, autant en nombre d'étudiants qu'en nombre de programmes offerts, sont la Faculté d'éducation et la Faculté d'administration. Mais, comme toutes nos facultés sont présentes, il est assez facile pour nous de répondre à une demande et de mettre en place un programme. »



Centre universitaire de formation continue

Même s'il est situé sur le campus principal, le mandat du Centre universitaire de formation continue dépasse grandement cette frontière. « Le Centre universitaire de formation continue agit comme guichet unique. Il a aussi le mandat de coordonner les actions des facultés en matière de formation continue. Ce rôle a son importance, car aujourd'hui plusieurs formations continues sont multidisciplinaires et nécessitent la collaboration d'expertises différentes. Ensuite, c'est aussi lui qui est responsable de la formation continue non créditée. »

C'est ce dernier aspect de son mandat qui assure la présence de l'Université de Sherbrooke hors de ses campus, notamment en Montérégie. « Ces formations sont diverses, parfois ce sont des cours, parfois des ateliers, mais elles ont en commun le fait de répondre à des besoins spécifiques et d'être mises en place avec la collaboration d'un partenaire. On s'installe dans les locaux qui sont mis à notre disposition. Pas question de débarquer avec le fanion de l'Université de Sherbrooke. On est surtout là pour offrir un service à notre partenaire. » Ces partenaires peuvent être

des organismes, des villes, des commissions scolaires ou des entreprises.

Ailleurs au Québec et dans le monde

La présence de l'Université de Sherbrooke sur l'ensemble du territoire du Québec est assurée en partie par la participation de l'Université de Sherbrooke à la formation continue des professeurs de cégep. Cette participation se fait par le biais du réseau PERFORMA, qui compte maintenant 59 établissements collégiaux.

« Il ne faudrait pas oublier notre université du 3e âge, qui est présente dans différents coins du Québec. C'est une façon différente d'aborder la formation continue, je l'avoue, mais, à y regarder de plus près, c'est bien de la formation continue qu'il s'agit. » En effet, car ceux qui s'y inscrivent, même s'ils le font en fonction de leurs intérêts personnels plutôt que de leur travail, s'inscrivent tout de même dans une démarche de formation. « L'université du 3e âge compte présentement 6800 étudiants et ce nombre augmente chaque année. C'est la preuve de l'intérêt qu'ont les personnes aînées pour ce type de formation. » L'université du 3e âge de l'Université de Sherbrooke possède présentement 27 antennes universitaires réparties dans 10 régions du Québec.

De plus, l'Université de Sherbrooke a une présence en formation continue même hors du Québec. « Au fil des ans, l'université a signé de nombreuses ententes avec des partenaires étrangers afin de mettre en place des formations continues. Nous avons des partenaires en France, mais aussi au Maroc, en Tunisie, et même en Haïti. Ces ententes peuvent porter sur une formation créditée tout comme sur une formation non créditée. Tout dépend des besoins des partenaires. » Un exemple récent de ce type de collaboration est l'entente signée avec l'une des plus importantes universités chiliennes, l'Université australe, qui a choisi l'Université de Sherbrooke pour l'aider à la réforme pédagogique de ses programmes en génie. Financée en grande partie par la Banque mondiale, cette collaboration vise à passer de l'enseignement magistral à l'apprentissage par projets et par problèmes.

« La formation continue peut prendre plusieurs formes. Mais, peu importe la forme, la règle à l'Université de Sherbrooke est de répondre à des besoins. On n'est pas là pour lancer à gauche et à droite de nouveaux programmes. Notre rôle est de mettre en place des programmes qui répondent aux besoins de nos étudiants et de nos partenaires. »

LE DEVOIR : TÉLUQ - Quarante ans, et un nouveau départ : «Ce qui nous distingue est une approche par compétences» - Samedi 22 septembre 2012



Photo : Source TÉLUQ

Les volets institutionnel et individuel seront visés dans le développement de la formation continue à la TÉLUQ au cours des prochaines années.

La TÉLUQ fête son quarantième anniversaire cette année. L'établissement, qui offre, bon an mal an, quelque 400 cours à distance et 75 programmes à environ 18 000 étudiants, vient de retrouver son statut d'école supérieure au sein du réseau de l'Université du Québec.

Caroline Rodgers

Depuis sa fondation, l'établissement avait longtemps été une école supérieure faisant partie de ce réseau. Puis, pendant quelques années, il a été rattaché à l'UQAM. En se détachant de l'UQAM en août dernier, il a retrouvé son statut d'antan. « Le mariage avec l'UQAM n'a pas parfaitement fonctionné, dit Elena Laroche, directrice des études. En retrouvant son autonomie, la TÉLUQ retrouve la liberté de se développer davantage. »

Interaction

Grâce aux progrès technologiques de la dernière décennie, la formation à distance devient plus accessible, plus dynamique et plus interactive. L'époque des notes de cours et des travaux sur papier envoyés par la poste sera un jour de

l'ordre des souvenirs. « On utilise encore le papier, mais les cours sont de plus en plus dans Internet. L'avantage de la formation à distance est de pouvoir rejoindre des personnes en région, à la maison et même à l'étranger », ajoute-t-elle.

Au cours des prochaines années, la stratégie de développement de la TÉLUQ sera notamment de consolider et d'actualiser ses cours et ses programmes aux trois cycles et de développer la formation continue.

« Aujourd'hui, quand on parle de formation continue, le terme est souvent associé à des cours non crédités qui répondent aux besoins pointus d'une clientèle déjà en emploi. Ce sont de courts modules de formation créés en fonction de la demande, pour permettre l'acquisition de connaissances et de compétences très spécifiques, qu'on met sur pied souvent parce qu'aucun programme existant dans les universités québécoises n'y correspond », explique Mme Laroche.

Beaucoup d'universités offrent de la formation continue. « Ce qui nous distingue, c'est l'approche qu'on développe, qui est une approche par compétences, et toute la pédagogie qui est derrière la formation à distance. Nous ne sommes pas un organisme de médiatisation qui prend un contenu et le met simplement en ligne. On analyse la clientèle à laquelle on s'adresse et on a toute une approche d'accompagnement de l'étudiant. »

Développement

La TÉLUQ compte développer la formation continue en misant sur les volets institutionnel et individuel. « D'un côté, il y a de grands projets que la TÉLUQ développe pour répondre aux besoins spécifiques de ministères ou d'associations patronales et syndicales en leur offrant une formation sur mesure. La formation à distance a ainsi permis de former plusieurs

centaines de milliers de participants, notamment parmi les professionnels de la santé et les délégués syndicaux, dispersés à la grandeur du Québec. »

Toutefois, en raison d'ententes de confidentialité, il n'est pas possible de divulguer les noms des ministères ou des organisations ayant eu recours à ces services de formation sur mesure.

Formations courtes

La TÉLUQ développe aussi un nouveau volet pour offrir de courtes formations sur des thèmes divers, afin de répondre aux besoins des ordres professionnels et d'autres organismes d'accréditation. « Nous travaillons actuellement à la conception de plusieurs cours sur des thématiques courtes et spécifiques qui s'adressent davantage aux individus qui ont besoin de suivre un certain nombre d'heures en formation continue afin de demeurer membres d'un ordre professionnel, dit Mme Laroche. Ces cours pourraient s'adresser, par exemple, à des conseillers en ressources humaines ou à des comptables. Nous allons tenter de rejoindre cette clientèle à travers des collaborations avec les ordres professionnels ou d'autres organismes qui font la promotion de la formation. »

Dans cette catégorie, un premier cours sur la mesure et l'interprétation des ratios financiers est déjà disponible pour les comptables. D'autres nouveaux cours seront offerts dans les prochaines années.

« De plus en plus de gens vont à l'université et le niveau d'instruction général augmente. De plus, les exigences des ordres professionnels sont croissantes. On assiste donc, dans la société, à une spécialisation de plus en plus grande des professionnels. Avec la formation continue, on contribue à cette spécialisation. »

RADIO-CANADA / MAURICIE : Un campus plus vert : l'UQTR veut réduire sa consommation d'énergie – Mise à jour le mardi 18 septembre 2012 à 18 h 33 HAE

L'Université du Québec à Trois-Rivières prend le virage vert. L'UQTR souhaite réduire sa consommation d'énergie dans le cadre d'un projet en efficacité énergétique.

L'Université va commencer à installer de nouveaux équipements d'ici la fin de l'automne. À partir de la fin de 2013, l'UQTR sera en mesure de réduire sa consommation annuelle d'énergie de 34 %.

L'une des plus importantes mesures du projet sera de convertir le réseau d'eau chaude à haute température de l'UQTR en un réseau à basse température.





L'Université va commencer à installer de nouveaux équipements
 « Grâce aux nouvelles installations, nous pourrions réduire de 1400 tonnes nos émissions annuelles de gaz à effet de serre, ce qui équivaut à retirer 430 voitures familiales de la circulation. Les économies d'énergie réalisées nous permettront également de diminuer de plus du quart notre facture énergétique, ce qui dégagera des fonds pour financer les nouveaux équipements

ainsi que l'enseignement et la recherche », explique Martin Gélinas, président du comité de développement durable de l'UQTR. Ce projet est évalué à neuf millions de dollars. Cette initiative devrait placer l'UQTR parmi les meilleures universités québécoises en matière d'efficacité énergétique. L'UQTR a également obtenu en 2011 la certification en développement durable de la Ville de Trois-Rivières.

LE DEVOIR : Anglais intensif : plus de 200 enseignants de cégep exigent un moratoire – Jeudi 13 septembre 2012

Lisa-Marie Gervais
 Des profs de cégep exigent un moratoire sur l'implantation du programme d'anglais intensif dans toutes les classes de 6e année du primaire. C'est la demande qu'ont faite plus de 200 enseignants de français et de littérature d'au moins dix cégeps à travers le Québec, surtout de la région de la capitale nationale, en envoyant hier une lettre à la ministre de l'Éducation du gouvernement libéral sortant, Michelle Courchesne. « En fait, la lettre [...] s'adressait initialement aux ministres du gouvernement libéral étant donné que les signatures ont été recueillies au mois de mai », a expliqué Anna Kowalczyk, enseignante de français au cégep Sainte-Foy. Elle souligne que la missive, qui est une charge à fond de train contre ce programme controversé, sera également envoyée à la nouvelle première ministre, Pauline Marois, et à son gouvernement

puisque le contenu « s'adresse indirectement à eux. »
 Le texte déplore « le changement pour le changement » et les réformes successives du système d'éducation « au gré des modes et des gouvernements ». Plus que tout, les enseignants s'inquiètent de la faiblesse des élèves en français et croient que le programme d'anglais intensif ne fera que l'exacerber.
 « Comment admettre qu'une interruption de cinq mois dans l'apprentissage du français ne laisse pas de traces chez des élèves de 11 ans ? Plus largement, quel message envoyez-vous à ces jeunes (et à la société entière) sur la place et l'importance du français au Québec quand vous les incitez, qu'ils soient de Montréal, de Sept-Îles ou de Gaspé, à mettre de côté l'étude de cette langue dans laquelle ils grandissent et se déve-

loppent, qui est encore celle de la majorité des Québécois ? », peut-on lire.
 Les enseignants au collégial signataires du texte ne voient pas l'urgence pour les élèves de 6e année de se débrouiller en anglais. Ils craignent plutôt que la langue de Shakespeare envahisse les cours d'école. « Alors que le français est loin d'être maîtrisé, alors que tout autour la société ne fait rien pour le valoriser, le malmenant plutôt allégrement, comment les enfants de 11 ans qui apprendront au quotidien à s'exprimer dans la langue de Shakespeare et de tous les grands monopoles de la culture populaire, qu'ils soient cinématographiques, musicaux ou électroniques, comment ces enfants pourront-ils encore avoir le goût, par la suite, de parfaire leur maîtrise de la langue française ? »

LE DEVOIR : En bref : Pas de grève pour les profs ontariens – Mercredi 12 septembre 2012

La Presse canadienne
 Toronto – Trois puissants syndicats d'enseignants de l'Ontario ont déclaré la guerre au gouvernement libéral minoritaire, mardi, après l'adoption d'une loi controversée qui leur retire le droit de grève. Les deux principaux syndicats, qui regroupent des enseignants du

primaire et du secondaire, ont demandé à leurs membres d'exercer des moyens de pression pour dénoncer cette loi qualifiée de draconienne. Les libéraux et les conservateurs se sont associés pour assurer l'adoption du projet de loi, mardi midi, qui prendra effet après l'annonce de la sanction royale. La loi impose de nouveaux

contrats de travail de deux ans qui annulent les augmentations de salaires prévues et réduit les avantages sociaux. Le gouvernement a aussi le pouvoir, pour les deux prochaines années, d'interdire les grèves et les lockouts.

LA PRESSE : L'Ontario retire le droit de grève aux enseignants - Publié le mardi 11 septembre 2012 à 16h45

La Presse Canadienne, Toronto
 Trois puissants syndicats d'enseignants de l'Ontario ont déclaré la guerre au gouvernement libéral minoritaire, mardi, après l'adoption d'une loi controversée qui leur retire le droit de grève. Les deux plus importants syndicats, qui regroupent des enseignants du primaire et du secondaire, ont demandé à leurs membres d'exercer des moyens de pression pour dénoncer cette loi, qualifiée de draconienne.
 Ainsi, la Fédération des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario exhorte ses membres à s'abstenir mercredi de toute activité volontaire, comme l'animation d'équipes sportives.
 De son côté, la Fédération des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario demande à ses

membres de refuser de participer à toute réunion les lundis. Ces lundis de protestation ont été baptisés les «McGuinty Mondays», du nom du premier ministre, qui devra maintenant affronter la fureur d'anciens alliés qui l'ont aidé à se maintenir au pouvoir pendant neuf ans.
 La section ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique, qui représente quelque 55 000 employés de soutien, comme des concierges et des secrétaires, s'oppose lui aussi à la loi.
 Les libéraux et les conservateurs se sont associés pour assurer l'adoption du projet de loi, mardi midi, qui prendra effet après l'annonce de la sanction royale.
 La loi impose aux enseignants de nouveaux contrats de travail de deux ans qui annulent les

augmentations de salaires prévues et réduit les avantages sociaux, comme les congés de maladie. Le gouvernement a aussi le pouvoir, pour les deux prochaines années, d'interdire les grèves et les lock-out.
 Furieux, les syndicats affirment que cette loi viole leurs droits constitutionnels et ont promis de la contester jusqu'en Cour suprême.
 Le gouvernement libéral prétend que cette loi, qui a été adoptée par 82 voix contre 15, est essentielle pour aider la province à effacer son déficit budgétaire de 15 milliards de dollars. Il a prévenu que d'autres employés du secteur public auront droit au même traitement si aucune entente ne peut être conclue grâce à la négociation.

LE DEVOIR : Les filles auront leur pavillon à Brébeuf – Mardi 11 septembre 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 Les garçons et les filles occuperont dès la première secondaire des pavillons différents à partir de l'année scolaire 2013-2014.
 Lisa-Marie Gervais

En pleine tourmente financière et baisse démographique, plusieurs écoles privées non mixtes ont ouvert leurs portes au sexe opposé. Ce n'est pas le cas du réputé Collège Jean-de-Brébeuf de Montréal qui, pour la première fois de son histoire, accueillera l'an prochain des filles de la première à la cinquième secondaire, mais dans un pavillon « conçu rien que pour elles ».
 À l'ombre du Mont-Royal, entourée d'un bois protégé, l'ancienne résidence des jésuites se dresse dans un décor enchanteur tout en nature et en tranquillité. C'est là, dans ce pavillon Vimont, que 70 jeunes filles feront leur entrée en première secondaire à l'automne 2013. « Fini l'asphalte. Nos filles auront une cour gazonnée », lance fièrement au Devoir le directeur général du Collège Jean-de-Brébeuf, Michel April.
 La transformation de l'établissement, où ont logé les jésuites pendant des années, jusqu'au para-

chèvement du déménagement au printemps dernier, aura coûté 11 millions. Même si la baisse démographique le touche autant qu'ailleurs, le collège résiste à imiter ce que font ses concurrents depuis quelques décennies. « On ne pouvait pas répondre à des baisses démographiques par la mixité », affirme sans ambages, le président du conseil d'administration du collège, François Morrison. « La non-mixité est une partie de la recette du collège. »
 S'ils se font rares dans le réseau public, les établissements à vocation non mixte au privé sont de moins en moins nombreux, hormis ceux de confessions juives et dans le secteur anglophone. Selon la Fédération des établissements d'enseignement privé (FEEP), qui représente 190 écoles privées surtout francophones, il ne resterait que 12 établissements non mixtes, dont un seul de garçons.



Pour le Collège Jean-de-Brébeuf, presque centenaire, est-ce un mouvement révolutionnaire à contre-courant ou tendance rétrograde ? « Il y a des choix qui ont été faits dès les années quarante pour la mixité, qui a de bons côtés, dont la socialisation. On ne nie pas ça. Mais c'est aussi une bonne chose d'être "focussé" chacun de son côté sur ses études à un âge aussi difficile que l'adolescence », a soutenu M. April. C'est le meilleur des deux mondes parce que les filles auront leurs classes à elles, mais dans un environnement mixte plus large, croit Me Julie Latour, ex-bâtonnière du Barreau de Montréal et marraine du projet. « En termes de maturité intellectuelle et de maturité affective et de croissance, surtout de la première à la troisième secondaire, je vois moins de corrélation entre les garçons et les filles », a-t-elle avancé.

Le sexe et la réussite

Sur la réussite des élèves en classes non mixtes, il n'existe pas d'études fiables et longitudinales qui permettent de faire une association entre une plus grande réussite et la non-mixité, souligne Pierrette Bouchard, professeure émérite en sciences de l'éducation de l'Université Laval. Selon elle, il est difficile d'attribuer à la non-mixité seule les effets positifs observés dans les classes de ce type. Car une panoplie d'autres facteurs entre dans le calcul, soit la taille de l'école et des groupes classes, la sélection des candidats à l'entrée, le milieu socio-économique des élèves...

« Le sexe n'est pas une compétence pédagogique », soutient Mme Bouchard. Ni chez les élèves ni chez les enseignants. Pour cette politologue de formation, tous les élèves, garçons comme filles, ont le même potentiel de réussite; c'est la lecture à un jeune âge qui fait surtout la différence.

Certains points positifs de la non-mixité ont cependant été observés, notamment une plus

grande estime de soi chez les filles. « Encore là, il faut y aller avec une grande prudence. Ça ne veut pas dire que ça se traduit par de meilleurs résultats scolaires », note Mme Bouchard. La tendance semble toutefois s'inverser pour les garçons : sans les filles, ils semblaient avoir plus de difficulté à l'école. Un constat encore à prendre avec circonspection, tient à souligner la chercheuse retraitée.

Si les jeunes filles et les garçons du Collège Jean-de-Brébeuf feront classe à part durant tout leur secondaire, hormis pour la cinquième secondaire qui est mixte du côté des garçons, ils partageront néanmoins la bibliothèque et quelques sorties. Et selon M. April, même loin de leurs consœurs, les garçons ne pourront faire autrement que d'être tentés par le défi de faire aussi bien — et même mieux — que leurs rivales.

Vos réactions (2)

Jean Lapointe - Abonné, 11 septembre 2012 12 h 19

Ça me laisse perplexe

Les garçons d'un côté et les filles de l'autre. Est-ce que ce n'est pas pas là un accroc à l'égalité hommes-femmes?

Quand j'ai lu ça m'a fait penser aux musulmans qu'on nous montre dans leurs mosquées: les hommes d'un côté et les femmes de l'autre.

Je ne suis pas convaincu que ce soit une bonne chose de les séparer même si c'est pour quelques années seulement.

Il y a d'autres formules telles que des regroupements temporaires de garçons et de filles au sein d'une même classe pour certaines activités.

Il y a une autre question que je me pose: est-il acceptable qu'un collège puisse faire à sa tête dans ce domaine, ce collège fût-il privé?

De quel droit peuvent-ils se permettre de ne pas respecter la règle générale établie par les autorités responsables de l'éducation?

Un tel séparatisme est-il acceptable dans un pays qui se veut démocratique?

Cédric Rococo - Inscrit, 11 septembre 2012 18 h 50

Concernant la non-mixité

Selon les féministes radicales, l'égalité femme-homme n'est pas atteinte. Les normes sociales continuent d'exercer une domination envers les femmes ainsi que de diviser les sexes. Exemple : pourquoi le rose est-il associé à la femme? Pourquoi les femmes parlent-elle moins que les hommes au micro (lors de réunion) et cela de manière systématique?

Bref, l'égalité homme-femme n'est pas atteinte et les hommes exercent encore une oppression sur les femmes.

Pour s'en extraire, la non-mixité est une manière efficace. En effet, lorsque les femmes sont entre elles, l'oppression masculine, les normes véhiculées par les hommes, la présence même des hommes sont complètement évacués.

De plus, dans un groupe féminin, les rôles "normalement" donnés aux hommes (chef, leader, porte-parole, rôle "bien vu") sont répartis entre les femmes et cela leur permet d'expérimenter, de prendre confiance en elles et notamment de reproduire ces schémas ainsi que cette expérience hors des lieux non-mixte.

Concernant le séparatisme et la démocratie : la démocratie, c'est le pouvoir (cratie) au peuple (demo). Le mot démocratie est mal employé. La démocratie PEUT être raciste, sexiste, comme les grecs. Tout dépend de votre version du peuple. Cependant, cela n'est pas égalitaire. Dans votre question est: dans une société "égalitaire", de telles mesures sont-elles acceptables?

Oui, pour toutes les causes que j'ai énuméré plus haut.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classement universités : Le sous-financement menace les bons résultats - Publié le: lundi 10 septembre 2012, 23H08 | Mise à jour: lundi 10 septembre 2012, 23H11

Sarah Bélisle

L'université McGill fait une fois de plus très bonne figure au classement du QS World University Rankings dévoilé hier. Mais le contexte financier des universités du Québec lui rend la tâche bien difficile.

« C'est un miracle » si McGill s'accroche toujours au top 20 pour la 6e année consécutive, laisse tomber le vice-principal aux relations externes, Olivier Marcil. L'université se classe 18e, en chute d'une position depuis l'an dernier.

Le sous-financement dont souffrent les universités de la province, menace les bons résultats de certaines de ses universités aux classements internationaux, alerte M. Marcil. « On ne peut pas penser qu'à moyen et long termes, on va maintenir ces classements-là », regrette-t-il. Il fait alors référence tant à la bonne performance de McGill qu'à l'amélioration de l'Université de Montréal au palmarès.

D'où l'importance des débats entourant le financement des universités québécoises qui se tiendront cet automne, fait valoir M. Marcil.

International

L'établissement montréalais tire beaucoup de fierté du fait que McGill figure au top 20 en compagnie des Harvard, Yale et Cambridge de ce monde.

Comment c'est possible de s'y comparer? « Sûrement pas grâce aux moyens financiers. On n'est pas dans la même ligue à cet effet », rétorque M. Marcil.

C'est plutôt le caractère international, la bonne réputation tant de l'établissement que de ses professeurs et chercheurs, ainsi que le ratio enseignants-étudiants qui contribuent à sa bonne position.

Ce genre de classements universitaires gagne en importance, croit le vice-principal. La réputation qu'elle donne à un établissement est fortement recherchée par les étudiants qui songent à s'y inscrire, ainsi que par les professeurs.

Grand bond pour l'UdeM

L'Université de Montréal a aussi de quoi se réjouir. Elle a grimpé d'un coup de 23 places dans

le palmarès, passant ainsi de la 137e en 2011 à la 114e en 2012.

L'amélioration de l'établissement dans des disciplines telles que les langues modernes, l'histoire, les mathématiques et l'environnement notamment, y sont pour quelque chose, d'après la direction de l'université.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

[Beauvoir Papineau](#) 2 commentaires masqués

Ce classement ne vaut rien, et tout le monde universitaire, hormis ses bureaucrates, le sait très bien. Ce n'est pas le budget, le nombre de chercheurs, et le nombre d'articles qu'écrivent ces chercheurs, qui font le génie scientifique... (Modifié par l'auteur il y a 4 jours)

09/11/2012 11:44 AM

[Caroline Pinet](#) 1 commentaire masqué

T'as beau dire sa mais entre un gars sorti de McGill et un gars de l'UQAM sur un CV McGill paraît toujours mieux.. !

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Classement | Universités : Montréal se classe 10e - Publié le: lundi 10 septembre 2012, 21H12 | Mise à jour: lundi 10 septembre 2012, 21H22





Photo Archives / Agence QMI
L'Université de Montréal est classée 114e.

Agence QMI

MONTREAL - Les Universités McGill et de Toronto se classent dans le Top 20 des meilleures universités du monde, selon un classement international publié lundi.

McGill occupe le 18e rang des meilleures universités, selon « QS World University Rankings », et coiffe d'un point l'Université de Toronto, qui est au 19e échelon.

C'est le MIT (Massachusetts Institute of Technology) qui obtient la meilleure note cette année, suivi par l'université de Cambridge, au Royaume-Uni (2e place) et Harvard (3e).

Pour la sixième année consécutive, McGill se classe parmi les 20 meilleures universités du palmarès.

Le classement QS base son classement sur six caractéristiques, dont la réputation académique, celle d'employeur, le ratio étudiant/professeur et la proportion de membres internationaux au sein du corps professoral.

L'Université de Montréal est classée 114e, dernière l'Université de la Colombie-Britannique (45e) et l'Université de l'Alberta (108e). Il s'agit

d'une remontée pour l'UdeM par rapport à 2011 alors qu'elle occupait le 137e échelon.

Montréal se classe toutefois au 10e rang mondial des villes où il fait bon être étudiant universitaire, toujours selon « QS World University Rankings ». Paris, Londres et Boston sont en tête de liste tandis que Toronto se classe en 26e place.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

eddynat Eddy Nat 2 commentaires masqués

Comme il s'agit d'universités anglophones, on s'est arrangé pour exclure les universités francophones diront les francophones frustrés...

[09/11/2012 07:56 AM](#)

ABP1982 1 commentaire masqué [Réduire Afficher](#)

Non, ils vont dire que c'est à cause du manque de financement comme dans l'autre article !

[09/11/2012 10:39 AM](#)

LA PRESSE : Trois universités québécoises dans un classement international - Publié le lundi 10 septembre 2012 à 19h02 | Mis à jour le mardi 11 septembre 2012 à 08h56

Janie Gosselin, La Presse

Trois établissements québécois obtiennent une fois de plus une bonne note au classement des meilleures universités du monde. L'Université McGill, l'Université de Montréal et l'Université Laval se positionnent au classement annuel du QS World University Rankings, rendu public lundi.

McGill fait encore une fois figure de bonne première canadienne, devançant les 15 autres universités du pays présentes sur la liste. Elle se classe au 18e rang mondial, en baisse d'une place par rapport à l'an dernier. «C'est encourageant d'être parmi les meilleures universités du monde, surtout que les autres qui se classent au sommet sont des institutions privées», a dit la rectrice de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum. Dans ce contexte de compétitivité, elle souhaiterait néanmoins voir le gouvernement s'engager dans une politique publique «d'excellence et d'accessibilité» pour aider davantage les universités.

Grand bond pour l'Université de Montréal

L'Université de Montréal, avec ses écoles affiliées HEC Montréal et Polytechnique Montréal, a pour sa part grimpé de 23 places pour atteindre la 114e position. L'Université Laval est passée du 316e au 324e rang.

Le classement, lancé en 2004, permet aux futurs étudiants et aux chercheurs de comparer les universités entre elles. «C'est très important, surtout pour accueillir des étudiants étrangers et même d'ici, a précisé le conseiller principal, relations médias de l'Université de Montréal, Mathieu Filion. C'est important aussi pour les échanges entre universités. On peut se baser là-dessus pour voir le calibre d'une autre université.»

Le groupe QS, établi à Londres, a évalué plus de 2580 universités pour établir sa liste des 700 meilleurs établissements. Le classement se fonde sur la réputation de l'institution auprès des universitaires et des employeurs, le ratio étudiants-professeurs, le nombre de citations du corps professoral, la proportion d'étudiants étrangers et le nombre de facultés internationales. «C'est le plus grand sondage auprès

d'universitaires dans le monde», a précisé la responsable des relations publiques pour QS, Vicky Chiu, qui dit avoir reçu plus de 46 000 réponses d'universitaires.

Elle souligne que c'est la première fois que deux universités canadiennes font partie du top 20 - McGill au 18e rang et l'Université de Toronto au 19e rang. «L'Université de Toronto a monté au classement grâce à une hausse significative du nombre d'étudiants étrangers», a-t-elle ajouté.

Grève étudiante

Les responsables des universités québécoises ne pensent pas que la grève étudiante du printemps dernier puisse avoir un impact sur les prochains résultats du classement. «On ne croit pas que ça va influencer le résultat, a dit Mathieu Filion, de l'Université de Montréal. Notre nombre d'inscriptions a augmenté et la qualité des cours a été maintenue.»

Le Massachusetts Institute of Technology (MIT), aux États-Unis, remporte cette année la palme du classement, détrônant l'Université de Cambridge, en Grande-Bretagne.

LE SOLEIL : Admission au cégep: une seule chance plutôt que deux - Publié le samedi 08 septembre 2012 à 05h00

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Les élèves de cinquième secondaire qui visent des programmes contingentés auront désormais une seule chance de faire valoir leurs résultats scolaires. Cette année, un seul bulletin - plutôt que deux - sera envoyé aux cégeps lors de leurs demandes d'admission, une situation qui préoccupe l'Association québécoise des professeurs de français (AQPF).

La date limite du premier tour pour les admissions au collégial est le 1er mars. Pour donner aux élèves le plus de chances possible, plusieurs écoles secondaires produisent un deuxième bulletin en février, tout juste avant la date fatidique. Une façon de faire qui permettait à des élèves qui avaient moins bien réussi en début d'année de se rattraper, au besoin.

Mais cette année, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport sonne le glas de cette pratique en interdisant aux écoles secondaires de transmettre le deuxième bulletin aux cégeps avant le 15 mars. Les services régionaux d'admission au collégial demandant aux écoles secondaires de leur transmettre le premier bulletin, produit le plus tard au 20 novembre, d'ici la mi-décembre.

«On se questionne sur cette pratique», affirme Suzanne Richard, présidente de l'Association québécoise des professeurs de français. «Ce

n'est pas une bonne façon de contrer le décrochage. Les élèves en difficulté vont se dire que de toute façon, c'est foutu. C'est comme si on leur disait que le reste de l'année ne compte pas. Ce sont des notes qui ne reflètent pas la réelle compétence de l'élève.»

À la commission scolaire des Premières-Seigneuries, le porte-parole Jean-François Parent explique que l'envoi d'un deuxième bulletin aux cégeps permettait à des jeunes «d'être favorisés». «Règle générale, le deuxième bulletin est plus fort que le premier», indique-t-il.

Mais ce ne sont pas toutes les écoles qui procédaient ainsi. Certaines produisent leur deuxième bulletin après le 1er mars et ne font parvenir que le premier relevé aux cégeps.

Le Ministère a donc changé les règles «par souci d'uniformisation», explique Marc Viens, directeur du Service régional d'admission au collégial de Québec (SRACQ). «De cette façon, tous les candidats sont traités sur un pied d'égalité, puisqu'on considère le même nombre de jours de classe.»

M. Viens reconnaît que, dans un scénario idéal, les notes remises aux cégeps devraient être compilées «le plus près possible» du 1er mars, de façon à mieux refléter le parcours de l'élève. Mais il souligne que cette nouvelle règle repré-

sente un «problème» seulement pour les élèves qui veulent être admis dans les programmes contingentés, un groupe qui représente 11 % des demandes d'admission.

Obligation dénoncée

Du côté de la commission scolaire des Découvreurs, où toutes les écoles secondaires produisent un deuxième bulletin avant le 1er mars, on comprend «l'insatisfaction causée par cette directive auprès des enseignants de français, car elle les obligera à évaluer toutes les compétences lors du premier bulletin», affirme sa porte-parole, Claire Savard.

En effet, plusieurs enseignants ne donnaient pas de note au volet écriture en français lors du premier bulletin, se concentrant sur le volet de lecture et d'expression orale. Le SRACQ oblige maintenant les profs à fournir des notes en écriture dans le premier bulletin.

Une obligation dénoncée aussi par l'AQPF. «Qu'est-ce que cette note-là va réellement vouloir dire?», affirme Mme Richard.

C'est à partir de ces résultats que la plupart des collèges déterminent si l'étudiant doit se soumettre à un test de classement en français ou suivre un cours de mise à niveau, explique-t-on du côté du SRACQ.

LE DEVOIR : Nouvelle formation à l'ITHQ - La sommellerie au service de la restauration - Samedi 08 septembre 2012





Photo : ITHQ

Marco Pelletier, chef sommelier québécois au prestigieux hôtel Le Bristol, à Paris, est l'ambassadeur du nouveau cours de sommelier-restauration offert à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Diane Précourt

Le nouveau cours de sommelier-serveur qui sera offert par l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) à partir de 2013 peut compter sur un ambassadeur de taille: le chef sommelier du prestigieux hôtel Le Bristol de Paris, Marco Pelletier, originaire de Greenfield Park, dans la banlieue sud de Montréal.

Celui qui devenait à 34 ans le seul chef sommelier canadien en France y dirige depuis quatre ans une équipe de huit sommeliers, en plus de gérer une cave de plus de 60 000 bouteilles. Bachelier en... génie civil, il constate très vite que les perspectives professionnelles ne sont pas géniales par rapport à ses attentes et décide de mettre le cap sur la France. Un boulot de serveur dans un café, puis une incursion dans les vendanges des champagnes, et voilà que la piqûre de la sommellerie fait son oeuvre.

De retour au Québec, c'est à l'ITHQ qu'il choisit d'entreprendre une formation dans ce domaine, puis il retourne en France, où sa feuille de route le mènera notamment chez le célèbre chef Relais Châteaux Michel Rostang, avant de rafler le poste au Bristol, embauché par le directeur général de l'époque, Jean-Louis Souman, qui

dirige maintenant l'Auberge Saint-Antoine de Québec !

« Le nouveau cours de l'ITHQ va contribuer à donner plus de crédibilité aux métiers de service », dit Marco Pelletier, qui préconise une interaction directe avec la clientèle. « Le vin, ça rassemble tout le monde », lance-t-il simplement.

La nouvelle Formation internationale en service et sommellerie de restaurant accueillera un premier groupe de 17 étudiants en janvier 2013, pour un peu plus de 1400 heures de cours échelonnés sur trois sessions.

Des stages rémunérés et non rémunérés font partie du perfectionnement des étudiants : la moitié en milieu anglophone à l'extérieur du Québec et l'autre moitié en France, dont une semaine à l'école de gastronomie Ferrandi.

« Nous avons voulu concevoir un programme dont le rayonnement s'étend au niveau international », souligne le porte-parole de l'ITHQ, Paul Caccia. Et en ce sens, la contribution professionnelle de notre ambassadeur est d'une importance capitale.»

RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : UQAT : nouveau programme dans le domaine minier – Mise à jour le vendredi 7 septembre 2012 à 15 h 32 HAE



Photo : Annie-Claude Luneau

La professeure responsable du programme de gestion spécialisé dans le domaine minier de l'UQAT, Suzanne Durand

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) offre désormais un programme de gestion spécialisé dans le domaine minier.

Il s'agit de la toute première formation du genre offerte en français en Amérique du Nord.

Elle permet d'apprendre comment développer un projet minier, comment trouver du financement ou comment protéger l'environnement.

« C'est comme le MBA, ça ouvre des portes sur le plan professionnel », explique l'un des étudiants du programme, Marc-Antoine Jetté.

Déjà, le programme connaît un élan de popularité, selon la professeure responsable, Suzanne Durand. « Il y a eu des demandes des gens de l'extérieur, mais malheureusement, on trouvait ça un peu complexe de se déplacer », affirme-t-

elle. C'est pourquoi l'université songe à offrir le cours à distance, éventuellement.

La venue de ce programme a été saluée par des représentants de l'industrie minière, tels que l'ancien président de Mines Richmont, Martin Rivard. « Ça donne la possibilité aux gens de mieux connaître l'ensemble des aspects de l'industrie, et non seulement le traditionnel métier de mineur », pense-t-il.

Le programme a d'ailleurs été conçu en collaboration avec l'industrie. Certains professionnels du secteur minier donneront des formations tout au long de la session.

LE SOLEIL : L'Université du Québec à Rimouski met la pédale douce sur le recrutement - Publié le vendredi 07 septembre 2012 à 05h00



Collaboration spéciale Carl Thériault

Il n'est pas question pour Jean-Pierre Ouellet de se lancer dans le recrutement effréné d'étudiants dans la région de Québec à partir du campus de Lévis.

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski) Il n'est pas question pour le huitième recteur de l'UQAR de se lancer dans le recrutement effréné d'étudiants dans la région de Québec à partir du campus de Lévis, le seul endroit dans son vaste territoire où la démographie est en croissance.

«Nous nous adaptons aux besoins et aux demandes du milieu à Lévis. Si c'est le cas, nous prendrons les moyens, ce qui ne nous empêche

pas d'avoir nos propres velléités de développement. Mais il n'y a pas de stratégie de conquête», a indiqué Jean-Pierre Ouellet.

Au cours de son mandat de cinq ans, le huitième recteur de l'UQAR compte, entre autres, accroître le caractère distinctif de l'institution, sa dimension internationale et le recrutement des étudiants.

«La qualité de l'expérience étudiante à l'UQAR se distingue selon des enquêtes nord-américaines avec l'encadrement offert, la petite taille des groupes et les ressources périphériques.»

Situation de crise

En l'absence du recteur Michel Ringuet, Jean-Pierre Ouellet avait été appelé à gérer une situation de crise lors de l'incendie qui a lourdement endommagé l'édifice principal de l'université, il y a trois ans.

Vice-recteur à la formation et à la recherche depuis septembre 2008, le nouveau recteur est titulaire d'un doctorat en zoologie de l'Université de l'Alberta, d'une maîtrise en biologie de l'Université de Montréal et d'un baccalauréat en biologie de l'Université du Québec à Rimouski. C'est à titre de professeur de biologie que Jean-Pierre Ouellet a commencé sa carrière universitaire à l'UQAR qui compte plus de 500 employés.

Son budget d'exploitation est de plus de 75 millions \$ pour l'année 2012-2013.

Sous-financement : au PQ de trouver les solutions

Le nouveau recteur de l'Université du Québec à Rimouski, Jean-Pierre Ouellet, ne croit pas qu'il soit possible de réaliser des gains significatifs dans la gestion des universités. Pour lui, la responsabilité de trouver des solutions au sous-financement des universités après l'abolition de la hausse des droits de scolarité appartient au nouveau gouvernement.

«La manière dont le Sommet sur les universités sera réalisé aura un impact potentiel sur le résultat de cet exercice pour faire progresser les choses. C'est un sommet nécessaire pour l'ensemble de la population québécoise. Ce sera l'occasion pour nous de convaincre la population que les universités ont une bonne gestion. Il y a eu beaucoup de démagogie. Nous pouvons peut-être mieux faire avec les ressources que nous avons. Mais je serais très surpris qu'on puisse dégraisser les universités comme nous l'avons entendu. S'il y a un changement, ce ne sera pas drastique», a exprimé le premier diplômé de l'UQAR à devenir recteur de son ancienne institution d'enseignement.

LE DEVOIR : UQAM cherche recteur – Jeudi 06 septembre 2012

Le Devoir L'Université du Québec à Montréal (UQAM) s'est mise activement à la recherche d'un recteur.

Elle publie ces jours-ci, notamment dans notre édition du jour du Devoir, une offre d'emploi pour le poste de recteur. Claude Corbo, qui

occupe cette fonction actuellement, avait annoncé en juin dernier qu'il ne solliciterait pas de renouvellement de mandat. En attendant que le



processus de sélection se termine, il restera néanmoins à la tête de l'UQAM jusqu'au 6 janvier 2013.

RADIO-CANADA / MAURICIE : De premiers étudiants en criminalistique à l'UQTR – Mise à jour le mercredi 5 septembre 2012 à 14 h 36 HAE



De premiers étudiants en criminalistique à l'UQTR

L'Université du Québec à Trois-Rivières accueille ses premiers étudiants du nouveau programme de criminalistique du baccalauréat en chimie. Il s'agit d'un programme unique au Québec.

Il y a 24 étudiants dans cette première cohorte. Le programme permettra de former des chimistes spécialisés en criminalistique, une discipline appartenant au domaine des sciences légales.

La criminalistique s'intéresse à l'exploitation et à l'étude des traces physiques et aux vestiges d'activités criminelles. Ces traces sont analysées dans le cadre d'expertises scientifiques notamment en matière criminelle, pénale et civile.

« Nous célébrons avec fierté l'ouverture de ce nouveau profil en criminalistique, un programme original axé sur la formation de chimistes spécialisés. Nos diplômés pourront mettre à profit leurs connaissances au sein de nombreuses organisations ayant à intervenir en enquête, surveillance, détection et sécurité, en lien avec l'application des lois », explique le vice-recteur Sylvain Delisle.

Le programme de criminalistique de l'UQTR a été créé notamment en collaboration avec l'École nationale de police du Québec.

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL : Aérospatiale : Besoins urgents de main-d'oeuvre - Publié le vendredi 31 août 2012, 17H48 | Mise à jour: vendredi 31 août 2012, 17H56



Photo Agence QMI / Archives

Michel Munger / Agence QMI

Les entreprises québécoises œuvrant en aérospatiale ont un urgent besoin de main-d'œuvre qualifiée, notamment pour des monteurs de structures.

Pour tenter d'attirer jeunes, l'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (EMAM) a lancé une campagne publicitaire il y a quelques jours, mais les résultats ne sont pas encore au rendez-vous. «Une offensive supplémentaire sera menée lors des prochaines semaines, a souligné Josée Péloquin, directrice de l'EMAM. Tout de suite après les élections, nous devrons retourner en campagne de promotion.»

«Nos finissants sont sollicités par les entreprises, tant petites que grandes, a indiqué Mme Péloquin. Leurs représentants se déplacent pour les rencontrer. Nous faisons même des entrevues dans l'école afin d'accé-

lérer les choses. Ceux qui termineront leur formation en octobre sont très demandés.»

Bombardier, Bell Helicopter, CAE, Pratt & Whitney ainsi que leurs fournisseurs sont très actifs sur le terrain de l'embauche.

Actuellement, l'EMAM dispense des formations d'un an et moins à environ 500 étudiants. L'entrée des étudiants et la sortie des diplômés se font à longueur d'année. Le salaire moyen des diplômés varie de 14 \$ à 20 \$ de l'heure.

Selon Josée Péloquin, le nombre de diplômés est insuffisant pour répondre à la demande. «Nous anticipons des besoins plus importants que le bassin d'élèves que nous avons. Nous recevons beaucoup d'appels afin d'augmenter la cadence.»

Répondre à la demande est toutefois possible. «En 2000, l'école était ouverte 24 heures sur 24, avec quatre plages horaires dont la capacité était de 450 élèves chacune. Nous faisons le tour de l'horloge avec des formations de nuit. En janvier prochain, nous aurons peut-être 800 étudiants et nous pouvons nous ajuster rapidement.»

Les ingénieurs sont également très recherchés par l'industrie. Par exemple, en juillet dernier, Bombardier Avions commerciaux mentionnait qu'il avait des postes à combler. «Nous avons des postes ouverts pour les ingénieurs en service pour les CRJ, la Série Q et les jets d'affaires», a expliqué Mark Masluch, porte-parole des services à la clientèle chez Bombardier. «Au Canada, il y a des occasions aux centres de réponse à la clientèle. Les sites sont à Mirabel, à Montréal et à Toronto.»

Selon les prévisions économiques sectorielles publiées par Emploi-Québec, il s'agit d'un domaine aux perspectives très intéressantes. Le génie aérospatial a une cote «très favorable», avec un salaire annuel brut moyen de 78 000 \$.

Dans son ensemble, l'industrie aérospatiale occupe 42 000 travailleurs. Le salaire annuel moyen est de 60 000 \$ chez les grands employeurs, selon les données compilées par Aéro Montréal et le Comité sectoriel de main-d'oeuvre en aérospatiale du Québec (CAMAQ).

LE DROIT : À La Cité collégiale et à l'Université d'Ottawa : Les inscriptions en hausse cet automne - Publié le vendredi 31 août 2012 à 06h30 | Mis à jour le vendredi 31 août 2012 à 07h39



Patrick Woodbury, LeDroit

L'Université d'Ottawa.

Philippe Orfali, Le Droit

C'est jour de rentrée scolaire, mardi, pour des dizaines de milliers d'étudiants qui fréquentent les établissements collégiaux et universitaires d'Ottawa. À La Cité collégiale comme à l'Université d'Ottawa, les inscriptions sont à la hausse. Mais difficile de dire si la crise étudiante québécoise y est pour quelque chose.

Au printemps dernier, les demandes d'admission d'étudiants québécois avaient bondi de 11 %, au plus fort du « printemps érable ». Cet engouement soudain pour la plus grande université bilingue au monde, au moment où le conflit semblait s'éterniser, ne se serait finalement pas concrétisé, selon Caroline Milliard, porte-parole de l'Université d'Ottawa.

L'établissement accueillera mardi quelque 41 000 étudiants, dont 35 000 au niveau du premier

cycle, en hausse d'environ 500 étudiants par rapport aux statistiques de l'an dernier.

« Nous n'avons pas noté d'impact pour la grève au niveau des inscriptions (cet automne), dit-elle. On ne peut lier la hausse de nos inscriptions (au conflit). »

Le nombre de cégépiens ayant opté pour l'« université canadienne » est passé de 950 en 2010 à 843 en 2011, pour revenir cette année à près de 950 étudiants.

Pour la première fois la semaine prochaine, les quelque 10 000 étudiants des programmes de la Faculté de sciences sociales seront regroupés sous un même toit, dans un pavillon tout neuf.

Celui-ci n'est toujours pas achevé, mais cela ne devrait pas perturber la rentrée, affirme Mme Milliard. « L'édifice va être pleinement opération-

nel pour la rentrée le 4 septembre. D'aucune façon les travaux de finition qui vont rester vont-ils empêcher la (poursuite) de nos activités. »

Croissance à La Cité

La Cité collégiale franchit une étape importante de sa croissance, puisque plus de 5 000 étu-

dians se dirigeront mardi vers l'établissement de l'est de la ville à l'occasion de la rentrée scolaire. Il s'agit d'une hausse d'environ 400 étudiants par rapport à l'an dernier.

Il y a trois ans seulement, La Cité collégiale franchissait la barre des 4 000 étudiants.

De plus en plus d'étudiants franco-ontariens optent pour le collège de langue française d'Ottawa, le nombre de demandes d'admission ayant augmenté de 4,8 % par rapport à l'an dernier.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Le Cégep de Drummondville poursuit sa lancée en matière de développement durable – Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 13 h 34 HAE



Le Cégep de Drummondville poursuit sa lancée en matière de développement durable.

Déjà certifié Cégep vert du Québec, le Cégep de Drummondville met sur pied un Fonds dédié aux activités à caractère environnemental.

Financée à même la vente des vignettes de stationnement, l'initiative permettra d'amasser 20 000 \$ par année. La maison d'enseignement veut aussi encourager l'utilisation du transport en commun en s'associant à la Ville de Drummondville.

« Cette initiative permet à notre communauté, autant pour le personnel que pour les étudiants, d'obtenir un rabais de 50% sur l'achat d'un laissez-passer d'autobus. On veut favoriser le transport en commun, une vision écoresponsable, une empreinte écologique différente et éventuellement du covoiturage », explique la directrice générale du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages.

L'objectif du Cégep est d'augmenter le taux d'achalandage du transport en commun de 15 %.

Pour me joindre :: genevieve.proulx@radio-canada.ca

RADIO-CANADA / MAURICIE : Le Cégep de Drummondville crée un fonds pour l'environnement – Mise à jour le mercredi 29 août 2012 à 8 h 24 HAE

Le Cégep de Drummondville poursuit sur sa lancée en matière de développement durable. Déjà certifié Cégep vert du Québec, l'établissement d'enseignement met sur pied le Fonds

dédié aux activités à caractère environnemental. Financée à même la vente des vignettes de stationnement, l'initiative permettra d'amasser 20 000 \$ par année.

L'établissement veut aussi encourager l'utilisation du transport en commun en s'associant à la Ville de Drummondville.

LE DEVOIR : Ontario - Les enseignants manifestent contre le gel de leurs salaires – Mercredi 29 août 2012

La Presse canadienne

Toronto – La pelouse de l'assemblée législative de l'Ontario a été prise d'assaut, mardi midi, par des enseignants venus dénoncer le gel salarial que veut leur imposer le gouvernement libéral pour combattre un déficit budgétaire de 15 milliards \$.

Les fédérations des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire et du secondaire de l'Ontario et le Syndicat canadien de la fonction publique brandissaient des drapeaux et des pancartes pour demander au gouvernement libéral minoritaire de négocier avec eux plutôt que de légiférer.

Trois syndicats représentant quelque 45 000 enseignants et employés du réseau scolaire ont déjà accepté l'entente de deux ans proposée par le gouvernement, qui souhaite maintenant l'imposer à tous les autres.

Mais les trois autres syndicats, qui comptent quelque 191 000 membres, s'y opposent farouchement.

La loi, qui sera vraisemblablement adoptée grâce à l'appui de l'opposition conservatrice, réduira aussi les avantages sociaux des enseignants, en plus d'interdire les grèves et les lockouts pour au moins deux ans.

Le premier ministre Dalton McGuinty a expliqué que le gouvernement est incapable d'accorder des hausses salariales aux enseignants, puisqu'il a besoin d'argent pour déployer la maternelle à temps plein et éviter des classes bondées.

« Nous ne pouvons faire ça pour l'instant, a-t-il lancé mardi lors de la période de questions à Queen's Park. Nous ne sommes pas prêts à faire ça, et je pense que les enseignants le comprennent. »

Ni M. McGuinty ni la ministre de l'Éducation, Laurel Broten, ni le chef progressiste-conservateur, Tim Hudak, n'ont voulu aller rencontrer les manifestants.

Les syndicats et l'opposition néodémocrate accusent le gouvernement McGuinty d'avoir créé cette crise de toutes pièces afin de détourner

l'attention des électeurs de différents scandales qui l'ont éclaboussé, à l'approche de deux élections complètes qui pourraient permettre aux libéraux de former un gouvernement majoritaire.

Vos réactions (2)

François Dugal – Abonné, 29 août 2012 07 h 57

«La rue»

«La rue» maintenant en Ontario? La violence et l'intimidation s'exportent-ils?

Ou s'en va le «plusse meilleur» pays du monde?

André Michaud – Inscrit, 29 août 2012 10 h 40

Laisser enfin décider les contribuables

Il serait grand temps que les citoyens puissent décider de la façon dont ils veulent payer leurs employés. Que les boss syndicaux puissent avoir plus de pouvoir que les citoyens est inadmissible. Un référendum sur la question pourrait éviter les chaos de la rue, car les syndicats se plieront à la volonté démocratique...

JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL : Universités ontariennes : Hausse prévue des admissions cet automne - Publié le: mardi 28 août 2012, 13H47 | Mise à jour: mardi 28 août 2012, 13H50

Agence QMI

TORONTO – Bien qu'elles exigent les droits de scolarité les plus élevés au Canada, les universités ontariennes prévoient une hausse de quelque 2,5 % de leur clientèle étudiante en septembre, a indiqué le Conseil des universités de l'Ontario (CUO).

Selon les données préliminaires du CUO, 92 574 personnes ont fait une demande d'admission pour l'année 2012-2013 comparativement à 90 272 l'année dernière.

« Les étudiants dans notre province accordent une grande importance à l'éducation supérieure, sachant que deux emplois sur trois requièrent un diplôme », a indiqué Alastair Summerlee, président du CUO et recteur de l'Université de Guelph. Le nombre d'étudiants à temps complet dans les universités de l'Ontario était de 434 441 en 2010-2011, selon les données du CUO.

Le coût moyen des droits de scolarité de premier cycle en Ontario en 2011-2012 s'est élevé à 6640 \$, selon Statistique Canada. La moyenne au Canada était de 5366 \$ tandis qu'elle s'élevait à 2519 \$ au Québec.

Afficher 12 commentaires (Montréal)

msmademoiselle 1 commentaire masqué
ca c est les petits enfant de l exode de 1980. y ont raison de sourire.

08/28/2012 05:53 PM

msmademoiselle 1 commentaire masqué
ca c est un bel article qui demontre la realite de 40 ans de chialage et l entetement d une societe a ne pas vouloir s adapter a l evolution internationale.

@mylou, la difference s appelle attitude .

les etudiants et ceux qui les appuient, vous allez mettre le vacarme pour faire avancer votre socialisme acharne.et est ce que vous voulez des

salaires qui correspondent a vos investissements scolaires.ce que vous ne realiser pas c est que vous faites fuire les investissements et pendant ce temps d autres pays s enrichissent.et nous on paie plus de taxes,et on se retrouve plus pauvre.

08/28/2012 05:45 PM

Ricky S, Software developper at blackysky.com 1 commentaire masqué

je comprends plus rien on m'avait dit que l'accessibilité était en fonction des droits de scolarités ... bon dieu je comprends plus peut etre les "méchant" anglo ont compris que l'éducation étaient un investissement à vie pour pas dire le meilleur investissement ...

08/28/2012 03:32 PM

sharapova 1 commentaire masqué

est ce que ontario solidaire existe pour laver le cerveau des jeunes et leur faire croire qu'ils sont les victimes d'une société corrompue et qu'ils



doivent tout démolir pour ouvrir les yeux des colonisés qui acceptent la situation sans lancer de boules de billards aux flics
[08/28/2012 02:53 PM](#)
 Mylou123 8 commentaires masqués
 wow...ils ont une hausse de demande d'admission malgré le fait que cela coûte en moyenne 6640\$ en droit de scolarité...et ici on fait un drame en disant que l'université ne sera plus accessible...il y a un problème à quelque part!!!
[08/28/2012 02:20 PM](#)
 Samuel4 7 commentaires masqués
 Ce que vous ne savez peut-être pas, c'est que plusieurs étudiantes et étudiants universitaires de là-bas se préparent justement à organiser une vaste campagne de protestation contre les frais de scolarité, voir peut-être une grève. Les associations étudiantes de l'Ontario trouvent le mouvement étudiant québécois très inspirant. La CLASSE a d'ailleurs fait un tour là-bas, à leur demande. Il est bien possible que la contestation du Québec fasse des petits ailleurs au cours des prochains mois.
[08/28/2012 02:50 PM](#)
 danielJaques 2 commentaires masqués

Mouvement très inspirant ??
 What a laugh !!
 Pourquoi McGill est pas encore boycotté alors ???
[08/28/2012 03:51 PM](#)
 Samuel4 1 commentaire masqué
 Plusieurs départements ont fait la grève et à McGill et à Concordia.
[08/28/2012 04:22 PM](#)
 Mylou123 3 commentaires masqués
 la CLASSE a peut-être été faire un tour là-bas, mais pour ton information à toi aussi, les étudiants de l'Ontario ont déjà eu la possibilité de faire une grève suite à une hausse, mais ils ne l'ont pas fait, ils ont simplement usé de leur bon jugement en sachant pertinemment que pour améliorer son avenir et augmenter la possibilité d'obtenir un emploi plus payant, l'Université est de mise.
 Le paiement de tes frais de scolarité sont des INVESTISSEMENT pour ton avenir, au même titre que l'achat d'une maison. Si tu n'as pas assez d'argent ou crois être trop serré (même avec les prêts et bourses), bien tu travail à temps plein durant un petit moment....tu ÉCONOMISES ton argent et ensuite tu fais ton inscription à l'université....c'est ce qu'on appelle être respon-

sable....Ce n'est pas à la société à payer pour toutes tes études pour qu'ensuite tu fasses le gros salaire (ce qui soit en dit passant, rendu là tu vas chialer parce que tu paye trop d'impôt pour payer les frais de scolarité des étudiants)
[08/28/2012 03:02 PM](#)
 dq2003 1 commentaire masqué
 Je suis du même avis.
 C'est un INVESTISSEMENT, comme une maison, un placement, etc.
 Ton 2e point est ce que mes fils ont fait.
 Ils ont travaillé à temps plein pendant 1 an pour payer leurs études à l'Université d'Ottawa...
 Etudes terminées ... PAS DE DETTES !!!
[08/28/2012 03:15 PM](#)
 René 1 commentaire masqué
 Très bien dit. Ils vont sûrement avoir les emplois avant ce cher Samuel4. Ce qui l'inquite beaucoup. Il y a sûrement beaucoup de Québécois lucides dans ce 2.5%
[08/28/2012 03:08 PM](#)
 René 1 commentaire masqué
 Blah blah blah...si tu sais pas quoi dire pour te rendre intéressant...
[08/28/2012 02:55 PM](#)

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Des logements haut de gamme pour étudiants à Montréal – Mise à jour le vendredi 24 août 2012 à 18 h 51 HAE



Photo : Dominique Panebianco

Alors que la rentrée bat son plein dans les cégeps et les universités, de nombreux étudiants se cherchent un logement à Montréal. Aux côtés des coopératives d'habitation et des condos du secteur privé, une nouvelle offre se développe dans la métropole.

Au 515 de la rue Sainte-Catherine, la résidence Varcity515 accueille depuis quatre ans près de 450 étudiants. Réparties sur 11 étages, les chambres individuelles sont entièrement meublées et climatisées, les résidents se partageant, à trois ou quatre, une salle de bain et une cuisine tout équipée. Ils ont également accès à une salle de cinéma, une salle de sports et divers espaces dédiés aux loisirs et aux études.

« On propose un produit que l'on retrouve dans d'autres grandes villes, le plus souvent sur des campus universitaires, mais qui reste atypique pour Montréal », souligne le copropriétaire de la résidence, Nathaniel Fraiberger. « On est en fait dans un immeuble qui ressemble à un immeuble locatif, mais qui est dédié et spécialement organisé pour accueillir des étudiants », précise-t-il.

Ces aménagements spécifiques ont un coût. Au Varcity515, la location d'une chambre se paye entre 750 et 950 \$ par personne par mois. « Lorsqu'on regarde les prix par rapport à la concurrence, c'est-à-dire un appartement mis en location dans le même quartier, on se rend compte que lorsqu'on additionne tous les coûts liés à l'installation - l'achat de mobilier, Internet, l'abonnement à Hydro-Québec, les assurances, la gym, etc. -, on n'arrive pas très loin de notre prix, qui est même souvent inférieur », observe Nathaniel Fraiberger.

Les commentaires (10)

Envoyé par [Franz Bisailon](#) de Québec, 26 août 2012 à 17 h 29 HAE

M. Duval, je ne crois pas que ces étudiants portent le carré rouge...

Envoyé par [Denyse Chapman](#) de Montréal, 25 août 2012 à 17 h 04 HAE

pour tout ceux qui, comme d'habitude sont vite à dénigrer les étudiants, ceux qui occupent ces

logements et tout autre universités, ils sont occupés en majorité par les étudiants (International) ceux qui ne savent pas ce que cela veut dire....

Étudiants dont les loyers, bouffes, factures, frais de scolarité sont payés pas "moman et popa"!

Étant employé de soutien dans une Université j'ai le droit de faire ses affirmations....Les factures ont les voient passées.

Les locataires rencontrés sur place semblent s'accommoder du tarif des chambres. La plupart sont d'origine étrangère et reçoivent de l'argent de la part de leurs parents. Ils se disent satisfaits des services qui leur sont offerts et des rencontres qu'ils font au sein de la résidence.

Pour les étudiants qui arrivent à Montréal, la solution est intéressante et plus conviviale qu'un logement individuel. À plus long terme, « ça fait un peu cher », reconnaît un étudiant français qui habite au 515 depuis une paire d'années. « À Montréal, quand tu commences à connaître la ville, il y a des opportunités pour trouver des appartements qui ne sont pas forcément si chers que ça. Mais lorsque tu arrives ici, le Varcity515 est franchement une bonne option », estime-t-il.

Un phénomène de mode?

La résidence de la rue Sainte-Catherine n'est plus la seule sur ce créneau. À l'École de technologie supérieure de Montréal (ETS), la construction d'un nouvel édifice de logement va bientôt s'achever. Près de 300 unités y seront accessibles dès le mois de septembre : des appartements traditionnels, mais aussi des studios meublés destinés, entre autres, aux couples étrangers qui viennent étudier dans la métropole. Le tout pour un loyer maximal d'environ 1000 \$.

Selon le directeur de l'ETS, Yves Beauchamp, la demande est forte pour ce type de logements. Notamment parce que l'école propose à ses locataires des conditions moins rigoureuses qu'à l'accoutumée. « Lorsqu'ils logent dans nos résidences et s'ils décrochent un stage dans leur région natale, les étudiants peuvent briser le bail et on leur réserve un lit à leur retour. Ce qui leur donne une flexibilité qui leur permet de retourner dans leur coin de pays », explique M. Beauchamp.

Pour l'ETS, l'opération est doublement gagnante. « Nous avons une clientèle captive, avec des taux d'occupation de 93 à 95 %, indique le directeur de l'école. Nos revenus dépassent significativement les dépenses de remboursement de dettes et d'opération », ajoute-t-il.

Si certains étudiants sont prêts à payer plus pour se loger, les loyers ne peuvent pas sans cesse augmenter, même si des services y sont associés. Le directeur des services aux entreprises auxiliaires de l'ETS, André Côté, met ainsi en garde les universités qui voudraient construire des logements étudiants. « En raison de la hausse des coûts de construction, il devient de plus en plus difficile d'arriver à des coûts de loyer intéressants pour les étudiants, explique-t-il. On est peut-être sur une ligne, il faut vraiment bien calculer au départ, parce qu'avec une mise de fonds qui correspondrait à un an de loyer, on pourrait peut-être acheter un petit condo aux alentours et espérer faire un gain en capital, quatre ans après », une fois les études terminées.

D'après un reportage de [Raphaël Bouvier-Auclair](#)

Envoyé par [Brayard Dominique](#) de Québec, 24 août 2012 à 22 h 37 HAE

Est-ce que les casseroles sont fournies?

Envoyé par [Rémi Fontaine](#) de Saint-Jean-sur-Richelieu, 25 août 2012 à 00 h 36 HAE en réponse à [Brayard Dominique de Québec](#)

Je ne pense pas que ces étudiants riches soient des amateurs de casseroles.



Envoyé par [Sylvain Bélanger](#) de Montréal, 24 août 2012 à 21 h 48 HAE
Bon, ça y est. C'est maintenant mauvais d'être étudiant et en moyens... pathétique...

Envoyé par [Bernard Ruel](#) de Montréal, 24 août 2012 à 21 h 29 HAE
à voir la photo, on repassera pour le « haut de gamme ».

Envoyé par [Robert Vaughn](#) de Châteauguay, 24 août 2012 à 19 h 53 HAE

...et il paraît qu'il y a également une salle, à la fine pointe de la technologie, aménagée spécifiquement pour la tenue des assemblées étu-

diantes avec sièges éjectables pour propulser rapidement hors de la salle les indésirables qui ne votent pas du bon bord et un appui-bras qui maintient automatiquement le bras levé lors des votes de grève.

Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal, 25 août 2012 à 09 h 28 HAE en réponse à [Robert Vaughn de Châteauguay](#)

Savez-vous au moins de quoi vous parlez, ou vous vous fiez sur les oui-dires?

Envoyé par [Serge Duval](#) de Secteur Drummondville, 24 août 2012 à 19 h 39 HAE

Petits logements de luxe, électricité, chauffage et carré rouge fourni!!!

Des "baise-en-ville" pour étudiants riches.

Envoyé par [Louis Richard](#) de Montréal, 24 août 2012 à 20 h 26 HAE en réponse à [Serge Duval de Secteur Drummondville](#)

Si la Fondation du CEGEP du Vieux-Montréal et l'UQAM avaient géré leurs résidences étudiantes comme l'ETS l'a fait, il y aurait près de 500 logements à loyer modique pour les étudiants.

Il y a une demande pour les logements étudiants et à cause de fraudes monumentales, ce sont des entreprises privées qui offrent des logements très biens.

RADIO-CANADA / ESTRIE : Inscriptions records au Cégep de Thetford – Mise à jour le vendredi 24 août 2012 à 13 h 49 HAE



Le Cégep de Thetford

Un total de 1010 étudiants sont inscrits au Cégep de Thetford Mines cet automne ce qui représente

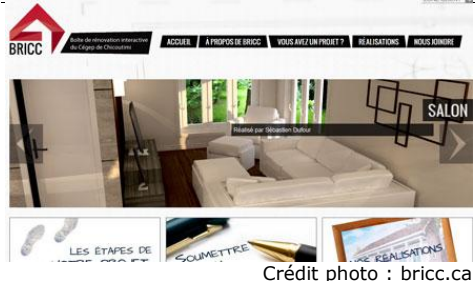
une augmentation de 15 % par rapport à l'an dernier. C'est aussi 45,5 % de plus que les prévisions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) qui étaient fixées à 694 étudiants.

Dans un contexte où plusieurs cégeps et collèges doivent composer avec une baisse de fréquentation, la direction de l'endroit est des plus heureuse des 566 élèves de première année qui ont passé les portes de l'établissement en cette première semaine de cours. « C'est toute une surprise et toute une fierté de vivre une telle rentrée », a affirmé le directeur général du Cégep de Thetford, François Dornier.

Cette augmentation réjouit la direction du Cégep de Thetford puisque cette hausse permettra à plusieurs programmes qui étaient en baisse de clientèle depuis quelques années, de reprendre leur vitesse de croisière.

Selon la direction, cette augmentation est le fruit de multiples facteurs tels que l'arrivée de deux nouveaux programmes (Gestion de commerce et Techniques de réadaptation physique, Informatique), la mise sur pied d'une nouvelle équipe de hockey collégial AAA, entre autres.

TVANOUVELLES / JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Cégep de Chicoutimi : Conseils en rénovation offerts gratuitement - Première publication jeudi 23 août 2012 à 14h05 / Publié le: jeudi 23 août 2012, 14H30 | Mise à jour: jeudi 23 août 2012, 14H38



Crédit photo : bricc.ca

Par Valérie Fortin | TVA Nouvelles

Les étudiants en Techniques de l'architecture du Cégep de Chicoutimi offrent désormais leurs services-conseils en rénovation au grand public. Même s'ils sont encore sur les bancs d'école, les jeunes vivent de réelles expériences de travail. L'établissement vient de lancer un nouveau site Web, www.bricc.ca, pour permettre aux citoyens

de soumettre leur propre projet de rénovation. De cette façon, les étudiants ont la chance de préparer des projets pour des clients.

«Le client repart avec des plans avec lesquels il peut aller voir des entrepreneurs. Il repart également avec une liste des matériaux et des équipements. La coloration et la décoration sont aussi suggérées par les étudiants», explique l'enseignante et instigatrice du projet, Christiane Côté.

Que ce soit un agrandissement, l'ajout d'une pièce ou la transformation d'un espace, il suffit de s'inscrire sur le Web pour pouvoir bénéficier des connaissances des futurs techniciens en architecture presque gratuitement. Le client n'a que les frais d'impression à déboursier.

«L'expérience nous permet d'entrer dans les pensées des clients, de deviner ce qu'ils veulent, d'apprendre à jongler avec différents styles», affirme une finissante au programme, Catherine Villeneuve. «On met du temps là-dedans, on met

du cœur là-dedans. Quand notre projet se réalise, on ne peut pas avoir de plus cadeau.»

De plus, ces expériences concrètes de travail ont comme objectif d'augmenter la motivation des étudiants et d'améliorer leur persévérance scolaire.

Les responsables du département s'attendent à ce que les jeunes réalisent une soixantaine de projets par année.

Afficher 2 commentaires (Montréal)

HN2008 1 commentaire masqué

Je trouve que c'est une très belle initiative. C'est une bonne façon de mettre en pratique ce qu'ils ont appris.

[08/28/2012 12:03 PM](#)

dhargon 1 commentaire masqué

Des amis de "Tony" peut-être.....?

[08/23/2012 04:07 PM](#)

RADIO-CANADA / ESTRIE : Rentrée record au Cégep de Drummondville – Mise à jour le lundi 20 août 2012 à 12 h 48 HAE



La directrice du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages, échange avec des étudiants.

Quelque 2400 étudiants ont fait leur entrée au Cégep de Drummondville lundi, ce qui constitue une hausse de 8,6 %.

De ce nombre, 1160 étudiants sont inscrits à un programme de formation préuniversitaire et près de 1050 autres sont en formation technique. Dans ce secteur, la croissance est des plus significatives (12 %), ce qui laisse dire à la directrice générale du Cégep, Brigitte Bourdages, que la santé de l'établissement qu'elle dirige n'a jamais été aussi bonne.

Aux statistiques exceptionnelles de l'enseignement ordinaire, il faut ajouter les 200 adultes du Service de la formation continue et des services

aux entreprises, et la centaine d'étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui côtoieront leurs collègues du collégial à compter de ce trimestre.

La direction du Cégep de Drummondville a autorisé divers travaux d'aménagement durant la période estivale afin d'accueillir ces étudiants en nombre record. Un comité, piloté par la directrice générale du collège, a été formé pour analyser toutes les avenues qui s'offrent à l'établissement. Le Cégep de Drummondville offre de la formation dans sept programmes préuniversitaires et onze programmes techniques.

JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC : Bulletin de la prospérité : L'éducation s'améliore - Publié le: jeudi 16 août 2012, 15H58 | Mise à jour: jeudi 16 août 2012, 16H00

Michel Munger / Agence QMI

L'éducation est le secteur qui a connu les améliorations les plus notables au Québec dans la dernière année, affirme le Conseil

du patronat du Québec (CPQ) dans son Bulletin de la prospérité de 2012.

Dans la troisième édition de cette publication, l'organisme maintient toutefois la note générale

de C pour le potentiel de prospérité des Québécois.

La première amélioration se trouve dans le pourcentage de décrocheurs, indique le bilan du



CPQ. Ce sont les adultes de 20 à 24 ans sans diplôme d'études secondaires. La note monte de D à C, alors que le pourcentage de personnes touchées a reculé de 0,6 point à 10,1 % en 2011. Le Québec fait un peu mieux que l'Alberta à cet égard.

Le Conseil du patronat estime que l'impact du décrochage est important. Il cite l'économiste Pierre Fortin, qui chiffre le manque à gagner à vie d'un travailleur sans diplôme à 460 000 \$.

En deuxième lieu, la note donnée par le CPQ pour le taux d'obtention d'un diplôme de premier cycle à l'université passe de B à B+. À 34 %, le Québec est seulement à cinq points de l'Ontario.

« Ce sont de bonnes nouvelles, a souligné Norma Kozhaya, directrice de la recherche au CPQ. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est un enjeu prioritaire pour les employeurs. Pour l'économie en général, le niveau d'éducation et la lutte au décrochage sont très importants. »

Selon Mme Kozhaya, le Québec se démarque en science, en technologie, en génie, en santé et en administration. « Nous nous positionnons très bien dans ces domaines-là, étant égaux avec l'Ontario », a-t-elle affirmé.

Rattrapage en infrastructures

Cependant, un recul a été constaté l'an dernier en matière d'infrastructures publiques. La note

pour l'âge moyen passe de B en 2010 à C en 2011.

La moyenne d'âge des infrastructures a bien diminué à 12,5 ans, contre plus de 18 ans pendant les années 1990. Par contre, l'étoile du Québec pâlit en raison des investissements plus importants des autres provinces.

« L'écart avec l'Ontario est vraiment faible, a expliqué cependant Norma Kozhaya. Le défi est de garder le rythme pour ne pas retomber dans une période de sous-investissement, que nous avons connue par le passé. »

Cette année, le CPQ a ajouté les chiffres sur les déficits cumulés de la dette publique à son bilan, accordant un D au Québec. La dette brute équivalait à 54 % du produit intérieur brut en 2011, soit cinq points de plus que la moyenne canadienne. En déficits cumulés, la proportion reculait à 35 %.

Par ailleurs, le bulletin comporte une phrase révélatrice pour ceux qui ont un œil sur la crise de l'euro. Onzième parmi les plus endettés au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), « le Québec ne serait donc pas aussi mal en point que la Grèce, mais pas en aussi bonne position que la Finlande ou la Norvège ».

« Le Québec a des actifs qui compensent pour la dette brute, ce qui n'est pas le cas de la Grèce », a précisé Mme Kozhaya.

Un portrait incomplet

Ce bulletin ne dit pas tout, a fait savoir Jean Lacharité, vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). « Il ne prend le pouls qu'en fonction du monde des affaires, en utilisant des indicateurs imparfaits comme le produit intérieur brut », a-t-il affirmé.

« Ça ne mesure pas la qualité de vie, a ajouté le syndicaliste. L'indice Vivre mieux de l'OCDE nous classe sixième au monde. Un gouvernement est aussi là pour s'assurer que l'ensemble des citoyens ait un bon niveau de vie et un minimum d'inégalités. »

Afficher 2 commentaires (Montréal)

[Carol](#) 1 commentaire masqué

Faites lire ce texte à M. Legault. Et ça vient du Conseil du patronat du Québec, pas de la gauche...

[08/16/2012 05:16 PM](#)

[OEILDELOUP](#) 1 commentaire masqué [Réduire](#)

[Afficher](#)

QU'OU DONC , LEGAULT NOUS FAIT PEUR?

Il crie au loup.

[08/16/2012 04:49 PM](#)

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Cégep de Jonquière : des tablettes numériques pour les enseignants – Mise à jour le lundi 13 août 2012 à 16 h 40 HAE

La direction du Cégep de Jonquière encourage les enseignants à se doter d'une tablette intelligente iPad en profitant d'une subvention de 200 \$ pour en faire l'achat.

Jusqu'à la fin novembre, 200 enseignants à l'emploi du Cégep de Jonquière depuis plus de deux ans pourront bénéficier de cette subvention. Le Collège dispose d'un budget de 40 000 \$.

L'objectif est d'inciter les enseignants à utiliser les nouvelles technologies. L'un d'eux, qui enseigne le montage vidéo, François Lessard, croit que le virage vers les tablettes numériques est incontournable.

« Ça rend dynamique, dit M. Lessard. La compétition est féroce. C'est les profs contre internet ou les profs contre les réseaux sociaux. Comment se battre contre Facebook, contre tout l'intérêt que ça amène? »

La direction du Cégep de Jonquière précise qu'elle a choisi les tablettes d'Apple parce que la technologie y est plus avancée et que les applications éducatives sont nombreuses.

La responsable des technologies informatiques, Manon Lessard, ajoute que l'iPad est bien plus

utile qu'un simple ordinateur. « Avec un petit appareil comme ça, tu as accès à Internet où tu veux, tu as accès à tes volumes, j'ai un dictionnaire, tu veux lire un article, tu peux le surligner et ça se place dans un sac à main », souligne-t-elle.

Monique Tardif, qui enseigne la sociologie, s'est familiarisée avec sa tablette numérique durant l'été. Elle a déjà des projets pour ses étudiants. « Partir avec une problématique sociale, faire des entrevues, recueillir le matériel, faire un petit montage avec le iPad », mentionne-t-elle.

En complément



Vidéo - [Cégep de Jonquière : des tablettes numériques pour les enseignants](#)

Les commentaires (1)

Envoyé par [Ariane Bouchard](#) de Saguenay, 14 août 2012 à 08 h 15 HAE

Quelle horreur ! Un iPad, ça sert à rien. C'est comme un iPod, mais qui rentre pas dans une poche.

Quel gaspillage d'argent. J'ai honte de mon cégep. Après cette grosse pancarte lumineuse au sommet d'une tour, absolument pas nécessaire et si petite qu'on distingue même pas le logo dessus. (Et puis hey ! On le reconnaît, le cégep. C'est de loin les plus hautes tours de la ville !)

Sérieusement, quiconque est à l'origine du projet mérite de se faire remettre le cerveau à la bonne place. Si vous avez 40 000 \$ à mettre, mettez à jour les logiciels des ordinateurs de l'école, investissez aux centres d'aide... Y'a des tonnes de choses à l'école qui ont besoin d'investissements. Gérez pas notre budget comme le PLQ ! Si les profs veulent perdre de l'argent dans des iPads, qu'ils les paient eux-mêmes. Non mais...

JOURNALDEMONTRÉAL : Conflit étudiant : L'École de la Montagne rouge à New York - Publié le: mardi 07 août 2012, 18H46 | Mise à jour: mardi 07 août 2012, 18H56



Photo Archives / Agence QMI

Agence QMI

La coopérative d'artistes «Just Seeds», impliquée dans le mouvement «Occupy Wall Street», a invité un groupe d'étudiants de

l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à présenter leurs œuvres à New York.

Le collectif de l'École de la Montagne rouge qui est, entre autres, derrière plusieurs images et slogans devenus emblème du conflit étudiant, tapissera les murs de la galerie Interference Archive de Brooklyn avec des affiches et des représentations graphiques qu'elle a créées au cours des derniers mois.

Le vernissage aura lieu jeudi soir, mais les jeunes ont quitté Montréal pour New York mardi matin, dans le but d'aller échanger et produire sur le thème du conflit étudiant et des mouvements de protestations nés à travers le monde au cours de la dernière année.

Afficher 4 commentaires (Montréal)

[perraspierre](#)

cet article mérite beaucoup plus de couverture

tout comme les manifestations nocturnes

[08/08/2012 04:03 AM](#)

[Samuel4](#)

Le mouvement étudiant québécois a vraiment gagné un vaste appui international qui fait chaud au cœur. L'école de la montagne rouge fait un travail vraiment superbe depuis le début du conflit. C'est beau de voir qu'ils pourront exporter le message de solidarité du printemps érable.

[08/07/2012 08:35 PM](#)

[perraspierre](#)

bien parlé

[08/08/2012 04:01 AM](#)

[rockmarc](#)

boff, une tempête dans une bière (non dans un verre d'eau)

THE OTTAWA CITIZEN : Why students in the rest of Canada don't protest – Thursday, August 02, 2012



Photograph by: Paul Chiasson , THE CANADIAN PRESS
Protesters march down Montreal's Ste-Catherine Street Monday night to protest against tuition hikes and Quebec's Bill 78 aimed at control student demonstrations.

By Brian Platt August 2, 2012

The hot tempers of the Quebec student strike crisis had cooled off in recent months, but things are heating up again with classes coming and an election call this week. Gabriel Nadeau-Dubois, who has been the vocal leader of a movement that brought hundreds of thousands to the streets, brings his message to the Université du Québec en Outaouais tonight.

This all comes a few weeks after the Canadian Federation of Students toured Quebec student leaders around Ontario universities to share strategies on building a successful protest movement.

The tour prompted another round of news coverage and discussions about whether students could ever mobilize in Ontario — or indeed, anywhere in English Canada — the way they have in Quebec. These discussions often involve grand theories about the French street protest culture and the conservatism of anglophone universities. But they almost always miss the simplest explanation for why English Canada will never see such large

student mobilization: anglophone student unions aren't built for protesting.

If you visit any large campus in English Canada, you'll find the student union is extraordinarily busy. They administer health and dental plans for tens of thousands of students, negotiate transit passes with local governments, maintain multi-million-dollar student union buildings, and run cafés, bars, convenience stores and restaurants.

To assist with this task, these student unions have a substantial number of permanent managerial staff. Decision-making is centralized to a board of directors, usually made up of elected representatives across every faculty.

In other words, English-Canadian student unions operate like corporations — and often surprisingly efficiently, despite the chaos of student politics.

Now compare that to the Quebec student organizations that drove the strike movement. The core mobilizers were the small, decentralized student associations of the public colleges (CEGEPs), who've long made their decisions in rowdy general assemblies, not board meetings. They run far fewer services for their student members, instead leaving that up to the school administrations.

When one of these general assemblies calls a strike, their members are raring to go because they're already in the room. When many assemblies call for strikes at the same time, the momentum escalates quickly and can be sustained for months.

Meanwhile, what happens when a board of directors calls for a protest? Nobody cares. These are representatives who got their seats in elections where barely 10 per cent of the student population votes. It's a highly centralized system, and most students pay little attention to the politics of it.

English-Canadian student unions are terrible at protesting because that's not what they're built for anymore. They've evolved to become effective decision-makers in their business practices. The parlance among student politicians for this is "service-oriented."

Having been both a student politician and an editor at the campus newspaper at the University of British Columbia, I can tell you most students seem to want this — or, at the very least, it's what they've come to expect. They identify their student union primarily with getting them a cheap bus pass, a cheap dentist appointment, and a cheap beer on tap. When I've talked to colleagues at other anglophone campuses, they've told me the same thing.

[4 comments](#)